

UNIVERSITE DE NICE

FACULTE DE DROIT ET DES SCIENCES ECONOMIQUES

Le Traité franco-allemand
du 22 janvier 1963 et sa mise en œuvre
sous le général de Gaulle
(1963-1969)

THESE

de doctorat de spécialité (3ème cycle)
'Coopération internationale'

Presentée et soutenue publiquement par

Irmgard HEINEMANN

le 16 décembre 1977

JURY

président : M. le Professeur Paul ISOART
suffragants : M. le Professeur Joël RIDEAU
M. Alain PIQUEMAL, Maître-assistant

UNIVERSITE DE NICE

FACULTE DE DROIT ET DES SCIENCES ECONOMIQUES

Le Traité franco-allemand
du 22 janvier 1963 et sa mise en œuvre
sous le général de Gaulle
(1963-1969)

THESE

de doctorat de spécialité (3ème cycle)

'Coopération internationale'

Presentée et soutenue publiquement par

Irmgard HEINEMANN

le 16 décembre 1977

JURY

président : M. le Professeur Paul ISOART

suffragants : M. le Professeur Joël RIDEAU

M. Alain PIQUEMAL, Maître-assistant



La Faculté n'entend donner
aucune approbation ni impro-
bation aux opinions émises
dans les thèses : ces opinions
doivent être considérées comme
propres à leurs auteurs.

"(...) on ne saurait dire que l'Allemagne et la France se soient encore accordées pour faire ensemble une politique et on ne saurait contester que cela tient au fait que Bonn n'a pas cru, jusqu'à présent, que cette politique devrait être européenne et indépendante."

(Conférence de presse du général de Gaulle du 23 juillet 1964)

"(...) les liens préférentiels, contractés en dehors de nous et sans cesse resserrés par Bonn avec Washington, ont privé d'inspiration et de substance cet accord franco-allemand."

(Conférence de presse du général de Gaulle du 28 octobre 1966)

INTRODUCTION

Avant de commencer avec le premier chapitre de l'introduction, il nous semble utile de faire quelques remarques sur la méthode employée dans ce travail. Dans l'introduction, nous nous sommes servis de sources diverses : des livres se rapportant à notre sujet, les écrits du général de Gaulle, et surtout les Mémoires du chancelier Adenauer - un choix que nous justifierons plus loin. Pour les deux parties principales consacrées au Traité lui-même, à son élaboration et à son application, nous nous sommes efforcés de livrer un travail basé surtout sur des sources primaires, c'est-à-dire notamment des organes officiels et la presse ainsi que des témoignages de première main. Déjà, les articles de revue tendent à répéter ou à résumer ce qu'ont rapporté les journaux ; le fait d'abrégé et d'ajouter des appréciations personnelles y introduit un facteur d'incertitude. Les ouvrages de tout genre sont souvent basés sur de tels articles ou sur d'autres ouvrages, multipliant ainsi les risques d'erreur. De toute façon, il existe peu de travaux valables consacrés à notre sujet, ainsi que nous le montrons dans un bref commentaire qui précède la bibliographie.¹⁾

Pour cette raison, nous n'avons cité des livres, des contributions et des articles de revue que lorsqu'ils contenaient des faits nouveaux qui n'avaient pas encore été publiés par la presse, ou lorsqu'il s'agissait d'une opinion particulièrement intéressante digne d'être signalée. Dans le cas d'informations sur lesquelles la plupart des journaux étaient d'accord, nous n'avons pas indiqué de source. Il convient à cet endroit de rendre un hommage particulier au journal Le Monde qui, grâce à ses méthodes extrêmement consciencieuses, permet de suivre un sujet sans en omettre le moindre détail. Dans de nombreux cas, nous avons aussi pu l'utiliser comme source pour des déclarations et communiqués dont le texte n'avait pas été publié dans un organe officiel.

Ajoutons que dans l'ensemble de cette thèse, nous avons essayé de traiter exclusivement, et dans la proportion que nous estimons appropriée, les questions qui concernent directement le Traité, sa genèse et sa mise en oeuvre. Nous n'avons pas donné de détails ni d'indications bibliographiques pour approfondir le sujet sur les

1) Voir infra, p. 388-389.

nombreux problèmes qui touchent aux relations franco-allemandes, comme par exemple les négociations sur le "plan Fouchet", la politique agricole de la C.E.E. ou la force nucléaire multilatérale (M.L.F.). Compte tenu de l'étendue de notre sujet, nous nous sommes limités aux explications indispensables pour la compréhension du contexte. En outre, nous avons presque entièrement renoncé à donner l'opinion de la presse et les résultats de sondages d'opinions. Nous estimons en effet que tous deux risquent de fausser la réalité plutôt que de la refléter et d'être en tout cas peu instructifs, à moins qu'on n'en fasse une étude très systématique et très soignée.

Il nous reste enfin à signaler que, dans les cas où nous nous sommes basés sur des sources en langue étrangère, nous nous sommes toujours servis du texte original (que nous indiquons aussi comme source en bas de page) et non pas de la traduction, lorsqu'elle existe. Toutes les traductions ont donc été faites par nos soins. Pour donner au lecteur la possibilité de prendre connaissance aussi du texte original des citations en langue étrangère, nous avons ajouté celui-ci en annexe.²⁾

* * *

Dans l'introduction, nous examinerons d'abord brièvement, dans le chapitre I, les relations franco-allemandes de 1945 à 1958. Le chapitre II sera consacré à l'attitude de de Gaulle envers les Allemands depuis la première guerre mondiale jusqu'en 1958. Dans le chapitre III, nous étudierons longuement les rapports entre le général de Gaulle et le chancelier Adenauer de 1958 à 1962, qui ont été à l'origine directe du Traité.

2) Voir infra, p. 453-469.

I. Les rapports franco-allemands de 1945 à 1958 : une réconciliation accomplie¹⁾

La politique française envers l'Allemagne vaincue

La politique à suivre par la France face à l'Allemagne vaincue avait été définie par le général de Gaulle pendant la guerre ; bien qu'elle ait été déjà partiellement dépassée en raison de l'accord de Potsdam, elle fut reprise à leur compte par ses successeurs, après la retraite du général en janvier 1946. Persuadé que l'Allemagne, portée par nature à l'agressivité, resterait dangereuse tant qu'elle était constituée en Etat centralisé autour de la Prusse, le général prônait le morcellement du Reich, la création d'une confédération de plusieurs Etats allemands largement indépendants. Pour garantir définitivement la frontière française à l'Est, il exigeait en outre que la Rhénanie obtienne un statut autonome et que la Sarre devienne un Etat indépendant vivant en union économique avec la France. Enfin, pour garantir que les Alliés puissent surveiller la production d'acier de l'Allemagne, et surtout pour assurer à la France le charbon dont elle avait besoin, la Ruhr devait être soumise à un contrôle international.²⁾

Ayant été conçue par le général de Gaulle, cette politique supposait évidemment que la France eût un statut de grande puissance, qu'elle disposât d'une liberté d'action suffisante pour imposer le cas échéant ses revendications à des alliés réticents. Or, ni sa situation intérieure, ni la situation internationale dominée rapidement par le conflit Est-Ouest ne le lui permettaient, et les gouvernements français successifs ont dû abandonner l'une après l'autre les positions défendues, retardant l'évolution en marche sans pouvoir l'arrêter.

1) Pour plus de détails sur les relations franco-allemandes de 1945 à 1958, voir : Alfred GROSSER. La IVe République et sa politique extérieure. Paris : Armand Colin, 1961, chapitres III, 1 ; III, 3 ; V, 3 ; et VI, 1.

2) Voir aussi infra, p. 13 et s.

En acceptant de participer à la mise en oeuvre de l'accord de Potsdam sans pour autant y souscrire pleinement, le général de Gaulle avait posé la première pierre d'une politique pleine de contradictions. La France avait fait des réserves expresses concernant la reconstitution d'un gouvernement central en Allemagne et elle devait désormais empêcher par son veto la création des institutions centrales prévues à Potsdam, isoler sa propre zone d'occupation et séparer pas à pas la Sarre du reste de sa zone. Elle poursuivit cette politique même après 1947, lorsque la guerre froide s'était définitivement installée sur la scène internationale, amenant les Etats-Unis à considérer l'ennemi vaincu sous un angle nouveau. En effet, la partie de l'Allemagne qui n'était pas tombée sous la domination soviétique devait désormais être relevée sur les plans économique et politique pour pouvoir renforcer le camp occidental face au nouvel ennemi redoutable. La France, ne pouvant nier la situation nouvelle et ayant surtout besoin de l'aide américaine, accepta le plan Marshall sans pour autant en tirer les conséquences en ce qui concerne l'Allemagne : elle n'abandonna point son refus de participer à la "bizone" anglo-américaine et poursuivit même les démontages dans sa propre zone. Sa politique était donc en principe inchangée jusqu'au moment où, en juin 1948, lorsque l'Union soviétique avait déjà quitté le Conseil de contrôle de Berlin, les pays occidentaux adoptaient les "recommandations de Londres". Avec l'accord du représentant français, celles-ci prévoyaient la création d'un Etat fédéral dans les trois zones occidentales et se prononçaient même en faveur du rétablissement de l'unité allemande. La France devait néanmoins poursuivre sa politique ancienne pratiquement jusqu'au moment de la création de la République fédérale, en mai 1949.

Pendant ces années d'après-guerre, où le gouvernement français parlait de culpabilité collective et exigeait l'atomisation de l'Allemagne, il s'était néanmoins trouvé des hommes pour prôner la réconciliation entre les deux pays. Les plus importantes institutions et publications pour améliorer les contacts franco-allemands

furent créées pendant cette période³⁾, et sans ce travail de pionnier d'un petit groupe d'intellectuels, le rapprochement amorcé peu après par le gouvernement français n'aurait sûrement pas été accepté si facilement par l'opinion.

L'Europe comme solution de rechange

Après l'instauration de la République fédérale, un changement de politique s'imposait pour la France. Si elle avait poursuivi jusqu'à une politique aussi contradictoire, ce n'est pas seulement à cause de la difficulté d'abandonner des revendications chères à l'opinion et à l'opposition, mais aussi parce qu'il aurait fallu les remplacer par un programme constructif et attrayant sauvant au moins les intérêts immédiats de la France. L'élaboration d'un tel programme devint de plus en plus urgente en 1949/1950. Il fallait trouver une solution durable pour le problème de la Ruhr qui n'évoluait guère à la satisfaction du gouvernement français puisque, dans l'Autorité internationale de la Ruhr instaurée en 1949, les Anglo-Saxons favorisaient de plus en plus la diminution des contrôles et restrictions imposés à la production allemande. La question de la Sarre se posait également sous un angle différent depuis l'existence de la République fédérale, car ni l'opinion publique, ni le gouvernement de Bonn ne semblaient prêts à accepter l'autonomie de la Sarre et son rattachement économique à la France.

- 3) Dès 1945, le "Bureau international de Liaison et de Documentation" (B.I.L.D.), dirigé par le Père Jean DU RIVEAU, commença à publier Documents, une revue spécialement consacrée aux questions franco-allemandes, et sa revue soeur en langue allemande, Dokumente.

En 1948, Emmanuel MOUNIER fonda le "Comité français d'Echanges avec l'Allemagne nouvelle", qui fut animé par Alfred GROSSER. Le Comité publia, à partir d'avril 1949, son bulletin bimestriel Allemagne, qui a cessé de paraître en 1967.

En juillet 1948, l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg (en Bade-Wurtemberg) fut fondé par Fritz SCHENK : Deutsch-Französisches Institut, 7140 Ludwigsburg, Aspergerstr. 34. - L'Institut publie irrégulièrement les "Ludwigsburger Beiträge" :

Deutschland-Frankreich. Ludwigsburger Beiträge zum Problem der deutsch-französischen Beziehungen / hrsg. vom Deutsch-Französischen Institut Ludwigsburg. Stuttgart : Deutsche Verlags-Anstalt, 1954 (tome I), 1957 (tome II), 1963 (tome III), 1966 (tome IV). - 378 p., 472 p., 286 p., 361 p. - (Les trois premiers tomes contiennent surtout des articles et discours, tome IV contient exclusivement une bibliographie couvrant la période de 1945 à 1962, tome V sera une bibliographie pour la période de 1963 à 1973 et doit paraître en 1978.)

Enfin, il fallait créer entre la France et l'Allemagne un climat tel que le problème du réarmement allemand pût tôt ou tard y trouver une solution ; il était en effet posé, bien que de façon encore voilée, depuis la création de l'O.T.A.N. en avril 1949.

La seule direction que pouvait prendre à cette époque une orientation nouvelle de la politique française était celle de l'Europe. A partir du moment où il s'était avéré impossible de garder en main des gages suffisants pour se protéger contre l'Allemagne, l'idée de la contenir en s'associant à elle le plus étroitement possible dans le cadre d'une Europe unie s'imposait presque. L'annonce du "plan Schumann", le 9 mai 1950, avait pourtant l'effet d'une bombe, puisqu'il signalait un changement aussi profond qu'inattendu de la politique française. En décidant de mener envers l'Allemagne une politique constructive dans le cadre d'une Europe supranationale, la France avait en effet abandonné non seulement le rêve d'une entente franco-soviétique, mais aussi l'espoir de voir l'Angleterre se joindre à l'effort d'encadrement de l'ancien ennemi. Elle proposa une coopération européenne principalement pour surmonter ainsi l'opposition franco-allemande, pour la dissoudre dans un cadre plus vaste ; elle choisit le secteur du charbon et de l'acier parce qu'il servait le mieux ce but et que la "solidarité de la production" dans ce secteur clé empêcherait à jamais une guerre entre les deux pays. Du même coup, elle s'assurait ainsi le charbon de la Ruhr dont elle avait besoin et gardait néanmoins un certain contrôle sur la production d'acier de la République fédérale, tout en profitant de la supériorité traditionnelle de l'industrie allemande dans ce secteur.

La politique proposée par M. Schumann avait un avantage supplémentaire : elle entraînait parfaitement dans la stratégie à long terme du chancelier Adenauer. Celle-ci, dominée par le conflit Est-Ouest, visait à constituer un bloc occidental aussi solide que possible pour faire face au danger communiste. Aux yeux du chancelier allemand, seule une Europe unie sous forme d'un Etat fédéral, basée sur l'entente franco-allemande et en étroite coopération avec les Etats-Unis, pouvait exercer suffisamment de pouvoir d'attraction pour absorber l'autre moitié de l'Allemagne. Le plan Schumann était un premier pas dans cette direction ; M. Adenauer le saluait évidemment aussi comme un pas décisif sur la voie de l'admission de la République fédérale dans la communauté internationale sur un pied d'égalité.

*
* * *

Dans la double perspective d'une consolidation du bloc occidental et d'un retour à la souveraineté, le chancelier ne pouvait que saluer l'idée d'un réarmement de la République fédérale. Il se pressait d'en accepter le principe dès août 1950, cédant aux instances américaines provoquées par le déclenchement de la guerre de Corée. La réconciliation franco-allemande encore à l'état embryonnaire était ainsi mise à rude épreuve pendant de longues années. La France, touchée au vif, n'était pas prête à admettre la reconstitution d'une armée allemande même dans le cadre de l'O.T.A.N. Puisque cette solution était favorisée par tous les autres partenaires, elle devait chercher en toute hâte une proposition de rechange.

Dès octobre 1950, elle proposa le "plan Pleven" pour la création d'une armée européenne dans laquelle devaient être intégrées des unités allemandes. Si l'aspect supranational et intégrationniste du projet était séduisant surtout pour le chancelier Adenauer, le statut inférieur assigné à l'Allemagne l'était moins, et le plan trouva d'abord un accueil réservé chez tous les partenaires. Mais lorsqu'on avait éliminé, au cours de longues et pénibles négociations, les plus grosses discriminations et les déséquilibres, le Traité signé en mai 1952 et instituant la Communauté européenne de défense ne paraissait plus très intéressant à de nombreux Français. Pendant plus de deux ans, la querelle autour de la ratification de la C.E.D. envenimait la politique européenne et surtout les relations franco-allemandes, déchaînant les opposants de l'intégration européenne aussi bien que ceux du réarmement allemand. Elle ravivait en France les ressentiments antiallemands, mais vidait en même temps le réservoir de la germanophobie, de sorte que le rejet de la C.E.D. par l'Assemblée nationale, le 30 août 1954, déblaya le terrain pour un nouveau départ.

Rapprochement et réconciliation

Quelques semaines seulement après cet événement qui jeta la consternation en Allemagne, les accords de Paris furent signés, rendant à la République fédérale pratiquement sa pleine souveraineté et réglant

son réarmement et son accès à l'O.T.A.N. Une fois ce problème résolu, le champ était libre pour un essor sans précédent aussi bien dans la construction européenne que dans les relations franco-allemandes : dès 1955, la solution du problème de la Sarre fut amorcée et le Marché commun engendré.

La Sarre tiraillée par les deux pays voisins était en effet devenue un anachronisme puisque les deux Etats faisaient partie d'une même alliance militaire et que l'opinion française et allemande se montrait désormais plus bienveillante envers le voisin respectif. Malgré les protestations de plus en plus pressantes du côté allemand, la France avait essayé, avant le 30 août 1954, d'arracher au gouvernement fédéral une solution qui fût favorable en établissant un lien entre la ratification du Traité de la C.E.D. et l'élaboration d'un accord sur la Sarre. Avec l'échec de la C.E.D., elle avait perdu son dernier atout et l'on se mit très rapidement d'accord sur un "statut européen" dans le cadre de l'U.E.O. qui représentait un compromis entre les deux positions.

L'accord signé en octobre 1954 prévoyait un référendum dont la France attendait qu'il conférât un caractère plus populaire, plus définitif au règlement intervenu. Mais lorsque la consultation eut lieu, un an plus tard, le nationalisme sarrois et l'attraction d'une République fédérale en pleine possession de ses forces avaient eu le temps de s'exercer. A la surprise générale, les électeurs de la Sarre rejetaient le statut proposé à une majorité de plus des deux tiers, marquant ainsi leur désir d'un retour pur et simple à l'Allemagne. Le gouvernement français, désireux de ne pas mettre en danger le rapprochement enfin amorcé, et voyant que l'opinion française n'eut aucun sursaut nationaliste, accepta au cours des négociations qui s'ensuivirent le principe d'une telle solution. En octobre 1956, le Traité sur le règlement de la question sarroise fut signé. Il prévoyait le rattachement de la Sarre à la République fédérale, avec bien sûr une période transitoire pour la dissolution de l'union économique franco-sarroise et un certain nombre de concessions sur le plan économique, notamment en ce qui concerne la canalisation de la Moselle et la livraison du charbon sarrois. Avec la solution du problème de la Sarre avait disparu le dernier différend franco-allemand.

Ce fait a singulièrement facilité les négociations des Six en vue de la création d'un Marché commun qui avaient lieu simultanément. En effet, lors de la conférence de Messine, en juin 1955, l'on avait décidé de combler le vide laissé dans la construction européenne par l'échec de la C.E.D. et la Communauté politique qui devait l'accompagner en créant une Communauté économique. Malgré des conditions de départ très favorables, les négociations s'avéraient fort difficiles, opposant surtout des intérêts français et allemands. C'est grâce au climat détendu et amical qui régnait alors entre la France et l'Allemagne, grâce aussi à une habile solidarité politique démontrée par le chancelier Adenauer à une France éprouvée par le désastre de Suez, que les obstacles ont pu être surmontés. Avec la signature des Traités de Rome, en mars 1957, la réconciliation déjà accomplie devint une solidarité franco-allemande.

On pourrait dire que les relations entre la France et l'Allemagne avaient ainsi, pendant les deux dernières années de la IVe République, atteint un sommet qu'elles ne devaient plus jamais atteindre par la suite. C'est du moins ce que constate le professeur allemand Gilbert Zieburga dans son excellent livre sur les rapports franco-allemands entre 1945 et 1970⁴⁾. Mais il observe aussi que c'était là "un état malsain et donc fatalement temporaire", dû surtout au fait que la France était à ce moment très affaiblie à l'intérieur et isolée à l'extérieur à cause de la guerre d'Algérie, alors que l'Allemagne se vouait entièrement au progrès économique et n'avait guère d'ambitions politiques⁵⁾. En fait, cette situation où chacun était absorbé par ses propres problèmes cachait seulement les graves divergences politiques sous-jacentes qui existaient déjà à cette époque, qu'il s'agisse de l'"indépendance" ou de la détente avec l'Est.

4) Gilbert ZIEBURA. Die deutsch-französischen Beziehungen seit 1945. Mythen und Realitäten. Pfullingen : Neske Verlag, 1970, 200 p. - Voir p. 90 et s.

5) Op. cit., p. 91.

II. de Gaulle et l'Allemagne depuis la première guerre mondiale jusqu'à 1958

Lorsqu'en 1958, le général de Gaulle revint au pouvoir, son attitude envers le peuple allemand parut confuse et contradictoire à la plupart des observateurs en République fédérale. Il nous semble donc utile d'examiner de plus près ses déclarations sur l'Allemagne tout au long de sa carrière militaire et politique. Nous verrons alors que son attitude a été en réalité très cohérente, bien que toujours marquée par un mélange d'admiration et de méfiance.¹⁾

de Gaulle et "les Germains"

Dans le premier livre de de Gaulle, La discorde chez l'ennemi, publié en 1924, c'est l'admiration qui prévaut ; cela s'explique tout simplement par le fait qu'il ne parle que des qualités de guerre du peuple voisin, qu'il juge exceptionnelles. Le vainqueur généreux rend hommage à l'ennemi vaincu,

"(...) un peuple vaillant (qui a) su déployer une volonté collective de vaincre, une obstination d'endurance, une capacité de souffrir qui méritaient, depuis le premier jour de la guerre, l'étonnement et l'admiration des ennemis et obtiendront assurément l'hommage de l'Histoire. - Les chefs militaires allemands (...) ont fait preuve d'une audace, d'un esprit d'entreprise, d'une volonté de réussir, d'une vigueur dans le maniement des moyens dont leur échec final n'a pas diminué le retentissement. (Mais on ne peut ignorer) les défauts communs à ces hommes éminents : le goût caractéristique des entreprises démesurées, la passion d'étendre, coûte que coûte, leur puissance personnelle, le mépris des limites tracées par l'expérience humaine, le bon sens et la loi."²⁾

1) Des déclarations de de Gaulle sur l'Allemagne se trouvent dans la plupart des sélections de ses discours et écrits, et notamment dans : Edmond JOUVE. Le général de Gaulle et la construction de l'Europe (1940-1966). 2 tomes. Paris : Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1967. 881 p. et 959 p. - L'auteur présente cependant ces déclarations, aussi bien les positives que les négatives, en dehors de tout contexte et sans mentionner les circonstances politiques ni les situations concrètes qui les ont provoquées, donnant ainsi l'impression que de Gaulle s'est exprimé de façon incohérente et contradictoire sur les Allemands.

2) Charles DE GAULLE. La discorde chez l'ennemi. Paris : Plon, 1972, p. 13.

L'auteur ne s'étend pas plus sur le mélange explosif que doivent donner ces défauts des chefs conjugués avec les qualités d'un peuple auquel il attribue, plus loin, de la "candeur", de la "docilité" et un "esprit national de discipline"³⁾. Dix ans plus tard, dans son livre Vers l'armée de métier, il réfléchit plus longuement sur le peuple voisin et les rapports entre "Gaulois et Germains". L'argumentation et le langage du long passage qu'il y consacre sont fort près de la thèse des "ennemis héréditaires" de la droite nationaliste dont tant de militaires subissaient l'influence pendant l'Entre-deux-guerres⁴⁾. de Gaulle se montre convaincu que Français et Allemands ont toujours été des adversaires, qu'ils vivent "en état constant de méfiance" et qu'il ne peut y avoir de rapprochement réel entre eux. Cela "tient à la nature des choses" : d'une part à la géographie, au fait que la frontière franco-allemande n'est pas une frontière naturelle, d'autre part à "l'opposition des tempéraments". On jugera soi-même des caractères nationaux tels que l'auteur les décrit vers la fin du passage que nous citons ici in extenso :

"Car, entre Gaulois et Germains, les victoires alternatives n'ont rien tranché ni rien assouvi. Parfois, épuisés par la guerre, les deux peuples semblent se rapprocher, comme s'appuient l'un sur l'autre des lutteurs chancelants. Mais, sitôt remis, chacun se prend à guetter l'adversaire. Une pareille instabilité tient à la nature des choses. Pas d'obstacles géographiques pour départager les deux races. L'osmose perpétuelle qui en est résultée eut, certes, pour conséquence de multiplier les influences réciproques, mais aussi rend arbitraire toute limite des champs d'action. Où qu'elle passe, la frontière franco-allemande est la lèvre d'une blessure. D'où qu'il souffle, le vent qui la balaie est gonflé d'arrière-pensées.

L'opposition des tempéraments avive cette amertume. Ce n'est point que chacun méconnaisse la valeur de l'autre et ne se prenne à rêver, parfois, aux grandes choses qu'on pourrait faire ensemble. Mais les réactions sont si différentes qu'elles tiennent les deux peuples en état constant de méfiance. Ce Français, qui met dans son esprit tant d'ordre, et si peu dans ses actes, ce logicien qui doute de tout, ce laborieux nonchalant, ce casanier qui colonise, ce fervent de l'alexandrin, de l'habit à queue, du jardin royal, qui tout de même pousse la chanson, se débraille et salit les pelouses, ce Colbert, collègue de Louvois, ce jacobin qui crie : 'Vive l'Empereur !' ce politicien qui fait l'union sacrée, ce

3) Op. cit., p. 226, 229, et 231.

4) Voir sur ce point Gilbert ZIEBURA, Die deutsch-französischen Beziehungen seit 1945, p. 9 et s., ainsi que p. 33.

Dans ses Mémoires d'espoir, le général de Gaulle parle d'ailleurs toujours de "l'ennemi héréditaire" ; voir infra, p. 24.

battu de Charleroi qui donne l'assaut sur la Marne, bref, ce peuple mobile, incertain, contradictoire, comment le Germain pourrait-il le rejoindre, le comprendre et s'y reposer ? Inversement, nous inquiète l'Allemagne, force de la nature à laquelle elle tient au plus près, faisceau d'instincts puissants mais troubles, artistes-nés qui n'ont point de goût, techniciens restés féodaux, pères de famille belliqueux, restaurants qui sont des temples, usines dans les forêts, palais gothiques pour les nécessités, oppresseurs qui veulent être aimés, séparatistes obéissant au doigt et à l'oeil, chevaliers du myosotis qui se font vomir leur bière, route que Siegfried le Limousin voit épique le matin, romantique vers midi, guerrière le soir, océan sublime et glauque d'où le filet retire pêle-mêle des monstres et des trésors, cathédrale dont la nef polychrome, rassemblant de nobles arceaux, emplie de sons nuancés, organise en symphonie pour les sens, pour la pensée, pour l'âme, l'émotion, la lumière et la religion du monde, mais dont le transept obscur, retentissant d'une rumeur barbare, heurte les yeux, l'esprit et le coeur."5)

La description peu flatteuse qu'il en donne montre que de Gaulle croit les Allemands, qui viennent de connaître l'avènement du nazisme, capables de n'importe quoi. Ce peuple aux "instincts puissants mais troubles", ce pays où l'on trouve "des monstres et des trésors" lui semblent à jamais et par nature portés aux actes dangereux.

Le chef de la France libre et sa politique allemande

La deuxième guerre mondiale n'a évidemment fait que renforcer cette conviction du général. Il devait l'exprimer le plus clairement dans un discours prononcé à l'Albert Hall de Londres, le 11 novembre 1942, où il parla des gages et garanties que la paix devait apporter à la France face à "l'Allemagne qui, par nature, ne cesse de secréter des Bismarck, des Guillaume II ou des Hitler"⁶⁾. Les autres déclarations qu'il fit sur l'Allemagne au cours de la guerre ne sont qu'une expression plus démagogique de cette même conviction et ne se prêtent guère à être citées en exemple. Telles ces phrases par lesquelles il commença son discours à la radio de Londres, le 23 octobre 1941, mais dont il faut savoir qu'elles constituaient la réaction du chef de la France Libre à l'arrestation par l'occupant allemand de deux cents otages qu'on menaçait de fusiller :

5) Charles DE GAULLE. Vers l'armée de métier. Paris : Plon, 1971, p. 25-28.

6) Charles DE GAULLE. Discours et messages. 5 tomes. Paris : Plon, 1970, tome I, p. 239.

"Nous savions bien que l'Allemand est l'Allemand. Nous ne doutions pas de sa haine ni de sa féroacité. - Nous étions certains que ce peuple déséquilibré ne contraindrait pas longtemps sa nature et qu'il irait tout droit au crime à la première crise de peur ou de colère."7)

Des réserves encore plus grandes s'appliquent à des mots qu'il prononça le 24 décembre 1941 à la radio de Londres, puisque c'est dans un message de Noël adressé aux enfants de France qu'il raconte que leur pays "a une voisine brutale, rusée, jalouse : l'Allemagne. L'Allemagne, enivrée d'orgueil et de méchanceté (...)"8). Si l'on excepte ces déclarations vigoureuses qui n'expriment pas un point de vue politique 9), le général n'a pratiquement pas parlé du pays ennemi pendant la guerre.

Après la Libération et avant même la fin des hostilités, il trouve par contre des paroles fort conciliantes sur les Allemands. Dans son discours du 21 décembre 1944, il les appelle "un grand peuple" et n'attribue plus leur volonté de domination seulement au caractère national, mais surtout à une conjugaison de facteurs survenus au 19e siècle :

"Un grand peuple, mais qui perpétuellement tend à la guerre, parce qu'il ne cesse de rêver à la domination, capable, pour écraser les autres, de fournir d'extraordinaires efforts et d'endurer d'extrêmes sacrifices, toujours prêt à acclamer et à suivre jusque dans le crime ceux qui lui promettent la conquête, tel est le peuple allemand. Tel il est surtout depuis que l'ambition et la rigueur prussiennes s'imposèrent à lui sur les ruines du vieil empire des Habsbourg et qu'en même temps le développement de l'industrie moderne est venu se conjuguer avec son goût des batailles pour le transformer tout entier en un instrument de combat puissant et résolu. Encore, les dons qui lui sont impartis dans les domaines de la pensée, de la science, de l'art, bien loin d'humaniser ses tendances, ne laissent pas, au contraire, de les ériger en systèmes d'après lesquels le règne du peuple allemand devient ainsi un droit éminent et un devoir implacable."10

7) Op. cit., tome I, p. 122.

8) Op. cit., tome I, p. 149.

9) Elles sont pourtant citées sans autre indication du contexte dans : Edmond JOUVE, Le général de Gaulle et la construction de l'Europe, tome I, p. 112 et 113.

10) Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome I, p. 487.

* * *

"Pour que le redressement de la France fût possible, il fallait que le germanisme perdît sa capacité d'agression," écrit le général de Gaulle dans ses Mémoires de guerre¹¹⁾. Le paragraphe que nous venons de citer montre que cela impliquait non seulement la destruction du prussianisme centralisé, mais aussi la limitation du trop grand potentiel industriel de l'Allemagne. Cela explique pourquoi le général attachait tant d'importance à sa politique en Sarre et surtout à la question de la Ruhr. En effet, les livraisons de charbon de la Ruhr imposées aux Allemands dans le cadre d'un contrôle international devaient non seulement rendre possible une augmentation sensible de la production française d'acier, mais aussi mener à une réduction, par manque de charbon, de la production allemande.

Le général de Gaulle semble avoir été persuadé de ce que la puissance économique de l'Allemagne, même réduite à la République fédérale, avait tendance à rester supérieure à celle de la France.¹²⁾ Comme il se rendait en même temps compte que la France ne pouvait aspirer à "l'un des tout premiers rôles du monde"¹³⁾ que si elle disposait d'une base économique plus solide, l'idée devait s'imposer à son esprit de se servir du potentiel allemand, de toute façon dangereux pour ses voisins, pour améliorer le rang et le prestige de la France. On peut dire, ainsi que le fait le professeur Ziebur, que ce furent là l'objectif et le mobile de toute sa politique allemande du début à la fin.¹⁴⁾ Etant donné que le général admettait presque toute politique pourvu qu'elle servit l'intérêt national¹⁵⁾, il est certain

11) Charles DE GAULLE, Mémoires de guerre. Tome III (Le salut). Paris : Plon, 1959, p. 46.

12) C'est ainsi qu'il a déclaré à deux reprises que, dans la Confédération européenne qu'il envisageait, il n'y aurait "pas d'équilibre imaginable" si la France n'y entrait pas avec l'Union Française pour faire le poids face à l'Allemagne. (Conférence de presse du 21 décembre 1951 ; voir également le discours du 11 novembre 1952 : Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome II, p. 490 et p. 554.)

13) Charles DE GAULLE, Mémoires de guerre, tome III, p. 233.

14) Gilbert ZIEBURA, Die deutsch-französischen Beziehungen seit 1945, p. 36-37.

15) Deux exemples : dans ses Mémoires de guerre, il écrit : "(...) je dois dire que, du point de vue de l'intérêt national, j'envisageais volontiers qu'on en vînt aux mains en Indochine." (Charles DE GAULLE,

qu'il cherchait toujours à assurer à son pays un rôle avantageux dans toute coopération avec un autre pays. Il n'est donc guère étonnant qu'après la guerre, il ait envisagé les relations économiques entre la France et l'Allemagne exclusivement dans la perspective de l'intérêt français et de la discrimination de l'Allemagne. Celle-ci, fort heureusement privée de ses régions agricoles traditionnelles par la division¹⁶⁾, devait absorber les produits agricoles français¹⁷⁾ et livrer en échange, qu'elle le veuille ou non, le charbon et les équipements dont la France avait besoin.

Sur le plan politique, le général avait également prévu un statut d'infériorité pour l'Allemagne, même si ses propositions répétées d'une entente franco-allemande et d'une Confédération européenne ont pu suggérer le contraire. C'est pendant la période où il se déchaînait contre la C.E.D. qu'il devait s'exprimer très clairement là-dessus. Ainsi, dans sa conférence de presse du 21 décembre 1951, il exigea une fois de plus une Confédération de l'Europe pour qu'elle "encadre l'Allemagne par des liens et par des institutions tels qu'il n'y ait pas de risques (...) d'hégémonie de sa part". Il ajouta que la France aurait dû entamer beaucoup plus tôt des négociations en vue d'une entente franco-allemande puisque ce sera "moins commode" depuis que "de perspectives nouvelles s'offrent à l'Allemagne"¹⁸⁾. C'est donc que cette entente aurait dû imposer à l'Allemagne, à un moment où elle n'avait pas le choix, un rôle à jamais inférieur. Cela ressort aussi des remarques que le général fit dans deux discours prononcés en 1952, où il constata que la France aurait dû "amener" l'Allemagne

Mémoires de guerre, tome III, p. 163.) - Dans sa conférence de presse du 25 février 1953, il reproche à M. Adenauer de ne tenir à la C.E.D. que parce qu'il en tire "la probabilité de l'hégémonie militaire allemande", et ajoute : "Je n'aurai garde d'en blâmer le Chancelier. Il joue ce qu'il croit être le meilleur jeu pour son pays (...)"
(Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome II, p. 571-572.)

- 16) Le général le constate avec satisfaction dans sa conférence de presse du 12 novembre 1947, où il fait de la division définitive de l'Allemagne la condition de toute coopération économique avec l'Etat occidental. (Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome II, p. 150.) Voir aussi infra, p. 17.
- 17) Il s'exprime le plus ouvertement sur ce but essentiel de sa politique dans sa conférence de presse du 22 juin 1951. (Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome II, p. 446.)
- 18) Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome II, p. 482.

à l'accord franco-allemand et à la Confédération européenne en les "échangeant" contre les gages et garanties qu'elle y détenait.¹⁹⁾

L'Europe proposée aurait donc eu pour l'Allemagne le même effet que les restrictions imposées antérieurement, elle aurait perpétué le contrôle de la Ruhr et l'union économique franco-sarroise ainsi que la tutelle politique.

Pour une "entente directe"

Avant d'en venir à proposer à l'Allemagne une entente qu'il espérait fort profitable pour son pays, le général avait cependant cherché d'autres voies. Après son voyage à Moscou en décembre 1944, il avait affirmé que l'union avec la Russie était dans la nature des choses, qu'"il y a là comme un impératif catégorique de la géographie, de l'expérience et du bon sens"²⁰⁾. Mais la situation internationale avait rapidement rendu impossible toute coopération avec l'Est. Au cours de l'été 1946, parlant d'une "harmonie" qu'il eût été souhaitable d'établir en Europe occidentale, le général constatait que cela "implique d'abord l'entente de Londres et de Paris"²¹⁾. Ce n'est que vers la fin de 1947, lorsqu'il était devenu évident d'une part que la Grande-Bretagne ne poursuivait pas une politique "européenne", d'autre part que l'Allemagne resterait vraisemblablement coupée en deux, qu'il parla pour la première fois de la possibilité d'une coopération franco-allemande sur le plan économique, précisant bien qu'il ne l'envisageait qu'avec la partie occidentale d'une Allemagne qui resterait divisée.²²⁾ En 1948, il lutte encore violemment contre la politique des Occidentaux qui envisagent la création d'un Etat fédéral dans l'Allemagne de l'Ouest ; ou, ainsi qu'il l'exprime, la reconstitution à Francfort d'un "Reich (qui) constitue automatiquement un mobile et un instrument pour les instincts dominateurs de l'Allemagne"²³⁾.

19) Discours du 23 février et du 11 novembre 1952 : Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome II, p. 502 et 554.

20) Discours du 21 décembre 1944 : op. cit., tome I, p. 488.

21) Discours du 28 juillet 1946 : op. cit., tome II, p. 16.

22) Conférence de presse du 12 novembre 1947 : op. cit., tome II, p. 150.

23) Déclaration du 9 juin 1948 : op. cit., tome II, p. 191.

Mais une fois la République fédérale créée, en mai 1949, le général en prend immédiatement son parti et intègre le nouvel Etat dans sa politique. En l'espace de six mois, il parle trois fois très longuement de l'Allemagne et de la situation internationale qui rendrait souhaitable une coopération avec elle. Dans son discours du 22 mai 1949, il décrit d'abord "ce grand peuple", attaque ensuite avec violence la création de la République fédérale et propose enfin, de façon assez surprenante, une entente franco-allemande "notamment en matière économique" qui doit être suivie d'une "entité européenne autour de la France et de l'Allemagne conjuguées" :

"L'Allemagne, prenons-la comme elle est et comme l'Histoire l'a faite, énorme et, par certains côtés, admirable de dynamisme, d'ardeur, de capacité, mais sollicitée toujours, quand elle se trouve dans certaines conditions, par les démons de la domination et de la conquête.

(...)

"Ne nous faisons pas d'illusion, c'est la reconstitution du Reich ! (...) Le jour où il est proclamé par tout le monde que l'unité allemande est le but à atteindre, le jour où quelque part, fût-ce à Bonn, l'embryon du Reich est reconstitué, ce jour-là, et à échéance plus ou moins éloignée, le Reich allemand est d'avance refait. (...) Tout laisse prévoir qu'une nouvelle dictature, même si elle cache sa nature et nie son nom, prendra en main les destins germaniques.

(...)

"Et puis, envisageons une solution nouvelle du problème. Envisageons qu'un jour, peut-être, il y aura une entente réelle entre le peuple français et le peuple allemand (...)."24)

Le général précise sa pensée dans son étonnant discours de Bordeaux, le 25 septembre 1949, où il nomme sans ambages les raisons pour lesquelles l'Allemagne est désormais indispensable à l'Europe qu'il envisage :

"Mais, parmi les peuples de l'Europe, le peuple allemand sera-t-il présent ? (...) l'homme de bon sens voit les Allemands là où ils sont, c'est-à-dire au centre de notre continent. Il les voit tels qu'ils sont, c'est-à-dire nombreux, disciplinés, dynamiques, dotés par la nature et par leur travail d'un très grand potentiel économique, largement pourvus de charbon, équipés pour la grande production malgré les ruines et les démantèlements, aptes à s'élever jusqu'aux sommets de la pensée, de la science, de l'art, dès lors qu'ils cessent d'être dévoyés par la rage des conquêtes. Il voit aussi l'Europe amputée, par la domination soviétique, d'une partie très vaste et très précieuse d'elle-même. Il voit encore l'Angleterre s'éloigner, attirée par la masse d'outre-Atlantique. Il en conclut que l'unité de l'Europe doit, si possible et malgré tout, incorporer les Allemands.

24) Op. cit., tome II, p. 290, 292 et 293.

Mais la raison exige que, pour cela, il y ait un jour moyen d'établir entre le peuple allemand et le peuple français une entente directe et pratique, répondant au fait qu'ils sont, à tant d'égards ! complémentaires l'un de l'autre et surmontent les vicissitudes de l'Histoire. Au fond, c'est le coeur du problème. Il y aura ou il n'y aura pas d'Europe, suivant qu'un accord sans intermédiaire sera, ou non, possible entre Germains et Gaulois."25)

Ce passage montre clairement que le général considère l'Allemagne comme indispensable pour l'Europe et donc pour la France tant que "la domination soviétique" rend impossible une coopération à une échelle plus large et que l'Angleterre se montre plus attirée par l'Amérique que par le continent européen. Dans les deux discours cités aussi bien que dans sa conférence de presse du 14 novembre 1949²⁶⁾, où il répète ses conceptions, il explique aussi dans quel ordre sa vision doit être réalisée : il faut d'abord "que la France renaisse, qu'elle (...) reprenne le poids nécessaire pour faire équilibre à l'Allemagne nouvelle"²⁷⁾. Une fois conduite "par un régime digne d'elle"²⁸⁾, elle pourra conclure avec l'Allemagne une entente "sans intermédiaire", puis créer une Confédération européenne autour du noyau franco-allemand.²⁹⁾ Le général devait d'abord reprendre ces idées à maintes reprises, rêvant "de ce que pourraient donner ensemble la valeur allemande et la valeur française"³⁰⁾. Il prônait inlassablement l'entente franco-allemande et la Confédération européenne et affirmait sa confiance en "l'Allemagne de Bonn" qui ne menaçait pas la France et ne lui inspirait aucune inquiétude.³¹⁾

Mais vers la fin de 1951, lorsque le projet de C.E.D. commence à prendre forme, ses propos se font plus amers. S'il admet toujours

25) Op. cit., tome II, p. 309-310.

26) Op. cit., tome II, p. 327-329.

27) Op. cit., tome II, p. 293.

28) Op. cit., tome II, p. 310.

29) Le terme "entente directe" et "sans intermédiaire" fait allusion au rôle des Anglo-Saxons dans les affaires européennes et surtout allemandes que le général critiquait déjà amèrement.

30) Conférence de presse du 16 mars 1950 : Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome II, p. 350.

31) Conférence de presse du 22 juin 1951 : op. cit., tome II, p. 451.

que "le danger de l'hégémonie germanique (...) a pour le moment disparu", il exige quand même qu'une Confédération européenne "encadre l'Allemagne, et regrette de nouveau publiquement la restauration du "Reich allemand" à Bonn.³²⁾ A partir de 1952, il ne tient plus que des propos désabusés sur l'Allemagne. Il serait cependant faux d'en déduire que le général avait changé de politique ; il s'agissait plutôt de combattre par tous les moyens la C.E.D. dans laquelle il voyait non seulement une atteinte à la souveraineté et à la dignité de la France, mais aussi un danger en ce qui concerne le rôle futur de l'Allemagne. Pendant cette période qui dura jusqu'en août 1954, il a quand même rappelé de temps en temps qu'il était toujours "convaincu de la nécessité d'une entente franco-allemande"³³⁾. Il convient donc de ne pas prendre au pied de la lettre les nombreuses déclarations désenchantées sur l'Allemagne qu'il fit pendant cette période, telle cette prophétie sombre contenue dans son discours du 23 février 1952 et qui fait allusion à l'abandon, par le gouvernement français, de ses droits et garanties en Allemagne : "Où ira-t-elle, encore une fois, cette Allemagne sans liens, ni freins, que nous aurons nous-mêmes poussée à l'hégémonie ?"³⁴⁾ Citons encore l'une des rares déclarations plus mesurées sur le sujet, contenue dans la partie introductive d'une conférence de presse que le général tint le 25 février 1953 :

"Il est (...) très clair que ce traité combiné avec l'actuelle politique américaine, mène directement à l'hégémonie militaire et politique du Reich en Europe. (...)

"(...) c'est l'élément allemand qui, forcément, prendra le dessus.

"(...) Il faut ajouter que l'élément allemand sera fourni par une Allemagne au contact direct des Soviétiques et possédée d'une grande ambition nationale, celle de recouvrer la Prusse, la Saxe et, sans doute ensuite, bien autre chose.

"(...) il ne faut pas que l'Allemagne soit mise à même de faire dépendre de ses impulsions, trop souvent démesurées, le sort des peuples qui lui sont associés. - Que le Reich, devenu le guide, l'animateur, le modèle, d'une Europe réduite aux Six (...) doive prendre un jour, encore une fois, la route des grandes aventures, cela ne semble pas douteux."³⁵⁾

32) Conférence de presse du 21 décembre 1951 : op. cit., tome II, p. 481, 482 et 489 (voir aussi supra p. 16).

33) Conférence de presse du 25 février 1953 : op. cit., tome II, p. 572. Voir aussi ses déclarations des 23 février, 10 mars et 11 novembre 1952 : op. cit., tome II, p. 502, 511 et 554.

34) Op. cit., tome II, p. 502.

35) Op. cit., tome II, p. 565, 571 et 572.

Après l'échec de la C.E.D., en août 1954, le général ne prononça plus que deux longs discours, et ses propos sur l'Allemagne restaient sombres.³⁶⁾

³⁶⁾ Discours du 4 décembre 1954 et conférence de presse du 30 juin 1955 : op. cit., tome II, p. 625-627 et p. 644-645.

III. Les rapports entre le général de Gaulle et le chancelier Adenauer de 1958 à 1962

Pour comprendre comment un traité a pu être signé entre la France et l'Allemagne à un moment et sous une forme que ni les partis politiques en République fédérale, ni l'opinion allemande, ni les partenaires des deux pays ne trouvaient opportuns, il nous a semblé nécessaire de traiter de façon détaillée des rapports entre le général et le chancelier allemand à partir de 1958. En effet, sans l'amitié nouée entre les deux hommes dès la première rencontre, sans l'estime mutuelle, sans la tactique habile du général et sans son emprise sur son interlocuteur, ce Traité n'aurait jamais vu le jour.

1° Les points de départ et la première rencontre

Avant d'en venir à la première rencontre entre le général et le chancelier Adenauer, et pour mieux juger de ce que l'on était en droit d'attendre de ces deux hommes d'Etat, nous nous proposons d'examiner la politique que le général comptait mener envers l'Allemagne après 1958 ainsi que les convictions politiques du chancelier Adenauer.

La politique allemande du général de Gaulle après 1958

Le rôle de l'Allemagne dans la stratégie à long terme et à court terme du général de Gaulle est exprimé de la façon la plus claire, la plus directe dans ses Mémoires d'espoir, sur lesquelles nous basons ce petit chapitre.¹⁾ Nous y voyons qu'après son retour au pouvoir, les grandes lignes de sa pensée politique n'avaient pas changé. Son but

1) Charles DE GAULLE. Mémoires d'espoir. 2 tomes : Le renouveau (1958-1962) ; L'effort (1962-...). Paris : Plon, 1970 et 1971. 314 p. et 224 p.

Les Mémoires du général, si elles ne fournissent pas toujours des

suprême restait l'amélioration du rang de son pays, puisque "la France ne saurait durer qu'au premier rang"²⁾. Il était plus que jamais convaincu de ce que les idéologies et les régimes n'étaient qu'une chose passagère et que le jour viendrait où les Etats pour l'instant asservis par le communisme, chercheraient la coopération et l'entente avec le reste de l'Europe. Ce serait alors l'Europe "de l'Atlantique à l'Oural" inspirée par une entente franco-soviétique.

En attendant que cette Europe se fasse, et pour conférer à la France d'abord par une autre voie cette "responsabilité mondiale"³⁾ sans laquelle elle ne pouvait exister, il fallait se contenter de grouper autour d'elle ceux des pays de l'Europe occidentale qui étaient prêts à accepter le principe d'une Europe "européenne". Pour constituer un noyau, la Grande-Bretagne n'entrait pas en considération, puisqu'elle se trouvait toujours "placée sous l'hégémonie américaine"⁴⁾. Il ne restait donc que l'Allemagne. Celle-ci avait l'avantage de ne pas être une rivale, de ne prétendre à aucun rang, à aucune responsabilité mondiale. De toute façon, le général savait que "rien ne peut être bâti sans elle"⁵⁾. Ceci était vrai, non seulement à cause de son grand potentiel démographique et économique, mais aussi parce que la solution du problème allemand était une condition sine qua non de la détente, puis de la coopération de l'ensemble du continent européen. En même temps, une étroite coopération franco-allemande devait permettre au général de Gaulle de garder un certain contrôle sur l'ancien agresseur pour "prévenir le retour en force des mauvais

renseignements certains sur les faits, constituent une source inépuisable pour ses idées politiques. Ainsi, dans les six pages consacrées formellement à la rencontre de Colombey, il donne en fait un aperçu de sa politique allemande. Un exemple en est la phrase par laquelle il résume les résultats de sa première rencontre avec M. Adenauer, et qui ne correspond ni aux décisions prises, ni aux opinions politiques du chancelier :

"En conclusion de nos entretiens, nous décidons de faire en sorte que nos deux pays établissent entre eux, dans tous les domaines, des rapports directs et préférentiels et ne se bornent pas à figurer parmi les autres dans des organismes où s'efface leur personnalité." (op. cit., tome I, p. 190.)

2) Charles DE GAULLE, Mémoires d'espoir, tome I, p. 181.

3) Op. cit., tome I, p. 176 et 221.

4) Op. cit., tome I, p. 228.

5) Op. cit., tome I, p. 182.

germaniques"⁶⁾. Nous retrouvons ici les idées du chef de la France Libre et du discours de Bordeaux du 25 septembre 1949⁷⁾.

Le général de Gaulle avait donc un besoin absolu de l'Allemagne, seul pays avec lequel un premier pas vers la réalisation de ses desseins politiques pouvait éventuellement être fait. Il envisageait par conséquent "des rapports directs et préférentiels"⁸⁾ entre la France et l'Allemagne ; ce terme contient en germe toute sa politique, puisqu'il implique des relations bilatérales soustraites à l'influence américaine et haussées au-dessus du niveau des Six. Que ces relations devaient réserver un rôle prépondérant à la France, le général n'en a jamais fait un secret. On est cependant frappé de voir combien, dans les Mémoires d'espoir, il insiste sur ce point. D'une part, il souligne la supériorité intrinsèque de la France sur l'Allemagne vaincue :

"(...) de tous temps, il est dans sa nature d'accomplir 'les gestes de Dieu', de répandre la pensée libre, d'être un champion de l'Humanité (...). L'Allemagne, frustrée par sa défaite de l'espoir de dominer, à présent divisée et, aux yeux de beaucoup, suspectée de chercher sa revanche, a désormais sa grande blessure."⁹⁾

D'autre part, il insiste toujours de nouveau sur la position de quémanteuse de cette Allemagne qui n'a rien à offrir. Faisant abstraction de l'évolution intervenue depuis la guerre, il se déclare prêt à "tenter de renverser le cours de l'Histoire, de réconcilier nos deux peuples"¹⁰⁾. Il voit toujours des "montagnes de méfiance et de haine" dressées contre l'Allemagne, ajoutant que "seule, la France, si elle tend franchement la main à l'ennemi héréditaire, pourra permettre de les aplanir"¹¹⁾. L'Allemagne, "abaissée et hypothéquée", a besoin de sa voisine pour "l'aider à retrouver au-dehors la considération et la confiance qui lui rendront son rang international"¹²⁾, mais aussi pour contribuer à sa sécurité et pour appuyer son espoir d'une réunification.

6) Op. cit., tome I, p. 183.

7) Voir supra, p. 18-19.

8) Charles DE GAULLE, Mémoires d'espoir, tome I, p. 190.

9) Op. cit., tome I, p. 201.

10) Op. cit., tome I, p. 186.

11) Op. cit., tome I, p. 184.

12) Op. cit., tome I, p. 186.

La France, poursuit le général, n'a rien à demander à l'Allemagne, tandis qu'elle a le grand mérite d'accepter de "favoriser le rétablissement de son séculaire agresseur"¹²⁾.

"Mais, pour que le soutien qu'elle apporte se justifie, elle entend que, du côté allemand, certaines conditions soient remplies. Ce sont : l'acceptation des faits accomplis pour ce qui est des frontières, une attitude de bonne volonté pour les rapports avec l'Est, un renoncement complet aux armements atomiques, une patience à toute épreuve pour la réunification."¹³⁾

Pour obtenir l'entente franco-allemande, l'Allemagne devait donc accepter et servir la détente sans laquelle l'Europe gaullienne n'était pas possible. Si le renoncement à l'arme atomique était généralement admis, il reste que la République fédérale devait ainsi se résigner à ce que le général considérait comme un statut de satellite. Elle devait aussi "accepter les faits accomplis", donc reconnaître la frontière Oder-Neisse, ce à quoi elle n'était nullement prête à cette époque. Enfin, pour ce qui est de la réunification, le général lui recommande "une patience à toute épreuve" ; c'est en effet seulement dans le cadre de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural que "la réunion des trois tronçons du peuple allemand (...) trouverait sans doute sa chance"¹⁴⁾. Cette formule volontairement vague se comprend lorsqu'on sait que le général restait en fait persuadé de l'existence et du danger potentiel des "mauvais démons germaniques"¹⁴⁾ et du fait que la menace émanant en permanence de l'Allemagne n'était éliminée que parce que celle-ci était "coupée maintenant en trois morceaux dans chacun desquels stationnent les forces de ses vainqueurs"¹⁵⁾. Il avait donc peu d'intérêt à changer cet état de choses.

Mais le général allait plus loin : Au nom de l'entente franco-allemande, la République fédérale devait aussi faire des sacrifices sur le plan européen. Là aussi, elle était à son avis en position de sollicitieuse, puisque, aux yeux du général, elle espérait retrouver à travers la C.E.E. son prestige international et rescoudre son

12) Op. cit., tome I, p. 186.

13) Op. cit., tome I, p. 186-187.

14) Op. cit., tome I, p. 183.

15) Op. cit., tome I, p. 182.

problème national avec l'aide (et aux frais) de ses partenaires.¹⁶⁾ La France, "par profonde différence avec l'Allemagne, n'a pas, à proprement parler, besoin d'une organisation de l'Europe occidentale, puisque la guerre ne lui a fait perdre ni sa réputation, ni son intégrité"¹⁷⁾. Elle ne participera donc à la C.E.E. que si celle-ci lui apporte de solides avantages et à condition qu'elle ne contredise pas les conceptions gaulliennes. La France exige donc "que sa personnalité n'en soit pas atteinte", et ensuite :

(...) les difficultés viendront, à mesure, du problème de l'agriculture dont il est nécessaire à la France qu'il soit résolu, et de la candidature anglaise¹⁸⁾ qu'elle estime devoir écarter tant que la Grande-Bretagne demeurera économiquement et politiquement ce qu'elle est. Sur ces deux points, le Gouvernement français doit pouvoir compter sur l'accord du Gouvernement allemand, faute de quoi l'union réelle des Six ne serait pas réalisable."¹⁹⁾

-
- 16) Le général exprime le plus clairement cette crainte dans un passage consacré à M. Walter HALLSTEIN, le premier président de la Commission de la C.E.E. Il lui reproche d'avoir voulu faire de la Communauté un "super-Etat" et d'être "d'abord un Allemand ambitieux pour sa patrie" :

"Car, dans l'Europe telle qu'il la voudrait, il y a le cadre où son pays pourrait, gratuitement, retrouver la respectabilité et l'égalité des droits que la frénésie et la défaite d'Hitler lui ont fait perdre, puis acquérir le poids prépondérant que lui vaudra sans doute sa capacité économique, enfin obtenir que la querelle de ses frontières et de son unité soit assumée par un puissant ensemble d'après la doctrine à laquelle, comme ministre des Affaires étrangères de la République fédérale, il a naguère donné son nom." (Op. cit., tome I, p. 195)

L'aversion contre le "super-Etat" et son prétendu inspirateur a amené ici le général à une double erreur : d'une part, M. Hallstein n'a été que secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, poste de haut fonctionnaire en Allemagne ; d'autre part, ce qu'il est convenu d'appeler, depuis 1956, la "doctrine Hallstein" n'a rien de commun avec la stratégie revanchiste qu'il semble lui imputer ici, mais implique simplement la rupture des relations diplomatiques avec tout Etat qui reconnaît la R.D.A. et le non-établissement de telles relations avec ceux qui l'ont déjà reconnue.

- 17) Op. cit., tome I, p. 188.

- 18) Comme ce passage paraît dans le chapitre sur la rencontre de Colombey (septembre 1958), il aurait fallu parler ici de la grande zone de libre-échange que l'Angleterre avait proposée à l'époque, puisqu'elle ne devait poser sa candidature à la C.E.E. qu'en 1961. Ce lapsus illustre que le général résume sa pensée sur un sujet plus qu'il ne rend compte d'un entretien.

- 19) Charles DE GAULLE, Mémoires d'espoir, tome I, p. 188.

Le général de Gaulle exige donc sans ambages du gouvernement allemand son ralliement à une politique à laquelle il savait les partis politiques en République fédérale et l'opinion allemande résolument opposés. Contrairement à l'impression qu'il donne dans les Mémoires d'espoir, il n'a évidemment pas exprimé ces opinions envers le chancelier dès 1958, ce qui aurait rendu vaine toute tentative d'entente et de "politique commune" avec l'Allemagne.²⁰⁾

Les idées politiques du chancelier Adenauer

En effet, la politique du chancelier Adenauer était, sur des points essentiels, diamétralement opposée à celle du général ; ses Mémoires²¹⁾ en témoignent. Alors que le général cherchait à surmonter la division du monde en deux blocs idéologiques, le chancelier était en réalité parfaitement bien installé dans un monde où régnait la guerre froide. L'Union soviétique était pour lui une "dictature asiatique"²²⁾ avec laquelle toute coopération véritable devait lui apparaître comme contre-nature. Il ne la cherchait pas, mais s'attacha au contraire à empêcher par tous les moyens un nouveau Rapallo ; de même, il considérait comme néfaste tout renouvellement du pacte franco-soviétique. Il ne croyait guère à la possibilité d'une métamorphose du communisme, ni à la compatibilité de celui-ci avec la civilisation occidentale et chrétienne qu'il préconisait. Il acceptait par conséquent, pour un avenir prévisible, la division de l'Europe en deux blocs. Pour faire face à la menace du bloc oriental, il souhaitait avant tout la cohésion et le renforcement du bloc occidental. Dans ce but, il était favorable à un leadership américain aussi résolu que possible, allant jusqu'à reprocher aux Américains une trop grande "réticence" sur ce plan²³⁾. Comme son ami John Foster Dulles, il espérait que l'Ouest pourrait un jour négocier avec l'Est à partir

20) Les auteurs du livre suivant citent pourtant ces passages comme si le général s'était exprimé ainsi envers M. Adenauer à Colombey : François BONDY et Manfred ABELEIN. Deutschland und Frankreich. Geschichte einer wechsellvollen Beziehung. Düsseldorf/Wien : Econ Verlag, 1973, p. 193-194.

21) Konrad ADENAUER. Erinnerungen. 4 tomes : Erinnerungen 1945-1953 ; Erinnerungen 1953-1955 ; Erinnerungen 1955-1959 ; Erinnerungen 1959-1963. Fragmente. Stuttgart : Deutsche Verlags-Anstalt, 1965, 1966, 1967, 1968. 589 p., 556 p., 551 p., 375 p. - (Traduction française publiée chez Hachette.)

22) Op. cit., tome III, p. 426

23) Op. cit., tome IV, p. 93.

d'une position de force. Avant une telle négociation, qui devait mener à un traité de paix et, éventuellement, à la détente, il n'était pas prêt à abandonner le moindre atout, et notamment à reconnaître la "ligne" Oder-Neisse et, a fortiori, la République démocratique allemande.

Un autre point de désaccord entre le général et M. Adenauer était l'intégration. Le chancelier allemand était un champion fervent de l'Europe supranationale. Il ne voyait pas d'inconvénient à une délégation partielle de la souveraineté nationale, au contraire, puisqu'elle soudait les pays de l'Europe occidentale en une communauté de destins, empêchant ainsi une guerre entre eux et renforçant en même temps leur cohésion envers l'Est. De même, l'intégration militaire dans le cadre de l'O.T.A.N. ne l'inquiétait nullement de par la perte d'autonomie militaire qu'elle impliquait. Il la souhaitait au contraire aussi prononcée que possible pour intensifier ainsi l'homogénéité des pays-membres et pour assurer la responsabilité du protecteur américain.

Enfin, dans le domaine franco-allemand, la convergence des vues n'était pas non plus aussi complète qu'il pouvait y paraître. Certes, M. Adenauer, comme le général de Gaulle, avait exigé très tôt une entente, voire une "union complète"²⁴⁾ entre les deux pays, et c'est en réponse à cette proposition que le général l'avait pour la première fois honoré d'un éloge public²⁵⁾. Mais pour le chancelier, l'entente franco-allemande était une fin en soi dans la mesure où

24) Le 7 mars 1950, le chancelier avait fait, dans une interview avec le journaliste américain KINGSBURY-SMITH, "l'offre d'une union complète entre la France et l'Allemagne" : cf. Konrad ADENAUER, Erinnerungen, tome I, p. 312. - Venant de la part d'un Etat tout récemment constitué, non encore complètement souverain et qui espérait, ainsi que l'explique le chancelier lui-même dans ses Mémoires, résoudre ainsi le problème de la Sarre, cette proposition trouva peu d'écho.

25) Le général réagit avec enthousiasme en déclarant dans sa conférence de presse du 16 mars 1950 :

"Il y a trente ans, je puis vous le dire, que je suis avec intérêt et considération les actes et les propos de Conrad Adenauer. Il m'a semblé, à plusieurs reprises, percevoir, dans ce que dit ce bon Allemand, une sorte d'écho à l'appel de l'Europe, ruinée, disloquée, sanglante et qui appelle ses enfants à s'unir." (Charles DE GAULLE, Discours et Messages, tome II, p. 349.)

elle devait mener à une réconciliation définitive des deux peuples voisins et à leur union irréversible. Il était donc prêt à faire des sacrifices simplement pour l'obtenir, alors que le général comptait s'en servir pour d'autres buts. Si cette entente n'avait pas a priori de fonction stratégique pour le chancelier, elle devait néanmoins rentrer dans le cadre de ses conceptions politiques. Dans son esprit, elle ne pouvait donc que renforcer le bloc occidental en liant entre eux les deux pays traditionnellement tentés de s'allier avec la Russie l'un contre l'autre - et en ramenant le cas échéant la France dans le bon chemin de la coopération communautaire et atlantique.

* * *

M. Adenauer avait non seulement des idées politiques fort différentes de celles du général de Gaulle, mais son tempérament ne semblait pas non plus, à première vue, s'accorder avec celui du général. Il n'avait rien d'un leader charismatique et tenait le pathétique en horreur. Ce fut un homme sobre et modeste, d'un réalisme très terre à terre. Il aimait avant tout la simplicité et la spontanéité. Ce fut, ainsi que l'a écrit François Seyoux, ambassadeur de France à Bonn à partir de l'été de 1958, un "orateur sans éloquence", mais qui s'imposait à la tribune comme "acteur d'autant moins théâtral que sa simplicité est totale, sa sincérité absolue, sa langue dépourvue de recherche et d'emphase.²⁶⁾ Ses Mémoires nous donnent une excellente impression de l'homme : elles sont à l'extrême opposé de celles du général de Gaulle. Ecrites dans un style sec et dépouillé, elles sont surtout un compte rendu chronologique des événements politiques, une sorte de procès-verbal résumé des entretiens qu'il a eus avec d'autres hommes politiques.²⁷⁾ Comment un tel homme allait-il s'entendre avec le général de Gaulle ?

26) François SEYDOUX. Mémoires d'outre-Rhin. Paris : Grasset, 1975, p. 246.

27) Les Mémoires de Konrad Adenauer seront pour nous un instrument indispensable, puisque nous nous baserons largement sur les récits du chancelier pour montrer l'évolution de ses rapports avec le général de Gaulle. La forme d'un compte rendu, si elle n'exclut pas la manipulation, permet de suivre parfaitement l'argumentation d'un entretien. Deux avantages s'y ajoutent : 1° Le chancelier traite de façon extrêmement détaillée de ses rencontres avec le général : Il y consacre environ 140 pages (ou 110 pages pour la période que couvrent aussi les Mémoires d'espoir, dans lesquelles nous ne trouvons que neuf pages sur le même sujet). - 2° Toutes les rencontres sauf la première sont traitées dans le dernier tome des Mémoires qui, publié à titre posthume,

Le chancelier voyait le retour au pouvoir du général avec méfiance. La presse allemande ainsi que les interlocuteurs qu'il avait interrogés à ce sujet lui en avaient donné une image peu élogieuse à ses yeux, le décrivant surtout comme un nationaliste orgueilleux.²⁸⁾ Il craignait donc, ainsi qu'il l'écrit dans ses Mémoires, "que la façon de penser du général de Gaulle serait si fondamentalement différente de la mienne qu'une entente entre nous deux serait extrêmement difficile"²⁹⁾. Par conséquent, il se montra fort réticent à l'égard des invitations que le général, déterminé à prendre contact le plus vite possible, lui fit parvenir discrètement.³⁰⁾ Ce n'est que lors de la visite de M. Couve de Murville, ministre des Affaires étrangères, le 29 juillet 1958, qu'il accepta d'arranger une visite à Paris à son retour de vacances. Quelques jours plus tard, le général proposa que M. Adenauer vienne à sa propriété de Colombey-les-deux-Eglises, sur son chemin de retour d'Italie. Le chancelier fut le seul homme politique étranger à jamais avoir été honoré de cette distinction.

La rencontre de Colombey des 14 et 15 septembre 1958

La rencontre de Colombey métamorphosa M. Adenauer ; il en sortit un admirateur et un ami fidèle du général. Dans ses Mémoires, il note à plusieurs reprises combien il était heureux d'avoir trouvé en le général un tout autre homme de ce qu'on lui avait laissé prévoir,

contient simplement les manuscrits qui devaient servir de base à M. Adenauer dans l'élaboration du texte définitif. Nous disposons donc d'une source première qui n'a pas été révisée.

Ajoutons que la version donnée par M. Adenauer de ses entretiens avec le général de Gaulle n'a jamais été infirmée par une autre publication. Au contraire, le récit qu'il fait, par exemple, de sa première rencontre avec le général colle parfaitement avec le texte du compte rendu (en principe secret) cité par le fils d'un haut fonctionnaire allemand : Thomas JANSEN, "Die Entstehung des deutsch-französischen Vertrages vom 22. Januar 1963", p. 249-271 in : Konrad Adenauer und seine Zeit / hrsg. von Dieter BLUMENWITZ et al. Stuttgart : Deutsche Verlags-Anstalt, 1976, tome II, p. 250.

28) Konrad ADENAUER, Erinnerungen, tome III, p. 410 et 414.

29) Op. cit., tome III, p. 424.

30) Op. cit., tome III, p. 417-421.

soulignant notamment que celui-ci ne lui avait pas du tout donné l'impression d'un nationaliste.³¹⁾ Il était "très agréablement surpris par sa simplicité et son naturel"³²⁾. Mais avant tout, il constata "que nous sommes d'accord en ce qui concerne les grands problèmes et que, si des problèmes immédiats devaient se poser, un tel accord serait très certainement aussi atteint"³²⁾.

Comment le général de Gaulle était-il parvenu à faire changer d'avis si rapidement le chancelier Adenauer ? Il avait créé des conditions très favorables en lui offrant le cadre familial de la Boissierie, enlevant ainsi à la rencontre l'aspect cérémonieux et officiel dont il savait qu'il aurait pu gêner son hôte. Il lui avait aussi prouvé un respect et une estime qui n'ont pas manqué d'impressionner le chancelier. Mais surtout, le général, qui connaissait fort bien les conceptions politiques de M. Adenauer, a tout fait pour lui suggérer une communauté d'idées sur le plan politique. Sur tous les sujets essentiels, il trouvait une phrase ou un argument qui ne pouvaient que créer cette impression dans l'esprit du chancelier. C'est ainsi qu'il dit que l'Allemagne était pour la France le seul partenaire possible, "voire même souhaitable" en Europe ; seule l'amitié franco-allemande pouvait "sauver l'Europe occidentale" ; il aurait renversé du tout au tout sa politique envers l'Union soviétique et sa ligne serait désormais d'être "étroitement lié avec l'Allemagne pour nous protéger contre la Russie soviétique".³³⁾ Le général alla jusqu'à rédiger un communiqué final dans lequel il constatait que l'étroite coopération franco-allemande était non seulement la base de toute construction européenne, mais qu'elle "contribue à renforcer l'Alliance Atlantique"³⁴⁾.

Mais tout cela ne suffit pas à expliquer l'accord politique proclamé à la surprise générale par les deux hommes à l'issue de leur rencontre. D'autres facteurs ont joué. Il y a d'une part le fait que chacun d'eux, persuadé que sa propre politique était la seule possible et acceptable, croyait à un accord parce qu'il estimait l'autre

31) Op. cit., tome III, p. 425 et 434.

32) Op. cit., tome III, p. 434.

33) Op. cit., tome III, p. 429.

34) Texte français du communiqué du 14 septembre 1958 dans : Documentation française, Articles et Documents, T.J. 0705, 23 septembre 1958, p. 2.

suffisamment lucide pour admettre tôt ou tard la justesse de ses propres analyses. Dans le cas du chancelier Adenauer, il s'y ajoutait le fait qu'il ne comprenait pas les allusions du général qui auraient pu lui révéler les divergences entre leurs conceptions, car il connaissait trop mal les idées politiques du général.³⁵⁾

Il n'est en effet jamais parvenu à pénétrer la stratégie à long terme d'une politique dont la motivation lui était complètement étrangère. Notamment, il ne distinguait pas dans les prises de position du général entre ce qui avait un caractère de principe et ce qui était dicté par des considérations tactiques ou par les circonstances. Il n'enregistrait ainsi que ce qui confirmait sa propre politique.

Une autre raison principale pour cet accord inattendu peut être trouvée dans la situation politique générale. Elle ne posait en ce moment aucun problème bilatéral entre la France et l'Allemagne, ce qui permit au général et au chancelier de suivre leur goût commun et de ne parler qu'en dimensions mondiales. Mais elle rendait aussi les positions politiques des deux hommes plus semblables qu'elles ne l'étaient en réalité, et ce par certains facteurs passagers. C'est ainsi que le chancelier commençait à cette époque à critiquer l'attitude des Etats-Unis et l'organisation de l'O.T.A.N., alors que le général se montrait fort dur envers l'Est tant qu'une politique de détente s'avérait de toute façon impossible. Mais dans les deux cas, ces positions n'étaient que temporaires et les points de convergence simplement accidentels. Si par exemple le chancelier est mécontent de l'O.T.A.N. et en souhaite une "amélioration", c'est parce que, à son avis, elle a été "longtemps négligée par les Etats-Unis"³⁶⁾.

35) M. Adenauer écrit dans ses Mémoires que, d'après ses informations, on ne pouvait pas prévoir, en 1958, l'attitude que le général allait adopter envers l'O.T.A.N. et la C.E.E. (Erinnerungen, tome III, p. 414-415.) D'après son propre témoignage, il n'avait pas lu les deux premiers tomes des Mémoires de guerre déjà parus à cette époque. (op. cit., tome III, p. 410.). Il n'avait apparemment pas non plus demandé un avis compétent sur le sujet, ainsi que les opinions qu'il cite le démontrent. Gilbert ZIEBURA note aussi le mauvais état d'information du chancelier, doutant de la qualité de ses sources d'information. (Die deutsch-französischen Beziehungen seit 1945, p. 98, ainsi que note n° 6, p. 184.)

36) Konrad ADENAUER, Erinnerungen, tome III, p. 427.

S'il exprime une certaine méfiance envers l'Amérique, c'est qu'il craint un nouvel isolationnisme américain qui pourrait amener les Etats-Unis à se retirer de l'Europe et de l'O.T.A.N. C'est dans cette perspective qu'il dit à son hôte de Colombey, avec le plus grand regret, "qu'il faut partir du fait que nous ne pourrons pas compter sur les Etats-Unis pour toujours"³⁷⁾. Et plus loin cette phrase qui semble à première vue indiquer son alignement sur les positions gaulliennes :

"Dans ces circonstances, nous devrions tenir compte de l'éventualité la plus négative et essayer de rendre l'Europe indépendante des Etats-Unis." ³⁷⁾

En fait, l'entente politique entre les deux hommes n'était donc qu'apparente et basée sur un malentendu. Ce que le général souhaitait, c'était la mise en oeuvre de ses idées politiques avec l'aide de l'Allemagne. Pour qui savait saisir son langage, ceci ressortait clairement des paroles mêmes qu'il dit au chancelier à Colombey et que celui-ci nous rapporte dans ses Mémoires. C'est ainsi que, tout en appelant l'Allemagne le seul partenaire souhaitable pour la France, il signalait en passant qu'il "ne désespère pas de la Russie"³⁸⁾. Il fait même une allusion en ce sens dans le communiqué final, exprimant son souhait que la coopération franco-allemande, qui doit inclure les autres partenaires de la C.E.E., "puisse s'étendre au plus grand nombre possible d'Etats européens"³⁹⁾, donc aussi aux Etats de l'Est. Il dit en outre au cours de son exposé "qu'il n'avait jamais vu la supranationalité d'un bon oeil"⁴⁰⁾. Il exprime son désir que la "politique commune" qu'il préconise entre la France et l'Allemagne "soit la nôtre et qu'elle s'exprime indépendamment des Américains"⁴¹⁾.

Mais c'est surtout la liste des propositions pour une coopération franco-allemande qu'il présente au chancelier⁴²⁾ qui est révélatrice :

37) Op. cit., tome III, p. 426.

38) Op. cit., tome III, p. 429.

39) Voir supra, p. 31, note 34).

40) Konrad ADENAUER, Erinnerungen, tome III, p. 433.

41) Op. cit., tome III, p. 431.

42) Op. cit., tome III, p. 432-433.

Il ne s'agit que de sujets auxquels le général tenait tout particulièrement et où l'Allemagne, jusqu'ici simple émule de la politique américaine, devait l'aider à réaliser ses propres buts. Il propose comme sujets : 1° Le désarmement, problème auquel le chancelier attachait également une grande importance, mais où la France comptait suivre une politique bien différente des autres pays occidentaux. 2° Le Moyen Orient, où il se déclara prêt à faire "des propositions concrètes sur l'appréciation juste"⁴³⁾ du problème. 3° La coopération économique avec l'Est, à ses yeux un pas essentiel vers la détente. 4° La fabrication en commun d'armements, à laquelle le général voulait s'attaquer tout de suite, sachant pourtant que la République fédérale avait pris des engagements précis pour des achats d'armes aux Etats-Unis. 5° Le problème de la grande zone de libre échange proposée par la Grande-Bretagne, sur lequel il souhaitait une position commune, précisant qu'il n'en pensait pas beaucoup de bien. - Ajoutons que le général estime par contre qu'une concertation franco-allemande dans le cadre de l'O.T.A.N. serait sans intérêt "parce que l'O.T.A.N. n'est pas politique"⁴⁴⁾. En fait, il refuse cette coopération parce qu'il considère le côté politique de l'O.T.A.N. comme un domaine des "grands". Il devait le prouver de façon éclatante en adressant, dix jours plus tard, au Président Eisenhower et à M. Macmillan le fameux mémorandum secret du 24 septembre 1958 par lequel il exigeait de façon ultimative la création d'une sorte de "directoire à trois" qui déciderait de la stratégie militaire et politique du monde occidental. De cette initiative, qui aurait pourtant bouleversé les structures de l'O.T.A.N., il ne souffla mot au chancelier Adenauer. Celui-ci devait d'ailleurs réagir de façon violemment hostile lorsque M. Macmillan l'en informa peu après.⁴⁵⁾

* * *

Malgré tout, le chancelier Adenauer accepta les propositions du général et constata, ainsi que nous l'avons vu, un accord total des points de vue sur les grands problèmes internationaux. C'est que

43) Op. cit., tome III, p. 432.

44) Op. cit., tome III, p. 431.

45) cf. Paul-Henri SPAAK. Combats inachevés. 2 tomes. Paris : Fayard, 1969, tome II, p. 183.

les deux hommes s'étaient découvert une concordance spirituelle qui semble avoir été plus importante que le désaccord réel entre leurs idées politiques. En effet, il s'était avéré qu'ils avaient en fin de compte beaucoup en commun. Alfred Grosser nomme l'essentiel : la primauté qu'ils accordaient à la politique étrangère et le fait qu'ils n'étaient pas des intellectuels, mais des hommes d'Etat capables de suivre en politique extérieure une ligne ferme, de se tenir à quelques idées simples en laissant les détails aux exécutants.⁴⁶⁾ Gilbert Zieburga leur trouve les traits de caractère suivants en commun :

"La haute opinion de soi et leur façon de garder leurs distances, ainsi que - cela va souvent ensemble - le mépris des hommes basé sur une vue pessimiste de l'homme et de l'histoire ; mais aussi l'intuition sûre pour l'essentiel, l'orientation de l'action politique sur un petit nombre de prémisses et d'articles de foi simples mais clairs et faciles à retenir, et auxquels on se tient donc dans chaque cas. Tous deux étaient incapables d'un dialogue véritable et se ressemblaient jusque dans leurs méthodes d'exercer le pouvoir."⁴⁷⁾

Citons encore l'opinion d'André François-Poncet, l'un des observateurs les plus compétents de la scène allemande et qui fut longtemps ambassadeur de France à Berlin, puis à Bonn :

"Très dissemblables, il y avait pourtant entre eux de nombreux points communs. (...) - Ils sont nés, l'un et l'autre, pour l'autorité, pour le commandement. Ils ont une grande foi en eux-mêmes. La critique, l'objection, l'opposition les irritent. Ils n'ont pas plus d'indulgence l'un que l'autre pour les hommes, en général, et, notamment, pour cette catégorie d'hommes qu'on appelle les politiciens, les parlementaires et les journalistes. Les principes dont ils sont pénétrés ne les empêchent pas d'être, à l'occasion, de froids réalistes. Ce sont, tous deux, des catholiques pratiquants, mais discrets, nullement cléricaux. Leur vie de famille, à Colombey et à Rhöndorf, est exemplaire. Volontiers sévères, caustiques, et même mordants, dans leurs jugements, ils n'en sont pas moins capables de détente, de bonhomie, d'humour et d'affection. Il arrive qu'ils choquent par la brusquerie, voire la brutalité de leurs réactions, et leur entourage n'a pas, auprès d'eux, la vie facile. Ils savent, cependant, plaire et séduire quand ils le veulent. Animés, l'un et l'autre, par un nationalisme extrêmement ombrageux et susceptible, ils sont blessés par la manière désinvolte dont les traitent parfois les Américains et les Anglais. - Ils nourrissent à l'égard des Soviétiques la même profonde méfiance. (...)"⁴⁸⁾

-
- 46) Alfred GROSSER. La politique extérieure de la Ve République. Paris : Seuil, 1965, p. 85. - Dans le même paragraphe, le professeur Grosser parle aussi d'"une sorte de gentlemen's agreement" établi à Colombey : Bonn aiderait la France dans ses ambitions atlantiques et européennes, la France soutiendrait fermement vers l'Est les positions de Bonn.
- 47) Gilbert ZIEBURA, Die deutsch-französischen Beziehungen seit 1945, p. 1.
- 48) André FRANÇOIS-PONCET. "Deux amis". Le Figaro, 23 septembre 1963. Reproduit dans : André FRANÇOIS-PONCET. Au fil des jours. Propos d'un libéral, 1962-1965. Paris : Flammarion, 1966, p. 74.

Même si l'on ne souscrit pas sur tous les points à cette présentation de M. François-Poncet, il est certain que ces deux hommes s'étaient découvert en quelques heures beaucoup d'affinités. Ils étaient désormais liés par un sentiment mutuel de sympathie, d'estime et même d'admiration qui semblait les mettre au-dessus des désaccords pratiques. Ce fut là le résultat le plus important de la rencontre qui n'a pas eu de suite tangible sur le plan bilatéral. Certes, tous deux souhaitaient une coopération plus étroite entre la France et l'Allemagne. Mais le chancelier aurait aimé "que nos deux pays entretiennent des contacts très étroits, permanents et durables sur les problèmes internationaux"⁴⁹⁾. Il avait précisé que des consultations occasionnelles ne lui semblaient pas une bonne solution parce qu'elles pourraient brusquer les autres partenaires européens. Il voulait confier les contacts à des "personnalités capables"⁵⁰⁾ et pensait donc sans doute à l'établissement d'un ou de plusieurs groupes de travail pour obtenir une concertation permanente en politique étrangère. Par contre, le général songeait plutôt à des rencontres "au sommet" et au niveau ministériel qui devaient avoir lieu au fur et à mesure que des problèmes de politique étrangère se seraient posés, laissant les contacts permanents aux ambassades.⁵¹⁾

Mais le chancelier n'était pas conscient de cette différence, puisque le général s'était aussi déclaré d'accord avec tout ce qu'il avait dit et proposé. M. Adenauer vit en cette rencontre une confirmation de la politique qu'il avait menée envers la France depuis 1949.⁵²⁾ En effet, le communiqué final rédigé par le général de Gaulle et accepté tel quel par son interlocuteur⁵³⁾ constate entre autres :

"(...) Nous avons la conviction que la coopération étroite de la République fédérale d'Allemagne et de la République française est le

49) Konrad ADENAUER, Erinnerungen, tome III, p. 428.

50) Op. cit., tome III, p. 432.

51) Il s'exprime de façon volontairement vague et indirecte sur ce sujet : op. cit., tome III, p. 431.

52) Op. cit., tome III, p. 434.

53) M. Adenauer note ce fait expressément dans ses Mémoires : op. cit., tome III, p. 435.

fondement de toute oeuvre constructive en Europe. Elle contribue à renforcer l'Alliance atlantique et elle est indispensable au monde. - Nous pensons que cette coopération doit être organisée et en même temps inclure les autres nations de l'Europe occidentale avec lesquelles nos deux pays ont noué des liens étroits. (...) Nous souhaitons qu'elle puisse s'étendre au plus grand nombre possible d'Etats européens."54)

Pour conclure ce chapitre, citons encore ce que le général de Gaulle a dit dans les Mémoires d'espoir sur la rencontre de Colombey et qui n'était certainement pas inexact du point de vue des deux hommes :

"En somme, tout ce qui aura été dit, écrit et manifesté entre nous n'aura fait que développer et adapter aux événements l'accord de bonne foi conclu en 1958. Certes, des divergences apparaîtront à mesure des circonstances. Mais elles seront toujours surmontées."55)

* * *

On se disait donc d'accord que la coopération franco-allemande "doit être organisée". Pourquoi alors avoir attendu quatre ans pour le faire ? Pour le général de Gaulle, une entente avec l'Allemagne, qui ne devait d'ailleurs pas nécessairement prendre une forme écrite, n'était souhaitable qu'à plusieurs conditions : Premièrement, il fallait que la France fût elle-même suffisamment forte pour s'assurer envers l'Allemagne ce rôle prépondérant auquel elle aspirait, qu'elle eût les mains suffisamment libres pour mener avec elle une politique d'indépendance.⁵⁶⁾ Or, en 1958, c'était le contraire : elle se trouvait plongée dans une grave crise économique, les mains liées par le drame algérien et les crises politiques intérieures qui en furent la conséquence. - Deuxièmement, il était sans doute préférable, aux yeux du général, de gagner d'abord, avec l'aide du chancelier Adenauer, l'ensemble des partenaires européens à l'idée d'une Europe indépendante, pour établir ensuite seulement l'entente avec l'Allemagne. - Troisièmement, il était indispensable que le chancelier Adenauer se rapprochât d'abord suffisamment des conceptions politiques du général pour qu'une "politique commune" devienne

54) Texte du communiqué : voir supra, p. 31, note 34).

55) Charles DE GAULLE, Mémoires d'espoir, tome I, p. 192.

56) Le général avait déjà dit en 1949 qu'avant toute entente franco-allemande, il fallait "que la France renaisse, qu'elle (...) reprenne le poids nécessaire pour faire équilibre à l'Allemagne nouvelle". (Voir supra, p. 19.)

possible. Il fallait donc prendre son temps pour le persuader peu à peu du bien-fondé des analyses gaulliennes. - Enfin, il était nécessaire de préparer l'opinion publique des deux pays pour obtenir, le moment venu, cette vaste consécration populaire à laquelle le général tenait tant.

Contrairement au chancelier Adenauer, le général n'était donc pas pressé pour la conclusion d'un accord franco-allemand ; la fin de la guerre d'Algérie et les tentatives concernant une Union politique à six lui imposaient une date lointaine. Il était d'autant moins pressé qu'il pratiquait déjà, pendant ces quatre ans qui précédaient la signature du Traité, le système de consultation tel qu'il l'avait favorisé à Colombey : au fur et à mesure que des problèmes de politique extérieure se posaient, il eut avec le chancelier allemand des entretiens ad hoc pour élaborer une "politique commune". Ces entretiens furent même plus nombreux qu'ils ne devaient l'être plus tard dans le cadre du Traité⁵⁷⁾ et affirmaient, ainsi que le souhaitait le général, la position privilégiée de la France et de l'Allemagne parmi les partenaires européens⁵⁸⁾.

57) Depuis 1963, il y a eu deux "sommets" par an ; entre septembre 1958 et septembre 1962, le général et le chancelier Adenauer eurent douze réunions, donc en moyenne trois par an.

58) Rappelons que M. Adenauer s'était prononcé contre des consultations ad hoc pour ne pas brusquer les partenaires européens ; cf. supra, p. 36.

2° La phase préparatoire : un temps d'attente bien rempli (1958-1962)

Estimant que la consécration de l'amitié franco-allemande devait encore attendre, le général de Gaulle repoussa pendant plusieurs années les avances du chancelier Adenauer en ce sens. Il sut pourtant bien remplir ce temps d'attente. Pendant une première période, qui se situe entre les deux rencontres historiques de Colombey (septembre 1958) et de Rambouillet (juillet 1960), il tâcha surtout de gagner la confiance du chancelier en sa politique. La conjoncture y était propice, puisque la crise de Berlin déclenchée en novembre 1958 devait lui fournir de nombreuses occasions de démontrer à M. Adenauer une solidarité à toute épreuve en ce qui concerne l'attitude à prendre envers l'Est. Pendant la deuxième moitié de ce temps d'attente, donc à partir de la rencontre de Rambouillet, le général s'employa avant tout à s'assurer de l'appui du chancelier pour l'Europe politique telle qu'il l'avait proposée. Ce n'est qu'après l'échec du "plan Fouchet", en avril 1962, qu'il se mit à préparer activement l'accord entre la France et l'Allemagne.

Une solidarité à toute épreuve

A Colombey, le général avait réussi à mettre le chancelier dans une disposition très favorable en ce qui concerne sa politique. Il fallait maintenant conserver et intensifier sa confiance et le gagner peu à peu à tous les aspects de la politique gaullienne. Or, M. Adenauer se montra irrité et agacé par l'idée du "directoire à trois" proposé dans le mémorandum secret du 24 septembre 1958. Nous ne sommes pas surpris de lire dans les Mémoires de M. François Seydoux, qui fut ambassadeur de France à Bonn pendant ces années décisives, que "toutes les précautions sont prises pour lui expliquer nos intentions, pour ménager son amour-propre."⁵⁹⁾ Le général de Gaulle fait venir M. Seydoux à Paris, et plus tard, le secrétaire d'Etat Louis Joxe sera expédié à Bonn pour fournir des explications supplémentaires au chancelier. "On ne négligeait donc rien pour le maintenir dans l'état d'esprit où il avait quitté la Boisserie."⁶⁰⁾

⁵⁹⁾ François SEYDOUX, Mémoires d'outre-Rhin, p. 223.

⁶⁰⁾ Op. cit., p. 224.

Enfin, le général prit l'initiative d'un nouvel entretien avec M. Adenauer pour rétablir l'entente entre eux. Il le vit à Bad Kreuznach, en Allemagne, le 26 novembre 1958, et l'entretint de problèmes généraux et de la tension Est-Ouest. Il en profita pour lui demander l'abandon définitif du projet britannique d'une grande zone de libre-échange. Le chancelier donna volontiers son accord contre la promesse d'une participation française au désarmement douanier de la C.E.E., qui lui tenait beaucoup à coeur. Un appui réciproque, une solidarité étaient ainsi établies entre les deux hommes.

Le général était tout à fait favorable à ce que M. Adenauer s'adresse aussi à lui dès qu'un problème se pose. En fait, le chancelier devait souvent avoir besoin de l'appui français pendant cette période. Le lendemain de la rencontre de Bad Kreuznach, l'ultimatum soviétique du 27 novembre 1958 devait déclencher la crise de Berlin. Cet ultimatum, limité à six mois, déclarait nul le statut quadripartite de la ville et exigeait la transformation de Berlin-Ouest en "ville libre" démilitarisée. L'Allemagne se trouvait ainsi dans une position extrêmement vulnérable.

Lorsque M. Adenauer apprit que le Premier ministre britannique, M. Macmillan, allait se rendre à Moscou fin février 1959, donc en pleine période de crise, et sans même avoir consulté la République fédérale, il demanda immédiatement à rencontrer le général de Gaulle. Il voyait en ce voyage de M. Macmillan un signe de faiblesse, d'autant plus que celui-ci allait s'entretenir avec M. Khrouchtchev, Président du Conseil des ministres soviétique, des projets d'un "désengagement" (disengagement) en Europe centrale qui auraient eu pour conséquence une certaine démilitarisation et neutralisation du territoire allemand. M. Adenauer se rendit donc à Marly-le-Roi, les 4 et 5 mars 1959, pour s'assurer de l'appui du général contre un tel "désengagement".

Le général de Gaulle l'accorda solennellement. Peu après, dans sa conférence de presse du 25 mars 1959, la première qu'il tint comme Président de la République, il prit une position d'extrême fermeté envers l'Est, se défendant notamment de toute neutralisation de l'Allemagne. Il ne souhaitait nullement qu'entre la France et le bloc soviétique se trouve seulement un "glacis germanique non

défendu"⁶¹⁾. Il appela la République démocratique allemande une "dictature totalitaire" et une "construction arbitraire"⁶²⁾, et se dit même favorable à la réunification, "le destin normal du peuple allemand, pourvu que celui-ci ne remette pas en cause ses actuelles frontières"⁶³⁾. Cette allusion à la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse comme frontière orientale du territoire allemand⁶⁴⁾ fut pour le chancelier la seule tache dans une prise de position du reste irréprochable.

L'appui du général devint d'autant plus précieux pour le chancelier Adenauer que la politique américaine commençait à son avis à montrer les premiers signes d'un "amollissement"⁶⁵⁾. En effet, lorsque l'ultimatum sur Berlin avait expiré, en mai 1959, la tension se relâchait provisoirement et bientôt, le président Eisenhower semblait prêt à négocier avec l'Union soviétique. Son Secrétaire d'Etat, John Foster Dulles, champion de la fermeté absolue envers l'Est, venait de mourir. Du 19 au 21 décembre 1959, les trois Occidentaux et le chancelier Adenauer eurent à Paris des entretiens "au sommet" au cours desquels M. Eisenhower exprima, d'après le témoignage du chancelier, des avis tout à fait contraires à la position prise par l'Allemagne.⁶⁶⁾ M. Adenauer, appuyé par le général de Gaulle, souhaitait en effet que le statut juridique de Berlin ne fut en aucun cas modifié. C'est

61) Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome III, p. 85.

62) Op. cit., tome III, p. 82 et p. 84.

63) Op. cit., tome III, p. 84-85.

64) Le général de Gaulle était ainsi le seul dirigeant occidental à avoir exprimé officiellement son accord avec la ligne Oder-Neisse ; il est vrai qu'il s'était déjà prononcé en ce sens envers Staline lors de sa visite à Moscou en décembre 1944 (cf. Charles DE GAULLE, Mémoires de guerre, tome III, p. 62). - Au cours de son prochain entretien avec le chancelier Adenauer, en décembre 1959, celui-ci fit allusion à cette fâcheuse remarque, et le général lui promit "qu'il ne parlerait plus de la ligne Oder-Neisse" (Konrad ADENAUER, Erinnerungen, tome IV, p. 18). Mais sa position était désormais connue.

65) Il devait utiliser ce terme deux ans plus tard envers le général lorsqu'il lui confia que c'était "après la mort de Dulles que l'amollissement avait déjà commencé". (Konrad ADENAUER, Erinnerungen, tome IV, p. 136).

66) Konrad ADENAUER, Erinnerungen, tome IV, p. 24.

grâce à l'intervention déterminée du général que le président américain et M. Macmillan acceptèrent cette position. Le général et le chancelier étaient une fois de plus pleinement d'accord ; M. Adenauer rapporte dans ses Mémoires qu'au cours du déjeuner final à l'Elysée, "le général de Gaulle me souffla à l'oreille que ces messieurs n'avaient pas la moindre idée dans quelle situation dangereuse nous nous trouvions"⁶⁷⁾.

Quelques mois seulement après ce "sommet", en mars-avril 1960, le général reçut néanmoins M. Khrouchtchev en visite officielle en France. Ce voyage avait suscité beaucoup d'inquiétude en Allemagne, mais le général devait rester absolument ferme en ce qui concerne ses relations étroites avec la République fédérale, affirmant à son interlocuteur que celle-ci ne menaçait plus personne aujourd'hui. Il répéta ce point de vue quelques jours plus tard à Londres, où il parla de l'Allemagne comme d'un "élément nécessaire à l'Occident"⁶⁸⁾, puis à Washington, où il affirmait, à la satisfaction générale, qu'une alliance franco-soviétique n'avait plus aujourd'hui de raison d'être parce que "l'Allemagne, telle qu'elle est, ne menace personne" - ni la France, ni, à son avis, l'Union soviétique⁶⁹⁾.

*
* * *

Pendant qu'il s'employa à rassurer le chancelier Adenauer ainsi que les dirigeants des autres pays occidentaux sur ses intentions envers l'Est, le général commençait aussi à préparer l'opinion française au rôle que l'Allemagne devait désormais jouer auprès de la France. Dans sa conférence de presse du 25 mars 1959, où il se montra si dur envers l'Est, il déclara :

"Mais l'Allemagne, telle qu'elle est, ne nous menace nullement. Nous considérons même, qu'avec ses capacités, son énergie, ses ressources, elle constitue un élément essentiel de la vie et du progrès de l'Europe et du monde entier. Bien plus, (...) la France et l'Allemagne sont décidées à coopérer." ⁷⁰⁾

67) Op. cit., tome IV, p. 27.

68) Discours prononcé à Westminster Hall, le 7 avril 1960 : Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome III, p. 182.

69) Conférence de presse tenue au National Press Club, le 23 avril 1960 : op. cit., tome III, p. 194.

70) Op. cit., tome III, p. 83.

Il allait plus loin en parlant à Strasbourg le 22 novembre 1959, le jour même du 15^e anniversaire de la libération de la ville. A l'Université de Strasbourg, il évoqua la coopération entre le monde français et le monde germanique, coopération "qui peut être la grandeur et la gloire de la civilisation de demain"⁷¹⁾. Plus tard, devant la foule strasbourgeoise, il exalta de nouveau l'amitié franco-allemande et "le Rhin, votre Rhin", qui "doit être une rue (...) un lien entre tout ce qu'il y a de grand, de fort, de part et d'autre de ses rives"⁷¹⁾.

L'initiation circonspecte du chancelier

Vers la fin de 1959, après trois rencontres avec le général de Gaulle, le chancelier Adenauer faisait absolument confiance à celui qui l'appuyait le plus fermement en ces temps dangereux. Mais il était loin de comprendre et d'accepter les idées gaulliennes avec toutes leurs conséquences. Le général choisit ce moment pour l'y initier avec beaucoup de précaution et de psychologie. Lors de leur quatrième rencontre, les 1^{er} et 2 décembre 1959, il le confronta pour la première fois avec les aspects moins attrayants de sa politique ; les Mémoires du chancelier Adenauer donnent un témoignage vivant de la stratégie qu'il employa pour les faire passer.

Dès leur premier entretien, qui fut très bref, le chancelier exprima le désir de parler des possibilités de "garantir les bonnes relations entre la France et l'Allemagne même pour le temps où je ne serai plus en fonction" et suggérer de "réfléchir aussi si l'on pouvait faire quelque chose dans le domaine des Etats ou du droit international"⁷²⁾. Le général promit d'y réfléchir, mais ce sujet ne fut plus du tout abordé. Il envoya d'abord son Premier ministre, M. Michel Debré, et son ministre des Affaires étrangères, M. Couve de Murville, pour préparer le terrain. Ils firent des exposés qui expliquaient à leur hôte que les Américains se retireraient bientôt de l'Europe pour se défendre depuis leur propre continent ; désormais, l'Europe devait donc se défendre d'elle-même et en cela, la France et l'Allemagne

71) Ces deux discours du 22 novembre 1959 ne se trouvent pas dans Discours et messages et n'ont pas non plus été publiés par la Documentation française. Texte ou larges extraits dans Le Monde, 24 novembre 1959, p. 2.

72) Konrad ADENAUER, Erinnerungen, tome IV, p. 15.

devaient prendre la direction. Le vieux chancelier trouva ces propos "effrayants"⁷³⁾. Le secrétaire d'Etat Louis Joxe, "que j'avais jusque-là toujours considéré comme un homme réaliste", parla dans le même sens "totalement irréaliste"⁷³⁾. Qui est plus, le chancelier eut aussi un entretien avec M. Antoine Pinay, ministre des Finances et des Affaires économiques.⁷⁴⁾ Celui-ci se trouvait déjà, à cette époque, en désaccord avec la politique extérieure du général et devait quitter le gouvernement quelques semaines plus tard. Il donna au chancelier un résumé du discours que le chef de l'Etat avait fait, le 3 novembre 1959, à l'Ecole Militaire⁷⁵⁾ et dont le contenu n'était apparemment pas connu du gouvernement allemand. Il lui rapporta que le général avait dit "le système de l'intégration a vécu" et qu'à son avis, il avait ainsi tourné le dos à l'O.T.A.N. Le chancelier Adenauer admit quelques mois plus tard "que je ne l'avais pas cru à l'époque parce que je ne pouvais simplement pas m'imaginer que quelqu'un puisse déclarer 'l'intégration a vécu'"⁷⁶⁾. Il n'avait donc simplement pas cru que ce qu'il avait entendu en cette journée correspondait aux convictions du général de Gaulle.

Le lendemain, il ne lui demanda donc nullement des explications. Il parla de différents sujets et se déclara "profondément convaincu qu'une défense nationale n'était plus possible face à l'Union soviétique, pas plus qu'une défense par les pays européens seuls, sans les Etats-Unis"⁷⁷⁾. Le général ne le contredit pas. Il ne fit qu'une brève allusion à sa crainte que les Américains se retireraient peu à peu de l'Europe, et affirmait du reste que "rien d'essentiel"⁷⁸⁾ ne devait être changé à l'O.T.A.N. Sur ce même ton peu explicite, la question fut de nouveau abordée lors d'une séance plénière à laquelle participaient aussi MM. Debré et Couve de Murville et qui, d'après M. Adenauer, "se termina après trois heures environ dans une harmonie parfaite"⁷⁹⁾.

73) Op. cit., tome IV, p. 16.

74) Op. cit., tome IV, p. 16 et p. 54-55.

75) Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome III, p. 125-129.

76) Konrad ADENAUER, Erinnerungen, tome IV, p. 54-55.

77) Op. cit., tome IV, p. 19.

78) Op. cit., tome IV, p. 20.

79) Op. cit., tome IV, p. 21.

Le chancelier avait ainsi fait connaissance avec les convictions profondes du général, même s'il n'y croyait pas encore. Six mois plus tard, le général y revint, non sans s'être assuré des conditions favorables à une telle avance. Avant le "sommet" Est-Ouest qui devait avoir lieu à Paris à partir du 16 mai 1960, il eut avec le chancelier un entretien pour lui assurer que la France défendrait pleinement le point de vue qui était, aussi celui de l'Allemagne. On parla ensuite d'autres sujets, puis le général remarqua "qu'il avait de toute façon l'intention de s'entretenir avec moi, après le 'sommet', des graves problèmes de la défense de l'Europe et plus particulièrement de la défense commune de la France et de l'Allemagne"⁸⁰⁾. Cette fois-ci, le mot ne suscite plus d'effroi ; M. Adenauer écrit simplement : "Je m'y déclarai prêt."⁸⁰⁾

Il nous décrit aussi les événements du lendemain qui devaient le rapprocher encore plus du général de Gaulle. Les trois dirigeants occidentaux et le chancelier eurent une autre réunion préalable au "sommet" Est-Ouest. Le président Eisenhower et M. Macmillan firent alors des exposés "très vagues", et "tous deux évitaient de s'engager concrètement"⁸¹⁾. Lorsque le général avait dit en résumé que, "si on voulait une détente (...), alors il fallait rester ferme sur la question de Berlin", ils "n'y répondirent rien", et "une atmosphère très étrange" se répandit.⁸¹⁾ Sous l'impression immédiate des entretiens, M. Adenauer fit la note suivante :

"Mon impression d'ensemble était déprimante et consolidait en moi la détermination de resserrer encore les liens avec la France, ainsi que le général de Gaulle me l'avait proposé la veille."⁸²⁾

* * *

Cependant, les relations franco-allemandes devaient d'abord prendre une autre tournure lorsque le chancelier prit brièvement conscience de l'envergure du désaccord. En effet, après l'échec de la conférence

80) Op. cit., tome IV, p. 46.

81) Op. cit., tome IV, p. 50.

82) Op. cit., tome IV, p. 51.

Est-Ouest⁸³⁾, le général exprima pour la première fois devant la nation toute entière, dans son allocution radiotélévisée du 31 mai 1960, ses conceptions sur l'O.T.A.N. et l'Europe. La France, déclara-t-il, souhaitait "que ses moyens et son territoire ne dépendent que d'elle-même" et "que son destin (...) demeure en ses propres mains"⁸⁴⁾ A l'abri du "bouclier" qu'était l'Alliance atlantique, "actuellement" nécessaire à la sécurité de la France et des autres pays européens, ceux-ci devaient "s'organiser en vue de la puissance et du développement communs"⁸⁴⁾. Il faut cependant "que les nations qui s'associent ne cessent pas d'être elles-mêmes et que la voie suivie soit celle d'une coopération organisée des Etats, en attendant d'en venir, peut-être, à une imposante Confédération."⁸⁵⁾

A la suite de ces déclarations, le chancelier se montra fort pessimiste pendant quelque temps. Il écrit dans ses Mémoires :

"Dans nos relations avec la France, avec le général de Gaulle, un changement étrange, et pas en bien, était intervenu dans les semaines après l'échec de la conférence 'au sommet' à Paris. L'attitude de la France envers l'O.T.A.N. prêtait aux plus grandes inquiétudes. La politique européenne de la France semblait indéterminée et vague."⁸⁶⁾

Dans cette situation, un nouvel entretien avec M. Antoine Pinay à Bonn, le 4 juillet 1960, vint à point. Le chancelier souligne dans ses Mémoires qu'il attachait une grande importance aux jugements de l'ancien Président du conseil.⁸⁶⁾ Or, celui-ci ne mâcha pas ses mots. Il lui répéta que le général avait tourné le dos à l'O.T.A.N. et qu'il l'avait "mis dehors"⁸⁷⁾ parce qu'il avait critiqué, au conseil des ministres, le discours du 3 novembre 1959 à l'Ecole Militaire⁸⁶⁾. Il décrit le général comme un homme "extrêmement hautain", "poursuivi par l'idée de devoir tout dominer", et mit en garde le chancelier contre son habitude de "manoeuvrer" tout en parlant.⁸⁷⁾ M. Adenauer n'était pas d'accord, mais il se montrait quand même impressionné et surtout très inquiet en ce qui concerne les relations franco-allemandes et la politique du général de Gaulle.

83) M. Khrouchtchev avait fait échouer le "sommet" à cause de l'incident de l'U.2, avion d'espionnage américain qui avait été abattu au-dessus du territoire soviétique.

84) Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome III, p. 220.

85) Op. cit., tome III, p. 221.

86) Konrad ADENAUER, Erinnerungen, tome IV, p. 54.

87) Op. cit., tome IV, p. 56.

A la veille de la rencontre de Rambouillet, les choses se gâtaient encore plus. M. Adenauer avait appris que M. Michel Debré avait, à la commission des Finances de l'Assemblée nationale, traité de satellites les pays qui ne disposeraient pas de bombes atomiques. Indigné, il avait alors chargé l'ambassadeur de la République fédérale à Paris d'effectuer une démarche auprès de M. Debré. Aussitôt après, celui-ci devait parler, devant l'Assemblée nationale, de ce "directoire à trois" dont la perspective hantait le chancelier allemand. M. Adenauer fit alors venir l'ambassadeur Seydoux pour lui faire part de son émotion. Il lui disait même qu'il hésitait à se rendre à Rambouillet et ne cacha nullement sa mauvaise humeur.⁸⁸⁾

Le malentendu de Rambouillet

Le général de Gaulle avait invité le chancelier Adenauer à le rencontrer de nouveau, les 29 et 30 juillet 1960, à peine plus de deux mois après leur entretien à Paris à l'occasion du "sommet" Est-Ouest. Le chancelier était très préoccupé, mais il ne faut pas oublier qu'il demeurerait aussi "à proprement parler, éperdu d'admiration et de reconnaissance pour le rôle joué par de Gaulle lors des rencontres du 16 mai avec Khrouchtchev"⁸⁹⁾, ainsi que l'exprime M. Couve de Murville. Le général crut donc le moment propice pour le faire venir au château de Rambouillet afin d'obtenir son accord pour la réforme de l'O.T.A.N. et la réorganisation de l'Europe d'après les conceptions exposées dans l'allocution du 31 mai 1960.

Dès leur premier entretien, le chancelier demanda des explications au sujet du "directoire à trois" et se dit "très déconcerté"⁹⁰⁾ par les déclarations de M. Debré sur les Etats sans bombes atomiques. Il exprima aussi sa déception profonde du fait que le général avait de nouveau remis sa première visite à Bonn. Mais il n'insistait pas sur ces points de désaccord, et le général n'y répondit rien.

88) François SEYDOUX, Mémoires d'outre-Rhin, p. 252-253, et Konrad ADENAUER, Erinnerungen, tome IV, p. 59.

89) Maurice COUVE DE MURVILLE. Une politique étrangère 1958-1969. Paris : Plon, 1971, p. 245.

90) Konrad ADENAUER, Erinnerungen, tome IV, p. 59.

L'entretien tournait alors vers l'O.T.A.N., que le général critiquait vivement comme "filiale de l'Amérique sur le continent"⁹¹⁾. Ses déclarations culminaient dans la menace "que la France voulait éventuellement sortir de l'O.T.A.N."⁹¹⁾, mais le chancelier restait calme. Il lui répondit qu'il partageait ses soucis et qu'il fallait au plus vite élaborer des propositions franco-allemandes pour une réforme de l'O.T.A.N. Le général ne pouvait pas demander mieux. Il proposa alors, de façon assez surprenante, une "coopération générale et organisée"⁹¹⁾ entre la France et l'Allemagne, avec des réunions régulières des différents ministres ainsi que des rencontres "au sommet" au moins tous les trois mois. Le chancelier y consentit très volontiers, l'atmosphère se détendit, mais le général n'y revint pas. Il ne s'agissait sans doute que d'une mise en condition pour ce qu'il avait à dire le lendemain.

La deuxième journée d'entretiens commençait avec un nouveau tête-à-tête au cours duquel le général exposa longuement ses visions d'avenir surtout en ce qui concerne la défense de l'Europe. Le chancelier note dans ses Mémoires que cet exposé était "d'un grand sérieux", "excellent du point de vue linguistique et très impressionnant"⁹²⁾. Tant il admirait la forme qu'il se déclara "d'accord avec la tendance de ses déclarations"⁹²⁾. Il écouta aussi sans sourciller ce que le général ajoutait sur la réorganisation de l'Europe, alors que celui-ci, toujours d'après M. Adenauer, "laissa entendre clairement qu'il continuait à être opposé aux institutions supranationales", et affirma que les Communautés européennes devaient "être réformées de façon à être soumises aux instructions des gouvernements"⁹³⁾.

Au cours de cet entretien, le général s'assura aussi de façon générale l'appui du chancelier pour ses idées sur une Union européenne. Mais ce n'est que l'après-midi, en présence des deux ministres des Affaires étrangères et des ambassadeurs, qu'il développa enfin son vaste plan pour une Union de l'Europe, qu'il présenta alors comme le résultat de ses entretiens avec le chancelier. Il proposait une coopération organisée des Six sur le plan politique, économique,

91) Op. cit., tome IV, p. 60.

92) Op. cit., tome IV, p. 62.

93) Op. cit., tome IV, p. 63.

culturel et de la défense. Des rencontres des chefs d'Etat ou de gouvernement devaient avoir lieu tous les trois mois environ. Quatre commissions devaient être créées qui seraient composées de "fonctionnaires permanents et d'experts qui resteraient responsables devant leurs gouvernements"⁹⁴⁾. Plus tard, une Assemblée unique devait être constituée dont le général précisait que ses membres ne seraient pas directement élus et qu'elle n'aurait qu'une fonction consultative. Il insistait enfin sur la nécessité de tenir le plus tôt possible un référendum européen pour faire approuver et consolider ces nouvelles institutions.

L'Union européenne que proposait le général ne devait donc pas porter de traits supranationaux ou intégrationnistes. Comme elle devait s'étendre aussi aux domaines économique et militaire, elle se présentait comme une alternative aux Communautés européennes et à l'O.T.A.N. Sur ce dernier point, le général s'était exprimé de façon particulièrement claire. Il souligna que l'organisation de l'Europe devait aller de pair avec la réforme de l'O.T.A.N. ; cette dernière était "absolument nécessaire", puisque "la France ne pouvait en aucun cas rester pour longtemps encore dans l'O.T.A.N. sous sa forme actuelle"⁹⁵⁾. - Il fit aussi comprendre clairement qu'il considérait l'accord de l'Allemagne comme décisif pour son projet. Il était apparemment persuadé que les autres partenaires seraient obligés de suivre si la France et l'Allemagne se mettaient d'accord. A Rambouillet, il dit de façon indirecte ce qu'il devait exprimer clairement plus tard, à savoir que l'Union proposée pouvait aussi à la rigueur se réaliser à deux.⁹⁵⁾ Ce projet contient donc en germe le futur Traité franco-allemand, qui devient ainsi une réalisation partielle de ce que les autres partenaires avaient refusé.

94) Op. cit., tome IV, p. 66.

95) Op. cit., tome IV, p. 67.

Le bref résumé que donne M. Couve de Murville de cette séance confirme que "toutes les cartes étaient, du côté français, mises sur la table" : Maurice COUVE DE MURVILLE, Une politique étrangère, p. 244.

* * *

A toutes ces propositions, le chancelier donna son accord. Pendant la période qui suit, et qui sera dominée par la lutte autour de cette Europe politique proposée par le général, nous verrons M. Adenauer mener une politique étrangère tout à fait contradictoire : tout en étant "atlantiste" lorsqu'il s'agissait des relations avec les Etats-Unis et de l'O.T.A.N., il devint "gaulliste" dès qu'il était question de l'Europe politique - parfois même "plus gaulliste que de Gaulle lui-même"⁹⁶⁾, ainsi que l'écrit M. François Seydoux.

Avant d'entrer dans les détails de cette évolution, il nous semble utile de citer deux témoignages qui pourront peut-être nous éclairer sur la personnalité et sur les réactions de M. Adenauer. M. Paul-Henri Spaak, à cette époque Secrétaire général de l'O.T.A.N., avait eu, au mois d'août 1959 et de septembre 1960, "les contacts les plus fréquents et les plus intimes"⁹⁷⁾ avec lui. Tous deux avaient en effet participé à des entretiens qui avaient eu lieu dans la villa de vacances de M. Dirk Stikker, alors représentant permanent des Pays-Bas au Conseil atlantique, sur le lac de Côme. Voici ce qu'écrit M. Spaak :

"Je fus frappé au cours de ces entretiens par une particularité du caractère d'Adenauer : son côté impressionnable et la facilité avec laquelle il adoptait des opinions extrêmes fondées sur des réactions sentimentales bien plus que sur des faits. Je l'ai connu tour à tour violemment antianglais, antiaméricain et antifrançais. Dans la plupart de ces occasions, son jugement passionné était fondé sur l'interprétation erronée de certains événements. - Je me rappelle que lors d'un entretien avec Foster Dulles, nous en arrivâmes à émettre l'hypothèse que de faux renseignements ou des commentaires volontairement tendancieux devaient être à la base de ses opinions tant celles-ci étaient contraires à la réalité des choses. Il y avait incontestablement chez lui une certaine naïveté, un côté soupçonneux, une tendance à croire trop facilement ce que lui rapportaient des interlocuteurs intéressés. Heureusement, il acceptait la discussion, tout au moins avec les étrangers, et il n'était pas impossible de redresser son jugement."⁹⁷⁾

96) François SEYDOUX, Mémoires d'outre-Rhin, p. 301.

97) Paul-Henri SPAAK, Combats inachevés, tome II, p. 203-204. - Voir aussi supra, p. 32, note 35).

A cette particularité du caractère de M. Adenauer s'ajoutait le rapport tout à fait exceptionnel qu'il avait avec le général. M. Seydoux écrit sur l'attitude du général de Gaulle envers le chancelier :

"Si peu enclin qu'il paraisse à admettre que quiconque soit son égal, il ne dénierait jamais apparemment cette égalité à celui qu'il honore et en qui il admire l'inflexible vieillard. D'Adenauer il fait son ami (...). Le physique, les vertus, le tempérament, la détermination avec laquelle Adenauer se fait le champion des idées fondamentales en morale comme en politique, constituent un ensemble que de Gaulle ne trouve, à l'exception peut-être de Winston Churchill, chez aucun autre homme d'Etat. Sans Adenauer, de Gaulle ne se serait pas consacré au rapprochement franco-allemand avec le même élan. Il goûtait intensément le bonheur d'associer à son oeuvre un Allemand qui, lui aussi, appartiendrait à l'histoire."98)

Et sur l'attitude du chancelier envers le général :

"Adenauer était fasciné par le général. Il l'admirait. (...) - Adenauer jugeait que de Gaulle et lui étaient de la même trempe, qu'ils avaient la même façon de considérer le maniement des hommes, que la responsabilité qu'ils assumaient l'un et l'autre, en des temps difficiles, et qui était due à la reconnaissance que leur concitoyens avaient de leur supériorité, créait entre eux une complicité de bon aloi. (...) (Le général était), aux yeux du maître dans l'art de la politique qu'était Adenauer, un être exceptionnel."99)

Il n'est donc guère surprenant que le chancelier ait toujours de nouveau été impressionné, voire séduit par le général et par la façon dont il présentait ses idées politiques. D'autre part, il ne faut pas oublier que M. Adenauer passait aussi pour être un excellent tacticien. Voici par exemple ce qu'écrit M. Spaak sur le résumé que fit le chancelier, toujours au cours des mêmes entretiens au lac de Côme, de ses entretiens à Rambouillet, en rapportant que le général avait été froissé par certains actes d'indépendance dont faisait preuve l'O.T.A.N. sur le sol français, en l'occurrence par la visite du ministre allemand de la défense dont le gouvernement français n'avait pas été dûment averti :

"Pour le Chancelier, il s'agissait là d'une forme d'hypertrophie de la personnalité, à laquelle tout le monde d'ailleurs avait contribué. Il nous conseilla de tenir compte de cet état de choses et de ne pas négliger les attitudes de déférence que le caractère du général de Gaulle pouvait exiger. - Le Chancelier avait cru sage de ne pas s'opposer trop radicalement aux vues du Général."100)

98) François SEYDOUX, Mémoires d'outre-Rhin, p. 214-215.

99) Op. cit., p. 219-220.

100) Paul-Henri SPAAK, Combats inachevés, tome II, p.210.

de Gaulle, Adenauer et l'Europe politique

A Rambouillet, M. Adenauer avait donné son accord sur ce qu'il avait encore violemment combattu à la veille de la rencontre. Pour ses partenaires politiques à l'intérieur comme à l'extérieur de la République fédérale, la question se posait désormais de savoir dans quelle mesure on pouvait encore faire confiance au chancelier allemand, s'il n'allait pas se rallier définitivement aux idées du général de Gaulle. Disons tout de suite que c'est en effet ce qu'il devait faire, du moins en ce qui concerne l'Europe politique ; ainsi que l'écrit M. François Seydoux, "le général n'aura pas, dans l'exécution de son plan, de partenaire plus déterminé, plus efficace que lui"¹⁰¹). M. Couve de Murville lui atteste également qu'il a contribué à toutes les discussions entre les Six "de la manière la plus active et la plus positive, convaincu qu'il était de la nécessité d'une coopération organisée entre les Européens"¹⁰²).

Mais avant d'en arriver là, M. Adenauer devait passer par une nouvelle phase de déception profonde, plus longue et plus grave que la précédente. A son retour de Rambouillet, la réaction du cabinet fédéral avait été vive. En fait, le projet du général faisait contre lui la quasi-unanimité à Bonn, et le chancelier était vivement pris à partie pour y avoir souscrit. Le secrétaire d'Etat van Scherpenberg fut expédié à Paris, mais n'en ramena aucun élément nouveau. Le chancelier se montra alors fort mécontent et écrit une longue lettre au général, à laquelle il ne reçut cependant pas de réponse pendant un long laps de temps.¹⁰³) Dans ses Mémoires, il note :

"Malheureusement, il s'avéra au cours des semaines qui suivaient notre rencontre à Rambouillet que nous n'étions pas tout à fait d'accord sur certains points et qu'il y avait des malentendus évidents."¹⁰⁴)

101) François SEYDOUX, Mémoires d'outre-Rhin, p. 263.

102) Maurice COUVE DE MURVILLE, Une politique étrangère, p. 249.

103) Paul-Henri SPAAK, Combats inachevés, tome II, p. 210. Voir aussi : Robert BLOES. Le "Plan Fouchet" et le problème de l'Europe politique. Bruges : Collège d'Europe, 1970, p. 118.
Signalons que d'après le général de Gaulle, lui-même et le chancelier se sont écrit "une quarantaine de fois" entre 1958 et le milieu de 1962 : Charles DE GAULLE, Mémoires d'espoir, tome I, p. 191. D'après M. François Seydoux, cette correspondance "jouait un grand rôle" pour eux : François SEYDOUX, Mémoires d'outre-Rhin, p. 215.

104) Konrad ADENAUER, Erinnerungen, tome IV, p. 67.

A cette époque, le chancelier devait se prononcer à plusieurs reprises en faveur de l'O.T.A.N. et de l'intégration.

Malgré ce désaccord avec le chancelier Adenauer et malgré le résultat plutôt négatif de ses sondages auprès des gouvernements italien et hollandais, le général rendit public son plan pour une organisation politique de l'Europe dans sa conférence de presse du 5 septembre 1960. Il y réaffirma son point de vue en qualifiant de "chimère"¹⁰⁵⁾ toute formation supranationale et en répétant que le système de l'intégration militaire "doit être mis à la page"¹⁰⁶⁾.

Parce que le général "tient à marquer le prix qu'il attache à dissiper le malentendu"¹⁰⁷⁾, son Premier ministre, M. Michel Debré, se rend pour la première fois à Bonn, le 7 octobre 1960, accompagné du ministre des Affaires étrangères, M. Couve de Murville. Le chancelier choisit de parler comme si aucun désaccord n'existait. Dans un entretien en tête-à-tête, il demanda même à M. Debré l'appui actif de la France pour le projet du général Norstad d'une force atomique intégrée dans le cadre de l'O.T.A.N. qui, d'après lui, "donnerait à certains pays de l'O.T.A.N. ensemble la possibilité d'employer le cas échéant des têtes nucléaires sans l'accord préalable du président américain"¹⁰⁸⁾. M. Debré ne croyait pas le président Eisenhower prêt à envisager une telle possibilité, mais le chancelier continuait à lui exposer les avantages de l'Alliance atlantique et de l'intégration. Il le pria de réfléchir à ceci :

"Plus les Etats européens étaient étroitement liés aux Etats-Unis, lui dis-je, et plus leur position intérieure sera forte. Même si l'on sacrifie une partie de l'autorité militaire à l'intégration, on gagnera par là même beaucoup en autorité intérieure auprès de son propre peuple."¹⁰⁹⁾

05) Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome III, p. 245.

06) Op. cit., tome III, p. 248.

07) François SEYDOUX, Mémoires d'outre-Rhin, p. 259.
En fait, d'après M. Adenauer, on était tombé d'accord à Rambouillet que cette visite aurait lieu en automne : Konrad ADENAUER, Erinnerungen, tome IV, p. 70.

08) Konrad ADENAUER, Erinnerungen, tome IV, p. 71.

09) Op. cit., tome IV, p. 75.

En séance élargie, "l'explication fut vive".¹¹⁰⁾ Les entretiens se terminèrent sur un ton presque menaçant : si le général entendait vraiment mettre en oeuvre les idées qu'il venait d'exprimer ce jour même à Grenoble, déclara le chancelier, alors "la République fédérale ne suivrait pas la France sur cette voie"¹¹¹⁾.

D'après M. Couve de Murville, il fut entendu, lors de cette visite, de proposer aux partenaires de la C.E.E. la date du 5 décembre 1960 pour un premier "sommet" européen qui devait avoir lieu à Paris.¹¹²⁾ Cependant, dès la fin d'octobre, M. Adenauer aurait remis en cause la réunion de décembre parce qu'"il n'en voulait manifestement plus"¹¹³⁾. M. François Seydoux écrit pourtant que la réunion ne fut annulée que quelques jours avant la date prévue parce que le chancelier souffrait d'un refroidissement.¹¹⁴⁾ Toujours est-il que le "sommet" eut finalement lieu les 10 et 11 février 1961 et qu'à partir de ce moment, les relations avec le général de Gaulle seront de nouveau au beau fixe. A la veille de la réunion à six, le chancelier eut un entretien en tête-à-tête avec le général qui tournait autour de deux points sur lesquels il souhaitait un changement du texte français pour une Union politique. Il ne put s'imposer, mais le général présenta néanmoins son projet le lendemain au nom de la France et de l'Allemagne. Le chancelier s'en fit un défenseur acharné face à certains autres partenaires dont la réaction fut réservée.¹¹⁵⁾

110) Maurice COUVE DE MURVILLE, Une politique étrangère, p. 247.

111) Konrad ADENAUER, Erinnerungen, tome IV, p. 76.

112) Maurice COUVE DE MURVILLE, Une politique étrangère, p. 247. - Robert Bloes écrit que la date exacte devait être fixée ultérieurement par la voie diplomatique : Robert BLOES, Le "Plan Fouchet" et le problème de l'Europe politique, p. 127.

113) Maurice COUVE DE MURVILLE, Une politique étrangère, p. 248. D'après l'auteur, le gouvernement français aurait réagi "très vivement" ; il insinua même que M. Adenauer aurait attendu le résultat du référendum sur l'Algérie, le 8 janvier 1961, pour revenir à ses sentiments amicaux envers la France (op. cit., p. 248).

114) François SEYDOUX, Mémoires d'outre-Rhin, p. 260. - Voir également : Robert BLOES, Le "Plan Fouchet" et le problème de l'Europe politique, p. 128.

115) Robert BLOES, Le "Plan Fouchet" et le problème de l'Europe politique, p. 131 et s. Son ministre des Affaires étrangères, M. von Brentano, lui fit d'ailleurs comprendre peu après que le tête-à-tête des deux "grands" avant la réunion à six avait fait une impression très défavorable notamment sur les petits pays. Voir : Sehr verehrter Herr Bundeskanzler! Heinrich von Brentano im Briefwechsel mit Konrad Adenauer 1949-1964./hrsg. von Arnulf BARING. Hamburg : Hoffmann und Campe, 1974, p. 304.

Bien que la crise ait été longue et grave et qu'on ait parlé à Bonn d'une sérieuse dégradation des rapports franco-allemands, M. François Seydoux arrive à la conclusion que l'attitude du chancelier n'avait été que tactique pour apaiser les esprits, qu'en fait, "il n'avait jamais eu l'intention de se déjuger et de revenir sur l'engagement qu'il avait pris."¹¹⁶⁾ M. Couve de Murville pense également qu'il s'agissait simplement d'"une de ces périodes de méfiance et de doute que le Chancelier traversait périodiquement, à l'habitude à l'encontre de l'Amérique"¹¹⁷⁾ : "Mais l'affaire était passionnelle ; il fallait que la crise se passât."¹¹⁸⁾ Tous deux sont d'accord pour dire qu'à partir de février 1961 reprenait une ère de confiance et d'amitié entre le général et le chancelier qui devait se maintenir jusqu'à ce que ce dernier quitte le pouvoir, en 1963.

*
* * *

Deux mois après s'être fait le défenseur des projets du général, le chancelier se rendit aux Etats-Unis pour y rencontrer le nouveau président américain, John F. Kennedy. Leur entretien du 12 avril 1961 fut une véritable pièce-maîtresse de ce que le professeur Ziebur appelle la "schizophrénie" de la politique extérieure de M. Adenauer¹¹⁹⁾, mettant en évidence son incapacité de saisir le fond des idées gauliennes. En effet, le président américain sut dissiper la méfiance du chancelier en lui affirmant qu'il entendait renforcer l'O.T.A.N., que les troupes américaines en Europe ne seraient certainement pas diminuées et que les Etats-Unis n'hésiteraient pas à employer l'arme atomique pour défendre un de leurs alliés. Il ajouta même qu'il aspirait à une situation où l'emploi de l'arme nucléaire serait "le résultat d'une décision commune bien réfléchie"¹²⁰⁾.

Voyant ainsi tous ses vœux comblés, le chancelier n'hésitait pas à exposer au président Kennedy ses griefs contre l'O.T.A.N., ainsi que celui-ci le lui avait demandé. Il insistait alors "que les

16) François SEYDOUX, Mémoires d'outre-Rhin, p. 262.

17) Maurice COUVE DE MURVILLE, Une politique étrangère, p. 246.

18) Op. cit., p. 248.

19) Gilbert ZIEBURA, Die deutsch-französischen Beziehungen seit 1945, p. 105 et 110.

20) Konrad ADENAUER, Erinnerungen, tome IV, p. 93.

Etats-Unis avaient été trop négligents et n'avaient pas exercé leur droit moral au leadership", que "le leadership américain auquel j'attribue une si immense valeur, a été trop réservé"¹²¹⁾. Il fallait donner un nouveau souffle à l'O.T.A.N. Certes, le chancelier n'excluait pas que la France ferait des difficultés. Mais il expliqua à son interlocuteur "que le général de Gaulle était un homme de sagesse et qui voit loin. Il fallait le convaincre que le destin de la France était en les meilleures mains dans une alliance comme l'O.T.A.N. (...) Si le général n'en était pas convaincu aujourd'hui, c'était justement parce que l'O.T.A.N. était si languissante."¹²²⁾

Quelques semaines après cet entretien, le 20 mai 1961, le chancelier put enfin recevoir le général de Gaulle à Bonn, ceci à sa grande satisfaction. Après que celui-ci lui eut de nouveau présenté son point de vue connu sur l'O.T.A.N., M. Adenauer lui exposa avec beaucoup de ferveur que le président Kennedy avait introduit un "changement essentiel" dans cette organisation en en faisant désormais le "fondement de la politique des Etats-Unis"¹²³⁾. Par conséquent, il demandait au général de modifier l'attitude qu'il avait prise jusqu'ici envers l'O.T.A.N. et pour laquelle le chancelier avait eu beaucoup de compréhension. Il lui demandait aussi d'abandonner l'idée d'un armement nucléaire national en faveur d'une force nucléaire de l'O.T.A.N. La France, lui dit-il, avait "beaucoup à rattraper sur le plan social"¹²⁴⁾ or, la stabilité sociale et la prospérité étaient la meilleure défense de l'Occident contre le communisme. L'argent y serait donc mieux employé. Il ne demandait pas une réponse immédiate, mais de quelques mots prononcés par le général avant de quitter Bonn en fin d'après-midi, il déduisit sérieusement "qu'il prenait une attitude positive envers mes propos de la matinée"¹²⁵⁾.

121) Op. cit., tome IV, p. 93.

122) Op. cit., tome IV, p. 96.

123) Op. cit., tome IV, p. 102.

124) Op. cit., tome IV, p. 103.

125) Op. cit., tome IV, p. 111.

Une séance élargie devait ensuite traiter de l'Europe politique qui avait peu avancé depuis le premier "sommet". De façon surprenante, le ministre fédéral des Affaires étrangères, M. von Brentano, l'ouvrit en demandant une institutionnalisation de la coopération franco-allemande pour la rendre indépendante de l'accord politique et de l'amitié des deux hommes qui en étaient responsables aujourd'hui. Le chancelier Adenauer, qui avait après tout 85 ans, souhaitait en effet plus ardemment que jamais la conclusion d'un accord avec la France pour couronner son oeuvre politique - mis à part l'effet favorable qu'une telle initiative aurait eu en pleine campagne électorale en Allemagne. Il en oublia ses autres principes¹²⁶⁾ et consentit à tout ce que le général avait à dire sur le sujet européen. Celui-ci se montra fort peu satisfait des progrès faits et critiquait ouvertement les trois pays de la C.E.E. qui n'avaient toujours pas accepté son projet. Seules la France et l'Allemagne, disait-il, semblaient en réalité prêtes à la coopération. Le chancelier enchaîna en demandant avec enthousiasme que ces deux pays passent alors à l'action ; si les autres n'y étaient pas prêts, "il ne nous reste qu'à les laisser de côté"¹²⁷⁾. Le général, qui ne devait pas reprendre la suggestion de M. von Brentano, profita du zèle du chancelier. Il réaffirma que le prochain "sommet" aurait lieu à Bonn en juillet et que la France et l'Allemagne "tiendraient cette rencontre même si elles devaient être les seules à venir"¹²⁸⁾, ce qu'il ne croyait pas. Elles devaient aussi fixer l'ordre du jour, et "si les autres ne voulaient pas en discuter, ce serait leur propre affaire"¹²⁸⁾. Le chancelier acceptait même en principe les exigences que le général lui adressa pour la première fois en ce qui concerne la politique agricole de la C.E.E., pour laquelle il demandait l'appui ferme de la République fédérale. Il était aussi d'accord avec son interlocuteur en ce qui concerne le principe que la Grande-Bretagne ne devait pas pour l'instant se joindre aux Six, bien que les motifs des deux hommes eussent été à l'opposé. Le général avait donc toutes les

126) Gilbert Ziebura parle d'une "fétichisation" des relations franco-allemandes qui empêchait le chancelier de voir clairement ce désaccord avec le général : Gilbert ZIEBURA, Die deutsch-französischen Beziehungen seit 1945, p. 104.

127) Konrad ADENAUER, Erinnerungen, tome IV, p. 107.

128) Op. cit., tome IV, p. 108.

raisons de partir satisfait de Bonn. Lorsqu'il y revint peu après pour participer au deuxième "sommet" européen, le 18 juillet, M. Adenauer, qui présidait la séance, devait de nouveau l'appuyer puissamment sur tous les plans.¹²⁹⁾

* * *

A la prochaine rencontre franco-allemande, qui eut lieu en décembre 1961, la situation en Allemagne avait sensiblement changé. Dans son mémorandum du 4 juin, M. Khrouchtchev avait de nouveau menacé de mettre fin au statut quadripartite de Berlin ; la situation critique avait abouti à la construction du mur à Berlin, le 13 août 1961. La réaction américaine à cette provocation s'était limitée à une protestation purement verbale, ce qui avait profondément déçu le chancelier Adenauer. Son enthousiasme pour la politique du président Kennedy en avait reçu un coup sérieux. - D'autre part, la C.D.U. (Union chrétienne-démocrate), le parti du chancelier, avait perdu sa majorité absolue au Bundestag lors des élections générales du 17 septembre. Elle se vit ainsi contrainte à une coalition avec les libéraux (F.D.P.). Pour parvenir à former avec eux un gouvernement, M. Adenauer devait accepter de se retirer de son poste de chancelier au cours de la législature qui s'ouvrait et fut obligé de se séparer de son ministre des Affaires étrangères, M. von Brentano, qui avait toujours partagé entièrement ses vues, et d'accepter Gerhard Schröder. On pourrait dire qu'à partir de ce moment, la "schizophrénie" devenait double à Bonn : non seulement le chancelier poursuivait-il deux politiques étrangères contradictoires, mais encore y avait-il au sein même de son gouvernement deux courants différents, l'un qui le suivait loyalement, l'autre qui essayait de tirer les conséquences des contradictions en rejetant clairement les positions gaullistes.

Le chancelier Adenauer se trouva donc dans une position affaiblie lorsqu'il rencontra de nouveau le général, le 9 décembre 1961, à Paris. Pour la première fois, un désaccord ouvert séparait les deux hommes. C'est en vain, en effet, que M. Adenauer tâcha de persuader le général de la nécessité pour la France de participer aux négociations sur Berlin, que les Etats-Unis s'apprêtaient à mener avec

129) Paul-Henri SPAAK, Combats inachevés, tome II, p. 358-361.

l'Union soviétique. Il le conjurait de "ne pas laisser les Anglo-Saxons seuls"¹³⁰⁾ avec M. Khrouchtchev, d'être présent même si ce n'était que pour contredire. Mais le général restait ferme. Tout en se déclarant "absolument solidaire"¹³¹⁾ de l'Allemagne sur le fond, il maintenait qu'une telle négociation, au moment actuel, serait déjà un abandon de par le simple fait que c'était l'Union soviétique qui l'avait demandée. Son "résultat certain (...) serait l'acceptation de la solution russe"¹³²⁾. Si les Etats-Unis et la Grande-Bretagne "étaient déterminés à en finir avec la question de Berlin"¹³³⁾, et la Grande-Bretagne l'était déjà, alors la seule façon de les en empêcher était pour la France de refuser sa participation à une telle négociation.

Le chancelier note dans ses Mémoires qu'il était "extrêmement insatisfait de cet entretien et très contrarié"¹³⁴⁾. Il nous révèle aussi que c'est avec préméditation que, lors du déjeuner en commun à l'Elysée, il laissa pressentir à son entourage un "développement catastrophique"¹³⁴⁾ dans les relations franco-allemandes. Il s'attendait bien à ce que le général s'aperçoive de son mécontentement, "puisque j'étais assis en face de lui"¹³⁴⁾. En effet, le général devait prononcer, à la fin du repas, un toast particulièrement chaleureux, de sorte que les entretiens pouvaient reprendre dans une atmosphère plus détendue. Le général proposa alors "une très bonne formule"¹³⁵⁾ pour le communiqué final, où il était question de l'accord constaté "sur les buts à atteindre et sur la nécessité de maintenir la solidarité entre les puissances alliées"¹³⁶⁾. M. Adenauer déduit de cette phrase que "la France avait modifié l'attitude qu'elle

130) Konrad ADENAUER, Erinnerungen, tome IV, p. 124.

131) Op. cit., tome IV, p. 122.

132) Op. cit., tome IV, p. 124.

133) Op. cit., tome IV, p. 123.

134) Op. cit., tome IV, p. 125.

135) Op. cit., tome IV, p. 127.

136) Texte allemand du communiqué : op. cit., tome IV, p. 133.

avait prise jusqu'ici au sujet des négociations de Berlin"¹³⁷⁾, et le général confirma indirectement cette interprétation à l'issue de leur journée d'entretiens.¹³⁷⁾ Or, il devait s'avérer rapidement qu'il n'en fut rien. Le chancelier n'y reviendra d'ailleurs pas au cours de leur prochain entretien, en février 1962, et il reçut un refus catégorique lorsqu'il répéta sa demande, le 5 juillet 1962.¹³⁸⁾

Il était évident que le général ne voulait pas mécontenter M. Adenauer pour ne pas perdre son appui sur le plan européen. En effet, la "commission Fouchet" instituée par le deuxième "sommet" européen avait élaboré un projet pour l'Union politique mais celui-ci n'avait toujours pas trouvé l'accord de tous les pays concernés. Le général aborda donc ce sujet vers la fin de ses entretiens avec le chancelier. Après avoir réaffirmé ses exigences en ce qui concerne la politique agricole de la C.E.E. et la Grande-Bretagne, il exprima son désir de tenir un nouveau "sommet" des Six dès le début de 1962 pour conclure enfin un accord sur l'Union politique. M. Adenauer s'y déclara prêt, mais fit remarquer que la Belgique et les Pays-Bas n'étaient toujours pas d'accord avec le projet proposé. Le général répondit : "C'est vrai, mais si la France et l'Allemagne sont d'accord, les autres doivent suivre, bon gré, mal gré."¹³⁹⁾ Et d'expliquer au chancelier que l'Union politique introduirait dans la situation internationale "un facteur nouveau d'une puissance énorme", que "la situation générale y inclus la question de Berlin s'en trouverait aussi complètement changée"¹³⁹⁾. Il lui fit miroiter les avantages de ce projet en disant qu'en quelques années "l'Europe serait très forte, plus forte même que l'Amérique", et qu'on pourrait alors "discuter avec les Russes des affaires européennes à partir d'une position de force"¹³⁹⁾.

Que le chancelier ait souhaité ou non un tel développement, son influence ne suffisait pas de toute façon pour faire changer d'avis les partenaires réticents. Lorsque le deuxième "plan Fouchet" fit son apparition, le 18 janvier 1962, leurs réactions furent des plus vives ; ce plan allait encore plus que le premier dans le sens des

137) Op. cit., tome IV, p. 132.

138) Op. cit., tome IV, p. 172.

139) Op. cit., tome IV, p. 131.

idées gaulliennes. A la fin du mois, les négociations sur l'Europe politique étaient dans l'impasse. Le général demanda alors à rencontrer au plus vite son ami Adenauer¹⁴⁰⁾, mais n'oublia pas de réaffirmer avant cette rencontre son point de vue dans son allocution radiotélévisée du 5 février 1962, où il exigea la création d'une Europe dans laquelle son pays ne fût pas limité à "un rôle de nation dite 'intégrée', autrement dit effacée"¹⁴¹⁾.

* * *

Le 15 février 1962, le général de Gaulle se rendit à Baden-Baden pour y rencontrer le chancelier allemand. M. Adenauer ouvrit l'entretien en faisant le bilan de la première année de l'administration Kennedy. Il constata une désaffection générale pour l'Amérique et estima que "le succès était sans aucun doute du côté du communisme"¹⁴²⁾. Le général appela cette appréciation "très essentielle"¹⁴³⁾ et enchaîna en exposant longuement au chancelier la nécessité pour la France et l'Allemagne d'être présentes sur le plan international, d'agir ensemble, de répondre en commun lorsqu'un problème se posait. Mais elles devaient alors prendre "une attitude déterminée et résolue"¹⁴⁴⁾ envers les Etats-Unis, et la République fédérale devait enfin cesser de se conformer exactement à la politique américaine. Elle avait aussi tort de se fier exclusivement à l'O.T.A.N. et surtout de croire que celle-ci serait jamais dotée d'un armement nucléaire propre.

Faute d'admettre cette analyse et de mener désormais avec le général de Gaulle une "politique commune", voici les perspectives d'avenir : les Etats-Unis reconnaîtraient un jour le mur de Berlin et par là même la division de l'Allemagne, ils accepteraient "une certaine neutralisation"¹⁴⁵⁾ de la République fédérale en lui refusant l'arme

140) Op. cit., tome IV, p. 136.

D'après d'autres sources, ce serait M. Adenauer qui aurait pris l'initiative de cette rencontre au lendemain de l'allocution du 5 février : Robert BLOES, Le "Plan Fouchet" et le problème de l'Europe politique, p. 306.

141) Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome III, p. 384.

142) Konrad ADENAUER, Erinnerungen, tome IV, p. 136.

143) Op. cit., tome IV, p. 137.

144) Op. cit., tome IV, p. 138.

145) Op. cit., tome IV, p. 139.

atomique et finiraient par reconnaître la R.D.A. Mais ce n'est pas tout : le général expliqua aussi à son interlocuteur que la France "retomberait dans l'état d'avant 1958"¹⁴⁶⁾, pire, qu'elle se tournerait peut-être vers l'URSS si on ne lui permettait pas de "sauvegarder sa personnalité" en menant "une politique européenne qui soit véritablement européenne et non pas en réalité américaine"¹⁴⁷⁾.

Au lieu de parler, en ce moment décisif, des possibilités de sauver l'Europe politique, le général insistait donc surtout sur le rôle que l'Allemagne devait jouer aux côtés de la France. Songeait-il déjà à un ersatz franco-allemand ? On peut dire plutôt qu'il essayait de montrer au chancelier à quel point l'Allemagne serait perdue si elle n'appuyait pas la politique française, que l'union se fasse à deux ou à six. Mais il ne cachait pas que la France avait aussi besoin de l'appui allemand. Au cours de la longue discussion de l'après-midi, en séance élargie, sur les différents points contestés du deuxième "plan Fouchet", une controverse devait s'engager sur l'article 6 de ce projet, qui aurait permis qu'une décision soit prise au Conseil même en l'absence de deux pays membres. Le général défendit cet article et souligna à cette occasion de nouveau son point de vue que l'Union européenne n'était possible que si la France et l'Allemagne étaient d'accord entre elles. Mais si elles étaient d'accord, l'abstention d'un autre pays membre ne devait en aucun cas pouvoir empêcher une décision commune.¹⁴⁸⁾ Autrement dit : la France et l'Allemagne devaient ensemble pouvoir déterminer la politique des Six sans en être empêchées par des partenaires de moindre importance.

C'est en effet par l'attitude de deux petits pays, les Pays-Bas et la Belgique, que le "plan Fouchet" devait échouer définitivement, le 17 avril 1962. En fait il y avait un désaccord profond entre la France et ses partenaires, même si l'Allemagne ne s'était jamais désolidarisée d'elle. L'échec de l'Europe politique était pour le général un revers très grave ; il devait désormais chercher une autre voie pour parvenir à établir une Europe indépendante. Ce sera la voie franco-allemande.

146) Op. cit., tome IV, p. 141.

147) Op. cit., tome IV, p. 140.

148) Op. cit., tome IV, p. 143-144.

3° La phase active menant directement au Traité

Au début de l'été de 1962, les trois conditions essentielles que nous avons nommées pour qu'une entente franco-allemande puisse être réalisée¹⁴⁹⁾ étaient remplies. Premièrement, la France avait retrouvé suffisamment de prestige, de force économique et de liberté d'action pour pouvoir jouer, aux côtés de l'Allemagne, ce rôle prépondérant auquel aspirait le général de Gaulle. La signature des accords d'Evian, le 18 mars 1962, avait enfin ouvert la voie à un règlement du problème algérien, et la première explosion souterraine d'une bombe atomique française, en mai 1962, était venue à point pour souligner la puissance retrouvée. - Deuxièmement, l'échec du "plan Fouchet" avait montré qu'il était pour l'instant impossible de gagner l'ensemble des partenaires européens à l'idée d'une Europe indépendante basée sur une simple coopération des Etats. - Troisièmement, le chancelier Adenauer s'était rapproché autant que possible des positions du général. Il n'avait certes pas fait siennes toutes les analyses gaulliennes, et l'ambiguïté subsistante de sa politique rendait fort incertain le degré de son alignement. Mais il était prêt à des concessions pour obtenir enfin l'entente avec la France, et l'évolution de ses relations avec les Etats-Unis devait le pousser encore plus vers le général. En outre, l'on pouvait prévoir aisément que la politique allemande s'éloignerait beaucoup plus du gaullisme sous son successeur pratiquement désigné, M. Erhard.

Comme quatrième condition à une entente franco-allemande, nous avons nommé l'accord de l'opinion publique, cette vaste consécration populaire qui jouait un rôle si fondamental dans les idées du général. En effet, un mois seulement après l'échec du "plan Fouchet", le général devait commencer à préparer l'opinion des deux pays : il introduit le sujet franco-allemand dans une conférence de presse (mai 1962), l'approfondit au cours d'un voyage en province (juin 1962), reçoit peu après le chancelier Adenauer en visite officielle en France (juillet 1962) et couronne enfin le tout en se rendant lui-même en voyage officiel en Allemagne (septembre 1962).

149) Voir supra, p. 37-38.

La préparation de l'opinion française.

Dans sa conférence de presse du 15 mai 1962, le général consacra un long passage à la "solidarité" entre la France et l'Allemagne. Pour la première fois depuis 1949¹⁵⁰⁾, il exposa en public la fonction de l'Allemagne dans le cadre de ses conceptions. Il disait clairement que la réalisation de sa vision d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural n'était possible qu'à partir d'une organisation politique, économique et militaire de l'Europe occidentale, et que celle-ci ne pouvait prendre forme qu'avec l'aide de l'Allemagne :

"(...) il y a une solidarité entre l'Allemagne et la France. De cette solidarité dépend la sécurité immédiate des deux peuples. (...) De cette solidarité dépend tout espoir d'unir l'Europe dans le domaine politique et dans le domaine de la défense comme dans le domaine économique. - De cette solidarité dépend, par conséquent le destin de l'Europe toute entière depuis l'Atlantique jusqu'à l'Oural ; car s'il peut se créer à l'Occident de l'Europe une construction, une organisation, qui soit ferme, prospère, attrayante alors réapparaissent les possibilités d'un équilibre européen avec les Etats de l'Est et réapparaît la perspective d'une coopération proprement européenne, surtout si, en même temps, le régime totalitaire cesse d'empoisonner les sources."¹⁵¹⁾

Après avoir rappelé ainsi l'importance des relations franco-allemandes au public, le général en fit, quelques semaines plus tard, le thème dominant de son voyage dans l'Est (14-17 juin 1962). Il y consacra un passage dans quatre grands discours : le 15 juin à Dôle, le 16 juin à Pontarlier, le 17 juin à Besançon et le même jour à Montbéliard.¹⁵²⁾ Si les mots changeaient, le schéma restait chaque fois le même et était fort habile. En résumé, il disait ceci : Nous, Français, avons surmonté, non sans mérite, la haine contre le grand pays qu'est l'Allemagne. Ce pays nous a fait beaucoup de mal, mais, dans certaines circonstances, nous lui en avons fait aussi. Maintenant, tout cela est oublié. C'est la réconciliation, c'est l'amitié. - A partir du deuxième

150) Discours de Bordeaux, le 25 septembre 1949 : voir supra, p. 18-19.

151) Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome III, p. 411.

152) Les textes de ces discours ne se trouvent pas dans Discours et messages et n'ont pas non plus été publiés par la Documentation française. - Texte du discours de Dôle : Le Monde, 16 juin 1962, p. 2 ; textes des discours de Pontarlier, Besançon et Montbéliard : Le Monde, 19 juin 1962, p. 5.

discours, sans doute pour tester d'abord la réaction du public, le général termina sur un hommage au chancelier Adenauer, sans oublier de rappeler le voyage prochain de celui-ci en France.

Pour célébrer la réconciliation franco-allemande, dont il souligna par deux fois qu'elle n'était que presque accomplie, le général trouva des mots pathétiques :

- "Le grand miracle du rapprochement des deux grands pays que sont la France et l'Allemagne est un fait qui s'est accompli ou qui est en train de s'accomplir." (Dôle)
- "(...) nous voulons qu'il n'y ait désormais, demain, que de la compréhension et de l'amitié." (Pontarlier)
- "La réconciliation de ces deux grands peuples (...) est sentimentalement un fait presque accompli." (Besançon)
- "(...) c'est une amitié loyale que nous devons pratiquer avec le grand peuple de l'autre côté du Rhin". (Montbéliard)

Les applaudissements du public confirmaient au général de Gaulle que la France était mûre pour exprimer ses mêmes sentiments d'approbation au représentant de l'Allemagne nouvelle.

* * *

Le général avait invité le chancelier Adenauer à rendre une visite officielle à la France, du 2 au 8 juillet 1962. Aux yeux de la population française, c'est M. Adenauer, dirigeant de son pays depuis treize ans, qui représentait l'Etat allemand ; c'est donc à lui que le peuple français devait manifester son approbation.¹⁵³⁾ Le général avait tout fait pour que cette visite frappe l'opinion et devienne un succès retentissant. Pendant toute une semaine, elle dominait les gros titres de la presse. Le général reçut son hôte avec les égards habituellement réservés aux chefs d'Etat. Il lui fit des cadeaux somptueux et symboliques et lui conféra la Légion d'honneur. On vit le chancelier poser une gerbe sur la tombe du soldat inconnu et visiter des cimetières franco-allemands de la première guerre mondiale.

153) Un an auparavant, en juin 1961, le président de la République fédérale, M. Lübke, avait fait un voyage officiel en France. Il était peu connu à l'étranger, ce qui tenait autant au rôle extrêmement restreint que lui assignait la Constitution qu'à sa personnalité effacée. Ce voyage avait néanmoins été un test important aux yeux du général : il s'était déroulé sans enthousiasme, mais aussi sans hostilités.

Il prit part à une revue militaire franco-allemande à Mourmelon et passa avec le général une soirée à l'Opéra. Les deux hommes allaient même assister ensemble à une messe à la cathédrale de Reims. Partout où vint le vieux chancelier, la foule le reçut chaleureusement. Malgré les quelques manifestations d'hostilité, son voyage fut un grand succès populaire.¹⁵⁴⁾

Pour M. Adenauer, ce fut sans doute une immense satisfaction. La population du pays jadis ennemi l'avait bien reçu, et le général lui-même l'avait comblé d'attentions auxquelles il avait été très sensible. Le Président de la République lui avait aussi adressé, dès la première occasion, des paroles d'une chaleur élogieuse jamais encore atteinte. Après avoir décrit de nouveau, mais sur un ton plus familier que dans sa conférence de presse du 15 mai, le rôle de l'Allemagne dans le cadre de sa politique, il avait parlé du rôle du chancelier Adenauer dans la politique :

"Ah ! Monsieur le Chancelier ! Quelle aura été, quelle est, votre part dans celle-là ! Cette clairvoyance quant aux buts à atteindre, cette fermeté au milieu des remous, cette habileté dans la conduite d'un grand peuple, qui, depuis quatorze années, marquent d'une manière éclatante votre action d'homme d'Etat, les Français les connaissent et les admirent. Ils vous tiennent pour l'inspirateur, le guide, le représentant, d'une Allemagne nouvelle, celle que désirent tout justement leur coeur et leur raison et dont ils savent qu'elle est nécessaire à leur propre prospérité, à leur sécurité, à la paix. Enfin et par-dessus tout, ils voient en vous un grand Allemand, un grand Européen, un grand homme, qui est l'ami de la France, qui croit et qui affirme que, par là, il sert son propre pays et qui, pour cette double raison, émeut profondément leur estime et leur sentiment."¹⁵⁵⁾

A la fin du voyage, le général s'était de nouveau adressé au chancelier pour lui exprimer sa satisfaction. Il avait parlé du rôle des peuples dans la réconciliation franco-allemande :

"Mais l'élément essentiel, la chance féconde, la part divine, de cette immense entreprise, c'est le sentiment des deux peuples. Tout se passe et tout se décide dans leur instinct, leur coeur et leur raison."¹⁵⁶⁾

154) Pour tous les détails de ce voyage, voir : Theo M. LOCH. Adenauer-de Gaulle. Bilanz der Staatsbesuche. Bonn : Athenaeum-Verlag, 1963, p. 9-71.

155) Toast du 3 juillet 1962 : Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome III, p. 429-430.

156) Allocution prononcée à Reims, le 8 juillet 1962 : op. cit., tome III, p. 431.

Il avait ensuite parlé de "la vague des témoignages déferents et admiratifs qui se portaient massivement vers votre illustre personnalité", et il avait résumé :

"Pour animer la grande tâche européenne et mondiale qu'ont à accomplir en commun les Germains et les Gaulois, il était essentiel que l'âme populaire manifestât son approbation de ce côté-ci du Rhin."¹⁵⁷⁾

Au cours de ce séjour mémorable en France, le chancelier Adenauer eut aussi trois longs entretiens en tête-à-tête avec le général. Son alignement sur les positions gaullistes y prit une forme plus frappante que jamais. Ceci ne s'explique sans doute pas seulement par l'atmosphère amicale qui l'entourait, ni par son incompréhension inchangée pour la politique du général. Cela s'explique aussi par le désir du chancelier de voir aboutir l'entente franco-allemande avant la date de sa retraite involontaire, prévue pour la fin de 1963. Enfin, sa crainte de plus en plus obsédante du communisme était pour lui une raison supplémentaire pour souhaiter un arrangement rapide avec la France.

L'exemple le plus surprenant de cette attitude fut la remarque de M. Adenauer qui ne comprenait pas le "tapage"¹⁵⁸⁾ que la presse avait fait autour de la conférence de presse du général du 15 mai 1962. A son avis, le général "avait parlé de façon claire et raisonnable et n'avait rien dit à quoi on aurait pu s'attaquer"¹⁵⁸⁾. Or, cette conférence de presse, malgré le long passage sur la "solidarité" franco-allemande, avait suscité la démission des ministres M.R.P. du nouveau gouvernement Pompidou. Le général y avait non seulement attaqué les adhérents d'une Europe fédérale en insinuant qu'ils écriraient bientôt "en quelque 'espéranto' ou 'volapük' intégrés"¹⁵⁹⁾ et qu'ils voulaient en réalité que l'Amérique soit le fédérateur de l'Europe¹⁶⁰⁾, mais il avait aussi répété qu'il était nécessaire "que notre défense redevienne une défense nationale"¹⁶¹⁾.

¹⁵⁷⁾ Op. cit., tome III, p. 431.

¹⁵⁸⁾ Konrad ADENAUER, Erinnerungen, tome IV, p. 161.

¹⁵⁹⁾ Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome III, p. 407.

¹⁶⁰⁾ Op. cit., tome III, p. 409.

¹⁶¹⁾ Op. cit., tome III, p. 413.

Sur le plan européen, le chancelier s'était également totalement aligné sur les positions du général.¹⁶²⁾ Comme si l'échec du "plan Fouchet" n'avait pas eu lieu, il exigeait "que l'on fasse un début, et si l'un des Six ne voulait pas y participer, qu'on lui garde sa chaise"¹⁶³⁾. Tout comme le général, il estimait que ce fut à cause de la Grande-Bretagne que l'Union politique avait échoué. Il était aussi d'accord avec le général que la Communauté se trouverait complètement changée si l'Angleterre y entraît et que celle-ci chercherait à y jouer un rôle d'arbitre. Il allait jusqu'à exprimer l'avis que la Grande-Bretagne influençait l'opinion publique surtout en France et en Allemagne en sa faveur et que ce fait expliquait aussi la réaction défavorable à la conférence de presse du général du 15 mai 1962.¹⁶⁴⁾

Le général de Gaulle ne pouvait que se réjouir de ces déclarations. Que ce soit par conviction ou pour détourner le chancelier une dernière fois de tout projet bilatéral, il parlait comme si l'Union politique à Six était devant la porte. Il exprima l'avis que les autres partenaires suivraient si l'on pouvait gagner l'Italie. Il fut donc décidé de proposer à M. Fanfani de tenir prochainement un "sommet" européen à Rome, ce que celui-ci devait d'ailleurs refuser.

Le lendemain, M. Adenauer avança néanmoins une proposition franco-allemande. Hanté par la crainte du danger communiste, qu'il voyait maintenant non seulement à l'Est, mais aussi en France et en Italie, il estimait :

"Mais si les peuples français et allemand étaient si étroitement associés l'un à l'autre que, dans un avenir prévisible, ni un gouvernement français, ni un gouvernement allemand ne pouvait entrer dans une entente avec l'Union soviétique, alors ces deux pays rempliraient une tâche historique en formant une digue européenne ferme contre le communisme."¹⁶⁵⁾

Pour y parvenir, il proposa un "arrangement de consultations"¹⁶⁵⁾ entre lui-même et le général, notamment sur tous les événements con-

162) C'est sur son attitude à ce moment que M. Seydoux devait écrire : "Adenauer se montrait plus gaulliste que de Gaulle lui-même." François SEYDOUX, Mémoires d'outre-Rhin, p. 301 (cf. supra, p. 50).

163) Konrad ADENAUER, Erinnerungen, tome IV, p. 159.

164) Op. cit., tome IV, p. 160-161.

165) Op. cit., tome IV, p. 168.

Signalons que le général de Gaulle aussi craignait un arrangement germano-soviétique pour le temps d'après Adenauer, ainsi qu'il l'avait dit le 14 février 1961 à C.L. Sulzberger : Cyrus L. SULZBERGER The last of the giants. New York : Macmillan, 1970, p. 45.

cernant le danger communiste. Le général demanda des précisions, mais ne revint point à la question, même lorsque le chancelier rappela sa proposition à la fin de leur entretien ainsi que le lendemain. A la place d'une réponse, il aborda la question d'une défense européenne, rappelant notamment au chancelier que les Etats-Unis ne partageraient jamais l'ultime décision sur l'emploi de l'arme atomique, même s'ils avaient longtemps "fait semblant"¹⁶⁶⁾ d'y être prêts. A son avis, les Six, ou tout au moins la France et l'Allemagne, devaient donc réexaminer la question.

En laissant une fois de plus posée la question d'une intensification de la coopération franco-allemande, le général réussit à concentrer l'attention de tous les observateurs sur le voyage qu'il devait lui-même effectuer en Allemagne tout de suite après l'interruption du mois d'août.

Le général de Gaulle en Allemagne

Du 4 au 9 septembre 1962, le général se rendit en voyage officiel en Allemagne. C'était pour lui le dernier pas, le pas essentiel vers cette "union" entre les deux peuples qu'il devait évoquer dès le premier jour¹⁶⁷⁾, et pour laquelle il espérait obtenir l'appui massif du peuple allemand. Pour y parvenir, il avait fait changer le programme¹⁶⁸⁾ de telle sorte qu'il puisse rencontrer autant que possible la population allemande dans toute sa variété sociale et régionale. Il devait parcourir 2000 km et prendre la parole en sept villes différentes.

Partout où il vint, le succès fut éclatant. Le général, parlant presque toujours en allemand et sans manuscrit, réussit dès le premier jour à trouver le ton juste et à gagner la confiance, voire l'adhésion de son public. Dans son premier discours, sur la vieille place du marché de Bonn, il se dit "rempli d'estime et de confiance pour le grand peuple que vous êtes, oui ! pour le grand peuple allemand."¹⁶⁹⁾ On comprendra que ses paroles aient été accueillies par

166) Op. cit., tome IV, p. 170.

167) Toast du 4 septembre 1962 : voir infra, p. 71.

168) cf. Wolfgang WAGNER. "Die Deutschen und das Char(1)isma". Sonntagsblatt (Hambourg), 16 septembre 1962.

169) Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome IV, p. 7.

des applaudissements enthousiastes. A sa deuxième étape déjà, à Cologne, un "Vive de Gaulle" le salua et devait désormais l'accompagner partout.¹⁷⁰⁾ A Duisburg, en Ruhr, dix mille ouvriers des usines Thyssen l'attendaient pendant des heures sous la pluie. Lorsqu'il leur avait exprimé sa satisfaction devant les accomplissements de l'industrie lourde allemande et qu'il avait pris congé d'eux par un "Auf Wiedersehen, meine Herren!"¹⁷⁰⁾, des applaudissements frénétiques le remerciaient. A Hambourg, le général s'adressa aux officiers de l'Ecole de guerre allemande, "aux bons officiers que vous êtes", pour leur dire que leur pays n'avait "jamais rien accompli de grand (...) sans que (...) la chose militaire y ait éminemment participé."¹⁷¹⁾ Là aussi, la satisfaction fut évidemment grande. Dans cette ville anglophile par excellence dont les habitants sont renommés pour leur tempérament réservé, l'accueil de la population n'avait pas été moins triomphal qu'en Rhénanie. D'une étape à l'autre, de plus en plus de gens venaient voir et entendre le général. Il se rendit encore à Munich, et son voyage se termina en véritable apothéose à Stuttgart où la foule rompit les cordons policiers à l'aéroport pour l'apercevoir de loin. Afin de parachever sa rencontre avec le peuple allemand il s'adressa encore aux jeunes rassemblés dans la cour du château de Ludwigsburg et les félicita "d'être de jeunes Allemands, c'est-à-dire les enfants d'un grand peuple."¹⁷²⁾

Comme aucun autre homme d'Etat étranger avant lui, le général avait réussi à rendre au peuple allemand l'amour-propre perdu. Celui-ci l'en avait remercié en lui faisant un accueil sans égal. Il avait fait l'objet d'un véritable plébiscite ; nous verrons qu'il devait l'interpréter comme l'approbation du peuple allemand pour l'union franco-allemande qu'il avait proclamé au début de son voyage.

En effet, le premier soir, le général avait prononcé un bref discours qui résumait brillamment toutes ses idées et ses intentions dans le

170) Ce détail et d'autres ont été empruntés à : Josef MÜLLER-MAREIN. "Warum sie 'Vive de Gaulle' riefen...". Die Zeit, 14 septembre 1962.

171) Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome IV, p. 12 et 13.

172) Op. cit., tome IV, p. 17.
Pour plus de détails sur ce voyage, voir aussi : Theo M. LOCH, Adenauer-de Gaulle, p. 73-117.

domaine franco-allemand. Ce toast du 4 septembre 1962 au château de Brühl devait être maintes fois cité plus tard pour montrer que le général s'était exprimé clairement dès le début sur la direction que devait prendre "l'union" franco-allemande. En fait, il ne fit que reprendre par des formules plus tranchantes ce qu'il avait déjà dit par deux fois en 1962¹⁷³⁾, à savoir que la France et l'Allemagne devaient être le pôle d'attraction et la force motrice d'un bloc européen indépendant qui permettrait un jour une coopération de l'Europe toute entière :

"L'union pourquoi ? L'union, d'abord, parce que nous sommes ensemble et directement menacés. (...) L'union, ensuite, pour cette raison que l'alliance du monde libre, autrement dit l'engagement réciproque de l'Europe et de l'Amérique, ne peut conserver à la longue son assurance et sa solidité que s'il existe sur l'ancien continent un rôle de puissance et de prospérité du même ordre que celui que les Etats-Unis constituent dans le Nouveau Monde. Or, un tel rôle ne saurait avoir d'autre base que la solidarité de nos deux pays. L'union, encore, dans la perspective d'une détente, puis d'une compréhension internationale, qui permettraient à toute l'Europe, dès lors qu'auraient cessé à l'Est les ambitions dominatrices d'une idéologie périmée, d'établir son équilibre, sa paix, son développement, de l'Atlantique à l'Oural, à l'impérative condition que soit pratiquée une vivante et forte communauté européenne à l'Ouest, c'est-à-dire essentiellement une seule et même politique franco-allemande."¹⁷⁴⁾

Dans ce même discours, le général avait aussi dit que la France et l'Allemagne, compte tenu de l'attitude que prenaient leurs partenaires européens envers l'Union politique, "ont toutes raisons, quant à elles, de resserrer sans tarder, leur propre solidarité"¹⁷⁵⁾. Le lendemain, le 5 septembre, il eut un premier entretien avec le chancelier Adenauer. Celui-ci souligna de nouveau la nécessité pour les deux pays de régler leurs relations pour pouvoir former "une digue politique contre la progression du communisme oriental"¹⁷⁶⁾. Pour la première fois, le général n'esquivait pas la question. L'on tomba d'accord sur un échange de lettres concernant l'intensification de la coopération franco-allemande. Le 7 septembre, un communiqué commun annonça :

173) Conférence de presse du 15 mai et toast du 3 juillet ; voir supra, p. 64 et p. 66.

174) Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome IV, p. 5.

175) Op. cit., tome IV, p. 6.

176) Konrad ADENAUER, Erinnerungen, tome IV, p. 177.

"Les dispositions pratiques seront prises par les deux gouvernements pour resserrer effectivement les liens qui existent déjà dans un grand nombre de domaines."177)

Cependant, comme il avait été souvent question d'une entente franco-allemande, la plupart des observateurs, qui ne connaissaient pas l'accord intervenu entre le général et le chancelier, ne s'attendaient pas à ce que les "dispositions pratiques" annoncées aillent bien loin.

* * *

Ainsi qu'on le sait, on devait finalement signer un traité en bonne et due forme, alors qu'un simple protocole avait été prévu jusqu'à la dernière minute. A ce point de la discussion, il nous semble donc utile d'examiner de plus près la question de savoir quel genre d'accord le chancelier et le général souhaitaient à l'origine. Nous serons ainsi mieux à même d'apprécier les explications mises en avant par la plupart des commentateurs : d'une part, que ce fut le succès populaire de son voyage en Allemagne qui avait déterminé le général à signer un accord avec l'Allemagne ; d'autre part, que ce fut le chancelier Adenauer qui souhaitait un traité solennel plutôt qu'un simple accord.

En ce qui concerne le général de Gaulle, nous avons vu qu'il parlait, depuis 1949, d'une entente avec l'Allemagne, de laquelle il avait absolument besoin pour réaliser ses projets d'une Europe indépendante, puis d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural. La décision de principe était donc prise depuis longtemps. Nous avons vu aussi que toute une série de facteurs indiquait qu'il souhaitait voir aboutir cette entente vers la fin de 1962. Cependant, il ne s'était jamais prononcé sur la forme qu'elle devait prendre. Pour obtenir l'appui effectif de l'Allemagne pour sa politique, ou ce qu'il appelait une "politique commune", un accord écrit n'était pas forcément nécessaire. Un tel accord risquait, au contraire, de heurter la susceptibilité des autres partenaires et de rendre ainsi plus difficile l'union européenne qui restait son but.

177) Texte français dans : Documentation française, Articles et Documents, T.J. O.1288, 11 septembre 1962.

Il n'est donc guère surprenant que le général n'ait pas songé à un accord intergouvernemental pour consacrer l'entente franco-allemande. Dans son entretien avec le chancelier Adenauer, le 5 septembre 1962, le premier et le dernier où il se soit exprimé sur ce sujet, il répondit aux propositions de celui-ci que la France et l'Allemagne devaient "faire quelque chose de pratique qu'elles ne pouvaient pas faire avec les autres"¹⁷⁸⁾. Il pensait à des contacts diplomatiques sur la question de Berlin, les relations Est-Ouest, la défense, l'Afrique et l'aide au pays en voie de développement. Il parla aussi d'échanges de jeunes, d'une coopération entre les universités, et des équivalences des titres et diplômes, soulignant le caractère éminemment politique de ce genre de coopération.¹⁷⁹⁾ C'est dire qu'il souhaitait une coopération bilatérale très classique qui n'empiète pas sur le territoire réservé à l'Union politique. En outre, l'essentiel de l'entente franco-allemande était à ses yeux réalisé à partir du moment où, avec le voyage du chancelier en France et son propre voyage en République fédérale, "la voix des peuples" avait parlé, démontrant que l'union franco-allemande qu'il proposait "repose sur une base populaire incomparable"¹⁸⁰⁾. Car le rôle des peuples était pour le général "l'élément essentiel", "la part divine" de la réconciliation.¹⁸¹⁾

La position de M. Adenauer était à la fois claire et contradictoire. Elle était claire dans la mesure où il avait, de façon constante, répété son désir de conclure un accord avec la France. Cependant, les idées qu'il exprimait sur la forme d'un tel accord étaient fort confuses. Il aurait sans aucun doute été prêt à aller assez loin dans cette union franco-allemande, même sur le plan supranational. En effet, en décembre 1959, il avait suggéré de "faire quelque chose dans le domaine des Etats ou du droit international"¹⁸²⁾, un accord

178) Konrad ADENAUER, Erinnerungen, tome IV, p. 179.

179) Op. cit., tome IV, p. 180.

180) Conférence de presse du 14 janvier 1963 : Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome IV, p. 77.

181) Allocution du 8 juillet 1962 : voir supra, p. 66.

182) Konrad ADENAUER, Erinnerungen, tome IV, p. 15. Voir aussi supra, p. 43.

donc ou un traité. En mai 1961, son ministre des Affaires étrangères avait proposé d'"institutionnaliser" les relations franco-allemandes.¹⁸³ Cependant, face à la réticence du général, le chancelier, désireux de parvenir quand même à son but, se perdit de plus en plus en contradictions. En juillet 1962, il parlait d'une part de la nécessité d'une "Verklammerung"¹⁸⁴) entre les deux pays, terme qui implique certainement la création d'institutions pour tenir en place ce qu'on veut "cramponner". Mais il proposait en même temps un "accord de consultations" qui ne soit pas un accord "au sens plein du terme"¹⁸⁵) - des consultations simplement entre lui-même et le général ou, par exemple, entre les représentants français et allemands aux négociations avec la Grande-Bretagne.

Lors de son entretien avec le général, le 5 septembre 1962, le chancelier Adenauer souhaitait "un accord précis et ferme entre la France et l'Allemagne qui lie ces deux peuples de façon durable et qui rende possible une politique conséquente et concertée, notamment en ce qui concerne l'Est"¹⁸⁶). Mais il ne crut pas nécessaire de "publier sur les toits"¹⁸⁶) cet accord, tant qu'il avait "quelque chose de noir sur blanc"¹⁸⁷). Un "gentlemen's agreement" lui semblait suffisant "pour qu'à l'avenir, l'on continue sur le chemin que nous avons emprunté"¹⁸⁸. Plus loin, il se dit encore prêt à "créer dans tous les secteurs une vraie unité avec la France"¹⁸⁷), ce qu'il pensait pouvoir faire par un échange de lettres. Une confusion de termes certainement étonnante pour le juriste que fut M. Adenauer.

Comme le chancelier insistait sur un arrangement écrit, bien qu'informel, le général s'y déclara prêt, ajoutant qu'il ne lui semblait "pas nécessaire de conclure un traité solennel et d'en fêter la conclusion

183) Op. cit., tome IV, p. 104. Voir aussi supra, p. 57.

184) Op. cit., tome IV, p. 168 et 174.

La traduction littérale du verbe "verklammern" serait "cramponner" ou "agrafer" ; faute d'une équivalence exacte, nous l'avons traduit par "associer étroitement" (cf. supra, p. 68).

185) Konrad ADENAUER, Erinnerungen, tome IV, p. 172.

186) Op. cit., tome IV, p. 178.

187) Op. cit., tome IV, p. 180.

188) Op. cit., tome IV, p. 179.

à son de trompe et avec feu d'artifice"¹⁸⁸⁾. Il se chargea de faire parvenir au chancelier Adenauer, dès son retour à Paris, le projet d'un texte dont il souhaitait qu'il prenne la forme d'un simple échange de lettres. Avant de se séparer de son interlocuteur, il devait encore préciser qu'on pourrait ensuite charger les ministres des Affaires étrangères d'établir une liste des différents sujets sur lesquels une coopération plus étroite, était possible. Il ajouta enfin que le texte à échanger "ne serait évidemment pas rendu public"¹⁸⁹⁾.

* * *

Dans le chapitre I de l'introduction, nous avons donné un très bref aperçu historique des relations entre la France et l'Allemagne de 1945 à 1958, qui nous a montré que la réconciliation s'était largement achevée dans le cadre des institutions européennes et que tous les problèmes bilatéraux se trouvaient résolus lorsque le général reprit le pouvoir en 1958. Dans le chapitre II, nous avons essayé de suivre l'attitude de de Gaulle envers les Allemands du début jusqu'au moment où il revint au pouvoir, attitude qui devait s'avérer fort diversifiée et certainement pas seulement antiallemande. Dans le chapitre III enfin, nous avons examiné longuement les rapports entre le général de Gaulle et le chancelier Adenauer pour mieux comprendre comment deux hommes aux convictions politiques si différentes avaient pu être amenés à signer un accord franco-allemand qu'ils étaient presque seuls à souhaiter sous cette forme et à ce moment. Nous en venons maintenant à la première partie, consacrée à l'élaboration du Traité.

188) Voir page précédente.

189) Op. cit., tome IV, p. 181.

M. Couve de Murville confirme qu'on avait d'abord prévu "un échange de lettres", "un simple mémorandum officiellement entériné" : Maurice COUVE DE MURVILLE, Une politique étrangère, p. 255 et 256.

PREMIERE PARTIE : L'élaboration du Traité

I. Genèse du Traité

Dans ce chapitre I de la première partie, nous montrerons la genèse du Traité franco-allemand, depuis le mémorandum du général de Gaulle, qui devait à l'origine servir de basé à un échange de lettres, jusqu'à la décision inattendue de signer un traité en bonne et due forme. Dans le chapitre II, nous examinerons d'abord le contenu du Traité, puis sa portée politique et juridique ainsi que les réactions qu'il a provoquées en dehors des deux pays concernés. Le chapitre III sera consacré à la ratification parlementaire en France et en Allemagne et nous donnera de ce fait une impression de la réaction du monde politique dans les deux pays.

Le mémorandum français et la réponse allemande

Comme convenu lors de son entretien avec le chancelier Adenauer, le 5 septembre 1962¹⁾, le général de Gaulle rédigea, dès son retour à Paris, un texte qui parvint au gouvernement allemand dix jours seulement après son voyage officiel en Allemagne. Ainsi qu'on l'avait décidé, ce mémorandum français du 19 septembre 1962²⁾ ne fut pas rendu public, pas plus que la réponse allemande.³⁾ De ce fait résulta une incertitude gênante sur le contenu exact des deux textes. Les comptes rendus de la presse diffèrent parfois sensiblement, et nous ne reprendrons donc ici que les informations les plus dignes de foi.⁴⁾

1) Voir supra, p. 75.

2) Date officielle reprise dans le Traité (C., Education et Jeunesse). Cependant, on trouve parfois citée la date du 18 septembre 1962, sans doute celle que porte le texte.

3) Seuls les chapitres sur la coopération en matière d'éducation et de jeunesse des deux mémoranda devaient être publiés plus tard ; ils sont reproduits intégralement dans : Louis TERRENOIRE. "Rapport fait au nom de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale sur le projet de loi autorisant la ratification du Traité du 22 janvier 1963". Journal officiel, Documents de l'Assemblée Nationale, document n° 307, mis en distribution le 11 juin 1963, p. 19-20.
Cité ci-après comme Rapport Terrenoire.

4) Sur le mémorandum français, dont la presse n'eut connaissance qu'une semaine plus tard, voir tous les grands quotidiens français et allemands.

Le général de Gaulle proposait une intensification de la coopération franco-allemande dans les domaines des Affaires étrangères, de la défense, de l'éducation et de la jeunesse ainsi que de l'économie et des finances. Il prévoyait que les chefs d'Etats ou de gouvernement se rencontrent au moins deux fois par an, les ministres responsables des différents domaines cités quatre fois par an, et les hauts fonctionnaires tous les deux mois, certains même tous les mois. Aucune nouvelle institution n'était prévue, mais une commission interministérielle devait être créée dans chaque capitale pour préparer ces réunions et pour coordonner la coopération en général. Pour conférer plus de poids à ses propositions, le général procédait immédiatement, et sans attendre la réaction allemande, à la création de la commission interministérielle française, à laquelle il donnait un président illustre, M. François Seydoux, qui venait de quitter son poste d'ambassadeur à Bonn et d'être nommé représentant permanent de la France à l'O.T.A.N.

Le général de Gaulle ne proposait pas d'accord formel⁵⁾ qui, dans son esprit, n'aurait fait que bloquer la voie à une union à six. Ainsi qu'il l'avait dit à plusieurs reprises au chancelier Adenauer, et que les milieux diplomatiques de Paris devaient le répéter au moment où le mémorandum français fut envoyé⁶⁾, il était convaincu que, face à la détermination de la France et de l'Allemagne de continuer seules, les quatre partenaires européens allaient reconnaître leur erreur et consentir rapidement à la création de l'Union politique. De l'autre côté du Rhin, certains journaux parlaient de la "pression" que cherchaient à exercer le général et le chancelier pour une reprise des négociations à Six.⁷⁾ Cette formule nous paraît plus juste que celle employée par de nombreux commentateurs, à savoir que le projet français

du 27 septembre 1962 (le 28 pour la presse du soir), ainsi que :
F.L. (corr. à Bonn), Neue Zürcher Zeitung, 20 octobre 1962 ;
André FONTAINE, Le Monde, 4 janvier 1963.

- 5) Peu de commentateurs signalent expressément ce fait :
Stuttgart Zeitung, 27 septembre 1962 (rédaction de Bonn) ;
Manfred ABELEIN. "Frankreichs Vertrag mit der Bundesrepublik". Europa-Archiv, 18 (4), 25 février 1963, p. 130.
- 6) cf. Alfred FRISCH (corr. à Paris), Süddeutsche Zeitung, 19 septembre 1962 ; voir aussi André FONTAINE, Le Monde, 16 novembre 1962, p. 20.
- 7) F.L. (corr. à Bonn), Neue Zürcher Zeitung, 20 octobre 1962 ; Ulrich VOGEL (corr. à Paris), Christ und Welt, 23 novembre 1962.

visait à réaliser à deux le "plan Fouchet". Le général voulait justement ne pas anticiper sur l'Union politique, mais inciter les autres partenaires à y consentir ; pour lui, un arrangement franco-allemand ne pouvait pas être une alternative à une union européenne, mais seulement un pas vers celle-ci.

A Bonn, les réactions aux propositions françaises ne furent pas toutes favorables, loin de là. Les partisans des idées de M. Schröder craignaient en effet une attitude hostile des autres partenaires européens, qui avaient justement refusé pour l'instant toute coopération politique avec la France. M. Schröder n'était donc nullement pressé de répondre au mémorandum français, estimant qu'une décision sur l'entrée de la Grande-Bretagne au sein du Marché commun devait être prise avant d'aborder l'union franco-allemande.⁸⁾ La position des "atlantistes" fut renforcée de façon inattendue dans les semaines qui suivaient l'envoi des propositions du général. D'une part, la crise de Cuba attira l'attention du monde occidental sur la puissance inégalée des Etats-Unis, donnant raison à ceux qui considéraient l'Amérique comme le partenaire par excellence de l'Allemagne. D'autre part, l'affaire du Spiegel⁹⁾ provoqua à Bonn une grave crise gouvernementale, qui eut pour conséquence un affaiblissement durable de la position du chancelier Adenauer et des forces pro-françaises autour de lui. La date de sa démission fut alors fixée à l'automne 1963.

Le groupe "atlantique", désormais assuré d'être au pouvoir dans l'espace d'une année, cherchait à influencer et à retarder la réponse allemande. C'est ainsi que le gouvernement fédéral eut besoin de presque deux mois pour se mettre d'accord sur la suite à donner aux propositions françaises. Officiellement, ce délai fut expliqué par les difficultés soulevées par la coopération culturelle au sujet de

8) Il devait le dire ouvertement, le 25 septembre 1962, devant la commission des Affaires étrangères du Bundestag : cf. Waldemar BESSON. Die Aussenpolitik der Bundesrepublik. Erfahrungen und Masstäbe. München : Piper, 1970, p. 308.

9) A la suite d'un article mettant en cause la capacité de dissuasion et de défense de l'O.T.A.N. ("Bedingt abwehrbereit", Der Spiegel, n° 41, 10 octobre 1962), la rédaction du magazine fut fouillée et occupée et son directeur, ainsi que l'auteur de l'article, arrêtés et accusés de haute trahison. L'accusation devait être abandonnée en 1965.

laquelle il fallait d'abord discuter avec les Länder, en principe compétents en la matière. Mais certains journaux commençaient à attirer l'attention sur la réticence du gouvernement allemand, et un observateur aussi averti et bienveillant que M. André François-Poncet devait estimer que le retard de la réponse allemande était "la marque d'un embarras, à peine dissimulé"¹⁰⁾.

* * *

Lorsque le mémorandum allemand du 8 novembre fut remis au général de Gaulle, le lundi 12 novembre, on s'aperçut vite qu'il portait l'empreinte de M. Schröder. Certes, les porte-parole des deux gouvernements s'efforçaient de donner l'impression d'une grande harmonie de vues, soulignant que l'Allemagne avait accepté la totalité des propositions françaises et les avait même complétées sur de nombreux points. Il est vrai que le gouvernement de Bonn proposait notamment que les consultations couvrent tous les sujets de la politique étrangère, au lieu de se limiter aux questions concernant l'Europe, les relations avec l'Est et les pays en voie de développement, ainsi que l'avait proposé le général de Gaulle. L'Allemagne suggérait aussi la création d'instituts mixtes pour la planification opérationnelle, ainsi qu'une coopération dans les domaines de l'information, de l'aide aux pays en voie de développement, de la défense civile, de la planification de l'état de crise et de la recherche scientifique.

Cependant, en étudiant de près les propositions allemandes et surtout les commentaires dont les porte-parole de Bonn les avaient assorties¹¹⁾, beaucoup d'observateurs ne manquaient pas d'y déceler des divergences

10) André FRANÇOIS-PONCET. "En panne". Le Figaro, 12 novembre 1962. Reproduit dans : André FRANÇOIS-PONCET. Au fil des jours. Propos d'un libéral, 1962-1965. Paris : Flammarion, 1966, p. 12.

11) Voir les comptes rendus des grands quotidiens français et surtout allemands des 13 et 15 novembre 1962 (les 14 et 16 pour la presse du soir), les porte-parole de Bonn ayant fourni des renseignements sur le texte allemand à deux dates différentes, les 12 et 14 novembre. Comme pour le mémorandum français, nous ne reprendrons ici que les informations qui nous paraissent dignes de foi. Des articles particulièrement clairs et détaillés sont : Hans KLEIN (corr. à Paris), National Zeitung (Bâle), 14 novembre 1962 ; André FONTAINE, Le Monde 16 novembre 1962, p. 20 ; Ulrich VOGEL (corr. à Paris), Christ und Welt, 23 novembre 1962.

profondes. En effet, le gouvernement allemand abordait la question dans un état d'esprit totalement différent de celui qui avait inspiré les propositions françaises. Le premier point de désaccord était la coopération militaire. Le général de Gaulle avait souhaité des échanges de personnel et une recherche commune en matière industrielle aussi bien qu'opérationnelle, mais aussi un rapprochement des stratégies militaires. Or, le gouvernement allemand enlevait évidemment toute signification politique à ces propositions en soulignant que, bien entendu, le rapprochement des conceptions stratégiques ne pouvait avoir lieu que dans le cadre de l'O.T.A.N. et que de toute façon, la coopération militaire ne dépasserait pas sensiblement le cadre actuel.

Le deuxième point qui soulevait des difficultés était ce qu'on appelait, du côté allemand, l'"institutionnalisation" de la coopération. Le gouvernement de Bonn voulait à tout prix l'éviter pour ne pas brusquer les partenaires européens. Or, il observait que la régularité même des rencontres proposées par la France constituerait une telle institutionnalisation. Bonn souhaitait donc que les réunions, et notamment les "sommets", aient lieu non pas à intervalles réguliers, mais selon l'opportunité, et ne voulait discuter de la fréquence des rencontres que plus tard. Cependant, les milieux diplomatiques à Bonn devaient préciser, deux jours plus tard, que le gouvernement fédéral était, en principe, d'accord pour tenir chaque année deux "sommets" et trois réunions des ministres des Affaires étrangères et de la défense. On ajouta avec d'autant plus d'insistance que, pour éviter que les autres Etats membres de la C.E.E. ne se sentent exclus, Bonn avait renoncé expressément à toute institutionnalisation et à la conclusion d'un accord ou d'un traité.¹²⁾ La coopération franco-allemande, ajoutaient les porte-parole diplomatiques, devait être une "impulsion" et un "modèle" pour une future coopération dans le cadre de l'Union politique d'une Europe élargie.

12) Il avait tant été question du refus de toute institutionnalisation du côté allemand que certains commentateurs en ont tiré la conclusion que la France avait, à l'origine, proposé de véritables institutions, c'est-à-dire un secrétariat commun. Or, ce n'est pas le cas, et on nous l'a confirmé de source officielle à Bonn comme à Paris. Nous avons d'ailleurs vu que le général avait proposé la création de DEUX commissions interministérielles et nommé tout de suite le président de la commission française (voir supra, p. 78).

Cette erreur a été faite par : Eghard MÖRBITZ (corr. à Bonn), Frankfurter Rundschau, 15 novembre 1962 ; Kurt KORNICKER (corr. à

Les négociations franco-allemandes

Pour se mettre d'accord sur un seul texte sur la base des deux mémoranda et pour décider des mesures concrètes à prendre, les deux ministres des Affaires étrangères devaient se rencontrer rapidement. La tâche ne semblait pas aisée, compte tenu des points de vue divergents et des relations déjà difficiles entre MM. Couve de Murville et Schröder.¹³⁾ La rencontre eut finalement lieu les 16 et 17 décembre 1962, à Paris, au lendemain de la session ministérielle de l'O.T.A.N. Or, à l'issue des entretiens, les deux délégations se montrèrent fort satisfaites, affirmant à l'unanimité que l'atmosphère avait été exceptionnellement cordiale, voire amicale, et que l'on avait été d'accord sur pratiquement tous les points.¹⁴⁾ La délégation allemande, particulièrement contente, avait obtenu satisfaction en ce qui concerne l'"institutionnalisation" : on était tombé d'accord pour prévoir aussi, à part les réunions régulières, des consultations ad hoc aussi bien "au sommet" qu'au niveau des ministres.¹⁵⁾ D'après certaines sources, le côté français aurait même accepté la mention explicite que la

Paris), Bonner Rundschau, 18 décembre 1962 ; Hans KLEIN (corr. à Paris), National Zeitung (Bâle), 18 décembre 1962.

Elle a été reprise, fût-ce de façon indirecte, par :

Waldemar BESSON, Die Aussenpolitik der Bundesrepublik, p. 309.

Robert BLOES, Le "Plan Fouchet" et le problème de l'Europe politique. Bruges : Collège d'Europe, 1970, p. 410.

F. Roy WILLIS, France, Germany, and the new Europe (1945-1967).

Stanford/London : Stanford University Press/Oxford University Press, 1968, p. 309.

D'autres commentateurs ont parlé de "la création de véritables institutions" à cause de l'acceptation de la régularité des rencontres, ajoutant ainsi à la confusion. Voir : Carlo SCHMID. "Unser Nachbar Frankreich". Abendzeitung, 20 novembre 1962.

- 13) M. Couve de Murville ne cache pas que ses premiers entretiens avec le nouveau ministre allemand des Affaires étrangères, un an auparavant, avaient tout de suite été "orageux" et qu'ils devaient avoir "de longues controverses" par la suite : Maurice COUVE DE MURVILLE. Une politique étrangère 1958-1969. Paris : Plon, 1971, p. 251 et 265.
- 14) Voir la presse française et allemande du 18 décembre 1962 (le 19 pour les journaux du soir).
- 15) Ce résultat fut annoncé par plusieurs journaux allemands : Deutsche Zeitung, 18 décembre 1962 (corr. à Paris) ; Stuttgarter Zeitung, 18 décembre 1962 (AP/dpa de Paris) ; Frankfurter Allgemeine Zeitung, 18 décembre 1962 (corr. à Paris). Ce dernier article fut cité par Le Monde, 19 décembre 1962, p. 1.

coopération franco-allemande allait s'exercer dans le cadre de l'O.T.A.N. et des Communautés européennes.¹⁶⁾ Il est vrai que l'Allemagne avait, du même coup, accepté la périodicité des rencontres et le rythme proposé par le mémorandum français (deux "sommets" par an, quatre réunions des ministres, etc.).¹⁷⁾ L'explication de cette harmonie inattendue semble être que M. Schröder avait renoncé à exiger de son homologue français des assurances sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans la C.E.E. et sur une attitude française plus positive envers l'O.T.A.N. pour parler avant tout des mesures pratiques à prendre, telles les instructions à donner aux missions diplomatiques des deux pays à l'étranger.¹⁸⁾ Les questions essentielles restaient donc en fait à résoudre. Il fut simplement décidé qu'un texte, qualifié de "rapport" ou de "protocole", serait élaboré et que le chancelier Adenauer se rendrait à Paris, au cours de la deuxième moitié de janvier, pour le signer.¹⁹⁾

Par la suite, un groupe de travail franco-allemand fut chargé de mettre au point ce texte définitif. Il était dirigé par MM. Charles Lucet et Josef Jansen, tous deux hauts fonctionnaires de leurs

-
- 16) Le Monde, 18 décembre 1962 (article non signé), p. 1.
La presse allemande n'avait pas fait état de cette information. Voir aussi infra, p. 85, note 23).
- 17) Cette périodicité était l'essentiel pour le général de Gaulle. Nous ne pensons pas qu'il ait jamais été vraiment opposé aux rencontres ad hoc : il ne les avait pas exclues dans son mémorandum du 19 septembre 1962, qui proposait de tenir "au moins" deux "sommets" par an, etc., et le premier "plan Fouchet" avait également prévu des sessions extraordinaires du Conseil.
- 18) Thomas JANSEN. "Die Entstehung des deutsch-französischen Vertrages vom 22. Januar 1963", p. 249-271 in : Konrad Adenauer und seine Zeit / hrsg. von Dieter BLUMENWITZ et al. Stuttgart : Deutsche Verlags-Anstalt, 1976, tome II, p. 266.
L'auteur ne consacre qu'un peu plus d'une page à la genèse du Traité, mais ses informations sont basées sur le journal de son père, M. Josef Jansen, décédé en 1966. Voir aussi infra, p. 84, note 20).
- 19) La plupart des journaux allemands avaient d'abord annoncé, sous la date du 18 décembre 1962, qu'il s'agirait d'un accord gouvernemental qui ne serait pas soumis aux Parlements pour ratification. Trois jours plus tard, il fut cependant précisé à Bonn qu'il n'y aurait ni accord, ni traité : cf. F.L. (corr. à Bonn), Neue Zürcher Zeitung, 22 dec. 1962. La presse française n'avait jamais parlé que d'un "rapport" ou d'un "protocole".

ministères des Affaires étrangères respectifs.²⁰⁾ Or, les négociations devaient s'avérer fort difficiles. Trois points semblent avoir soulevé des difficultés : la coopération économique, le problème culturel, et surtout la coopération militaire. En ce qui concerne la coopération économique, l'Allemagne ne voulait pas lui donner trop d'envergure pour ne pas empiéter sur le terrain de la C.E.E. Elle voulait notamment éviter des rencontres entre les ministres de l'économie et des finances ; le côté français ne fit pas de difficultés pour y consentir. Par contre, pour ce qui est de la coopération culturelle, la France acceptait difficilement que ses idées initiales ne soient pas réalisées. Ses négociateurs semblent notamment avoir de nouveau insisté pour qu'on donne à tout élève allemand de l'enseignement secondaire la possibilité d'apprendre le français comme première langue vivante. Or, le gouvernement fédéral avait déjà rappelé, dans son mémorandum du 8 novembre, que la compétence des Länder dans le domaine de l'éducation ne lui permettait pas de prendre des engagements sur ce plan.²¹⁾ D'après le journaliste américain Joseph Alsop, Paris avait même demandé que le français soit utilisé comme langue de travail lors des réunions d'état-majors prévues.²²⁾ Là non plus, Bonn ne pouvait faire des promesses, les officiers allemands ne parlant normalement que l'anglais comme langue étrangère.

Ce fut cependant la coopération militaire qui devait soulever le plus de problèmes. Du point de vue allemand, les négociations n'ont pas mené à des résultats satisfaisants sur ce plan, puisque la France n'a pas voulu accepter de mentionner, même implicitement, que la coopération s'exercerait dans le cadre de l'O.T.A.N. Compte tenu des prises de positions antérieures du général de Gaulle, ce fait devait donner au Traité un aspect antiatlantique que le chancelier Adenauer n'avait

20) Ce n'est donc pas M. François SEYDOUX qui a mené les négociations du côté français, comme on l'a parfois cru. D'autre part, il n'est pas non plus correct de dire que la commission interministérielle allemande ait déjà existé à ce moment. Il est vrai que M. Josef JANSEN, directeur des affaires européennes au Auswärtiges Amt, devait en être le premier président, après sa constitution en janvier 1963, juste avant la signature du Traité. Il était ancien chargé d'affaires de la R.F.A. à Paris et un francophile connu (voir aussi infra, p. 213).

21) Voir aussi infra, p. 303-304.

22) Joseph ALSOP. "Some peculiar pointers". New York Herald Tribune, 12 février 1963.

certainement pas souhaité.²³⁾ De son côté, le général ne semble pas non plus avoir été satisfait du Traité dans ce domaine, ainsi que nous l'ont confirmé des diplomates français. Il avait sans doute espéré une profession de foi plus nette en faveur d'une défense européenne et d'une fabrication d'armements en commun. Dans cette perspective, les négociateurs français avaient aussi insisté pour que l'Allemagne s'engage à acheter beaucoup plus d'armements en France.²⁴⁾ Or, la République fédérale ne pouvait pas prendre un tel engagement à moins de risquer le retrait des troupes américaines et britanniques stationnées sur son territoire. Ses achats d'équipements militaires notamment aux Etats-Unis devaient justement permettre aux Américains d'équilibrer leur balance des paiements rendue déficitaire par les engagements militaires à l'étranger.²⁵⁾ Malgré ces difficultés, les deux négociateurs parvinrent à se mettre d'accord, les 11 et 12 janvier 1963, sur le texte d'un protocole.²⁶⁾

23) Voir aussi infra, p. 348 et s.

L'opposition social-démocrate devait parler plus tard d'une "clause de réserve" en faveur de l'O.T.A.N. et de la C.E.E. que le gouvernement fédéral aurait sacrifié au cours des négociations. Voir surtout l'article du vice-président du S.P.D. dans l'hebdomadaire de son parti : Herbert WEHNER. "Wir müssen jeden Zweifel ausschliessen". Vorwärts, n° 10, 6 mars 1963. - Voir aussi infra, p. 122-123. - Le gouvernement fédéral a démenti cette information sous cette forme : cf. F.L. (corr. à Bonn), Neue Zürcher Zeitung, 30 mars 1963.

Il nous semble évident que le gouvernement français n'ait jamais sérieusement envisagé de placer expressément la coopération franco-allemande dans le cadre de l'O.T.A.N. Voir aussi une remarque de M. Couve de Murville envers le président Kennedy, en octobre 1963 : "Je répondis qu'il allait de soi que le traité eût été signé en dehors de l'OTAN." (Maurice COUVE DE MURVILLE, Une politique étrangère, p. 105).

24) Joseph Alsop estima même que le côté français avait exigé l'engagement allemand de donner une préférence automatique à la France pour ses achats d'armements à l'étranger : Joseph ALSOP. "Some peculiar pointers". New York Herald Tribune, 12 février 1963.

25) Voir aussi infra, p. 354 et 357.

26) Thomas JANSEN, "Die Entstehung des deutsch-französischen Vertrages vom 22. Januar 1963", p. 266.

Comment le protocole devint un traité

Ce protocole devait être signé, le 22 janvier 1963, par le général de Gaulle et le chancelier Adenauer. Or, quelques jours avant que M. Adenauer ne se rende à Paris, il fut tout à coup question de donner à ce texte une forme telle qu'il puisse être soumis à la ratification des Parlements. L'idée était née à Bonn, et pratiquement l'ensemble de la presse française ainsi que la plupart des auteurs de livres qui touchent à ce sujet l'ont attribuée au chancelier Adenauer, qui aurait voulu conférer ainsi un caractère plus solennel à l'accord et lier davantage ses successeurs.²⁷⁾ Il est vrai que cette explication paraissait plausible, puisque le chancelier attachait une si grande importance à l'entente franco-allemande et que ses successeurs risquaient effectivement de la négliger. En outre, cette interprétation devait être utilisée par le général de Gaulle lui-même ainsi que par les milieux officiels et semi-officiels en France²⁸⁾; de ce fait, elle est restée fort tenace.

- 27) Cette explication se trouve aussi dans le seul ouvrage consacré exclusivement aux relations franco-allemandes : Gilbert ZIEBURA. Die deutsch-französischen Beziehungen seit 1945. Mythen und Realitäten. Pfullingen : Neske Verlag, 1970, p. 113-114. A quelques exceptions près, les auteurs des autres livres se bornent à constater, de façon correcte mais équivoque, que ce fut M. Adenauer qui exprima le désir de choisir la forme d'un traité. Certaines publications peu favorables à la politique française ont même reproché au général de Gaulle d'avoir souhaité la forme d'un traité pour mieux dominer la politique allemande. Voir par exemple : "Reversal of alliances?". The Economist, vol. 206, 26 janvier 1963, p. 294. - "Franco-German axis : An end or a beginning?". Newsweek, 61 (5), 4 février 1963, p. 19.
- 28) Le général de Gaulle avait dit, dès le 24 janvier 1963, lors d'un cocktail offert à un groupe de députés à l'Elysée : "Le chancelier Adenauer a préféré conclure un traité plutôt qu'un simple accord afin que les Parlements puissent ratifier ce document." (cité d'après André PASSERON, Le Monde, 26 janvier 1963, p. 5). En 1964 et en 1966, il devait de nouveau souligner, de façon consciemment équivoque, que ce fut le gouvernement Adenauer qui avait pris l'initiative du Traité (conférences de presse du 31 janvier 1964 et du 28 octobre 1966 : Charles DE GAULLE. Discours et messages. 5 tomes. Paris : Plon; 1970, tome IV, p. 177, et tome V, p. 101). Voir également :
- Rapport Terrenoire, p. 14.
 - Discours de M. Couve de Murville à l'Assemblée nationale : Journal officiel, Assemblée Nationale, 21e séance, 12 juin 1963, p. 3318.
 - Maurice COUVE DE MURVILLE, Une politique étrangère, p. 257.
 - François SEYDOUX. "Le traité franco-allemand". Politique étrangère, 1963 (6), p. 452.
 - Déclaration de M. PEYREFITTE, le 27 juin 1963 : voir infra, p. 163.

Cependant, le gouvernement fédéral a donné une explication toute autre, que l'on retrouvera dans la presse allemande et dans toutes les prises de position officielles à Bonn.²⁹⁾ En effet, une fois le texte élaboré, les juristes du Auswärtiges Amt avaient constaté que le protocole prévu réglerait les relations politiques de l'Etat fédéral et qu'il devait donc, d'après l'article 59 de la Loi fondamentale, prendre la forme d'un accord ou d'un traité exigeant l'approbation du Parlement.

En fait, il y avait derrière cette découverte soudaine des raisons politiques difficiles à admettre. L'idée avait surgi deux jours après la conférence de presse du 14 janvier 1963, au cours de laquelle le général avait annoncé son intention de refuser à la Grande-Bretagne l'entrée au Marché commun. M. Schröder et le groupe "atlantique" autour de lui avaient alors constaté que la politique française s'éloignait de plus en plus des aspirations allemandes. Or, le texte à signer pouvait donner l'impression contraire. Le ministre des Affaires étrangères pensait donc qu'un grand débat au Bundestag pourrait démontrer aux autres alliés occidentaux les véritables convictions politiques de l'Allemagne. Une vaste majorité des parlementaires allemands voterait l'accord avec la France, mais rendrait en même temps clair qu'elle ne s'identifiait pas avec la politique française actuelle. Sans doute les futurs responsables de la politique allemande voulaient-ils aussi partager la responsabilité de cet accord avec le Parlement. M. Schröder devait lui-même confirmer cette version des faits un an et demi plus tard, dans une interview :

"Que ce traité ait été signé sous la forme sous laquelle il se présente maintenant, de cela, mes adversaires devraient justement me remercier, pour aussi vexant que cela soit pour eux. J'ai

29) Voir la presse allemande des jours précédant la signature du Traité, ainsi que :

- Déclaration faite par le secrétaire d'Etat Karl CARSTENS au nom du gouvernement fédéral devant le Bundesrat : Bundesrat, 254. Sitzung, 1er mars 1963, p. 39 C.
- Rapport présenté par le professeur Hans FURLER au nom de la commission des Affaires étrangères du Bundestag : Hans FURLER. "Schriftlicher Bericht des Ausschusses für auswärtige Angelegenheiten über den Gesetzentwurf zu dem Vertrag vom 22. Januar 1963". Deutscher Bundestag, Drucksache IV/1252, 8 mai 1963, p. 2.

encouragé Konrad Adenauer, qui tout d'abord n'avait pas songé à un traité exigeant la ratification, à choisir la voie du Parlement. J'étais persuadé que nous aurions une large majorité. Je craignais en plus qu'autrement, nous puissions nous retrouver par la suite à (la Cour constitutionnelle de) Karlsruhe."30)

Ce n'est donc nullement le chancelier Adenauer qui a voulu un accord exigeant la ratification parlementaire, au contraire.³¹⁾ Le général de Gaulle pour sa part, qui avait souhaité à l'origine un échange de lettres qui ne serait pas rendu public³²⁾, a dû trouver cette idée fort embarrassante. Il ne pouvait cependant guère refuser son accord au chancelier Adenauer, lui-même acculé par son parti et par son cabinet. Ce n'est que le jour du départ de la délégation allemande, le 20 janvier 1963, que M. Schröder fit savoir qu'on signerait à Paris un accord qui, en Allemagne, serait soumis à l'approbation du Parlement.³³⁾ Et c'est seulement lors de leur premier entretien en tête-à-tête, le 21 janvier, que le général de Gaulle et M. Adenauer devaient décider d'en faire un traité en bonne et due forme. Il fut annoncé alors que celui-ci serait aussi soumis à l'Assemblée nationale, bien que la Constitution française ne l'exigeât pas. Le texte définitif du Traité tel qu'il se présente aujourd'hui a donc été mis au point dans les jours précédant immédiatement sa signature, entre le 19 et le 21 janvier 1963, par les négociateurs français et allemands et finalement par les deux ministres des Affaires étrangères eux-mêmes.³⁴⁾

30) Werner HÖFER. "Übelnehmen gilt nicht... Kampener Gespräch mit Bundes-
ausenminister Schröder". Die Zeit, 19 (34), 21 août 1964, p. 3.

31) Le journal de M. Josef Jansen confirme que le chancelier aurait voulu éviter la ratification, probablement surtout pour éviter un débat parlementaire sur le texte : Thomas JANSEN, "Die Entstehung des deutsch-französischen Vertrages vom 22. Januar 1963", p. 266.

32) Voir supra, p. 75.

33) Interview accordé au Westdeutscher Rundfunk (Cologne), le 20 janvier 1963. Texte dans : Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 13, 22 janvier 1963, p. 102.

34) Cf. Thomas JANSEN, "Die Entstehung des deutsch-französischen Vertrages vom 22. Januar 1963", p. 266.
C'est sans doute ce qui a inspiré des formules curieuses comme celle-ci : "Dans l'espace de quelques jours, cette coopération (franco-allemande) fut matérialisée dans un traité." (Roy C. MACRIDIS. De Gaulle : implacable ally. New York/London : Harper & Row, 1966, p. 186.)

Le problème britannique et la signature du Traité

Parce que le général de Gaulle avait choisi la date du 14 janvier 1963 pour annoncer son opposition à la candidature britannique, l'opinion allemande, à la veille du voyage du chancelier à Paris, était plus préoccupée par ce problème que par l'accord historique qu'on s'apprêtait à conclure. Rappelons qu'en République fédérale, une majorité écrasante de députés de tous les partis, ainsi que pratiquement l'ensemble de la presse, étaient favorables à l'entrée de la Grande-Bretagne au Marché commun.³⁵⁾ Le général s'était profondément mépris en interprétant de nouveau, dans sa conférence de presse du 14 janvier, le "déferlement élémentaire, extraordinaire, d'enthousiasme" qu'avait provoqué son voyage en Allemagne comme une démonstration non seulement en faveur de l'amitié entre la France et l'Allemagne, mais aussi de "l'union de l'Europe telle qu'elles la veulent toutes les deux"³⁶⁾. L'opinion allemande, dans sa vaste majorité, n'avait jamais voulu de l'Europe qu'il préconisait.

Dès le lendemain de la conférence de presse, une vague de protestations déferlait sur l'Allemagne.³⁷⁾ Les premières réactions critiques des milieux politiques venaient de M. Schröder et de l'opposition social-démocrate. Le F.D.P. suivait, et après que la France eut demandé à Bruxelles, le 17 janvier, la suspension sine die des négociations avec la Grande-Bretagne, le C.D.U.-C.S.U. se joignit au camp des protestataires. Le 18 janvier, à deux jours de son départ pour Paris, M. Adenauer reçut les présidents des trois groupes parlementaires. La décision définitive sur les négociations de Bruxelles ayant été repoussée au 28 janvier, ils insistaient pour que le chancelier essayât de faire changer d'avis le général. Le représentant du S.P.D., soutenu par un vote de son groupe, avait même d'abord demandé de renvoyer le voyage à une date ultérieure. M. Adenauer réagit avec beaucoup

35) L'une des raisons de cette attitude était précisément que l'Angleterre, pays démocratique par excellence et alliée fidèle des Etats-Unis, devait fournir un contrepoids à la France gaulliste. Les adeptes du libre-échange parmi les chrétiens-démocrates et les libéraux étaient tout aussi favorables à l'élargissement de la C.E.E. que le S.P.D., qui espérait un apport social-démocrate à une Europe jusque-là dominée par les conservateurs.

36) Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome IV, p. 77.

37) Sur les événements qui suivent, l'ensemble de la presse allemande a publié des comptes rendus détaillés.

de réticence, faisant valoir que son séjour à Paris devait être entièrement consacré à la cause franco-allemande et que, de toute façon, le général ne se laisserait pas influencer. Mais devant l'obstination de ses interlocuteurs, il fut obligé d'accepter une sorte de mission de médiation. En contrepartie, les chefs des groupes lui assuraient que leurs députés ne refuseraient pas leur accord lors d'une éventuelle ratification parlementaire. Avant son départ, le chancelier devait encore recevoir un message personnel du président Kennedy lui demandant d'exercer son influence auprès du général en faveur de la Grande-Bretagne.³⁸⁾

Le dimanche 20 janvier M. Adenauer se rendit à Paris, accompagné de M. Schröder, ministre des Affaires étrangères, M. von Hassel, ministre de la défense, et M. Heck, ministre de la famille et de la jeunesse, ainsi que de plusieurs secrétaires d'Etat, hauts fonctionnaires et officiers. Si l'objectif principal de son séjour était la signature de l'accord franco-allemand, prévue pour le 22, il emportait dans ses bagages le problème britannique. Dès son arrivée, il reçut M. Jean Monnet, puis, le lendemain matin, M. Hallstein, le président de la Commission de la C.E.E. Il eut ensuite un premier entretien avec le général de Gaulle au cours duquel le problème britannique ne fut pas abordé. Le même jour, le comité directeur du groupe parlementaire C.D.U.-C.S.U. lui envoya un télégramme l'exhortant encore une fois à s'employer auprès du général en faveur de la candidature britannique.

Le général de Gaulle était évidemment au courant des difficultés dans lesquelles se trouvait son ami Adenauer, et il comprit que, si on ne voulait pas mettre en cause la portée de l'événement historique que devait être la signature du Traité, il fallait faire quelque chose. Le soir du 21 janvier, à l'issue d'un dîner officiel à l'Elysée, il prit donc l'initiative d'un aparté avec M. Schröder pour se faire mettre au courant de la situation avant de revoir le chancelier. Le ministre lui exposa les raisons multiples pour lesquelles le

38) Miriam CAMPS. "Die letzte Phase des Verhandlungen über den Beitritt Grossbritanniens (Oktober 1962 bis Januar 1963)", p. 127-167 in : Die Internationale Politik 1962 / hrsg. von Wilhelm CORNIDES et al. München/Wien : Oldenbourg, 1968, p. 148.

gouvernement fédéral redoutait une rupture définitive des négociations avec la Grande-Bretagne et lui soumit les propositions allemandes pour l'éviter.³⁹⁾

En effet, le lendemain matin, à l'issue d'un nouveau tête-à-tête "au sommet", il fut annoncé que le chancelier Adenauer avait saisi le général d'un projet de compromis sur les négociations avec la Grande-Bretagne. Il lui avait notamment proposé de charger la Commission de la C.E.E. de dresser un bilan et de rédiger un rapport sur l'état des négociations. Bien que la réaction du général n'ait pas été connue, cette information a suffi à détendre l'atmosphère. Le même jour, en fin d'après-midi, le "Traité du 22 janvier 1963 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération franco-allemande" fut signé dans le salon Murat de l'Elysée. Le général de Gaulle salua l'événement historique par une déclaration chaleureuse, à laquelle le chancelier répondit par quelques mots seulement. L'accolade des deux hommes marqua l'aboutissement de la réconciliation.

Au retour du chancelier Adenauer à Bonn, l'opinion allemande avait cru qu'une rupture immédiate des négociations avec la Grande-Bretagne serait évitée. Or, comme on le sait, la France devait prononcer son veto à Bruxelles à peine une semaine plus tard, le 29 janvier 1963. S'il est sans doute exagéré de parler d'une "complicité" du gouvernement allemand, comme le fit un adversaire acharné du Traité, le député S.P.D. Karl Mommer⁴⁰⁾, on ne peut nier un lien entre les deux événements. Il est certain que le chancelier n'a pas été très préoccupé par le problème britannique et qu'il ne s'est guère employé pour empêcher l'échec des négociations. Ses propres Mémoires nous montrent qu'il n'a pas vraiment saisi le général du projet de compromis annoncé, celui-ci ayant probablement donné son accord dès la veille à M. Schröder. Le chancelier n'avait fait qu'une vague allusion aux difficultés que rencontraient les négociations de

39) Ces informations furent révélées par le correspondant à Paris du Algemeen Handelsblad d'Amsterdam, dans l'édition du 23 janvier 1963, et citées par d'autres journaux.

40) Karl MOMMER. "Europa als Ziel und Wirklichkeit". Die Neue Gesellschaft, 1963 (3), p. 194.

Bruxelles, et le général lui avait répondu clairement qu'"il est impossible de poursuivre simplement les négociations, compte tenu de tout ce qui est arrivé dans le passé"⁴¹⁾. Sur l'appréciation de ce passé, à savoir des accords de Nassau (21 décembre 1962) par lesquels M. Macmillan avait accepté des missiles américains Polaris, les deux hommes avaient du reste été pleinement d'accord : la Grande-Bretagne était désormais "complètement sous la dépendance américaine"⁴²⁾, ainsi que l'exprima le général. On comprend que l'opinion allemande se soit sentie dupée ; ce sentiment devait trouver son expression dans le "préambule" unilatéral dans lequel le Bundestag rappelait les objectifs de la politique allemande, parmi lesquels l'élargissement de la C.E.E.⁴³⁾

41) Konrad ADENAUER. Erinnerungen. tome IV. Stuttgart : Deutsche Verlags-Anstalt, 1968, p. 209.

42) Op. cit., tome IV, p. 206.

43) Voir infra, p. 141-142.

II. Le Traité

1° Le contenu

Pour nous familiariser avec le Traité franco-allemand¹⁾, nous examinerons ici article par article son contenu, ajoutant tout de suite des explications fondées notamment sur les deux rapports qui ont été présentés devant les Parlements de Bonn et de Paris au nom des deux commissions des Affaires étrangères respectivement par MM. Louis Terrenoire et Hans Furler²⁾. Le rapport du professeur Furler est plus précis et plus détaillé, celui de M. Terrenoire plus général. En outre, quelques commentaires non officiels seront utilisés pour une meilleure compréhension.

Le Traité est précédé d'une "Déclaration commune" signée par le Président de la République française et par le chancelier allemand. D'après M. Furler, elle constitue "en quelque sorte un préambule qui ressort du reste de texte de façon particulièrement solennelle"³⁾.

- 1) Le texte intégral se trouve également en annexe (voir infra, p. 440-445.)

Texte officiel français dans :

Journal officiel, Assemblée Nationale, document n° 231, annexe au procès-verbal de la séance du 10 mai 1963.

Journal officiel, Sénat, documents n° 128 et 133, année 1962-1963.

Documentation française, Articles et Documents, n° 0.1348, et Chroniques étrangères : Allemagne, 63 (2), février 1963, p. 14-16.

Texte officiel allemand et français dans :

Deutscher Bundestag, Drucksache IV/1157, 26 mars 1963.

Bundesgesetzblatt, Jg. 1963, Teil II, n° 19, 26 juin 1963, p. 705-710.

- 2) Louis TERRENOIRE. "Rapport fait au nom de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale sur le projet de loi autorisant la ratification du Traité du 22 janvier 1963". Journal officiel, Documents de l'Assemblée Nationale, document n° 307, mis en distribution le 11 juin 1963. 41 p.

Cité ci-après comme Rapport Terrenoire.

Hans FURLER. "Schriftlicher Bericht des Ausschusses für auswärtige Angelegenheiten über den Gesetzentwurf zu dem Vertrag vom 22. Januar 1963". Deutscher Bundestag, Drucksache IV/1252, 8 mai 1963. 10 p.

Cité ci-après comme Rapport Furler.

- 3) Rapport Furler, p. 3.

Elle contient les motifs qui ont inspiré les deux gouvernements⁴⁾ et décrit le cadre politique dans lequel se situe leur coopération :

"Convaincus que la réconciliation du Peuple allemand et du Peuple français, mettant fin à une rivalité séculaire, constitue un événement historique qui transforme profondément les relations entre les deux peuples,

Conscients de la solidarité qui unit les deux peuples tant du point de vue de leur sécurité que du point de vue de leur développement économique et culturel,

Constatant en particulier que la jeunesse a pris conscience de cette solidarité et se trouve appelée à jouer un rôle déterminant dans la consolidation de l'amitié franco-allemande,

Reconnaissant qu'un renforcement de la coopération entre les deux pays constitue une étape indispensable sur la voie de l'Europe unie, qui est le but des deux peuples,

Ont donné leur accord (...)."

C'est surtout le dernier alinéa qui appelle un commentaire. Il s'agit en effet de l'allusion au "cadre européen" que l'Allemagne avait si ardemment souhaitée. Cette phrase sera maintes fois citée par les deux côtés pour prouver les bonnes intentions des gouvernements et le caractère non exclusif de leur coopération.⁵⁾ Sa portée est cependant fort limitée à cause de la signification tout à fait opposée qu'on attribue au terme "Europe unie" des deux côtés du Rhin. La commission des Affaires étrangères du Bundestag estime, dans le rapport de M. Furler, que les gouvernements font entrer ainsi "l'ensemble de la coopération dans le cadre de l'intégration européenne", ajoutant que l'Europe unie doit relever un jour "pour le moins aussi du droit public et non seulement du droit international"⁶⁾. M. Terrenoire se contente de citer l'alinéa en question de la Déclaration commune in extenso, estimant que "tout commentaire risquerait d'en affaiblir la portée"⁷⁾.

Le Traité proprement dit se compose de trois parties :

I. Organisation.

II. Programme (A. Affaires étrangères, B. Défense, C. Education et Jeunesse).

III. Dispositions finales.

4) Pour éviter toute confusion, il convient cependant de ne pas appeler cette Déclaration commune un "exposé des motifs", comme cela a été fait dans : Edmond JOUVE. Le général de Gaulle et la construction de l'Europe (1940-1966). 2 tomes. Paris : Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1967, tome I, p. 346.

5) Voir aussi III, 2 du Traité : cf. infra, p. 104.

6) Rapport Furler, p. 4.

7) Rapport Terrenoire, p. 16.

I. Organisation

1. "Les Chefs d'Etat et de Gouvernement donneront en tant que de besoin les directives nécessaires et suivront régulièrement la mise en oeuvre du programme fixé ci-après. Ils se réuniront à cet effet chaque fois que cela sera nécessaire et, en principe, au moins deux fois par an."

Le texte prévoit donc aussi des réunions selon l'opportunité, ainsi que le côté allemand l'avait demandé ; les réunions à période fixe deviendront cependant la règle.

2. "Les Ministres des Affaires étrangères veilleront à l'exécution du programme dans son ensemble. Ils se réuniront au moins tous les trois mois. Sans préjudice des contacts normalement établis par la voie des Ambassades, les hauts fonctionnaires des deux Ministères des Affaires étrangères, chargés respectivement des affaires politiques, économiques et culturelles, se rencontreront chaque mois alternativement à Paris et à Bonn pour faire le point des problèmes en cours et préparer la réunion des Ministres. D'autre part, les missions diplomatiques et les consulats des deux pays, ainsi que leurs représentations permanentes auprès des organisations internationales prendront tous les contacts nécessaires sur les problèmes d'intérêt commun."

Alors que les réunions mensuelles des directeurs des affaires politiques et culturelles des deux ministères des Affaires étrangères ne font que préparer et compléter les rencontres des ministres, celles des directeurs des affaires économiques les remplacent, ce qui leur donne une importance plus grande.⁸⁾ - La dernière phrase concerne un genre particulier de coopération et comprend aussi les contacts entre les représentations permanentes des deux pays auprès de la C.E.E.

3. "Des rencontres régulières auront lieu entre autorités responsables des deux pays dans les domaines de la défense, de l'éducation et de la jeunesse. Elles n'affecteront en rien le fonctionnement des organismes déjà existants - Commission culturelle franco-allemande, Groupe permanent d'Etat-Major - dont les activités seront au contraire développées. Les Ministres des Affaires étrangères seront représentés à ces rencontres pour assurer la coordination d'ensemble de la coopération."

La Commission culturelle mixte instituée par l'accord culturel franco-allemand du 23 octobre 1954 devait donc poursuivre son activité. Pour ce qui est du groupe permanent d'état-major, le Traité officialise pour la première fois son existence.⁹⁾ - La dernière phrase signifie

8) Voir aussi II A, 4 du Traité : cf. infra, p. 98-99.

9) D'après André FONTAINE, Le Monde, 24 janvier 1963, p. 1.

qu'un haut fonctionnaire des deux ministères des Affaires étrangères doit être présent à toutes les réunions prévues sous 3 a), b) et c), donc même à celles des ministres de la défense.

a) "Les Ministres des Armées ou de la Défense se réuniront au moins une fois tous les trois mois. De même, le Ministre français de l'Éducation nationale rencontrera, suivant le même rythme, la personnalité qui sera désignée du côté allemand pour suivre le programme de coopération sur le plan culturel."

En République fédérale, la compétence en matière d'éducation incombe, en principe, au *Länder* ; de ce fait, il n'existe pas de ministre de l'éducation nationale à Bonn. L'Allemagne sera donc représentée par une personnalité que l'on appellera, en France, le "commissaire", le "représentant" ou le "plénipotentiaire" de la République fédérale pour la coopération culturelle dans le cadre du Traité.¹⁰⁾

b) "Les chefs d'état-major des deux pays se réuniront au moins une fois tous les deux mois ; en cas d'empêchement, ils seront remplacés par leurs représentants responsables ;

c) Le Haut Commissaire français à la Jeunesse et aux Sports rencontrera, au moins une fois tous les deux mois, le Ministre fédéral de la Famille et de la Jeunesse ou son représentant."

La possibilité de remplacement est sans doute prévue à cause de la fréquence des réunions envisagées et, dans le dernier cas, à cause de l'inégalité de rang. Cependant, la France devait bientôt avoir un secrétaire d'Etat à la jeunesse (juin 1963), plus tard même un ministre (janvier 1966) et ensuite de nouveau un secrétaire d'Etat (juillet 1968).

4. "Dans chacun des deux pays, une commission interministérielle sera chargée de suivre les problèmes de la coopération. Elle sera présidée par un haut fonctionnaire des Affaires étrangères et comprendra des représentants de toutes les administrations intéressées. Son rôle sera de coordonner l'action des ministères intéressés et de faire périodiquement rapport à son Gouvernement sur l'état de la coopération franco-allemande. Elle aura également pour tâche de présenter toutes suggestions utiles en vue de l'exécution du programme de coopération et de son extension éventuelle à de nouveaux domaines."

Nous avons vu que le général avait marqué le rôle important qu'il avait dévolu à ces commissions en nommant immédiatement à la présidence de la commission française une personnalité d'envergure,

10) Voir aussi infra, p. 305-306.

M. François Seydoux.¹¹⁾ Rappelons qu'il n'a jamais été question d'une commission commune ; le rapport de M. Furler souligne à juste titre que "le Traité ne crée pas de nouvelles institutions interétatiques"¹²⁾. En ce qui concerne l'extension éventuelle de la coopération à de nouveaux domaines, la commission des Affaires étrangères du Bundestag a demandé des explications au gouvernement fédéral. Celui-ci lui a répondu "qu'il ne pouvait évidemment s'agir que de compléments aux domaines de coopération nommés dans le Traité et apparentés à ceux-ci"¹³⁾.

II. Programme

A. Affaires étrangères

1. "Les deux Gouvernements se consulteront, avant toute décision, sur toutes les questions importantes de politique étrangère et, en premier lieu, sur les questions d'intérêt commun, en vue de parvenir, autant que possible, à une position analogue. Cette consultation portera entre autres sur les sujets suivants :

- problèmes relatifs aux communautés européennes et à la coopération politique européenne ;

- relations Est-Ouest, à la fois sur le plan politique et sur le plan économique ;

- affaires traitées au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et des diverses organisations internationales auxquelles les deux Gouvernements sont intéressés, notamment le Conseil de l'Europe, l'Union de l'Europe occidentale, l'Organisation de coopération et de développement économique, les Nations-Unies et leurs institutions spécialisées."

Cet article contient le but essentiel du Traité : arriver à une "position analogue" en politique étrangère. Il comporte dans son premier alinéa ce qu'on appelle d'habitude l'"obligation" de se consulter avant toute décision, sur toutes les questions importantes, obligation exprimée par un simple futur. Cependant, si le rapport de M. Furler parle d'une "obligation de consultation"¹⁴⁾, celui de M. Terrenoire préfère le terme "volonté de se consulter"¹⁵⁾. On se consultera donc notamment dans trois domaines : les problèmes relatifs à l'Europe des Six, les relations avec l'Est, et les affaires traitées par certaines organisations internationales, et notamment

11) Voir supra, p. 78.

12) Rapport Furler, p. 3. Voir aussi supra, p. 81.

13) Rapport Furler, p. 7.

14) Rapport Furler, p. 4.

15) Rapport Terrenoire, p. 15.

par l'O.T.A.N. C'est surtout pour rendre possible des discussions sur cette dernière que l'Allemagne avait proposé d'élargir la liste des sujets de consultation.¹⁶⁾

2. "La collaboration, déjà établie dans le domaine de l'information, sera poursuivie et développée entre les services intéressés à Paris et à Bonn et entre les missions dans les pays tiers."

La coopération dans le domaine de l'information avait également été proposée par l'Allemagne. Ainsi que le texte l'indique, elle existait déjà, la seule innovation étant la collaboration entre les missions diplomatiques dans les pays tiers. Notons que cette coopération se trouve mentionnée dans le chapitre "Affaires étrangères". En effet, en France, c'est le Quai d'Orsay qui est compétent pour la coopération avec l'étranger en matière d'information. D'autre part, en Allemagne, il n'existe pas de ministre de l'information, mais simplement un "Chef de l'Office de presse et d'information du Gouvernement fédéral". C'est pour cette raison que le Traité ne précise pas quels sont les "services intéressés à Paris et à Bonn" qui réaliseront la coopération dans ce domaine.¹⁷⁾

3. "En ce qui concerne l'aide aux pays en voie de développement, les deux Gouvernements confronteront systématiquement leurs programmes en vue de maintenir une étroite coordination. Ils étudieront la possibilité d'entreprendre des réalisations en commun. Plusieurs départements ministériels étant compétents pour ces questions du côté français comme du côté allemand, il appartiendra aux deux Ministères des Affaires étrangères de déterminer ensemble les bases pratiques de cette collaboration."

Là aussi, la coopération, d'un intérêt politique évident, relève des ministères des Affaires étrangères et non pas de ceux de l'aide aux pays en voie de développement. Alors que le général de Gaulle avait proposé une consultation politique dans ce domaine, c'est la République fédérale qui devait finalement proposer une coopération pratique.¹⁸⁾

4. "Les deux Gouvernements étudieront en commun les moyens de renforcer leur coopération dans d'autres secteurs importants de la politique économique, tels que la politique agricole et forestière,

16) Voir supra, p. 80.

17) Pour plus de détails, voir infra, p. 337 et s.

18) Voir supra, p. 80. - Pour plus détails, voir infra, p. 343 et s.

la politique énergétique, les problèmes de communications et de transports et le développement industriel, dans le cadre du Marché commun, ainsi que la politique des crédits à l'exportation."

Ainsi que l'Allemagne l'avait souhaité¹⁹⁾, la coopération dans le domaine de l'économie était donc placée "dans le cadre du Marché commun", et des réunions ministérielles n'étaient pas prévues. Néanmoins, une coopération privilégiée dans des secteurs essentiels relevant du domaine de la C.E.E. était ainsi instaurée, et les ministres devaient d'ailleurs aussi se voir régulièrement.²⁰⁾ Pour ce qui est des crédits à l'exportation, mentionnés à part, ce problème d'une grande importance commerciale et politique était également discuté dans le cadre de la C.E.E. et dans d'autres organisations multilatérales. Il s'agissait donc surtout d'harmoniser les points de vue des deux pays en vue de ces discussions, ce qui avait déjà été tenté depuis 1961.²¹⁾

B. Défense

I. "Les objectifs poursuivis dans ce domaine seront les suivants :

1. Sur le plan de la stratégie et de la tactique, les autorités compétentes des deux pays s'attacheront à rapprocher leurs doctrines en vue d'aboutir à des conceptions communes. Des instituts franco-allemands de recherche opérationnelle seront créés."

Nous avons vu plus haut que les négociateurs allemands n'avaient pas réussi à faire mentionner expressément l'O.T.A.N. dans le chapitre sur la coopération en matière de défense. La France et l'Allemagne allaient donc s'efforcer d'"aboutir à des conceptions communes" sur le plan de la stratégie et de la tactique, sans qu'il soit fait allusion à l'alliance qui déterminait du moins la stratégie des forces allemandes. Cependant, le rapport de M. Furler précise : "Lors de la signature du Traité, le gouvernement fédéral a souligné que cet effort serait basé sur la stratégie de l'O.T.A.N., aucune autre n'existant pour lui puisque l'ensemble des forces armées allemandes est subordonné au commandement de l'O.T.A.N."²²⁾.- En ce qui concerne les instituts franco-allemands de recherche opérationnelle, c'est l'Allemagne qui avait proposé leur création.²³⁾ Cela peut surprendre, compte

19) Voir supra, p. 84.

20) Voir infra, p. 363.

21) Pour plus de détails, voir infra, p. 368.

22) Rapport Furler, p. 6.

23) Voir supra, p. 80.

tenu de la fonction de tels instituts, dont la commission de défense du Bundestag a d'ailleurs tenté de réduire l'envergure, lors de la ratification du Traité. Elle a en effet précisé à la demande de la commission des Affaires étrangères que le terme utilisé dans le texte allemand du Traité ("Institute für operative Forschung") "prête aux malentendus", et qu'il s'agissait en fait "de centres pour la recherche militaire scientifique et non pas d'institutions pour la planification stratégique"²⁴⁾. C'est cependant bien parce qu'ils auraient eu cette fonction là que ces instituts n'ont jamais été créés.²⁵⁾

2. "Les échanges de personnel entre les armées seront multipliés ; ils concerneront en particulier les professeurs et les élèves des Ecoles d'Etat-Major ; ils pourront comporter des détachements temporaires d'unités entières. Afin de faciliter ces échanges, un effort sera fait de part et d'autre pour l'enseignement pratique des langues chez les stagiaires."

La coopération dans ce domaine se pratiquait déjà depuis quelques années et ne présentait donc pas de problèmes particuliers.²⁶⁾

3. "En matière d'armements , les deux Gouvernements s'efforceront d'organiser un travail en commun dès le stade de l'élaboration des projets d'armements appropriés et de la préparation des plans de financement.

A cette fin, des Commissions mixtes étudieront les recherches en cours sur ces projets dans les deux pays et procéderont à leur examen comparé. Elles soumettront des propositions aux ministres qui les examineront lors de leurs rencontres trimestrielles et donneront les directives d'application nécessaires."

La coopération en matière d'armements était, dans l'esprit du général de Gaulle, le point crucial de la coopération franco-allemande. L'article ci-dessus omet de nouveau toute mention de l'O.T.A.N. et aurait pu rendre possible une fabrication commune d'armements en dehors du cadre de l'Alliance - un premier pas décisif vers une Europe indépendante. Or, il n'en sera rien, et les commissions mixtes prévues ne seront jamais créées.²⁷⁾

Le chapitre "Défense" comporte un dernier point dû à l'initiative allemande et peu compromettant :

24) Rapport Furler, p. 7.

25) Voir infra, p. 350-351.

26) Voir infra, p. 358-359.

27) Voir infra, p. 353 et s.

II. "Les Gouvernements mettront à l'étude les conditions dans lesquelles une collaboration franco-allemande pourra être établie dans le domaine de la défense civile."

C. Education et Jeunesse

"En matière d'éducation et de jeunesse, les propositions contenues dans les mémoranda français et allemand des 19 septembre et 8 novembre 1962 seront mises à l'étude, selon les procédures indiquées plus haut."

Cet article devait soulever quelques difficultés en Allemagne. En effet, d'après le rapporteur de la commission des affaires culturelles du Bundesrat, la Haute Assemblée représentant les différents Etats fédérés, les Länder avaient "exposé avec fermeté leurs réserves sur les termes des deux mémoranda dès avant la conclusion de ce Traité"²⁸⁾. A leur avis, les propositions contenues dans ces mémoranda empiétaient sur leurs compétences en ce domaine, et ils exprimaient donc leur "regret" à propos de la mention explicite de ces deux textes dans le Traité.²⁸⁾ - Les procédures dont il est question dans ce paragraphe sont les rencontres prévues plus haut : les réunions trimestrielles entre le ministre français de l'éducation nationale et "la personnalité qui sera désignée du côté allemand" (I, 3a) ; les rencontres bimestrielles du Haut commissaire à la jeunesse et aux sports avec le ministre allemand de la famille et de la jeunesse (I, 3c) ; et les entretiens mensuels prévus entre les directeurs des affaires culturelles des deux ministères des Affaires étrangères (I, 2).

1. "Dans le domaine de l'éducation, l'effort portera principalement sur les points suivants :

a) Enseignement des langues :

Les deux Gouvernements reconnaissent l'importance essentielle que revêt pour la coopération franco-allemande la connaissance dans chacun des deux pays de la langue de l'autre. Ils s'efforceront, à cette fin, de prendre des mesures concrètes en vue d'accroître le nombre des élèves allemands apprenant la langue française et celui des élèves français apprenant la langue allemande.

28) Rapport oral présenté par le sénateur DEHNKAMP (Brême) : Bundesrat, 254. Sitzung, 1er mars 1963, p. 25 A.
Rappelons que le texte intégral des sections "Education et Jeunesse" des deux mémoranda se trouve reproduit dans le Rapport Terrenoire, p. 19-20.
Voir aussi infra, p. 304.

Le Gouvernement fédéral examinera, avec les Gouvernements des Länder, compétents en la matière, comment il est possible d'introduire une réglementation qui permette d'atteindre cet objectif.

Dans tous les établissements d'enseignement supérieur, il conviendra d'organiser un enseignement pratique de la langue française en Allemagne et de la langue allemande en France, qui sera ouvert à tous les étudiants."

Dans cet article, les Länder avaient obtenu entière satisfaction, ainsi que le rapporteur de la commission des affaires culturelles du Bundesrat devait le souligner.²⁸⁾ Leur rôle y est expressément souligné, et on n'y retrouve plus les propositions du mémorandum français. Celui-ci avait en effet suggéré de prendre des mesures pour que tout élève des établissements secondaires et techniques des deux pays puisse choisir la langue du voisin comme première langue vivante²⁹⁾, alors que le Traité ne parle plus que d'"accroître le nombre des élèves" apprenant la langue du pays voisin. - Le rapport de M. Terrenoire exprime l'avis que "le français n'occupe généralement qu'une place très modeste" dans les programmes scolaires en Allemagne et qu'"un effort a été jugé nécessaire pour améliorer la position de notre langue"³⁰⁾. Cela a toujours été et restera le point de vue de la France, et elle ne sera jamais vraiment satisfaite des résultats de la coopération dans ce domaine.³¹⁾

b) "Problème des équivalences :

Les autorités compétentes des deux pays seront invitées à accélérer l'adoption des dispositions concernant l'équivalence des périodes de scolarité, des examens, des titres et diplômes universitaires."

La formule choisie laisse en suspens la question de savoir qui traitera finalement de ces problèmes. La Conférence franco-allemande des recteurs avait déjà accompli, depuis 1958, un travail important dans le sens souhaité.³²⁾

28) Voir page précédente.

29) Rapport Terrenoire, p. 19.

30) Op. cit., p. 21.

31) Voir infra, p. 306-308.

32) Voir infra, p. 308-309.

c) "Coopération en matière de recherche scientifique :

Les organismes de recherches et les instituts scientifiques développeront leurs contacts en commençant par une information réciproque plus poussée ; des programmes de recherches concertées seront établis dans les disciplines où cela se révélera possible."

La coopération dans ce domaine avait été proposée dans le mémorandum allemand. La prudence de l'énoncé évitera des déceptions sur ce plan.³³⁾

2. "Toutes les possibilités seront offertes aux jeunes des deux pays pour resserrer les liens qui les unissent et pour renforcer leur compréhension mutuelle. Les échanges collectifs seront en particulier multipliés.

Un organisme destiné à développer ces possibilités et à promouvoir les échanges sera créé par les deux pays avec, à sa tête, un conseil d'administration autonome. Cet organisme disposera d'un fonds commun franco-allemand qui servira aux échanges entre les deux pays d'écoliers, d'étudiants, de jeunes artisans et de jeunes travailleurs."

Alors que les deux mémoranda n'avaient proposé que des voyages éducatifs et des échanges de jeunes, le Traité prévoit la création d'un organisme spécialisé pour organiser ces échanges : le futur Office franco-allemand pour la Jeunesse. L'envergure que devait prendre cette institution était encore soulignée par la décision prise lors de la signature du Traité d'envisager pour le fonds commun un chiffre de l'ordre de 50 millions de francs.³⁴⁾ Signalons cependant que la commission des affaires culturelles du Bundesrat devait exprimer ses "doutes" en ce qui concerne la nécessité de créer un organisme nouveau "dans le domaine qui relève surtout de la compétence des Länder, à savoir les échanges d'écoliers et d'étudiants"³⁵⁾. Elle n'avait cependant "pas d'objections de principe à faire contre le Traité"³⁵⁾ et ne devait donc pas s'opposer à la création de l'Office. - Il convient enfin de signaler que le terme "jeunes travailleurs" utilisé dans la dernière phrase de l'article ci-dessus n'a pas été correctement traduit dans le texte allemand du Traité. La commission pour les questions de la famille et de la jeunesse du Bundestag devait attirer

33) Voir infra, p. 332 et s.

34) Rapport Terrenoire, p. 22. Pour plus de détails sur l'Office franco-allemand, voir infra, p. 311-331.

35) Rapport présenté par le sénateur DEHNKAMP : Bundesrat, 254. Sitzung, 1er mars 1963, p. 25 C.

l'attention sur cette erreur et préciser que le terme "junge Arbeiter" ("jeunes ouvriers") était insuffisant et qu'il s'agissait en fait de tous les jeunes exerçant un travail.³⁶⁾

III. Dispositions finales

1. "Les directives nécessaires seront données dans chaque pays pour la mise en oeuvre immédiate de ce qui précède. Les Ministres des Affaires étrangères feront le point des réalisations acquises à chacune de leurs rencontres."

Le terme "mise en oeuvre immédiate" signifie que la réalisation du Traité doit commencer dès avant son entrée en vigueur, c'est-à-dire que les ministres et hauts fonctionnaires doivent commencer à se rencontrer tout de suite. Il n'implique pas, comme l'a cru Edmond Jouve, "que le traité entrera en vigueur avant même sa ratification"³⁷⁾. Cela serait juridiquement impossible et contredirait d'ailleurs l'alinéa 5 des "Dispositions finales".

2. "Les deux Gouvernements tiendront les Gouvernements des autres Etats membres des communautés européennes informés du développement de la coopération franco-allemande."

Cette phrase a été maintes fois citée par les deux pays pour prouver que la coopération n'était pas dirigée contre les partenaires de la C.E.E. M. Furler souligne dans son rapport l'importance de cet engagement, qui "n'est pas d'usage dans un traité bilatéral"³⁸⁾. Pour M. Terrenoire, cette phrase prouve qu'"il ne s'agit pas d'une coopération fermée, exclusive, portée à l'hégémonie"³⁹⁾.

3. "A l'exception des clauses concernant la défense, le présent Traité s'appliquera également au Land de Berlin, sauf déclaration contraire faite par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne au Gouvernement de la République française dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent Traité."

Il s'agit ici de la "clause de Berlin" que la République fédérale s'efforce d'insérer dans tous les accords internationaux qu'elle conclut. La phrase "sauf déclaration contraire..." y figure pour

36) Rapport Furler, p. 7 et 8.

37) Edmond JOUVE, Le général de Gaulle et la construction de l'Europe, tome I, p. 359.

38) Rapport Furler, p. 6.

39) Rapport Terrenoire, p. 23.

respecter le droit formel de la Kommandantur interalliée d'autoriser ou de refuser l'extension d'une loi à la ville. C'est une formalité et non pas une véritable "condition", comme le pense Edmond Jouve.⁴⁰⁾ L'accord des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne était "absolument sûr", ainsi que devait le souligner le secrétaire d'Etat Carstens au Bundesrat.⁴¹⁾ - A propos de cet article, le rapport de M. Terrenoire rappelle les positions de principe du gouvernement français, qui ne correspondent pas toujours à celles du gouvernement allemand. Il souligne que la clause berlinoise "ne signifie en aucune façon une assimilation de Berlin-Ouest à la République fédérale" et qu'il faut comprendre l'expression "Land de Berlin" utilisée dans le texte "comme une simple notion géographique et administrative". Il constate que cette clause "ne porte nullement atteinte au statut spécial de l'ancienne capitale allemande"⁴²⁾. M. Furler devait d'ailleurs également souligner ce dernier fait.⁴³⁾

4. "Les deux Gouvernements pourront apporter les aménagements qui se révéleraient désirables pour la mise en application du présent Traité."

Comme pour l'"extension éventuelle" de la coopération à de nouveaux domaines mentionnée sous I, 4, la commission des Affaires étrangères du Bundestag s'est interrogée pour savoir si cet article ne donnait pas "des pleins pouvoirs qui permettraient aux gouvernements de dépasser les limites fixées par le Traité"⁴³⁾. Le gouvernement fédéral lui a cependant donné l'assurance qu'il s'agissait simplement "de rendre possible les adaptations qui deviendraient nécessaires lors de la mise en oeuvre pratique du Traité"⁴³⁾. Edmond Jouve voit dans cet article la dernière preuve du caractère vague et peu contraignant du Traité.⁴⁴⁾

40) Edmond JOUVE, Le général de Gaulle et la construction de l'Europe, tome I, p. 359.

41) Bundesrat, 254. Sitzung, 1er mars 1963, p. 39 D.

42) Rapport Terrenoire, p. 23.

43) Rapport Furler, p. 8.

44) Edmond JOUVE, Le général de Gaulle et la construction de l'Europe, tome I, p. 363 ; voir aussi :
Edmond JOUVE. "Le traité franco-allemand de coopération du 22 janvier 1963". Revue socialiste, n° 179, janvier 1965, p. 11.

5. "Le présent Traité entrera en vigueur dès que chacun des deux Gouvernements aura fait savoir à l'autre que, sur le plan interne, les conditions nécessaires à sa mise en oeuvre ont été remplies."

Le Traité entrera donc en vigueur après sa ratification par les deux côtés.

"Fait à Paris, le 22 janvier 1963, en double exemplaire en langue française et en langue allemande, les deux textes faisant également foi."

Suivent les signatures du général de Gaulle, du chancelier Adenauer, de M. Georges Pompidou, Premier ministre, ainsi que des deux ministres des Affaires étrangères, MM. Couve de Murville et Schröder.

2° Portée juridique et appréciation politique du Traité

Des jugements divergents et assez inhabituels ont été portés sur le Traité franco-allemand. A cause de son contenu restreint, les commentateurs ont souvent été amenés à le paraphraser plutôt qu'à l'analyser. Ainsi M. Terrenoire l'a appelé "un Traité de bonne volonté"⁴⁵⁾, M. Furler un "traité de consultations"⁴⁶⁾. Alfred Grosser a trouvé le terme de "traité optatif"⁴⁷⁾, et Maurice Duverger parle d'un "accord de Burgraves, dont le contenu est proche de zéro"⁴⁸⁾. Charles Rousseau estime qu'il est "à certains égards plus important par ce qu'il ne dit pas que par ce qu'il dit"⁴⁹⁾. M. Couve de Murville devait dire à l'Assemblée nationale qu'il s'agit d'un "traité dont l'essence est de sceller solennellement la réconciliation définitive de la France et de l'Allemagne"⁵⁰⁾. M. Terrenoire pense également qu'il est "avant tout autre chose (...) un acte qui met fin à de longs et lourds chapitres d'histoire"⁵¹⁾. Il trouve le mot de la fin en constatant qu'il s'agit d'un "texte court, mais dense, tout chargé qu'il est de résolutions et de possibilités"⁵²⁾.

Ordinairement, un traité règle un différend entre deux pays - ainsi le traité de la Sarre de 1956 - ou engage les parties contractantes envers des pays tiers ou entre elles - ainsi le traité de l'O.T.A.N. ou les traités de Rome. D'après le Dictionnaire de la Terminologie du Droit International, un traité est "un accord conclu en la forme la

45) Rapport Terrenoire, p. 15.

46) Rapport Furler, p. 4.

47) Alfred GROSSER. La politique extérieure de la Ve République. Paris : Seuil, 1965, p. 94.

48) Maurice DUVERGER. "Le chemin de Damas". Le Monde, 29 janvier 1963.

49) Charles ROUSSEAU. "Allemagne et France. Entrée en vigueur du traité de coopération signé le 22 janvier 1963. Problème des réserves à la ratification". Revue Générale de Droit International Public, tome 67, 1963, p. 876.

50) Journal officiel, Assemblée Nationale, 21e séance, 12 juin 1963, p. 3317.

51) Rapport Terrenoire, p. 3.

52) Op. cit., p. 23.

plus solennelle comportant : négociations, signature, échange des ratifications." Cependant, l'emploi du terme n'est nullement bien défini :

"Ni la pratique ni la doctrine ne sont arrivées à adopter une terminologie précise quant aux termes à employer pour désigner différentes sortes d'accords internationaux ni à donner au terme : traité un sens unique et précis."53)

Par conséquent, il convient de ne pas juger le Traité franco-allemand en le comparant avec ce qu'un traité est habituellement, mais non obligatoirement. Si le terme n'a pas un sens unique et précis, on peut en fait difficilement trouver en ce traité-ci "un certain nombre de contradictions avec la nature d'un véritable traité"54), qu'Alfred Grosser attribue à la rédaction hâtive du texte. Edmond Jouve constate aussi "un certain nombre d'omissions et de malfaçons" ; il les voit notamment dans le fait que le texte est souvent "sous forme de vœux" et qu'il ne comporte aucune allusion au cadre européen et atlantique de la coopération.55) Or, on ne devrait pas reprocher au texte des lacunes qui correspondaient aux intentions des contractants. Disons qu'il faut juger le Traité en tenant compte simplement de son contenu, sans le rendre responsable de la volonté politique (ou du manque de volonté politique) de ses signataires et en faisant abstraction des espérances que suscite le terme de "traité".

*
* * *

Cependant, le contenu du Traité franco-allemand est fort peu substantiel : un accord qui prévoit des consultations régulières à différents échelons, mais qui n'oblige pas à parvenir à un résultat précis et qui ne comporte ni abandon de souveraineté, ni sanctions. C'est bien la raison pour laquelle aucun commentaire purement juridique ne lui a été consacré56), et que nous ne pouvons citer ici que quelques rares articles qui en traitent d'une façon quelque peu détaillée.

53) Dictionnaire de la Terminologie du Droit International. Paris : Sirey, 1960, p. 608 et 610.

54) Alfred GROSSER, La politique extérieure de la Ve République, p. 92.

55) Edmond JOUVE. "Le traité franco-allemand de coopération du 22 janvier 1963". Revue socialiste, n° 179, janvier 1965, p. 8 et p. 11.

56) Un juriste allemand a pris le Traité franco-allemand comme motif (et comme titre) pour une thèse de doctorat sur le pouvoir contractuel

"Le Traité ne crée pas de nouvelles institutions interétatiques", constate M. Furler dans son rapport.⁵⁷⁾ Nous avons vu plus haut que cette question avait soulevé quelques difficultés lors des négociations franco-allemandes, l'Allemagne voulant à tout prix éviter toute "institutionnalisation" - alors qu'il n'avait même pas été question d'institutions communes dans les propositions françaises.⁵⁸⁾ Là aussi, la confusion était largement due au fait que le terme d'"institution" est mal défini. Si M. Terrenoire a parlé à l'Assemblée nationale des "organismes" que crée le Traité - les commissions interministérielles, l'organisme prévu pour les échanges de jeunes, les instituts de recherche opérationnelle⁵⁹⁾ - le terme d'"institution" devait quand même réapparaître de temps en temps.⁶⁰⁾ Enfin, nous retrouvons chez Manfred Abelein le point de vue déjà mentionné plus haut⁵⁸⁾ que le Traité ne crée pas de véritables institutions, mais qu'il a néanmoins "de forts traits institutionnels" de par la régularité et la fréquence des consultations prévues.⁶¹⁾

Le système des consultations régulières est le coeur du Traité et constitue son principal contenu. Il a été fort élogieusement apprécié par certains commentateurs. Ainsi M. François Seydoux écrit :

du Bund (l'Etat fédéral) et des Länder (les Etats fédérés) en R.F.A. : Martin J. SATTLER. Der deutsch-französische Zusammenarbeitsvertrag. Eine Untersuchung zur Vertragsmacht des Bundes und der Länder. (Thèse de doctorat sous la direction du professeur Werner VON SIMSON.) Freiburg, 1972. 209 p.

57) Rapport Furler, p. 3.

58) Voir supra, p. 81.

59) Journal officiel, Assemblée Nationale, 21e séance, 12 juin 1963, p. 3312-3313.

Le Rapport Terrenoire ne fait pas allusion à ce problème.

60) Ainsi Le Monde s'interroge, dans son bulletin du 24 janvier 1963, si l'on ne doit pas considérer ces organismes mixtes comme des institutions nouvelles.

Jacques Vernant parle des "institutions nouvelles" créées par le Traité : Jacques VERNANT. "Paris, Bonn und 'Europa'". Europa-Archiv, 20 (1), 10 janvier 1965, p. 4.

P.-J. FRANCESCHINI parle d'une "collaboration institutionnelle, systématique et quotidienne" dans son article : "Une coopération irréversible". Le Monde, 21-22 janvier 1968.

61) Manfred ABELEIN. "Frankreichs Vertrag mit der Bundesrepublik - Vorgeschichte und Bedeutung". Europa-Archiv, 18 (4), 25 février 1963, p. 131.

Il est vrai que l'auteur y voit un avantage et non pas un défaut.

"Ce dialogue régulier, constant, quasi-permanent, apparaît dans l'histoire diplomatique, comme une innovation et sans doute comme un précédent. Il y avait là une forme tout à fait originale de la coopération internationale (...).62)

M. Terrenoire souligne dans son rapport "la très grande portée psychologique, plus encore que politique" des entretiens prévus : il pense que "des habitudes vont se créer et des réactions communes se dégager progressivement"⁶³⁾. Il parle cependant de la "volonté" de se consulter, alors que M. Furler y voit une "obligation". Pour ce dernier, cette obligation de se consulter constitue un "progrès sensible", puisque les efforts pour l'introduire dans des organisations internationales comme l'O.T.A.N., le Conseil de l'Europe et l'U.E.O. avaient "toujours échoué jusqu'à présent". M. Furler voit cependant dans ce système de consultations en même temps "la limite du Traité" :

"Le Traité laisse sans nul doute à chacun des deux Etats la liberté de continuer à mener la politique qu'il juge bonne - si, toutefois, une 'position analogue' ou une 'conception commune' n'ont pu être atteintes au cours des consultations."⁶⁴⁾

M. Terrenoire cite l'essence de cette conclusion et ajoute :

"Sur ce qu'il convient d'attendre ou non de la procédure de consultations, il n'y a donc pas la moindre discordance entre Paris et Bonn."⁶⁵⁾

Ajoutons encore qu'un an après la signature du Traité, M. Schröder devait dire devant le Bundestag :

"'Les deux Gouvernements se consulteront.' Cela veut dire que tous deux se sont proposé de se consulter. Je n'irais pas jusqu'à appeler cela une obligation."⁶⁶⁾

62) François SEYDOUX. "Le traité franco-allemand". Politique étrangère, 1963 (6), p. 457.

L'Annuaire français de Droit International de 1963 rappelle pourtant (p. 1069) que le système des consultations régulières n'a rien d'original et a déjà été utilisé dans le traité de l'Alliance du 20 novembre 1815, dite la Sainte Alliance.

63) Rapport Terrenoire, p. 15.

64) Rapport Furler, p. 4.

65) Rapport Terrenoire, p. 29.

66) Deutscher Bundestag, 107. Sitzung, 22 janvier 1964, p. 4916 B. (Réponse du ministre des Affaires étrangères à une question écrite sur la consultation franco-allemande au sujet de la reconnaissance de la Chine populaire par la France.)

Au-delà des consultations régulières, le Traité ne contient "aucune obligation contraignante", ainsi que l'écrit Gilbert Ziebura.⁶⁷⁾

Charles Rousseau souligne également que ce texte a "une grande valeur symbolique", mais qu'il "n'engendre guère d'obligations définies sur le plan juridique à la charge de ses contractants"⁶⁸⁾. André Fontaine appelle le Traité "inoffensif", "un accord sans obligation ni sanction"⁶⁹⁾. Walter Schütze écrit que le Traité "représente une nouveauté du droit international dans la mesure où il ne contient aucune obligation" en dehors des réunions régulières.⁷⁰⁾ Cependant, certains commentateurs semblent vouloir y retrouver des traces supranationales. Manfred Abelein estime qu'il en résulte "des obligations juridiques qui (...) vont très loin". Il s'agirait d'une "forme intermédiaire entre l'intégration et une simple alliance, les éléments intégrationnistes étant incontestables"⁷¹⁾. Finalement, dans sa thèse de doctorat, le juriste Martin J. Sattler écrit qu'il s'agit d'un traité "d'un type nouveau" par lequel "l'intégration politique doit être réglée" sans que des organisations supranationales soit créées, simplement par l'effet d'une consultation quasi permanente :

"Les directives, décisions ou accords qui prendront forme, au cours des consultations, dans des protocoles, sont eux-mêmes de nouveaux accords gouvernementaux relevant du droit international."⁷²⁾

67) Gilbert ZIEBURA. Die deutsch-französischen Beziehungen seit 1945. Mythen und Realitäten. Pfullingen : Neske Verlag, 1970, p. 115.

68) Charles ROUSSEAU, "Allemagne et France. Entrée en vigueur du traité de coopération signé le 22 janvier 1963. Problème des réserves à la ratification", p. 876.

69) André FONTAINE. "Un contrat d'association". Le Monde, 21-22 janvier 1968.

70) Walter SCHÜTZE. "Die Politik de Gaulles", p. 190-212 in : Die Internationale Politik 1963 / hrsg. von Wilhelm CORNIDES et al. München/Wien : Oldenbourg, 1969, p. 200.

71) Manfred ABELEIN, "Frankreichs Vertrag mit der Bundesrepublik - Vorgeschichte und Bedeutung", p. 131. L'auteur, à l'époque haut fonctionnaire du gouvernement fédéral à Bonn, depuis 1965 député C.D.U. au Bundestag, cherche à prouver que le gouvernement allemand n'avait nullement abandonné son idéal fédéraliste en signant un Traité auquel les consultations régulières conféraient "de forts traits institutionnels" et qui comportait "des éléments intégrationnistes incontestables". Il ignore apparemment que Bonn avait justement fait de son mieux pour éviter ces aspects.

On trouve la même appréciation positive chez Jürgen TERN. "Der Zweibund". Frankfurter Allgemeine Zeitung, 24 janvier 1963, p. 1.

72) Martin J. SATTLER, Der deutsch-französische Zusammenarbeitsvertrag, p. 14. - Voir aussi supra, p. 108-109, note 56).

Il convient cependant que le Traité ne comporte pas une obligation pour les deux parties de se mettre d'accord lors des consultations et donc de mener une seule et même politique.⁷³⁾

* * *

Le Traité ne contient pas de clause de résiliation, ce que le chancelier Adenauer a interprété comme signifiant qu'il réglait les relations franco-allemandes "pour un temps illimité"⁷⁴⁾. Cela signifie cependant aussi qu'il peut être dénoncé à tout moment par les contractants. Nous avons vu que le général de Gaulle espérait élargir rapidement l'entente franco-allemande à une union européenne⁷⁵⁾, et aussi bien M. Terrenoire que M. Couve de Murville devaient répéter l'espoir "que nos quatre autres partenaires se joignent à nous"⁷⁶⁾. L'absence d'une clause de résiliation pouvait éventuellement permettre aux contractants de dénoncer le Traité en faveur d'une union plus large basée sur les mêmes principes.

Un dernier aspect juridique du Traité franco-allemand est celui de sa compatibilité avec les traités de l'O.T.A.N. et des Communautés européennes, question qui devait être posée en Allemagne au cours de la procédure de ratification. Or, si la commission des affaires étrangères du Bundestag était unanime à constater la compatibilité du Traité avec l'O.T.A.N.⁷⁷⁾, certains de ses membres y voyaient une contradiction avec l'esprit des traités de Rome. D'après eux, l'obligation pour les deux plus grands Etats des Communautés de se consulter

73) Op. cit., p. 122.

74) Discours télévisé du 23 janvier 1963. Texte dans : Konrad ADENAUER, Erinnerungen, tome IV, p. 211.
Voir également la conférence de presse du 23 janvier 1963 : Die Welt, 24 janvier 1963.

75) Voir supra, p. 78.

76) Discours de M. COUVE DE MURVILLE : Journal officiel, Assemblée Nationale, 21e séance, 12 juin 1963, p. 3318. - Egalement : Rapport Terrenoire, p. 36.

Ainsi que nous l'avons vu, le Traité ne prévoit cependant pas explicitement la possibilité d'adhésion d'autres Etats, ainsi que devait l'affirmer le porte-parole français, M. LEBEL, au cours d'une conférence de presse franco-allemande tenue à Paris, le 22 janvier 1963 (cf. Bulletin des Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, n° 15, 24 janvier 1963, p. 119).

77) Rapport Furler, p. 6.

avant toute décision importante concernant l'Europe économique et politique (II A, 1 du Traité) représentait un danger d'hégémonie franco-allemande ou tout au moins un poids nouveau dans un mécanisme équilibré mais fragile.⁷⁸⁾ Ils attireraient aussi l'attention sur le danger de voir les deux pays se servir régulièrement de leur "minorité de blocage" au Conseil.⁷⁹⁾ Cependant, la majorité de la commission devait juger le Traité "parfaitement compatible" avec les traités de Rome.⁷⁸⁾ Elle faisait notamment valoir que les traités communautaires primaient de toute façon les traités bilatéraux et que, d'autre part, le traité du 3 février 1958 sur l'union économique entre les Etats Benelux fournissait un précédent d'une consultation à l'intérieur de la C.E.E. sur les questions concernant celle-ci. Les deux gouvernements allaient en outre tenir leurs partenaires européens informés de leur coopération (III, 2 du Traité) et non pas bloquer leur travail au Conseil.

* * *

Compte tenu du fait que, du point de vue juridique, le Traité n'obligeait les contractants à rien, si ce n'est à tenir des consultations régulières entre hommes politiques et hauts fonctionnaires, il est permis de se poser dès maintenant la question de savoir quel effet on était en droit d'attendre d'un tel document. On peut dire qu'en général, en Allemagne, on faisait fort peu confiance à la méthode des consultations gouvernementales sans aucun abandon de souveraineté. Le contraire était cependant le cas pour le général de Gaulle. M. Terrenoire devait l'exprimer ainsi :

"(...) l'organisation prévue par le traité a une valeur d'exemple; elle permettra de faire une démonstration complète des rapports de coopération régulière qui peuvent s'établir entre deux grands Etats."⁸⁰⁾

78) Op. cit., p. 5. Voir aussi infra, p. 120.

79) Le traité de la C.E.E. (article 148) et le traité de la C.E.C.A. (article 28) donnaient à deux des trois "grands" la possibilité d'empêcher des décisions, dans les cas où une majorité qualifiée était prévue au Conseil.

80) Rapport Terrenoire, p. 36.

Pour le général de Gaulle, ce fut la méthode qu'il proposait en exemple aux autres partenaires de la C.E.E. ; il en attendait tout d'abord qu'elle parvienne à persuader l'Allemagne du bien-fondé de ses idées politiques. Sa déception sera à la mesure des espoirs qu'il avait conçus.

3° Les réactions à l'étranger

Avant d'examiner, dans le chapitre sur la ratification du Traité, la réaction des milieux politiques en France et en Allemagne, il nous semble utile d'étudier les réactions à l'étranger. Le Traité franco-allemand a en effet été accueilli avec une hostilité quasi unanime qui peut surprendre lorsqu'on ne tient compte que de son contenu. Il a été pris beaucoup plus au sérieux que l'on ne pouvait s'y attendre. Cependant, "la vague de mécontentement et d'inquiétude que l'événement provoquait un peu partout" ne se limitait pas "principalement aux Etats-Unis", comme l'écrit M. François Seydoux.⁸¹⁾ Elle concernait tout autant les partenaires européens et l'Union soviétique, bien qu'il soit vrai qu'"à Bonn, on gardait les yeux fixés sur Washington"⁸¹⁾, dont la réaction avait le plus surpris le gouvernement allemand.

La protestation la plus violente venait du côté communiste et était surtout inspirée par la crainte de voir la République fédérale partager les secrets atomiques de la France par le biais du Traité. Depuis 1958 déjà, la presse communiste en France et à l'étranger avait dénoncé "l'axe Bonn-Paris" comme une alliance dirigée contre la paix et contre les intérêts de la France. Mais le rapprochement franco-soviétique esquissé depuis 1960 avait fait oublier ce danger. Les inquiétudes s'étaient ensuite concrétisées après le discours du général de Gaulle, le 7 septembre 1962, à l'Ecole de guerre de Hambourg, qui avait suscité un peu partout des spéculations sur son intention de faire participer l'Allemagne à la force de frappe française.⁸²⁾ La conférence de presse du 14 janvier 1963 n'avait fait

81) François SEYDOUX. "Le traité franco-allemand". Politique étrangère, 1963 (6), p. 453.

82) Le général avait dit entre autres aux officiers allemands : "L'armement, dans sa conception et dans sa réalisation, exige maintenant, pour être valable - qui ne le sait mieux que vous ? - la mise en oeuvre de ressources et de capacités, scientifiques, techniques, industrielles, financières, dont les limites s'élargissent tous les jours. La France et l'Allemagne pourront d'autant mieux s'assurer des moyens de la puissance qu'elles conjugueront leurs possibilités. A fortiori sera-ce vrai, si celles de leurs voisins d'Europe s'associent avec les leurs."
(Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome IV, p. 13.)

que confirmer ces craintes : le général avait en effet répondu à une question sur la possibilité pour la R.F.A. de disposer d'armements nucléaires qu'"en l'occurrence, il appartient à l'Allemagne fédérale de dire ce qu'elle veut et de mener sa politique", puisque "chaque pays est maître chez lui et je ne répondrai pas pour le Gouvernement allemand"⁸³⁾. Or, on sait que la République fédérale a accepté, par les accords de Paris de 1954, de ne pas produire sur son sol des armes ABC. Cette déclaration a donc suscité l'extrême méfiance de l'Union soviétique que les explications officielles ont d'autant moins apaisée que le chancelier Adenauer avait donné, également le 14 janvier, son accord de principe pour une force nucléaire multilatérale (M.L.F.) de l'O.T.A.N.

Après la signature du Traité, les commentateurs soviétiques croient savoir qu'une clause excluant expressément la coopération nucléaire avait été supprimée du texte du Traité à la dernière minute.⁸⁴⁾ A Moscou comme d'ailleurs dans certains pays occidentaux, on parlera de clauses militaires secrètes dont le gouvernement allemand sera amené à démentir l'existence.⁸⁵⁾ Malgré les apaisements que le général de Gaulle fournit personnellement à l'ambassadeur soviétique à Paris, M. Vinogradov, le 29 janvier 1963, l'Union soviétique fait remettre, le 5 février 1963, deux longues notes de protestation d'un ton violent aux gouvernements français et allemand. La note destinée au gouvernement de Paris accuse le Traité d'avoir pour but "de renforcer la tension internationale et de saper la paix et la sécurité des peuples". Elle reproche à la France d'accepter sciemment la doctrine militaire de la R.F.A. orientée "vers le déclenchement de la guerre totale thermonucléaire" et de destiner l'armée française à lutter dans une telle guerre "aux côtés de la Bundeswehr". Compte tenu des limitations imposées à la République fédérale dans le domaine nucléaire, les déclarations du général de Gaulle du 14 janvier 1963 montrent, d'après la note soviétique, que la France "s'arroge illégalement le droit de permettre à l'Allemagne occidentale de décider elle-même si elle s'armera ou non avec les engins nucléaires". Elle

83) Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome IV, p. 78.
Le 31 janvier 1963, le général devait pourtant dire à C.L. Sulzberger qu'il était "entièrement hors de question" que l'Allemagne fabrique ou acquière des armes atomiques : Cyrus L. SULZBERGER. The last of the giants. New York : Macmillan, 1970, p. 46.

84) D'après Michel TATU, Le Monde, 25 janvier 1963, p. 5.

85) Voir infra, p. 125, note 116).

souligne que l'accès de la R.F.A. à l'arme nucléaire, "quelle qu'en soit la voie", "serait considéré par l'Union soviétique comme une menace immédiate à ses intérêts vitaux et l'obligerait à prendre immédiatement les mesures nécessaires"⁸⁶⁾.

La note adressée au gouvernement allemand est sensiblement analogue à celle remise à la France, mais quelques passages s'adressent plus particulièrement aux dirigeants allemands. Ainsi l'inclusion de Berlin, condamnée bien sûr par les deux notes, est traitée avec plus de détail, et la République fédérale est mise en garde qu'elle ne survivrait pas à une troisième guerre mondiale qu'elle serait tentée de déclencher.⁸⁷⁾

Les gouvernements de Bonn et de Paris répondent par des notes datées du 29 et du 30 mars 1963 respectivement. La note allemande n'entre pas dans le détail de toutes les "déclarations trompeuses, soupçonneuses et injurieuses"⁸⁸⁾ contenues dans le texte soviétique, et la note française estime également qu'il s'agit d'"attaques que leurs exagérations mêmes dispensent de réfuter"⁸⁹⁾. Le 17 mai 1963, le lendemain de la ratification du Traité par le Bundestag, le gouvernement soviétique adresse de nouvelles notes de protestation aux deux gouvernements. Elles n'apportent aucun argument nouveau, mais leur ton est encore plus violent. D'après la note remise à Paris, "c'est une odeur de poudre et d'hôpitaux de campagne qui se dégage du premier accord franco-allemand"⁹⁰⁾. Le 23 août 1963, les gouvernements français et allemand font remettre à Moscou des réponses rédigées en termes identiques invitant tout simplement à se reporter aux notes antérieures.

-
- 86) Larges extraits dans Le Monde, 8 février 1963, p. 3. Traduction officielle dans : Documentation française, Articles et Documents, T.J., 0.1357, 26 février 1963.
- 87) Le texte de la note soviétique du 5 février 1963 adressée au gouvernement allemand n'a pas été officiellement publié à Bonn. On en trouvera cependant la traduction allemande dans Europa-Archiv, 1963 (9), p. D 225-230, qui donne comme source l'organe officiel de l'ambassade soviétique à Bonn : Die Sowjetunion heute, 1963 (4), 16 fev. 1963 (Sup.). Résumé français de l'A.F.P., Le Monde, 9 février 1963, p. 2.
- 88) Texte intégral dans : Bulletin des Presse- und Informationsamtes des Bundesregierung, n° 59, 30 mars 1963, p. 521-522.
- 89) Texte intégral dans : Documentation française, Articles et Documents, T.J., 0.1376, avril 1963. Egalement : Le Monde, 2 avril 1963, p. 6.
- 90) Extraits de l'A.F.P. dans Le Monde, 21 mai 1963, p. 5. Traduction officielle dans : Documentation française, Articles et Documents, T.J., 0.1393, mai 1963.

* * *

Si l'hostilité de l'Union soviétique pouvait paraître normale, celle des quatre partenaires de la C.E.E. l'était beaucoup moins. Ceux-ci avaient fait comprendre dès 1962 qu'ils ne pouvaient être favorables à une coopération plus étroite entre les deux pays les plus puissants du Marché commun, et le veto français contre la Grande-Bretagne avait exclu, surtout aux yeux des petits pays membres, la seule chance de contrebalancer un tel poids. En outre, et compte tenu des prises de position antérieures du général de Gaulle, on ne pouvait écarter la possibilité que la France cherchait à faire échec à la "supranationalité" des Communautés par le biais du Traité.

La réaction la plus virulente venait de la Belgique et surtout de son ministre des Affaires étrangères, M. Paul-Henri Spaak. Deux jours après la signature du Traité, le Sénat belge avait voté une motion marquant son "inquiétude" devant un "bloc" franco-allemand non équilibré par la présence britannique au sein de la C.E.E.⁹¹⁾ Le 26 février 1963, au cours d'un nouveau débat au Sénat belge, M. Spaak se plaint amèrement de ce que le Traité franco-allemand ait été conclu en dehors de toute consultation avec les autres partenaires européens. Il estime que les consultations régulières qu'il prévoit, si elles ne sont pas contraires à la lettre du traité de Rome, "du moins le sont-elles à l'esprit"⁹²⁾. Mais il n'acquerra sa notoriété comme opposant le plus farouche du Traité qu'avec une interview publiée dans les Izvestia, l'organe du gouvernement soviétique, le 15 mai 1963, la veille de la ratification du Traité au Bundestag. Il y déclara :

"Je sais que l'U.R.S.S. n'a pas accueilli favorablement le traité franco-allemand. Je constate que bon nombre de pays membres de l'O.T.A.N. ne l'apprécient pas non plus. Ce traité ne satisfait

91) Texte de la motion dans : La Libre Belgique, 25 janvier 1963, p. 5. D'après M. Spaak, ce fut la première fois dans l'histoire de la Belgique que les trois partis nationaux prenaient ensemble une position hostile à la politique française : Paul-Henri SPAAK. Combats inachevés. 2 tomes. Paris : Fayard, 1969, tome II, p. 403.

92) Compte rendu du débat : La Libre Belgique, 27 février 1963, p. 2. Voir aussi : Paul-Henri SPAAK, Combats inachevés, p. 378.

ni l'Italie, ni la Belgique, ni les Pays-Bas. Nous estimons qu'il est en contradiction avec l'esprit de la Communauté économique européenne. J'admets que la signature de ce traité a été une mauvaise chose. Ce traité n'est pas un facteur d'apaisement."93)

Un tel procédé de la part du ministre des Affaires étrangères d'un pays ami et allié fut évidemment jugé étonnant dans les milieux officiels français et allemands ; il montre cependant le degré d'exaspération auquel le Traité avait poussé les meilleurs amis.

L'Italie condamna également le Traité quelques jours après sa signature. Le 26 janvier 1963, M. Fanfani, chef du gouvernement italien, devait dire au Parlement que le Traité franco-allemand créait "un particularisme nocif pour le Marché commun, nocif pour le progrès de l'unité européenne, nocif pour l'équilibre interne de l'O.T.A.N., malgré les meilleures intentions de ses signataires"94).

Il y eut ensuite des déclarations non officielles de la part de deux membres de la Commission de la C.E.E., M. Sicco Mansholt, vice-président de la Commission, et M. Jean Rey, chargé des relations extérieures. Tous deux représentaient des petits pays, les Pays-Bas et la Belgique. Au cours d'une manifestation du Mouvement européen à la Haye, le 22 février 1963, M. Mansholt attaqua farouchement la politique du général de Gaulle et estima que les clauses du Traité prévoyant une consultation dans les domaines relevant de la Communauté européenne étaient contraires au traité de Rome et donc inacceptables.95) Au cours d'un voyage aux Etats-Unis, dans une conférence tenue le 4 avril 1963, il devait aller jusqu'à recommander au gouvernement allemand de ne pas ratifier le Traité.96) Quant à M. Jean Rey, il accusa, le 16 mars à Bruxelles, le Traité de viser "à instaurer une forme de directoire où seraient passées au crible toutes les décisions communautaires"97).

93) Cité d'après A.F.P./Reuter, Le Monde, 17 mai 1963, p. 8.

94) Atti Parlamentari dell'Assemblea, Camera dei Deputati, 26 janvier 1963, p. 37235.

95) Algemeen Handelsblad, 23 février 1963, p. 1.

96) D'après U.P.I., Le Monde, 7-8 avril 1963, p. 11.

97) D'après A.F.P., Le Monde, 17-18 mars 1963, p. 4.

Le point de vue officiel de la Commission de la C.E.E. fut exprimé par son président, M. Hallstein, le 27 mars 1963 devant le Parlement européen à Strasbourg. Il salua d'abord le Traité comme un document scellant la réconciliation franco-allemande, "bienfait incommensurable pour la paix en Europe, pour la paix dans le monde"⁹⁸⁾. Il expliqua ensuite que la Commission s'était interrogée sur les conséquences qui découleraient du fait que le Traité obligeait deux Etats membres à des consultations préalables sur des matières relevant de la compétence de la C.E.E. Elle était arrivée à la conclusion que ce mécanisme "introduit dans le processus communautaire équilibré un nouveau poids étranger au traité de Rome"⁹⁹⁾. Elle souligne à quel point elle avait trouvé difficile de porter un jugement officiel sur le Traité, puisqu'il serait basé pour l'instant sur des hypothèses. Pour cette raison, elle "invite avec insistance" les Parlements et les gouvernements des deux pays concernés "d'établir, à l'occasion de la ratification parlementaire, de la façon la plus claire et la plus contraignante possible que l'interprétation et l'application du Traité ne doivent pas porter atteinte à l'existence, au fonctionnement et au dynamisme de nos Communautés"⁹⁹⁾. Cette prise de position n'a guère été appréciée à Paris et à Bonn, de sorte que la Commission se vit obligée de publier, le 2 avril 1963, une mise au point pour rappeler qu'"elle s'est consciemment bornée à se prononcer sur les clauses du traité qui se rapportent aux affaires communautaires" et qu'elle n'a rien dit "sur la forme de la précision recommandée"¹⁰⁰⁾.

98) Texte original allemand dans : Europäisches Parlament, Verhandlungen : Ausführliche Sitzungsberichte, Ausgabe in deutscher Sprache, IV/63, n° 62, 27 mars 1963, p. 67.

99) Op. cit., p. 68.

100) Texte d'après A.F.P., Le Monde, 4 avril 1963, p. 17. Néanmoins, M. Schröder devait dire au cours du débat de ratification au Bundestag que le discours de M. Hallstein n'était "pas particulièrement heureux". M. von Brentano, alors chef du groupe parlementaire C.D.U.-C.S.U., estima également que son ami Hallstein "n'a pas agi très prudemment en nous fixant ces règles de conduite". (Deutscher Bundestag, 73. Sitzung, 25 avril 1963, p. 3439 A, et Deutscher Bundestag, 77. Sitzung, 16 mai 1963, p. 3750 A.)

* * *

Il nous reste à examiner les réactions britanniques et surtout américaines, ces dernières assez surprenantes. Lorsque Maurice Duverger écrit, le 29 janvier 1963, que le Traité "ne peut en rien impressionner Londres et Washington, qui n'ont aucune illusion sur sa valeur"¹⁰¹⁾, il est déjà démenti par les faits. Comme l'exprime un commentateur du journal allemand Die Welt, Washington considère immédiatement le Traité "comme une déclaration de guerre diplomatique"¹⁰²⁾.

En Grande-Bretagne comme aux Etats-Unis, on avait été frappé par la coïncidence de la signature du Traité avec la conférence de presse du 14 janvier 1963, par laquelle le général avait rejeté non seulement la candidature britannique à la C.E.E. , mais aussi le projet américain d'une force nucléaire multilatérale (M.L.F.), portant ainsi un coup sérieux au "grand dessein" du président Kennedy. Dans les deux pays, comme d'ailleurs chez les partenaires européens, on considérerait que ces deux événements étaient l'expression d'une même politique. On craignait que la conclusion du Traité à ce moment décisif ne signifie un alignement du chancelier Adenauer sur la politique du général, ou tout au moins que le Traité ne puisse servir de cadre à un tel alignement. Compte tenu des prises de positions antérieures du général de Gaulle, ce fut surtout la coopération militaire qui inquiétait Américains et Anglais, le désir exprimé dans le Traité "d'aboutir à des conceptions communes" en ce qui concerne les doctrines stratégiques. L'hebdomadaire britannique The Economist n'exclua pas un "renversement des alliances" et estima que la coopération militaire telle que le Traité la prévoyait aurait des "implications effrayantes" pour la République fédérale ; il en vint à "se demander quelles annexes non publiées il pourrait y avoir"¹⁰³⁾. Le commentateur américain Walter Lippmann craignait également que la France

101) Maurice DUVERGER. "Le chemin de Damas". Le Monde, 29 janvier 1963.

102) Kurt BECKER. "Bonn muss Farbe bekennen". Die Welt, 30 janvier 1963.

103) "Reversal of alliances?". The Economist, vol. 206, 26 janvier 1963, p. 294-295.

et l'Allemagne ne puissent être tentées de "rompre l'Alliance"¹⁰⁴⁾. James Reston appréhendait que le Traité ne servît à une dissémination des armes nucléaires en Europe.¹⁰⁵⁾

On sut rapidement que la réaction du président Kennedy au Traité franco-allemand avait été très vive. Or, il semble à première vue difficile à comprendre qu'il ait pu croire à un ralliement du gouvernement allemand à la politique gaulliste. Le chancelier Adenauer n'avait-il pas réaffirmé et prouvé à maintes reprises sa fidélité aux Etats-Unis et à l'O.T.A.N., la dernière fois en date en acceptant le projet de M.L.F. ? Pour expliquer la réaction du président américain, nous nous proposons de reprendre ici les faits dans la présentation d'un article retentissant de la Süddeutsche Zeitung¹⁰⁶⁾, bien que certains aspects en aient été démentis par le gouvernement allemand :

Lors de son dernier voyage à Washington, les 14 et 15 novembre 1963, au lendemain de la crise de Cuba, le chancelier Adenauer s'était aussi entretenu avec le président Kennedy du resserrement de l'amitié franco-allemande prévu pour un proche avenir. Dans cette perspective, il lui avait donné l'assurance que la République fédérale ne prendrait pas d'engagements qui ne seraient pas compatibles avec l'O.T.A.N. et avec la nature de l'Alliance ainsi qu'avec le projet d'un partnership atlantique. Contrairement à l'usage, cet engagement aurait été fixé par écrit et signé ; cette information a cependant été démentie par les deux gouvernements.¹⁰⁷⁾ Dans sa conférence de presse du 14 janvier 1963, le général avait ensuite annoncé des mesures qui ne pouvaient que saper les bases de l'Alliance et de la Communauté atlantique. Or, on crut savoir à Washington qu'il en avait informé d'avance le chancelier Adenauer par l'intermédiaire de l'ambassadeur allemand à Paris, M. Blankenhorn ; il aurait ainsi voulu s'assurer en même temps que le gouvernement allemand s'en tiendrait néanmoins

104) Walter LIPPMANN, New York Herald Tribune, 25 janvier 1963.

105) James RESTON, New York Times, 22 janvier 1963.
Pour une appréciation positive du Traité, voir : C.L. SULZBERGER, New York Times, 26 janvier 1963.

106) Richard THILENIUS. "Pakt mit Paris hat Washington verstimmt".
Süddeutsche Zeitung, 2-3 février 1963.

107) Süddeutsche Zeitung, 5 février 1963 (réd. de Bonn), et Süddeutsche Zeitung, 6 février 1963 (corr. à Washington).

à la date du 22 janvier pour la signature de l'accord franco-allemand. Ce n'est qu'après la réponse affirmative du chancelier Adenauer que le général se serait prononcé de la façon que l'on sait dans sa conférence de presse.¹⁰⁸⁾ Le Secrétaire d'Etat américain, M. Dean Rusk, avait alors fait venir l'ambassadeur allemand à Washington, M. Knappstein, pour lui rappeler énergiquement les engagements pris par M. Adenauer. Toujours d'après la Süddeutsche Zeitung, il lui avait soumis la demande pressante du président Kennedy de remettre à une date ultérieure la signature de l'accord avec la France pour éviter l'impression que la République fédérale souscrivait aux idées énoncées par le général. Nous avons vu qu'à la veille de son départ pour Paris, le chancelier avait encore reçu un message personnel du président américain.¹⁰⁹⁾ S'il n'était pas prêt à ajourner son voyage, il avait cependant assuré, d'après la Süddeutsche Zeitung, à l'ambassadeur américain à Bonn, M. Dowling, qu'il ferait insérer dans l'accord à signer des clauses qui excluraient toute possibilité d'une interprétation et d'une application du texte à l'encontre des intérêts américains et des liens atlantiques, notamment dans le domaine militaire. Le dernier projet de texte allemand aurait contenu une telle formule.¹¹⁰⁾ Or, une fois à Paris, M. Adenauer s'était apparemment laissé dissuader par le général de Gaulle. On crut en outre savoir à Washington qu'il ne s'était pas employé de façon suffisamment énergique en faveur de la candidature britannique, ce que nous avons pu confirmer.¹¹¹⁾ Le gouvernement américain avait donc l'impression que le chancelier avait non seulement agi contre la volonté explicite du président Kennedy, mais que son comportement avait en plus rendu possible l'attitude prise par le général.

Cette présentation de la Süddeutsche Zeitung, même si elle ne devait pas correspondre aux faits dans tous les détails, explique fort bien pourquoi le président Kennedy avait pu soupçonner M. Adenauer d'avoir

108) Le porte-parole du gouvernement fédéral ne voulait pas exclure formellement que Bonn ait été informé d'avance du contenu de la conférence de presse du 14 janvier 1963. Voir Süddeutsche Zeitung, 5 février 1963 (réd. de Bonn).

109) Voir supra, p. 90.

110) Voir aussi supra, p. 85, note 23).

111) Voir supra, p. 91-92.

apposé sa signature sciemment sur un document ayant pour but de relâcher les liens entre la République fédérale et l'Alliance atlantique. Dès le lendemain de la signature du Traité, le chancelier avait fait remettre une lettre d'explication au président américain par l'ambassadeur Knappstein. D'après Newsweek, M. Kennedy, ignorant la lettre, avait "fulminé" contre les photos dans les quotidiens qui montraient l'accolade du général et du chancelier, et avait ensuite "réprimandé" l'ambassadeur allemand.¹¹²⁾ Une crise grave entre Bonn et Washington devait s'ensuivre. Au lendemain de la rupture définitive des négociations avec la Grande-Bretagne, on apprit à Bonn que l'ambassadeur Dowling partirait pour Washington dans quelques jours.¹¹³⁾ En même temps on annonça que le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, M. Carstens, se rendrait aux Etats-Unis du 5 au 7 février pour tâcher d'expliquer les intentions politiques de la République fédérale. Il eut des entretiens avec entre autres M. Dean Rusk et le président Kennedy et semble avoir été surpris par la vivacité de la réaction américaine. Il ne parvint pas à dissiper entièrement les doutes de ses interlocuteurs.

Le président Kennedy avait évidemment insisté auprès de M. Carstens pour qu'il soit rendu absolument clair que le Traité franco-allemand ne signalait pas un changement de la politique extérieure allemande et que la République restait fidèle à l'Alliance atlantique aussi bien sur le plan politique que sur le plan militaire. Or, en Allemagne, l'idée avait surgi peu après la date du 29 janvier 1963 d'accompagner le Traité d'un ou de plusieurs protocoles ou résolutions établissant la fidélité inchangée de la République fédérale à l'O.T.A.N. et aux Communautés européennes.¹¹⁴⁾ Depuis le voyage de M. Carstens à Washington, on savait le gouvernement américain favorable à une telle solution, qu'il devait par la suite "encourager", ainsi que l'exprima Theodore Sorensen, conseiller du président Kennedy.¹¹⁵⁾ On peut aussi dire qu'il faisait pression sur le

112) "The Alliance : Whose grand design?". Newsweek, 61 (6), 11 février 1963, p. 12.

113) Sur les événements qui suivent, voir les comptes rendus de tous les grands quotidiens allemands.

114) Voir infra, p. 131.

115) Theodore C. SORENSEN. Kennedy. London : Hodder and Stoughton, 1965, p. 573.

gouvernement allemand pour qu'une telle solution soit adoptée. Notamment, au moment décisif de la lutte pour un "préambule", M. Adlai Stevenson, représentant permanent des Etats-Unis à l'O.N.U., devait avoir des entretiens à Bonn avec MM. Erhard et Schröder, le chancelier se trouvant en ce moment en vacances en Italie. Le 3 avril 1963, il déclara ouvertement dans une conférence de presse que Washington souhaitait voir le Traité assorti d'une déclaration précisant qu'il n'influencerait pas les rapports avec les autres pays de l'Alliance. Le lendemain, le 4 avril, le chancelier Adenauer devait enfin accepter, dans sa villa de vacances de Cadenabbia, l'idée de faire voter au Bundestag un "préambule". Cependant, il convient de rappeler que la Commission de la C.E.E. avait, quelques jours auparavant, également exprimé ce souhait, et que les partis politiques allemands y étaient de toute façon favorables. En outre, le gouvernement fédéral devait lui-même saisir toutes les occasions pour prouver sa fidélité à l'Alliance. Dans sa déclaration gouvernementale du 6 février 1963, le chancelier Adenauer prit soin de souligner la nécessité vitale pour la République fédérale d'une coopération étroite avec les Etats-Unis et le rôle décisif de ceux-ci pour la sécurité de l'Allemagne. Il regretta la rupture des négociations avec la Grande-Bretagne et promit que son gouvernement s'efforcerait de les relancer. Ainsi qu'il avait été annoncé fin janvier, le ministre fédéral de la défense, M. von Hassel, se rendit à Washington du 25 au 27 février. Il s'efforça de rassurer les dirigeants américains, toujours inquiets, sur les implications de la coopération militaire prévue par le Traité¹¹⁶⁾, et confirma en même temps le maintien des contrats d'armements entre la République fédérale et les Etats-Unis. Le désaccord n'étant toujours pas surmonté, M. von Brentano, ancien ministre des affaires étrangères et chef du groupe parlementaire C.D.U.-C.S.U., eut également des entretiens à Washington, le 22 mars 1963. Qu'il s'agisse de l'embargo sur les tubes d'acier ou de l'augmentation de la puissance de combat des forces armées allemandes, le gouvernement

16) Avant son départ, M. von Hassel devait encore démentir l'existence de clauses militaires secrètes dans le Traité. Déjà, début février, le chancelier Adenauer s'était vu obligé d'assurer à M. Mende, président du F.D.P., que de telles clauses n'existaient pas.

allemand s'empressa d'en faire un test de sa fidélité à l'O.T.A.N. Néanmoins, les appréhensions du président Kennedy ne devaient être totalement dissipées que lorsque le Bundestag eut voté le "préambule" établissant formellement que le Traité devait servir les buts inchangés de la politique étrangère allemande.

III. Ratification du Traité

1° La ratification en Allemagne

L'article 59, alinéa 2, de la Loi fondamentale¹⁾ prévoit :

"Les traités réglant les relations politiques de la Fédération ou ayant trait à des matières relevant de la législation fédérale requièrent l'approbation ou l'intervention, sous forme de loi fédérale, des organes respectifs compétents en matière de législation fédérale (...)."

Ces organes compétents sont le Bundestag, la Chambre basse, et le Bundesrat, la Chambre haute représentant les Länder. Cependant, la Loi fondamentale ne précise pas si un traité exige "l'approbation" ou seulement "l'intervention" du Bundesrat, ni même dans quelle mesure celui-ci a un rôle à jouer en matière de politique étrangère. Depuis sa décision de l'année 1953 au sujet du traité de la C.E.D., le Bundesrat a pourtant toujours estimé que les traités internationaux ne requéraient pas son approbation, sauf s'ils avaient des répercussions directes dans des domaines relevant de la compétence des Länder.²⁾ Dans le cas du Traité franco-allemand, il décida également, dans sa séance du 1er mars 1963, que ce document n'exigeait pas son approbation.

La procédure législative se déroule de la même façon, qu'une loi exige l'approbation du Bundesrat ou non. D'après l'article 76, alinéa 2, de la Loi fondamentale, tout projet de loi provenant du gouvernement fédéral doit d'abord être soumis au Bundesrat, qui a le droit de prendre position à son sujet. Le gouvernement transmet ensuite le projet de loi, avec l'avis du Bundesrat, au Bundestag,

1) Texte français de la Loi fondamentale du 23 mai 1949 dans : Bulletin de l'Office de presse et d'information du Gouvernement fédéral (édition française), supplément au n° 1, 12 janvier 1966.

2) Pour plus de détails sur ces aspects juridiques, nous renvoyons à : Martin J. SATTLER. Der deutsch-französische Zusammenarbeitsvertrag. Eine Untersuchung zur Vertragsmacht des Bundes und der Länder. (Thèse de doctorat sous la direction du professeur W. VON SIMSON.) Freiburg, 1972. 209 p. - (Voir aussi supra, p. 108-109, note 56).)

qui émet le premier vote proprement législatif ; l'article 77, alinéa 1er, précise en effet que "les lois fédérales sont adoptées par le Bundestag". Le projet ainsi adopté est alors retransmis au Bundesrat. Dans le cas d'une loi ne requerrant pas son approbation, celui-ci peut simplement "faire opposition", cette opposition pouvant être rejetée par le Bundestag à la majorité absolue ou des deux tiers, selon les cas (article 77, alinéas 3 et 4).

Avant d'examiner de plus près la ratification du Traité en Allemagne, il nous faudra parler de la réaction des partis politiques. Disons tout d'abord qu'aucun des trois partis représentés au Bundestag³⁾ n'avait de raisons d'être pleinement satisfait de ce Traité. La C.D.U.-C.S.U., le parti du chancelier, avait toujours été la championne de l'intégration européenne ; une Union politique à caractère supranational se serait mieux accordée avec cet idéal qu'un accord bilatéral classique. Le parti libéral, le F.D.P., était par définition plus attiré par une vaste zone de libre-échange que par la "petite Europe" contre laquelle il avait voté en 1957. La constitution d'un groupement bilatéral dans le cadre d'une Europe déjà jugée trop étroite, accompagnée en plus de l'exclusion de la Grande-Bretagne et des autres pays candidats à la C.E.E., était un revers sérieux pour lui. Quant au S.P.D., il n'était guère plus favorable que le parti libéral à une Europe repliée sur elle-même et excluant l'Angleterre et les pays scandinaves dont les sociaux-démocrates se sentaient le plus proches. Il convient cependant de rappeler que, depuis l'adoption du "programme de Bad Godesberg" en 1959, le S.P.D. ne se distinguait plus radicalement des deux autres partis, se déclarant notamment fidèle à l'O.T.A.N. et aux Communautés européennes.

3) Depuis les élections de 1961, il n'y a plus que trois partis au Bundestag. En réalité, ce qu'il est convenu d'appeler "la C.D.U.-C.S.U." est constitué de deux partis politiques distincts, l'Union chrétienne-sociale (C.S.U.) n'étant représentée qu'en Bavière, l'Union chrétienne-démocrate (C.D.U.) partout ailleurs. Ces deux partis ont cependant toujours formé un seul groupe parlementaire, et les résultats électoraux sont normalement indiqués pour les deux en commun.

Nous avons vu plus haut que les chefs des trois groupes parlementaires avaient, dès avant la signature du Traité, assuré au chancelier qu'ils appuieraient le projet au Parlement.⁴⁾ Il est vrai que le dernier texte définitif du Traité n'était pas encore mis au point à ce moment et que les partis comptaient fermement sur le chancelier pour faire changer d'avis le général de Gaulle en ce qui concerne la candidature britannique à la C.E.E. Or, le 29 janvier 1963, ce fut l'échec des négociations avec la Grande-Bretagne. La réaction des partis politiques allemands fut vive, et l'opinion publique se montra profondément déçue.⁵⁾ Une première conclusion semblait s'imposer : ainsi que l'écrit un commentateur de la Frankfurter Allgemeine Zeitung, une ratification rapide du Traité "aurait l'effet d'un consentement donné à la ligne politique que le général de Gaulle vient d'illustrer par son veto contre l'admission de l'Angleterre au sein de la C.E.E."⁶⁾ Il convenait donc à tout le moins de ne pas précipiter la ratification.

Le 30 janvier 1963, le lendemain de la rupture de Bruxelles, un conseil de cabinet houleux eut lieu à Bonn. Contrairement à ce qui fut d'abord annoncé par le porte-parole du gouvernement, les ministres n'avaient pas pu se mettre d'accord sur le sort à réserver au Traité franco-allemand et n'avaient donc pas adopté le projet de loi de ratification. M. Erhard, vice-chancelier et ministre de l'économie, s'était prononcé avec véhémence contre une ratification rapide du Traité. M. Schröder, par contre, tout comme le chancelier Adenauer, avait souhaité que la procédure commence à bref délai. Les cinq ministres F.D.P. s'étaient abstenus de toute prise de position, mais

4) Voir supra, p. 90.

M. Schröder devait rappeler cet accord au Bundestag : Deutscher Bundestag, 58. Sitzung, 7 février 1963, p. 2635 C.

5) En février-mars 1963, le pourcentage de ceux qui croyaient que la politique du général de Gaulle avait des effets "plutôt favorables" pour l'Allemagne était tombé à 28 %, contre 61 % en octobre 1962, après le voyage du général en Allemagne. 33 % croyaient maintenant que ces effets étaient "plutôt défavorables", contre 6 % seulement en octobre 1962. (EMNID-Informationen, 15 (50), 9 décembre 1963, p. 1.)

6) Nikolas BENCKISER. "Blick auf die Scherben". Frankfurter Allgemeine Zeitung, 31 janvier 1963.

le président de leur parti, M. Erich Mende, qui n'était pas membre du cabinet, avait déjà parlé auparavant de ce que la date de la ratification allait se ressentir de l'attitude prise par le gouvernement français.⁷⁾

Entre ce conseil de cabinet et le débat politique qui devait avoir lieu au Bundestag le 7 février à la suite d'une déclaration gouvernementale du chancelier Adenauer, il y eut de nombreuses prises de position sur le problème de la ratification du Traité. La plus fracassante était celle du député S.P.D. Karl Mommer, qui deviendra l'adversaire le plus acharné du Traité dans les milieux politiques de Bonn. Il exigea l'ajournement de la ratification jusqu'à ce que la voie soit de nouveau libre pour un élargissement de la C.E.E.⁸⁾ Le député F.D.P. Thomas Dehler, vice-président du Bundestag et ancien président de son parti, recommandait de ne pas ratifier le Traité, mais de le "mettre dans un tiroir", avançant l'argument que l'amitié franco-allemande était devenue une chose si naturelle qu'elle n'avait pas besoin d'un Traité.⁹⁾ Cependant, leurs partis respectifs n'étaient nullement prêts à adopter ces positions extrêmes, loin de là.

Ni le S.P.D., ni le F.D.P. n'ont voulu défaire le Traité ; ils ne se sont pas proposé d'en empêcher la ratification ni même de lier celle-ci à la condition explicite que le général accepte l'élargissement de la C.E.E. Le F.D.P., cherchant surtout à éviter une crise au sein du gouvernement qui venait d'être remanié en décembre 1962, après l'affaire du Spiegel¹⁰⁾, était extrêmement prudent dans ses réactions officielles, se retranchant derrière les prises de position des chrétiens-démocrates. Cela lui était facilité par le fait que M. von Brentano, chef du groupe parlementaire C.D.U.-C.S.U., devait trouver dès le 1er février une formule qui satisfaisait pendant un temps les

7) Voir les grands quotidiens allemands du 31 janvier 1963 et surtout du 1er février 1963.

8) Voir la presse allemande du 1er février 1963. - (Voir aussi supra, p. 91.)

9) Voir notamment General-Anzeiger (Bonn), 2 février 1963.

10) Voir supra, p. 79, note 9).

deux groupes : il proposait de ratifier le Traité "ni avec retard, ni avec hâte excessive"¹¹⁾, ajoutant qu'il ne croyait pas très probable que la ratification puisse avoir lieu avant les vacances d'été. Une large majorité pour le Traité lui paraissait plus importante que les délais. En même temps, il fit pour la première fois une allusion à la possibilité de voir divers protocoles additionnels compléter le Traité, bien qu'il ait songé à ce moment à des protocoles concernant Berlin et le problème allemand.¹²⁾ M. Herbert Wehner, vice-président du S.P.D., devait faire une première allusion dans le même sens le même jour.¹³⁾ Dans une interview avec la Westfälische Rundschau, il refusa comme une "politique fracassante" l'idée d'ajourner la ratification jusqu'à ce que la France accepte l'entrée de la Grande-Bretagne au Marché commun. Il ne voulait pas faire pression sur la France et s'attendait à ce que la ratification ait lieu dans les délais habituels.¹⁴⁾

Dans l'espace de quelques jours, M. Wehner devait donner plusieurs interviews dans le même sens qui montrent que la réaction des sociaux-démocrates n'était pas un "jugement carrément hostile", ainsi que l'a écrit M. Terrenoire dans son rapport.¹⁵⁾ Pour un parti d'opposition, il est au contraire frappant de voir à quel point le S.P.D.

-
- 11) Voir par exemple Frankfurter Allgemeine Zeitung, 2 février 1963 (réd. de Bonn), et Die Welt, 2 février 1963 (corr. à Bonn). Des formules légèrement différentes devaient aussi faire leur apparition. On les attribua parfois à d'autres hommes politiques.
- 12) Voir par exemple Süddeutsche Zeitung, 2 février 1963 (corr. à Bonn), et Stuttgarter Zeitung, 2 février 1963 (réd. de Bonn). Les partis allemands étaient en effet également mécontents du fait que le but de la réunification de l'Allemagne n'était pas mentionné dans le Traité, ainsi que le gouvernement fédéral tâchait généralement de le faire dans les accords internationaux.
- 13) Süddeutsche Zeitung, 2 février 1963 (corr. à Bonn).
- 14) Voir tous les grands quotidiens allemands du 2 février 1963.
- 15) Louis TERRENOIRE. "Rapport fait au nom de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale sur le projet de loi autorisant la ratification du Traité du 22 janvier 1963". Journal officiel, Documents de l'Assemblée Nationale, n° 307, mis en distribution le 11 juin 1963, p. 30.
Cité ci-après comme Rapport Terrenoire.

Le paragraphe consacré à l'attitude des sociaux-démocrates est repris (sans indication de source) par : Edmond JOUVE. Le général de Gaulle et la construction de l'Europe (1940-1966). 2 tomes. Paris : Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1967, tome I, p. 473.

réagissait officiellement avec modération, alors qu'il avait mis tant d'espoirs dans l'élargissement de la C.E.E. Par contre, M. Erhard ne retenait pas sa déception et son amertume. Dans une interview retentissante accordée à la Süddeutsche Zeitung quelques jours après l'échec de Bruxelles, il devait insinuer que l'amitié franco-allemande, si ancrée dans les coeurs des hommes, n'avait peut-être pas eu besoin d'une consécration politique.¹⁶⁾ Il souligna qu'il ne voulait pas se servir du Traité pour faire pression sur la France, mais qu'il fallait "l'examiner encore une fois à fond pour en connaître tous les aspects et les conséquences politiques, économiques et militaires". Pour ce qui est de la ratification, elle ne devait avoir lieu que lorsqu'elle serait, aux yeux des Américains et de tous les pays européens, "affranchie des soupçons et d'autres idées fausses"¹⁷⁾. L'attitude du futur chancelier à l'égard du Traité était ainsi plus critique que celle de l'opposition et rejoignait celle des libéraux, alors que M. Schröder recommandait la ratification rapide.

Cependant, lors du débat du 7 février 1963, le S.P.D. devait prendre position plus nettement que les partis de la majorité, qui semblaient pour l'instant indécis. M. Ollenhauer, le président du S.P.D., souhaitait voir les deux gouvernements s'engager, "dans des déclarations qui fassent partie de ce Traité", à insérer la coopération franco-allemande dans le cadre de l'O.T.A.N. et de la C.E.E. et à renforcer ces deux organisations. Il précisa que des déclarations unilatérales du Bundestag ou du gouvernement ne suffisaient pas et qu'il "ne peut s'agir que de déclarations qui engagent les d e u x partenaires"¹⁸⁾. Les orateurs des libéraux et des chrétiens-démocrates ne devaient

16) Au cours du débat de ratification, M. Mende (F.D.P.) devait également dire que l'amitié franco-allemande n'avait "pas eu besoin d'un traité formel comme dernier sceau" (voir infra, p. 139). - Dans une interview accordée en été 1964 à l'hebdomadaire Die Zeit, M. Schröder déclarera : "Je ne suis pas sûr si, pour sceller cette amitié, un traité aurait été nécessaire." : Werner HÖFER. "Übelnehmen gilt nicht... Kampener Gespräch mit Bundesausßenminister Schröder". Die Zeit, 19 (34), 21 août 1964, p. 3. - (Voir aussi supra, p. 87-88, ainsi qu'infra, p. 203.)

17) "'Wir wollen nicht auf zwei Schultern tragen' - Hans Ulrich Kempfski interviewt Ludwig Erhard". Süddeutsche Zeitung, 5 février 1963.

18) Deutscher Bundestag, 58. Sitzung, 7 février 1963, p. 2604 A-B.

pas entrer dans cette discussion. M. Mende n'y fit aucune allusion, et M. Schröder s'employa à démontrer que le Traité était acceptable tel quel, puisqu'il ne marquait "aucun tournant" et qu'il ne signifiait nullement "que nous souscrivions sans plus à une politique française"¹⁹⁾.

C'est à la suite de ce débat, auquel il prit une part active, que le chancelier Adenauer devait décider de défendre personnellement le Traité non seulement devant le Bundestag, mais aussi devant le Bundesrat, où il n'avait plus mis les pieds depuis 1955. Il devait prendre la parole à chacun des débats et mettre tout son poids dans la balance pour empêcher que la solution esquissée par M. Ollenhauer l'emporte. Il savait évidemment que le général n'aurait jamais accepté de rouvrir les négociations pour adjoindre au Traité des déclarations dans le sens souhaité par les parlementaires allemands, et l'éclat aurait été inévitable. S'il est vrai que le gouvernement pouvait compter sur une majorité confortable au Bundestag, il est vrai aussi que celle-ci n'était atteinte qu'avec les voix F.D.P. D'autre part, M. Adenauer espérait que le Traité ne serait pas adopté contre les voix du S.P.D., le parti qui avait la plus longue tradition de la réconciliation franco-allemande. Pour les sociaux-démocrates, il était également préférable de ne pas voter contre ce premier Traité d'amitié entre les deux pays voisins si longtemps ennemis.

Nous avons déjà vu que M. Schröder souhaitait une ratification rapide du Traité ; il devait aussi être contre le "préambule" finalement adopté par le Bundestag. Cela peut surprendre compte tenu des objectifs exprimés dans ce texte, qu'il s'agisse de la coopération particulièrement étroite avec les Etats-Unis, de l'admission de la Grande-Bretagne à la C.E.E. ou de l'intégration militaire dans le cadre de l'O.T.A.N. En fait, M. Schröder, juriste, était persuadé que le Traité n'entraverait en rien la politique allemande ; nous avons vu qu'il devait dire plus tard que ce document ne comportait pas une véritable obligation de se consulter.²⁰⁾ Au cours du débat de ratification au Bundestag, il devait répéter que le Traité laissait au

19) Op. cit., p. 2637 A.

20) Voir supra, p. 110.

gouvernement fédéral "la pleine liberté de développer la politique dont tout le monde sait qu'elle est la notre"²¹⁾ et qu'il n'y avait "aucun objectif de la politique allemande qui soit, par ce Traité, bloqué, changé ou empêché"²²⁾. A ses yeux, un préambule interprétatif faisant partie de la loi de ratification n'était donc pas nécessaire. Mais il avait d'autres raisons pour s'opposer à une telle solution, qu'il devait expliquer plus en détail le 13 novembre 1964 devant le Bundestag : premièrement, il craignait que la liberté d'action du gouvernement fédéral ne fût restreinte si cette pratique devait se répandre dans le domaine des traités internationaux ; rappelons que le gouvernement allemand avait souvent des problèmes d'interprétation dans ce domaine à cause de Berlin et du problème de la réunification. Deuxièmement, il estima qu'il était "toujours très fâcheux" pour le partenaire de se voir présenter plus tard un texte autre que celui que l'on avait signé à l'origine. M. Schröder considérait pourtant que le contenu du "préambule" était et restait "à cent pour cent juste".²³⁾ Il n'était donc pas opposé au vote d'une simple résolution du même contenu.

Le Traité devant le Bundesrat

Après les difficultés initiales et la résistance de plusieurs ministres, le gouvernement fédéral devait quand même, au cours du conseil de cabinet qui suivait la séance houleuse du 30 janvier, adopter le projet de loi de ratification et le transmettre aussitôt au Bundesrat. D'après l'article 76, alinéa 2, de la Loi fondamentale, celui-ci pouvait alors, dans un délai de trois semaines, émettre un avis sur ce projet, et il devait se prononcer en même temps sur la question de savoir si la loi requérait son approbation ou non.

Au Bundesrat, chacun des dix Länder (onze avec Berlin) est représenté par trois à cinq membres, suivant l'importance de sa population ; le vote de chaque délégation est unanime et fixé par le gouvernement du Land. Au moment de la ratification du Traité, il y avait six Länder

21) Deutscher Bundestag, 73. Sitzung, 25 avril 1963, p. 3440 B.

22) Op. cit., 3441 B.

23) Deutscher Bundestag, 147. Sitzung, 13 novembre 1964, p. 7231 C-D.

à gouvernement C.D.U. ou C.S.U. et quatre à gouvernement S.P.D. Les Länder chrétiens-démocrates étant les plus peuplés, cela donnait 26 voix à la C.D.U.-C.S.U. et 15 au S.P.D. Dans les commissions, par contre, ou chaque Land a un représentant et ou Berlin (S.P.D.) a également le droit de vote, les chrétiens-démocrates n'avaient qu'une majorité d'une voix.

Le débat du 1er mars 1963 fut ouvert par M. Willy Brandt, alors bourgmestre de Berlin et rapporteur de la commission des Affaires étrangères du Bundesrat. Il se concentra tout de suite sur l'avis que le Bundesrat souhaitait transmettre au gouvernement. En effet, aussi bien la commission des Affaires étrangères que celle de la défense, au nom desquelles M. Brandt présenta un rapport oral²⁴⁾, avaient estimé nécessaire de voter avec la loi de ratification une déclaration interprétative pour éliminer enfin tous les malentendus. Les membres des deux commissions avaient également été d'accord sur le contenu d'une telle déclaration. Cependant, en ce qui concerne sa forme, trois propositions avaient été faites²⁵⁾ :

- Le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie (C.D.U.) avait proposé de voter simplement, avec la loi de ratification, une résolution interprétative. Cette proposition l'avait emporté à la commission des Affaires étrangères (par six voix contre cinq) et fut donc recommandée au Bundesrat, qui l'adopta. Son contenu essentiel (l'énumération des principaux objectifs politiques que le gouvernement devait faire avancer par l'application du Traité) correspondait presque exactement à celui du "préambule" voté plus tard au Bundestag²⁶⁾, et nous pouvons donc nous dispenser d'en parler ici. Naturellement, une résolution n'est qu'un vœu auquel un futur gouvernement pourrait théoriquement passer outre.
- Le Land de Hesse (S.P.D.) avait fait une proposition "dure" qui devait être rejetée en commission ainsi qu'en séance plénière.

24) Bundesrat, 254. Sitzung, 1er mars 1963, p. 19 D - 23 D.

25) Textes dans l'annexe : Bundesrat, 254. Sitzung, 1er mars 1963, p. 47-49. (Drucksachen 58/1/63, 58/2/63 et 58/3/63.)

26) Voir infra, p. 141-142.

En tant que rapporteur de la commission des Affaires étrangères, M. Brandt avait joué un rôle dans la rédaction de cette résolution et donc du futur "préambule". C'est sans doute pour cette raison qu'André

Il s'agissait d'énumérer, dans l'article 2 de la loi de ratification, les buts de la politique étrangère allemande auxquels devait servir le Traité, avec la mention expresse que "ceci doit être notifié lors de la communication selon III, 5 du Traité" (celle qui concerne l'entrée en vigueur du Traité). Dans un exposé des motifs joint à cette proposition, il est précisé que "si la France devait faire des objections à une telle prise de position allemande alors les craintes existantes seraient confirmées et la République fédérale serait obligée de tirer bientôt les conséquences qui conviendraient." Cela signifiait que de nouvelles négociations n'étaient nécessaires que si la France n'était pas d'accord avec ces buts, ce que le gouvernement fédéral avait toujours nié. Défendant au Bundesrat la position du Auswärtiges Amt, M. Carstens, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, devait souligner que "le Traité n'a pas besoin d'interprétation", et que la proposition du Land de Hesse demanderait une réouverture des négociations²⁷⁾ ; c'était admettre que la France y ferait des objections.

- Après l'échec de la proposition de la Hesse à la commission des Affaires étrangères, le Land de Hambourg (S.P.D.) y avait proposé un compromis qui consistait à joindre le texte de la résolution à la loi de ratification non pas comme partie intégrante, mais comme "formule d'introduction" ou "préambule". D'après l'initiateur de cette proposition, M. Nevermann, maire de Hambourg, de nouvelles négociations avec la France seraient ainsi évitées.²⁸⁾ Cependant, M. Schröder étant opposé à une telle solution, son secrétaire d'Etat devait la réfuter au Bundesrat, où il n'était pas nécessaire de prendre en considération les désirs du F.D.P. M. Carstens s'employa à convaincre son auditoire qu'un "préambule" à la loi de ratification, contraire à la pratique constitutionnelle allemande, demanderait la réouverture des négociations dans la mesure où on

Fontaine devait écrire plus tard que le "préambule" était "dû à la plume de M. Willy Brandt" : André FONTAINE. "Un contrat d'association". Le Monde, 21-22 janvier 1968.

27) Bundesrat, 254. Sitzung, 1er mars 1963, p. 40 A-B.

28) Op. cit., p. 32 B.

Le Land de Hambourg peut ainsi être considéré comme l'auteur du "préambule", même si celui-ci ne devait être voté qu'au Bundestag.

lui attribuait une force légale. Si, par contre, on ne lui en attribuait pas, alors il valait mieux voter une résolution plutôt que ce "préambule".²⁹⁾

Signalons encore que la commission des affaires culturelles du Bundesrat, particulièrement importante à cause de la compétence des Länder en la matière, devait également faire présenter un rapport oral. Ainsi que nous l'avons déjà vu plus haut³⁰⁾, le sénateur Dehmkamp (Brême, S.P.D.) fit connaître le "regret" des Länder à propos de la mention explicite des deux mémoranda dans le texte du Traité et exprima les "doutes" de la commission en ce qui concerne la nécessité de créer un nouvel organisme pour les échanges de jeunes. Il déclara cependant qu'il n'était pas nécessaire d'adopter officiellement ces observations, puisque la commission, "malgré ces quelques réserves, n'a pas d'objections de principe à faire contre le Traité"³¹⁾.

A la fin du débat, le Bundesrat devait voter sur les trois propositions qui lui étaient soumises. Celles des Länder sociaux-démocrates (la Hesse et Hambourg) étaient rejetées; alors que la résolution proposée par les chrétiens-démocrates était adoptée par une majorité de 29 voix avec 12 abstentions : Brême (S.P.D.) avait voté pour cette proposition, et les autres Länder sociaux-démocrates s'étaient abstenus, aucune délégation n'ayant voté contre. En adoptant la résolution proposée par la commission des Affaires étrangères, le Bundesrat avait aussi suivi la recommandation de celle-ci de ne pas faire d'objection à la loi de ratification suivant l'article 76, alinéa 2, de la loi fondamentale. Il estima donc que la loi de ratification ne requérait pas son approbation. - La résolution votée fut transmise au

29) Bundesrat, 254. Sitzung, 1er mars 1963, p. 40 B.

30) Voir supra, p. 101 et 103.

31) Bundesrat, 254. Sitzung, 1er mars 1963, p. 25 C.

gouvernement fédéral en tant qu'avis du Bundesrat sur le projet de loi. Le gouvernement l'approuva expressément et transmit le projet, avec l'avis du Bundesrat, au Bundestag.³²⁾

La ratification au Bundestag : le "préambule"

Au Bundestag, l'équilibre des forces était moins favorable aux chrétiens-démocrates : les voix F.D.P. y étaient nécessaires pour atteindre une majorité. Or, après le débat du 1er mars au Bundesrat, les libéraux penchaient de plus en plus pour l'adjonction d'un "préambule" tel que le Land de Hambourg (S.P.D.) l'avait proposé au Bundesrat. Qui plus est, un nombre croissant de députés C.D.U.-C.S.U. y étaient également favorables. Bientôt, la majorité des députés des deux partis gouvernementaux souhaitaient un "préambule". Cependant, le chancelier Adenauer, appuyé par son ministre des Affaires étrangères, s'opposait à une telle solution, craignant sans doute la réaction du général de Gaulle. Ce n'est que le 4 avril 1963, après les pressions américaines et européennes que nous avons vues³³⁾, qu'il devait l'accepter ; une délégation composée de députés libéraux et chrétiens-démocrates s'était rendue spécialement à Cadenabbia où il passait des vacances, pour le convaincre.³⁴⁾ Dès le lendemain, un porte-parole du gouvernement déclara qu'un tel "préambule" n'aurait pas de répercussions sur le plan du droit international.

Le gouvernement français réagit avec calme. Le 9 avril 1963, M. Schröder eut un entretien avec M. Couve de Murville après lequel il annonça

32) Le texte de la résolution votée par le Bundesrat ainsi que le texte de la prise de position du gouvernement sur celle-ci sont joints en annexe au projet de loi soumis au Bundestag par le gouvernement fédéral : Deutscher Bundestag, Drucksache IV/1157, 26 mars 1963, p. 10.

33) Voir supra, p. 125

34) Nous ne comprenons pas comment Edmond Jouvé a pu écrire que "le 8 mai à la suite d'une initiative socialiste, une majorité se dégage" en faveur de l'adjonction d'un "préambule", texte "dont le parti libéral a pris l'initiative" et que le chancelier Adenauer aurait accepté "à Cadenabbia, en juin 1963". Nous verrons que ce sont les chrétiens-démocrates qui devaient finalement proposer le vote d'un "préambule" au Bundestag. (Edmond JOUVÉ, Le général de Gaulle et la construction de l'Europe, p. 349, et note n° 153.)

qu'il n'y aurait pas de "préambule" en France, mais que l'esprit de celui-ci trouverait son expression dans l'exposé des motifs du projet de loi. Officiellement, Paris devait continuer à affirmer qu'il n'y avait pas de désaccord et que le "préambule" n'enlevait rien à la valeur du Traité. On sut cependant rapidement que le général de Gaulle y avait réagi avec amertume. Au cours d'un entretien qu'il eut à Saint-Dizier avec M. Willy Brandt le 24 avril 1963, donc la veille du premier débat de ratification au Bundestag, il critiqua vivement le "préambule" dont il tenait les sociaux-démocrates pour responsables.³⁵⁾ M. Brandt devait pourtant également avoir des entretiens avec le Premier ministre français, M. Pompidou, ainsi qu'avec M. Couve de Murville, et repartit donc assuré que la France n'agirait pas contre le "préambule".

Le premier débat au Bundestag eut lieu le 25 avril 1963. Après un bref discours d'ouverture du chancelier Adenauer, le député Ernst Majonica, expert en politique étrangère du groupe C.D.U.-C.S.U., prit la parole. Il annonça que son groupe avait l'intention de proposer, à la commission des Affaires étrangères ainsi qu'en séance plénière, l'adjonction de la résolution adoptée par le Bundesrat comme préambule à la loi de ratification. Il souligna l'avantage d'un tel "préambule" sur une simple résolution :

"Ancré dans la loi, il liera plus nettement aussi les gouvernements à venir, au-delà de la législature actuelle."³⁶⁾

L'opposition social-démocrate abandonna tacitement son exigence initiale d'une déclaration faisant partie du Traité et engageant les deux partenaires. M. Wehner se déclara d'accord avec une précision qui engage le gouvernement fédéral devant la loi.³⁷⁾ Quant aux libéraux, ils restaient visiblement embarrassés. Leur président, M. Mende, devait dire ouvertement que son parti pensait qu'un esprit nouveau régnait aujourd'hui entre la France et l'Allemagne "qui, à vrai dire, n'avait pas eu besoin d'un traité formel comme dernier sceau"³⁸⁾.

35) Voir surtout : André FONTAINE, Le Monde, 28-29 avril 1963, p. 1. Voir aussi infra, p. 144-145.

36) Deutscher Bundestag, 73. Sitzung, 25 avril 1963, p. 3423 D.

37) Op. cit., p. 3434 C.

38) Op. cit., p. 3436 B.

Quant à M. Schröder, nous avons vu qu'il devait souligner la portée limitée du Traité ; il ajouta sans insister qu'il considérerait le vote d'une résolution, à l'instar de celle adoptée par le Bundesrat, comme suffisant.³⁹⁾

Après cette première lecture, le projet de loi fut envoyé aux commissions compétentes du Bundestag, la commission des Affaires étrangères, la commission de la défense et la commission des affaires familiales et de la jeunesse. Quinze jours plus tard, le professeur Hans Furler, député C.D.U. et ancien président du Parlement européen, devait présenter le rapport de la commission des Affaires étrangères, qui contenait également les "avis" donnés par les deux autres commissions.⁴⁰⁾ Nous avons déjà cité à maintes reprises ce document dont une large partie est consacrée à donner des précisions sur les différents articles du Traité et à réfuter l'une après l'autre les objections qui avaient été faites contre le Traité. Ces objections concernaient surtout l'incompatibilité avec l'esprit des traités de Rome et de l'O.T.A.N. et devaient donc être réfutées surtout par des affirmations de bonne volonté de la part du gouvernement.

Le 16 mai 1963 eut lieu le deuxième débat au Bundestag et le scrutin final. M. Furler (C.D.U.) prit d'abord la parole pour recommander aux députés, au nom de la commission des Affaires étrangères, l'adoption de la loi de ratification précédée d'un préambule. Le second rapporteur, M. Carlo Schmid (S.P.D.), éminent spécialiste du droit international et champion de la réconciliation franco-allemande, entreprit ensuite de "compléter" sur certains points le rapport de M. Furler. Il tint surtout à faire connaître ce qu'il estima être "l'avis unanime" des membres de la commission sur la portée légale du "préambule", sur laquelle il n'y avait pas eu de vote :

"Il fut exprimé dans la commission que le préambule (...) impose aux organes de la République fédérale l'obligation l é g a l e

39) Op. cit., p. 3441 B.

40) Hans FURLER. "Schriftlicher Bericht des Ausschusses für auswärtige Angelegenheiten über den Gesetzentwurf zu dem Vertrag vom 22. Januar 1963". Deutscher Bundestag, Drucksache IV/1252, 8 mai 1963, p. 8.
Cité ci-après comme Rapport Furler.

d'agir en concordance avec son contenu. Le préambule est une partie de la loi et a tout autant de force légale que la partie signée de celle-ci."41)

M. von Brentano, parlant au nom du groupe C.D.U.-C.S.U., ne contredit pas cette interprétation. Il souligna que le gouvernement français venait de donner, dans l'exposé des motifs de la loi de ratification présenté le 10 mai 1963 à l'Assemblée nationale par M. Couve de Murville⁴²⁾, "des explications dont je pense qu'elles correspondent pleinement à nos idées"⁴³⁾. Après une intervention de M. Mende et finalement du chancelier Adenauer, le vote final eut lieu. Au Bundestag, les voix ne sont comptées qu'exceptionnellement, en cas de doute. Ce n'était pas nécessaire à cette occasion, et le président en exercice annonça donc simplement que la loi de ratification avait été adoptée "contre quelques voix et avec quelques abstentions par une majorité très large"⁴⁴⁾. D'après la plupart des sources, il y eut cinq voix contre, quatre S.P.D. et une F.D.P., et quatre abstentions. Le Traité franco-allemand a donc été approuvé par le Bundestag à une majorité écrasante. Ainsi que le prévoit l'article 77, alinéa 1er, de la Loi fondamentale, la loi de ratification fut ensuite retransmise au Bundesrat. Celui-ci l'approuva, le 31 mai 1963, à l'unanimité de ses membres.

Cependant, ce résultat imposant n'a pu être obtenu que grâce à l'adjonction du préambule suivant à la loi de ratification :

"Convaincu

- que le Traité du 22 janvier 1963 entre la République fédérale d'Allemagne et la République française approfondira et concrétisera la réconciliation et l'amitié entre le peuple allemand et le peuple français ;

constatant

- que ce Traité n'affecte pas les droits et obligations découlant des traités multilatéraux conclus par la République fédérale d'Allemagne ;

41) Deutscher Bundestag, 77. Sitzung, 16 mai 1963, p. 3745 B.

42) Voir infra, p. 147.

43) Deutscher Bundestag, 77. Sitzung, 16 mai 1963, p. 3750 B.

44) Op. cit., p. 3754 D.

décidé

- à servir par l'application de ce Traité les grandes tâches qui dirigent la politique de la République fédérale d'Allemagne et qu'elle préconise depuis des années, en commun avec les autres pays alliés avec elle,

à savoir

le maintien et la consolidation de l'entente entre les peuples libres, avec une coopération particulièrement étroite entre l'Europe et les Etats-Unis d'Amérique,

l'application du droit à l'autodétermination au peuple allemand et le rétablissement de l'unité allemande,

la défense commune dans le cadre de l'alliance de l'Atlantique Nord et l'intégration des forces des pays appartenant à cette alliance,

l'unification de l'Europe en suivant la voie amorcée par la création des Communautés européennes et en incluant la Grande-Bretagne ainsi que les autres pays disposés à une adhésion, et la consolidation de ces Communautés,

la suppression des barrières douanières par des négociations menées entre la Communauté économique européenne, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis d'Amérique ainsi que d'autres pays dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ;

conscient

- qu'une coopération germano-française axée sur ces buts profitera à tous les peuples, servira la paix dans le monde et, par là, servira en même temps les intérêts des peuples allemand et français ;
- le Bundestag a adopté la loi suivante..."⁴⁵⁾

Répetons qu'il s'agit d'un préambule à la loi de ratification et non pas, comme on le lit souvent, et même dans des ouvrages plus spécialisés⁴⁶⁾, d'un préambule adjoint au Traité. A cause de cet emploi inhabituel, nous préférons pourvoir le mot "préambule", utilisé seul,

45) Traduction officielle citée d'après : Bulletin de l'Office de presse et d'information du Gouvernement fédéral (édition française), n° 19, 22 mai 1963, p. 1.

Egalement dans : Rapport Terrenoire, p. 24-25 ; Documentation française, Articles et Documents, n° 1388, 16 mai 1963 ; Le Monde, 10 mai 1963, p. 4.

Texte allemand dans : Rapport Furler, p. 10.

46) Edmond JOUVE, Le général de Gaulle et la construction de l'Europe, tome I, p. 356 et 361. - Gilbert ZIEBURA, Die deutsch-französischen Beziehungen seit 1945. Mythen und Realitäten. Pfullingen : Neske Verlag, 1970, p. 117 et 119. - François BONDY und Manfred ABELEIN, Deutschland und Frankreich. Geschichte einer wechsellvollen Beziehung. Düsseldorf/Wien : Econ Verlag, 1973, p. 217 et 218.

de guillemets, ainsi qu'on l'a parfois fait en dehors de la République fédérale. Un préambule est normalement la "partie initiale d'un traité qui en précède le dispositif" et contient l'énumération des Etats contractants, l'exposé des motifs et l'indication de l'objet.⁴⁷⁾ Ainsi que l'écrit le professeur Charles Rousseau, il s'agissait donc d'une "appellation techniquement inexacte", mais "admissible dans la mesure où elle ne visait que le préambule à la loi autorisant la ratification"⁴⁸⁾. Si l'adjonction d'un préambule à une loi autorisant la ratification d'un traité suivant l'article 59 de la Loi fondamentale ne correspondait pas à la pratique constitutionnelle allemande, ainsi que le secrétaire d'Etat Carstens l'avait rappelé au Bundesrat, ce procédé n'était pourtant "défendu nulle part", comme le lui avait répondu M. Nevermann, l'auteur de cette proposition.⁴⁹⁾ Il est évident que ce "préambule" n'engageait que le gouvernement de Bonn et non pas celui de Paris. Dans tous ses articles du Figaro se rapportant à ce sujet, M. André François-Poncet a également fait la confusion avec un véritable préambule⁵⁰⁾; ceci l'a amené à des conclusions contestables :

"(Les dirigeants et les députés allemands) ont fait précéder le texte signé par les deux gouvernements d'un préambule (...). Les juristes soutiennent que ce préambule, de nature unilatérale, et qui n'a pas été négocié et approuvé par les deux signataires du traité, est sans valeur juridique. Il n'en est pas moins vrai que, sans lui, le traité n'aurait pas été ratifié par les Assemblées de Bonn. On est donc fondé à le considérer comme une partie intégrante dudit traité."⁵¹⁾

47) Dictionnaire de la Terminologie du Droit International. Paris : Sirey, 1960, p. 465.

48) Charles ROUSSEAU. "Allemagne et France. Entrée en vigueur du traité de coopération signé le 22 janvier 1963. Problème des réserves à la ratification". Revue Générale de Droit International Public, tome 67, 1963, p. 877.

49) Bundesrat, 254. Sitzung, 1er mars 1963, p. 40 B et 40 C.

50) André FRANÇOIS-PONCET, Le Figaro, 24 juin 1963, 8 juillet 1963, 13-14 juillet 1963, 23 septembre 1963, 22 décembre 1964. Reproduit dans : André FRANÇOIS-PONCET. Au fil des jours. Propos d'un libéral, 1962-1965. Paris : Flammarion, 1966, p. 52, 53, 54, 57, 76, 205.

51) André FRANÇOIS-PONCET. "L'Europe dans l'impasse". Le Figaro, 24 juin 1963. - Reproduit dans : Au fil des jours, p. 52.

Il est certain que, pour le côté allemand, le "préambule" faisait partie intégrante du Traité. Pour ce qui est du gouvernement français, nous avons vu qu'il avait déclaré dès le début que lui-même exprimerait les mêmes idées dans l'exposé des motifs du projet de loi. Celui-ci fut adopté au conseil des ministres le 7 mai 1963 et précisait entre autres qu'il n'était en rien dérogé, par le Traité, aux engagements pris dans le cadre de l'Alliance atlantique et des Communautés européennes. Le gouvernement français fit ressortir qu'il n'y avait pas de désaccord sur l'interprétation du Traité. Dans son rapport présenté à l'Assemblée nationale, M. Terrenoire devait répéter ceci. Il affirma que "le préambule ne nous gêne (pas), sauf à faire au Gouvernement français un procès d'intention"⁵²⁾. Et de conclure :

"En résumé, il est donc faux de prétendre, comme on l'a fait, que le Préambule, qui a seulement explicité les intentions allemandes, aboutit à vider le traité de sa substance."⁵³⁾

M. Couve de Murville devait également déclarer, à l'Assemblée nationale, que ceux qui prétendaient que le "préambule" adopté par le Bundestag "vidait le traité lui-même de toute substance" semblaient "aller un peu loin, ou peut-être espérer un peu trop"⁵⁴⁾.

Il est cependant tout à fait évident que cette répétition de tous les buts de la politique allemande ne pouvait guère faire plaisir au gouvernement français, qui avait justement espéré amener Bonn peu à peu à abandonner ces objectifs. M. François-Poncet avait donc raison d'écrire que ce "préambule" allemand "enlevait au traité une partie de ce qui lui conférait, à nos yeux, sa valeur", même si "nous avons feint de l'ignorer, de le tenir pour inexistant"⁵⁵⁾. Lorsqu'il écrivait ces paroles, le Traité avait déjà déçu la France, et le général de Gaulle avait lui-même fait une première petite allusion publique au "préambule" en soulignant que l'on avait signé le

52) Rapport Terrenoire, p. 26.

53) Op. cit., p. 27.

54) Journal officiel, Assemblée Nationale, 21e séance, 12 juin 1963, p. 3318.

55) André FRANÇOIS-PONCET. "Malaise franco-allemand". Le Figaro, 22 décembre 1964. - Reproduit dans : Au fil des jours, p. 205.

Traité "sans restriction ni préambule"⁵⁶⁾. Encore deux ans plus tard, il devait s'exprimer de façon absolument claire sur ce point. En prononçant, dans sa conférence de presse du 28 octobre 1966, un véritable réquisitoire contre la politique du gouvernement fédéral, il reprocha aux Allemands d'avoir appliqué "non pas notre traité bilatéral, mais le préambule unilatéral qui en changeait tout le sens et qu'eux-mêmes y avaient ajouté"⁵⁷⁾. M. Couve de Murville devait également écrire plus tard que le "préambule" visait "à vider le texte de sa substance"⁵⁸⁾, et M. Seydoux estima qu'il réduisit la valeur du Traité et "modifiera l'esprit de l'accord"⁵⁹⁾.

56) Discours prononcé à Strasbourg, le 22 novembre 1964 : Charles DE GAULLE. Discours et messages. 5 tomes. Paris : Plon, 1970, tome IV, p. 314.

57) Op. cit., tome V, p. 101-102. - (Voir aussi infra, p. 255.)

58) Maurice COUVE DE MURVILLE. Une politique étrangère 1958-1969. Paris : Plon, 1971, p. 104.

59) François SEYDOUX. Mémoires d'outre-Rhin. Paris : Grasset, 1975, p. 308.

2° La ratification en France

La Constitution de 1958 prévoit, dans l'article 52, alinéa 1er, que c'est le Président de la République qui négocie et ratifie les traités. Cependant, l'approbation du Parlement est nécessaire dans certains cas en vertu de l'article 53, alinéa 1er, de la Constitution :

"Les traités de paix, les traités de commerce, les traités ou accords relatifs à l'organisation internationale, ceux qui engagent les finances de l'Etat (...) ne peuvent être ratifiés ou approuvés qu'en vertu d'une loi."

A l'issue du conseil des ministres du 24 janvier 1963, M. Alain Peyrefitte, ministre de l'information, annonça que le gouvernement avait l'intention de soumettre le Traité au Parlement.⁶⁰⁾ En application de l'article 39, alinéa 2, de la Constitution, le projet de loi autorisant la ratification du Traité fut d'abord transmis au Conseil d'Etat pour avis. L'urgence ayant été déclarée par le gouvernement, le texte fut soumis à la Commission permanente. Le 6 mai 1963, celle-ci devait émettre un avis favorable.⁶¹⁾ Elle s'était posée la question de savoir si le gouvernement avait bien le droit de soumettre le Traité à l'approbation du Parlement, c'est-à-dire si celui-ci rentrait dans une des catégories visées dans l'article 53, alinéa 1er, de la Constitution. Elle était arrivée à la conclusion qu'en interprétant largement cet article, et malgré le caractère très général des dispositions du Traité, il était possible d'estimer que celui-ci relevait de la volonté de paix des deux pays et était relatif à l'organisation internationale.

Le gouvernement français, pour lequel les avis du Conseil d'Etat sont de toute façon facultatifs, tenait évidemment à la ratification

60) Le général de Gaulle aurait préféré une ratification par référendum, qu'il avait aussi proposée pour l'Union politique des Six. La Loi fondamentale de la République fédérale ne prévoit cependant pas une telle possibilité. Cette hypothèse n'avait donc pas été évoquée au conseil des ministres.

61) Conseil d'Etat, Commission permanente, document n° 2.672 CP, 6 mai 1963, rapporteur Ph. SURUN.
Les avis du Conseil d'Etat ne sont pas publiés.

parlementaire pour maintenir l'équilibre avec la procédure allemande.⁶²⁾ Il devait souligner à plusieurs reprises que la Constitution ne l'obligeait nullement à demander l'autorisation du Parlement, mais que cette voie avait été choisie délibérément pour donner plus de solennité à l'acte de ratification.⁶³⁾ Dès le 7 mai 1963, le conseil des ministres adopta l'exposé des motifs du projet de loi⁶⁴⁾ qui fut présenté à l'Assemblée nationale par M. Couve de Murville le 10 mai, juste à temps pour que le gouvernement allemand puisse encore en tirer argument lors du dernier débat de ratification au Bundestag, le 16 mai. L'exposé des motifs développe deux sortes d'arguments, qui seront repris, cités et élaborés par les rapporteurs et par nombre d'orateurs de la majorité dans les deux assemblées. Premièrement, il estime que, malgré le "préambule" allemand, il n'y a pas de désaccord entre la France et l'Allemagne sur l'interprétation du Traité. Cette phrase sera la plus citée :

"Il va de soi qu'il n'est en rien dérogé par ces dispositions aux engagements antérieurement assumés par l'un ou l'autre des deux Etats, qu'il s'agisse en particulier dans le domaine de la défense de l'Alliance atlantique ou des accords de Paris de 1954, et dans le domaine économique des communautés européennes existantes."⁶⁵⁾

62) Le professeur Le Roy a estimé que le Parlement n'avait pas à connaître du Traité parce que, "par la nullité de son contenu", celui-ci ne rentrait pas dans une des catégories visées dans l'article 53 de la Constitution : F. LE ROY. Les relations internationales depuis 1945. Paris : I.E.P., 1966, fascicule II, p. 149.

63) Voir notamment la déclaration du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, M. Michel Habib-Deloncle, le 21 mai 1963, devant le Sénat : Journal officiel, Sénat, 21 mai 1963, p. 1110.

Le 23 mai 1963, le général de Gaulle devait s'exprimer dans le même sens dans une lettre adressée au chancelier Adenauer. (Voir le discours de M. Adenauer, le 24 mai 1963, à la 7e Conférence franco-allemande, à Bad Godesberg : Deutschland und Frankreich im Spiegel des Vertrages VII. Deutsch-Französische Konferenz, Bad Godesberg, 24.-26. Mai 1963. Bonn : Schriftenreihe des Deutschen Rates der Europäischen Bewegung, Heft 15, 1963, p. 15.)

Le 13 juin 1963, le Premier ministre, M. George Pompidou, fit également une allusion en ce sens : Journal officiel, Assemblée Nationale, 22e séance, 13 juin 1963, p. 3362.

64) Exposé des motifs et projet de loi : Journal officiel, Documents de l'Assemblée Nationale, n° 231, annexe au procès-verbal de la séance du 10 mai 1963.

65) Op. cit., p. 3.

Deuxièmement, il souligne que la France et l'Allemagne auraient préféré signer un traité à six plutôt qu'à deux, et que le gouvernement français, pour sa part, "est prêt à engager des discussions à cet effet à tout moment"⁶⁶⁾. - Ces deux arguments devaient servir de réponse à toutes les attaques contre le Traité. Car le gouvernement français était bien résolu à ne pas admettre ni "préambule", ni amendement ; nous verrons que le règlement de l'Assemblée nationale et la Constitution lui en donnaient la possibilité.

La ratification à l'Assemblée nationale

Après l'adoption du "préambule" par le Bundestag, le 16 mai 1963, l'opposition "européenne" de l'Assemblée nationale - les groupes du Centre démocratique (M.R.P.) et du Rassemblement démocratique (Parti radical) ainsi que les socialistes (S.F.I.O.) - chercha malgré tout un moyen de présenter un front commun face au "oui" massif de la majorité et au "non" déjà acquis du parti communiste. Or, l'article 128 du règlement de l'Assemblée nationale semblait catégorique :

"Lorsque l'Assemblée est saisie d'un projet de loi autorisant la ratification d'un traité ou l'approbation d'un accord international non soumis à ratification, il n'est pas voté sur les articles contenus dans ces actes et il ne peut être présenté d'amendement.

L'Assemblée conclut à l'adoption, au rejet ou à l'ajournement du projet de loi."⁶⁷⁾

Il ne restait donc que la demande d'ajournement, procédure qui devait cependant soulever des réserves puisqu'on ne désirait pas vraiment ajourner le débat. De toute façon, l'accord ne s'annonçait guère facile entre les trois groupes qui allaient finalement choisir trois voies différentes lors du scrutin sur le Traité : le "oui", l'abstention et le "non". Le 6 juin 1963, leurs représentants se réunirent et décidèrent de rédiger en commun une motion d'ajournement. Voici le texte de ce premier projet :

66) Op. cit., p. 5.

67) Cité d'après : Journal officiel, Assemblée Nationale, 23e séance, 13 juin 1963, p. 3373 et p. 3374.

"L'Assemblée nationale décide d'ajourner la ratification du traité franco-allemand tant que le projet qui lui est soumis à cette fin ne comportera pas un préambule dans l'esprit de celui voté par le Parlement allemand.

Ce préambule devrait préciser que s'il est important que soit renforcé et consacré l'effort engagé depuis quinze ans pour rapprocher la France et l'Allemagne, il est en même temps impérieux que soit affirmée la volonté française de ne pas laisser s'opposer cette réconciliation :

1° A la poursuite de l'édification d'une communauté démocratique des peuples d'Europe fondée sur des transferts de souveraineté limités et progressifs à des institutions communautaires ;

2° Au renforcement de la coopération entre l'Europe et les Etats-Unis, notamment par l'intégration des forces militaires."68)

Mais lorsque ce projet fut soumis à l'ensemble du groupe parlementaire du Centre démocratique, la veille de l'ouverture du débat à l'Assemblée nationale, plusieurs de ses membres, et notamment MM. Pleven et Pflimlin, le jugèrent trop dur et firent des réserves sur la procédure d'ajournement. Un des députés du groupe, M. Coste-Floret, pensa alors avoir trouvé un moyen de plaider la recevabilité d'un amendement malgré l'article 128 du règlement, et le Centre démocratique décida de proposer l'adoption de l'"amendement Charpentier", que ce député avait déjà déposé, puis retiré au cours de l'examen du Traité à la commission des Affaires étrangères. Voici le texte de l'"amendement Charpentier" tel qu'il devait être défendu par M. Coste-Floret :

"Ajouter en tête de l'article unique du projet de loi le membre de phrase ci-dessous :

"En vue de renforcer l'entente entre la France et l'Allemagne, de poursuivre l'unification politique de l'Europe selon la voie tracée par la création des communautés européennes et de mieux assurer la défense commune dans le cadre de l'O.T.A.N. ainsi que l'intégration des forces armées des Etats membres, est autorisée la ratification du traité..."69)

En fait, le Centre démocratique ne croyait pas qu'il fût possible de voter sur le texte de l'amendement, mais il espérait obtenir du président de l'Assemblée nationale, qui est libre de consulter

68) Texte intégral dans Le Monde, 13 juin 1963, p. 6.

69) Texte lu par M. COSTE-FLORET : Journal officiel, A.N., 23e séance, 13 juin 1963, p. 3373.

l'Assemblée à ce sujet, un scrutin sur sa recevabilité. Un tel vote semblait plus constructif que celui d'une motion d'ajournement. Le 12 juin 1963, le jour même de l'ouverture du débat, le Centre démocratique présenta son amendement aux représentants des deux autres groupes parlementaires intéressés ; ceux-ci se déclarèrent prêts à s'y associer, à condition que le groupe du Centre démocratique s'engage à voter la motion d'ajournement si, comme cela était prévisible, l'amendement devait être déclaré irrecevable. Plusieurs membres du Centre démocratique annoncèrent alors qu'ils ne voteraient pas la motion d'ajournement sous sa forme actuelle. Pour pouvoir conclure l'accord, un nouveau texte fut donc rédigé, également par M. Coste-Floret, et reçut l'approbation des trois groupes de l'opposition "européenne". Ce texte enlevait le caractère ultimatif au premier projet et évitait l'exigence expresse d'un "préambule" ; c'est lui qui devait être distribué et mis aux voix à l'Assemblée nationale :

"L'Assemblée nationale, constatant qu'il est nécessaire de réaffirmer la volonté de la France :

1° De poursuivre l'édification d'une communauté démocratique des peuples d'Europe fondée sur des transferts de souveraineté limités et progressifs à des institutions communautaires :

2° De renforcer la coopération entre l'Europe et les Etats-Unis d'Amérique, notamment par l'intégration des forces militaires,

ajourne l'autorisation de ratifier le traité franco-allemand du 22 janvier 1963."70)

*
* * *

Le 12 juin 1963 fut ouvert le débat à l'Assemblée nationale. En application de l'article 45 de la Constitution, le gouvernement déclara d'abord l'urgence du projet de loi. M. Louis Terrenoire ouvrit ensuite la discussion en présentant le rapport de la commission des Affaires étrangères. Cette première séance s'acheva sur une intervention de M. Couve de Murville qui défendit le Traité au nom

70) Texte lu par le président de l'Assemblée nationale, M. Jacques CHABAN-DELMAS : op. cit., p. 3374. - (Nous avons corrigé ce qui est sans doute une faute d'impression : "le traité franco-allemand du 23 janvier 1963".)

du gouvernement. La discussion sera poursuivie au cours de deux séances tenues le 13 juin.

Avant de parler de ce débat, il nous paraît nécessaire de dire quelques mots du rapport de M. Terrenoire, que nous avons déjà cité à plusieurs reprises. Nous avons vu qu'il présente largement un point de vue gouvernemental ; il avait été adopté contre les voix des membres socialistes et communistes de la commission et recommandait, bien sûr, la ratification du Traité. Une comparaison avec le rapport correspondant du Bundestag montre qu'il est très long, mais aussi fort vague. Plus du tiers du texte est consacré aux aspects historiques et européens, et on y trouve par exemple le texte intégral de la déclaration du 9 mai 1950 de M. Robert Schuman. Les objections contre le Traité sont réfutées simplement par de longues citations du rapport de M. Furler et des discours de MM. Adenauer et von Brentano, tous deux peu représentatifs de la majorité du Bundestag qui avait voté le "préambule". Les traductions sont négligées et parfois inexactes.⁷¹⁾ Qui plus est, on constate dans les longues citations contenues dans le rapport des omissions tendancieuses qui ne sont même pas indiquées par des points de suspension. Ainsi M. Terrenoire cite les explications de M. Furler sur le système des consultations réciproques instauré par le Traité, mais omet le passage suivant :

"Dans l'obligation de se consulter se trouve en même temps la limite du Traité. Compte tenu des divergences de vues qui existent aujourd'hui sur certains problèmes politiques fondamentaux entre les deux gouvernements, ni l'un ni l'autre ne peut se lier les mains au point de ne plus agir et figurer, à l'avenir, qu'en commun avec l'autre partenaire."⁷²⁾

71) C'est ainsi que M. Adenauer a déclaré au Bundestag qu'il avait rencontré M. Dean Rusk "im Frühsommer des vergangenen Jahres", donc au début de l'été de l'an dernier (Deutscher Bundestag, 77. Sitzung, 16 mai 1963, p. 3753), ce qui est traduit par : "aux premiers jours du printemps de l'an dernier" (Rapport Terrenoire, p. 29).

Edmond Jouve utilise la même traduction et n'indique aucune source pour les discours au Parlement allemand qu'il reproduit ; il cite d'ailleurs ce discours de M. Adenauer, ainsi qu'un discours de M. Wehner, dans le chapitre sur le vote au Bundesrat, alors que tous deux ont été prononcés au Bundestag. (Edmond JOUVE, Le général de Gaulle et la construction de l'Europe, tome I, p. 350-351.)

72) Rapport Furler, p. 4. - Omis dans : Rapport Terrenoire, p. 28.

Plus loin, M. Terrenoire cite longuement plusieurs passages du rapport de M. Furler sur la compatibilité du Traité avec les traités communautaires, mais omet cette phrase :

"En ce qui concerne les compétences qui ont déjà été déléguées aux Communautés, aucun changement ne peut être apporté."73)

Le rapport de M. Terrenoire ne présente donc guère un point de vue objectif sur le Traité.

Après les prises de position officielles du 12 juin 1963, la discussion générale sur le Traité se poursuit le 13 juin avec les interventions au nom des différents groupes de l'Assemblée. M. Guy Mollet confirme que les socialistes ne voteront pas le Traité et présenteront une motion d'ajournement. M. Maurice Faure stigmatise, au nom du groupe du Rassemblement démocratique, la politique européenne du gouvernement, et M. François Billoux réaffirme l'hostilité du parti communiste à ce "traité de malheur"⁷⁴⁾ qui, pour l'Allemagne, "aura pour principal résultat de lui donner des armes thermonucléaires"⁷⁵⁾. C'est le discours de M. Pompidou et la réponse de M. Pflimlin au nom du Centre démocratique qui représentent le principal point d'intérêt de ce débat. Le Premier ministre fait plusieurs remarques importantes concernant l'ensemble de la politique étrangère du gouvernement, et notamment cette phrase mémorable destinée à faire balancer les "européens" dans le camp des "oui" :

"Nous sommes convaincus que si la coopération européenne qui s'est instaurée depuis un certain nombre d'années déjà se poursuit, elle aboutira sans doute un jour à une Europe unie, peut-être intégrée, en somme à une fédération européenne."⁷⁶⁾

M. Pierre Pflimlin, après avoir dit clairement qu'il est résolu à approuver le Traité, relève dans le discours de M. Pompidou plusieurs allusions qui tendent à démontrer que des divergences d'esprit existent entre les gouvernements français et allemand et que donc un amendement serait nécessaire pour clarifier les choses. Il regrette vivement qu'un tel amendement ait été déclaré irrecevable et lance :

73) Rapport Furler, p. 5 - Omis dans : Rapport Terrenoire, p. 37.

74) Journal officiel, A.N., 22e séance, 13 juin 1963, p. 3355.

75) Op. cit., p. 3352.

76) Op. cit., p. 3348.

"Permettez-moi cependant de vous dire, monsieur le Premier ministre, que j'envie les parlementaires allemands, car ils ont, eux, la possibilité de s'exprimer."⁷⁷⁾

Et de conclure que ceux qui saisissent le seul moyen dont disposent les parlementaires français pour s'exprimer, la motion d'ajournement, ne sont donc "pas tellement blâmables"⁷⁷⁾. M. Pflimlin votera cette motion.

Le débat se poursuit au cours de la deuxième séance du 13 juin. Après la discussion générale, M. Coste-Floret prend la parole pour défendre l'amendement du Centre démocratique, dont le président de l'Assemblée a pourtant déjà fait savoir qu'il le considérerait comme irrecevable. D'autres orateurs ont fait allusion à ce que cette déclaration d'irrecevabilité est, comme l'exprime M. Guy Mollet, une "interprétation restrictive et, à mes yeux, abusive"⁷⁸⁾ du règlement, une interprétation qui - d'après M. Pflimlin - "pourrait être discutée"⁷⁷⁾. M. Coste-Floret dénonce d'abord "la brutalité avec laquelle l'enregistrement et la diffusion de cet amendement ont été refusés, l'habitude étant, en la matière, de faire distribuer ces amendements, la recevabilité étant appréciée en séance par la présidence"⁷⁹⁾. Il plaide ensuite en faveur de la recevabilité en se basant sur trois sortes d'arguments : des commentaires de l'article 128 du règlement de l'Assemblée nationale ; une lettre du président de l'Assemblée au président de la commission des lois en date du 21 juillet 1960 relevant un précédent ; et une comparaison du texte du règlement de l'Assemblée avec celui du Sénat. Cependant, M. Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, ne trouve pas dans ces arguments matière à modifier sa décision, basée sur une interprétation du règlement en date de décembre 1959 ; l'amendement reste irrecevable sans qu'un vote ait eu lieu.

La motion d'ajournement présentée par les socialistes et le Rassemblement démocratique est ensuite mise en discussion.⁸⁰⁾ M. Maurice

77) Op. cit., p. 3361.

78) Op. cit., p. 3337.

79) Journal officiel, A.N., 23e séance, 13 juin 1963, p. 3373.

80) Rappelons qu'il s'agit du second texte (voir supra, p. 150), et non pas, comme l'indique M. Charles Rousseau, du texte demandant l'ajournement tant que le projet de loi ne comporte pas un préambule dans

Faure la défend en faisant valoir que ses amis politiques auraient préféré voter un amendement, mais voteront l'ajournement pour marquer leur désaccord avec le gouvernement sur les deux points contenus dans la motion. M. Louis Terrenoire annonce alors que la commission des Affaires étrangères s'est réunie avant l'ouverture de la séance et a rejeté la demande d'ajournement par 22 voix contre 10. La majorité envoie deux orateurs à la tribune pour condamner cette demande. M. Jacques Vendroux affirme :

"Si le traité devait maintenant être inconsidérément remis en cause, une déception profonde ravagerait l'âme allemande, un coup mortel serait porté à l'amitié franco-allemande et par là même à l'Europe."81)

Et M. Couve de Murville lance :

"Voter l'ajournement, cela revient à voter contre le projet. - (...) l'ajournement, chacun sait que cela signifie l'enterrement."82)

La motion est mise aux voix et repoussée par 277 voix contre 183, avec 10 abstentions.⁸³⁾ Ce rejet a été prévu d'avance ; le résultat montre malgré tout qu'un nombre important de députés sont favorables aux idées exprimées dans ce texte. L'amendement aurait donc reçu plus de 200 voix, puisque seulement 32 sur 55 députés du Centre démocratique ont voté pour la motion d'ajournement.⁸⁴⁾

Lors du scrutin final, la loi autorisant la ratification du Traité franco-allemand est adoptée par une forte majorité : 325 voix pour et 107 contre, avec 42 abstentions.⁸⁵⁾ L'U.N.R.-U.D.T., les Républicains indépendants, le Centre démocratique ainsi que 9 non-inscrits ont voté pour, les communistes et les socialistes contre ; le Rassemblement démocratique a choisi l'abstention.⁸⁴⁾

l'esprit de celui voté par le Bundestag : Charles ROUSSEAU. "Allemagne et France. Entrée en vigueur du traité de coopération signé le 22 janvier 1963. Problème des réserves à la ratification". Revue Générale de Droit International Public, tome 67, 1963, p. 877, note 13).

81) Journal officiel, A.N., 23e séance, 13 juin 1963, p. 3378.

82) Op. cit., p. 3379.

83) Op. cit., p. 3380.

84) Pour le détail du scrutin, voir Le Monde, 15 juin 1963, p. 3.

La ratification au Sénat

Alors qu'à l'Assemblée nationale, le gouvernement disposait d'une majorité d'une cinquantaine de voix, au Sénat, la situation était différente. La plupart des groupes déclareront au cours du débat qu'ils auraient préféré que le gouvernement eusse accepté un amendement ; c'est le cas de la Gauche démocratique (49 sièges), du M.R.P. (34), des indépendants (64), des socialistes (52) et des communistes (14), soit plus de 200 sénateurs sur 283. Or, l'article 47 du règlement du Sénat n'interdit pas expressément les amendements. Cependant, l'article 41, alinéa 1er, de la Constitution donne au gouvernement la possibilité de le faire :

"S'il apparaît au cours de la procédure législative qu'une proposition ou un amendement n'est pas du domaine de la loi ou est contraire à une délégation accordée en vertu de l'article 38, le Gouvernement peut opposer l'irrecevabilité."

Le gouvernement devait en effet invoquer l'article 41, mais même s'il ne l'avait pas fait le Sénat n'aurait probablement pas voté d'amendement. Etant donné que l'Assemblée nationale ne s'était pas reconnu à elle-même ce droit, une "situation juridique inextricable" en serait résultée, comme devait l'affirmer au Sénat M. Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.⁸⁵⁾ La loi de ratification aurait peut-être été définitivement bloquée, et c'est ce blâme que le Sénat voulait à tout prix éviter, craignant qu'on n'interprète une telle attitude comme un refus de la réconciliation franco-allemande. Ce souci explique pourquoi un amendement présenté par M. Lecanuet au cours des délibérations de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées n'avait pas été adopté. Le texte était pourtant rédigé de façon à faire la quasi-unanimité : c'était l'"amendement Charpentier" moins les derniers mots "ainsi que l'intégration des forces armées des Etats membres".⁸⁶⁾ M. Jacques Soufflet constate dans son rapport présenté au nom de la commission :

"La commission s'est prononcée à une forte majorité en faveur des idées contenues dans ce texte, mais sa recevabilité sous forme

85) Journal officiel, Sénat, 18e séance, 20 juin 1963, p. 1410.

86) Voir supra, p. 149

d'amendement à un projet de loi de ratification s'avérant aléatoire, elle a demandé à son rapporteur de traduire devant votre assemblée son sentiment."87)

Le rapport, qui avait été adopté par 14 voix contre 5, conclut donc à la ratification. M. Lecanuet ne devait pas pour autant renoncer à présenter son amendement, et les socialistes poseront la "question préalable".

Le débat s'ouvre le 20 juin 1963 avec une intervention du secrétaire d'Etat, M. Habib-Deloncle ; l'absence du Premier ministre et de son ministre des Affaires étrangères sera d'ailleurs dénoncée par plusieurs orateurs. Le sénateur Jacques Soufflet (U.N.R.) présente son rapport, document bref qui ne comporte pas d'aspects nouveaux. Vient ensuite les prises de position des différents groupes. Pour le M.R.P. et le Centre démocratique, M. Alain Poher regrette que le gouvernement n'ait pas accepté d'amendement, mais déclare approuver le Traité "pour ses aspects psychologiques"⁸⁸⁾. La majorité de son groupe le votera "quoi qu'il arrive, car nous ne voulons pas paraître nous refuser à la réconciliation franco-allemande"⁸⁸⁾. Pour le groupe communiste, le sénateur Raymond Guyot se déclare résolument hostile à "votre traité munichois"⁸⁹⁾. Au nom de la Gauche démocratique, le président Edgar Faure prononce un discours qui représente indiscutablement le point culminant de ce débat ; il y mélange savamment la critique ironique du Traité aux appréciations positives :

"C'est un calendrier de rencontres et il semble à première vue qu'un tel document ressortit plutôt à la compétence de ces spécialistes que l'on appelait jadis des 'chronographes' plutôt qu'à celle de ceux que l'on appelle des diplomates.

Cependant, à la seconde réflexion, on constate une chose : c'est que ce traité, si peu substantiel qu'il soit, ne pouvait pas être plus substantiel qu'il est. (...) car si le traité que vous nous proposez de ratifier comprenait des clauses vraiment substantielles, s'il était, pour employer un néologisme commode, 'structuré', organique, alors il nous déplairait certainement (...).

87) Jacques SOUFFLET. "Rapport fait au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi autorisant la ratification du Traité du 22 janvier 1963". Journal officiel, Documents du Sénat, n° 133, annexe au procès-verbal de la séance du 20 juin 1963, p. 10.

88) Journal officiel, Sénat, 18e séance, 20 juin 1963, p. 1386.

89) Op. cit., p. 1390.

(...) ce traité dont je pourrais dire, peut-être avec trop de malice, qu'il évoque la fameuse théorie classique sur 'le plein du vide'."90)

L'orateur poursuit en déclarant que beaucoup de ses amis politiques ont déploré l'impossibilité où se trouve le Parlement français d'imiter l'exemple allemand en votant un "préambule". Après avoir traité en détail des points sur lesquels un tel "préambule" français ne serait pourtant pas le même que celui voté par le Bundestag, il aboutit à un appel chaleureux aux sénateurs de voter le Traité "à une très importante majorité" et d'apporter ainsi leur adhésion "au geste symbolique et affectif de l'amitié franco-allemande"⁹¹⁾. - Il est sans doute vrai que M. Edgar Faure a ainsi apporté "un secours magistral"⁹²⁾ à la majorité, ainsi que le constatera le sénateur socialiste Le Bellegou. Un peu plus de la moitié des votes de la Gauche démocratique iront au camp des "oui", et trois seulement à celui des "non".

Au nom du groupe socialiste, M. Jean Péridier dénonce l'esprit d'hégémonie franco-allemande dans lequel ce Traité a été conclu et affirme que, "loin de consolider la réconciliation franco-allemande, ce pacte bilatéral peut se retourner contre elle", car "tout ce qui divise l'Europe ne peut qu'affaiblir cette réconciliation"⁹³⁾. Le sénateur Auguste Pinton appelle le Traité "une illusion", "un trompe-l'oeil"⁹⁴⁾ ; il constate qu'après tout le tapage fait autour de ce projet, "la montagne, si haute soit-elle, a accouché d'une souris"⁹⁴⁾ Et d'inviter le gouvernement à garder sa souris. - Pour le groupe des indépendants, M. Julien Brunhes déclare que "personne ne peut refuser ce traité, ce qui serait un acte dangereux"⁹⁵⁾ ; son groupe aurait cependant préféré qu'un amendement fût accepté. La discussion générale s'achève sur les interventions de deux sénateurs U.N.R. en faveur du Traité.

90) Op. cit., p. 1390.

91) Op. cit., p. 1392.

92) Op. cit., p. 1405.

93) Op. cit., p. 1394.

94) Op. cit., p. 1388.

95) Op. cit., p. 1397.

Après une suspension de séance, les socialistes présentent leur motion tendant à opposer la question préalable en application de l'article 44, alinéa 3, du règlement ; l'adoption de cette motion aurait eu pour effet d'interrompre la discussion du projet au Sénat. Elle est défendue par le sénateur Le Bellegou, qui s'efforce de gagner à sa cause les sénateurs du M.R.P. en leur lançant :

"Avez-vous besoin d'un vote, heurtant votre sentiment d'Européens, en faveur d'un traité qui va à l'encontre de votre conception de l'Europe, tout cela pour affirmer que vous êtes favorables à un rapprochement franco-allemand ?"96)

Mais M. Habib-Deloncle leur affirme que l'adoption de la question préalable "équivaldrait au rejet définitif du traité"97), et celle-ci est repoussée par 185 voix contre 71, avec 3 abstentions. Seuls les socialistes et les communistes ont voté pour la motion.

L'amendement du M.R.P. et du Centre démocratique est ensuite mis en discussion. Il propose simplement de rédiger ainsi le début de l'article unique de la loi de ratification :

"Envue de renforcer l'entente entre la France et l'Allemagne, de poursuivre l'unification de l'Europe selon la voie tracée par les traités de Rome et de Paris et de mieux assurer la défense commune dans le cadre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, est autorisée la ratification..."98)

L'amendement est défendu par M. Lecanuet. M. Habib-Deloncle s'attache ensuite à démontrer qu'une "situation juridique inextricable"99) serait créée si le Sénat devait adopter un amendement que l'Assemblée s'est refusé. Par conséquent, il "demande instamment"100) à M. Lecanuet de ne pas maintenir son amendement. Lorsque celui-ci refuse, le secrétaire d'Etat évoque l'article 41 de la Constitution pour opposer l'irrecevabilité à l'amendement proposé. Il constate que celui-ci tend à prescrire au gouvernement la manière de conduire la politique de la nation et n'est donc pas du domaine législatif. Le président du Sénat, qui doit être personnellement consulté lorsque

96) Op. cit., p. 1404.

97) Op. cit., p. 1409.

98) Texte lu par M. Jean LECANUET : op. cit., p. 1409-1410.

99) Op. cit., p. 1410.

100) Op. cit., p. 1411.

l'exception d'irrecevabilité est soulevée par le gouvernement, ne peut que confirmer que l'amendement n'est pas du domaine de la loi. Le scrutin sur la loi de ratification a lieu à une heure du matin, le 21 juin 1963. La loi est adoptée par 163 voix contre 69, avec 23 abstentions.¹⁰¹⁾ Les socialistes, les communistes, et trois sénateurs de la Gauche démocratique ont voté contre, 16 sénateurs de ce dernier groupe ont choisi l'abstention, et 22 ont voté pour.¹⁰²⁾

Le Traité est entré en vigueur le 2 juillet 1963, avec l'échange des instruments de ratifications.¹⁰³⁾

* * *

Dans cette première partie consacrée à l'élaboration du Traité, nous avons d'abord, dans le chapitre I, retracé la genèse de l'accord franco-allemand, depuis le mémorandum français du 19 septembre 1962 jusqu'à la signature du Traité, le 22 janvier 1963, événement largement éclipsé par le veto français contre l'admission de la Grande-Bretagne au sein de la C.E.E. Dans le chapitre II, nous avons d'abord examiné le contenu du Traité, puis sa portée politique et juridique et enfin les réactions, dans l'ensemble négatives, du côté européen et américain ainsi que du côté soviétique. Dans le chapitre III, nous avons analysé les procédures de ratification dans les deux pays, étudiant notamment les problèmes qui se sont posés aux parlementaires allemands et qui devaient mener à l'adoption d'un "préambule" unilatéral par le Bundestag. Nous en venons maintenant à la deuxième partie, consacrée à l'application du Traité sur le plan politique ainsi que dans les domaines non politiques.

101) Op. cit., p. 1414.

102) Pour le détail du scrutin, voir Le Monde, 22 juin 1963, p. 3.

103) En Allemagne, la loi sur la Déclaration commune et le Traité du 22 janvier 1963 a été promulguée le 15 juin 1963, en France, le 26 juin 1963. Ces lois ont été publiées dans : Bundesgesetzblatt, Teil II, Jahrgang 1963, 26 juin 1963, p. 705-710 ; Journal officiel, Lois et décrets, n° 206, 3 septembre 1963, p. 8028-8029.

DEUXIEME PARTIE : L'application du Traité

I. L'application du Traité sur le plan politique : les rapports franco-allemands de 1963 à 1969

La deuxième partie est divisée en deux longs chapitres. Le chapitre I est consacré à l'application du Traité sur le plan politique, donc aux relations politiques entre la France et l'Allemagne à partir de la signature du Traité jusqu'à la démission du général de Gaulle en avril 1969. Dans le chapitre II, nous examinerons la coopération dans les domaines non politiques pour autant qu'elle soit prévue par le Traité. Le chapitre I est donc le plus long ; nous l'avons subdivisé suivant les périodes pendant lesquelles les trois différents chanceliers allemands, MM. Adenauer, Erhard et Kiesinger, étaient au pouvoir. La coopération politique est traitée de façon strictement chronologique, alors que la coopération dans les domaines non politiques (défense, culture, économie, etc.) suivra tout naturellement ces différentes matières.

A. Les relations franco-allemandes sous le chancelier Adenauer

Après les élections du 17 septembre 1961, le chancelier Adenauer avait pris l'engagement de se retirer du pouvoir deux ans plus tard. S'il avait hésité un instant, son propre parti lui avait rappelé sans ménagements sa promesse. Le 22 avril 1963, le groupe parlementaire C.D.U.-C.S.U. nomma comme successeur le vice-chancelier Erhard, qui avait été prévu pour ce poste dès 1961. C'est le 15 octobre 1963 que M. Adenauer quitta définitivement son poste.

Le gouvernement français était évidemment au courant de cette situation et ne pouvait donc plus considérer le chancelier Adenauer comme un interlocuteur de plein droit. Le vote du "préambule" par le Bundestag et le rapprochement germano-américain qui l'avait accompagné avaient montré que la direction de la politique allemande était prise dès le début de l'année et sans que M. Adenauer puisse l'empêcher. Son dernier grand acte politique fut de faire ratifier le Traité dans les délais voulus. En effet, un premier "sommet" dans le cadre du Traité avait été prévu pour l'été de 1963 ; il eut lieu les 4 et 5 juillet.

Dans les semaines qui précédaient cette rencontre, les divergences politiques entre la France et l'Allemagne devaient encore s'accroître. Les 30 et 31 mai 1963, les délégations des deux pays s'affrontèrent au Conseil des ministres de la C.E.E. de telle sorte que celui-ci se termina sur un désaccord franco-allemand éclatant. La France souhaitait une baisse des prix des céréales pour amorcer la politique agricole commune à laquelle elle tenait absolument ; elle y voyait une condition préalable à l'ouverture de la "négociation Kennedy" dans le cadre du G.A.T.T. L'Allemagne, qui attachait beaucoup d'importance à cette négociation qui devait mener à une diminution sensible des tarifs extérieurs entre tous les pays du G.A.T.T., refusait pourtant d'accepter une baisse des prix des céréales. D'autre part, la France se refusait d'accéder à la demande de ses cinq partenaires d'instaurer des contacts entre la Communauté européenne en tant que telle et la Grande-Bretagne. Aucune solution ne fut trouvée.

Sur le plan décisif des relations avec les Etats-Unis, la France et l'Allemagne suivaient également des voies diamétralement opposées. Alors que la République fédérale tâchait plus que jamais de prouver sa fidélité au protecteur américain et à l'O.T.A.N., la France prit une nouvelle mesure de dégagement en décidant, le 21 juin 1963, de soustraire sa flotte de l'Atlantique au commandement de l'O.T.A.N. - décision qui fut d'ailleurs prise sans consultation préalable du gouvernement allemand. Du 23 au 26 juin 1963, le président Kennedy devait se rendre en visite officielle en Allemagne. Ce sera un voyage spectaculaire ; les discours prononcés de part et d'autre et les débordements d'enthousiasme des foules montraient où étaient maintenant les coeurs des Allemands. Le chancelier Adenauer devait également se rapprocher sensiblement du président américain.

Le général de Gaulle savait, bien sûr, qu'il avait le plus de chances de gagner l'Allemagne à sa cause tant que M. Adenauer se trouvait encore à la tête du gouvernement fédéral. C'était donc pour lui le moment d'agir. Quelques jours seulement avant ce premier "sommet" dans le cadre du Traité qui devait couronner l'oeuvre du vieux chancelier Adenauer, il s'apprêta à créer une de ces situations dramatiques qu'il allait si souvent utiliser pour arriver à ses fins. Il laissa d'abord son ministre de l'information, M. Alain Peyrefitte, semer le doute sur l'attitude que la France allait prendre envers le Traité. Le 27 juin 1963, dans une conférence de presse devant l'Association de la presse parlementaire, le ministre dira, interrogé sur le "sommet" qui devait commencer une semaine plus tard :

"On ne peut pas dire à l'avance en quoi consistera ce voyage, quel sera le résultat (...). Bien sûr, on a quelquefois l'impression que certains hommes politiques allemands ne mesurent pas l'importance que revêt ce traité franco-allemand aux yeux du gouvernement français ni l'importance de l'effort qu'a accompli la France (...). Mais en revanche, le gouvernement français ne peut pas imaginer ce qui se passerait si le gouvernement allemand ne tirait pas les conséquences de ce traité, car ce serait à notre avis tout à fait injurieux à l'égard de ce gouvernement que de supposer, alors qu'il a pris lui-même l'initiative de ce traité, qu'il a été lui-même demandeur, qu'il décide aujourd'hui de ne pas l'appliquer. C'est une hypothèse dans laquelle nous refusons tout à fait de nous placer et nous avons le ferme espoir que toutes les conséquences de ce traité seront tirées."1)

1) Texte dans Le Monde, 29 juin 1963, p. 4.

En Allemagne, on était stupéfait, d'autant plus que le Traité avait été appliqué scrupuleusement par les deux partenaires dès après sa signature, ainsi que le prévoyait l'article 1er des dispositions finales du Traité (III, 1).²⁾ Il n'y avait pourtant guère de doute sur l'interprétation des paroles de M. Peyrefitte : "tirer toutes les conséquences du Traité", c'était accepter enfin pleinement les positions européennes du général de Gaulle. Nous verrons que pour l'instant, il s'agissait surtout de la politique agricole de la C.E.E., et donc du prix des céréales.

Ce ne fut ni la première, ni la dernière fois que le général de Gaulle confia à son ministre de l'information - ou à d'autres porte-parole plus ou moins autorisés - de telles "opérations de déminage", ainsi que l'appelle André Fontaine.³⁾ Pour que le désarroi des milieux politiques allemands soit complet, le Premier ministre français, M. Georges Pompidou, devait accorder, le lendemain des déclarations de M. Peyrefitte, une interview à la télévision allemande. Interrogé sur l'éventuelle création d'une force de frappe européenne, il n'exclua pas cette possibilité pour le jour où l'Union politique existerait.⁴⁾ Ce fut généralement interprété comme étant une manière de dire à l'Allemagne : appliquez le Traité, l'Union politique s'ensuivra et vous aurez la participation nucléaire que vous désirez. Mais c'est le général de Gaulle lui-même qui devait couronner le tout. Le 2 juillet 1963, le jour même où son ambassadeur à Bonn échangea les instruments de ratification avec M. Schröder, donc à l'avant-veille du "sommet", le chef de l'Etat français recevait à l'Elysée des parlementaires français à dîner. A cette occasion, il laissa tomber cette petite remarque :

"Les traités, voyez-vous, sont comme les jeunes filles et les roses : ça dure ce que ça dure. Si le traité franco-allemand n'était pas appliqué, ce ne serait pas la première fois dans l'histoire."

2) Voir supra, p. 104.

3) André FONTAINE. "Les alliances en question. I. Le refroidissement". Le Monde, 3 septembre 1964.

4) D'après A.F.P., Le Monde, 30 juin - 1er juillet 1963, p. 3.

Et de citer le vers célèbres des "Orientales" de Victor Hugo :

"Hélas ! que j'en ai vu mourir, de jeunes filles !"5)

On comprend que le gouvernement allemand ait été extrêmement inquiet. La réaction vive du général au "préambule", les déclarations de M. Peyrefitte, les paroles désabusées du chef de l'Etat sur le Traité toutes les craintes semblaient justifiées avant la rencontre de Bonn. Il n'y avaient que les bonnes relations personnelles entre le général et le chancelier Adenauer pour rassurer le gouvernement allemand, ainsi que le fait que le général de Gaulle avait en fin de compte autant d'intérêt que l'Allemagne à préserver le Traité, seul résultat tangible de sa politique européenne.

*
* * *

Avant de parler du "sommet" des 4 et 5 juillet 1963, le moment nous semble propice de faire quelques remarques générales sur les "sommets" tels qu'ils se sont déroulés pendant la période qui nous concerne. Cette première rencontre a en effet instauré un certain nombre d'habitudes qui ne seront plus abandonnées par la suite. Elles allaient toutes dans le même sens, celui d'accorder une envergure plus grande à ces réunions entre le chef de l'Etat français et le chancelier allemand. Le général souhaitait cette évolution, et le chancelier Adenauer y consentit volontiers étant donné qu'il devait s'agir pour

- 5) Cité d'après André PASSERON, Le Monde, 4 juillet 1963, p. 7

Edmond Jouve cite cet incident sous la date du 2 juillet 1964 et le transplante dans le chapitre sur le "sommet" de juillet 1964 où, il est vrai, les relations étaient également tendues : Edmond JOUVE. Le général de Gaulle et la construction de l'Europe (1940-1966). 2 tomes. Paris : Librairie générale de droit et de jurisprudence 1967, tome I, p. 470.

Cette erreur est reprise par l'auteur d'une thèse qui, malgré son titre, n'apporte rien à notre sujet : Bruno LAFUMA. Le Traité franco-allemand du 22 janvier 1963. (Thèse de doctorat sous la direction du doyen C.A. COLLIARD, Université de Paris, Faculté de droit et des Sciences économiques, sans date de soutenance.) Paris, [c.1974], p. 221.

Elle se trouve également dans : Serge LE PÉRON. Le Traité du 22 janvier 1963 et les relations franco-allemandes de 1963 à 1969. (Mémoire de Diplôme d'Etudes supérieures de Sciences politiques, sous la direction du professeur MERLE. Université de Paris, Faculté de droit et Sciences économiques.) Paris, 1971, p. 33.

lui du premier et dernier "sommet" dans le cadre du Traité et q'en plus, la signature d'un accord important, celui portant création de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse, était prévue.

Le premier précédent créé était celui de joindre aux entretiens entre le chef de l'Etat français et le chancelier allemand non seulement le Premier ministre français, mais aussi plusieurs ministres, et notamment ceux pour lesquels le Traité prévoyait également des réunions régulières. Après les entretiens entre le général de Gaulle et le chancelier allemand d'une part et les ministres de l'autre, une ou plusieurs "séances plénières" réunissaient tous les participants. Devant cette assistance nombreuse, le général ou le chancelier - parfois les deux - résumaient leurs entretiens, et les ministres avaient également l'occasion d'étaler devant leurs chefs les résultats de la coopération dans leurs domaines. Ces réunions plénières n'étaient évidemment pas publiques.⁶⁾

Un autre précédent créé lors du "sommet" de juillet 1963 était celui d'étendre la rencontre sur deux jours, quitte à commencer la première journée de plus en plus tard. Le dîner du premier soir devait toujours être offert soit par le général de Gaulle, soit par le chancelier allemand, et les toasts de cette soirée étaient d'habitude d'un certain intérêt. Le chef de l'Etat français et le chancelier allemand avaient en moyenne deux à trois entretiens en tête-à-tête, dont il convient cependant de rappeler que leur durée était réduite de moitié du fait que tout ce qui était dit devait être traduit par un interprète.⁷⁾ Aucun communiqué n'était normalement publié puisque, ainsi qu'on devait souvent le souligner, il s'agissait

6) Cependant, certains journalistes en étaient toujours informés en détail. Surtout en ce qui concerne les interventions du général de Gaulle toujours très attendues, les résumés d'André FONTAINE dans Le Monde se sont avérés une source tout à fait sûre.

7) L'interprète est ainsi souvent la seule personne présente aux tête-à-tête entre hommes politiques. C'est très souvent sur ses notes que sont basés les résumés de tels entretiens. Ce fut aussi le cas des comptes rendus des tête-à-tête de Gaulle-Adenauer contenus dans le dernier tome des Mémoires de M. Adenauer, publié à titre posthume. Voir aussi supra, p. 29, note 27).

de réunions de travail dans le cadre du Traité ; il y a néanmoins eu des communiqués à plusieurs reprises, et notamment à l'issue de la première rencontre.

Le troisième précédent créé, et peut-être le plus important, était celui de tenir les "sommets" franco-allemands avec une grande régularité deux fois par an, au début de l'année à Paris, en été à Bonn. Lorsqu'on se rappelle la querelle autour de l'"institutionnalisation" qui avait dominé pendant un temps les négociations franco-allemandes⁸⁾, on ne peut que constater que la France avait finalement eu gain de cause. Certes, le Traité prévoyait que des rencontres "au sommet" aient lieu "chaque fois que cela sera nécessaire et, en principe, au moins deux fois par an" (I, 1 du Traité). Mais le général de Gaulle insistera sur le rythme semestriel. Dès la rencontre de janvier 1963, il était tombé d'accord avec le chancelier Adenauer que le prochain "sommet" aurait lieu à Bonn en été. Il devait ensuite inviter M. Erhard à lui rendre une visite en novembre 1963, tout de suite après son accession à la chancellerie. Mais il souligna qu'il s'agissait là d'une visite "extraordinaire", la prochaine rencontre "ordinaire" devant avoir lieu à Paris en février 1964. Il était désormais impossible pour un gouvernement allemand de bouleverser ce rythme. De même, il devait s'avérer impossible de supprimer les "séances plénières" auxquelles le général tenait tout spécialement.⁹⁾ Le chancelier Erhard semble l'avoir essayé après le "sommet" de Paris, en février 1964, exprimant son scepticisme sur l'efficacité de cette procédure. Du côté français, on tenait cependant à reprendre ces séances lors du "sommet" suivant.¹⁰⁾ Il devait en rester ainsi.

Le "sommet" des 4 et 5 juillet 1963 à Bonn

Le général de Gaulle se rendit à Bonn en compagnie de son Premier ministre et des six ministres chargés respectivement des Affaires étrangères, des armées, de l'éducation nationale, de la jeunesse

8) Voir supra p. 81.

9) Voir aussi les déclarations du ministre de l'information le 10 juillet 1963 : voir infra p. 171.

10) Voir Jacques NOBÉCOURT, Le Monde, 4 juillet 1964, p. 1.

et des sports, des finances et de l'agriculture. Là aussi, il dépassait tacitement le Traité, puisque dans les domaines des finances et de l'agriculture, les négociateurs allemands avaient justement insisté pour que des réunions des ministres ne soient pas prévues. La présence de ces deux ministres annonçait, si besoin en était encore, le but que le gouvernement français s'était assigné pour cette rencontre : amener l'Allemagne à accepter une baisse du prix des céréales pour rendre possible une politique agricole commune. Dans sa conférence de presse du 29 juillet 1963, le général devait lui-même appeler celle-ci "le banc d'essai du traité"¹¹⁾, éliminant ainsi tout doute sur l'interprétation à donner à la préparation psychologique qui avait précédé le "sommet". L'absence de M. Peyrefitte dans la délégation française montrait d'autre part un souci d'apaisement. Pour l'expliquer, on fit valoir que le Traité ne prévoyait pas de rencontres des ministres de l'information ; ceux-ci s'étaient pourtant déjà rencontrés par deux fois depuis la signature du Traité.

Ce "sommet" était caractérisé en même temps par le vieux style Adenauer-de Gaulle et par le nouveau style des entretiens ministériels nombreux et des grandes réunions plénières. Dès après l'arrivée de la délégation française à Bonn, le général et le chancelier eurent un long entretien en tête-à-tête.¹²⁾ Comme d'habitude, leur tour d'horizon des grands problèmes politiques ne touchait pas aux préoccupations matérielles telle que la politique agricole de la C.E.E. Il se terminait dans une harmonie parfaite des esprits, malgré les divergences profondes dont témoignait par exemple l'exposé du général de Gaulle sur la nécessité pour la France d'avoir une défense nationale. Le soir du même jour, lors d'un dîner à la chancellerie qui rassemblait tous les participants, les toasts des deux hommes étaient une nouvelle expression de l'entente qui les liait. Reprenant avec une malice amicale l'allusion du général à la vie éphémère des jeunes filles et des roses, le chancelier voulait bien l'admettre pour les jeunes filles, mais ajouta :

11) Voir infra, p. 172.

12) Voir Konrad ADENAUER. Erinnerungen. tome IV. Stuttgart : Deutsche Verlags-Anstalt, 1968, p. 221-230.

"Mais la rose - et là, je m'y connais vraiment, personne ne voudra le nier - la rose est la plante la plus résistante qui existe. Elle a des épines par-ci par-là, c'est sûr (...) Mais elle résiste à n'importe quel hiver. C'est ainsi que les roses dans mon jardin à Rhöndorf, de l'autre côté du Rhin, ont passé brillamment l'hiver rigoureux que nous avons eu."13)

Et le général de Gaulle de renchérir :

"Vous avez raison, Monsieur le chancelier, notre traité n'est pas une rose ni même un rosier, c'est une roseraie. (...) Mais vous avez prouvé dans votre propre jardin, dans votre propre maison qu'une telle roseraie, si on sait la soigner comme il faut, dure très très longtemps et qu'il pousse de nouvelles fleurs tous les matins. Ceci est vrai aussi pour notre traité."14)

Au cours de trois séances plénières et d'entretiens qu'eut le général avec le président Lübke et surtout avec M. Erhard, ministre de l'économie, des problèmes plus concrets furent abordés. Mais avant tout, ce premier "sommet" donna lieu à la signature de l'accord sur l'Office franco-allemand pour la Jeunesse. Comme la création d'un tel organisme avait été prévue par le Traité, on pouvait dire à juste titre que celui-ci avait ainsi porté ses premiers fruits.¹⁵⁾ Le chancelier Adenauer et surtout le général de Gaulle tenaient beaucoup à cet organisme et mettaient de grands espoirs dans les vastes échanges de jeunes Français et Allemands qu'il devait rendre possible. La création de l'Office donna un certain éclat à cette rencontre.

Le communiqué commun¹⁶⁾ publié à la fin de la rencontre fait aussi état de la signature, par les deux ministres de la défense, d'un accord sur l'étude en commun d'un avion à décollage vertical. Salué par la presse, cet accord n'était pourtant qu'un "attrape-nigaud". Chaque pays avait déjà, à ce moment-là, son propre prototype d'avion au stade des essais, et il ne pouvait donc s'agir que d'un effort de "marier" les deux et non pas d'une étude en commun. Or, cette

13) Texte intégral dans : Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 117, 6 juillet 1963, p. 1050.

14) Op. cit., p. 1051. (Retraduit de l'allemand.)
Quelques extraits aussi dans : Roland DELCOUR et Jacques NOBÉCOURT, Le Monde, 6 juillet 1963, p. 1. (Le texte français n'a pas été publié entièrement.)

15) Nous traiterons en détail de l'Office franco-allemand dans le chapitre II : voir infra, p. 311-331.

16) Texte dans : Documentation française, Articles et Documents, T.J., n° 0.1411, 13 juillet 1963.

méthode des deux prototypes avait précisément mené à l'échec du "char franco-allemand" que l'Allemagne avait abandonné en faveur de son propre prototype, peu après la signature du Traité. L'avion à décollage vertical devait subir un sort semblable avant la fin de l'année.¹⁷⁾ On peut supposer qu'en signant cet accord, le gouvernement fédéral ait voulu donner un minimum de satisfaction au général de Gaulle, qui tenait tant à élargir la coopération en matière d'armements, alors qu'aucun progrès n'avait encore été enregistré dans ce domaine depuis l'existence du Traité, bien au contraire.

Le communiqué restait pourtant muet sur les grands problèmes politiques, qu'il s'agisse de l'O.T.A.N., de l'Europe politique ou des relations avec la Grande-Bretagne. En ce qui concerne ces dernières, l'Allemagne avait espéré que le général de Gaulle ferait un geste, qu'il accepterait des contacts entre la Communauté et la Grande-Bretagne en échange d'une concession allemande sur le prix des céréales. Or, il n'en fut rien, et le gouvernement allemand insista donc également sur sa position en ce qui concerne les prix agricoles, évoquant la nécessité d'une "synchronisation" entre les progrès à l'intérieur et à l'extérieur de la Communauté. Du côté français, on évoqua au contraire le compromis adopté le 9 mai 1963 par le Conseil des ministres de la C.E.E. et d'après lequel certains règlements agricoles devaient être adoptés avant la fin de l'année 1963. Le communiqué franco-allemand proposait de faire une étude sur ce problème dans le cadre de la C.E.E. ; certaines formules mettant très nettement l'accent sur la nécessité d'accomplir rapidement des progrès faisaient cependant déjà pressentir que l'Allemagne finirait par céder.

A Bonn, il n'avait plus été question des critiques et menaces qui avaient été exprimées du côté français avant la rencontre. La délégation française était repartie extrêmement satisfaite, et le Premier ministre devait lui-même accorder une interview à la R.T.F. dès son arrivée à Paris pour parler des entretiens à Bonn, de "leur extrême franchise et leur extrême cordialité", ainsi que des "résultats très intéressants"¹⁸⁾. Au cours du conseil des ministres qui se tint

17) Voir aussi infra, p. 355.

18) Texte dans Le Monde, 7-8 juillet 1963, p. 2.

à l'Elysée le 10 juillet 1963, le général de Gaulle se déclara également satisfait du voyage, ainsi que l'annonça M. Peyrefitte à l'issue du conseil. Il poursuivit en disant que tous les ministres qui avaient participé à la rencontre de Bonn s'étaient déclarés "très impressionnés par la réunion conjointe des deux cabinets, prélude à des contacts qui ne manqueront pas, au bout d'un certain nombre de fois, de créer des liens étroits"¹⁹⁾. - Du côté allemand, on était évidemment soulagé que l'éclat ne se soit pas produit. Si le chancelier Adenauer manifestait une grande satisfaction, les milieux politiques et l'opinion publique étaient très généralement déçus parce que le général n'avait pas fait de concessions sur le problème britannique. Les principaux problèmes politiques étaient restés sans solution.

* * *

Au cours de ce premier "sommet" dans le cadre du Traité, dominé déjà par l'esprit politique de l'équipe qui devait prendre le pouvoir en octobre 1963, l'Allemagne avait pour la première fois essayé de ne pas subordonner ses intérêts à la nécessité de l'amitié franco-allemande. Cependant, sous les pressions massives du partenaire français, elle ne tardera pas à abandonner sa position. Le 16 juillet 1963, le ministre allemand de l'agriculture, M. Schwarz, qui avait rencontré son homologue français par trois fois en moins d'un mois, devait déclarer devant la presse à Bonn que le maintien des prix élevés des céréales n'était "pas un dogme" pour le gouvernement allemand.²⁰⁾ Dans sa conférence de presse du 29 juillet 1963, le général de Gaulle crut néanmoins prudent d'insister encore une fois sur ce point. Voici le passage qu'il devait consacrer à la rencontre de Bonn et à ses résultats :

19) Cité d'après Le Monde, 11 juillet 1963, p. 16.

N.B. : Les déclarations faites par le ministre de l'information à l'issue des conseils des ministres hebdomadaires ne sont pas publiées officiellement. Les textes donnés par les différents journaux et par l'Agence France-Presse varient parfois légèrement. Nous les citons d'après Le Monde, source plus disponible et tout aussi sûre que l'A.F.P.

20) Cité d'après Frankfurter Allgemeine Zeitung, 17 juillet 1963, p. 1 (éd. de Bonn).

"L'organisation économique de l'Europe continue de faire des progrès et le Traité franco-allemand y contribue directement. La première réunion des deux gouvernements qui, conformément au traité, s'est tenue à Bonn au début de ce mois a eu d'abord l'avantage de ménager et d'élargir les contacts pour l'examen des problèmes d'intérêt commun. C'est ainsi que moi-même, par exemple, indépendamment de mes entretiens avec le Chancelier Adenauer, j'ai eu l'occasion de converser d'une manière approfondie avec le Vice-chancelier Erhard, ce dont je me félicite. D'autre part, la réunion de Bonn a renforcé dans l'esprit de ses participants le sentiment que la coopération franco-allemande devait, au cours de cette année même, s'affirmer dans un domaine essentiel : l'organisation économique de l'Europe, la mise sur pied complète et effective du Marché commun. Il est bien clair que c'est là, si l'on peut dire, le banc d'essai du traité."21)

S'adressant discrètement au futur chancelier, le général rappelait donc que l'Allemagne devra accepter, avant la fin de l'année, la baisse du prix des céréales qui rendra possible une politique agricole commune et donc "la mise sur pied complète" du Marché commun ; le Traité sera jugé d'après sa capacité d'amener le gouvernement allemand à faire cette concession.

Pendant le temps qui lui restait encore à la chancellerie, M. Adenauer s'efforça de ménager de bonnes conditions de départ aux relations franco-allemandes sous le nouveau chancelier. Notamment, il devait mettre en route rapidement le remplacement de l'ambassadeur de la République fédérale à Paris, M. Blankenhorn, pourtant un ami fidèle du chancelier. Celui-ci avait en effet entretenu des relations considérées comme trop bonnes avec les partis "européens" du centre, alors que ses rapports avec la majorité avaient été médiocres.²²⁾ Officiellement, on fit valoir qu'un changement d'ambassadeurs était "dû", M. Blankenhorn ayant occupé ce poste depuis 1958. On pouvait cependant légitimement attendre du nouvel ambassadeur allemand, M. Manfred Klaiber, une attitude plus positive envers le gaullisme. Le gouver-

21) Charles DE GAULLE. Discours et messages. 5 tomes. Paris : Plon, 1970, tome IV, p. 128.

22) Un journaliste allemand qui fut longtemps correspondant à Paris écrit que, d'après des informations puisées à la meilleure source, l'ambassadeur Blankenhorn "avait participé à une fronde européenne active contre le général de Gaulle et était pour cela tombé en disgrâce auprès du régime" : Peter SCHOLL-LATOUR. Im Sog des Generals. Von Abidjan nach Moskau. Stuttgart : Deutsche Verlags-Anstalt, 1966, p. 78. - Les entretiens que M. Blankenhorn accorda à C.L. Sulzberger les 25 février 1964 et 9 janvier 1965 confirment son attitude peu favorable à la politique du général de Gaulle : Cyrus L. SULZBERGER. An age of mediocrity. Memoirs and diaries, 1963-1972. New York : Macmillan, 1973, p. 64 et 150.

nement français devait lui donner son agrément au cours du conseil des ministres du 13 août 1963. A l'issue de ce conseil, M. Peyrefitte déclara en réponse à une question :

"Les relations franco-allemandes sont au beau fixe."²³⁾

Oubliées les menaces proférées moins de deux mois auparavant.

L'ère Adenauer devait s'achever sous le signe de l'amitié franco-allemande qui l'avait dominée pendant les dernières années. Avant de donner sa démission, le 15 octobre 1963, le chancelier devait encore se rendre en visite privée à Rambouillet, les 21 et 22 septembre 1963. Cette visite d'adieux avait un caractère strictement personnel. Dans des toasts prononcés lors du déjeuner du dimanche 22 septembre, les deux hommes se couvrirent mutuellement d'éloges concernant leurs personnes et leurs oeuvres politiques. Le général invita son ami Adenauer à poursuivre avec lui des relations personnelles et humaines même après sa retraite du pouvoir, ce que celui-ci accepta volontiers.²⁴⁾

23) Cité d'après Le Monde, 14 août 1963, p. 12.

24) Pour plus de détails sur cette dernière visite, voir : Horst OSTERHELD. "Adenauers Abschiedsbesuch bei de Gaulle am 21. und 22. September 1963. Ein Stück deutsch-französische Freundschaft", p. 606-617 in : Konrad Adenauer und seine Zeit. Politik und Persönlichkeit des ersten Bundeskanzlers / hrsg. von Dieter BLUMENWITZ et al. (tome I) Stuttgart : Deutsche Verlags-Anstalt, 1976, 714 p.

B. Les relations franco-allemandes sous le chancelier Erhard

1° Les données de base

L'attitude de M. Erhard envers les relations franco-allemandes -
Quelques remarques sur les "gaullistes" allemands.

Le ministre allemand de l'économie et ses convictions politiques étaient connus en France longtemps avant qu'il n'accède à la chancellerie. On le savait attaché avant tout au libéralisme économique et, par conséquent, - conformément aux intérêts commerciaux de la République fédérale - favorable à une Communauté économique européenne aussi large que possible, à bas tarif extérieur et sans protectionnisme. Ses désirs étaient donc à l'opposé de ceux de la France. S'il éprouvait une certaine méfiance envers les institutions supranationales des Communautés, c'est dans la mesure où celles-ci risquaient d'entraver le libre jeu de l'économie du marché ; il ne partageait cependant pas l'aversion épidermique du général de Gaulle à ce sujet. De toute façon, n'étant pas suivi sur ce point par le Bundestag, il s'est toujours prononcé, en public, en faveur des Communautés existantes et d'une fédération européenne, puisque tel était le désir de la majorité qui l'avait élu. Il préconisait une Communauté atlantique sur le plan politique et aurait sans doute donné sa préférence à une vaste zone de libre-échange englobant l'Europe aussi bien que l'Amérique du Nord.

Il semble donc évident que M. Erhard ne pouvait pas partager l'enthousiasme du chancelier Adenauer pour un Traité qui rétrécissait encore davantage le cadre de la coopération. Cependant, il l'aurait certainement accepté de bon gré si le veto français contre l'entrée de la Grande-Bretagne au Marché commun n'était pas venu détruire tous ses espoirs pour l'Europe économique. Nous avons vu que, dans une interview retentissante accordée à la Süddeutsche Zeitung quelques jours après l'échec de Bruxelles, M. Erhard avait insinué qu'un Traité n'avait peut-être pas été nécessaire pour consacrer l'amitié franco-allemande, ajoutant qu'il fallait réexaminer le Traité à fond

avant de le ratifier.²⁵⁾ Ces remarques un peu trop spontanées lui avaient valu la réputation d'être un opposant du Traité.²⁶⁾ Mais dans cette même interview, il avait aussi expliqué les raisons de son amertume. L'Allemagne, disait-il, avait jusqu'ici pris sur elle des "sacrifices considérables" sur le plan européen, notamment en acceptant, en janvier 1962, le principe d'une politique agricole commune de la C.E.E. :

"Et la France savait que nous considérons cela pour ainsi dire comme une avance, étant confiants que l'adhésion de l'Angleterre et d'autres Etats européens aura lieu (...) Oui, la traite que nous tenions pour existante n'a pas été honorée."²⁷⁾

Après qu'il ait été nommé par son parti comme successeur du chancelier Adenauer et que le Traité ait été ratifié par le Bundestag, M. Erhard devait s'efforcer d'effacer l'image négative qu'avait laissée cette interview ainsi que d'autres remarques qu'il avait faites à la même époque. Il se prononça à plusieurs reprises avec insistance en faveur de la coopération franco-allemande. Sa première déclaration dans ce sens devait donner le ton : le 26 mai 1963, il prit la parole devant la 7e Conférence franco-allemande qui se tint à Bad Godesberg. L'amitié franco-allemande, affirma-t-il, devait s'exercer dans le cadre de l'Europe, elle devait être la "force motrice"²⁸⁾, "l'élément vivifiant et le ferment"²⁹⁾ de l'Europe. M. Erhard assura à son auditoire que, lorsqu'il sera chancelier, il ne manquera pas "de la volonté sérieuse, de l'effort sincère et

25) Voir supra, p. 132.

26) Nous ne croyons pas cependant que M. Erhard ait "avoué à certains de ses amis" qu'il considérait le Traité comme "une erreur économique, diplomatique et stratégique difficile à corriger", ainsi que l'écrit Georges ANDERSEN dans Combat, 26 avril 1963.

27) "'Wir wollen nicht auf zwei Schultern tragen' - Hans Ulrich Kempfski interviewt Ludwig Erhard". Süddeutsche Zeitung, 5 février 1963.

28) Deutschland und Frankreich im Spiegel des Vertrages. VII. Deutsch-Französische Konferenz, Bad Godesberg, 24.-26. Mai 1963. Bonn : Schriftenreihe des Deutschen Rates der Europäischen Bewegung, Heft 15 1963, p. 67. - Voir aussi infra, p. 209.

29) Op. cit., p. 69.

de l'ultime dévouement pour conserver cette amitié³⁰⁾. Il devait répéter cette conception de la coopération franco-allemande, "force motrice de l'Europe", à plusieurs reprises au cours des mois à venir.³¹⁾

* * *

M. Erhard savait que le domaine des relations franco-allemandes était celui où ses adversaires à l'intérieur l'attendaient le plus. En effet, ceux que l'on devait appeler bientôt les "gaullistes" allemands et qui se situaient pour la plupart à l'aile droite de la démocratie chrétienne, et notamment dans la C.S.U., allaient critiquer sans cesse la politique du gouvernement sur ce plan et exiger une coopération plus étroite avec la France. A plusieurs reprises, certains d'entre eux devaient même demander la démission de chancelier, sous prétexte qu'il négligeait les relations franco-allemandes. Or, il s'agissait d'adversaires de taille. A la tête du mouvement se trouvaient les présidents des deux partis chrétiens-démocrates³²⁾, l'ancien chancelier Konrad Adenauer (C.D.U.) et son ancien ministre de la défense, M. Franz Josef Strauss (C.S.U.). Il y avait en outre

30) Op. cit., p. 70.

31) - Ludwig ERHARD. "Der geschichtliche Wert der deutsch-französischen Aussöhnung". Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 207, 1963, p. 1829-1832.

- Ludwig ERHARD. "L'amitié franco-allemande, force motrice de l'intégration européenne". Bulletin de l'Office de presse et d'information du Gouvernement fédéral (édition française), n° 28, 31 juillet 1963, p. 217-218.

- Ludwig ERHARD. "Les rapports franco-allemands et l'Europe politique". Documentation française, Chroniques étrangères : Allemagne, 63 (8-9), août-septembre 1963, p. 9.

- Interview avec M. Erhard publiée dans La Métropole (quotidien d'Anvers), 29 juillet 1963.

- Article de M. Erhard dans Communauté européenne, octobre 1963.

- Article de M. Erhard dans le quotidien Journal de Genève, 6 novembre 1963.

- Déclaration gouvernementale de M. Erhard, le 18 octobre 1963 : Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, 19 octobre 1963.

32) Sur les liens entre les deux partis frères, voir supra, p. 128, note 3).

le chef du groupe parlementaire C.D.U.-C.S.U., M. Heinrich von Brentano, ancien ministre des Affaires étrangères ; en décembre 1964, il sera remplacé par M. Rainer Barzel, qui adoptera bientôt des positions proches de celles de son prédécesseur. Il y avait également M. Joseph-Hermann Dufhues, président administratif de la C.D.U., le baron Karl Theodor zu Guttenberg, député influent de la C.S.U. ainsi que deux autres membres fort connus de la C.D.U., M. Heinrich Krone, ministre d'Etat, et M. von Merkatz, ancien ministre. Il convient aussi de mentionner M. Heinrich Lübke, président de la République fédérale, et M. Eugen Gerstenmaier, président du Bundestag, tous deux théoriquement tenus par la Constitution à un rôle neutre et effacé. Citons enfin le journal des "gaullistes" allemands, le Rheinischer Merkur, hebdomadaire catholique, et son rédacteur en chef, M. Paul Wilhelm Wenger, ainsi que le Bayern-Kurier, journal de M. Strauss.

Pendant les trois années où M. Erhard fut chancelier de la République fédérale, ces hommes devaient s'employer systématiquement à provoquer sa chute - ou à défaut, celle de son ministre des Affaires étrangères, M. Schröder. M. Erhard avait cependant été élu, le 16 octobre 1963, par la majorité du Bundestag et donc par l'ensemble de son parti. Il devait gagner pour son parti les élections de 1965 et être réélu chancelier le 20 octobre 1965. Pourquoi alors ces hommes politiques chrétiens-démocrates voulaient-ils se débarrasser d'un chancelier aussi populaire, ce à quoi ils devaient enfin parvenir le 30 novembre 1966 ?

En ce qui concerne M. Adenauer, on sait qu'il nourrissait une antipathie de plus en plus profonde contre son successeur dont il avait essayé par tous les moyens d'empêcher l'accession à la chancellerie. Il estimait que M. Erhard, excellent ministre de l'économie, n'avait aucun talent dans le domaine politique, et surtout dans celui de la politique extérieure. Sans doute y avait-il aussi chez l'ancien chancelier un souci réel pour la politique allemande, souci basé sur une analyse de la situation internationale que l'âge ne rendait pas plus nuancée. C'est ainsi qu'il était plus que jamais persuadé que seule une coopération intime avec la France du général de Gaulle pouvait empêcher le communisme d'envahir l'Europe occidentale par

l'intermédiaire du "front populaire" qui risquait de s'installer en France et en Italie et d'obliger l'Allemagne, prise en sandwich, à s'entendre avec l'U.R.S.S.³³⁾

Pour ce qui est de M. Strauss, il est évident que sa préoccupation majeure était de ménager son retour à Bonn après son éviction comme ministre de la défense à la suite de l'affaire du Spiegel, en automne 1962.³⁴⁾ Les relations franco-allemandes étaient son terrain d'élection pour attaquer le gouvernement Erhard et se mettre en relief au sein d'une éventuelle équipe de rechange. En réalité, la plupart des grands buts politiques qu'il préconisait étaient à l'opposé de ceux prônés par le général de Gaulle. C'est ainsi que, dans un livre publié à la fin de 1966, il se prononce avec insistance pour une Europe fédérée comme seule forme souhaitable dans un stade définitif, l'Etat-nation étant à son avis dépassé. Certes, il utilise aussi le terme "Europe européenne"³⁵⁾ et exige que celle-ci devienne une "puissance autonome entre les Etats-Unis et l'Union soviétique"³⁶⁾ et ait une défense propre. Mais il condamne toute défense purement nationale et estime que le gouvernement fédéral des Etats-Unis d'Europe devrait un jour être détenteur d'une force atomique européenne basée sur les deux forces nationales déjà existantes. Il se déclare expressément en désaccord avec l'idée du général de Gaulle d'agrandir la force de frappe française pour l'offrir comme protection au reste de l'Europe, affirmant que l'Allemagne n'est pas prête à "échanger le patronage atomique des Américains contre celui des Français"³⁷⁾. Il constate cependant que la France est le seul

33) Voir notamment l'interview accordée par M. Adenauer, le 5 février 1965, au journaliste américain C.L. Sulzberger, publiée dans le New York Times, 10 février 1965, et reproduit dans : Cyrus L. SULZBERGER. An age of mediocrity. Memoirs and diaries, 1963-1972. New York : Macmillan, 1973, p. 154-155.

34) Voir supra, page 79, note 9).
M. Strauss n'avait pas dit la vérité au Bundestag sur le rôle qu'il avait joué dans l'arrestation en Espagne du journaliste Conrad Ahlers ; il avait été obligé de démissionner.

35) Franz Josef STRAUSS. Entwurf für Europa. Stuttgart : Seewald Verlag, 1966, p. 12 et p. 109.

36) Op. cit., p. 26-27.

37) Op. cit., p. 123.

partenaire valable pour la République fédérale parce que le seul à souhaiter un changement du statu quo en Europe, qui doit être le but de toute politique de l'Allemagne divisée. Malgré les désaccords évidents, il exige que la France et l'Allemagne aient une défense et une politique à l'Est communes.

La plupart des "gaullistes" allemands partageaient largement les idées politiques de M. Strauss.³⁸⁾ Il est donc évident que la coopération plus ou moins étroite avec la France n'était pas vraiment l'enjeu principal du débat. Il s'agissait plutôt d'une lutte d'influence entre deux fractions opposées d'un même parti, et dans cette lutte, les "gaullistes" n'hésitèrent pas devant l'intrigue³⁹⁾, ni devant la démagogie, exigeant du chancelier qu'il concilie l'inconciliable. Si M. Erhard continuait à être appuyé par la majorité du Bundestag ainsi que par l'opinion et la presse allemandes, plutôt anti-gaullistes, il a quand même été constamment mis sous pression par ces quelques hommes de son propre parti. Pris entre le feu des interviews accordées par vagues par ses "amis" politiques et des conférences de presse fracassantes du général de Gaulle, sûr d'être attaqué quoi qu'il fasse, il a finalement agi conformément aux prophéties ou aux espoirs de ses adversaires et notamment de son prédécesseur : il a été un chancelier faible. Il n'est pas certain qu'il l'aurait été autant s'il avait reçu de son parti l'appui qu'un chancelier peut normalement attendre de ceux qui l'ont élu.

38) Voir par exemple : Karl Theodor Freiherr zu GUTTENBERG. Wenn der Westen will. Plädoyer für eine mutige Politik. Stuttgart : Seewald Verlag, 1964. 238 p.

39) Voir notamment "l'affaire Huyn" : voir infra, p. 232-233.

2° La période des tâtonnements

La rencontre "extraordinaire" des 21 et 22 novembre 1963 - L'affaire Argoud - La reconnaissance de la Chine populaire - Le "sommet" des 14 et 15 février 1964 à Paris.

Dès après son élection à la chancellerie, le 16 octobre 1963, M. Erhard a voulu démontrer sur le plan pratique sa bonne volonté franco-allemande : il proposa de rendre immédiatement une visite "extraordinaire", c'est-à-dire en dehors du cadre des "sommets" prévus par le Traité, au général de Gaulle, et ce avant même de se rendre à Washington. Ce fut un geste de courtoisie dûment apprécié à Paris, mais il s'agissait aussi et même surtout de parvenir à un accord sur les règlements agricoles de la C.E.E. qui devaient être adoptés avant la fin de l'année. Or, sur ce plan décisif, M. Erhard fit connaître son attitude souple dès avant la rencontre.⁴⁰⁾

Le nouveau chancelier vint à Paris, les 21 et 22 novembre 1963, accompagné seulement de son ministre des Affaires étrangères et de trois secrétaires d'Etat. L'offensive de séduction que tout le monde lui avait prédite ne manqua pas son effet ; M. Erhard se montra malgré tout sensible aux égards dont il fut comblé, de la boîte de cigares à l'allusion faite par le général de Gaulle à ses blessures de guerre. Le chef de l'Etat français, que M. Adenauer n'avait guère préparé à nourrir beaucoup d'estime pour son successeur, semble avoir été favorablement impressionné par la sagacité de celui-ci et par son esprit concret. Malgré un sujet de discussion peu passionnant, l'atmosphère des entretiens fut extrêmement cordiale, empreinte d'une franchise sans acrimonie. M. Erhard a dû donner à son interlocuteur des assurances en ce qui concerne la position que prendrait la République fédérale sur la politique agricole commune, puisque le 23 décembre 1963, la délégation allemande devait accepter à Bruxelles les règlements financiers agricoles pendants, donnant ainsi satisfaction à la France. En contrepartie, le chancelier avait obtenu l'accord de principe du général pour une conférence des six chefs d'Etat et de gouvernement, ainsi qu'il devait l'annoncer au cours d'une déclaration

40) Voir l'interview accordée à Henri de KERGORLAY, Le Figaro, 18 novembre 1963, p. 5.

politique devant le Bundestag, le 9 janvier 1964.⁴¹⁾ Le général, s'il ne voulait pas lui-même prendre une initiative, s'était en effet déclaré prêt à suivre éventuellement une invitation italienne pour une telle conférence. Des deux côtés, on était donc très satisfait de cette première prise de contact.⁴²⁾

* * *

Cependant, immédiatement après cette rencontre, une affaire fort pénible devait rappeler au gouvernement allemand et surtout à l'opinion publique allemande que le général de Gaulle n'avait pas changé de style depuis la conférence de presse du 14 janvier 1963 : il s'agit de l'affaire Argoud. L'ancien chef de l'O.A.S. en métropole avait été enlevé à Munich, le 25 février 1963, par les services secrets du gouvernement français, en flagrante violation du droit international et de la souveraineté territoriale de la République fédérale.⁴³⁾ Cet enlèvement, intervenu un mois après la signature du Traité, avait été rapporté avec indignation par la presse allemande qui exigeait la restitution de l'ex-colonel. Poussé par l'opposition, le gouvernement Adenauer prit alors des contacts discrets par la voie de son ambassade à Paris pour régler l'affaire à l'amiable. Cependant, aucune réponse précise n'avait pu être obtenue sous prétexte que l'enquête des autorités françaises n'était pas terminée. Le chancelier Erhard avait hérité de ce problème qui, faute d'une amorce de solution, fut porté devant le Bundestag, le 6 novembre 1963. Malgré une résolution adoptée à l'unanimité pour

-
- 41) Texte intégral dans : Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 7, 11 janvier 1963.
- 42) N.B. : Nos récits des "sommets" franco-allemands ainsi que des autres événements constituant les rapports franco-allemands sont généralement basés sur les comptes rendus de la presse des deux pays de la période concernée ; nous n'indiquons donc les sources de nos informations qu'exceptionnellement, lorsque celles-ci parviennent d'un journal précis ou lorsqu'elles n'ont été connues que plus tard. En Allemagne, les récits des grands quotidiens coïncident normalement ; en France, c'est Le Monde qui donne les informations de loin les plus détaillées, y compris les démentis, additifs et commentaires. C'est donc très souvent sur ce dernier journal que nous nous baserons.
- 43) Pour tous les aspects juridiques du problème, voir : André COCATRE-ZILGIEN. L'affaire Argoud. Considérations sur les arrestations internationalement irrégulières. Paris : A. Pédone, 1965, 72 p.

demander la restitution d'Argoud à l'Allemagne, M. Erhard, tenant à ne pas compromettre le succès de sa première visite à Paris, n'évoqua pas ce problème dans ses entretiens avec le général de Gaulle.

Ce n'est qu'après la rencontre des 21 et 22 novembre 1963 que le secrétaire d'Etat au Auswärtiges Amt, M. Carstens, effectua, le 12 décembre 1963, une démarche auprès de l'ambassadeur de France à Bonn, M. Roland de Margerie, pour lui demander la restitution de l'ancien chef de l'O.A.S. Si déjà l'enlèvement avait touché au vif une opinion soucieuse d'affirmer qu'elle vivait dans un Etat fondé sur le droit, la réaction française à cette démarche suscita une vague d'indignation en Allemagne. On apprit en effet que le gouvernement français avait choisi d'ignorer la demande allemande parce que l'"aide-mémoire" que M. Carstens avait remis à l'ambassadeur français n'était en fait qu'une note explicative sur papier libre, ni signé ni daté, pour résumer la position allemande.⁴⁴⁾ Ce fait permit à M. Couve de Murville d'affirmer sans trahir la vérité - au moins la vérité formelle - qu'aucune note demandant la restitution d'Argoud n'avait été transmise au gouvernement français. A la suite de cette communication du ministre des Affaires étrangères au garde des sceaux, l'ex-colonel fut condamné, le 30 décembre 1963, à la détention criminelle à perpétuité.

Ce refus d'engager une discussion amicale et confidentielle pour trouver une solution de compromis à un problème concernant deux pays amis, cette façon de pousser vers le procédé des notes officielles de protestation que l'on croyait désormais réservé aux relations avec les pays communistes, ont rencontré peu de compréhension en Allemagne. On y estimait que dans l'Europe des Communautés, un tel style traditionnel s'inspirant de la politique de puissance n'avait plus de place. Souvent encore, sur le plan européen comme

44) Détails donnés dans un article non signé, Le Monde, 1er janvier 1964, p. 1.

Dans un communiqué diffusé le 2 janvier 1964 par D.P.A. et A.F.P., le Auswärtiges Amt devait pourtant insister qu'il s'agissait néanmoins, à son avis, d'une "démarche formelle" qui avait conféré une insistance particulière à la demande de restitution. Cité d'après André COCATRE-ZILGIEN, L'affaire Argoud, p. 20-21.

sur le plan bilatéral, les procédés diplomatiques employés par le général de Gaulle, beaucoup plus que le contenu de ses décisions, devaient être ressentis comme une offense en Allemagne.

Le gouvernement fédéral envoya donc, le 30 décembre 1963, une note en bonne et due forme au Quai d'Orsay pour demander la restitution de l'ancien chef de l'O.A.S., sans exclure la possibilité d'une extradition une fois le droit respecté ; cette note semble d'ailleurs avoir suscité quelque amertume dans les milieux gouvernementaux français, où l'on trouvait son ton pour le moins inamical.⁴⁵⁾ La réponse française du 2 janvier 1964 refusa la restitution. Dans un souci évident d'apaisement, une nouvelle note allemande du 7 janvier proposa un arbitrage pour régler la question ; la réponse française du 30 janvier fut de nouveau négative. L'affaire a été évoquée dans un entretien entre le général de Gaulle et le chancelier Erhard lors de la rencontre "au sommet" des 14 et 15 février 1964 et dans une correspondance échangée début mars, sans pour autant trouver une solution tant soit peu satisfaisante pour le partenaire allemand. Elle tomba enfin dans l'oubli.⁴⁶⁾

* * *

Le général de Gaulle avait en effet réservé d'autres émotions à l'opinion allemande. Malgré l'atmosphère cordiale des entretiens, la première rencontre avec le nouveau chancelier n'avait évidemment pas effacé son impression acquise après l'adoption du "préambule" par le Parlement allemand, à savoir que l'Allemagne n'était pas pour le moment disposée à le suivre sur la voie de l'Europe indépendante et qu'il valait mieux ne pas miser exclusivement sur elle. C'est donc dès les premiers jours de l'année 1964 qu'il inaugura la stratégie qui devait dominer sa politique extérieure pendant les années à venir : rapprochement avec l'Est et dégagement du bloc occidental avec poursuite simultanée de l'effort actif pour gagner à la cause

45) Détail donné dans un article non signé, Le Monde, 1er janvier 1964, p. 1.

46) En juin 1968, à une semaine des élections générales, l'ex-colonel Argoud ainsi que les autres anciens membres de l'O.A.S. encore emprisonnés devaient être grâciés par le général de Gaulle et mis en liberté.

de l'"Europe européenne" les autres pays des Communautés européennes, et notamment la République fédérale.

Ce fut, le 27 janvier 1964, le geste spectaculaire de la reconnaissance de la Chine populaire. La première réaction de Bonn fut très modérée. Le porte-parole du gouvernement fédéral, M. von Hase, déclara que son gouvernement avait été informé de la décision française le 16 janvier, en même temps que les autres gouvernements alliés. S'il admit que la question n'avait "pas fait l'objet d'une consultation", il rappela aussi que le Traité n'était entré en vigueur que six mois auparavant et qu'il fallait encore "roder le mécanisme de consultation". Il devait ajouter que l'attitude de la République fédérale envers la Chine restait de toute façon inchangée, ce qui signifie qu'une "position analogue" n'aurait pu être atteinte même si une consultation avait eu lieu.⁴⁷⁾

Ce n'est qu'à la lumière d'un autre événement que la réaction allemande devint amère : le voyage d'un groupe de parlementaires français en R.D.A. Déjà dans son allocution de fin d'année, le 31 décembre 1963, le général de Gaulle avait insinué qu'il pourrait changer d'avis sur la R.D.A. et la considérer comme un véritable Etat, en nommant Pankow parmi les autres capitales des pays communistes européens.⁴⁸⁾ Le 30 janvier 1964, un groupe d'une douzaine de parlementaires français, dont cinq députés de la majorité, entreprit un voyage à Berlin-Est, où ils furent reçus aussi par M. Walter Ulbricht, le président du Conseil d'Etat. Le Quai d'Orsay et le secrétaire général de l'U.N.R., M. Jacques Baumel, affirmèrent que le voyage

47) Conférence de presse du porte-parole du gouvernement fédéral, M. von Hase : Bundespressekonferenz, Bonn, 20 janvier 1964, 15 h 30.

N.B. : Les conférences de presse du porte-parole du gouvernement fédéral, qui est en même temps Chef de l'Office de presse et d'information du Gouvernement fédéral, ne sont que rarement publiées dans le Bulletin de l'Office de presse. Ce dernier établit cependant après coup des manuscrits non corrigés qu'il met à la disposition de la "Bundespressekonferenz e.V.", une association de journalistes allemands travaillant à Bonn qui convoque normalement les conférences de presse. L'Office de presse (Bundespresseamt) convoque parfois les journalistes pour des "briefings". Nous citerons donc aussi bien les conférences de presse que les "briefings" d'après ces manuscrits non corrigés que nous avons pu consulter.

48) Charles DE GAULLE. Discours et messages. 5 tomes. Paris : Plon, 1970, tome IV, p. 155.

s'était déroulé à leur insu et qu'ils le regrettaient, mais du côté allemand, on n'en fut jamais très convaincu. Quelques mois plus tard, des personnalités haut placées de l'U.N.R. devaient affirmer que ce voyage avait été effectué, quoi qu'on ait prétendu, avec l'accord de l'Elysée.⁴⁹⁾

Pour le gouvernement allemand, cet événement fit apparaître sous un angle nouveau la reconnaissance de la Chine ; on craignait désormais que la reconnaissance de la R.D.A. ne suive tôt ou tard. Cependant, ainsi que M. Jacques Baumel devait l'expliquer dans une interview accordée au Münchner Merkur, le gouvernement français considérait que dans le cas de l'Allemagne, c'était la République fédérale qui représentait la "réalité vivante", alors que la R.D.A. était pour ainsi dire la Formose allemande. La France soutenait donc "inébranlablement" la revendication de la République fédérale d'être le seul représentant de l'Allemagne. Pour ce qui est de la consultation franco-allemande avant la reconnaissance de la Chine, M. Baumel devait affirmer que le gouvernement français avait commencé à informer ses amis dès le début de novembre 1963 et que Bonn avait été "informé en détail". Si l'on n'avait "pas poussé la consultation jusqu'à demander son accord ou son refus", c'était pour ne pas mettre le gouvernement allemand dans l'embarras, connaissant la situation particulière de l'Allemagne.⁵⁰⁾ Il faut dire en effet que tous les gouvernements alliés de la France, et notamment le gouvernement allemand, avaient été parfaitement au courant de l'attitude que prenait le général de Gaulle envers la Chine populaire ; l'acte de la reconnaissance ne pouvait donc guère être une surprise pour eux. Lors du "sommet" des 14 et 15 février 1964, ce problème devait donner lieu à un échange de vues sur la notion même de la consultation, le côté français estimant qu'il n'avait tenu qu'à l'Allemagne d'ouvrir une discussion après qu'elle eut été informée par la France.

49) D'après André FONTAINE. "Les alliances en question. I. Le refroidissement". Le Monde, 3 septembre 1964.

50) "Erhard hoch im Kurs in Paris". (Interview accordée par le secrétaire général de l'U.N.R., M. Jacques BAUMEL, à Alfons DAIMA.) Münchner Merkur, 15 février 1964.

* * *

Sur le plan européen, le général de Gaulle avait vu "le triomphe de nos exigences"⁵¹⁾ avec l'accord adopté par le Conseil des ministres des Six, le 23 décembre 1963, sur les règlements financiers agricoles. Dans sa conférence de presse du 31 janvier 1964, il eut des paroles élogieuses pour le partenaire allemand, qui avait fait le plus de sacrifices :

"Saluons donc la preuve très claire de solidarité européenne et d'application de l'accord franco-allemand qui vient d'être donnée par le gouvernement du Chancelier Ludwig Erhard, et disons que notre fidélité aura l'occasion de répondre à cette fidélité."⁵²⁾

Etait-ce dire que le général était prêt à faire des concessions pour rendre possible la relance de l'Europe politique que souhaitait M. Erhard ? Sa conférence de presse permettait déjà d'en douter, puisqu'il condamna comme d'habitude les conceptions de ses partenaires, ajoutant :

"Cependant, divers signes peuvent donner à penser que les objections dressées contre l'organisation politique des Six ont perdu de leur virulence."⁵³⁾

Son ministre de l'information, M. Alain Peyrefitte, devait l'exprimer plus clairement à l'issue du conseil des ministres du 12 février 1964 :

"Nous sommes tout à fait partisans que nos partenaires reprennent à leur compte les propositions faites par la France en 1960 et nous souhaitons que l'accueil soit meilleur que celui de 1962."⁵⁴⁾

Or, le voyage que M. Erhard venait d'effectuer à Rome l'avait laissé sans illusions sur les possibilités d'une relance européenne sur la base du "plan Fouchet". Ce n'est donc pas sur ce plan là qu'il pouvait espérer rapporter des succès de son premier grand "sommet" franco-

51) Charles DE GAULLE. Mémoires d'espoir. 2 tomes. Paris : Plon, 1970 et 1971, tome II, p. 154.

52) Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome IV, p. 176.

53) Op. cit., tome IV, p. 177-178.

54) Cité d'après Le Monde, 13 février 1964, p. 3 et p. 20.

allemand. Il en avait pourtant bien besoin, puisque les "gaullistes" allemands venaient de lancer leur première campagne, dirigée contre M. Schröder. Ils affirmèrent que celui-ci suivait sur le plan franco-allemand une ligne différente de celle du chancelier et lancèrent des bruits de démission, tout en exigeant que le gouvernement mène une politique plus favorable à la France.

Le "sommet" des 14 et 15 février 1964 à Paris

Pour ce premier "sommet" dans le cadre du Traité et donc considéré comme une réunion de travail, le chancelier se rendit à Paris avec cinq de ses ministres et deux secrétaires d'Etat qui allaient tous avoir des entretiens avec leurs homologues français. Les sujets abordés "au sommet" étaient notamment la reconnaissance de la Chine, l'aide aux pays de l'Amérique latine, où le général de Gaulle devait effectuer deux voyages en 1964, et l'Europe des Six.

Ce qui frappa d'abord les observateurs, c'était le parti pris de cordialité du général de Gaulle et l'insistance que mettait le côté français à souligner qu'il n'y avait aucune opposition entre les objectifs politiques des deux pays. Une telle formule devait être employée par le général de Gaulle et par son ministre des armées, M. Messmer, au cours des séances plénières du 14 et du 15 février. Après le "sommet", M. Peyrefitte déclara à l'issue du conseil des ministres du 19 février :

"L'attitude de la France et de l'Allemagne dans tous les problèmes mondiaux n'est pas nécessairement jour après jour identique, mais il n'y a aucune opposition entre les buts que se proposent les deux puissances."⁵⁵⁾

Le chancelier Erhard semble cependant s'être employé à faire ressortir clairement les divergences au cours de ses entretiens avec le général. Il avait exprimé avec une totale franchise ses appréhensions à l'égard de la politique française et critiqué vivement notamment les conceptions de général de Gaulle sur la neutralité du Sud-Est asiatique.⁵⁶⁾ En outre, ainsi qu'il devait lui-même le révéler trois

55) Cité d'après Le Monde, 20 février 1964, p. 2.

56) Note en caractère gras en bas d'un article de l'A.F.P., Le Monde, 19 février 1964, p. 5.

ans plus tard, lorsqu'il n'était déjà plus chancelier, il avait demandé au général de Gaulle "s'il était prêt à conclure avec la République fédérale un accord sur la possession en commun d'armes atomiques". Celui-ci avait "refusé catégoriquement" une telle idée.⁵⁷⁾

On peut supposer que M. Erhard avait abordé ce sujet sous la pression des "gaullistes" allemands, pour lesquels la coopération nucléaire entre la France et l'Allemagne était une préoccupation majeure. On peut penser aussi que le général de Gaulle comptait sur leur appui et leur influence pour faire accepter, lors du prochain "sommet", ses propres idées sur ce plan. Or, il se méprenait aussi bien sur leurs conceptions politiques dans ce domaine que sur leur influence sur la politique allemande, croyant sans doute que l'ancien chancelier Adenauer pouvait encore s'imposer auprès du nouveau gouvernement. Car le général de Gaulle devait proposer à M. Erhard, d'après nous, une contribution allemande à la force de frappe française, ce qui aurait privé l'Allemagne de toute participation nucléaire réelle. Nous avons vu qu'on lui avait justement reproché auparavant de ne pas refuser à la République fédérale l'accession à la bombe atomique.⁵⁸⁾ Ce n'est qu'un an après ce "sommet", dans sa conférence de presse du 4 février 1965, qu'il devait dire clairement, fût-ce de façon indirecte, que l'Allemagne ne devait en effet pas posséder d'armement nucléaire.⁵⁹⁾

C'est donc sans doute pour préparer le terrain pour les propositions qu'il avait l'intention de faire plus tard que le général de Gaulle souhaitait présenter les rapports franco-allemands sous un aspect aussi harmonieux que possible. On avait à l'époque l'impression que ce "sommet" avait "rasséréiné l'atmosphère", ainsi que l'écrit Alfred Grosser.⁶⁰⁾ La délégation allemande se disait également satisfaite

57) "Ludwig Erhard fand kein Gehör. General de Gaulle bot keine atomare Zusammenarbeit an". (Interview accordée par l'ancien chancelier Ludwig ERHARD.) General-Anzeiger (Bonn), 7 mars 1967, p. 1.

58) Voir supra, p. 115-116.

59) Voir infra, p. 219.

Rappelons que dans les Mémoires d'espoir, le général devait s'exprimer très nettement en exigeant de la République fédérale "un renoncement complet aux armements atomiques" : voir supra, p. 25.

60) Alfred GROSSER. La politique extérieure de la Ve République. Paris : Seuil, 1965, p. 96.

et le porte-parole du gouvernement fédéral tâcha de sortir du dilemme en employant des formules plutôt creuses pour décrire les résultats de la rencontre. Il parla d'une "atmosphère particulièrement cordiale et naturelle" et du "renforcement de l'amitié par la franchise", estimant même que les séances plénières avaient "fait leurs preuves" et avaient déjà rendu "beaucoup plus dense l'échange de vues".⁶¹⁾

61) Conférence de presse du porte-parole du gouvernement fédéral,
M. von Hase : Bundespressekonferenz, Bonn, 17 février 1964, 15 h 30.

3° L'éclat et la crise

Le "sommet" des 3 et 4 juillet 1964 à Bonn et le problème de la participation nucléaire allemande - La conférence de presse du 23 juillet 1964 - Un essai de relance.

Après la rencontre de février 1964 à Paris, le chancelier Erhard savait que le général de Gaulle n'accepterait pas une force nucléaire franco-allemande, ainsi que certains des "gaullistes" allemands l'avaient suggéré. Il n'avait donc aucune raison de ne pas poursuivre ses efforts pour parvenir à une force nucléaire multilatérale (M.L.F.) dans le cadre de l'O.T.A.N., à laquelle le chancelier Adenauer avait donné son accord de principe le 14 janvier 1963. En juin 1964, M. Erhard effectua un voyage à Washington au cours duquel il devait prendre des positions favorables à la politique américaine sur pratiquement tous les points. Il accorda notamment son plein appui à la politique des Etats-Unis au Vietnam, condamnant formellement les conceptions françaises dans ce domaine. La presse rapporta même que le chancelier, cédant aux arguments américains, s'était déclaré prêt à renoncer à la conclusion projetée d'un accord commercial avec Pékin.⁶²⁾ Le général de Gaulle, au contraire, avait décidé, le 27 avril 1964, le retrait des officiers français des états-majors navals de l'O.T.A.N.

Peu après le "sommet" de février 1964, les "gaullistes" allemands devaient lancer une nouvelle campagne contre le chancelier Erhard. Ils prirent d'abord à plusieurs reprises publiquement parti pour le général de Gaulle, défendant notamment sa décision d'exclure la

62) M. Ernst Majonica, qui fut à cette époque l'expert en politique étrangère de la C.D.U., explique dans un livre très documenté comment M. Erhard avait été poussé, au cours d'une conférence de presse tenue le 13 juin 1964 à l'ambassade de la République fédérale à Washington, à faire des déclarations qui pouvaient être interprétées dans ce sens. Dans son entretien avec le président Johnson le même jour, il avait cependant simplement assuré qu'on ne songeait pas à l'ouverture de relations diplomatiques. En fait, le gouvernement allemand devait poursuivre les entretiens préparatoires engagés avec la Chine, et ce n'est que le 23 novembre 1964 que ces pourparlers devaient échouer à cause du refus chinois d'accepter une "clause de Berlin" en bonne et due forme. Voir Ernst MAJONICA, Bonn-Peking. Die Beziehungen der Bundesrepublik Deutschland zur Volksrepublik China. Stuttgart: Kohlhammer, 1971, p. 98-111.

Grande-Bretagne de la C.E.E.⁶³⁾ Ils exigèrent ensuite une relance immédiate de l'Europe politique, alors que les résultats des voyages que M. Erhard avait entrepris depuis le début de l'année à Rome, La Haye et Bruxelles avaient été décourageants. Finalement, ils rendirent publique, juste avant le nouveau "sommet" qui devait avoir lieu début juillet, leur exigence de proposer au général de Gaulle la création d'une commission franco-allemande qui serait chargée d'élaborer un projet d'unification politique. M. Adenauer avait lancé cette idée dans un discours prononcé le 23 juin 1964 à Düsseldorf devant le "Deutsch-französischer Kreis" et l'"Industrie-Club". Mais ce n'est qu'après le refus du chancelier Erhard, qui voulait justement éviter de donner prise au moindre soupçon de bilatéralisme franco-allemand sur ce plan, qu'il devait rendre public l'essentiel de ce discours dans le numéro du Rheinischer Merkur qui allait paraître le jour même de l'arrivée de la délégation française à Bonn.⁶⁴ En même temps, le président administratif de la C.D.U., M. Dufhues, avait également parlé publiquement de cette proposition à la veille du nouveau "sommet".

Mais des pressions venaient aussi du côté français. Avant l'arrivée du général de Gaulle, on avait laissé entendre qu'il était mécontent de l'orientation par trop proaméricaine de la politique allemande, et qu'il avait l'intention de le dire. Certains avaient même laissé prévoir qu'il pourrait exiger de façon impérative le ralliement du gouvernement allemand à la politique de l'Europe indépendante, faute de quoi le Traité serait mis en sommeil et la France irait s'adresser ailleurs.⁶⁵⁾

-
- 63) - Discours de l'ancien ministre MERKATZ au congrès de la C.D.U. à Hanovre, le 16 mars 1964 ;
- Discours de M. STRAUSS à Herxheim (Rhénanie-Palatinat), le 26 avril 1964 ;
- Discours de M. STRAUSS à l'université de Chicago, le 10 juin 1964.
- 64) Konrad ADENAUER. "Mit der Politischen Union endlich anfangen!". Rheinischer Merkur, 3 juillet 1964.
- 65) Voir André FONTAINE, Le Monde, 7 juillet 1964, p. 1.

Le "sommet" des 3 et 4 juillet 1964 à Bonn

Pour souligner encore le caractère décisif de la rencontre, le général de Gaulle devait se rendre à Bonn en compagnie de huit ministres. M. Erhard se doutait que la réunion ne serait pas facile, mais il n'a pas pu savoir ce qui l'attendait exactement. Dès leur premier entretien, le général de Gaulle lui reprocha vivement sa politique proaméricaine et le manque de résultats sur le plan franco-allemand. Mais surtout, il critiqua âprement l'intention de la République fédérale de participer à la force nucléaire multilatérale de l'O.T.A.N. et lui proposa, comme solution de rechange pour ainsi dire, une contribution allemande à la force de frappe française, ce que M. Erhard refusa.

Si tous les observateurs s'étaient aperçus que ce premier tête-à-tête ne s'était pas très bien passé et que le général avait beaucoup à reprocher au chancelier allemand, on a cru d'abord qu'il s'agissait surtout de la politique trop proaméricaine du gouvernement fédéral. Ce n'est que trois semaines plus tard, après la conférence de presse fracassante du 23 juillet 1964 dans laquelle le général de Gaulle devait adresser un véritable réquisitoire à l'Allemagne, que l'on comprit, par une allusion du porte-parole du gouvernement allemand, que le général désapprouvait désormais le désir allemand de participer à la force multilatérale (M.L.F.).⁶⁶⁾ Il a fallu attendre le mois de novembre pour que la France exprime publiquement sa critique.⁶⁷⁾ En effet, le général de Gaulle n'avait jusque-là pas vu d'inconvénient à l'adhésion de la R.F.A. à ce projet, compte tenu de la situation différente dans laquelle elle se trouvait. Ce point de vue avait encore été répété par M. Messmer au cours d'une séance plénière lors du dernier "sommet" franco-allemand.⁶⁸⁾ La surprise du chancelier Erhard a donc dû être totale,

66) Dans sa conférence de presse du 24 juillet 1964, M. von Hase devait dire qu'autrefois, la France avait toujours montré de la compréhension pour le désir allemand d'adhérer à la M.L.F., ce qui fut généralement interprété comme indiquant que tel n'était plus le cas. (Texte dans : Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 118, 28 juillet 1964.)

67) Discours de M. Couve de Murville devant l'Assemblée nationale, le 3 novembre 1964 : voir infra, p. 205-206.

68) Voir article non signé, Le Monde, 18 février 1964, p. 5.

car "tout semble indiquer que le président de la République, pour accroître l'effet de choc, avait renoncé à une préparation diplomatique"⁶⁹⁾.

Pour ce qui est de la proposition du général de Gaulle d'une contribution allemande à la force de frappe, rien n'en était connu non plus au moment du "sommet". C'est également après la conférence de presse du 23 juillet 1964 qu'il en fut question pour la première fois, grâce à des confidences faites aux correspondants de deux journaux anglo-saxons renommés. Voici ce qu'écrit le correspondant à Bonn du New York Times :

"Des sources qualifiées ont décrit comme bref et explicite l'échange de vues entre le général de Gaulle et le Dr Erhard au sujet de la participation ouest-allemande au programme nucléaire français, au cours de leur entretien ici le 3 juillet. - Le chancelier, d'après ces sources, écoutait en silence pendant que le président français exposa ses idées sur une contribution de Bonn au programme qui vise à faire de la France une des grandes puissances nucléaires d'ici à 1970. - A la fin, disaient-ils, le Dr Erhard avait demandé comment cette force nucléaire stratégique serait contrôlée. 'Mais elle est française', avait répondu le général de Gaulle d'après ces sources. Ils disent que le Dr Erhard rejeta sèchement l'offre et changea de sujet."⁷⁰⁾

Le correspondant du Times semble avoir recueilli des informations semblables, mais s'exprime plus prudemment. Le chef de l'Etat français avait particulièrement mis l'accent sur la coopération militaire entre les deux pays, écrit-il, ajoutant simplement :

"On pense ici que, dans la phase actuelle décisive de la création de la force de frappe, le général de Gaulle s'est rendu compte que la charge financière s'avèrera trop lourde pour la France seule et voudrait voir l'Allemagne la partager."⁷¹⁾

Les informations données dans ces deux articles ont été démenties le jour même par le gouvernement français, mais seulement quelques jours plus tard par le gouvernement allemand. Elles nous paraissent cependant parfaitement plausibles. Quoi qu'on ait pu prétendre à un moment donné, le général de Gaulle a sans doute toujours été opposé

69) Wolfgang WAGNER. "De Gaulle drängt zur Entscheidung. Bonn und die französische Aufforderung zu einer gemeinsamen 'europäischen Politik'". Europa-Archiv, 19 (17), 10 septembre 1964, p. 623.

70) Arthur J. OLSEN. "Erhard rejects bid by de Gaulle for atomic aid". New York Times (international edition), 25-26 juillet 1964, p. 1.

71) "Sharper retort to Paris". The Times, 25 juillet 1964, p. 5 (corr. à Bonn).

à ce que l'Allemagne accède à l'arme atomique sous quelque forme que ce soit ; de toute façon, il devait le dire clairement à partir de 1965.⁷²⁾ Il était donc aussi opposé à une force atomique franco-allemande, qu'il avait refusée dans son entretien avec le chancelier Erhard en février 1964. Comme il souhaitait de toute façon une défense purement nationale, il ne pouvait pas non plus être favorable à une force nucléaire européenne, surtout si celle-ci signifiait une participation réelle de l'Allemagne. Il ne restait donc pour lui qu'une seule solution : poursuivre la mise sur pied de la force de frappe, si possible avec l'aide financière des autres, et notamment du pays européen qui était le plus riche et qui avait le plus besoin de protection militaire. Car le général de Gaulle entendait offrir la force de frappe française à l'ensemble de l'Europe occidentale pour "assurer éventuellement la sauvegarde initiale de l'Ancien Continent", ce à quoi il ne croyait plus les Etats-Unis disposés "à l'époque des menaces et des 'escalades' atomiques"⁷³⁾. Il devait s'exprimer ainsi dans son discours du 22 novembre 1964, à Strasbourg, après avoir exigé que les Etats européens aient une défense "qui soit proprement la leur, avec ses objectifs, ses moyens et ses obligations"⁷³⁾. Cette dernière phrase ne vise donc pas une force nucléaire européenne, ainsi qu'on pourrait le croire.

Le général de Gaulle savait qu'en Allemagne, les milieux chrétiens-démocrates, et notamment les "gaullistes" allemands, étaient préoccupés par le problème d'une participation nucléaire de leur pays. C'est à ce souci qu'avait voulu répondre le gouvernement américain en proposant la création d'une force multilatérale de l'O.T.A.N. On croyait généralement que le chef de l'Etat français n'avait pas pris ce projet au sérieux et l'avait donc toléré jusqu'au moment où le président Johnson semblait vouloir le faire aboutir rapidement. C'est alors qu'il exprima sa désapprobation envers le gouvernement allemand, puisqu'une participation de la République fédérale à une force atomique sous la direction de l'O.T.A.N. et donc des Etats-Unis aurait compromis à tout jamais ses propres projets d'une Europe

72) Voir supra, p. 188 et note 59).

73) Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome IV, p. 315.
Voir aussi infra, p. 207-208.

indépendante. Il était logique qu'il choisisse ce moment pour mettre en avant ses propres propositions sur ce plan ; c'était aussi le moment où le développement de la force de frappe entraînait dans un stade décisif et où l'on commençait à entrevoir les frais immenses de l'entreprise. Le ministre français des armées avait d'ailleurs laissé pressentir, peu après le "sommet" de février 1964, quels étaient les sentiments de l'Elysée dans ce domaine. En effet, une question écrite avait été posée à M. Messmer par le député non inscrit (P.S.U.) du Finistère, M. Tanguy-Prigent, qui s'inquiétait "s'il est exact qu'ait pu être envisagée une participation de l'Allemagne fédérale aux dépenses, aux recherches et, par voie de conséquence, à la fabrication de la force de dissuasion"⁷⁴⁾. La réponse de M. Messmer en date du 21 mars 1964 fut brève et ambiguë, n'excluant justement pas qu'une participation allemande aux dépenses et aux recherches ait pu être envisagée :

"Le ministre des armées peut faire connaître à l'honorable parlementaire qu'il n'y a aucune participation de la République fédérale d'Allemagne à la fabrication de la force française de dissuasion."⁷⁴⁾

Du côté allemand, il y avait aussi plusieurs indices qui signalaient qu'une proposition du général de Gaulle pour une contribution allemande à la force de frappe n'était pas inconnue dans les milieux politiques. D'abord, il nous paraît tout à fait concevable qu'après la conférence de presse du 23 juillet 1964, les milieux "atlantiques" de Bonn aient fait des confidences aux correspondants de deux grands journaux anglo-saxons pour rendre public ce qui était, à leur avis, la véritable raison des reproches que le général adressait à la République fédérale : sa déception à cause du refus allemand de contribuer à la force de frappe. Ils espéraient sans doute aussi couper court ainsi aux bruits que les milieux des "gaullistes" allemands devaient néanmoins faire circuler, à savoir que le général de Gaulle aurait proposé à M. Erhard, à l'occasion de ce "sommet", une véritable coopération nucléaire entre la France et l'Allemagne, et que celui-ci aurait refusé.⁷⁵⁾

74) Question écrite n° 7516 : Journal officiel, Assemblée Nationale, séance du 21 mars 1964, p. 518.

75) Ce bruit lancé plus tard par les "gaullistes" allemands sera fort,

Nous avons déjà dit que le gouvernement fédéral avait démenti les informations données par les deux journaux anglo-saxons, fût-ce avec quelques jours de retard. Encore quelques jours plus tard, le 4 août 1964, l'ancien chancelier Adenauer devait, au cours d'une conférence de presse, donner une réponse évasive à une question sur une éventuelle contribution allemande à la force de frappe, affirmant qu'on n'avait "encore jamais" adressé une telle demande à la République fédérale et qu'il ne fallait donc pas se casser la tête la-dessus.⁷⁶⁾ Encore trois mois plus tard, M. Gerstenmaier, président du Bundestag et éminent membre du groupe "gaulliste", devait accorder une interview à la Bild-Zeitung, quotidien allemand à grand tirage. Voici le passage sur le sujet qui nous intéresse et qui clôt l'entretien :

"BILD : seriez-vous favorable à ce que nous accordions à la France un soutien financier pour la mise sur pied de la force nucléaire française ?

Gerstenmaier : je ne ferais pas une telle offre.

BILD : alors refuseriez-vous une telle demande de la France ?

Gerstenmaier, de façon ambiguë : à m o i , une telle demande m'est inconnue. Je dis bien : inconnue. J'espère que vous me comprenez.

BILD : merci, Monsieur le Président !" ⁷⁷⁾

Cette remarque du président du Bundestag, qui venait aussi de suggérer qu'un changement au ministère des Affaires étrangères pourrait améliorer les relations franco-allemandes, devait causer quelques remous à Bonn. M. Wehner, vice-président du S.P.D., estima dans une déclaration publiée le 8 novembre 1964 à Bonn que l'allusion de M. Gerstenmaier était "sibylline, mais quand même sans équivoque"⁷⁸⁾.

tenace et c'est même pour le réfuter enfin que M. Erhard devait déclarer, après sa démission comme chancelier, qu'il avait proposé au général de Gaulle la possession en commun d'armes atomiques dès février 1964, mais que celui-ci avait rejeté catégoriquement une telle idée : voir supra, p. 188.

76) D'après Frankfurter Neue Presse, 5 août 1964 (corr. à Bonn).

La "Bundespressekonzferenz" ne dispose pas d'un manuscrit de cette conférence de presse tenue à l'occasion de son 15^e anniversaire devant environ 300 journalistes. Plusieurs journaux rapportent cependant à peu près la même version.

77) "Wir sind in Gefahr!". (Entretien avec le président du Bundestag, M. Eugen GERSTENMAIER.) Bild-Zeitung, 7 novembre 1964.

78) Cité d'après Frankfurter Allgemeine Zeitung, 9 novembre 1964.

Il affirma le même jour à Augsburg qu'il savait qu'une demande de contribuer à la force de frappe française avait en effet été faite, bien que M. Gerstenmaier prétende ne rien en savoir.⁷⁹⁾

Revenons au déroulement du "sommet" des 3 et 4 juillet 1964. Après son premier entretien décevant avec le chancelier Erhard, le général devait infliger une humiliation fort remarquée à son hôte. Rendant une visite de courtoisie à l'ancien chancelier Konrad Adenauer, il resta environ vingt minutes de plus que prévu dans le bureau de celui-ci, faisant attendre M. Erhard et tous les ministres et hauts fonctionnaires réunis en séance plénière. "J'ai été séduit, déclarait-il en arrivant, et donc prisonnier."⁸⁰⁾ En outre, il devait s'entretenir, au cours de son séjour, avec plusieurs représentants de la tendance "gaulliste". A part M. Adenauer et le président Lübke, il rencontra aussi MM. Strauss, Gerstenmaier, Barzel et Krone.⁸¹⁾ C'est à dire qu'il cherchait à peser lourdement sur la politique intérieure allemande ; on avait presque l'impression d'un complot tramé contre le chancelier et son ministre des Affaires étrangères. Rappelons qu'aux yeux des observateurs, l'indignation du général de Gaulle ne portait que sur la politique par trop pro-américaine du gouvernement fédéral, puisqu'on ne connaissait pas encore ses griefs contre la participation allemande à la force multilatérale (M.L.F.) ni, bien sûr, ses intentions sur le plan nucléaire.

A l'issue de cette première journée mouvementée, le chancelier Erhard demanda, de façon assez spectaculaire, d'avancer son second entretien avec le général de Gaulle pour qu'il puisse avoir lieu dès le lendemain matin. Ce tête-à-tête était consacré notamment à l'Europe, et le général semble avoir parlé de nouveau avec la plus grande franchise. Il proposa à M. Erhard que la France et l'Allemagne

79) Voir Frankfurter Neue Presse, 9 novembre 1964.

Ajoutons cependant que M. Erhard lui-même n'a jamais parlé d'une telle demande française. En outre, le général de Gaulle, dans un entretien accordé le 21 décembre 1964 à C.L. Sulzberger, déclara catégoriquement que la France n'accepterait d'aucun pays une aide financière ou technique pour sa force nucléaire. Voir Cyrus L. SULZBERGER. An age of mediocrity. Memoirs and diaries, 1963-1972. New York : Macmillan, 1973, p. 146.

80) Cité d'après André FONTAINE, Le Monde, 7 juillet 1964, p. 1.

81) Voir Wolfgang WAGNER, "De Gaulle drängt zur Entscheidung", p. 625, ainsi que la conférence de presse de M. Gerstenmaier à Paris, le 23 octobre 1964.

agissent désormais ensemble, soulignant qu'ils pourraient alors imposer leur politique et n'auraient plus à se soucier des petits Etats. Le chancelier refusa.⁸²⁾ Alors que le contenu de cet entretien était bien sûr confidentiel, les "gaullistes" allemands, apparemment bien informés, devaient par la suite reprocher à M. Erhard d'avoir rejeté, à l'occasion de ce "sommet", l'"union à deux" (Zweierunion) que le général lui avait proposée. Le chancelier avait pourtant partiellement satisfait à leurs exigences en suggérant au général de Gaulle de lui soumettre de nouvelles propositions allemandes pour "donner naissance à une Europe unie et à une politique européenne commune sur le plan politique, économique et militaire", ainsi que devait l'exprimer le porte-parole allemand, M. von Hase.⁸³⁾ Certes, c'est le chancelier Erhard qui tenait le plus à pouvoir annoncer une "relance européenne" ; mais le fait d'avoir accepté de soumettre ces propositions d'abord au partenaire français, ainsi que la mention d'une politique européenne sur le plan militaire, représentaient pour lui une concession majeure et revenaient presque à accepter l'idée des "gaullistes" d'une commission

82) Ces informations furent données par M. Erhard dans deux interviews accordées après sa démission de la chancellerie :

En mars 1967, il déclara à un magazine suisse que le général avait qualifié d'"illusion" la conception allemande d'une Europe fédérale, ajoutant : "Mais si vous marchez avec moi, nous pourrons mettre toute l'Europe à genoux, tout le monde sera obligé de nous suivre." Voir : "Erhard bricht sein Schweigen". (Interview accordée par l'ancien chancelier Ludwig ERHARD à Michael CARO.) Schweizer Illustrierte, 6 mars 1967.

En août 1967, dans un entretien accordé au journal turinois La Stampa, il cita le général ainsi : "Si la France et l'Allemagne restent unies, nous pourrons dominer l'Europe et nous n'aurons plus à nous soucier des petits pays de ce continent." — "De Gaulle nel luglio '64 propone ad Erhard il condominio franco-tedesco sull'Europa". (Interview accordée par l'ancien chancelier Ludwig ERHARD à Massimo CONTI.) La Stampa, 12 août 1967. — Texte allemand du passage cité dans : Süddeutsche Zeitung, 14 août 1967 (D.P.A. de Turin).

Ces informations furent traitées de "révélations" et un jeune politologue allemand devait même dénoncer M. Erhard pour divulgation de secrets d'Etat, après l'interview accordée à La Stampa. L'attitude du général envers les petits Etats était pourtant bien connue, et nous avons vu qu'il s'était exprimé dans le même sens dans ses entretiens avec le chancelier Adenauer (voir supra, p. 60 et s.).

83) Conférence de presse de M. von Hase, le 4 juillet 1964. Texte dans : Bulletin des Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, n° 106, 7 juillet 1964.

franco-allemande pour élaborer des propositions sur ce plan. Le général de Gaulle se déclara d'accord pour rendre publique l'intention allemande de lui soumettre un nouveau projet.

Dans ses déclarations devant un public plus large - le toast du premier soir et l'intervention en séance plénière - le général se montra plutôt optimiste, développant le thème du dernier "sommet" d'après lequel les buts de la France et de l'Allemagne étaient au fond les mêmes. Intervenant au cours de la deuxième réunion plénière, il critiqua d'abord les maigres résultats du Traité, notamment sur le plan militaire. Mais il souligna ensuite que le jour viendrait inévitablement où les deux peuples auraient une politique extérieure commune puisque déjà aujourd'hui, ils étaient d'accord dans l'ensemble sur les buts à atteindre. Et de conclure :

"L'avenir est à nous. C'est pourquoi il faut être patient. Il n'y a pas un autre pays avec lequel la France soit plus disposée à coopérer que l'Allemagne."84)

Avant de quitter Bonn, il devait pourtant laisser tomber la remarque qu'il partait comme une "fiancée refusée"⁸⁵).

A l'issue du conseil des ministres du 7 juillet 1964, M. Peyrefitte donna lecture d'une déclaration qui allait dans le même sens que les déclarations publiques du général, mélangeant la critique ouverte aux expressions de confiance :

"L'extrême franchise et la cordialité des entretiens ont permis aux Français de souligner certaines lenteurs, certaines hésitations certaines timidités à aller de l'avant dans la voie de la coopération. Tout ce qui a trait à la réconciliation des deux peuples sur le plan humain marche bien, mais tout ce qui concerne une politique commune marche beaucoup moins vite. C'est ainsi que pour les armements, il n'y a aucun projet commun depuis celui de l'avion Transall, qui est antérieur au traité. - Il en est de même pour les affaires étrangères, les finances, les affaires économiques, l'agriculture et la coopération. (...) La délégation française a ainsi constaté que la République allemande n'était pas encore prête à appliquer la politique commune que nous souhaitons et que nous considérons comme nécessaire. La France a pris acte de l'intention allemande de proposer une procédure pour améliorer

84) Cité d'après André FONTAINE, Le Monde, 7 juillet 1964, p. 1.

85) Cité d'après Klaus HARPPRECHT. "Nicht ohne den Nachbarn!". Der Monat, 17 (196), janvier 1965, p. 10.

les conditions de l'examen du problème et du fonctionnement du traité. En conséquence, nous ne sommes ni impatients (...) ni découragés et nous considérons même, comme l'a dit le général de Gaulle, que l'évolution des grands facteurs internationaux pousse dans le sens de la coopération de plus en plus étroite entre nos deux pays."86)

La conférence de presse du 23 juillet 1964

Si la déclaration de M. Peyrefitte du 7 juillet 1964 annonçait déjà que la France n'hésitait plus à rendre public le désaccord franco-allemand et qu'elle imputait à la République fédérale la responsabilité pour le manque de résultats du Traité, elle paraîtra modérée à côté du long réquisitoire que le général devait lui-même adresser au gouvernement allemand au cours de sa conférence de presse du 23 juillet :

"Cependant, il faut bien constater que, si le traité franco-allemand a permis dans quelques domaines des résultats de détail, s'il a amené les deux Gouvernements et leurs administrations à pratiquer des contacts, dont, de notre côté, et à tout prendre, nous jugeons qu'ils peuvent être utiles et sont, en tout cas, fort agréables, il n'en est pas sorti, jusqu'à présent, une ligne de conduite commune.

Assurément, il n'y a pas et il ne peut y avoir d'opposition proprement dite entre Bonn et Paris. Mais, qu'il s'agisse de la solidarité effective de la France et de l'Allemagne quant à leur défense ; ou bien de l'organisation nouvelle à donner à l'alliance atlantique ; ou bien de l'attitude à prendre et de l'action à exercer vis-à-vis de l'Est, avant tout des satellites de Moscou ; ou bien, corrélativement, de la question des frontières et des nationalités en Europe centrale et orientale ; ou bien de la reconnaissance de la Chine et de l'oeuvre diplomatique et économique qui peut s'offrir à l'Europe par rapport à ce grand peuple, ou bien de la paix en Asie et, notamment, en Indochine et en Indonésie ; ou bien de l'aide à apporter aux pays en voie de développement, en Afrique, en Asie, en Amérique latine ; ou bien de la mise sur pied du Marché commun agricole et par conséquent, de l'avenir de la Communauté des Six, on ne saurait dire que l'Allemagne et la France se soient encore accordées pour faire ensemble une politique et on ne saurait contester que cela tient au fait que Bonn n'a pas cru, jusqu'à présent, que cette politique devrait être européenne et indépendante. Si cet état de choses devait durer, il risquerait à la longue d'en résulter, dans le peuple français du doute, dans le peuple allemand de l'inquiétude, et chez leurs quatre partenaires du Traité de Rome, une propension renforcée à en rester là où l'on en est, en attendant, peut-être, qu'on se disperse.

86) Cité d'après Le Monde, 8 juillet 1964, p. 18. (Nous avons corrigé dans trois cas ce qui étaient sans doute des fautes d'impression.)

Mais à travers le monde, la force des choses fait son oeuvre. En voulant et en proposant l'organisation d'une Europe ayant sa propre politique, la France est certaine de servir l'équilibre, la paix et le progrès de l'univers. Au surplus, elle est maintenant assez solide et sûre d'elle-même pour pouvoir être patiente, sauf grands changements extérieurs qui remettraient tout en cause et pourraient l'amener, de ce fait, à modifier son orientation. D'ailleurs, lors de la réunion qui vient d'avoir lieu entre les Gouvernements de Bonn et de Paris, M. le Chancelier Erhard a laissé prévoir une prochaine initiative allemande. En attendant que le ciel se découvre, la France poursuit par ses propres moyens ce que peut et doit être une politique européenne et indépendante. Le fait est que, partout, les peuples s'en félicitent et qu'elle-même ne s'en trouve pas mal."87)

Jamais avant le général de Gaulle n'avait dit publiquement de façon aussi claire que la mise en oeuvre du Traité supposait que l'Allemagne acceptât une politique qui soit "européenne et indépendante". Toute la responsabilité pour l'échec ou le succès du Traité était ainsi rejetée sur le partenaire allemand. Ce blâme public devait évidemment agacer au plus haut degré l'opinion allemande. Le gouvernement fédéral réagit avec une certaine fermeté : la politique allemande, affirma son porte-parole, ne dépendait "ni des Etats-Unis, ni de la France", et une politique commune des deux gouvernements ne saurait signifier que l'un accepte toutes les positions de l'autre.⁸⁸⁾

Après la conférence de presse du 23 juillet 1964, on crut le chef de l'Etat français totalement désabusé en ce qui concernait les relations franco-allemandes, puisqu'on parlait quotidiennement dans son entourage de l'échec de la politique symbolisée par le Traité.⁸⁹⁾ Cependant, pendant les mois qui suivirent, son attitude ne sera nullement celle d'un homme qui a abandonné tout espoir d'influencer le cours des événements. Au contraire, il ne manqua aucune occasion pour exercer systématiquement et avec beaucoup d'habileté des pressions sur le gouvernement fédéral pour que celui-ci abandonne le projet de M.L.F. et se rallie à la politique française en général. Le moment propice venu, il fit même un essai de relance spectaculaire

87) Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome IV, p. 229-231.

88) Conférence de presse de M. von Hase, le 24 juillet 1964. Texte dans : Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 118, 28 juillet 1964. - Voir aussi supra, p. 192, note 66).

89) André FONTAINE. "Les alliances en question. I. Le refroidissement". Le Monde, 3 septembre 1964, p. 1.

Le général exerçait ses pressions sur deux plans : d'une part, il saisit toutes les occasions pour mettre en évidence le mauvais état des relations franco-allemandes. Il le fit dans sa réponse à une lettre au sujet des crédits à long terme accordés aux pays de l'Est, lettre que le chancelier Erhard lui avait adressée début août. Il le fit en omettant toute allusion à la réconciliation entre les deux peuples dans les discours prononcés fin août à l'occasion du 20e anniversaire de la Libération. L'ajournement, sous un vague prétexte de vacances, de la rencontre entre les directeurs des affaires politiques des deux ministères des Affaires étrangères, prévue pour fin août, poursuivait visiblement le même but. Dans son discours du 3 novembre 1964, sur lequel nous aurons l'occasion de revenir, M. Couve de Murville souligna de nouveau que le Traité n'avait pas encore eu les résultats escomptés.

D'autre part, le général de Gaulle continua d'adresser quelques sourires aux pays de l'Est pour bien faire comprendre à l'Allemagne quelles pourraient être les conséquences de son attitude. Déjà, dans sa conférence de presse du 23 juillet 1964, il avait rappelé discrètement sa position sur la ligne Oder-Neisse en faisant allusion au désaccord sur "la question des frontières et des nationalités en Europe centrale et orientale". Fin août, on remarqua le ton particulièrement chaleureux du télégramme qu'il adressa à M. Krouchtchev en réponse aux félicitations non moins chaleureuses que celui-ci lui avait fait parvenir pour le 20e anniversaire de la Libération. Mais surtout, le 30 octobre 1964, la France signa avec l'Union soviétique un accord commercial dans lequel elle accepta l'octroi de crédits de sept ans, contrairement aux vœux exprimés par le chancelier Erhard dans sa lettre et contrairement à la ligne de conduite fixée par l'O.T.A.N.

Pendant ce temps, la confusion totale régnait à Bonn dans le camp gouvernemental en ce qui concerne l'attitude à prendre envers la France. Tout de suite après le "sommet" de début juillet, les "gaullistes" allemands avaient lancé une campagne en faveur d'une union politique à commencer immédiatement avec ceux qui y étaient prêts, et à la rigueur à deux. Même la conférence de presse du 23 juillet 1964 ne les avait pas tout à fait réduits au silence. A la mi-août,

M. Schröder déclara dans une interview que le général attendait trop de la République fédérale, surtout dans le domaine militaire, et que le Traité n'obligeait pas les deux pays à être d'accord sur tous les points. S'il estima qu'un traité n'avait sans doute pas été nécessaire pour sceller l'amitié franco-allemande, il ajouta qu'il avait lui-même souhaité que l'accord prenne la forme d'un traité que celui-ci avait d'ailleurs déjà démontré son utilité pour l'Allemagne à cause du prestige dont jouissait la France dans le monde. Il ajouta du reste qu'il serait à son avis "politiquement et moralement désastreux" de mettre en danger les liens étroits entre la République fédérale et les Etats-Unis.⁹⁰⁾ ...

Quelques semaines plus tard, le chancelier Erhard, dans une interview accordée également à l'hebdomadaire Die Zeit, se plaignait des "menées fâcheuses et incompréhensibles" dans son propre camp où il était difficile de distinguer "les ambitions personnelles et les intérêts de groupes". Il déclara qu'il n'avait pas l'intention de faire quelque chose de spectaculaire pour "dégeler" les relations franco-allemandes et que la France devait comprendre pourquoi le gouvernement allemand appuyait la politique des Etats-Unis. Il ajouta :

"Le climat franco-allemand n'a subi un refroidissement qu'apparemment. En réalité, les relations ont enfin été mises sur une base réaliste. (...) La vérité est toujours la meilleure conseillère."⁹¹⁾

Pour M. Erhard, qui attendait avant la fin de l'année la première visite de M. Krouchtchev en République fédérale, il était à ce moment essentiel de pouvoir donner une démonstration concluante de la cohésion du camp occidental. C'est dans cette perspective qu'il voyait non seulement le problème de la M.L.F. et celui des crédits à long terme accordés aux pays communistes, mais aussi celui de la "relance européenne" pour laquelle il voulait élaborer des propositions aussi rapidement que possible. Cependant, les données de base devaient

90) Werner HÖFER. "Übelnehmen gilt nicht... Kampener Gespräch mit Bundesausserminister Schröder". Die Zeit, 19 (34), 21 août 1964, p. 3. Voir aussi supra, p. 87-88 et p. 132.

91) Werner HÖFER. "Ein Jahr Volkskanzler. Gespräch mit Ludwig Erhard". Die Zeit, 19 (41), 9 octobre 1964, p. 3-4.

changer de façon inattendue, le 15 octobre 1964, avec la chute de M. Krouchtchev et la victoire électorale du Labour en Grande-Bretagne. Le chancelier Erhard était désormais moins pressé de voir aboutir ses divers projets, et la formation d'un gouvernement socialiste en Angleterre rendait de toute façon aléatoire l'avenir de la M.L.F.

* * *

C'est ce moment que choisit le général de Gaulle pour reprendre l'initiative. Il s'agissait d'abord de faire accepter la politique agricole commune de la C.E.E. Le 16 juin 1964, les Six avaient convenu à Bruxelles de prendre une décision avant la fin de l'année sur l'harmonisation des prix des céréales telle que la proposait le "plan Mansholt". Ce plan prévoyait l'alignement des prix nationaux en une seule fois et non plus par rapprochements successifs, ainsi qu'il avait été décidé en 1962. Or, l'Allemagne refusait d'accepter cette solution, qui aurait signifié pour elle des sacrifices financiers importants en année électorale (1965), faisant valoir que le traité de Rome ne rendait obligatoires des prix communs qu'à partir de 1970. Le général était cependant déterminé à parvenir à son but. A l'issue du conseil des ministres du 21 octobre 1964, M. Peyrefitte annonça que "la France cesserait de participer à la C.E.E. si le Marché commun agricole ne s'organisait pas"⁹²⁾. Cette menace sera répétée à plusieurs reprises au cours des semaines à venir.

Le 3 novembre 1964, M. Couve de Murville devait prononcer un important discours devant l'Assemblée nationale. Ce n'est certainement pas un hasard si, à la veille de cette déclaration, les "gaullistes" allemands passaient également à l'attaque.⁹³⁾ Dans une interview publiée dans la Bild-Zeitung du dimanche 1er novembre, M. Adenauer critiquait ouvertement le gouvernement Erhard et exprimait le souhait qu'"en ces temps mouvementés", l'Allemagne ait un ministre des

92) Cité d'après Le Monde, 22 octobre 1964, p. 22.

93) Parlant de l'année 1964, le professeur Grosser écrit qu'il n'aurait pas cru "que le général de Gaulle chercherait à ce point à peser sur la politique intérieure allemande" : Alfred GROSSER. La politique extérieure de la Ve République. Paris : Seuil, 1965, p. 187.

Affaires étrangères qui jouisse d'une meilleure santé que M. Schröder qui avait été malade pendant plusieurs semaines. Interrogé sur l'attitude difficile du général de Gaulle qui avait conclu un accord commercial avec l'U.R.S.S. et qui menaçait de boycotter la C.E.E., voire même de sortir de l'O.T.A.N., il répondit :

"Je crois que le comportement du général de Gaulle est largement dû au traitement peut-être trop frais que le gouvernement fédéral lui a réservé ici à Bonn en juillet. Un homme comme de Gaulle (...) n'accepte tout simplement pas cela."94)

Le 2 novembre, M. Eugen Gerstenmaier, parlant devant le "Deutscher Presseclub", déclara qu'à moins d'un an des élections générales, il n'était pas favorable à une "intervention chirurgicale" dans le gouvernement fédéral, surtout "pas à la tête". Cependant, il pensait qu'un changement au ministère des Affaires étrangères pourrait éventuellement mener à une amélioration du climat entre la France et l'Allemagne. Comme M. Adenauer, il estimait que la visite à Bonn du général de Gaulle n'avait "pas été évaluée à son juste poids" par le gouvernement fédéral.⁹⁵⁾ Deux représentants éminents des "gaullistes" allemands avaient ainsi ouvertement mis en question le gouvernement Erhard. M. Gerstenmaier s'était d'ailleurs rendu à Paris dix jours auparavant, où il avait été reçu par le général de Gaulle, et M. Adenauer devait y séjourner les 9 et 10 novembre.

Dans son discours du 3 novembre 1964 devant l'Assemblée nationale, M. Couve de Murville n'épargna pas non plus le chancelier allemand. Il critiqua que "la définition d'une politique commune et la coopération systématique en matière de défense ne sont pas réalisées", ajoutant cependant :

"Le gouvernement n'en tire en aucune manière la conclusion que la conception du traité était mauvaise."96)

Il exposa ensuite la conception française de l'Europe politique, faisant dépendre toute relance sur ce plan de deux accords préalables

94) "So schafft es Erhard nicht!". (Interview accordée par l'ancien chancelier Konrad ADENAUER à Herbert G. HAAKE.) Bild am Sonntag, 1er novembre 1964.

95) Cité d'après Stuttgarter Zeitung, 3 novembre 1964 (réd. de Bonn).

96) Journal officiel, Assemblée Nationale, 36e séance, 3 novembre 1964, p. 4423.

l'un sur la politique agricole des Six, l'autre sur les objectifs, ceux-ci étant "la définition, puis la pratique d'une politique extérieure commune, et (...) une coopération en matière de défense, qui pourrait tendre elle aussi vers une politique commune"⁹⁶⁾. Enfin, il exprima pour la première fois en public la critique du gouvernement français concernant le projet de M.L.F., soulignant que personne n'en connaissait les véritables objectifs ni l'utilité politique ni surtout les conséquences du point de vue de la construction "d'une véritable union européenne"⁹⁷⁾.

Le gouvernement allemand savait donc désormais que toute tentative de relancer la coopération politique des Six supposait d'abord l'abandon du projet de M.L.F. - alors que le ministre allemand de la défense venait encore de déclarer qu'à sa connaissance, l'attitude compréhensive de la France sur ce sujet n'avait pas changé.⁹⁸⁾ Le sort des propositions de "relance européenne" que le gouvernement allemand venait de soumettre à la France, puis de transmettre aux quatre autres partenaires, semblait ainsi jeté. Il est vrai que ce projet, élaboré à grand-peine à Bonn pour faire l'unanimité des Six, avait été accueilli avec déception dans toutes les capitales.

Deux jours après le discours de M. Couve de Murville à l'Assemblée nationale, le Premier ministre, M. Georges Pompidou, fit des déclarations devant l'Association de la presse parlementaire, le 5 novembre 1964. Il revint sur le sujet du Marché commun agricole, qui devait absolument se faire, "faute de quoi le Marché commun industriel périra". Mais surtout, il critiqua vivement la force multilatérale (M.L.F.), qui, d'abord "quelque chose d'un peu vague", avait ensuite pris "une consistance plus agressive" et était aujourd'hui "destructrice pour l'Europe, provocatrice pour certains autres pays et finalement dirigée plus ou moins contre la France". Il fit même une allusion à son incompatibilité avec le Traité franco-allemand, puisqu'elle risquait d'"aboutir à la création d'une sorte

96) Voir page précédente.

97) Op. cit., p. 4425.

98) "La coopération militaire franco-allemande progresse de façon satisfaisante". (Interview accordée par le ministre allemand de la défense, M. Kai-Uwe von HASSEL, à Henri de KERGORLAY.) Le Figaro, 24-25 oct. 1964, p. 1.

d'alliance militaire germano-américaine de premier choix".⁹⁹⁾ - Il était désormais tout à fait clair pour le gouvernement allemand que la France ferait tout pour empêcher la création de la M.L.F. Le général de Gaulle devait encore insister sur ce point dans deux entretiens qu'il eut avec l'ancien chancelier Adenauer, les 9 et 10 novembre 1964, lorsque celui-ci se trouva à Paris pour y être reçu à l'Académie des Sciences morales et politiques. M. Adenauer pour sa part insista pour que le général ne sacrifie pas l'amitié franco-allemande.

Un essai de relance

A la mi-novembre 1964, le problème de la M.L.F. était toujours en suspens, mais l'atmosphère était déjà à l'ajournement. En même temps, le gouvernement fédéral avait pour la première fois fait comprendre, par un discours de M. Schröder, le 10 novembre au Conseil des ministres des Six, qu'il était prêt à des concessions en ce qui concernait les prix agricoles. C'est à ce moment décisif que le général de Gaulle devait faire de nouvelles avances à la République fédérale qui, venant quatre mois seulement après la conférence de presse accablante du 23 juillet, étaient considérées comme spectaculaires. Dans son discours de Strasbourg du 22 novembre 1964, il déclara :

"A qui serait-il possible d'ignorer la signification attachée par nous au traité d'action commune qui fut signé l'an dernier, sans restriction ni préambule, par les Gouvernements de Bonn et de Paris ? Mais, à une transformation aussi complète et aussi méritoire de l'état d'âme, de l'attitude, de l'action, qui furent nécessairement les nôtres depuis trois siècles, il faut une justification qui lui soit proportionnée. Laquelle ? sinon l'accomplissement, en commun avec l'Allemagne, d'une ambition à la fois très ancienne et très moderne : la construction d'une Europe européenne, autrement dit indépendante, puissante et influente au sein du monde de la liberté.

Oui ! la coopération des deux grands peuples réconciliés est désirée par notre pays pour cette raison qu'elle est la seule base sur laquelle puisse s'établir l'union de l'Europe occidentale. C'est pourquoi la France attribue une importance capitale aux échéances imminentes qui vont montrer s'il est possible, ou non, aux Etats signataires du Traité de Rome de créer entre eux une réelle communauté économique en y faisant entrer l'agriculture, c'est-à-dire en fixant, au même titre pour tous les Six, les

99) Cité d'après André PASSERON, Le Monde, 7 novembre 1964, p. 2.

règlements et les prix. C'est aussi pourquoi nous, Français, tenons pour indispensable, qu'au plus tôt les participants réalisent et pratiquent entre eux dans le domaine politique, qui est d'abord celui de la défense, une organisation, alliée certes au Nouveau Monde, mais qui soit proprement la leur, avec ses objectifs, ses moyens et ses obligations.

Au demeurant, à l'époque des menaces et des 'escalades' atomiques, il n'y a pas, pour assurer éventuellement la sauvegarde initiale de l'Ancien Continent et, par conséquent, justifier l'Alliance Atlantique, d'autre voie que l'organisation d'une Europe qui soit elle-même, notamment pour se défendre."¹⁰⁰⁾

Si le ton avait changé, le contenu était en fait resté le même. Pour "justifier" le Traité, la République fédérale devait donner son accord à l'Europe indépendante, et tout d'abord accepter la politique agricole commune et une défense européenne propre, donc l'abandon de la M.L.F. Dans l'allusion du général à une défense des Etats européens "qui soit proprement la leur, avec ses objectifs, ses moyens et ses obligations" et qui serve à "assurer éventuellement la sauvegarde initiale de l'Ancien Continent", on a d'abord vu très généralement la proposition d'une solution européenne à la place de la M.L.F. Bien que, du côté français, on n'ait jamais prétendu vouloir partager la décision ultime sur l'emploi de la force de frappe, il semble qu'envers des journalistes allemands, des ministres français aient d'abord donné une interprétation qui suscitait l'espoir que la France serait prête à coopérer plus largement que Washington avec ses partenaires européens en ce qui concernait la planification et l'utilisation de la force nucléaire.¹⁰¹⁾ Mais il devait très vite s'avérer que le général entendait en fait simplement offrir la force de frappe française à l'ensemble de l'Europe occidentale comme protection, bien qu'il ait toujours laissé subsister un reste de doute sur la possibilité de créer une force nucléaire européenne dans un avenir lointain, une fois l'Europe européenne entrée dans la réalité.¹⁰²⁾ C'est ce doute qui devait permettre aux "gaullistes" allemands

100) Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome IV, p. 314-315.

101) Voir Ernst WEISENFELD. De Gaulle sieht Europa. Reden und Erklärungen, 1958-1966. Frankfurt am Main : Fischer Bücherei, 1966, p. 118.

102) Voir aussi supra, p. 194, ainsi qu'infra, p. 210 et p. 234, note 164). En fait, nous ne voyons vraiment pas comment la vaste confédération d'Etats européens que préconisait le général de Gaulle aurait pu être détentrice d'une force nucléaire.

de prétendre que le général de Gaulle était prêt à créer, à long terme, une force de dissuasion européenne, si seulement le gouvernement Erhard voulait accepter ses propositions.¹⁰³⁾

Le gouvernement de Bonn réagit avec prudence à l'allocution du 22 novembre 1964. Son porte-parole devait déclarer :

"Le discours pose des questions dont le gouvernement fédéral ne méconnaît pas la signification et qui devront être discutées entre les deux gouvernements dans l'esprit du traité franco-allemand."¹⁰⁴⁾

Dès le 23 novembre, le chancelier Erhard demanda à rencontrer l'ambassadeur de France à Bonn pour obtenir des précisions. On ne sait pas, bien sûr, quelles ont été ces précisions fournies au gouvernement allemand. Toujours est-il que dix jours après le discours de Strasbourg, le général de Gaulle reçut à Paris M. Erich Mende, vice-chancelier et leader libéral, qui lui aurait fait comprendre que la M.L.F. était enterrée et que le gouvernement allemand pourrait utiliser les crédits qui devaient lui être affectés pour satisfaire aux demandes de l'agriculture allemande après l'adoption du "plan Mansholt".¹⁰⁵⁾ Le bruit courut même qu'il avait ajouté que ces crédits pourraient être consacrés à une participation allemande à la construction de fusées françaises.¹⁰⁶⁾

Le jour du départ de M. Mende, le 4 décembre 1964, s'ouvrit à Paris la 8e Conférence franco-allemande. Ces conférences, organisées par le Mouvement européen, réunissent des hommes politiques de différentes appartenances politiques ainsi que des journalistes et d'autres intéressés. Cette 8e conférence fut pour la France l'occasion de faire connaître à ses interlocuteurs allemands la solution de rechange qu'elle envisageait si Bonn était prêt à abandonner la M.L.F., soumise au feu roulant des participants gaullistes. Le général

103) M. Strauss devait se servir de cet argument au cours de sa campagne électorale de l'été de 1965. Voir par exemple : Franz Josef STRAUSS. "Das Genfer Schelmen-Spiel". Rheinischer Merkur, 27 août 1965. - Voir aussi infra, p. 230.

104) Conférence de presse du porte-parole du gouvernement fédéral, M. von Hase : Bundespressekonferenz, Bonn, 23 novembre 1964, 15 h 30.

105) Note de la rédaction en bas d'un article de l'A.F.P., Le Monde, 9 décembre 1964, p. 2.

106) Voir infra, p. 216-217.

Beaufre était lui-même venu participer aux travaux d'une commission, dont M. Jean de Lipkowski résuma ensuite les discussions en séance plénière.¹⁰⁷⁾ Les idées qu'il exprima alors sont exposées de façon encore plus nette dans deux articles largement identiques que M. Jacques Vernant, secrétaire général du Centre d'Etudes de Politique étrangère et co-organisateur de la conférence, devait publier peu après dans Europa-Archiv et dans la Revue de défense nationale. L'Allemagne, écrit M. Vernant, ne cherche dans la M.L.F., d'après ses propres dires, qu'une participation à l'établissement des plans stratégiques, y compris dans le domaine nucléaire, applicables à la défense du continent européen. Cet objectif est légitime.

"Mais on ne comprend pas, alors, pourquoi le Gouvernement fédéral n'accepterait pas que la coordination des plans et l'élaboration d'une stratégie commune s'effectuent d'abord à un échelon européen, c'est-à-dire, pour commencer, entre les Six ou entre les Sept. Cela signifierait que les plans comportant l'utilisation des armes françaises et britanniques - dans des hypothèses à vrai dire peu probables - seraient discutés et arrêtés entre Alliés européens, étant entendu que les armes nucléaires françaises -sinon britanniques - resteraient placées sous le commandement national de la France. Une stratégie commune européenne, une fois définie, devrait être bien entendu coordonnée avec la stratégie américaine dans le cadre de l'Alliance."¹⁰⁸⁾

Dans la version allemande de cet article, M. Vernant exprime les mêmes idées.¹⁰⁹⁾ Ajoutons que, pour rendre cette proposition plus alléchante pour la République fédérale, on n'hésitait pas, du côté français, à faire miroiter aux Allemands, au cours de la 8e Conférence franco-allemande, la perspective lointaine d'une force nucléaire européenne. Aussi bien le général Beaufre que M. de Lipkowski la déclarèrent "souhaitable"¹¹⁰⁾.

On s'attendait généralement à ce que le général s'apprêtât à proposer au chancelier Erhard une telle "participation" nucléaire lors du prochain "sommet", qui devait avoir lieu en janvier 1965. L'espoir

107) Textes allemands des interventions en séance plénière dans : Deutsch-französische Freundschaft in der Bewährung. VIII. Deutsch-Französische Konferenz, Paris, 4.-6. Dezember 1964. Bonn : Schriftenreihe des Deutschen Rates der Europäischen Bewegung, Heft 17, 1965, 95 p.

108) Jacques VERNANT. "Paris, Bonn et l'Europe". Revue de Défense nationale, 23 (1), janvier 1965, p. 141.

109) Jacques VERNANT. "Paris, Bonn und Europa". Europa-Archiv, 20 (1), 10 janvier 1965, p. 1-8.

110) Deutsch-französische Freundschaft in der Bewährung, p. 51.

du général de gagner Bonn à une politique "européenne" sur le plan militaire peut sembler particulièrement étonnant lorsqu'on sait que la République fédérale venait de signer avec Washington, le 14 novembre 1963, un accord sur les achats d'armements et sur la coopération militaire en général dont l'effet était, ainsi que l'a écrit le professeur Henry Kissinger, "de rendre les forces armées allemandes dépendantes des Etats-Unis en ce qui concerne leur équipement militaire"¹¹¹⁾. La France en était parfaitement consciente puisque M. de Lipkowski avait même déclaré, devant la 8e Conférence franco-allemande, que cet accord était "en contradiction avec le Traité franco-allemand"¹¹²⁾. Cependant, sa conclusion n'avait pas empêché le général de Gaulle de faire les avances que l'on sait quelques jours plus tard, dans son discours du 22 novembre 1964.

* * *

Le climat franco-allemand était relativement bon à la fin de 1964, d'autant plus que la disparition discrète de la M.L.F. se confirmait. Le 15 décembre 1964, le gouvernement fédéral accepta à Bruxelles l'unification notamment des prix des céréales, à partir du 1er juillet 1967, au niveau proposé par le "plan Mansholt". Dès le lendemain, le général de Gaulle salua cet accord comme une "étape capitale" qui "débloque non seulement le Marché commun agricole et économique, mais aussi la collaboration politique"¹¹³⁾. Une fois de plus, il ne fallait cependant pas s'attendre à ce qu'il soit disposé à des concessions dans ce dernier domaine. Le 31 décembre 1964, recevant des journalistes accrédités à l'Elysée, il devait répondre à la question d'un journaliste qui voulait savoir s'il allait maintenant s'engager sur la voie de l'Union politique :

111) Henry A. KISSINGER. The troubled partnership. A re-appraisal of the Atlantic alliance. (Published for the Council on Foreign Relations.) New York/London/Toronto : McGraw-Hill, 1965, p. 207.

112) Deutsch-französische Freundschaft in der Bewährung, p. 52.

Le journaliste allemand E. Weisenfeld devait même mettre cet accord sur le même plan que l'accord de Nassau en ce qui concerne ses conséquences néfastes pour les relations franco-allemandes : Ernst WEISENFELD, De Gaulle sieht Europa, p. 15.

113) Communiqué lu par M. Peyrefitte à l'issue du conseil des ministres du 16 décembre 1964, cité d'après Le Monde, 17 décembre 1964, p. 24.

"Mais la France a fait des propositions. Elles sont là. Il s'agit de les adopter."¹¹⁴⁾

La détente franco-allemande fut perturbée un moment par ce que l'on appelait vite l'"incident du communiqué" du 16 décembre 1964. A l'occasion de la session ministérielle de l'O.T.A.N. à Paris, M. Schröder avait exprimé le désir de son gouvernement de voir les trois puissances occidentales prendre une initiative sur le problème allemand. Les ministres des Affaires étrangères avaient alors décidé de publier une déclaration commune sur ce sujet à l'issue de la session. Cependant, M. Schröder se montra peu satisfait du projet élaboré par les experts et exigea des changements, que le représentant français ne crut pas acceptables. M. Schröder déclara alors sans plus attendre publiquement que la "déclaration commune" avait échoué. Le lendemain, le 16 décembre, il fit lire par un porte-parole allemand le texte d'un communiqué qui représentait en fait la version que le ministre allemand avait souhaité pour la déclaration commune.¹¹⁵⁾ Une telle déclaration était de ce fait devenue impossible, et M. Schröder en rendait responsable le côté français.

En fait, cet incident était l'expression des tensions au sein du camp gouvernemental à Bonn plus que celle de divergences franco-allemandes. Il semble en effet que M. Schröder soit arrivé à Paris résolu à provoquer des éclats qui marqueraient la fermeté de sa politique étrangère.¹¹⁶⁾ Il avait réussi à provoquer des commentaires favorables dans pratiquement l'ensemble de la presse allemande.¹¹⁷⁾

114) Cité d'après André PASSERON, Le Monde, 2 janvier 1965, p. 2.

115) Cette reconstitution des faits a été empruntée à : H.B. (corr. à Paris). "Mit einem Kleinomnibus begann es...". Die Welt, 18 déc. 1964.

116) Jacques Nobécourt cite à ce sujet des "informations convergentes de source allemande" : Jacques NOBÉCOURT. "Un incident franco-allemand". Le Monde, 18 décembre 1964, p. 3.

117) Dans l'article déjà cité, le correspondant à Paris du journal Die Welt, donnant une reconstitution détaillée des événements, note aussi que M. Schröder avait été contrarié parce que, arrivant à Orly le 9 décembre 1964 pour un entretien de routine avec M. Couve de Murville, aucune voiture n'était venue le chercher directement à l'avion, et qu'en arrivant de nouveau le 14 décembre, sa voiture n'avait pas été escortée par des agents motocyclistes pour traverser Paris aux heures de pointe : "Mit einem Kleinomnibus begann es...", Die Welt, 18 décembre 1964.

Pour le ministre des Affaires étrangères, il s'agissait de contre-carrer enfin l'influence des "gaullistes" allemands aussi bien dans l'administration que dans l'opinion publique de son pays.¹¹⁸⁾ Cependant, le chancelier Erhard, songeant surtout à ne pas compromettre le succès de la prochaine rencontre franco-allemande et de la "relance européenne" qu'il souhaitait plus que jamais en année électorale, ne semble pas avoir apprécié l'éclat de Paris. Toujours est-il qu'après un long entretien téléphonique qu'eut M. Schröder avec le chancelier le lendemain de l'incident, il devait s'efforcer de minimiser l'affaire, soulignant devant la presse qu'il ne fallait pas exagérer ni dramatiser les divergences de vues qui ne portaient que sur la forme et non pas sur le fond du problème.¹¹⁹⁾

Devant ces tergiversations du pouvoir, les "gaullistes" allemands rentraient massivement en scène, lançant une campagne contre M. Schröder, que le chancelier aurait eu l'intention de sacrifier, et une autre en faveur de la coopération nucléaire entre la France et l'Allemagne. Il ressort de plusieurs interviews et articles des représentants de cette tendance qu'ils songeaient à une force atomique franco-allemande ou européenne qui donnerait aux Allemands droit de regard sur la force de frappe française.¹²⁰⁾ La prise de position la plus spectaculaire du camp des "francophiles" venait cependant du président de la République fédérale, M. Lübke. A l'occasion de la présentation solennelle de ses vœux de nouvel an devant l'ensemble du cabinet fédéral, le 6 janvier 1965, il devait critiquer ouvertement la ligne suivie par M. Schröder et souhaiter une amélioration des relations franco-allemandes - alors que la Constitution impose au président un rôle de stricte neutralité.

118) Ainsi M. Josef Jansen, directeur d'Europe occidentale au Auswärtiges Amt et l'un des principaux artisans du rapprochement franco-allemand sous le chancelier Adenauer, négociateur allemand du Traité, jugé trop "francophile", fut nommé ambassadeur au Vatican en décembre 1964. Son envoi en poste à l'étranger revêtit une signification politique abondamment commentée à Bonn.

119) "Mit einem Kleinomnibus begann es...", Die Welt, 18 décembre 1964.

120) Voir notamment l'article du ministre Heinrich KRONE dans Politisch-Soziale Korrespondenz, 28 décembre 1964. Egalement :

- Interview avec M. BARZEL, Bonner Rundschau, 27 décembre 1964.
- Interview avec M. STRAUSS, Rheinische Post, 8 janvier 1965.
- Interview avec M. DUFHUES, Bonner Rundschau, 10 janvier 1965.

Ajoutons que la position des "gaullistes" allemands était renforcée, au début de l'année 1965, par l'attitude des Etats-Unis. On s'aperçut en effet que ceux-ci étaient en fait plus réticents que les Français en ce qui concernait l'initiative sur le problème allemand souhaitée par le gouvernement allemand en année électorale, année qui marquait en même temps le 20e retour de la fin de la guerre. En outre, le fait que Washington avait définitivement abandonné le projet de M.L.F. naguère si ardemment défendu, sans vraiment demander l'avis du principal concerné, la République fédérale, devait donner raison à ceux qui exigeaient une coopération nucléaire avec la France.

4° 1965 : année des malentendus

La rencontre de Rambouillet des 19 et 20 janvier 1965 - La conférence de presse du 4 février 1965 - Le "sommet" des 11 et 12 juin 1965 à Bonn - La crise de la C.E.E. - La victoire électorale de M. Erhard - De nouveau le problème nucléaire.

A Paris comme à Bonn, on estimait que le nouveau "sommet" s'annonçait sous des auspices plutôt favorables. Le général de Gaulle avait adressé au chancelier Erhard un message rédigé en termes particulièrement aimables dans lequel il était de nouveau question d'une relance de l'Europe politique, et celui-ci avait accepté de venir en France avant la visite de M. Wilson à Bonn, ainsi que l'avait souhaité le général. Comme M. Erhard avait mis en avant, dès le mois de décembre 1964, l'idée d'une rencontre plus intime sans la participation des ministres techniques et donc sans réunions plénières, pour disposer du plus de temps possible pour s'entretenir avec le général de Gaulle, celui-ci avait proposé qu'elle ait lieu au château de Rambouillet. Ce geste conférait une signification particulière à ce "sommet".

C'est dans une atmosphère d'expectative mutuelle que commençait la rencontre de Rambouillet. En ce début d'année électorale, M. Erhard souhaitait ardemment deux sortes de succès, l'un sur le problème allemand, l'autre dans le domaine de l'Europe politique. Le général de Gaulle, au contraire, espérait enfin gagner le chancelier allemand à sa conception d'une Europe européenne ; ce sera sa dernière tentative dans ce sens. Les deux hommes eurent trois entretiens en tête-à-tête où ils furent rejoints vers la fin par M. Pompidou et par les deux ministres des Affaires étrangères. M. Erhard aborda le problème allemand, celui de la réunification, insistant pour que la France prenne l'initiative de tenter de convoquer une conférence des Quatre pour en recommencer la discussion.¹²¹⁾ Le général lui répondit en exposant sa pensée sur le fond tel qu'il devait la présenter au public dans sa conférence de presse du 4 février 1965. Le problème de la réunification, insista-t-il, ne pouvait trouver sa solution que dans le cadre d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural telle qu'il

121) Maurice COUVE DE MURVILLE. Une politique étrangère 1958-1969. Paris : Plon, 1971, p. 268.

l'envisageait. Mais il faudra pour cela que l'Allemagne renonce à tout effort pour obtenir des armes nucléaires. Il reconnut cependant pleinement le droit de la République fédérale à participer à l'élaboration d'une stratégie commune, tout en mettant en doute que la solution de ce problème puisse être trouvée dans le sens de l'intégration atlantique.¹²²⁾

C'est donc cela la solution de rechange que le général proposait au chancelier pour remplacer la M.L.F. : une participation à l'élaboration d'une stratégie commune, étant entendu que celle-ci devait être européenne. A l'issue du conseil des ministres du 21 janvier 1965, M. Peyrefitte répétera que le gouvernement français considérait "comme parfaitement normal que le gouvernement allemand soit associé à la discussion et à la planification de la stratégie nucléaire qui intéressent tous les Allemands au premier chef"¹²³⁾. Le chancelier Erhard savait cependant que cette solution ne satisferait guère ses adversaires "gaullistes" en Allemagne. Nous pensons donc qu'il a fait une autre proposition au général de Gaulle, ne serait-ce que par acquit de conscience. Nous avons vu qu'il lui avait proposé, en février 1964, une force nucléaire franco-allemande, que le général avait refusée. Celui-ci avait alors proposé, en juillet 1964, une contribution allemande à la force de frappe française, ce que le chancelier Erhard avait refusé. Maintenant, en janvier 1965, M. Erhard a très vraisemblablement "soulevé la question de savoir si la France ne pourrait pas au moins développer avec la République fédérale un système commun de fusées, même si les têtes nucléaires de celles-ci restaient exclusivement en possession de la France". Il devait en effet déclarer dans l'interview déjà citée accordée en mars 1967 au General-Anzeiger de Bonn, qu'après sa proposition de février 1964, il avait "à une autre occasion, plus tard", fait cette suggestion.¹²⁴⁾ Cette autre occasion n'a pu être que la rencontre de Rambouillet, d'autant plus que le bruit avait précisément couru, en décembre 1964, que

122) Résumé détaillé des entretiens : André FONTAINE, Le Monde, 22 janvier 1965, p. 1.

123) Cité d'après Le Monde, 22 janvier 1965, p. 20.

124) "Ludwig Erhard fand kein Gehör. General de Gaulle bot keine atomare Zusammenarbeit an". (Interview accordée par l'ancien chancelier Ludwig ERHARD.) General-Anzeiger (Bonn), 7 mars 1967, p. 1. - Voir aussi supra, p. 188.

M. Mende avait laissé prévoir à l'Elysée une telle initiative allemande. Le général a cependant refusé cette proposition, rapporta M. Erhard dans l'interview, refus qui n'a pas dû surprendre le chancelier.

Des deux côtés, on se montra fort satisfait des résultats de cette rencontre. Le général avait fait un excellent accueil au chancelier allemand et lui avait donné son accord pour une initiative occidentale en faveur de la réunification ainsi que pour un "sommet" des Six aux environs de juillet, précédé d'une conférence des six ministres des Affaires étrangères. Il est vrai que l'on s'exprimait plus prudemment du côté français que du côté allemand, et certains commentateurs disaient même le partenaire français déçu.¹²⁵⁾ Il est vrai aussi que la France refusait la publication d'un communiqué commun sur l'accord intervenu, faisant valoir que la décision d'une relance européenne appartenait aux Six ensemble. Il y avait même eu un petit incident, puisque la délégation allemande avait publié un texte, d'abord présenté comme celui d'une déclaration franco-allemande, mais dont il s'avéra par la suite qu'il s'agissait uniquement d'un projet de directive commune destiné aux deux porte-parole. Cependant, le porte-parole français, M. Claude Lebel, devait néanmoins déclarer qu'il avait été entendu que les deux gouvernements allaient approcher leurs partenaires des Communautés européennes pour que, prochainement, puissent avoir lieu des conférences à divers niveaux.¹²⁶⁾ Cette formule correspondait largement à celle employée par le côté allemand. A l'issue du conseil des ministres du 21 janvier 1965, M. Peyrefitte déclara de façon encore plus prudente que la coopération franco-allemande "pourra se faire sentir à propos d'un début de construction de l'Europe politique et sur les problèmes allemands"¹²⁷⁾. - A Bonn, où l'on tenait à exploiter au maximum les résultats de la rencontre, on se montra optimiste, notamment en ce qui concernait la promesse française de tenir un "sommet" européen. A son arrivée à l'aéroport, M. Erhard déclara pour la radio qu'il

125) Voir par exemple : "Erhard talks disappoint French". The Times, 21 janvier 1965 (corr. à Paris).

126) Documentation française, Chroniques étrangères : Allemagne, 65 (2), février 1965, p. 7.

127) Cité d'après Le Monde, 22 janvier 1965, p. 20.

n'y avait "pas eu une seule fausse note, pas une seule dissonance" dans ses entretiens avec le général de Gaulle.¹²⁸⁾ On ne parlait plus que de l'"esprit de Rambouillet" à Bonn.

La conférence de presse du 4 février 1965

Quinze jours à peine après la rencontre de Rambouillet, le général de Gaulle exposa sa vision de l'avenir de l'Europe dans une conférence de presse qui devait marquer le début d'une certaine réorientation de la politique française, bien qu'on s'en défendisse à Paris comme à Bonn, où on se disait même très satisfait. Le général traita très longuement le problème allemand qu'il appela le problème européen "par excellence"¹²⁹⁾. Après avoir rappelé que le redressement économique, politique et militaire de la République fédérale inspirait parfois "de la circonspection, voire quelque malaise" à ses voisins, il ajouta :

"Pour la France, tout se ramène aujourd'hui à trois questions, étroitement liées. - Faire en sorte que l'Allemagne soit désormais un élément certain du progrès et de la paix. - Sous cette condition, aider à sa réunification. - Prendre la voie et choisir le cadre qui permettraient d'y parvenir."¹³⁰⁾

Il avait ensuite fait allusion à "la répulsion inspirée par le communisme à la population allemande toute entière" et à "l'artifice brutal du mur et des barbelés" en Allemagne.¹³¹⁾ Cette situation, disait-il, ne saurait être tenue pour définitive, vingt après la fin de la guerre.

"Mais il est clair qu'une paix réelle, a fortiori des rapports féconds entre l'Ouest et l'Est, ne seront pas établis tant que subsisteront les anomalies allemandes, les inquiétudes qu'elles suscitent et les épreuves qu'elles entraînent. Il n'est pas moins évident, faute qu'on se batte pour que l'un ou l'autre impose sa solution et sans méconnaître les raisons qu'il y a à porter sans cesse le problème devant la conscience des nations, que celui-ci ne sera pas tranché à partir de la confrontation des idéologies

128) Déclaration du 20 janvier 1965 à l'aéroport de Köln-Wahn diffusée par WDR, SWF et DFS : Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, Abt. Nachrichten, Rundfunkaufnahmen, Deutsche Gruppe, Anhang I.

129) Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome IV, p. 338.

130) Op. cit., tome IV, p. 339.

131) Op. cit., tome IV, p. 340.

et des forces des deux camps qui s'opposent aujourd'hui dans le monde. Ce qu'il faut faire ne pourra être fait, un jour, que par l'entente et l'action conjugée des peuples qui ont toujours été, qui sont et qui resteront principalement intéressés au sort du voisin germanique, bref, les peuples européens. Que ceux-ci envisagent, d'abord d'examiner ensemble, ensuite de régler en commun, enfin de garantir conjointement, la solution d'une question qui est essentiellement celle de leur continent (...).¹³²⁾

Mais pour que cette entreprise réussisse, plusieurs conditions devaient être remplies. D'abord, la Russie devait évoluer de telle façon que "la contrainte totalitaire imposée chez elle" n'y règne plus et que "les nations dont elle a fait ses satellites puissent jouer leur rôle dans une Europe renouvelée". Ensuite, l'Allemagne devait reconnaître "que le règlement dont elle pourrait être l'objet impliquerait nécessairement celui de ses frontières et celui de ses armements par accord avec tous ses voisins, ceux de l'Est et ceux de l'Ouest". Enfin, les six Etats de la C.E.E. devaient "s'organiser dans le domaine politique et dans celui de la défense" pour rendre possible cette Europe "de l'Atlantique à l'Oural" que souhaitait le général.¹³²⁾ Pour terminer, il insista encore une fois sur ce que le problème allemand "ne pourra être résolu autrement que par l'Europe elle-même"¹³³⁾.

Il convient de rappeler que la politique officielle de la République fédérale affirmait encore à cette époque, et jusqu'en décembre 1966, que la réunification de l'Allemagne devait être la condition préalable à toute détente en Europe, et non pas la suite. En outre, Bonn ne reconnaissait nullement la ligne Oder-Neise comme frontière définitive et n'était pas prêt à ce sacrifice que lui demandait de nouveau le général de Gaulle. A part le règlement des frontières, il exigeait aussi que l'Allemagne accepte "celui de ses armements par accord avec tous ses voisins, ceux de l'Est et ceux de l'Ouest", donc le renoncement à tout armement nucléaire, voire même, d'après certaines interprétations, la neutralisation d'une Allemagne éventuellement réunifiée.¹³⁴⁾ Mais surtout, il omit toute mention des

¹³²⁾ Op. cit., tome IV, p. 341.

¹³³⁾ Op. cit., tome IV, p. 342.

¹³⁴⁾ Voir Guy de CARMOY. Les politiques étrangères de la France 1944-1966. Paris : La Table Ronde, 1967, p. 448, 451 et 480. D'après l'auteur, le général aurait également proposé la neutralisation de l'Allemagne réunifiée à l'U.R.S.S. lors de son voyage à Moscou, en juin 1966. Voir op. cit., p. 451. - Le général de Gaulle

Etats-Unis dans son long exposé sur le problème allemand et ne fit aucune allusion à la responsabilité des Quatre pour l'avenir de l'Allemagne, comme si les Etats-Unis n'avaient pas signé l'"accord de Potsdam". Ce sont les peuples européens qui devaient régler et "garantir conjointement" le nouvel équilibre du continent. C'est ce que la presse allemande devait vite appeler l'"européisation" du problème allemand, notion refusée par la France. Pour la République fédérale, il était cependant tout à fait inconcevable de confier le destin de l'Allemagne à une garantie qui serait surtout franco-soviétique, en laissant de côté son allié et protecteur américain. Finalement, on constate qu'aucune mention n'est faite non plus du rôle particulier de la France et de l'Allemagne dans l'unification de l'Europe, alors que celui-ci avait toujours été décrit comme essentiel et indispensable jusque-là.¹³⁵⁾ La méfiance exprimée en ce qui concerne l'évolution future de l'Allemagne était aussi nouvelle, mais on peut supposer que le général la souligna surtout pour faire comprendre que l'Allemagne ne devait en aucun cas posséder des armes atomiques.¹³⁶⁾

Cette conférence de presse ouvrait donc une perspective de rapprochement franco-soviétique, mettant pour l'instant au second plan l'entente franco-allemande ; le professeur Guy de Carmoy estime même que les divergences entre la France et l'Allemagne étaient désormais telles que le Traité pouvait "être considéré comme lettre morte"¹³⁷⁾. Il serait cependant inexact de dire qu'elle annonçait un renversement

avait pourtant écarté une telle solution en 1959 (voir supra, p. 40) et l'avait de nouveau exclue dans un entretien accordé le 31 janvier 1963 à C.L. Sulzberger : Cyrus L. SULZBERGER. The last of the giants New York : Macmillan, 1970, p. 957.

135) Voir surtout les trois discours de 1962 : la conférence de presse du 15 mai, le toast du 3 juillet et le toast du 4 septembre 1962. Voir supra, p. 64, 66 et 71.

136) Ainsi, avant la visite projetée de M. Krouchtchev à Bonn en automne 1964, le général avait encore déclaré à certains de ses collaborateurs qu'il n'y avait aucun danger de voir la République fédérale renverser ses alliances. Voir André FONTAINE. "Les alliances en question. I. Le refroidissement". Le Monde, 3 septembre 1964.

Le général devait répéter sa méfiance envers la République fédérale, ainsi que l'exigence qu'elle renonce à tout armement nucléaire, en décembre 1965 : voir infra, p. 236-237.

137) Guy de CARMOY, Les politiques étrangères de la France, p. 475.

des alliances, ainsi qu'on le craignait parfois en Allemagne. Il est évident que le général de Gaulle continuait d'avoir besoin de la République fédérale pour réaliser son projet et que celle-ci avait même un rôle essentiel à jouer puisqu'elle devait donner son accord à un règlement du problème allemand sans lequel l'Europe de l'Atlantique à l'Oural n'était pas possible.

En cette année électorale, le gouvernement fédéral était résolu à considérer la conférence de presse du général de Gaulle comme un apport positif au problème allemand. Le porte-parole du gouvernement, M. von Hase, souligna que jamais encore une personnalité aussi haut placée avait traité la question de la réunification avec tant de détail et avait fait des propositions aussi importantes, et ce devant mille journalistes. Le général était favorable à la réunification, et il fallait "en savoir gré au chef de l'Etat français"¹³⁸⁾. M. von Hase estimait qu'il s'agissait de "l'une des contributions les plus précieuses et les plus essentielles à la vérification de la revendication d'une réunification devant la conscience mondiale"¹³⁹⁾. Certes, les délais pouvaient paraître longs, et en ce qui concerne la ligne Oder-Neisse, le gouvernement allemand se rapportait au texte de l'accord de Potsdam. Mais M. von Hase se défendit vigoureusement de voir dans les conceptions du général une contradiction avec la politique allemande, répondant à la question d'un journaliste que si l'Allemagne souscrivait aux idées développées par le

138) Conférence de presse du porte-parole du gouvernement fédéral, M. von Hase : Bundespressekonferenz, Bonn, 5 février 1965, 11 h 30.

En fait, si le général a toujours déclaré qu'une réunification de l'Allemagne était possible dans un avenir lointain, c'est plutôt pour faire admettre aux Allemands qu'ils devaient une fois pour toutes renoncer à un armement nucléaire s'ils ne voulaient pas compromettre cette chance. Dans l'entretien accordé à C.L. Sulzberger le 21 décembre 1964, il avait encore insisté à plusieurs reprises sur la menace que représentait l'Allemagne et sur le fait que, dans un avenir prévisible, une réunification était "hors de question" (cité en français), bien qu'elle pourrait avoir lieu un jour. "Mais qui saurait prévoir l'avenir ?", avait-il ajouté. Dans leur entretien du 1er juillet 1965, il devait répéter qu'une réunification par des moyens pacifiques n'était pas possible "avant très longtemps". Voir Cyrus L. SULZBERGER. An age of mediocrity. Memoirs and diaries, 1963-1972. New York : Macmillan, 1973, p. 144, p. 146-147, et p. 188.

139) Conférence de presse de M. von Hase, p. 2 du manuscrit.

général de Gaulle, alors sa politique de réunification "resterait dans tous ses éléments essentiels absolument la même"¹⁴⁰⁾. - Cependant, au cours des entretiens franco-allemands à divers échelons qui avaient lieu dans les mois à venir, les interlocuteurs allemands devaient évidemment exprimer leur inquiétude. D'après M. Couve de Murville, les réactions allemandes auraient été "vives", et M. Schröder s'en serait fait "un interprète virulent" lors de l'entretien qu'eurent les deux ministres des Affaires étrangères, le 24 mai 1965.¹⁴¹⁾

* * *

Peu après la conférence de presse du 4 février 1965, toute une série de gestes et de mesures devaient indiquer que l'ouverture à l'Est allait en s'accéléralant. Nous avons vu que, le 30 octobre 1964, un accord commercial avait été signé entre la France et l'Union soviétique. Le 22 mars 1965, ce fut la signature d'un accord sur la télévision en couleurs par lequel l'U.R.S.S. adoptait le système français S.E.C.A.M., concurrent du procédé germano-américain P.A.L. Dans la perspective d'une télévision par satellites, la portée politique d'un tel accord liant un pays occidental au monde communiste était évident. Le problème devait être longuement et âprement discuté entre Français et Allemands, mais sans résultat.¹⁴²⁾ Plusieurs visites officielles au cours de l'année 1965 poursuivirent également le but d'un rapprochement avec l'Est. Fin avril, le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Gromyko, devait se rendre en France. En septembre 1965, le président du conseil polonais, M. Cyrankiewicz, vint à Paris. Fin octobre, M. Couve de Murville se rendit à Moscou. Simultanément, le général de Gaulle ne ménageait pas les gestes symboliques en direction de l'Est. C'est ainsi qu'il fit des déclarations particulièrement chaleureuses sur l'amitié franco-soviétique traditionnelle pour le départ de l'ambassadeur de l'U.R.S.S. en France, M. Vinogradov, et pour l'arrivée de

140) Conférence de presse de M. von Hase, p. 7 du manuscrit.

141) Maurice COUVE DE MURVILLE, Une politique étrangère, p. 269.

142) Voir aussi infra, p. 340.

son successeur, M. Zorine, en mars 1965. On remarqua aussi le silence total du gouvernement français pour le 10e anniversaire du retour de la République fédérale à la souveraineté, le 5 mai 1965, ainsi que pour le 20e anniversaire de la capitulation du Reich, le 8 mai 1965.

Sur le plan européen, le gouvernement allemand comptait fermement sur l'accord intervenu à Rambouillet pour une "relance européenne". Dès le mois de mars 1965, M. Fanfani, président du conseil italien, avait lancé les invitations pour une conférence des six ministres des Affaires étrangères qui devait avoir lieu à Venise, le 10 mai 1965. Tous les partenaires de la France avaient déjà accepté depuis plus d'une semaine lorsqu'on apprit, le 29 mars 1965, le refus français de participer à cette réunion préparatoire et donc à un "sommet". La nouvelle tomba en plein congrès C.D.U. et prit fatalement l'aspect d'un échec personnel du chancelier Erhard, que M. Adenauer avait déjà violemment attaqué au début du congrès. L'effet de l'événement fut aggravé par le fait que le général de Gaulle, recevant l'ambassadeur allemand au lendemain de la décision, crut bon de lui assurer que ce qui avait été convenu entre lui-même et le chancelier demeurerait valable à ses yeux et qu'il était toujours d'accord, en principe, avec l'idée de tenir une conférence des ministres des Affaires étrangères.¹⁴³⁾ Le 31 mars, jour de clôture du congrès, M. Erhard fit donc état de ces assurances du chef de l'Etat français, et la nouvelle fut reçue avec enthousiasme par les congressistes.

Mais le même jour, M. Peyrefitte avait fait, à l'issue du conseil des ministres du 31 mars 1965, des déclarations qui précisaient les intentions du général et enlevaient en fait toute valeur à ses affirmations de la veille ; elles ne devaient cependant parvenir à Bonn qu'un peu plus tard. Le ministre français de l'information, employant les mêmes arguments que M. Couve de Murville dans son discours du 3 novembre 1964, fit dépendre toute possibilité de tenir un "sommet" européen de deux accords préalables, l'un sur la politique agricole - cette fois-ci, ce fut l'échéance du 30 juin 1965 qui était mise en avant - l'autre sur les objectifs, pour qu'une telle réunion offre "une perspective raisonnable d'être conclue d'une

143) Voir Jean SCHWOEBEL, Le Monde, 1er avril 1965, p. 3.

manière positive"¹⁴⁴⁾. Ce ne sont pas les lettres que M. Adenauer, puis M. Erhard adressèrent au général de Gaulle quelques jours plus tard qui pouvaient changer quoi que ce soit à la décision française.

Peu après, un nouveau malaise en provenance de Paris vint inquiéter l'opinion allemande. Bonn avait approché ses trois alliés occidentaux pour qu'ils publient, à l'occasion du 20e anniversaire de la capitulation du Reich, le 8 mai 1965, une "déclaration tripartite" réaffirmant la responsabilité des Quatre pour la réunification et le droit du peuple allemand à l'autodétermination. Or, l'élaboration de ce texte anodin s'avéra fort pénible, Français et Américains ne parvenant pas à se mettre d'accord sur l'insistance relative avec laquelle il convenait de souligner l'intérêt des pays européens pour la réunification et la responsabilité des Quatre. Le texte ne fut finalement adopté que le 11 mai 1965, et plusieurs journaux allemands constataient avec amertume que la France avait fait exprès de retarder sa publication au-delà du 8 mai pour ne pas irriter les dirigeants soviétiques. Déjà, au début du mois d'avril, on s'était montré fort déçu en Allemagne parce que la France, contrairement à l'attitude qu'elle avait adoptée jusque-là, avait réagi avec la même "mollesse" que les deux autres Occidentaux à la crise provoquée par la convocation à Berlin d'une séance plénière du Bundestag.

Avant sa prochaine rencontre avec le général de Gaulle, le chancelier Erhard fit, comme en 1964, un voyage à Washington. A la veille du départ de la délégation allemande, M. Schröder prononça, le 28 mai 1965, un discours d'une orthodoxie atlantique et européenne parfaite, et plusieurs membres du gouvernement fédéral lancèrent une campagne en faveur d'une participation allemande à la planification nucléaire de l'O.T.A.N. pour remplacer la M.L.F. A Washington, le chancelier accorda une fois de plus son appui inconditionnel à la politique américaine, notamment au Sud-Est asiatique. - Le 31 mai 1965, devant les ministres de la défense de l'O.T.A.N. réunis à Paris, M. McNamara ministre américain de la défense, proposa la création d'un comité atomique à cinq à l'intérieur de l'O.T.A.N., le futur "comité McNamara", qui devait donner aux puissances non nucléaires de l'Alliance

144) Cité d'après Le Monde, 1er avril 1965, p. 24.

la possibilité de participer aux discussions sur la planification nucléaire. M. Erhard insista cependant sur le fait que, pour ne pas hypothéquer la rencontre avec le général de Gaulle, il n'avait pas encore donné son accord à cette proposition.

Le "sommet" de Bonn avait été avancé d'un mois à la demande du chancelier pour pouvoir se tenir avant l'échéance du 30 juin 1965. Le gouvernement allemand espérait en effet qu'un compromis sur la politique agricole permettrait malgré tout l'acceptation par la France d'un "sommet" des Six qui aurait alors pu avoir lieu juste avant les élections allemandes. Cependant, les positions française et allemande semblaient difficilement conciliables : la France exigeait l'adoption d'un règlement financier définitif et le maintien intégral du principe de la "responsabilité collective" devant l'écoulement des excédents agricoles, principe que ses partenaires avaient accepté à contre-cœur, le 14 janvier 1962, pour obtenir le passage à la seconde étape du Marché commun. L'Allemagne, comme l'Italie, semblait favorable à l'adoption d'un règlement provisoire valable pour une année ou deux seulement, pour éviter de se fixer définitivement. Mais surtout, la France était farouchement hostile aux propositions que la Commission de la C.E.E. avait élaborées au début de l'année 1965 pour répondre aux lignes directrices adoptées le 15 décembre 1964 par le Conseil des ministres des Six. Ces propositions prévoyaient entre autres l'extension des prérogatives budgétaires du Parlement européen, puisque d'importantes sommes devaient être soustraites au contrôle des Parlements nationaux avec l'affectation, à partir du 1er juillet 1967, des prélèvements agricoles et des droits de douane sur les importations industrielles à la Communauté.

La France attendait donc de Bonn non seulement l'acceptation du règlement financier, mais aussi son appui contre les idées par trop supranationales de la Commission dirigée par M. Hallstein. Il est vrai que les autres partenaires de la C.E.E., à l'exception des Pays-Bas, ne semblaient pas non plus prêts à accepter l'ensemble de ces propositions. Pour souligner ses intentions, le général de Gaulle employa un procédé que l'on connaissait déjà : en recevant, le soir

du 10 juin 1965, des parlementaires français à la traditionnelle garden-party à l'Elysée, il qualifia de "Jean-foutre" ceux qui croyaient à l'Europe supranationale.¹⁴⁵⁾ Le lendemain, il devait se rendre à Bonn.

Le "sommet" des 11 et 12 juin 1965 à Bonn

Pour bien marquer qu'une phase nouvelle avait commencée dans les relations franco-allemandes, le général de Gaulle vint à Bonn avec quatre ministres seulement, à côté de huit en été 1964. Il semble aussi que cette fois-ci, on ait voulu éviter, du côté français, que la rencontre prenne l'aspect d'une délibération en commun des deux gouvernements, aspect justement recherché et loué auparavant.¹⁴⁶⁾ Cependant, le chef de l'Etat français se montra fort aimable au cours de cette visite, évitant toute critique ouverte ; le souvenir de juillet 1964 semblait effacé. Il prononça même un toast très remarqué dans lequel il compara l'Europe à une cathédrale dont la "fondation nécessaire" était la réconciliation franco-allemande et dont le "toit" serait la coopération politique, dont il déclara avoir "toutes les raisons de penser d'ailleurs que nous y réussirons"¹⁴⁷⁾.

Au cours des trois entretiens en tête-à-tête qu'eurent le général et le chancelier, ils exprimèrent chacun avec franchise leurs points de vue. Ils avaient eu, ainsi que devait le dire M. Erhard dans son toast du 11 juin, "le courage d'aborder aussi des sujets où nous savons très bien que, de prime abord, nous ne pouvons pas être du même avis"¹⁴⁸⁾. Mais ils avaient surtout parlé de l'Europe des Six, où chaque côté espérait un succès. A l'issue de la deuxième et dernière séance plénière, le porte-parole du gouvernement fédéral, M. von Hase, annonça à l'ensemble de la presse internationale qu'ils étaient tombés d'accord pour proposer à leurs quatre partenaires de

145) Cité d'après André PASSERON, Le Monde, 12 juin 1965, p. 2.

146) André FONTAINE, Le Monde, 10 juin 1965, p. 1.

147) Texte du toast du 11 juin 1965 dans : Documentation française, Chroniques étrangères : Allemagne, 65 (7), juillet 1965, p. 9.

148) Cité d'après : Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 102, 15 juin 1965, p. 817.

la C.E.E. une conférence "au sommet" sur l'union politique qui devrait se tenir "avant la fin de l'année". On était aussi d'accord, déclara M. von Hase, qu'un règlement financier pour la politique agricole commune devait être trouvé pour la période d'après le 30 juin 1965. Dans ce domaine, on avait "rapproché sur des aspects importants les points de vue" ; on était notamment d'accord "sur le principe d'une répartition équitable des charges" en ce qui concernait le financement de la politique agricole ainsi que sur le "principe d'un développement parallèle des autres secteurs du Marché commun".¹⁴⁹⁾ Plus loin, M. von Hase devait répondre à la question d'un journaliste qu'en ce qui concernait la répartition des charges de la politique agricole, le côté français avait en effet fait des concessions.¹⁵⁰⁾ - Contrairement à ce qui avait été prévu, les ministres et experts des deux délégations devaient se réunir de nouveau dans l'après-midi pour tenter de mettre sur pied un projet portant sur les problèmes économiques et politiques de l'Europe.

Ce fut, pendant quelques heures, une atmosphère de joie à Bonn, et les journaux du soir avaient déjà imprimé ce résultat positif lorsque, à l'issue des dernières réunions, le porte-parole de la délégation française, M. Claude Lebel, vint affaiblir sensiblement la portée des déclarations de son homologue allemand. Il estima qu'une conférence des Six était une "éventualité" qui n'était pas écartée, mais qui dépendait de l'attitude des partenaires de la France lors de l'échéance du 30 juin 1965. Si tout se passait bien, alors on pourrait envisager un "sommet" européen, que l'on regardait dès à présent du côté français sans défaveur.¹⁵¹⁾ Les entretiens de l'après-midi avaient donc apparemment amené la délégation française à modifier son attitude. En effet, l'accord français pour un "sommet" des Six avait eu comme contrepartie l'accord de principe que M. Schmücker, ministre allemand des finances, avait donné à M. Giscard d'Estaing sur les modalités du règlement agricole. Or, il semble que l'on ait remis en cause cet accord du côté allemand au cours de la dernière

149) "Briefing" avec le porte-parole du gouvernement fédéral, M. von Hase : Bundespresseamt, Bonn, 12 juin 1965, 13 h 30.

150) "Briefing" avec M. von Hase, p. 7 du manuscrit.

151) D'après Roland DELCOUR (corr. à Bonn), Le Monde, 15 juin 1965, p. 3.

réunion, où le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, M. Lahr, avait exprimé, au nom de M. Schröder, le désir d'adopter d'abord un règlement provisoire valable pour un an seulement.¹⁵²⁾ La délégation française avait alors mis des réserves sur son acceptation d'un "sommet" européen.

Contrairement au chancelier Erhard, qui voulait à tout prix pouvoir faire état d'un accord sur le plan européen, son ministre des Affaires étrangères était décidé à ne plus faire de concessions unilatérales à la France avant le début des négociations à Six. En effet, le général avait, à deux reprises, promis une "relance européenne" pour récompenser les sacrifices acceptés par ses partenaires, et notamment par la République fédérale, sur le plan agricole.¹⁵³⁾ A chaque fois, il s'était finalement dérobé. Cette fois encore, il avait fait dépendre son attitude sur un "sommet" à Six d'un accord sur les objectifs, accord clairement inexistant. M. Schröder ne croyait donc apparemment pas que des concessions préalables du côté allemand contribueraient à ce que les promesses françaises soient honorées. Ce fait ne devait d'ailleurs pas empêcher les milieux officiels allemands d'afficher un optimisme de commande et de parler d'une rencontre très positive.

La crise de la C.E.E.

Le "sommet" de Bonn, et plus précisément l'attitude de M. Schröder, ont sans doute largement contribué à faire mûrir au sein du gouvernement français la conviction que le règlement agricole était finalement moins important et moins urgent que l'aspect politique du problème. Le caractère "supranational" de la C.E.E. aurait pu, en effet, permettre un jour la remise en cause de la politique agricole commune par le biais du vote majoritaire, appelé à jouer plus souvent à partir du 1er janvier 1966, le début de la troisième étape du Marché commun. Il convenait donc d'éliminer une fois pour toutes les éléments dits supranationaux du fonctionnement de la Communauté,

152) André FONTAINE, Le Monde, 15 juin 1965, p. 1, et 16 juin 1965, p. 1.

153) Déclarations faites après les accords intervenus à Bruxelles, les 23 décembre 1963 et 15 décembre 1964. Voir supra, p. 186 et 211.

voire du traité de Rome. La France y était cette fois-ci fermement décidée, quitte à provoquer une crise pour y parvenir.

Que telle était bien son attitude, le général de Gaulle devait le déclarer lui-même, deux mois plus tard, dans sa conférence de presse du 9 septembre 1965. Il y constata que "la crise était, tôt ou tard, inévitable"¹⁵⁴⁾. En effet, il avait trouvé "certaines erreurs ou équivoques de principe qui figurent dans les traités relatifs à l'union économique des Six"¹⁵⁴⁾. Il s'agissait d'une part des décisions majoritaires du Conseil par lesquelles "la France serait exposée à se voir forcer la main (...) et qu'en particulier ce qui aurait paru acquis dans le domaine agricole pourrait être, malgré elle, remis en cause à tout instant"¹⁵⁵⁾. Et il s'agissait d'autre part du pouvoir de la Commission, dont les dernières propositions visaient à faire d'elle "littéralement une grande puissance financière indépendante" et avaient un "caractère d'usurpation"¹⁵⁶⁾. Il fallait donc une fois pour toutes "en finir avec les prétentions que des mythes abusifs et chimériques opposent au bon sens et à la réalité"¹⁵⁵⁾.

Compte tenu de cette prise de position du général, il nous semble inutile d'entrer dans la discussion sur les responsabilités pour la crise du Marché commun. On connaît le déroulement des événements : les discussions au Conseil des ministres des Six s'étaient poursuivies jusqu'à la dernière minute, aucun compromis n'ayant été trouvé pour concilier notamment les points de vue français et allemand. L'échéance fixée était le 30 juin 1965, 24 heures. Cette limite à peine passée, M. Couve de Murville, président en exercice du Conseil, leva la séance sans proposer de poursuivre la discussion au-delà de la date limite, comme cela avait été fait à plusieurs reprises auparavant, et alla immédiatement proclamer, dans une conférence de presse, la "crise grave" de la C.E.E. Quelques heures plus tard, le 1er juillet 1965, le conseil des ministres français prit acte de "l'échec des négociations" et fit connaître par M. Peyrefitte son intention de tirer "les conséquences économiques, politiques et

154) Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome IV, p. 377.

155) Op. cit., tome IV, p. 381.

156) Op. cit., tome IV, p. 380.

juridiques de la situation qui vient d'être ainsi créée"¹⁵⁷⁾. La France rappela par la suite son représentant permanent auprès des Communautés et pratiqua pendant sept mois la politique de la "chaise vide", c'est-à-dire qu'elle ne participait pas aux travaux du Conseil des ministres, paralysant ainsi tout progrès de la C.E.E.

* * *

C'est dans ce climat de crise que l'Allemagne se lança dans sa campagne électorale, loin des rêves d'un "sommet" européen. Du fait de l'existence des "gaullistes" allemands, les relations franco-allemandes devaient être étrangement présentes dans cette campagne et même pendant la période difficile de la mise en place du nouveau gouvernement. Malgré le discrédit dans lequel le général de Gaulle et sa politique étaient une fois de plus tombés en République fédérale, MM. Strauss et Adenauer axaient leur campagne sur l'argument que les relations avec la France avaient été tristement négligées, alors qu'elles devaient être au centre de la politique allemande. Les Etats-Unis, écrivait M. Strauss dans un article dans le Rheinischer Merkur, sont en train de nous sacrifier à leur entente avec l'U.R.S.S. Le projet de traité de non-prolifération des armes nucléaires présenté par eux et accepté dès le 17 août 1965 par le gouvernement Erhard en est une preuve et est donc à combattre. Pour ce faire, nous ne pouvons nous appuyer que sur le général de Gaulle qui, dans son discours de Strasbourg, "a esquissé l'idée d'une communauté européenne de défense". Une telle communauté devrait, à la longue, aussi disposer d'une "force de dissuasion européenne fonctionnant de façon indépendante" ; sous cette condition, la République fédérale est prête à renoncer à toute disposition nationale d'armes atomiques. M. Strauss estime que "personne ne soutient aujourd'hui cette conception avec plus de vigueur que le Président de la République française". Et de sommer celui-ci d'être enfin plus explicite sur ses idées et de faire des propositions concrètes, faute de quoi l'Allemagne serait poussée du côté atlantique.¹⁵⁸⁾

157) Cité d'après Le Monde, 2 juillet 1965, p. 2.

158) Franz Josef STRAUSS. "Das Genfer Schelmen-Spiel". Rheinischer Merkur, 27 août 1965. - Voir aussi supra, p. 209.
Voir également le discours de M. Adenauer à Münster, le 19 août 1965.

Mais le chef de l'Etat français n'en fit rien. Dans sa conférence de presse du 9 septembre 1965, à dix jours des élections allemandes, il se prononça au contraire de façon plutôt rassurante sur le Traité franco-allemand, "qui, s'il est en beaucoup de matières demeuré jusqu'à présent à l'état de cordiale virtualité, organise cependant la réunion périodique des deux Gouvernements et fructifie dans certains domaines comme la culture ou les rencontres de jeunesse"¹⁵⁹⁾. Malgré les attaques violentes contre l'idée d'une fédération européenne et l'exigence d'une révision des traités de Rome contenus dans cette conférence de presse, le gouvernement fédéral afficha un certain optimisme en ce qui concernait la reprise des négociations à Bruxelles. Il savait aussi gré au général de Gaulle d'avoir évité toute allusion au problème de la ligne Oder-Neisse dans le communiqué publié le 15 septembre 1965 à l'issue de la visite en France de M. Cyrankiewicz, président du conseil Polonais.

Malgré les critiques dans son propre camp auxquelles il avait été exposé et malgré la crise du Marché commun, le chancelier Erhard devait gagner les élections du 19 septembre 1965. L'équilibre politique étant resté sensiblement le même, M. Erhard s'apprêtait à former un nouveau gouvernement avec le parti libéral, le F.D.P. Il fit connaître son intention de choisir de nouveau M. Schröder comme ministre des Affaires étrangères. En République fédérale, l'article 63 de la Loi fondamentale prévoit que le chancelier est élu par le Bundestag sur proposition du président fédéral, qui doit ensuite le nommer. Le droit du président de proposer le chancelier est cependant purement formel, puisque, si le candidat proposé n'est pas élu, le Bundestag peut immédiatement élire un autre candidat sans proposition présidentielle préalable. De même, pratiquement tous les juristes en République fédérale sont d'accord pour estimer que l'article 64 de la Loi fondamentale, d'après lequel les ministres sont nommés et révoqués par le président sur proposition du chancelier, ne donne pas vraiment au président le droit de refuser la nomination d'un ministre qui lui est proposé.

Or, le président Lübke, que l'on comptait parmi les "gaullistes" allemands et dont on savait de toute façon qu'il aurait préféré la

¹⁵⁹⁾ Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome IV, p. 385.

formation d'un gouvernement de "grande coalition" entre chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates, était hostile à la nomination de M. Schröder. Au lendemain des élections, il reçut tour à tour MM. Adenauer, Strauss, Barzel et Gerstenmaier et aurait proposé à ce dernier le ministère des Affaires étrangères. Les "gaullistes" allemands lancèrent une campagne sans précédent contre M. Schröder ; l'argument central de cette campagne était la politique désastreuse qu'il aurait menée, notamment sur le plan franco-allemand. A la veille des premières négociations officielles entre la C.D.U.-C.S.U. et le F.D.P. en vue de la formation d'un gouvernement, M. Adenauer, dont il faut rappeler qu'il était toujours président de la C.D.U., se prononça sur ce sujet dans une interview fracassante publiée dans l'édition du dimanche 10 octobre 1965 du journal Die Welt. Rappelant qu'il avait été président du Conseil parlementaire qui avait élaboré la Loi fondamentale, il exprima l'avis que le président fédéral avait bel et bien le droit de connaître le programme gouvernemental et la liste des ministres avant de proposer un chancelier au Bundestag et de "s'informer sur les qualités et les capacités" de ceux qu'on lui proposait comme ministres. Et d'insinuer que le chancelier devait suivre les conseils du président si celui-ci avait des réserves à faire sur certains candidats.¹⁶⁰⁾

Le président Lübke n'alla cependant pas jusqu'à tenter de refuser la nomination des candidats qui lui étaient proposés, et M. Schröder, "homme fort" de la coalition et le seul dont la politique jouisse de la confiance d'une majorité du Bundestag, devait une fois de plus l'emporter. Ce chapitre de la lutte d'influence au sein de la majorité s'acheva, deux jours après l'instauration du nouveau gouvernement, le 26 octobre 1965, sur l'acte tragi-comique de la démission d'un jeune diplomate allemand, le comte Hans Huyn. Faisant allusion au Traité franco-allemand, il déclara, en donnant sa démission, qu'il n'était "plus disposé à participer à une politique de violation de traité"¹⁶¹⁾.

160) "Explosives Adenauer-Interview. Thema: Lübke und der Kanzler". (Interview accordée par l'ancien chancelier Konrad ADENAUER.) Welt am Sonntag, 10 octobre 1965.

161) Hans Graf HUYN. Die Sackgasse. Deutschlands Weg in die Isolierung. Stuttgart : Seewald-Verlag, 1966, p. 407.

En fait, M. Huyn, membre de la C.S.U. et fonctionnaire au Auswärti-

De nouveau le problème nucléaire

Dès après la mise en place du nouveau gouvernement Erhard, le problème nucléaire devait revenir à l'ordre du jour. Depuis l'été, l'aile droite de la démocratie chrétienne, et notamment M. Strauss, avait continué à insister sur une participation atomique de la République fédérale. Sans doute était-il difficile d'évaluer exactement le poids et l'influence de ceux qui, en Allemagne, appuyaient cette exigence, et d'en connaître la portée exacte. Toujours est-il que, du côté français, on se montra extrêmement inquiet. Le fait que le général de Gaulle souhaitait se rendre en U.R.S.S. en 1966 et que M. Couve de Murville partit pour Moscou, fin octobre 1965, pour préparer ce voyage, n'y était sans doute pas étranger.

Au cours du mois d'octobre, aussi bien M. Pompidou que M. Couve de Murville devaient avoir des entretiens avec le journaliste américain C.L. Sulzberger dans lesquels ils exprimèrent leurs inquiétudes ; le contenu de ces entretiens n'était évidemment pas rendu public à l'époque. M. Couve de Murville déclara à son interlocuteur qu'"il n'y a pas le moindre doute que l'Allemagne veut une véritable disposition et possession d'armes nucléaires sur une base nationale". M. Schröder aurait été "très direct" à ce sujet récemment.¹⁶²⁾

ges Amt, s'était par trop compromis et était accusé d'indiscrétions en faveur des "gaullistes" allemands. Dans un livre épais entièrement consacré à démontrer le caractère "catastrophique" de la politique de M. Schröder, il explique qu'il avait passé des informations internes exclusivement pour que le chancelier Erhard puisse ainsi être informé du "revirement" que M. Schröder effectuait à son insu ; celui-ci devait curieusement consister dans "l'abandon de l'idée communautaire et une rechute dans le bilatéralisme" (p. 401). - Un haut fonctionnaire personnellement mis en cause par M. Huyn nous a confirmé que l'affaire n'avait rien à voir avec l'attitude du concerné envers la France, mais qu'il s'agissait exclusivement d'une intrigue destinée à provoquer la chute de M. Schröder.

162) Entretien avec M. Couve de Murville, le 17 octobre 1965 :
Cyrus L. SULZBERGER, An age of mediocrity, p. 214.

M. Pompidou pour sa part souligna que, tant qu'elle restait divisée, il était "tout à fait impossible de donner à l'Allemagne quelque voix que ce soit dans le domaine nucléaire de l'Alliance", puisqu'elle pourrait un jour être tentée de faire du chantage atomique pour obtenir la réunification ou une révision des frontières.¹⁶³⁾

Dans son numéro du 1er novembre 1965, le magazine américain Newsweek révéla le contenu d'un entretien que le général de Gaulle avait eu peu avant avec "un diplomate distingué représentant un pays qui entretient des relations amicales aussi bien avec les Etats-Unis qu'avec la France". Au cours de cet entretien, le général aurait exprimé l'avis que l'Allemagne "doit être maintenue dans une sujétion permanente" ; elle "ne doit plus jamais exercer d'influence sur les décisions européennes ni avoir une voix dans la stratégie militaire de l'Europe". Il aurait même regretté qu'on ait jamais abandonné le contrôle quadripartite de l'Allemagne et qu'on lui ait permis d'avoir une armée. En outre, le général avait recommandé à son interlocuteur la lecture d'un article paru dans France-Soir, le 29 septembre 1965, et qu'il avait qualifié d'"authentique", ajoutant qu'il avait refusé expressément la suggestion de M. Peyrefitte d'en atténuer les termes puisque "cela ferait du bien" aux Allemands de le lire.¹⁶⁴⁾

163) Entretien avec M. Pompidou, le 21 octobre 1965 : op. cit., p. 216.

164) "Plain talk by de Gaulle". Newsweek, 66 (18), 1er novembre 1965, p. 32.

(Le diplomate en question semble avoir été l'ambassadeur des Pays-Bas à Paris : voir Gilbert ZIEBURA. Die deutsch-französischen Beziehungen seit 1945. Mythen und Realitäten. Pfullingen : Neske Verlag, 1970, p. 129.)

Par contre, le général avait déclaré que l'article anonyme paru en été 1965 dans Politique étrangère ne représentait pas son point de vue ; cet article exigeait en effet une organisation militaire européenne largement intégrée supposant à la longue la constitution d'un gouvernement unique de l'Europe : "Faut-il réformer l'Alliance atlantique ?". Politique étrangère, 30 (3), 1965, p. 230-244.

Edward Kolodziej indique cependant cet article comme explicitant les intentions du général, qui aurait exprimé dans son discours de Strasbourg du 22 novembre 1964 "l'espoir que la force de frappe pourrait devenir le noyau d'une force de dissuasion purement européenne" : Edward A. KOLODZIEJ. French international policy under de Gaulle and Pompidou. The politics of grandeur. Ithaca/London : Cornell University Press, 1974, p. 119. - Voir aussi supra, p. 207-208.

Or, l'article en question réservait en effet un rôle extrêmement réduit à l'Allemagne. Il s'agissait d'un texte non signé qui, sous le titre "La position de la France", accompagnait un article du correspondant de France-Soir à Washington qui commentait les entretiens de M. Couve de Murville dans la capitale américaine. Après avoir rappelé que "la France demeure fidèle à l'Alliance atlantique", ce texte critiqua l'O.T.A.N. "devenue un gouvernement dans le gouvernement". Après l'expiration du Pacte atlantique en 1969, des négociations bilatérales devaient avoir lieu "pour l'établissement d'une défense efficace commune". Mais surtout, si des troupes américaines étaient maintenues sur le sol français, elles devaient être placées sous un commandement français. Le texte poursuit :

"L'Allemagne, au contraire, pose un problème particulier. Elle a, au sein de l'Alliance, un statut spécial. Elle n'a pas signé de traité de paix. Juridiquement donc, elle est encore un pays vaincu, sous le joug de l'occupation de ses vainqueurs, et donc pas entièrement souveraine. C'est aussi un pays divisé dont la réunification, pour l'instant, n'est pas en vue, ou ne le serait que par la force. Il est donc normal que les troupes alliées soient maintenues sur son territoire pour coopérer à la défense de l'Allemagne, après des consultations avec son gouvernement.

La France acceptera, pour coordonner les activités de toutes ces forces, la création d'un haut commandement intégré. Mais cette nouvelle OTAN à l'autorité et à la superstructure très réduites ne fonctionnerait plus qu'en Allemagne et ne couvrirait que le territoire ouest-allemand. La coordination entre les alliés, sur leurs territoires respectifs, se ferait par des accords bilatéraux.

En raison même du statut spécial qui est le sien, l'Allemagne ne pourra avoir aucun rôle dans la stratégie nucléaire et encore moins d'armes atomiques. Là encore, l'utilisation des moyens atomiques pour la défense de l'Europe devrait faire l'objet de négociations bilatérales."165)

Il faut avouer qu'une telle prise de position avait de quoi surprendre, étant donné qu'il était justement évident que l'Allemagne acceptait de moins en moins son statut d'infériorité. Rappelons aussi qu'en janvier 1965, le gouvernement français avait encore considéré comme "parfaitement normal" que la République fédérale soit associée "à la discussion et à la planification de la stratégie

165) "La position de la France" ; texte non signé adjoint à l'article : A. de SEGONZAC (corr. à Washington), "Les troupes US en France devront être placées sous commandement français". France-Soir, 29 septembre 1965, p. 5.

nucléaire".¹⁶⁶⁾ Le gouvernement Erhard se trouvait dans une situation inextricable, tiraillé par la France, les Etats-Unis et ses propres "gaullistes", incertain de ce que chaque côté proposait et souhaitait vraiment. Dans sa déclaration gouvernementale du 10 novembre 1965, le chancelier exprima l'avis que les membres de l'Alliance devaient participer à la défense nucléaire "dans la mesure de la menace qu'ils subissent et dans la mesure des charges qu'ils assument". Il réaffirma que la République fédérale ne cherchait "pas la disposition nationale d'armes atomiques", mais estima que "nous ne devrions pas être tenus à l'écart de toute participation nucléaire simplement parce que nous sommes un pays divisé".¹⁶⁷⁾

De tous les alliés de la République fédérale, la France était celle qui était le plus opposée à une participation nucléaire de l'Allemagne ; fin novembre 1965, M. André François-Poncet estima même que ce conflit était "assez grave pour menacer l'existence même" du Traité.¹⁶⁸⁾ Le 14 décembre 1965 devait s'ouvrir la session d'hiver du conseil ministériel de l'O.T.A.N. au cours de laquelle la création d'un comité nucléaire spécial permettant une certaine participation des puissances non nucléaires de l'Alliance allait être discutée. C'est ce jour même que le général de Gaulle devait de nouveau exposer sa politique extérieure au cours d'un entretien radiotélévisé accordé au journaliste Michel Droit dans le cadre de la campagne électorale, le chef de l'Etat ayant été mis en ballotage lors du premier tour de l'élection présidentielle, le 5 décembre. Comme il l'avait déjà fait dans sa conférence de presse du 4 février 1965, le général exprima une méfiance surprenante envers les Allemands qui, vivant dans un pays coupé en deux et munis d'une puissance économique déjà considérable, avaient "forcément" des ambitions.¹⁶⁹⁾

"Il y a l'Allemagne qui se transforme et dont nous ne savons pas, absolument pas, où iront ses ambitions. Naturellement, nous

166) Voir supra, p. 216.

167) Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 179, 11 novembre 1965, p. 1447.

168) André FRANÇOIS-PONCET. "Un traité en péril". Le Figaro, 30 novembre 1965. - Reproduit dans : André FRANÇOIS-PONCET. Au fil des jours. Propos d'un libéral, 1962-1965. Paris : Flammarion, 1966, p. 322.

169) Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome IV, p. 426.

espérons qu'elles iront dans le bon sens et nous avons des raisons de l'espérer. Mais on ne peut pas dire qu'on en soit certain".¹⁷⁰⁾

L'inquiétude exprimée permettait au général de Gaulle de réitérer en passant que les Allemands "ne doivent pas se faire des armes atomiques"¹⁷¹⁾.

Au cours du conseil ministériel de l'O.T.A.N., M. Couve de Murville employa toute son habilité de diplomate à obtenir que le comité nucléaire dit "comité McNamara" ne puisse jouer qu'un rôle extrêmement effacé. Il y parvint largement. Pendant la même période, M. François Seydoux, qui était depuis le début de l'année de nouveau ambassadeur de France à Bonn, semble avoir mené une sorte de campagne pour dénoncer les ambitions atomiques de l'Allemagne. Ainsi répéta-t-il à tous ses visiteurs allemands que M. Erhard aurait pu, par exemple, compléter, dans sa déclaration gouvernementale du 10 novembre, l'engagement pris par la République fédérale en 1954 de ne pas fabriquer d'armes atomiques, par un engagement de ne pas en acquérir.¹⁷²⁾ Autant dire que Bonn cherchait à en acheter aux Américains. Ceux-ci devaient cependant se montrer presque tout aussi réticents que les Français en ce qui concernait une éventuelle participation nucléaire de l'Allemagne. Le chancelier Erhard, qui se rendit à Washington du 18 au 22 décembre 1965, n'en rapporta en tout cas aucune promesse dans ce sens. Le fait est que les Etats-Unis étaient tout aussi soucieux que la France de ménager les Russes.

* * *

Vers la fin de 1965, la discussion nucléaire et les inquiétudes de la République fédérale concernant le rapprochement franco-soviétique dominaient les relations franco-allemandes. Mais la crise européenne subsistait aussi, et le sort du prochain "sommet" restait de ce fait compromis. Les 12 et 13 novembre 1965, MM. Couve de Murville et Schröder avaient entre autres sujets abordé ce problème lors d'une

¹⁷⁰⁾ Op. cit., tome IV, p. 431.

¹⁷¹⁾ Op. cit., tome IV, p. 430.

¹⁷²⁾ Roland DELCOUR (corr. à Bonn), Le Monde, 19-20 décembre 1965, p. 7.

de leurs rencontres régulières. A l'issue du conseil des ministres du 17 novembre 1965, M. Peyrefitte avait déclaré que les conditions d'une reprise des négociations entre les Six s'étaient depuis "précisées et améliorées"¹⁷³⁾. Les positions des deux pays restaient cependant fort éloignées : le gouvernement allemand était prêt à discuter du problème du vote majoritaire au sein du Conseil, mais il refusait de toucher au traité de Rome, de "sacrifier" M. Hallstein et de réduire sensiblement le rôle de la Commission. Après la mise en ballottage du général le 5 décembre, on espérait à Bonn un assouplissement de l'attitude française. Après d'âpres négociations, M. Couve de Murville finit en effet par accepter, le 29 janvier 1966, le "compromis de Luxembourg", qui ne comblait certes pas tous ses vœux, mais qui devait quand même avoir pour conséquence l'abandon du vote majoritaire au Conseil. La voie était ainsi libre pour la prochaine rencontre franco-allemande, prévue pour les 7 et 8 février 1966.

173) Cité d'après Le Monde, 18 novembre 1965, p. 24.

5° 1966 : retrait de l'O.T.A.N. et rapprochement franco-soviétique

Le "sommet" des 7 et 8 février 1966 - Le problème du stationnement des troupes françaises en Allemagne - Le "sommet" du 21 juillet 1966 à Bonn - La chute du gouvernement Erhard.

Le gouvernement Erhard constitué avec tant de difficultés en octobre 1965 devait tomber avant la fin de l'année 1966 sous la pression des "gaullistes" allemands. Il sera remplacé par un gouvernement de "grande coalition" dirigé par M. Kiesinger, et M. Strauss retrouvera ainsi, après quatre ans, sa place au cabinet fédéral. Dès le début de 1966, les adversaires du chancelier dans son propre camp reprirent leurs attaques. Il s'agissait, cette fois-ci, surtout de la question d'une "grande coalition" entre chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates que M. Erhard n'avait pas souhaitée.¹⁷⁴⁾ Dans une interview publiée le 3 janvier 1966 dans Die Welt, M. Adenauer déclara qu'il continuait à croire que la constitution d'un gouvernement de grande coalition était nécessaire, ajoutant qu'elle ne devrait pas trop tarder, mais qu'il ne voulait pas encore avancer de nom pour un candidat à la chancellerie. Trois mois après que M. Erhard ait gagné les élections générales pour son parti, M. Adenauer, président

174) Certains hommes politiques chrétiens-démocrates étaient favorables à une "grande coalition" pour pouvoir disposer d'une majorité des deux tiers qui devait leur permettre l'adoption de lois pour lesquelles une révision constitutionnelle était nécessaire. Il s'agissait essentiellement de trois projets : 1° La réforme du système financier (Finanzreform), c'est-à-dire de la répartition des ressources fiscales notamment entre le gouvernement fédéral et les Länder ; ce problème était réglé de façon peu satisfaisante dans la Loi fondamentale, les occupants ayant empêché, en 1949, la création d'une administration fédérale des finances. - 2° La législation sur l'état d'urgence (Notstandsgesetze) ; dans ce domaine, tous les droits étaient détenus par les trois anciens occupants en application de l'article 5 de la Convention sur la cessation du régime d'occupation de 1954 tant qu'une législation allemande n'existait pas. - 3° La réforme de la loi électorale (Wahlrechtsreform) pour remplacer le système électoral en vigueur, qui revenait à une représentation proportionnelle, par un vote majoritaire. - Les deux premiers projets seront en effet réalisés par le gouvernement Kiesinger.

Beaucoup de sociaux-démocrates, et notamment M. Wehner, étaient également favorables à un gouvernement de grande coalition pour pouvoir ainsi prouver aux électeurs que les "rouges" si longtemps dénigrés étaient aussi "aptes à gouverner" (regierungsfähig). Ils espéraient en outre qu'elle permettrait une politique à l'Est plus active.

de ce parti, demandait donc qu'il soit remplacé rapidement à la tête du gouvernement. L'ancien chancelier annonça aussi qu'il allait recommander personnellement au général de Gaulle, lors d'une visite privée qu'il devait lui rendre dans la deuxième moitié de janvier, le projet de M. Strauss d'une force nucléaire européenne. D'après M. Adenauer, le général lui avait dit un jour qu'il était partisan d'une telle force dès qu'il y aurait une Union politique et une direction politique capables de prendre des décisions.¹⁷⁵⁾

Le président Lübke ayant également fait des déclarations favorables à une "grande coalition" au même moment, M. Erhard se vit obligé de prendre la défense de son gouvernement d'une façon inhabituelle qui n'était guère dans son genre. Le 4 janvier 1966, lors de la traditionnelle réception de Nouvel an offerte par le président fédéral au gouvernement et au corps diplomatique, il déclara clairement qu'il ne pouvait permettre "que l'opinion publique ait l'impression que cette coalition a déjà échoué et qu'il serait souhaitable de la remplacer"¹⁷⁶⁾. Il présenta ses vœux au président fédéral en tant que "chef d'un gouvernement de petite coalition"¹⁷⁶⁾. Ce qui n'empêcha pas M. Lübke d'exprimer dans sa réponse de nouveau l'avis qu'une "petite coalition" ne pouvait pas, à présent, réaliser tous les projets.

Du côté français, par contre, on se montra fort aimable. Après l'accord intervenu à Luxembourg, le gouvernement français fit savoir, dans un communiqué lu par le nouveau secrétaire d'Etat à l'information, M. Yvon Bourges, à l'issue du conseil des ministres du 2 février 1966, qu'il continuait d'estimer que la bonne marche et le développement de la C.E.E. "seraient facilités par l'organisation

175) "'Verhältnis zu Moskau macht mir Sorgen'". (Interview accordée par l'ancien chancelier Konrad ADENAUER à Georg SCHRÖDER.) Die Welt, 3 janvier 1966.

M. Adenauer expliqua aussi que l'invitation à rendre une visite privée au général lui était parvenue en novembre 1965 et qu'il avait alors choisi cette date qui lui convenait le mieux, ce qui n'avait rien à voir avec le "sommet" qui devait avoir lieu en février. Il sera d'ailleurs obligé de remettre ce voyage pour raison de santé.

176) Cité d'après : "Kleine oder Grosse Koalition - Neujahrsempfang mit Differenzen". Frankfurter Allgemeine Zeitung, 5 janvier 1966.

d'une coopération politique européenne"¹⁷⁷⁾. Pendant toute l'année 1966, le général de Gaulle prit une attitude relativement positive envers l'Allemagne. Il se confirma qu'il n'entendait nullement renverser ses alliances, mais seulement les adapter pour que "la nation aux mains libres"¹⁷⁸⁾ puisse collaborer simultanément avec tous les pays, à l'Est et à l'Ouest. Pour la coopération franco-allemande, cela devait signifier une compression plus ostensible que réelle du volume de la coopération, notamment en réduisant de façon spectaculaire le "sommet" de Bonn à une seule journée.¹⁷⁹⁾ Mais cela devait signifier aussi un parti pris du général d'afficher publiquement l'état satisfaisant des relations franco-allemandes pour démontrer qu'il était possible de collaborer avec tous les pays en même temps. Le gouvernement Erhard ne pouvait qu'en tirer avantage.

Le "sommet" des 7 et 8 février 1966 à Paris

Le général de Gaulle devait se rendre à Moscou en juin 1966 et tenait apparemment à donner, avant ce voyage, une démonstration de l'utilité et de la qualité de la coopération franco-allemande. Ce "sommet", auquel participaient seulement trois ministres du côté allemand, sera cordial et positif. Dès le premier jour, le général prononça un toast lors du déjeuner à l'Elysée dans lequel il fit l'éloge de la "sagesse" du chancelier Erhard et lança le terme de la "coopération pratique", terme repris par ses interlocuteurs et

177) Cité d'après Le Monde, 3 février 1966, p. 20.

178) Terme utilisé par le général de Gaulle dans son allocution du 27 avril 1965 et dans sa conférence de presse du 9 septembre 1965 : Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome IV, p. 358 et p. 384.

179) On supprima ou diminua aussi les rencontres ministérielles dans certains domaines où le Traité n'en prévoit pas expressément : coopération, agriculture, économie et finances. Cependant, les entretiens des ministres de l'information, que le Traité ne prévoit pas non plus, devaient continuer comme avant, et de nouvelles rencontres ministérielles étaient même instituées (voir infra, p. 242). En même temps, la coopération dans le cadre des structures mises en place à des échelles inférieures, notamment en ce qui concerne l'aide aux pays en voie de développement et la coopération industrielle, était maintenue et même encouragée.

devenu le véritable mot clé de la rencontre. Le chancelier pour sa part exprima le souhait de voir se créer "une Europe forte et indépendante".¹⁸⁰⁾

Au cours de leurs entretiens en tête-à-tête, le général et M. Erhard devaient surtout parler du voyage à Moscou et de l'Europe, évitant le sujet le plus brûlant, l'O.T.A.N. A un mois de la décision française de se retirer de l'O.T.A.N., le chancelier n'apprit rien de concret sur les intentions de son interlocuteur. Par contre, il était tout à fait rassuré en ce qui concernait les intentions du général envers l'Union soviétique. Le gouvernement allemand n'était pas hostile à la politique de rapprochement avec l'Est poursuivie par la France, mais s'inquiétait que Paris puisse être amené à modifier sa position sur la non-reconnaissance de la R.D.A. et sur la réunification. Les assurances données sur ce plan par le général de Gaulle semblent avoir été catégoriques. En ce qui concerne l'Europe politique, on avait été d'accord sur la nécessité inchangée d'aboutir éventuellement à une Union à Six. A l'issue du conseil des ministres du 9 février, M. Yvon Bourges devait déclarer que les deux délégations avaient estimé "qu'il convient d'entreprendre quelque chose de renouvelé pour faire déboucher les efforts sur des contacts politiques entre les Six"¹⁸¹⁾.

Pour démontrer le caractère utile et concret de la coopération franco-allemande, les porte-parole des deux délégations avaient aussi fait état d'entretiens ministériels dans le domaine de l'industrie et avaient même cité des chiffres pour les investissements mutuels, voire pour les achats de matériel militaire effectués, pourtant d'une modestie notoire. Mais surtout, et de façon plutôt surprenante, on annonça après le "sommet" qu'un élargissement de la coopération au domaine scientifique avait été décidé. Or, une telle coopération était déjà prévue par le Traité (II C, 1 c) ; simplement, des rencontres ministérielles devaient désormais avoir lieu tous les trois mois. C'est donc que le général de Gaulle tenait tout particulièrement à annoncer publiquement un tel "élargissement".

180) Larges extraits des deux toasts dans Le Monde, 9 février 1966, p. 4.

181) Cité d'après Le Monde, 10 février 1966, p. 4.

En outre, il escomptait sans doute des résultats importants de cette coopération scientifique, qu'il devait aussi proposer aux Six, dans sa conférence de presse du 21 février 1966. D'après un commentaire de source autorisée, la France et l'Allemagne souhaitaient réaliser en commun un programme de recherche scientifique couvrant non seulement la recherche pure, mais aussi l'industrie et les armements.¹⁸²⁾ Dans la déclaration de M. Bourges du 9 février, il était aussi question d'une recherche dans les secteurs de pointe. Les projets du général étaient donc ambitieux.

* * *

Dans sa conférence de presse du 21 février 1966, le général de Gaulle salua l'accord intervenu à Luxembourg entre les Six en janvier. Par cet accord, le danger d'une "usurpation permanente de souveraineté" avait été écarté et l'on avait "explicitement reconnu" que toutes les décisions importantes "étaient du ressort des Etats, et d'eux seuls"¹⁸³⁾. Le général constata que "l'un des principaux résultats" du dernier "sommet" franco-allemand avait justement été l'accord entre les deux gouvernements sur le fait qu'il fallait mettre en oeuvre une coopération politique entre les Six, mais que celle-ci ne devait pas "se perdre de nouveau dans les mythes et les abstractions" qui avaient toujours empêché des résultats jusqu'ici.¹⁸⁴⁾ Et d'ajouter que si l'un des autres gouvernements souhaitait "dans cet esprit, prendre à son tour l'initiative de proposer une réunion politique des six Gouvernements, la France y répondrait positivement et de grand coeur"¹⁸⁵⁾.

Cette offre devait pourtant rester sans écho, puisque dans cette même conférence de presse, le général avait annoncé la décision de principe du retrait de la France de l'O.T.A.N. Il avait d'abord exposé les raisons pour lesquelles cette organisation militaire ne correspondait plus aujourd'hui aux exigences du monde occidental. Il

182) D'après André FONTAINE, Le Monde, 9 février 1966, p. 1.

183) Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome V, p. 20.

184) Op. cit., tome V, p. 22 et 21.

185) Op. cit., tome V, p. 22.

déclara ensuite que, "sans revenir sur son adhésion à l'alliance atlantique, la France va d'ici au terme ultime prévu pour ses obligations et qui est le 4 avril 1969, continuer à modifier successivement les dispositions actuellement pratiquées"¹⁸⁶⁾. Bien sûr, on s'était attendu à ce que le général annonce tôt ou tard que la France se retirerait de l'O.T.A.N. Mais on n'avait attendu cette décision que pour 1969, et l'on avait espéré qu'il soumettrait avant des propositions de réforme concrètes.¹⁸⁷⁾ La surprise fut donc grande ; en Allemagne, la nouvelle jeta la consternation.

Quinze jours seulement après l'annonce de la décision de principe, le gouvernement français fit connaître, à l'issue du conseil des ministres du 9 mars 1966, les mesures d'application. "Prenant acte du fait qu'aucune discussion sur une réforme effective de l'O.T.A.N. ne pourrait être utilement engagée", la France entendait prendre dès à présent les mesures nécessaires pour rétablir sur son territoire sa pleine souveraineté, déclara M. Bourges.¹⁸⁸⁾ Le général de Gaulle en avait informé le président américain dès le 7 mars, ajouta-t-il, et il adresserait des messages analogues à d'autres gouvernements alliés dans la journée du 9 mars. Cette procédure eut pour conséquence que le chancelier Erhard, qui n'avait pas été consulté auparavant, apprit la nouvelle d'abord par une lettre du président Johnson.

Le problème du stationnement des troupes françaises en Allemagne

Pour l'Allemagne, la décision française du retrait de l'O.T.A.N. avait des conséquences tangibles, puisque des troupes françaises se trouvaient stationnées sur son territoire. Ces anciennes troupes d'occupation étaient restées sur le sol allemand dans le cadre des accords de Londres (acte final de la conférence de Londres) du 5 octobre 1954 et des accords de Paris du 23 octobre 1954, qui réglaient le retour de la République fédérale à la souveraineté et

186) Op. cit., tome V, p. 19.

187) Pour plus de détails, voir : Lothar RUEHL. La politique militaire de la Ve République. (Préface d'Alfred GROSSER.) Paris : Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1976, p. 103-104.

188) Cité d'après Le Monde, 10 mars 1966, p. 1.

et son accession à l'O.T.A.N. Leur présence en R.F.A. était de ce fait étroitement liée au système de l'intégration atlantique, et l'on estimait donc du côté allemand qu'elle perdrait tout fondement juridique si les troupes françaises devaient retourner sous commandement national.

Cependant, le gouvernement de Bonn tenait beaucoup à ce que ces deux divisions françaises soient maintenues sur son sol. Pour des raisons de sécurité, les dirigeants allemands avaient toujours souhaité la présence sur territoire fédéral de troupes alliées aussi nombreuses que possible. Au moment où Américains et Britanniques menaçaient de diminuer leurs effectifs pour des raisons financières, un retrait français aurait fâcheusement préfiguré, pour l'opinion allemande, le dégagement général qu'on redoutait tant. Ce geste unilatéral aurait en outre été un cadeau inespéré pour Moscou juste avant le voyage du général de Gaulle. La France pour sa part ne souhaitait pas non plus mettre fin à sa présence physique en R.F.A., symbole de la responsabilité des quatre Grands pour l'Allemagne, et qui conférait des possibilités d'influence considérables sur l'évolution du pays voisin.

Le général de Gaulle estimait que le stationnement des troupes françaises en Allemagne ne posait aucun problème particulier, la convention du 23 octobre 1954 sur la présence des forces étrangères sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne étant une base suffisante. Dans le message qu'il avait adressé au chancelier Erhard le 9 mars 1966, il ne semble même pas avoir fait allusion à cette question. Il avait simplement proposé des contacts bilatéraux dans le cadre du Traité et exprimé le vœu que la coopération franco-allemande puisse s'affirmer davantage dans le domaine de la défense.¹⁸⁹⁾ Or, l'idée même d'une négociation bilatérale avec la France était devenue suspecte du fait que le général avait proposé de remplacer les liens existant dans le cadre de l'O.T.A.N. par des accords bilatéraux. La formule contenue dans son message adressé au président Johnson le 7 mars et d'après laquelle la France serait du côté de l'Alliance en cas d'agression "non provoquée" n'avait fait qu'ajouter à la méfiance générale.

¹⁸⁹⁾ Voir André FONTAINE, Le Monde, 13-14 mars 1966, p. 1.

Dans un aide-mémoire en date du 29 mars 1966, le gouvernement français avait fait savoir au gouvernement allemand que l'affectation des forces françaises au commandement allié en Europe prendrait fin dès le 1er juillet 1966. Il n'exclua pas l'"éventualité" du maintien de ces forces en Allemagne, précisant que dans cette hypothèse, elles y stationneraient en vertu de la convention du 23 octobre 1954.¹⁹⁰⁾ Paris laissa ainsi entendre que ces troupes pourraient être retirées si Bonn n'était pas d'accord avec ces conditions. Le gouvernement allemand réagit par une déclaration publiée à l'issue du conseil de cabinet du 6 avril 1966. Il fit connaître son intention de discuter de tous les problèmes résultant des mesures annoncées par la France "dans le cadre des organismes compétents de l'O.T.A.N. et avec tous les autres partenaires de l'O.T.A.N.". Il estimait que les troupes françaises en Allemagne étaient "un élément important de la défense commune" et que "par conséquent, ces troupes devraient aussi dans l'avenir se voir accorder une mission nettement définie dans le cadre de la défense commune de l'O.T.A.N." et coopérer avec les forces de celle-ci. Il souhaitait conclure un accord sur le stationnement de ces troupes en Allemagne et proposait d'exploiter à cette fin toutes les possibilités offertes par le Traité franco-allemand.¹⁹¹⁾

Cependant, dans sa réponse officielle à l'aide-mémoire français du 29 mars 1966, réponse datée du 3 mai 1966, le gouvernement allemand alla bien plus loin. Le texte en provenance du Auswärtiges Amt critiquait vivement les décisions prises par la France, regrettant qu'aucune discussion n'ait eu lieu auparavant avec les autres alliés. Le gouvernement allemand estima qu'une défense effective n'était possible que si, en cas de guerre, toutes les forces terrestres et aériennes des alliés stationnées en Allemagne avaient des missions nettement définies dans le cadre de la défense commune et étaient soumises à un commandement unique de l'O.T.A.N. Il demandait donc au gouvernement français s'il était prêt à accepter une telle perspective et à créer en temps de paix les conditions nécessaires pour qu'elle puisse être réalisée. Le gouvernement fédéral constata en outre qu'à partir du moment où les forces françaises en Allemagne

190) Voir Lothar RUEHL, La politique militaire de la Ve République, p. 129

191) Texte de la déclaration dans : Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 48, 7 avril 1966, p. 377.

n'étaient plus affectées au commandement allié en Europe, la France ne pouvait plus exercer son droit de stationnement en vertu de la convention du 23 octobre 1954. De "nouveaux arrangements" étaient donc nécessaires qui "devraient être basés sur les principes de l'égalité des droits et de la réciprocité, tenir compte de la puissance souveraine de l'Etat d'accueil et contenir par conséquent des dispositions sur leur durée".¹⁹²⁾

Après tout ce que la France venait de décider, ces conditions étaient évidemment inacceptables pour elle, et M. Schröder devait le savoir. Le gouvernement français réagit donc avec vigueur. Dans sa réponse en date du 18 mai 1966, il constata qu'il s'agissait de savoir si, oui ou non, le gouvernement allemand souhaitait le maintien des forces françaises sur son territoire. De toute façon, il estimait "sans objet" d'entrer dans la discussion des arguments juridiques évoqués puisque la question était "fondamentalement de nature politique". Si le gouvernement fédéral souhaitait le maintien des troupes, alors la convention du 23 octobre 1954 constituait "une base juridique adéquate" ; "quelques aménagements aux conditions d'application du statut des forces" pourraient éventuellement être utiles. L'emploi des forces françaises en cas de guerre serait réglé par un accord de coopération entre le commandement interallié et le commandement français.¹⁹³⁾

Le chancelier Erhard se dépêcha de déclarer, le 25 mai à la tribune du Bundestag, que la réponse du gouvernement allemand était "oui", et laissa prévoir la possibilité d'un règlement de transition si le problème n'était pas résolu avant le 1^{er} juillet 1966. Quelques jours plus tard, l'ambassadeur allemand à Paris fit savoir au Quai d'Orsay que Bonn était prêt à l'ouverture immédiate de négociations bilatérales sur le statut des troupes françaises. Malgré ce geste d'apaisement, le conseil des ministres des Affaires étrangères de l'O.T.A.N. qui se tint à Bruxelles, les 7 et 8 juin 1966, ne parvint pas à un accord sur le problème de la mission à confier aux forces

192) Texte de l'aide-mémoire du 3 mai 1966 dans : Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 60, 6 mai 1966, p. 469-470.

193) Texte de l'aide-mémoire du 18 mai 1966 dans : Documentation française, Articles et Documents, T.O., n° 0.1803, 10 juin 1966, p. 29.

françaises en Allemagne, M. Couve de Murville insistant sur le caractère purement technique et militaire de la question. Un compromis de pure procédure fut finalement trouvé pour le communiqué final : le Conseil permanent de l'O.T.A.N. devait discuter du problème de la mission en premier lieu, puis, une fois un accord suffisant sur les aspects politiques intervenu, les discussions devaient se poursuivre entre le haut commandement français et le SACEUR, c'est-à-dire entre les généraux Ailleret et Lemnitzer. Il était cependant devenu évident que la France entendait en tout état de cause rester en-deçà de l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord qui, on le sait, ne prévoit déjà pas l'automaticité de l'engagement militaire aux côtés d'un allié victime d'une agression. Il était donc difficile de voir comment les discussions pouvaient aboutir à un résultat satisfaisant pour les quatorze alliés de la France.

Les négociations au sein du Conseil permanent de l'O.T.A.N. sur la mission des troupes et celles entre Français et Allemands sur leur statut devaient donc être menées parallèlement, et Bonn insistait beaucoup sur ce point. La procédure fut rapidement mise en marche, mais les résultats se faisaient attendre.¹⁹⁴⁾ Le 30 juin 1966, le gouvernement allemand adressa au gouvernement français une communication pour autoriser les troupes françaises à rester sur le sol allemand jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée. Bonn se proposa de nommer "un délégué qui, à partir du 1er juillet 1966, représentera la souveraineté territoriale allemande vis-à-vis des forces françaises sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne"¹⁹⁵⁾. Dans sa réponse du 4 juillet 1966, le gouvernement français accueillit avec réserve cette idée, donnant une interprétation restrictive des attributions du délégué allemand.¹⁹⁶⁾ Il devint de

194) L'irritation des alliés de la France fut aggravée par la nouvelle diffusée à la mi-juin, mais déjà connue des responsables allemands et américains, que la France entendait de toute façon retirer ses forces aériennes stationnées en Allemagne - deux escadres, soit environ 70 appareils - pour éviter d'être impliquée dans un conflit contre sa volonté.

195) Texte dans : Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 90, 8 juillet 1966, p. 713.

196) Texte dans : Documentation française, Articles et Documents, T.O., n° 0.1810, 29 juillet 1966, p. 22. - (Contient également la traduction de l'aide-mémoire allemand du 30 juin 1966.)

plus en plus évident que la France n'était prête à aucune concession, et l'on espérait que le "sommet" prévu pour la fin de juillet apporterait enfin l'indispensable décision politique du côté allemand.¹⁹⁷⁾

* * *

Cependant, le règlement de ce problème se ressentit fortement des divergences de plus en plus ouvertes au sein du cabinet fédéral et de la majorité. Dès le mois de mars 1966, le congrès de la C.D.U. avait pratiquement jeté les bases de la chute du chancelier Erhard. A 90 ans, M. Adenauer avait enfin abandonné la présidence de son parti. M. Erhard fut élu président, mais on lui avait fait partager ce poste avec son principal rival, M. Rainer Barzel, chef du groupe parlementaire C.D.U.-C.S.U. Celui-ci s'était aussi porté candidat à la présidence, et pour résoudre ce problème, on avait créé pour lui le poste de premier vice-président. M. Adenauer restait en outre président d'honneur à vie. M. Erhard se trouvait donc entouré de deux membres du camp "gaulliste".

Désormais, ses adversaires ne devaient plus cesser de le harceler. Cette fois-ci, c'est au sujet du problème du stationnement des troupes françaises en Allemagne qu'ils passèrent à l'attaque. Ils reprochèrent à M. Schröder de mener trop durement les négociations avec la France et de prendre ainsi le risque d'un retrait des forces françaises.¹⁹⁸⁾ Le ministre avait pourtant l'appui de la vaste majorité du Bundestag, y inclus l'opposition social-démocrate. Le chancelier Erhard s'efforça d'adopter une position moyenne, affirmant régulièrement la nécessité de parvenir à un accord, mais sans jamais désavouer son ministre des Affaires étrangères. A la veille du "sommet", MM. Erhard et Schröder en étaient à faire des déclarations parfaitement opposées sur ce problème, l'un estimant que les

197) Pour plus de détails sur le problème du stationnement des troupes françaises en Allemagne, et notamment sur les lettres, notes et aide-mémoires échangés, voir : Lothar RUEHL, La politique militaire de la Ve République, p. 110-114 et p. 125-141.

198) Le correspondant du Figaro à Bonn estima même que M. Schröder n'aurait eu "aucun regret" de voir les troupes françaises quitter le territoire allemand : Henri de KERGORLAY, Le Figaro, 19 mai 1966, p. 3.

les troupes françaises devaient rester en République fédérale en tout état de cause, l'autre faisant dépendre leur maintien de leur engagement automatique aux côtés des alliés en cas de guerre.

Un autre point de désaccord entre les différentes fractions de la majorité était le rapprochement franco-soviétique. Les "gaullistes" affirmaient que Bonn en était exclu par sa propre faute, puisque le gouvernement avait ignoré toutes les offres d'une politique commune à l'Est que le général de Gaulle lui avait prodiguées depuis l'été de 1964.¹⁹⁹⁾ Le gouvernement fédéral avait lui-même déclenché, en mars 1966, ce qu'il était convenu d'appeler une "offensive de paix" vers l'Est, et qui avait pris la forme d'une note en date du 25 mars 1966 envoyée à tous les gouvernements amis, mais aussi aux gouvernements des Etats de l'Est. Cette note contenait de nouvelles propositions du gouvernement allemand sur le désarmement et la paix en Europe ; en République fédérale, elle était considérée comme spectaculaire. M. Strauss, interviewé début avril par l'hebdomadaire Die Zeit dans la perspective ouvertement exprimée qu'il semblait être de nouveau "ministérable", se montra réservé sur cette initiative. Une politique à l'Est du gouvernement fédéral, déclara-t-il, avait toujours besoin de la "tolérance" des Etats-Unis, mais de "l'appui actif" de la France. Pour que les peuples de l'Est perdent leur méfiance, il fallait que la France partage avec l'Allemagne la responsabilité morale et politique pour une telle politique.²⁰⁰⁾

Grâce à l'attitude adoptée par le général de Gaulle, les "gaullistes" allemands ne parvinrent cependant pas à créer une atmosphère de panique avant le voyage du général à Moscou. Le chef de l'Etat français avait en effet multiplié, avant son départ, les preuves de son attachement à l'Occident. Notamment, en ce qui concerne l'Allemagne, il avait réaffirmé, dans une allocution prononcée à Douaumont pour

199) Franz Josef STRAUSS. Entwurf für Europa. Stuttgart : Seewald Verlag, 1966, p. 86.

200) "Zurück ins Kabinett?". (Interview accordée par le président de la C.S.U., M. Franz Josef STRAUSS, à Hans GRESMANN et Theo SOMMER.) Die Zeit, 21 (15), 8 avril 1966.

Voir aussi : Karl Theodor Freiherr von und zu GUTTENBERG. "Deutschland-Politik - warum nicht mit de Gaulle? Plädoyer für eine engere Zusammenarbeit mit Frankreich". Die Zeit, 21 (41), 7 octobre 1966.

le cinquantième anniversaire de la bataille de Verdun, le 29 mai 1966, qu'il restait prêt à mettre en oeuvre la coopération telle qu'il l'avait envisagée en signant le Traité franco-allemand. Après avoir parlé des "deux grands pays voisins, faits pour se compléter l'un l'autre", il ajouta :

"Cette coopération directe et privilégiée, la France l'a voulue, non sans mérite mais délibérément, quand, en 1963, elle concluait avec l'Allemagne un traité plein de promesse. Elle y est prête encore aujourd'hui."201)

A l'avant-veille de son départ pour Moscou, le général avait en outre adressé un message au chancelier Erhard dans lequel il lui donnait des assurances formelles en ce qui concernait les positions qu'il adopterait sur le problème allemand.

Le voyage qu'effectua le général de Gaulle en Union soviétique du 20 juin au 1er juillet 1966 acheva de rassurer les Allemands. S'il avait propagé l'idée d'une détente, puis d'une entente et d'une coopération entre l'Est et l'Ouest, il avait aussi dit que la France entendait mettre en oeuvre une telle politique "sans qu'elle cesse, bien au contraire, d'être par excellence un pays de liberté et une nation occidentale"202). Enfin, il avait, dès le début de son voyage, qualifié l'Allemagne de l'Est de "création artificielle de l'U.R.S.S."203), comblant ainsi tous les vœux du gouvernement allemand. La satisfaction fut générale en République fédérale.

Le "sommet" du 21 juillet 1966 à Bonn

Le "sommet" de Bonn s'ouvrit dans un climat relativement détendu, bien que le problème du stationnement des troupes françaises en Allemagne n'eût toujours pas trouvé de solution. Le général tint à marquer les conditions nouvelles de sa politique en ne retenant pour sa visite qu'une journée sur les deux proposées par le gouvernement allemand et en se faisant accompagner par deux ministres seulement. Dans son allocution à l'occasion du déjeuner à la chancellerie, il rappela que la nouvelle politique de la France "ne signifie pas que nous ayons aucunement à renier ni à fouler aux pieds notre alliance

201) Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome V, p. 38-39.

202) Toast du 20 juin 1966 au Kremlin : op. cit., tome V, p. 42.

203) Cité d'après André FONTAINE, Le Monde, 23 juin 1966, p. 1.

atlantique ni nos amitiés, quoique l'une et les autres doivent être nécessairement adaptées à ces conditions nouvelles". Et il prononça cette phrase qui réjouit beaucoup ses interlocuteurs allemands et qui sera reprise le lendemain par l'ensemble de la presse allemande :

"L'un va avec l'autre, l'Europe toute entière et l'Allemagne toute entière."204)

Dans leur unique entretien en tête-à-tête, le général et le chancelier ne firent qu'évoquer rapidement les principaux problèmes. La question du stationnement des troupes françaises en Allemagne ne fut guère rapprochée d'une solution ; M. Erhard renouvela simplement son vœu quant au maintien des troupes. Il réaffirma aussi combien son gouvernement avait apprécié le voyage du général de Gaulle en U.R.S.S., et celui-ci lui donna quelques détails sur l'attitude des dirigeants soviétiques envers le problème allemand.

Ce "sommet" eut donc lieu dans un climat satisfaisant caractérisé par la reconnaissance du gouvernement fédéral envers le partenaire français et par la volonté du général de Gaulle de démontrer la bonne entente pratique entre les deux pays. On avait même réussi à donner une preuve de cette coopération pratique en faisant signer par les ministres de la défense deux accords techniques mineurs.²⁰⁵⁾

* * *

Si le chancelier Erhard était, en principe, prêt à régler rapidement le problème des forces françaises en Allemagne, les résistances venant aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur de la République fédérale étaient encore considérables. On continua à négocier, aussi bien sur le plan bilatéral que dans le cadre du Conseil atlantique. Ce n'est qu'à la mi-octobre, au moment où les menaces d'une diminution des effectifs américains et britanniques se précisaient, que l'on se décida, du côté allemand comme du côté atlantique, à faire

204) Cité d'après Le Monde, 23 juillet 1963, p. 3.

205) Ces accords concernaient la construction en commun d'un radar tactique (Ratac) et d'un engin air-sol AS-30 adaptable sur des avions en service dans les deux pays. - Voir aussi infra, p. 356-357.

les concessions nécessaires. Le Conseil atlantique admit que les conversations techniques entre les généraux Lemnitzer et Ailleret s'engagent sans que soient résolus les problèmes politiques et juridiques concernant la mission des troupes françaises, et M. Schröder envoya à Paris, le 18 octobre 1966, son secrétaire d'Etat Karl Carstens. Après ce voyage de M. Carstens, on considérait généralement que Bonn avait renoncé à toute condition pour le maintien des troupes françaises sur son sol. La gloire d'avoir abouti à une solution rapide de ce problème épineux devait cependant revenir au nouveau gouvernement fédéral, puisque huit jours après le retour du secrétaire d'Etat à Bonn, la crise gouvernementale éclata et rendit impossible la conclusion d'un accord.

Tout de suite après la mise en place du gouvernement Kiesinger, un règlement devait intervenir sous la forme d'un simple échange de lettres entre les deux ministres des Affaires étrangères, MM. Couve de Murville et Brandt, en date du 21 décembre 1966. Ce règlement consignait l'abandon de toutes les positions allemandes. Il était basé sur les accords de 1954, comme le général l'avait toujours exigé, et il était intervenu sans qu'une mission pour les troupes françaises en cas de conflit ait été définie auparavant. Elle ne sera d'ailleurs jamais définie, la France continuant à refuser tout engagement automatique de ses troupes aux côtés des alliés. On peut douter que M. Schröder aurait obtenu un règlement plus favorable.

La première lettre contient une déclaration du gouvernement français réaffirmant que les forces françaises demeurent sur le territoire de la République fédérale dans le cadre des accords de 1954 sur le désir du gouvernement fédéral et que leur présence implique l'accord de celui-ci. Une lettre de M. Brandt confirme cet accord. La deuxième lettre française précise un certain nombre de modalités d'application purement techniques et pratiques. Il s'agit notamment d'une énumération de cas dans lesquels le gouvernement allemand doit être informé soit directement, soit par la voie de son délégué auprès du général commandant en chef des forces françaises en Allemagne. Bonn sera ainsi informé en cas de changement du titulaire du poste de commandant en chef et sera tenu au courant des effectifs

et de la structure des forces françaises et du matériel détenu ainsi que des mouvements de troupes à l'intérieur de la République fédérale et des passages de la frontière.²⁰⁶⁾

La chute du gouvernement Erhard

Le déclin du gouvernement Erhard, amorcé au congrès de la C.D.U. au mois de mars 1966, rendu plus visible par l'échec de son parti dans d'importantes élections régionales au mois de juillet, se concrétisa avec la démission, le 15 septembre 1966, de son conseiller personnel et collaborateur le plus proche, voire indispensable, M. Ludger Westrick, secrétaire d'Etat à la chancellerie. L'Allemagne traversait une récession économique et se trouvait dans des discussions budgétaires difficiles. Le gouvernement américain, lui-même en difficulté, exigeait une contribution encore plus importante de Bonn aux frais de stationnement de ses troupes en Allemagne. En plus, le président Johnson prononça, le 7 octobre 1966, un important discours dans lequel il préconisa la "construction de ponts" entre l'Est et l'Ouest, la détente donc et la coopération avec l'Est avant toute solution du problème allemand. La République fédérale se trouvait subitement isolée avec sa politique officielle. Le 27 octobre 1966, le gouvernement Erhard entra en crise ouverte avec la démission des quatre ministres libéraux à la suite d'un conflit sur le budget de 1967.

Le lendemain de cette rupture, qui rendait la chute du gouvernement Erhard pratiquement inéluctable, le général de Gaulle devait tenir une conférence de presse. Il en profita pour parler longuement des relations franco-allemandes, critiquant vivement la politique pro-américaine qu'avait menée le gouvernement Erhard, mais soulignant aussi les occasions manquées, donc les perspectives qui s'ouvriraient si ses successeurs devaient suivre une autre voie :

206) Texte français des lettres échangées le 21 décembre 1966 dans : Documentation française, Articles et Documents, T.O., n° 0.1839, 17 février 1967, p. 26-27.
Texte allemand dans : Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 161, 23 décembre 1966, p. 1304-1305.

"Nous avons même été, il y aura bientôt quatre ans, jusqu'à conclure avec la République fédérale, et à sa demande, un traité qui aurait pu servir de base à une coopération particulière des deux pays dans les domaines de la politique, de l'économie, de l'agriculture et de la défense. Ce n'est pas notre fait si les liens préférentiels, contractés en dehors de nous et sans cesse resserrés par Bonn avec Washington, ont privé d'inspiration et de substance cet accord franco-allemand. Il est bien possible que, de ce fait, nos voisins d'outre-Rhin aient perdu quelques occasions quant à ce qui aurait pu être l'action commune des deux nations, parce que, pendant qu'ils appliquaient, non pas notre traité bilatéral, mais le préambule unilatéral qui en changeait tout le sens et qu'eux-mêmes y avaient ajouté, les événements marchaient ailleurs et notamment à l'Est et même peut-être à Washington, brouillant les données de l'affaire telles qu'elles étaient au départ.

Pourtant, nous ne sommes revenus, ni sur l'oubli de nos griefs, ni sur la pratique de rapports cordiaux avec l'Allemagne fédérale. Et même, tout en conservant, là comme ailleurs, l'entière disposition de nos troupes, nous consentons à maintenir pour le moment, sur son territoire, une force militaire importante qui, bien évidemment, concourt à sa sécurité, que nous retirerions dès qu'elle viendrait à nous le demander, et pour l'entretien de laquelle, par opposition avec ses autres alliés, nous ne lui demandons aucune compensation financière. En somme, à l'égard de l'Allemagne, qu'aurions-nous pu raisonnablement faire de plus méritoire et de plus accommodant ?"207)

C'était jeter de l'huile sur le feu. Quelques jours plus tard, le chancelier Erhard se déclara prêt à démissionner, et une dernière lutte fratricide s'engagea au sein du groupe C.D.U.-C.S.U. entre "gaullistes" et "atlantiques" pour la nomination d'un candidat à la succession. On avait trouvé un candidat de compromis, proche des "gaullistes" sans s'y être compromis : M. Kurt-Georg Kiesinger, ministre-président du Bade-Wurtemberg. Mais MM. Schröder, Barzel, Hallstein et Gerstenmaier étaient aussi candidats, bien que ce dernier se retirât de la course pour donner plus de chances à M. Kiesinger. Le vote eut lieu le 10 novembre 1966 ; la majorité absolue des 251 membres du groupe étant requise, M. Kiesinger ne fut nommé qu'après trois tours de scrutin et reçut finalement 137 voix, contre 81 allant à M. Schröder et 26 à M. Barzel.

Alors que M. Erhard restait toujours chancelier, M. Kiesinger se mit à négocier la formation d'un nouveau gouvernement. Après un

207) Conférence de presse du 28 octobre 1966 : Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome V, p. 101-102.

échec avec les libéraux, il parvint à un accord avec les sociaux-démocrates sur un gouvernement de "grande coalition" entre C.D.U.-C.S.U. et S.P.D. Le 30 novembre 1966, M. Erhard donna sa démission ; le 1er décembre, M. Kiesinger fut élu chancelier par le Bundestag. Son gouvernement comprendra dix chrétiens-démocrates et neuf socialistes. M. Schröder, resté indispensable, s'était vu confier le portefeuille de la défense ; M. Strauss devint ministre des finances et ne répugna point à siéger dans le cabinet à côté de M. Schröder et des ministres socialistes. La moitié des ministres chrétiens-démocrates appartenaient au camp des anciens adversaires de M. Erhard.²⁰⁸⁾ C'est ainsi que prit fin le mouvement des "gaullistes" allemands. L'ancien chancelier Adenauer devait décéder quelques mois plus tard, le 19 avril 1967, à un moment où l'on avait l'impression que les relations franco-allemandes avaient pris un nouvel essor.

208) Sur les dix ministres chrétiens-démocrates, trois appartenaient à la C.S.U. (MM. Strauss, Höcherl et Dollinger) et deux étaient des "gaullistes" C.D.U. (MM. Lücke et Heck). Le 12 avril 1967, après de longues tractations internes, le poste clé de secrétaire d'Etat parlementaire à la chancellerie fut en outre confié à M. Guttenberg (C.S.U.), l'un des "gaullistes" les plus connus.

C. Les relations franco-allemandes sous le chancelier Kiesinger jusqu'à la démission du général de Gaulle

L'installation du nouveau gouvernement à Bonn ne pouvait que présenter des avantages pour Paris. Le chancelier Kiesinger passait pour être bien plus francophile que son prédécesseur, réputation due en partie à ses origines wurtembourgeoises et au fait qu'il avait été le candidat des "gaullistes" allemands, en partie à son activité, pendant plus de trois ans, comme représentant des Länder pour la coopération culturelle dans le cadre du Traité.²⁰⁹⁾ M. Couve de Murville atteste qu'"il avait de l'autorité, de l'éloquence, de la culture, connaissant notre langue, davantage encore notre littérature"²¹⁰⁾. Plus encore, c'est cependant l'accent mis par le nouveau gouvernement entre chrétiens-démocrates et socialistes sur la politique à l'Est qui devait rapprocher les deux capitales.

L'attitude du S.P.D. envers les relations franco-allemandes avait été, depuis 1963, sensiblement la même que celle des chrétiens-démocrates : on préconisait l'exécution du Traité tout en exigeant la fidélité aux objectifs politiques énumérés dans le "préambule". Si certains membres éminents de ce parti - tels MM. Erler, Wehner et Mommer - restaient très critiques vis-à-vis de la politique atlantique et européenne du général de Gaulle, M. Willy Brandt, nouveau ministre des Affaires étrangères et de son propre aveu un admirateur du général²¹¹⁾, avait à plusieurs reprises pris le parti du chef de l'Etat français dans des controverses où celui-ci avait fait l'objet d'attaques virulentes en République fédérale, telles la reconnaissance de la Chine et la déclaration tripartite du 11 mai 1965. A partir de 1964, il avait exprimé ouvertement son intérêt pour la

209) Voir supra, p. 96, ainsi qu'infra, p. 304-306.

210) Maurice COUVE DE MURVILLE. Une politique étrangère 1958-1969. Paris : Plon, 1971, p. 274.

211) Voir son discours lors du débat de ratification du Traité : Bundesrat, 254. Sitzung, 1er mars 1963, p. 32 D.

politique d'indépendance du général de Gaulle²¹²⁾ ; il avait été reçu par celui-ci en juin 1965, trois mois avant les élections au Bundestag. Du côté français, on avait donc toutes les raisons d'être satisfait du choix du nouveau ministre des Affaires étrangères, dont M. Couve de Murville écrit qu'il était "non seulement de rapports simples et agréables encore que toujours un peu réservé, mais aussi un esprit politique sûr et avisé, tout le contraire d'un doctrinaire"²¹³⁾. Ajoutons que M. Brandt devait bientôt être considéré dans son propre ministère, où M. Schröder avait régné pendant cinq ans, comme profrançais à l'excès. Bref, aux yeux du gouvernement français, et pour citer encore une fois M. Couve de Murville, la nouvelle équipe à Bonn "était bien autrement orientée"²¹³⁾ que celle de MM. Erhard et Schröder, sur lesquels il n'a rien de positif à dire.²¹⁴⁾

212) Voir notamment : Willy BRANDT. "Gemeinschaftsideale und nationale Interessen in der deutschen Aussenpolitik". Europa-Archiv, 19 (12), 25 juin 1964, p. 419 et s.

213) Maurice COUVE DE MURVILLE, Une politique étrangère, p. 274.

214) Il leur reproche qu'ils "ne pouvaient dissimuler une certaine indifférence au fait franco-allemand" (op. cit., p. 274) et estime que M. Erhard "n'arrivait pas à dissimuler qu'il éprouvait comme un sentiment de culpabilité à se réunir constamment avec les seuls Français", ce qui serait aussi la raison pour laquelle il "revenait inlassablement sur le sujet de l'union politique", pensant sans doute "que beaucoup serait pardonné si le Traité franco-allemand se confondait finalement dans un accord à Six inoffensif et rassurant" (op. cit., p. 261).

M. Couve de Murville constate aussi qu'à partir de 1966, le climat franco-allemand s'était trop détérioré pour que la coopération "retrouvât son sens avant la constitution d'un nouveau Gouvernement allemand inspiré d'un esprit différent" (op. cit., p. 264). La raison en était l'attitude proaméricaine du gouvernement Erhard.

1° 1967 : "Tout nouveau, tout beau"

L'attitude du nouveau gouvernement allemand - Le "sommet" des 13 et 14 janvier 1967 - La politique à l'Est et le problème britannique - Le "sommet" des 12 et 13 juillet 1967 à Bonn.

Le chancelier Kiesinger ne perdit pas de temps pour tenter de gagner les faveurs de l'Elysée. Dans sa déclaration gouvernementale du 13 décembre 1966, il traita de façon détaillée et nettement privilégiée les relations franco-allemandes, parlant de la "nécessité impérieuse d'une coopération sur les plans économique, technologique, culturel, militaire, et politique, et qui comprenne de plus en plus d'autres domaines"²¹⁵⁾. Il annonça aussi des propositions concrètes du gouvernement fédéral pour la meilleure utilisation du Traité ; on n'en entendait cependant plus jamais parler. S'il réaffirma qu'une "alliance solide" entre l'Europe et les Etats-Unis restait indispensable²¹⁶⁾, il fit un geste envers le général en traitant en quelques mots seulement le problème britannique, dont on savait déjà qu'il reviendrait à l'actualité en 1967. L'aspect décisif de la déclaration gouvernementale était pourtant l'annonce d'une Ostpolitik pour laquelle le gouvernement fédéral admettait pour la première fois que la détente en Europe devait précéder, et non plus suivre, la réunification de l'Allemagne. Rendant hommage à la conception européenne du général de Gaulle, le chancelier souligna qu'une coopération franco-allemande dans tous les domaines serait "de la plus grande valeur"²¹⁷⁾ pour l'amélioration des relations entre la République fédérale et les pays de l'Est. Bien qu'il ne comptait abandonner ni la non-reconnaissance de la R.D.A., ni la revendication du droit de représenter seul l'ensemble du peuple allemand, ni le refus de déclarer "nul et non avenu" l'accord de Munich, ni même la non-reconnaissance de la ligne Oder-Neisse comme frontière occidentale de la Pologne, le général de Gaulle semble avoir jugé fort positivement le tournant ainsi pris par la politique allemande.

215) Deutscher Bundestag, 80. Sitzung, 13 décembre 1966, p. 3664 B.

216) Op. cit., p. 3663 D.

217) Op. cit., p. 3664 A.

Pendant quelque temps, on eut l'impression d'une activité foisonnante sur le plan franco-allemand. Le jour même de la déclaration gouvernementale, le 13 décembre 1966, le problème du stationnement des forces françaises en Allemagne trouva enfin une solution au cours d'un entretien à Paris entre deux hauts fonctionnaires des ministères des Affaires étrangères français et allemand, MM. de Beaumarchais et Meyer-Lindenberg. Au même moment, M. Brandt se trouva également à Paris, où il fut reçu par MM. Pompidou et Couve de Murville ainsi que par le général de Gaulle. Le 15 décembre, ce fut la signature par les deux ministres de la recherche scientifique, MM. Peyrefitte et Stoltenberg, d'un premier accord sur la construction en commun d'un réacteur à haut flux qui devait être construit à Grenoble. Il s'agissait de l'un des deux grands projets dans le domaine de la recherche scientifique pendant la période qui nous concerne, pour lequel des contacts avaient été pris depuis 1964.²¹⁸⁾ Le 20 décembre, le porte-parole du gouvernement fédéral annonça à l'issue d'un conseil de cabinet que M. Kiesinger avait donné des instructions aux ministres de préparer de façon particulièrement approfondie le "sommet" de janvier 1967, c'est-à-dire de prendre contact avec le côté français dès la phase préparatoire "non seulement en ce qui concerne les questions de procédure et de protocole, mais aussi sur le plan matériel"²¹⁹⁾. Il ne leur restaient cependant que trois semaines pour le faire. Le 21 décembre, ce fut l'échange de lettres sur le stationnement des troupes françaises en Allemagne. Au même moment, M. Fanfan annonça qu'un "sommet" des Six aurait lieu au printemps de 1967 à l'occasion du dixième anniversaire de la signature des traités de Rome. L'euphorie régnait donc à Bonn en ce qui concernait les perspectives franco-allemandes.

La France réagit avec réserve aux sollicitations du gouvernement allemand. A l'issue du conseil des ministres du 21 décembre 1966, elle fit savoir à l'Allemagne, dans un communiqué lu par M. Yvon Bourges, qu'elle "avait enregistré avec sympathie sa volonté d'améliorer les rapports franco-allemands et de donner plus de contenu

218) Voir aussi infra, p. 333-334.

219) Conférence de presse du porte-parole du gouvernement fédéral, M. von Hase : Bundespressekonferenz, Bonn, 20 décembre 1966, 15 h 30.

au traité de coopération"²²⁰⁾. Pendant six mois environ, le général demeura ainsi sur la réserve, attendant que Bonn lui donnât des signes plus concrets d'un changement de politique. Pour aboutir à un rapprochement franco-allemand plus sensible - qui, bien entendu, ne pouvait plus désormais exclure le rapprochement simultané avec l'Est - il restait nécessaire à ses yeux que le nouveau gouvernement abandonne les "liens préférentiels" avec Washington qui avait jusqu'ici "privé d'inspiration et de substance" le Traité, ainsi qu'il l'avait exprimé dans sa conférence de presse du 28 octobre 1966.²²¹⁾ Le général attendait aussi de voir quels seraient les progrès réels de la politique à l'Est du nouveau gouvernement allemand.

Le "sommet" des 13 et 14 janvier 1967 à Paris

La rencontre franco-allemande eut lieu à la première date possible. Pour M. Kiesinger, comme pour son prédécesseur, ce fut son premier déplacement à l'étranger depuis son accession à la chancellerie ; comme celui-ci, il se fit accompagner uniquement de son ministre des Affaires étrangères, puisque cette réunion avait pour lui un caractère surtout politique. En même temps, M. Schröder, le nouveau ministre de la défense, se trouvait de ce fait fort opportunément éloigné de la rencontre.

Deux problèmes étaient à l'ordre du jour : la nouvelle candidature de la Grande-Bretagne au Marché commun, que celle-ci allait poser officiellement le 10 mai 1967, et l'Ostpolitik pour laquelle le chancelier allemand cherchait à obtenir, coûte que coûte, l'appui actif du général de Gaulle. M. Kiesinger ne ménagea aucun effort pour se rendre agréable à ses interlocuteurs, allant jusqu'à faire une allusion au fait que la responsabilité pour l'état insatisfaisant des relations franco-allemandes dans le passé se trouvait sans doute du côté allemand.²²²⁾ Il ne réussit pas pour autant à remporter un succès sur les deux problèmes essentiels.

220) Cité d'après Le Monde, 22 décembre 1966, p. 24.

221) Voir supra, p. 255.

222) Dans un toast prononcé à l'occasion d'un dîner offert au Quai d'Orsay le 13 janvier 1967, M. Kiesinger déclara entre autres : "Il y a eu

Pour ce qui est de la Grande-Bretagne, la brève allusion qu'y avait fait le général de Gaulle dans sa conférence de presse du 28 octobre 1966 avait déjà laissé pressentir que son attitude n'avait guère évolué depuis 1963.²²³⁾ M. Kiesinger, malgré l'extrême impatience de l'opinion allemande et de tous les partis politiques allemands, avait décidé une fois pour toutes de ne pas faire pression sur le général à ce sujet pour ne pas compromettre les rapports franco-allemands et la politique à l'Est. Si rien n'en avait filtré au moment du "sommet", on sut quelques mois plus tard que le général avait en effet exprimé envers le chancelier allemand des vues extrêmement négatives sur ce point²²⁴⁾, allant, semble-t-il, jusqu'à menacer de quitter la C.E.E. si Bonn insistait trop pour y faire entrer la Grande-Bretagne.²²⁵⁾ Bonn n'insista donc pas. Le général devait d'ailleurs exprimer ouvertement son hostilité dans sa conférence de presse du 16 mai 1967.

En ce qui concerne la politique à l'Est, la délégation allemande ne put pas non plus faire état de promesses concrètes de la part du général de Gaulle, bien qu'elle se fût montrée très satisfaite des résultats de la rencontre. M. Kiesinger avait demandé au général, qui devait se rendre en Pologne avant la fin de l'année, de tâcher de convaincre les dirigeants polonais de la bonne volonté du nouveau gouvernement allemand. M. Brandt pour sa part avait insisté

des désaccords, et M. Couve de Murville, que je connais bien et que j'estime beaucoup, m'a dit que les Français n'en étaient pas responsables si les choses n'avaient pas toujours bien marché. Il y a certainement quelque chose de vrai là-dedans." (Cité d'après J.R. (corr. à Bonn), Frankfurter Allgemeine Zeitung, 16 janvier 1967.)

223) Voir Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome V, p. 102.

Dans un entretien accordé à C.L. Sulzberger le 13 décembre 1966, le général avait dit : "Très franchement, je ne pense pas que la Grande-Bretagne soit qualifiée pour entrer au Marché commun. J'ai peut-être tort. Nous verrons." (Cyrus L. SULZBERGER. An age of mediocrity. Memoirs and diaries, 1963-1972. New York : Macmillan, 1973, p. 303.)

224) Voir par exemple Paul FABRA, Le Monde, 13 mai 1967, p. 1.

225) André FONTAINE. "Vaincre, ou convaincre ?". Le Monde, 21 février 1968.

Dans sa conférence de presse du 16 janvier 1967, M. Kiesinger déclarera qu'il n'était pas en mesure de dire si le général avait assoupli son attitude envers la Grande-Bretagne ou non, mais que celui-ci semblait encore faire "de sérieuses réserves" en ce qui concernait l'attitude politique générale de ce pays. Voir infra, p. 263, note 227).

auprès de son homologue français sur la nécessité pour la France de ne pas reconnaître la R.D.A. et d'influencer en ce sens ses amis africains, même si Bonn devait désormais appliquer moins strictement la doctrine Hallstein.²²⁶⁾ Si M. Kiesinger devait parler, dans sa conférence de presse du 16 janvier 1967, des "consultations régulières" et de l'"aide mutuelle" auxquelles on "peut" parvenir en ce qui concerne les relations avec l'Est²²⁷⁾, le côté français restait fort prudent. M. Couve de Murville parla devant la presse d'un "certain parallélisme" qui s'était manifesté dans les points de vue français et allemand sur les relations Est-Ouest²²⁸⁾, et la déclaration habituelle faite par le ministre français de l'information à l'issue du conseil des ministres qui suivait cette rencontre ne mentionna même pas le sujet.

A cause de cette absence de résultats concrets sur les grands problèmes politiques, on s'abstint finalement de publier le communiqué qui avait d'abord été annoncé. Par contre, on annonça toute une série de mesures bilatérales, dont certaines étaient manifestement destinées à "faire nombre". C'est ainsi qu'on fit état d'une rencontre proche entre le ministre allemand des finances, M. Strauss, et son homologue français, M. Debré, et de la décision prise par les deux ministres des Affaires étrangères de coordonner les politiques industrielles des deux pays à l'égard des Etats socialistes et des pays en voie de développement ainsi que dans le cadre du Marché commun. On annonça également la création d'une commission franco-allemande sur la technologie, ce que M. Bourges qualifia, à l'issue du conseil des ministres du 18 janvier 1967, d'"extension" de la coopération franco-allemande.²²⁹⁾ Nous avons déjà vu l'importance que le général

226) La "doctrine Hallstein", appelée ainsi depuis 1956 d'après celui qui était à cette époque secrétaire d'Etat au Auswärtiges Amt, impliquait que la République fédérale n'établissait pas de relations diplomatiques avec des Etats qui en entretenaient déjà avec la R.D.A. et qu'elle rompait ses relations avec tout Etat qui s'appropriait à reconnaître la R.D.A.

227) Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 5, 18 janvier 1967, p. 33.

228) Déclaration faite à l'A.F.P. à l'issue des entretiens. Texte : A.F.P., Paris, 14 janvier 1967, 19 h 29. - Extraits dans Le Monde, 17 janvier 1967, p. 2.

229) Cité d'après Le Monde, 19 janvier 1967, p.22.

semblait, depuis 1966, accorder à la coopération scientifique.²³⁰⁾ Cette commission ne sera cependant jamais créée.²³¹⁾ On annonça finalement aussi que des discussions approfondies devaient avoir lieu entre les ministres des Affaires étrangères et entre les ministres de la défense des deux pays sur les perspectives des politiques militaires en 1970 et sur les conséquences qu'il conviendrait d'en tirer, notamment en ce qui concerne la fabrication en commun de matériel militaire. Cette idée sera reprise lors du prochain "sommet".

Les deux côtés étaient donc satisfaits des résultats de ce "sommet", où il avait été question de "réactiver" la coopération et de "resusciter" le Traité.²³²⁾ On est cependant frappé de voir combien le côté français restait sur la réserve et que le gouvernement allemand ne rapporta en fin de compte aucun résultat concret de Paris.

* * *

Nous avons vu qu'en ce qui concerne la politique à mener envers les pays de l'Est, le programme du gouvernement Kiesinger, qui s'appuyait sur une majorité chrétienne-démocrate, ne se distinguait que sur des aspects minimes de celui de son prédécesseur. Il convient aussi de rappeler que c'est M. Schröder qui avait entamé une certaine politique de l'ouverture à l'Est. Dès 1963, il avait lancé la "politique de mouvement", dont les résultats, il est vrai, étaient passés presque inaperçus. C'est aussi lui qui avait envoyé la "note de paix" du 25 mars 1966. M. Kiesinger récolta donc les fruits du travail de préparation effectué par le gouvernement Erhard. En effet, c'est dès le 31 janvier 1967 qu'il put annoncer l'établissement de relations diplomatiques entre la République fédérale et la Roumanie. Ce fut un départ fracassant pour l'Ostpolitik.

Cependant, le problème de la candidature britannique au Marché commun devait très vite reprendre la première place sur la scène diplo-

230) Voir supra p. 242-243.

231) Voir infra, p. 333.

232) Voir la déclaration de M. Bourges du 18 janvier 1967 et la conférence de presse de M. Kiesinger du 16 janvier 1967.

matique, ce qui n'a dû réjouir ni le général de Gaulle, ni le chancelier Kiesinger. Ce dernier restait résolu à ne pas exercer de pressions sur Paris, bien qu'il fût exposé aux plus vives critiques et admonestations de la presse allemande et aux instances de Londres. M. Wilson, le Premier ministre britannique, avait eu des entretiens avec le général de Gaulle, les 24 et 25 janvier 1967, sans pour autant comprendre clairement si celui-ci admettait ou non l'adhésion de la Grande-Bretagne à la C.E.E. ; de toute façon, les termes d'"arrangements" et d'"association" furent déjà prononcés.²³³⁾ Du 14 au 16 février, il eut des entretiens à Bonn au cours desquels il souligna que beaucoup dépendait de l'influence que l'Allemagne exercerait sur le général. Il comprit cependant que M. Kiesinger, bien que profondément convaincu que la Grande-Bretagne devait joindre les Six, n'irait pas jusqu'à exercer une pression sur Paris au point de contrarier le général de Gaulle.²³⁴⁾ En effet, dans sa conférence de presse du 16 mai 1967, celui-ci devait s'exprimer très clairement : ou la Grande-Bretagne acceptait l'association telle qu'elle était prévue par le traité de Rome, solution que M. Wilson avait déjà rejetée en janvier, ou alors elle devait attendre "jusqu'à ce que, éventuellement, il apparaisse concevable d'accueillir une Angleterre qui se serait, de son côté, pour son compte, profondément transformée"²³⁵⁾.

Le chancelier Kiesinger se trouvait désormais dans une situation difficile et devait fatalement se faire accuser de "collusion" lorsqu'il maintenait son attitude lors du "sommet" des Six qui se tint à Rome, les 29 et 30 mai 1967, pour célébrer le dixième anniversaire des traités de Rome. Il accepta non seulement le désir français d'éloigner de la rencontre M. Hallstein, auquel le général de Gaulle n'avait pas pardonné son attitude pendant la crise de 1965²³⁶⁾, mais appuya aussi l'interprétation que donnait le chef

233) Harold WILSON. The Labour Government 1964-1970. A personal record. London : Weidenfeld and Nicolson and Michael Joseph, 1971, p. 334-341.

234) Op. cit., p. 367-369.

235) Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome V, p. 169.

236) Voir Paul-Henri SPAAK. "Pourquoi je ne suis pas allé à Rome". Le Monde, 4-5 juin 1967, p. 6. - Sur l'attitude du général envers M. Hallstein, voir aussi supra, p. 26, note 16).

de l'Etat français de l'article 237 du traité de la C.E.E. D'après cette interprétation, l'unanimité des Six était requise non seulement pour admettre définitivement un nouveau membre au Marché commun, mais aussi pour ouvrir des négociations avec un pays candidat. La France, avec l'appui tacite du gouvernement allemand, devait désormais refuser tout contact officiel des Six avec un représentant britannique, comme par exemple l'"audition" d'un ministre anglais devant le Conseil des ministres de la C.E.E.

Outre cette attitude fort accommodante sur le problème britannique, le chancelier Kiesinger s'efforça aussi de contenter le général en traitant avec une certaine nonchalance l'allié américain, allant jusqu'à le contredire au sujet du traité de non-prolifération. Il devait cependant se rendre à Washington juste avant de rencontrer de nouveau le général de Gaulle, et ce voyage n'a été renvoyé qu'à cause de difficultés internes à Bonn provoquées par des questions budgétaires.

Le "sommet" des 12 et 13 juillet 1967 à Bonn

Après six mois d'attente et de ménagements, le général de Gaulle reprit en mains les relations franco-allemandes au cours du "sommet" de Bonn. Compte tenu de l'attitude prise par le chancelier Kiesinger, il jugea apparemment le moment propice pour essayer encore une fois d'arracher la République fédérale à l'emprise américaine. Il vint à Bonn avec six de ses ministres et fit tout pour créer une impression favorable. C'est ainsi qu'au dîner du 12 juillet 1967, il prononça un toast comme on n'en avait plus entendu depuis les temps du chancelier Adenauer, parlant des "affinités profondes" entre Français et Allemands, de l'"attrait particulier entre les deux peuples" et du "grand peuple avec une grande histoire" qu'était à ses yeux le peuple allemand. Il conclut sur la légende des deux hommes qui partent à la recherche d'un trésor et qui, s'ils ne rencontrent pas l'or recherché, finissent par trouver l'amitié.²³⁷⁾ L'amitié franco-allemande était donc fermement établie, mais le "trésor", l'Europe indépendante, restait à trouver.

237) Larges extraits du toast dans Le Monde, 14 juillet 1967, p. 3.

Dans ses entretiens avec M. Kiesinger, le général s'exprima de façon autrement claire, allant jusqu'aux pressions non dissimulées pour obtenir non seulement le relâchement des liens germano-américains, mais aussi le soutien allemand contre la candidature britannique et des progrès plus sensibles dans la politique à l'Est. Comme il résuma lui-même ces conversations au cours de la séance plénière et que la délégation française prit l'initiative de rendre public le texte de son intervention, nous sommes en mesure de juger de la fermeté dont il fit preuve. Il constata catégoriquement la nécessité de contrecarrer l'"hégémonie" que les Etats-Unis étaient "automatiquement portés à exercer sur les autres" et énuméra les trois conditions indispensables pour y parvenir : l'entente franco-allemande, dont il loua les "résultats importants" acquis depuis la signature du Traité, "auxquels nous tenons beaucoup" ; la politique de détente avec l'Est, dont il rappela qu'elle "implique notre soutien de votre réunification" ; et le maintien en état de la Communauté des Six, qui risquerait de "se disloquer" si elle admettait en son sein une Grande-Bretagne non encore "réellement européenne".²³⁸⁾

Ce refus de tout compromis sur le problème britannique signifiait que le plan favori du chancelier Kiesinger de tenir un nouveau "sommet" des Six avant la fin de l'année était devenu sans objet. Il semble aussi que le général ait fait de nouveau la sourde oreille aux demandes d'aide et de coopération exprimées par le chancelier au sujet de la politique à l'Est, l'encourageant à la place d'aller d'abord plus en avant en reconnaissant la ligne Oder-Neisse comme frontière occidentale de la Pologne.²³⁹⁾ Compte tenu de cette double rebuffade, on peut supposer que M. Kiesinger n'aura pas mis à exécution l'intention qu'on lui prêtait avant le "sommet" d'exprimer envers son interlocuteur son mécontentement au sujet de l'absence totale de consultations lors de la crise au Moyen-Orient, en juin 1967. Il y fit cependant une allusion indirecte en exigeant, lors

238) Texte de l'intervention cité in extenso par Roland DELCOUR (corr. à Bonn), Le Monde, 15 juillet 1967, p. 1.

239) D'après une information publiée dans le General-Anzeiger de Bonn le 20 juillet 1967 et reprise par D.P.A. et par la plupart des grands journaux allemands, le chancelier avait révélé le détail concernant la ligne Oder-Neisse le 17 juillet devant le bureau de son parti.

de la dernière séance plénière, une amélioration générale des consultations²⁴⁰⁾, et plusieurs journaux allemands devaient faire état d'une décision de tenir à l'avenir aussi des réunions ad hoc en dehors du rythme semestriel lorsqu'une situation de crise l'exigeait.²⁴¹⁾ Dans l'ensemble, le chancelier avait réussi à maintenir une atmosphère agréable en évitant habilement de contredire son interlocuteur sur quelque sujet que ce soit, ce qui ne fut pas apprécié par tout le monde en Allemagne. Outre-Atlantique, des inquiétudes se firent de nouveau jour au sujet d'un ralliement du gouvernement allemand aux positions du général.

Pour démontrer que la coopération franco-allemande continuait d'être réactivée, on annonça toute une série d'initiatives bilatérales abondamment louées et commentées dans les deux pays. La mesure la moins importante était l'annonce que des rencontres entre les ministres de l'économie et les ministres des finances des deux pays auraient désormais lieu régulièrement. Nous avons vu que de telles rencontres n'avaient expressément pas été prévues dans le Traité.²⁴²⁾ Elles avaient cependant eu lieu en moyenne deux fois par an et ne constituaient donc aucune innovation.

Trois mesures importantes furent annoncées. La première était la création d'un comité franco-allemand pour la coopération dans les domaines de l'économie, de l'industrie et de la technologie. Il devait être constitué par des délégués des deux Etats et des représentants du secteur privé - "faire travailler ensemble nos producteurs, nos savants, nos techniciens", ainsi que l'exprima le général de Gaulle dans son intervention en séance plénière déjà citée plus haut. Cependant, un bureau d'études franco-allemand pour la coopération industrielle existait déjà depuis 1965, et la création d'une commission sur la technologie avait été annoncée en janvier. Le

240) Voir Süddeutsche Zeitung, 14 juillet 1967 (réd. de Bonn).

241) Voir Die Welt, 14 juillet 1967 (corr. à Bonn) ; Handelsblatt (Düsseldorf), 14 juillet 1967 (corr. à Bonn) ; Rolf BREITENSTEIN (corr. à Bonn), Frankfurter Rundschau, 14 juillet 1967.

Rappelons que des réunions ad hoc sont aussi prévues par le Traité : voir supra, p. 82, 95 et 167.

242) Voir supra, p. 84 et 99.

domaine de la technologie ne devait d'ailleurs même plus figurer dans le nom du nouveau comité lorsqu'il se réunit pour la première fois, en mai 1968.²⁴³⁾

La deuxième décision de quelque importance était celle de nommer, dans chacune des deux capitales, un "coordinateur" pour les relations franco-allemandes. Il devait s'agir d'une "haute personnalité" ayant pour tâche de coordonner les travaux concernant les rapports entre les deux pays dans le cadre des commissions interministérielles qui, en principe, existaient à Bonn et à Paris. En fait, cette personnalité devait donc notamment présider la commission interministérielle de son pays et la faire fonctionner efficacement.²⁴⁴⁾

Finalement, reprenant une proposition faite lors du "sommet" précédent, on annonça une étude commune sous les auspices des deux ministères des Affaires étrangères sur la situation politique et stratégique dans les années 1970 sous l'angle de la sécurité européenne. Sur l'initiative de M. Brandt, cette étude avait donc été élargie au domaine politique au lieu de se limiter aux questions stratégiques et aux conséquences à en tirer en ce qui concerne la fabrication en commun de matériel militaire, ainsi qu'il avait été annoncé en janvier 1967. En fait, M. Brandt espérait obtenir ainsi que l'on étudie en commun le plan de sécurité européenne par une réduction mutuelle et équilibrée des forces en Europe, plan auquel il avait essayé depuis un certain temps d'intéresser son homologue français.²⁴⁵⁾ Son projet fut adopté en juin 1968 par le conseil de l'O.T.A.N. (ce fut l'"appel de Reykjavik"), mais la France devait vite s'y opposer.

* * *

Pendant les mois suivants, le chancelier Kiesinger réussit à poursuivre sa politique de balance entre Washington et Paris. Après avoir inspiré une certaine confiance aux dirigeants français, il interrompt

243) Pour plus de précisions, voir infra p. 365-366.

244) Pour plus de détails sur les commissions interministérielles dans les deux pays et sur les "coordinateurs", voir infra, p. 375-379.

245) Sur les résultats de cette étude, voir infra, p. 351-352.

ses vacances en plein mois d'août pour aller rassurer les dirigeants américains. Ceux-ci se montraient en effet forts inquiets du renforcement des liens entre Paris et Bonn, dont ils semblaient de nouveau surestimer la portée. Le chancelier allemand, désireux de prouver sa fidélité atlantique, accepta d'abandonner ses projets d'une réduction du budget militaire allemand et se rangea du côté américain sur le problème des liquidités internationales.

De retour à Bonn, il s'efforça de maintenir les bonnes relations avec la France sans pour autant s'aliéner ses autres alliés et surtout l'opinion allemande. Dans le domaine de la politique à l'Est, le général ne fit rien pour lui faciliter la tâche. Il devait se rendre en Pologne au mois de septembre et avait sans doute espéré pouvoir se faire l'interprète d'une Ostpolitik plus audacieuse. Une amélioration des rapports germano-polonais étant néanmoins indispensable à l'Europe européenne, il tâcha malgré tout de créer à Varsovie un climat de confiance envers la politique du nouveau gouvernement fédéral. Dans son esprit, son "Vive Zabrze, la plus polonaise des villes de Pologne", prononcé au sujet de la ville de Hindenburg en Silésie, donc en territoire allemand selon la politique officielle de Bonn, s'inscrivait dans le cadre de cet objectif. Mais l'opinion allemande s'indignait vivement et le cabinet fédéral se vit obligé de condamner cette déclaration. Si le général avait cru forcer ainsi la main au gouvernement allemand, il obtint plutôt que celui-ci - ou du moins sa majorité chrétienne-démocrate - se fasse encore plus timide dans sa politique à l'Est. Avant la fin de l'année 1967, on parla de la stagnation, voire de l'échec de l'Ostpolitik.

Cet état de choses pesait évidemment sur les relations franco-allemandes, de sorte que le chancelier allemand crut moins que jamais bon d'indisposer les dirigeants français en s'opposant à eux sur le problème britannique. Les pressions de l'opinion allemande et du Bundestag allaient cependant en s'accroissant, et il était même un instant question d'une menace britannique de "renverser ses alliances" si la candidature au Marché commun devait de nouveau

échouer.²⁴⁶⁾ Le général de Gaulle réaffirma imperturbablement, dans sa conférence de presse du 27 novembre 1967, que l'ouverture de négociations avec la Grande-Bretagne "serait pour les Six une marche à l'abandon sonnant le glas de leur Communauté"²⁴⁷⁾. Dans sa séance du 19 décembre 1967, le Conseil des ministres des Six se résigna à proclamer le désaccord. C'est pendant les semaines qui suivirent que le chancelier Kiesinger devait rendre de précieux services au général, puisqu'il refusa tout "front des Cinq" contre Paris, se prononçant notamment contre la proposition britannique d'un accord sur la technologie entre les Cinq et la Grande-Bretagne.

246) Il s'agit de l'"affaire" Chalfont : Lord Chalfont, ministre d'Etat au Foreign Office, chargé des affaires européennes, avait fait des déclarations privées en ce sens à Lausanne, le 26 octobre 1967. Elles furent cependant démenties par son gouvernement.

247) Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome V, p. 245.

2° 1968-1969 : la sérénité dans la désillusion

Le "sommet" des 15 et 16 février 1968 - L'invasion de la Tchécoslovaquie - Le "sommet" des 27 et 28 septembre 1968 - L'affaire "Gelsenberg" - La crise monétaire de novembre 1968 - Le "front des Cinq" contre Paris - Le "sommet" des 13 et 14 mars 1969.

Au début de l'année 1968, le général de Gaulle semble avoir été relativement optimiste en ce qui concerne l'avenir de l'Europe européenne et de la détente avec l'Est. L'attitude du gouvernement allemand envers la candidature britannique était pour lui surtout l'expression d'une plus grande indépendance à l'égard des Etats-Unis. Et il n'excluait pas tout à fait que les relations Est-Ouest puissent évoluer de façon si substantielle et si rapide que la France serait en mesure de quitter l'Alliance atlantique après 1969, ainsi que le permettait le traité de l'Atlantique Nord.²⁴⁸⁾

Il s'agissait donc de faire un nouvel effort pour gagner les dirigeants allemands à la politique d'indépendance. Dès les premières semaines de 1968, le général fit deux déclarations sensationnelles qui préfiguraient une offensive majeure. D'abord, dans un message adressé au chancelier Kiesinger, le 22 janvier 1968, à l'occasion du cinquième anniversaire du Traité franco-allemand, il constata avec cette ignorance souveraine des faits dont il était parfois capable :

"Le développement des rapports entre Français et Allemands a certainement répondu à ce que votre illustre prédécesseur, le chancelier Adenauer, et moi-même attendions du traité du 22 janvier 1963."²⁴⁹⁾

Le 3 février 1968, inaugurant avec le président de la République fédérale, M. Lübke, la nouvelle résidence de l'ambassadeur allemand

248) Dans un entretien accordé le 22 janvier 1968 à C.L. Sulzberger, il déclara en effet qu'il n'avait pas encore pris de décision à ce sujet, rappelant qu'il avait écrit au président Johnson, en mars 1966, que la France resterait dans l'Alliance après 1970 "si les relations Est-Ouest n'avaient pas alors commencé à changer de façon très substantielle". Il n'exclua donc pas pour l'instant qu'un tel changement puisse encore intervenir, tout en admettant que ce n'était "certainement pas" le cas jusqu'ici. (Cyrus L. SULZBERGER. An age of mediocrity. Memoirs and diaries, 1963-1972. New York : Macmillan, 1973, p. 401.)

249) Texte dans Le Monde, 24 janvier 1968, p. 5.

à Paris, le Palais de Beauharnais restauré à grands frais par le gouvernement allemand, il alla plus loin en déclarant :

"Mais, sans doute aussi, l'Allemagne nouvelle a-t-elle entendu que la demeure de son ambassadeur à Paris soit désormais digne de son rang en Europe et dans l'univers, et, en même temps, symbolique de la coopération féconde et privilégiée, qu'en son nom, il y a cinq ans, Konrad Adenauer a conclue avec la France, et sans laquelle serait inconcevable l'union de notre continent."250)

Pour la première fois, le général de Gaulle attribua ainsi à la République fédérale un "rang", alors qu'il avait jusque-là été entendu qu'elle n'avait qu'une vocation purement européenne ; ce geste fut abondamment commenté. Sans doute le général voulait-il ainsi faire miroiter à l'Allemagne les avantages d'une Europe indépendante, où elle jouerait aux côtés de la France un rôle plus important que ne le lui avaient assigné jusqu'ici les Etats-Unis.

Après avoir fait ainsi des avances de taille à la République fédérale, le général crut bon de tirer un coup de semonce pour faire savoir, à dix jours du nouveau "sommet" franco-allemand, qu'il resterait ferme sur ses positions, notamment en ce qui concernait l'élargissement de la C.E.E. C'est du moins la seule interprétation satisfaisante que l'on puisse trouver à l'attitude qu'il adopta face à l'"incident de Ravensbourg" qui défraya la chronique pendant une semaine. Le jour même où le général fit l'allusion fort remarquée au "rang" de l'Allemagne, le samedi 3 février 1968, M. Brandt avait pris la parole au congrès social-démocrate du Bade-Wurtemberg qui se tint à Ravensbourg. L'agence allemande D.P.A. lui avait alors attribué la phrase suivante :

"L'amitié franco-allemande qui a des racines profondes surtout dans la jeune génération sera finalement plus forte que les idées rigides, contraires à l'esprit européen, d'un chef de gouvernement obsédé de puissance."251)

On avait cru reconnaître dans ce chef obsédé de puissance le général de Gaulle. Or, d'une part, cette allusion semblait peu vraisemblable de la part d'un ministre des Affaires étrangères connu pour ses sympathies pour le général et dans le contexte d'un discours d'un

250) Texte dans Le Monde, 6 février 1968, p. 6.

251) Texte donné par D.P.A. le 3 février 1968, cité d'après Frankfurter Allgemeine Zeitung, 5 février 1968 (corr. à Bonn).

tout autre ton. D'autre part, le général devait prouver un an plus tard, lors d'un incident semblable au sujet d'une déclaration faite, au moment du "sommet", par M. Strauss, qu'il savait aussi ignorer ce genre de choses.²⁵²⁾ Ce n'est donc pas sans intention qu'il en décida autrement cette fois-ci : outre les démarches diplomatiques d'usage, il annula immédiatement l'invitation au déjeuner de l'Elysée du lundi 5 février pour vingt personnes de la délégation allemande qui se trouvait à Paris avec le président Lübke pour l'inauguration du Palais de Beauharnais. Cette "punition", qui frappait entre autres deux ministres allemands, fut maintenue malgré les démentis qui commençaient à affluer à la capitale française dès dimanche matin - entre autres une communication téléphonique de M. Brandt lui-même - et en dépit du retrait de l'information, lundi matin, par l'agence D.P.A. L'agence envoya des télégrammes d'excuse à MM. Couve de Murville et Brandt ainsi qu'à l'ambassadeur Seydoux et affirma que "la formule litigieuse n'a pas été prononcée"²⁵³⁾. Le gouvernement français ajoutait encore à l'indignation de l'opinion allemande en attendant le mercredi 7 février pour faire savoir par le ministre de l'information, M. Georges Gorse, à l'issue du conseil des ministres, que "cette affaire ne doit comporter aucune suite"²⁵⁴⁾. Le général était sans doute au courant de ce que les sociaux-démocrates avaient affirmé dès le début, à savoir qu'il s'agissait d'une manœuvre du camp atlantique à Bonn destinée à déranger aussi bien les relations franco-allemandes que la politique à l'Est, dont M. Brandt et le général étaient tenus pour conjointement responsables. Il avait donc consciemment exploité l'affaire pour préparer psychologiquement la rencontre de Paris.

252) Voir infra, p. 297.

253) Prise de position de D.P.A. du 5 février, citée d'après Die Welt, 6 février 1968.
En fait, M. Brandt avait simplement dit qu'il espérait que l'amitié franco-allemande était désormais si profondément enracinée que des "gouvernements incapables" ne pouvaient plus y changer quoi que ce soit.

254) Cité d'après Le Monde, 8 février 1968, p. 24.

Le "sommet" des 15 et 16 février 1968 à Paris

L'offensive de grande envergure pour tenter de gagner Bonn définitivement à la politique d'indépendance devait prendre une forme surprenante. En effet, le général de Gaulle concentra ses efforts sur le problème britannique, dont il savait l'opinion allemande intensément préoccupée, mais que l'on croyait résolu par la négative. Il réussit le tour de force de faire accepter par le partenaire allemand ce que celui-ci avait toujours refusé, tout en le présentant comme une concession française.

Après l'attitude totalement négative que la France avait adoptée à Bruxelles, le 19 décembre 1967, il apparut en effet comme un progrès sensible lorsque le général fit savoir au chancelier Kiesinger, dès leur premier entretien, qu'il n'était plus opposé à ce que les six ministres des Affaires étrangères reprennent leurs discussions sur l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun. La satisfaction fut grande du côté allemand et on décida aussitôt de publier une déclaration commune à ce sujet. Le texte fut mis au point par les deux ministres des Affaires étrangères et le général proposa lui-même en séance plénière quelques modifications qui entraînèrent l'accord final, ainsi que le rapporte M. Couve de Murville.²⁵⁵⁾

Or, cette déclaration commune du 16 février 1968 est tout à fait étonnante. Les deux gouvernements affirment qu'ils souhaitent l'élargissement des Communautés européennes à d'autres pays "dès lors que ces pays seraient en mesure, selon les cas, d'entrer effectivement dans lesdites communautés, ou de se lier à elles sous une autre forme". En attendant que cela devienne possible, ils "sont disposés à envisager que soient conclus par la Communauté avec les pays candidats des arrangements de nature à développer entre les uns et les autres les échanges de produits industriels et agricoles". La déclaration conclut :

"En affirmant leur position sur le développement et l'élargissement souhaité de la Communauté économique européenne, les deux gouvernements ont en vue un objectif essentiel de leur politique,

255) Maurice COUVE DE MURVILLE. Une politique étrangère 1958-1969. Paris : Plon, 1971, p. 279.

qui est de faire jouer à une Europe forte et unie le rôle qui lui revient, c'est-à-dire d'être un facteur indépendant, organisé et actif de l'équilibre mondial, et par conséquent de la paix."256)

En fait, la France et l'Allemagne proposaient donc aux pays candidats ce que le général de Gaulle leur avait déjà proposé à plusieurs reprises en 1967, et même déjà dans sa conférence de presse du 14 janvier 1963²⁵⁷⁾, à savoir des arrangements commerciaux ou une sorte d'association. Ni les Cinq, ni surtout Londres n'avaient cependant trouvé cette solution acceptable. Si le général tenait à publier une déclaration commune à ce sujet, alors qu'aucune déclaration ni aucun communiqué n'avaient été publiés à l'issue d'un "sommet" franco-allemand depuis les temps du chancelier Adenauer, c'est qu'il crut obtenir ainsi une fois pour toutes, et noir sur blanc, l'appui du chancelier Kiesinger non seulement pour sa position en ce qui concerne le problème britannique, mais aussi pour l'Europe "forte et unie" qui, d'après la déclaration, serait "un facteur indépendant, organisé et actif de l'équilibre mondial".²⁵⁸⁾

Au cours de la séance de clôture qui rassemblait près de soixante personnes, le général et le chancelier confirmèrent l'impression d'une harmonie jusque-là inconnue. Tous deux déclarèrent à deux reprises qu'ils étaient "d'accord sur l'essentiel" et invitaient, l'un plus ouvertement que l'autre, les Etats-Unis à régler leurs problèmes économiques sans gêner les intérêts vitaux de leurs partenaires européens. Le général se déclara d'accord avec le chancelier notamment dans les domaines de la monnaie, de l'économie et - allusion fort remarquée - du Vietnam. Il est possible que M. Kiesinger soit allé plus loin dans sa compréhension en privé qu'en public ; toujours est-il que le général de Gaulle semblait persuadé qu'il avait désormais rallié le chancelier allemand à sa politique d'indépendance.

256) Texte de la déclaration commune dans : Documentation française, Articles et Documents, T.O., n° 0.1894, 8 mars 1968, p. 22.

257) Voir Charles DE GAULLE, Discours et messages, tome IV, p. 70.

258) M. Couve de Murville présente les choses sous un aspect différent : M. Kiesinger, écrit-il, se serait exprimé "avec quelque véhémence" sur le mécontentement de l'opinion allemande provoqué par l'attitude française envers la Grande-Bretagne. "Il ne partageait pas ces idées, mais cherchait des arguments pour démontrer les mérites d'une coopération avec la France. La formule que nous avons proposée lui semblait à cet effet adéquate." (Maurice COUVE DE MURVILLE, Une politique étrangère, p. 279).

Pour terminer son intervention en séance plénière, il lui assura qu'"on ne regrette jamais d'avoir choisi le mieux, même si, temporairement, l'opinion ne s'y prête pas".²⁵⁹⁾

Sachant que l'opinion allemande ne suivrait pas facilement le chancelier dans sa conversion, le général avait prévu un "sommet" impressionnant auquel participaient, du côté allemand, non moins de huit ministres et six secrétaires d'Etat. La presse devait ainsi rendre compte d'entretiens ministériels dans une dizaine de domaines différents, ce qui suffisait déjà pour donner l'impression d'une activité franco-allemande de grande importance. En réalité, certains des sujets les plus en vue tombaient sous la compétence des Communautés européennes. C'est ainsi que les deux ministres de la recherche scientifique parlèrent de la coopération des Six dans ce domaine ainsi que des difficultés spécifiques qu'éprouvaient la France et l'Allemagne dans les projets en cours au C.E.R.N. et à l'E.L.D.O. Sur le plan franco-allemand, les deux ministres des finances, MM. Debré et Strauss, parvinrent à un accord de principe sur la question de l'extension de l'avoir fiscal aux porteurs allemands de valeurs françaises.

*
* * *

L'attitude du chancelier Kiesinger après le "sommet" semblait confirmer les espoirs du général de Gaulle. Le 11 mars 1968, il présenta devant le Bundestag son premier "Rapport sur l'état de la nation dans l'Allemagne divisée", à l'instar de l'annuel "Message sur l'état de l'Union" du président américain. M. Kiesinger fit dans cette déclaration une analyse nettement "gaulliste" de la situation en Europe, soulignant notamment qu'il ne fallait pas chercher l'avenir d'une Europe occidentale unie "dans la structure rigide d'un empire nord-atlantique", mais qu'une telle Europe devait être plus indépendante, bien que liée amicalement à l'Amérique.²⁶⁰⁾ En ce qui concerne le problème britannique, le gouvernement allemand tint

259) Larges extraits des deux interventions en séance plénière dans Le Monde, 18-19 février 1968, p. 2.

260) Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 33, 12 mars 1968, p. 262.

également bon. Paris lui avait laissé le soin de lancer les nouvelles "propositions franco-allemandes" à grands frais de contacts diplomatiques. Or, ainsi qu'on pouvait s'y attendre, les Six ne parvinrent pas à s'entendre. Après trois réunions du Conseil de la C.E.E., celui-ci aboutit, le 5 avril 1968, à un désaccord total entre la France et les Cinq, ces derniers étant favorables à des arrangements commerciaux d'une portée plus grande et qui comportent au moins le principe d'une adhésion à terme, ainsi que le souhaitait la Grande-Bretagne. M. Brandt, bien plus attaché à l'élargissement de la Communauté que son chancelier, tâcha en vain de surmonter les divergences dans un entretien avec M. Couve de Murville, le 22 avril, et dans une lettre qu'il lui adressa au début du mois de mai.

Les événements de mai-juin en France interrompirent toute activité sur le plan européen, mais ne devaient guère influencer les relations officielles entre la France et l'Allemagne. Ils posèrent, avec l'expulsion d'environ vingt-cinq étudiants et intellectuels allemands, les 10 et 13 juin 1968, un problème bilatéral certes sans portée politique, mais qui touchait d'autant plus l'opinion allemande. Jugéant avec recul, on constatera que les articles de la presse allemande qui parlaient d'"excès" de la police française étaient franchement exagérés, puisque les Allemands appréhendés n'ont jamais été vraiment malmenés.²⁶¹⁾ Ce qu'on semblait reprocher en fait à la police française était de s'être laissée prendre par une certaine hystérie qui voyait en tout jeune Allemand un agitateur du S.D.S. à l'instar de Daniel Cohn-Bendit. Cependant, le gouvernement français contribua largement au pourrissement de la situation en refusant toute réponse à deux interventions de l'ambassade allemande auprès du Quai d'Orsay. Le gouvernement allemand se vit ainsi obligé de critiquer publiquement, par la bouche d'un porte-parole, puis d'un secrétaire d'Etat, l'attitude de la France, alors que celle-ci protestait officiellement contre les commentaires de la presse

261) Voir notamment l'article d'un journaliste allemand très connu dans un hebdomadaire de renom international : Werner HÖFER. "Bei Nacht und Nebel abgeschoben - Ein Bericht über die Ausschreitungen der französischen Polizei gegen deutsche Intellektuelle". Die Zeit, 23 (25), 21 juin 1968, p. 2.

allemande. Ce n'est que le 5 juillet 1968 qu'une réponse française devait enfin parvenir à Bonn ; selon le porte-parole allemand, elle donnait les raisons des expulsions.

Entretiens, les rapports d'Etat à Etat continuaient comme si de rien n'était. Le jour même où l'ambassadeur allemand à Paris, M. Klaiber, fit entreprendre une démarche officielle au Quai d'Orsay, il donnait au Palais de Beauharnais une grande réception d'adieu, puisqu'il devait quitter Paris pour prendre sa retraite. Le général de Gaulle pour sa part rappela avec éclat son optimisme au sujet des relations franco-allemandes en déclarant, lors d'un déjeuner qu'il offrit à l'Elysée, le 28 juin 1968, en l'honneur de M. Klaiber :

"Le fait est qu'au cours de votre mission en France comme ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne - c'est-à-dire pendant près de cinq années - ces rapports furent constamment bons, amicaux et fructueux. (...) Les relations entre Bonn et Paris n'ont connu, au cours de ces dernières années, ni défaillance, ni décadence (...)."262)

* * *

L'évolution prometteuse de l'attitude du gouvernement allemand devait subir un revers cruel avec l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de Varsovie, le 21 août 1968. L'événement allait marquer profondément les relations franco-allemandes jusqu'à la fin de l'ère de Gaulle, même si cela ne devint pas tout de suite évident. En effet, le gouvernement fédéral ressentit l'intervention armée en Tchécoslovaquie, pays dont il convient de rappeler qu'il a une frontière d'environ 200 kilomètres en commun avec la République fédérale, de façon beaucoup plus grave que le gouvernement français. Il considérait la concentration de troupes soviétiques à proximité du territoire fédéral qui en résultait comme une menace militaire directe et dépêcha successivement deux émissaires à Washington pour obtenir du gouvernement américain des mesures "rassurantes" essentiellement d'ordre militaire. Il songeait à une augmentation du budget militaire allemand et demandait désormais avec insistance le renforcement de l'O.T.A.N.

262) Larges extraits du toast dans Le Monde, 30 juin - 1er juillet 1968, p. 11.

Pour le général de Gaulle, par contre, les événements du 21 août 1968 étaient, sinon l'"incident de parcours" que devait signaler M. Debré, le nouveau ministre des Affaires étrangères, du moins un incident d'une portée purement politique et qui ne devait avoir ni signification, ni conséquences militaires. Certes, il constata qu'un coup grave avait été porté à la politique de détente, puisque l'événement avait montré que Moscou ne s'était toujours pas libéré de la politique des blocs, mais il n'en comptait pas moins poursuivre sa politique. Même lorsque l'U.R.S.S. fit connaître, à la mi-septembre, sa nouvelle interprétation de la "clause des nations ennemies" - les articles 53 et 107 de la Charte des Nations Unies - prétendant que cette clause lui donnait le droit d'intervenir en République fédérale dans certaines circonstances, Paris ne changea pas d'avis. Un différend de taille séparait donc désormais les deux gouvernements, le chancelier Kiesinger ayant préféré resserrer les rangs atlantiques dès le premier signe de danger.

A l'approche du "sommet" repoussé à la fin de septembre, le problème britannique évoluait également dans un sens peu favorable aux relations franco-allemandes. Les Cinq et la Grande-Bretagne déployèrent une activité diplomatique impressionnante pour relancer les efforts d'élargissement, et le gouvernement fédéral avait cette fois-ci toutes les raisons pour souhaiter leur aboutissement. A un an des élections générales, sa politique à l'Est était tombée en discrédit, et l'opinion allemande exigeait un resserrement de l'unité occidentale. M. Brandt s'apprêtait à soumettre au Conseil de la C.E.E., le jour même où s'ouvrit le "sommet" franco-allemand, une proposition combinant un arrangement commercial entre les Six et les quatre pays candidats avec des conversations d'experts à dix dans divers domaines. Le gouvernement fédéral fut soumis à une pression sans précédent au cours d'un grand débat de politique étrangère au Bundestag juste avant le "sommet", où les présidents des trois groupes parlementaires exigeaient, face à un chancelier et vice-chancelier prudents, qu'on fasse enfin des progrès sur le plan européen, quitte à les faire sans la France. Les pressions les plus fortes venaient du parti du chancelier et de la C.S.U. de M. Strauss.

Le "sommet" des 27 et 28 septembre 1968 à Bonn

A Bonn, le général de Gaulle choisit la fuite en avant. Il était résolu à démontrer que la politique d'une étroite coopération franco-allemande et d'une détente avec l'Est serait poursuivie comme avant. Certes, quelques signes extérieurs trahissaient un certain refroidissement. C'est ainsi que, pour la première fois, il laissa à Paris son ministre de la défense, pour bien marquer qu'il n'y avait pas matière à discussions militaires, et se fit accompagner seulement de M. Debré, ministre des Affaires étrangères, et de M. Ortoli, ministre de l'économie et des finances. Le séjour de la délégation française à Bonn était aussi un peu plus court que d'habitude et ne dura en fait qu'une vingtaine d'heures.

Dans son toast prononcé à l'occasion du dîner offert le 27 septembre à la chancellerie, le général résuma sa position. Il se montra fort compréhensif pour l'attitude prise par l'Allemagne en qualifiant l'invasion de la Tchécoslovaquie d'"événement énorme" et surtout en constatant que cet événement avait créé "une situation telle que votre pays se trouve en cause, en cause d'une manière directe". Il parla ensuite du "phénomène historique, étonnant et extraordinaire" que représentait à ses yeux le fait que la France et l'Allemagne se rencontraient "au sommet" dans une situation aussi critique. Quant à la France, "la position prise par elle, depuis déjà de longues années, pour le présent et pour l'avenir, n'a pas changé du fait des événements". Elle continuera à mener une politique qui doit assurer la paix en Europe. Cette paix "doit comporter d'abord l'équilibre en Europe", équilibre qui exige, souligna-t-il, "une Allemagne très vivante et très pacifique". Mais la paix exige aussi une Europe "qui soit européenne et qui, pour se faire, ne regarde qu'à l'intérieur d'elle-même, en commençant par ceux qui le veulent, c'est-à-dire les plus raisonnables, si vous le voulez, nous et vous, et peut-être d'autres". Finalement, la paix en Europe ne peut être atteinte que par une politique de détente. Et de réaffirmer :

"La détente, c'est notre politique et ce ne sont pas les événements d'aujourd'hui qui nous empêcheront de la poursuivre, dans la mesure où nous le pourrons. (...) Tel est la politique de la

France. Elle n'a aucune raison d'en changer. Bien au contraire, elle a toutes les raisons possibles de l'affirmer plus que jamais."263)

Le chancelier Kiesinger avait été plus prudent dans son toast. Il avait constaté que la politique de paix menée jusqu'ici avait "sans aucun doute subi un revers grave" à cause des événements en Tchécoslovaquie, soulignant à deux reprises qu'il convenait de "réexaminer" la situation. Néanmoins il répéta qu'il voulait continuer à poursuivre le grand but d'une paix en Europe. Il continuait aussi à souhaiter la création d'une Europe "qui développe une volonté politique commune".264) Le ton était donc bien plus réservé qu'auparavant.

Après un deuxième entretien en tête-à-tête "au sommet" le matin du 28 septembre, une dernière séance plénière réunit tous les participants. D'après le porte-parole du gouvernement allemand, M. Diehl, le général et le chancelier avaient été d'accord "sans aucune restriction" dans leur jugement sur les événements en Tchécoslovaquie, bien que chaque côté en tirait naturellement des conséquences différentes. Il avait aussi été "rendu tout à fait clair" que la France ne reconnaissait à l'U.R.S.S. aucun droit d'intervention en République fédérale. Toujours d'après M. Diehl, le général avait déclaré en séance plénière que dans le cas où le conflit devait s'élargir et se généraliser - ce qu'il appela une "hypothèse tragique" - la France et l'Allemagne "seraient ensemble". Il avait parlé d'une "coopération préférentielle" et d'une "solidarité préférentielle" qui devaient être établies entre les deux pays, et avait constaté que la coopération franco-allemande "était très bonne, qu'il n'y avait pas de conflit, pas de rivalités". Pour caractériser l'atmosphère de la rencontre, M. Diehl précisa que "le général a trouvé des paroles extrêmement chaleureuses exprimant sa confiance et son amitié personnelles au chancelier et au vice-chancelier".265)

263) Texte du toast par A.F.P., Le Monde, 29-30 septembre 1968, p. 6.

264) Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 123, 1er octobre 1968, p. 1053.

265) "Briefing" avec le porte-parole du gouvernement fédéral, M. Diehl : Bundespresseamt, Bonn, 28 septembre 1968, 13 h 35.

Cependant, un porte-parole français avait fourni certaines précisions sur l'intervention du général en séance plénière qui donnait une image légèrement différente. C'est ainsi qu'il rapporta que le général avait répété son hostilité à tout élargissement de la Communauté européenne, sans quoi la France "pourrait vivre de nouveau sans elle"²⁶⁶⁾. M. Diehl avait simplement dit que M. Kiesinger avait qualifié toute tentative de faire progresser la politique européenne en laissant de côté la France de "destructrice" pour l'Europe.²⁶⁷⁾ Mais surtout, on apprit du côté français que le général avait aussi critiqué la coopération entre la France et l'Allemagne :

"Il y a insuffisance du développement de la collaboration franco-allemande. A cette insuffisance, il y a des raisons extérieures et d'autres qui tiennent peut-être de nous. Pour que cette coopération politique fonctionne, il faut développer entre nous une solidarité préférentielle à tous égards. Il faut une solidarité exceptionnellement préférentielle ; je n'ai pas l'impression que nous fassions suffisamment à l'heure actuelle. Parfois, nous ne prenons pas assez à l'avance certaines positions."²⁶⁶⁾

Dans une interview accordée à l'issue des entretiens, le 28 septembre 1968, à la télévision allemande, le chancelier Kiesinger devait d'ailleurs confirmer que du côté français, on continuait à exiger une coopération plus étroite et tout à fait préférentielle entre la France et l'Allemagne et que pour cette raison, on n'était "pas satisfait du genre de coopération pratiqué actuellement"²⁶⁸⁾. On apprit aussi plus tard que le général semble avoir proposé, lors de ce "sommet", la construction en commun d'un avion chasseur à ailes variables destiné à remplacer après 1975 les Starfighters F-104 de la Luftwaffe.²⁶⁹⁾ Or, le gouvernement allemand était plutôt embarrassé par ces offres d'accentuer la coopération à un moment si inopportun. Son porte-parole devait bien dire que dans tous les entretiens à

266) Larges extraits de l'intervention du général de Gaulle rendus publics par un porte-parole français et cités par Roland DELCOUR (corr. à Bonn), Le Monde, 1er octobre 1968, p. 1.

267) "Briefing" avec le porte-parole du gouvernement fédéral, M. Diehl, le 28 septembre 1968, p. 2 du manuscrit.

268) Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n°123, 1er octobre 1968, p. 1055.

269) Voir un article basé sur Reuter, Le Monde, 2 novembre 1968, p.11. Voir aussi infra, p. 355-356.

tous les niveaux, on avait "continué à approfondir cette idée d'une réactivation de la coopération bilatérale dans des domaines aussi larges que possible". Mais lorsqu'un journaliste lui demanda quelle forme devait prendre la "coopération préférentielle", s'il y avait des modèles, il répondit par la négative, ajoutant qu'il s'agissait d'une "revendication".²⁷⁰⁾

A cause du désaccord évident sur les conséquences à tirer des événements en Tchécoslovaquie, des rumeurs avaient circulé dès le début de ce "sommet" qu'il y avait des tensions. Si la plupart des journaux étaient finalement arrivés à la conclusion que le climat avait été bon, certains avaient appris "de source non officielle que le général de Gaulle a critiqué les méthodes de la politique à l'Est de Bonn"²⁷¹⁾. En effet, il avait même déclaré en séance plénière que l'attitude de l'Allemagne avait contribué à l'issue tragique de la crise tchécoslovaque.²⁷²⁾ Que le général eût bien prononcé de telles accusations, les observateurs ne l'apprirent que quelques mois plus tard, lorsque le gouvernement fédéral se vit obligé de réfuter les reproches que lui adressait M. Debré juste avant le prochain "sommet". On expliqua alors du côté allemand que Paris avait en effet reproché au gouvernement fédéral, après les événements en Tchécoslovaquie, d'avoir contribué à la crise par ses attitudes nationalistes et expansionnistes.²⁷³⁾

Pour comprendre ce que la France reprochait exactement à Bonn, il nous semble utile de nous référer au livre déjà cité de M. Couve de Murville, qui était depuis juillet 1968 Premier ministre français. Après avoir constaté l'étendue limitée d'une Ostpolitik qui "se refusait à trancher dans le vif" et qui n'était même pas prête "à admettre le caractère irréversible d'une situation que seule une guerre, et une guerre victorieuse, aurait pu renverser", il poursuit :

270) "Briefing" avec le porte-parole du gouvernement fédéral, M. Diehl, le 28 septembre 1968, p. 2 et 6 du manuscrit.

271) Frankfurter Allgemeine Zeitung, 30 septembre 1968, (réd. de Bonn).

272) Walter SCHÜTZE. "Das Ende der Ära de Gaulle", p. 351-374 in : Die Internationale Politik 1968-1969 / hrsg. von Karl KAISER et al. München/Wien : Oldenbourg, 1974, p. 360.
Voir aussi Gilbert ZIEBURA. Die deutsch-französischen Beziehungen seit 1945. Mythen und Realitäten. Pfullingen : Neske Verlag, 1970, p. 139.

273) Voir infra, p. 296-297.

"Faut-il ajouter qu'à certains égards la tactique allemande était discutable ? Avant même, non pas de conclure, mais de négocier avec Moscou, Bonn multipliait partout les missions, s'efforçait d'établir des rapports et de développer les échanges avec les autres pays de l'Est, éveillant ainsi toutes sortes de soupçons et de craintes, suscitant les oppositions de la part des plus durs, provoquant peut-être le veto soviétique. (...) La France (...) avait, elle, pris grand soin de ne jamais paraître chercher à dissocier des Etats qu'il ne lui appartenait pas d'opposer les uns aux autres et toujours, par priorité, s'était adressée à la Russie.

Devra-t-on dire que tout ceci apparût en arrière-plan lors des événements de Prague d'août 1968 (...). Quelques imprudences ou excès de zèle récents de la République fédérale en direction de la Tchécoslovaquie, dans le domaine par exemple de l'expansion commerciale, alors qu'aucun préalable politique n'était réglé, avaient attiré l'attention. La Russie, préoccupée avant tout de ses intérêts et de sa sécurité, voulait garder en main son Empire."274)

La France reprochait donc aux dirigeants allemands que leur politique à l'Est n'aille pas assez loin pour inspirer de la confiance aux pays de l'Est et que leurs méthodes étaient inadéquates, alors que la France leur avait montré le chemin. A ces erreurs s'étaient ajoutés "quelques imprudences ou excès de zèle", notamment sur le plan commercial, et l'Allemagne avait ainsi contribué à l'issue dramatique de la crise tchécoslovaque. D'après M. Couve de Murville, on avait essayé, lors du "sommet" de septembre 1968, de tirer la leçon des événements" :

"Compte tenu d'une ambiance encore chargée de tragédie, l'explication fut franche, donc sévère."275)

On peut en conclure que l'atmosphère de ce "sommet" n'a pas été aussi amicale qu'on l'a cru au début, mais au contraire fort tendue. Dans les milieux gouvernementaux de Bonn, ces reproches, jugés injustifiés, avaient provoqué beaucoup de déception et d'amertume. Malgré les affirmations du porte-parole allemand, les deux côtés n'étaient donc nullement d'accord "sans aucune restriction" dans leur jugement sur les événements en Tchécoslovaquie. Leurs divergences sur ce point devaient même influencer pendant longtemps encore les rapports entre les deux pays.

274) Maurice COUVE DE MURVILLE, Une politique étrangère, p. 281-282.

275) Op. cit., p. 283.

L'affaire "Gelsenberg"

Après le "sommet" de septembre 1968, les rapports franco-allemands devaient connaître des difficultés et des malentendus semblables à ceux qu'ils avaient connus sous le chancelier Erhard. Dans un climat d'irritation et de tensions politiques, une affaire en principe purement économique, la prise de participation de la Compagnie française des pétroles (C.F.P.) dans le groupe allemand "Gelsenberg", devait prendre un tour passionnel que rien ne semblait justifier.

Mais revenons en arrière pour comprendre les origines de l'affaire. Depuis 1965 et même avant, le gouvernement allemand avait fait quelques tentatives pour soustraire son pays tant soit peu à l'influence des grandes compagnies pétrolières américaines et britanniques qui s'étaient assuré ce beau marché en pleine expansion dès l'après-guerre. Dans la poursuite de ces efforts, le ministre fédéral de l'économie, M. Schmücker, avait, au printemps de 1966, demandé à M. Couve de Murville, ministre français des Affaires étrangères, son aide pour sauver la Deutsche Erdöl-AG (D.E.A.) de l'absorption par Texaco. Le ministre français avait immédiatement accepté le principe d'une coopération entre la D.E.A. et la C.F.P., mais apprit peu après par la presse que le groupe américain avait absorbé la firme allemande sans que Bonn s'y opposât.²⁷⁶⁾

Pour la France, le problème avait une signification politique évidente, puisqu'il s'agissait de résister aux pressions américaines. Une coopération franco-allemande dans ce domaine aurait pu être utile pour fortifier le secteur pétrolier européen face à la concurrence internationale ; en même temps, elle aurait permis à la France de s'assurer une belle place sur le marché allemand. Lorsque le nouveau ministre allemand de l'économie, M. Schiller (S.P.D.), avait proposé, lors du "sommet" de février 1968, qu'un groupe d'experts franco-allemand soit chargé d'étudier les politiques pétrolières des deux pays, il avait tout de suite obtenu l'accord français. Il avait cependant fait savoir qu'il songeait à une restructuration de l'industrie allemande du pétrole avant d'envisager une coopération avec un

²⁷⁶⁾ Voir Diether STOLZE. "Der deutsche Ölkonzern". Die Zeit, 24 (4), 24 janvier 1969, p. 17.

groupe étranger. Son but était la création d'un groupe allemand d'approvisionnement en pétrole sur le modèle de l'ENI italien ou de l'ERAP français.

En mars-avril 1968, M. Schiller apprit que la Dresdner Bank s'apprêtait à vendre le paquet d'actions de 32 % qu'elle détenait dans le groupe charbonnier-pétrolier Gelsenkirchener Bergwerks AG (G.B.A.G.), dit "Gelsenberg". Il s'inquiétait donc et s'enquit auprès de M. Debré, ministre français de l'économie et des finances, si la Compagnie française des pétroles (C.F.P.), qui complétait avantageusement la firme allemande en ressources brutes, avait l'intention d'acheter ces titres. Le ministre français répondit par la négative, ajoutant cependant que Paris serait prêt à coopérer avec Bonn pour empêcher, dans une perspective européenne, que ce qui restait de l'industrie pétrolière allemande ne tombe dans la musette américaine. M. Schiller se serait montré intéressé.²⁷⁷⁾

C'est ici qu'un malentendu semble avoir trouvé son origine, puisque M. Schiller n'entendait pas pour autant, comme on l'avait compris du côté français, que cette coopération s'instaure avant que la restructuration du secteur pétrolier allemand ait été mise en oeuvre. Il laissa néanmoins des négociations se poursuivre entre la C.F.P., qui s'était finalement intéressée à ce marché, et la Dresdner Bank. Ces entretiens avaient eu lieu à partir du mois de mai sans que le ministre de l'économie y fasse la moindre objection ; le 12 août 1968, les deux partenaires aboutirent à un protocole d'accord sur la gestion paritaire de la part de la Dresdner Bank dans "Gelsenberg". Ce protocole ne fut pas signé, mais il fit l'objet d'un accord verbal le 6 septembre 1968 qui fut soumis pour approbation au ministre fédéral de l'économie. A la surprise des deux partenaires et du gouvernement français, celui-ci mit alors son veto.²⁷⁷⁾

M. Schiller rappela que le préalable de toute coopération pétrolière franco-allemande avait été la réorganisation de l'industrie allemande du pétrole. La "Gelsenberg" occupait une position clé dans cette

277) Détails fournis par Alain MURCIER. "La bataille pour le marché pétrolier allemand n'est pas finie". Le Monde (supplément "Le Monde de l'économie"), 11 février 1969.

industrie. Néanmoins, lors du "sommet" franco-allemand des 27 et 28 septembre 1968, le gouvernement allemand - probablement le chancelier lui-même - semble avoir donné au gouvernement français des assurances précises sur les possibilités d'aboutissement, soulignant que M. Schiller était le seul membre du cabinet fédéral à s'y opposer.²⁷⁸⁾ A cette même occasion, le gouvernement français avait donné son accord à une prise de participation du groupe chimique allemand Hoechst dans l'entreprise française Roussel-Uclaf, rendant ainsi possible la première grande concentration européenne concernant une entreprise française. Raison de plus pour croire au succès des négociations concernant la "Gelsenberg", dont il convient de rappeler qu'elles n'avaient nullement pour but d'obtenir le contrôle de la firme allemande par la C.F.P. Trois jours après le "sommet", le 1er octobre 1968, on annonça bien l'accord entre les deux entreprises chimiques. Mais lorsque l'accord entre la Dresdner Bank et la C.F.P. fut rendu public le lendemain, M. Schiller intervint immédiatement, et la Dresdner Bank se vit obligée d'annoncer le même jour la suspension "provisoire" des négociations avec la C.F.P.

Le gouvernement français se montra surpris et fit savoir à Bonn qu'il considérait qu'un accord précis était intervenu entre les deux entreprises et qu'il s'agissait maintenant de l'honorer. Du côté allemand, on insista au contraire qu'aucun accord ou contrat n'avait été signé, ni même un "pré-accord", comme le firent valoir les Français. Si on se renvoyait d'abord la balle discrètement par la voie diplomatique, la crise monétaire du mois de novembre devait mener à une détérioration sensible de la situation. En décembre 1968, la France durcissait son attitude pour diverses raisons. D'une part, on avait l'impression à Paris que, dans les deux cas, l'adversaire n'était pas l'ensemble du gouvernement fédéral, mais surtout M. Schiller. D'autre part, l'accord qui venait d'être signé entre Fiat et Citroën augmentait encore le désir français de réaliser un accord prestigieux et qui lui aurait permis d'avoir son mot à dire dans l'industrie pétrolière d'un partenaire industriel puissant. Enfin, on finit par soupçonner le gouvernement allemand de commencer

278) Précisions données dans des notes signées P.F. en bas de deux articles de l'A.F.P. : Le Monde, 3 octobre 1968, p. 19 et Le Monde, 4 octobre 1968, p. 20.

à céder devant les pressions des grands groupes internationaux du pétrole, qui voyaient certainement d'un mauvais oeil l'ébauche d'une coopération franco-allemande et peut-être européenne dans ce qu'ils considéraient comme leur domaine réservé.

Paris défendit donc son point de vue avec de plus en plus d'insistance, et à la fin de décembre, M. Debré, ministre des Affaires étrangères, remit à l'ambassadeur allemand une note qui semble avoir été rédigée dans un ton très vif. Le public allemand l'apprit le 7 janvier 1969 par une indiscretion de la Bonner Rundschau et une fois de plus, le gouvernement fédéral, acculé à l'action par une presse toujours prête à dénoncer la "volonté de conquête" de la France, se vit obligé de réagir avec plus de fermeté qu'il ne l'aurait sans doute voulu. Le secrétaire d'Etat à l'économie, M. Arndt, déclara le 10 janvier 1969 que l'on regrettait les tentatives françaises d'exercer des pressions politiques sur l'Allemagne et que ce comportement avait choqué jusqu'aux meilleurs amis de la France à Bonn.

Trois jours plus tard, un premier apaisement intervint pourtant lors de la réunion de routine des directeurs des affaires économiques des deux ministères des Affaires étrangères. Le 15 janvier 1969, le chancelier Kiesinger annonça au cours d'une réunion du cabinet fédéral qu'il prendrait lui-même l'affaire en main. A la fin du mois, on fit savoir que le paquet d'actions convoité par la C.F.P. avait été acheté par Rheinisch-Westphälisches Elektrizitätswerk (R.W.E.). Simultanément, on se mit à souligner avec insistance du côté allemand que la future société pétrolière allemande, qui fut en effet créée quelques semaines plus tard sous le nom de "Deutsche Erdölversorgungsgesellschaft", passerait des contrats d'approvisionnement à long terme avec la C.F.P. en guise de compensation pour le marché manqué. Lors du "sommet" de mars 1969, on en était toujours aux bonnes intentions, affirmant du côté allemand que l'on souhaitait aller plus loin qu'une simple coopération dans l'approvisionnement proprement dit.²⁷⁹⁾

279) Ce n'est que deux mois plus tard, en mai 1969, que la nouvelle société allemande devait effectivement s'associer avec ELF-ERAP en prenant des participations sur trois de ses zones de recherche pétrolière en mer au Gabon. Comme droit d'entrée, la "Deutsche Erdölversorgungsgesellschaft" avait accepté de financer entièrement trois forages.

La crise monétaire de novembre 1968

C'est sur le plan monétaire que le véritable affrontement franco-allemand devait avoir lieu. Ce fut l'affrontement entre une France à la susceptibilité accrue qui admettait difficilement d'être quémandeuse de crédits et une Allemagne en pleine possession de ses forces qui, après tant d'humiliations politiques, cachait mal ses sentiments de supériorité économique.

A l'automne de 1968, une vague de spéculation monétaire avait déferlé sur les pays occidentaux. Elle avait été accompagnée de bruits d'une réévaluation du mark et d'une dévaluation du franc. Le général de Gaulle pour sa part avait fait connaître au conseil des ministres du 13 novembre 1968 sa réponse, que le secrétaire d'Etat à l'information, M. Le Theule, fut autorisé à rapporter à l'issue du conseil :

"Accepter la dévaluation serait la pire absurdité qui soit."280)

Le gouvernement français considérait que la dévaluation du franc aurait été un signe de faiblesse et était donc déterminé à l'éviter. Il n'était pas non plus prêt à accepter une aide financière que le gouvernement allemand lui proposait lors de la réunion des gouverneurs des Banques centrales du groupe des Dix, qui se tint à Bâle du 16 au 18 novembre 1968, puisque Bonn semble y avoir attaché certaines conditions.

Au cours de la réunion de Bâle, les fronts se dessinèrent clairement : tous les participants - en dehors des intéressés - semblaient favorables à une dévaluation modérée du franc (la France aurait en effet menacé de dévaluer d'un taux suffisamment fort pour entraîner la livre et le dollar), mais surtout à une réévaluation du mark. A l'issue de la réunion des Dix, le 18 novembre, M. Couve de Murville, Premier ministre français, dénonçait dans une déclaration radiodiffusée le caractère international de la crise et fit une allusion fort peu conventionnelle à la possibilité d'une réévaluation du mark. Or, le lendemain, le 19 novembre, le gouvernement allemand fit connaître son refus de réévaluer le mark. Pour répondre au moins partiellement aux préoccupations des autres pays occidentaux, il annonça cependant une taxe à l'exportation et un allégement fiscal pour les importations,

280) Cité d'après Le Monde, 14 novembre 1968, p. 32.

les deux d'un taux de 3 à 4 %, ce qui revenait à créer une sorte de deutschemark commercial surévalué. Washington et Londres ne s'en contentaient pas pour autant et exercèrent immédiatement de fortes pressions diplomatiques en faveurs d'une réévaluation du mark. La nuit même du 19 novembre, on annonça inopinément qu'une réunion des gouverneurs des Banques centrales et des ministres des finances du groupe des Dix se tiendrait à Bonn dès le lendemain, le 20 novembre.

La réunion de Bonn devait se dérouler de façon aussi dramatique qu'elle avait commencé. Bien que les pressions les plus fortes soient venues du côté américain et britannique, l'impression générale était celle d'un affrontement franco-allemand. Le gouvernement fédéral avait envoyé in extremis le secrétaire d'Etat Schöllhorn à Paris, qui y arriva le matin du 20 novembre, alors que la conférence devait s'ouvrir en fin d'après-midi. A quelques instants de l'ouverture, Bonn tint à prendre sa revanche sur l'allusion de M. Couve de Murville en faisant déclarer par le secrétaire d'Etat aux finances, M. Walter Grund, qu'à son avis, une dévaluation du franc, inférieure cependant à 15 %, était indispensable. L'atmosphère de crise s'en trouvait aggravée. Pendant deux longues journées de négociations, les efforts conjugués des représentants américains, anglais et français ne parvinrent pas à obtenir du gouvernement fédéral une réévaluation du mark, ni même une augmentation du taux de la taxe à l'exportation, fixé à 4 % dans le communiqué final. Par contre, la dévaluation du franc fut bientôt présentée par les porte-parole allemands comme un résultat acquis qui représentait dans leur esprit la contrepartie pour le crédit de deux milliards de dollars que les Dix accordaient à la France. Cependant, le communiqué final ne fit aucune allusion à une condition quelconque attachée à ce crédit.

En République fédérale, une partie de la presse, et notamment les journaux à gros tirage, présentaient les Français comme les grands vaincus de la réunion de Bonn. Sans doute aussi certains milieux officiels ont-ils mal caché leur satisfaction. Cependant, le 23 novembre 1968, le gouvernement français, fidèle à ce que le général avait annoncé dix jours auparavant, devait décider de ne pas dévaluer le franc. Le 26 novembre, M. Couve de Murville déclara devant l'Assemblée nationale qu'à Bonn, chacun avait été bien conscient "qu'il

appartenait au seul Gouvernement français de prendre ses responsabilités", et que "personne ne s'est permis de suggérer une solution"²⁸¹⁾. C'est ainsi que le gouvernement français était finalement sorti vainqueur de cette épreuve de force dans la mesure où il avait su tirer des avantages exceptionnels d'une situation de faiblesse. L'opinion allemande se sentait décidément bernée.

La crise monétaire de novembre 1968 devait avoir des conséquences décisives pour l'image de l'Allemagne dans les autres pays occidentaux, et notamment en France. Pour la première fois, la République fédérale avait tenu tête à ses trois protecteurs, résistant à leurs pressions pour mener la politique qu'elle jugeait être dans son intérêt. Il est vrai que le gouvernement avait été largement dépassé par les événements et par une opinion publique avide de compenser tant de frustrations politiques. La crise devait éveiller un peu partout des inquiétudes devant une Allemagne économiquement puissante et sûre d'elle-même. Lorsque le gouvernement s'en rendit compte, il multiplia les déclarations de solidarité et d'apaisement. Il s'efforça notamment de rassurer le partenaire français ; les relations franco-allemandes, déjà atteintes par les événements en Tchécoslovaquie, ne devaient cependant jamais se remettre de ce coup tant que le général de Gaulle était au pouvoir.

Au début de l'année 1969, les dirigeants français se montrèrent tout à fait désabusés en ce qui concerne l'Allemagne. Dans un entretien que le ministre des Affaires étrangères, M. Michel Debré, accorda au journaliste américain C.L. Sulzberger, le 30 janvier 1969, il déclara que la crise monétaire avait montré "que Bonn a été pris du ~~vainqueur~~ de la puissance"²⁸²⁾. Le général de Gaulle, dans un entretien qu'il eut avec le même journaliste le 14 février 1969, ne fit, d'après celui-ci, "aucun effort pour déguiser ses sentiments anti-allemands grandissants" : "il est clair qu'il est effrayé par l'accroissement de la puissance allemande"²⁸³⁾. Interrogé s'il croyait toujours, ainsi qu'il l'avait dit à Staline en décembre 1944, qu'un

281) Journal officiel, Assemblée Nationale, séance du 26 novembre 1968, p. 4842.

282) Cyrus L. SULZBERGER, An age of mediocrity, p. 502.

283) Op. cit., p. 505.

pacte d'assistance mutuelle avec l'Union soviétique était souhaitable, le général répondit que ni la France, ni l'U.R.S.S. n'accepteraient une Allemagne dangereuse. Il concluerait donc un tel pacte si l'Allemagne devait de nouveau représenter un danger, si elle devait "devenir une grande puissance du point de vue militaire, économique, et sur le plan nucléaire"²⁸⁴). Certes, pour l'instant, la France ne quitterait pas l'Alliance atlantique, puisqu'il n'y avait eu aucune amélioration réelle dans les rapports Est-Ouest. Mais elle maintiendrait ses relations amicales avec l'U.R.S.S., surtout maintenant que l'Allemagne faisait sa réapparition. En réponse à une question sur le Traité franco-allemand, le général haussa très haut les épaules et observa :

"Ce n'est pas grand-chose maintenant. Je suppose que c'est le moins qu'on puisse dire."²⁸⁵)

*
* * *

Pendant cette même période, la France et l'Allemagne s'éloignaient aussi l'une de l'autre sur le plan européen. Pour la première fois, en effet, M. Kiesinger devait se prêter à une certaine coopération des Cinq avec la Grande-Bretagne. Au début de l'automne de 1968, la France avait rejeté le dernier venu des plans pour une coopération entre les Six et les pays candidats à la C.E.E., le "plan Harmel". Elle lui avait opposé le "plan Debré", que tous les concernés trouvaient sans intérêt, seul M. Brandt s'efforçant d'y déceler quelques avantages. C'est à la mi-novembre que le "front des Cinq" s'esquissait pour la première fois au cours d'une réunion des ministres des Affaires étrangères des Cinq et de la Grande-Bretagne, en marge du conseil de l'O.T.A.N. Du côté britannique, on avait par la suite proposé de tenir des consultations politiques régulières dans le cadre de l'U.E.O., et M. Michael Stewart, ministre britannique des Affaires étrangères, avait convoqué une réunion du Conseil permanent de l'U.E.O. pour le 14 février 1969. La France menaçait de boycotter cette réunion, considérant la proposition britannique comme un prétexte pour obtenir cette discussion à sept sur l'élargissement du

284) Op. cit., p. 508.

285) Op. cit., p. 510.

Marché commun que Londres réclamait depuis longtemps, et que Paris avait toujours refusée. Le gouvernement français instaura effectivement un boycott de l'U.E.O., mais le chancelier Kiesinger, tout en insistant sur la nécessité d'éviter toute impression d'une action antifrançaise, ne s'opposa pas à ce que le représentant allemand participe aux réunions de l'U.E.O.

A la crise de l'U.E.O. venait vite s'ajouter l'"affaire Soames". Le 4 février 1969, le général de Gaulle avait accordé un entretien à l'ambassadeur de la Grande-Bretagne à Paris, M. Christopher Soames, entretien qui était évidemment confidentiel. Il lui avait parlé de l'élargissement de la C.E.E. qui mènerait nécessairement à la transformation profonde de celle-ci, mais il avait aussi souligné qu'une telle transformation n'était pas forcément une mauvaise chose. Il ajouta qu'une vaste zone de libre-échange lui semblait même souhaitable et qu'elle pourrait être largement dirigée par la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Italie. Le général proposa ensuite l'ouverture d'un dialogue franco-britannique sur les problèmes économiques, monétaires, politiques et militaires pour essayer de surmonter les divergences entre les deux pays. Il souhaitait que ce dialogue ait d'abord lieu dans le plus grand secret, précisant qu'il apprécierait un geste du gouvernement britannique proposant de tels entretiens, qu'il accepterait alors volontiers.²⁸⁶⁾

Le Premier ministre britannique, M. Wilson, ne vit rien de bien nouveau dans ces propositions. Cependant, son ministre des Affaires étrangères insista pour qu'il en parle au chancelier Kiesinger lors de son séjour à Bonn, où il devait se rendre à partir du 11 février. En l'absence de M. Wilson, le Foreign Office, prenant la chose très au sérieux, envoya un résumé de l'entretien à toutes les ambassades intéressées. Peu après, des informations commençaient à filtrer et des articles à paraître dans la presse française. Le Foreign Office fit alors connaître à la presse le contenu du résumé qu'il avait déjà envoyé aux ambassades. Le 24 février 1969, le gouvernement

286) D'après Harold WILSON. The Labour Government 1964-1970. A personal record. London : Weidenfeld and Nicolson and Michael Joseph, 1971, p. 610.

français finit par lui faire parvenir une note pour protester contre la façon dont Londres avait informé d'autres gouvernements de l'entretien de M. Soames avec le général.²⁸⁷⁾

Cette affaire eut non seulement pour conséquence une détérioration sensible des relations franco-britanniques, mais aussi des remous considérables dans les autres pays membres de la C.E.E. Dans quelle mesure le général de Gaulle tenait-il encore au Marché commun ? Cherchait-il désormais à remplacer l'entente franco-allemande, qui, nous l'avons vu, n'avait plus beaucoup de valeur pour lui, par une entente franco-britannique ? Il semble évident que le retour en force de l'Allemagne à l'occasion de la crise monétaire n'avait pas été étranger à cette tentative de renouer le dialogue avec l'Angleterre, seul pays qui pouvait, avec la France, apporter un contrepoids au dynamisme allemand.

A l'approche du "sommet" qui devait avoir lieu en mars 1969, les relations franco-allemandes se trouvaient donc à un stade vraiment critique, car le chancelier Kiesinger avait pris les propositions du général envers M. Soames très au sérieux.²⁸⁸⁾ En outre, l'affaire "Gelsenberg" attendait toujours son dénouement, et les problèmes européens étaient plus loin que jamais d'une solution. En ce qui concerne les relations avec l'Est, les appréciations restaient également divergentes, la France s'efforçant par tous les moyens de "passer l'éponge" après l'affaire tchécoslovaque, alors que l'Allemagne se sentait toujours exposée aux menaces soviétiques.

Depuis le début de l'année 1969, Bonn avait fait de son mieux pour faire oublier la crise monétaire. C'est ainsi que le chancelier Kiesinger mentionna pour la première fois, à la fin de janvier, la possibilité d'une coopération franco-allemande pour l'aménagement de la zone Sarre-Lorraine. Trois semaines plus tard, le cabinet fédéral décida de subventionner le charbon sarrois que la France s'était engagée à acheter chaque année, éliminant ainsi un grief

287) Op. cit., p. 609-611 ainsi que p. 618.

Pour un bon résumé de l'affaire, voir aussi : André FONTAINE. "Comment avorta le dialogue franco-britannique". Le Monde, 11 mars 1969.

288) Harold WILSON, The Labour Government 1964-1970, p. 612.

français déjà ancien.²⁸⁹⁾ Bonn accepta enfin, pour apaiser les esprits, une réduction de 10 % du budget de l'Office franco-allemand pour la jeunesse pour l'année 1969. On avait d'abord commis l'erreur de proposer que l'Allemagne comble le "trou" laissé par une telle réduction à laquelle le gouvernement français se vit contraint pour des raisons financières, mais Paris avait refusé une telle solution.

Malgré les efforts déployés du côté allemand, Paris crut bon de donner au gouvernement fédéral un avertissement, à trois jours du "sommet". En effet, M. Debré, ministre des Affaires étrangères, qui se trouvait à Bonn le 10 mars 1969 pour préparer la rencontre avec son homologue allemand, fit une longue déclaration devant la presse pour faire connaître les griefs de son gouvernement, qu'il avait auparavant présentés à M. Brandt. Affirmant que les positions de son pays sur les problèmes européens et sur l'U.E.O. ne changeraient pas, il en vint à parler des relations franco-allemandes, qui, si le Traité était "entré à bien des égards dans les faits", avaient connu "ce qu'il est convenu d'appeler des problèmes" :

"La France a le sentiment que la coopération prioritaire qui avait été envisagée n'a pas été, en toutes occasions et en tous domaines, considérée comme il faudrait. Il y a eu des exemples qui ont provoqué des déceptions, notamment du côté français. Il y a le grand point d'interrogation du développement de l'Europe, sur lequel les vues de la France et de l'Allemagne ne sont pas identiques."²⁹⁰⁾

Les reproches déjà mis en avant par le général de Gaulle lors du "sommet" de septembre 1968 ne s'étaient donc guère atténués. Les milieux politiques allemands répondirent en rappelant ouvertement que le refroidissement franco-allemand remontait à l'invasion de la

289) Après le rattachement de la Sarre à la République fédérale, en 1956, la France avait voulu se prémunir contre une éventuelle pénurie de charbon. Elle avait donc signé avec Bonn un accord aux termes duquel elle devait enlever chaque année le tiers de la production sarroise de houille. Cependant, la situation sur le marché de l'énergie s'était entretiens totalement renversée. La France, qui n'avait plus besoin du charbon sarrois, devait néanmoins l'acheter et le payer un quart plus cher que le prix moyen des charbons américains ou polonais vendus en Europe. C'est à cette situation qu'allait mettre fin la décision du gouvernement.

290) Larges extraits des déclarations de M. Debré et présentation du point de vue allemand chez Roland DELCOUR (corr. à Bonn), Le Monde, 13 mars 1969, p. 1.

Tchécoslovaquie, puisque les dirigeants français avaient alors reproché à Bonn d'avoir contribué à la crise par ses attitudes nationalistes et expansionnistes. Mais on crut aussi déceler à l'arrière-plan des griefs français une préoccupation croissante devant la puissance économique retrouvée de la République fédérale. On s'attacha donc à prouver, chiffres à l'appui, que la supériorité économique de l'Allemagne n'était qu'une légende. Et on fit savoir que le chancelier était décidé à rejeter avec fermeté les reproches français.²⁹⁰⁾

Le "sommet" des 13 et 14 mars 1969 à Paris

Une fois de plus, le général surprit tout le monde en créant un climat de grande cordialité à la rencontre de Paris. Il n'insista nullement sur les reproches formulés par M. Debré et choisit même d'ignorer des propos attribués à M. Strauss sur la nécessité pour l'Allemagne de "conduire toute l'Europe occidentale", propos qui faisaient la "une" de tous les journaux parisiens au moment du "sommet".²⁹¹⁾ Pourquoi cette volonté d'éviter tout éclat, de démontrer l'état satisfaisant des relations franco-allemandes ? Le général voulait-il appuyer la position du chancelier Kiesinger à six mois des élections générales en Allemagne ? Il nous paraît plus probable qu'il ait perdu en ce moment tout intérêt pour la coopération franco-allemande, mais qu'il ne voyait aucune raison pour ne pas maintenir un bon climat, en attendant des temps meilleurs. Nous avons vu qu'il considérerait que le Traité, qui n'avait toujours pas mené à une politique "européenne" du gouvernement fédéral, n'était "plus grand-chose", et qu'il craignait désormais que la puissance économique accrue de l'Allemagne ne puisse la rendre dangereuse un jour. Il avait donc cherché

290) Voir page précédente.

291) Le numéro de l'hebdomadaire italien L'Espresso mis en vente le 13 mars 1969 publia un entretien en date du 5 mars avec M. Strauss, ministre fédéral des finances. Cet entretien contenait entre autres des constatations peu aimables sur la faiblesse économique, sociale et monétaire de la France, qui obligerait l'Allemagne à "conduire" elle-même l'Europe. En fait, le texte italien parlait de "tirare" (tirer), et sous cette forme, la phrase paraissait beaucoup plus vraisemblable. Il n'existait du reste ni enregistrement, ni texte allemand de l'interview, que M. Strauss qualifiait de "falsification".

le dialogue avec la Grande-Bretagne pour essayer de trouver un nouveau partenaire pour ses projets d'une Europe indépendante, mais aussi pour contrebalancer le poids de l'Allemagne.

Dans les entretiens que le général eut avec le chancelier Kiesinger - il en eut trois au lieu des deux initialement prévus - on choisit de ne pas s'apesantir sur les désaccords pour procéder plutôt à un vaste examen de la situation internationale. C'est ainsi qu'on laissa de côté une question aussi fastidieuse que la signature allemande sur le traité de non-prolifération, signature recommandée par le général, mais refusée par les chrétiens-démocrates, et surtout par la C.S.U. de M. Strauss. On ne parla pas non plus de façon approfondie de la sécurité européenne après l'invasion de la Tchécoslovaquie ; à ce sujet, le général avait d'ailleurs réaffirmé sa position en excluant de nouveau de la rencontre les ministres de la défense. On affirmait simplement des deux côtés la nécessité de poursuivre la politique de la détente.

Par contre, on parla longuement du conflit sino-soviétique, sujet cher au général. Le président Nixon, en visite officielle à Paris du 28 février au 1er mars 1969, l'avait mis au courant des intentions américaines de se rapprocher sensiblement de Peking, ainsi qu'on l'apprit plus tard. On peut supposer qu'il le laissa entendre à M. Kiesinger, puisque cette évolution venait confirmer son analyse et rendait plus plausible sa conception d'une Europe indépendante. Les porte-parole devaient annoncer que les deux côtés étaient d'accord sur l'importance du conflit sino-soviétique et sur les conséquences qui en résulteraient. Dans ce cas, le général aurait persuadé le chancelier que l'Union soviétique finirait par rechercher de plus en plus le rapprochement avec l'Ouest et qu'une politique de détente avait donc des chances réelles d'aboutir.

Dans le domaine européen, le général avait également élevé le débat en parlant de questions à long terme plutôt que d'insister sur les conclusions qui en résultaient dans l'immédiat. Certes, il répéta son refus de reprendre la participation française dans l'U.E.O., et son attitude sur l'élargissement de la C.E.E. restait inchangée. Mais surtout, il exposa en séance plénière les idées qu'il avait déjà soumises à M. Soames, insistant particulièrement sur le fait qu'il

fallait, avant de procéder à l'élargissement de la C.E.E., s'efforcer de remplacer l'unité économique qui s'en trouverait diminuée par un accord politique avec les pays candidats, et notamment la Grande-Bretagne.²⁹²⁾ Il y eut d'abord quelque doute sur ce que le général avait dit exactement au chancelier Kiesinger. Dans un discours à Aalen, le 17 mars 1969, M. Brandt déclarera à la surprise des observateurs que la France, sans mettre en cause la C.E.E., "mettra en discussion d'autres formes de la coopération européenne dans les domaines de l'économie, de la politique et de la sécurité"²⁹³⁾. Un porte-parole du gouvernement fédéral devait préciser le même jour qu'au cours de la discussion sur l'élargissement de la C.E.E., le général de Gaulle, sans faire des propositions concrètes, avait posé cette alternative : ou garder et renforcer la C.E.E., ou alors l'élargir et prévoir quelque chose de nouveau. Il avait songé par exemple à un modèle où la C.E.E. resterait intacte et deviendrait le noyau d'une association européenne plus large. Le gouvernement allemand était resté réservé en attendant des propositions plus concrètes.²⁹³⁾

A l'issue du "sommet", on annonça quelques mesures bilatérales. Le "résultat le plus concret" de la rencontre était, d'après M. Couve de Murville²⁹⁴⁾, la décision prise au plus haut niveau de poursuivre le projet de l'"airbus européen" sur le plan franco-allemand si la Grande-Bretagne devait se retirer, comme elle songeait à le faire et le fit effectivement. Pour la France, l'abandon du projet aurait entraîné la suppression de dix à douze mille emplois. Un accord franco-allemand relatif à l'"airbus" sera en effet signé au début de juin.²⁹⁵⁾ En ce qui concerne l'aménagement de la zone Sarre-Lorraine, le chancelier Kiesinger et le général de Gaulle décidèrent la création d'une commission mixte pour planifier cette coopération. Cette décision avait un intérêt électoral évident pour le chancelier, puisque les Länder concernés étaient des fiefs chrétiens-démocrates, mais elle était aussi la bienvenue en France, à six semaines du

292) Voir André FONTAINE, Le Monde, 16-17 mars 1969, p. 1.

293) Voir Stuttgarter Zeitung, 18 mars 1969, (réd. de Bonn).

294) Déclaration du Premier ministre le soir du 14 mars 1969 à la télévision française, citée d'après Le Monde, 16-17 mars 1969, p. 2.

295) Voir aussi infra, p. 336.

référendum sur la régionalisation. Dans le domaine pétrolier, on ne pouvait que souligner du côté allemand ses bonnes intentions de coopération pour l'avenir, et dans le domaine monétaire, on réaffirma des deux côtés que la crise de novembre n'avait été qu'un épisode malheureux qui ne se répéterait certainement pas.

Six semaines après cette rencontre, le général de Gaulle devait donner sa démission à la suite de sa défaite au référendum du 27 avril 1969. Ainsi s'acheva l'ère de Gaulle dans les relations franco-allemandes, une ère caractérisée par un style de coopération et des problèmes tellement spécifiques que nous avons cru justifié de l'examiner à part.

*
* * *

Dans ce chapitre I de la deuxième partie, nous avons examiné l'application du Traité dans le domaine politique sous le général de Gaulle, donc les relations politiques entre la France et l'Allemagne de 1963 à 1969. Nous avons vu que ces relations étaient relativement bonnes pendant la courte période où M. Adenauer était encore au pouvoir. Elles devaient se détériorer rapidement sous le chancelier Erhard, étant donné que le général de Gaulle avait pris comme critère pour le succès de la coopération franco-allemande la mesure dans laquelle celle-ci parviendrait à relâcher les liens étroits entre Bonn et Washington et à gagner l'Allemagne à une politique européenne et indépendante. Sous le chancelier Kiesinger, renommé plus francophile que son prédécesseur, les rapports étaient d'abord plus amicaux mais devaient de nouveau se dégrader dès que les événements mettaient en évidence que la politique allemande n'était toujours pas devenue suffisamment européenne. Nous en venons maintenant au chapitre II de la deuxième partie, consacré à l'application du Traité dans les domaines non politiques.

I. L'application du Traité dans les domaines non politiques

Après avoir traité, dans le chapitre I de la deuxième partie, l'application du Traité sur le plan politique, nous nous proposons d'examiner, dans ce chapitre II, son application dans les domaines non politiques. Nous étudierons donc tour à tour la coopération franco-allemande dans les domaines suivants : culture, jeunesse, recherche scientifique, information, aide aux pays en voie de développement, défense, économie et finances.

Dans l'examen des résultats de la coopération en ces matières, nous nous baserons non seulement sur la presse, mais aussi sur des informations obtenues à Bonn et à Paris dans des entretiens avec des fonctionnaires responsables. Nous avons pu en outre prendre connaissance du contenu des rapports de la commission interministérielle du gouvernement allemand.¹⁾ Enfin, nous avons utilisé des publications officielles, et notamment la brochure bilingue sur la coopération franco-allemande de 1963 à 1969 publiée conjointement par les secrétaires d'Etat à l'information français et allemand.²⁾ Ce petit livre, conçu comme instrument de propagande au service des deux gouvernements

-
- 1) Une commission interministérielle pour les questions de la coopération franco-allemande fut créée à Bonn et à Paris suivant I, 4 du Traité. La commission allemande a rédigé pendant la période qui nous concerne sept rapports - plus de 250 pages dactylographiées qui concernent surtout la coopération dans les domaines non politiques. (Les rapports sur la coopération militaire sont soumis séparément et ne nous ont pas été accessibles.) D'après une information que nous a donné le 10 juin 1970 à Paris M. Pierre-Olivier Lapie, alors "coordinateur" pour les relations franco-allemandes et donc président de la commission interministérielle française, celle-ci n'a pas rédigé de rapports, mais simplement établi des comptes rendus de ses séances qui ne pouvaient donc pas être mis à notre disposition.

N.B. : Dans ce chapitre II, les informations pour lesquelles aucune source n'est indiquée seront donc, à moins d'être des faits généralement connus publiés dans la presse, basées sur des sources confidentielles, soit des entretiens, soit les rapports de la commission interministérielle allemande.

- 2) La coopération franco-allemande/Deutsch-französische Zusammenarbeit 1963-1969. Publié par M. Léo HAMON, secrétaire d'Etat et porte-parole du gouvernement français, et M. Conrad AHLERS, chef de l'Office de presse et d'information du Gouvernement fédéral. Bonn/Paris, 1969. 119 p.
Cité ci-après comme La coopération franco-allemande 1963-1969.

et de la cause franco-allemande, n'est cependant que d'une utilité limitée et nous a servi notamment pour quelques chiffres et détails. Une autre brochure officielle a été publiée en 1973 par les deux coordinateurs pour la coopération franco-allemande.³⁾

Signalons encore que nous ne traitons dans ce chapitre que la coopération prévue expressément par le Traité, laissant de côté toutes les activités qui ont pu se dérouler en dehors de lui, notamment dans les domaines de la culture, de la jeunesse et de l'économie. Sur le plan culturel par exemple, il existe non seulement une activité importante dans le cadre de l'accord culturel du 23 octobre 1954 mais aussi, dû à l'initiative privée, un grand nombre d'organisations et d'associations, de conférences et de journées, de congrès et de rencontres consacrés à des sujets et des tâches d'une diversité étonnante. Sans que cela comporte le moindre jugement de valeur, nous devons donc nous dispenser de parler ici de toutes ces activités. Rappelons en outre que notre travail est limité à la période pendant laquelle le général de Gaulle était au pouvoir. Notre but était justement de montrer quels fruits a porté ce Traité dans lequel le général avait mis beaucoup d'espairs pendant le laps de temps où il était encore en mesure d'influencer le cours des événements. Nous avons donc voulu montrer l'état de la coopération tel qu'il était en 1969, et ce n'est qu'exceptionnellement que nous avons donné quelques indications sur l'évolution postérieure.

3) Pierre-Olivier LAPIE et Carlo SCHMID. La coopération franco-allemande Paris : La Documentation française, 1973, 63 p.

Version allemande : Carlo SCHMID und Pierre-Olivier LAPIE. Die deutsch-französische Zusammenarbeit. Herausgegeben vom Presse- und Informationsamt der Bundesregierung. Bonn, 1973. 77 p.

1° La coopération culturelle

Dans son chapitre "Education et jeunesse", le Traité prévoit qu'une coopération ait lieu "principalement" dans deux domaines :

"a) Enseignement des langues :

Les deux Gouvernements reconnaissent l'importance essentielle que revêt pour la coopération franco-allemande la connaissance dans chacun des deux pays de la langue de l'autre. Ils s'efforceront, à cette fin, de prendre des mesures concrètes en vue d'accroître le nombre des élèves allemands apprenant la langue française et celui des élèves français apprenant la langue allemande.

Le Gouvernement fédéral examinera, avec les Gouvernements des Länder, compétents en la matière, comment il est possible d'introduire une réglementation qui permette d'atteindre cet objectif.

Dans tous les établissements d'enseignement supérieur, il conviendra d'organiser un enseignement pratique de la langue française en Allemagne et de la langue allemande en France, qui sera ouvert à tous les étudiants.

b) Problème des équivalences :

Les autorités compétentes des deux pays seront invitées à accélérer l'adoption des dispositions concernant l'équivalence des périodes de scolarité, des examens, des titres et diplômes universitaires." (II C, 1a et b.)

Pour réaliser ce programme, le Traité prescrit des réunions trimestrielles entre le ministre français de l'éducation nationale et "la personnalité qui sera désignée du côté allemand pour suivre le programme de coopération sur le plan culturel" (I, 3a).⁴⁾ Il prévoit aussi des rencontres mensuelles entre les directeurs des affaires culturelles des deux ministères des Affaires étrangères (I, 2). Le Traité mentionne en outre expressément que la Commission mixte instituée par l'accord culturel franco-allemand du 23 octobre 1954 ne sera en rien affectée dans son fonctionnement et que ses "activités seront au contraire développées" (I, 3).

La coopération culturelle dans le cadre du Traité devait forcément avoir une position difficile, puisqu'elle empiétait non seulement sur les droits établis de plusieurs organismes privés et publics, et notamment de la Commission culturelle franco-allemande, mais aussi sur les compétences des Länder, seuls responsables par exemple des

4) Rappelons qu'en raison de la compétence des Länder en matière d'éducation, il n'existe pas de ministre fédéral responsable de ce domaine.

programmes scolaires. Nous avons vu que les Länder avaient fait connaître leurs réserves au sujet des mémoranda français et allemand qui devaient servir de base au Traité, visant surtout le texte français.⁵⁾ Celui-ci demandait en effet carrément de prendre des mesures pour que tout élève des établissements secondaires et techniques des deux pays puisse choisir la langue du partenaire comme première langue vivante, et il faisait même des propositions détaillées sur la modernisation des méthodes d'enseignement. Les Länder avaient protesté et obtenu satisfaction sur ce point : le Traité dans l'article cité ci-dessus, ne parle plus que du désir d'"accroître le nombre des élèves" apprenant la langue du pays voisin, et fait une allusion expresse à la compétence des Länder en la matière.

En République fédérale, la coopération culturelle avec l'étranger pose des problèmes juridiques presque inextricables. Par l'"accord de Lindau" du 14 novembre 1957, les Länder ont délégué au gouvernement fédéral le droit de la représentation culturelle à l'étranger dans la plupart des cas, sans pour autant abdiquer l'ensemble de leurs compétences dans ce domaine.⁶⁾ Dans le cas du Traité franco-allemand, on était tombé d'accord qu'une personnalité représentant les Länder serait l'interlocuteur du ministre français de l'éducation nationale. Dès le 12 juin 1963, les ministres-présidents des Länder avaient chargé l'un des leurs, M. Kurt-Georg Kiesinger, de

5) Voir supra, p. 101 et 137.

Rappelons que les sections "Education et jeunesse" des deux mémoranda se trouvent reproduites en texte intégral dans :

Louis TERRENOIRE. "Rapport fait au nom de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale sur le projet de loi autorisant la ratification du Traité du 22 janvier 1963". Journal officiel, Documents de l'Assemblée Nationale, n° 307, mis en distribution le 11 juin 1963, p. 19-20.

Cité ci-après comme Rapport Terrenoire.

6) Pour plus de détails sur les problèmes juridiques que soulève, en raison du fédéralisme allemand, la représentation du Bund et des Länder dans le cadre d'accords culturels internationaux, et plus spécialement du Traité franco-allemand, nous renvoyons à :

Martin J. SATTLER. Der deutsch-französische Zusammenarbeitsvertrag. Eine Untersuchung zur Vertragsmacht des Bundes und der Länder. (Thèse de doctorat sous la direction du professeur Werner VON SIMSON. Freiburg, 1972, p. 11-20 et p. 88-115.

Voir aussi supra, p. 108, note 56), p. 111 et p. 127.

les représenter sur le plan culturel dans le cadre du Traité. En désignant non pas l'un des onze ministres de l'éducation, comme l'avait suggéré le Auswärtiges Amt, mais un ministre-président, les Länder avaient marqué leur désir de créer un contrepoids réel aux aspirations du Bund.

Cependant, il a fallu six ans au gouvernement fédéral et aux onze gouvernements des Länder pour fixer enfin par écrit, dans l'accord du 27 mai 1969, leurs relations mutuelles en ce qui concerne la coopération dans les domaines de la culture et de la jeunesse dans le cadre du Traité.⁷⁾ L'accord traite surtout la position du "plénipotentiaire" allemand.⁸⁾ Interlocuteur d'un ministre français, il a, dans l'exercice de sa charge, le rang d'un ministre fédéral (articles 3 et 8). Ce sera toujours l'un des onze chefs de gouvernement des Länder et il est nommé par le gouvernement fédéral sur proposition des Länder (article 2). Cette proposition doit cependant d'abord être accordée avec le chancelier, et une fois en fonction, le plénipotentiaire doit remplir sa charge "en accord avec le ministre fédéral des Affaires étrangères" (article 4). Pour ce faire, "le directeur culturel du ministère des Affaires étrangères lui est adjoint" (article 4).⁹⁾ Le plénipotentiaire n'a le droit de traiter que les questions culturelles qui relèvent de la compétence exclusive des Länder (article 5), mais même dans ce domaine, il doit coordonner les positions des différents Länder de telle sorte qu'elles soient en accord avec les intérêts politiques du Bund (article 6). Aucune durée de l'office n'est mentionnée dans le texte, sans doute faute

7) "Vereinbarung vom 27. Mai 1969 zwischen der Bundesregierung und den Regierungen der Länder zur Durchführung des Vertrages vom 22. Januar 1963 über die deutsch-französische Zusammenarbeit". Bundesanzeiger, 21 (110), 21 juin 1969, G 1989 A, p. 1.

8) Titre français : "plénipotentiaire" ou "commissaire" de la République fédérale pour la coopération culturelle dans le cadre du Traité.

Titre officiel allemand d'après l'article 3 de l'accord : "Der Bevollmächtigte der Bundesrepublik Deutschland für kulturelle Angelegenheiten im Rahmen des Vertrages über die deutsch-französische Zusammenarbeit".

9) De toute façon, le Traité prévoit déjà que les deux directeurs des affaires culturelles des ministères des Affaires étrangères participent à toutes les réunions entre le ministre français et le plénipotentiaire allemand (I, 3 du Traité). Voir supra, p. 95-96.

d'un accord entre les parties contractantes. Après une période de trois ans et demi de M. Kiesinger, un rythme de changement de deux ans devait d'abord s'établir, que le gouvernement fédéral trouva cependant trop court.¹⁰⁾

* * *

Les exigences et recommandations du Traité ont-elles été réalisées ? En ce qui concerne l'enseignement des langues, le seul but concret était celui d'"accroître le nombre des élèves" apprenant la langue du partenaire. Nous avons déjà vu que ceci correspondait surtout à un souci des Français, qui estimaient que leur langue n'occupait généralement "qu'une place très modeste" dans les programmes scolaires allemands, ainsi que l'exprima M. Terrenoire dans son rapport présenté à l'Assemblée nationale.¹¹⁾ Cette conviction contestable, mais fort répandue, se basait sur le fait que le français n'était enseigné dans les lycées allemands qu'en deuxième langue. Or, cette comparaison n'était pas forcément juste. La durée du cycle secondaire étant de neuf années en Allemagne, la deuxième langue est enseignée pendant sept ans, soit autant qu'en France pendant tout le cycle secondaire. Même placé au rang de troisième langue, le français est encore donné pendant cinq ans, soit autant que la deuxième langue en France. Il s'y ajoute que la durée de l'enseignement n'est évidemment pas le seul critère.

La proportion des élèves allemands apprenant le français n'est pas non plus inférieure à celle des élèves français apprenant l'allemand au contraire. En 1963, on estimait que 43 % des lycéens allemands (26 % des élèves des "écoles moyennes") apprenaient le français.¹²⁾

10) Voici les noms et durées d'office des différents plénipotentiaires allemands, toujours chefs d'un gouvernement de Land :
M. Kurt-Georg KIESINGER (Bade-Wurtemberg) : juin 1963 à fin 1966 ;
M. Alfons GOPPEL (Bavière) : 1967 et 1968 ;
M. Heinz KÜHN (Rhénanie du Nord-Westphalie) : 1969 et 1970 ;
M. Hans FILBINGER (Bade-Wurtemberg) : 1971 jusqu'à la fin de 1976 ;
M. Klaus SCHÜTZ et, depuis juin 1977, son successeur, M. Dietrich STOBBE (Berlin) : depuis début 1977.

11) Rapport Terrenoire, p. 21. Voir aussi supra, p. 102.

12) Chiffres d'après : "L'enseignement en République fédérale d'Allemagne". Documentation française, N.E.D., n° 2973, 16 mars 1963, p. 12.

La comparaison avec la France est difficile parce qu'il n'existe pas de chiffre global : 19,8 % des lycéens français apprenaient, en 1963, l'allemand comme première langue, et 32 % du total de ceux qui devaient choisir une deuxième langue vivante s'étaient décidés pour l'allemand. 11 % des élèves des collèges d'enseignement général faisaient l'allemand.¹³⁾

Pendant la période qui nous concerne, c'est-à-dire en six ans, ces chiffres ont plutôt diminué pour la France, mais sensiblement augmenté pour l'Allemagne. D'après la brochure officielle de 1969, les pourcentages de lycéens français apprenant l'allemand comme première et deuxième langue étaient de 18 % et 33 % respectivement en 1968-1969, alors qu'en Allemagne, plus de 50 % des lycéens apprenaient le français.¹⁴⁾ Dans l'enseignement extra-scolaire des deux langues, la situation était encore plus favorable au français : si le nombre d'étudiants allemands "extra-scolaires" inscrits aux cours de français était déjà très élevé en 1963, on estime - toujours d'après la brochure franco-allemande - qu'il a doublé entre 1963 et 1969. Par contre, le nombre de Français inscrits aux cours d'allemand était resté très modeste, et ce malgré l'effort entrepris par les deux gouvernements dans le cadre de la télévision scolaire.¹⁵⁾

Néanmoins, la France n'était guère satisfaite du résultat de la coopération culturelle, puisque ce fut toujours en deuxième langue que les lycéens allemands apprenaient le français. L'accord de Düsseldorf, conclu le 17 février 1955 pour dix ans entre les Länder pour unifier les systèmes scolaires, avait fait de l'anglais la première langue vivante dans tous les lycées modernes de la République fédérale. Tous les efforts du gouvernement français, appuyé pourtant par le gouvernement fédéral, pour obtenir une modification sensible de cet accord lors de son expiration, avaient échoué. Le nouvel accord fut signé le 28 octobre 1964 pour cinq ans et stipulait toujours que l'anglais serait la première langue vivante, permettant cependant

13) Chiffres officiels cités par B. GIROD DE L'AIN, Le Monde, 10-11 février 1963, p. 4.

14) La coopération franco-allemande 1963-1969, p. 22.

15) Op. cit., p. 26. - Voir aussi infra, p. 328.

à chaque Land d'apporter des dérogations. Ce changement minime s'avérait sans conséquences et la France s'attachait aussitôt à obtenir la modification du nouvel accord. Elle ne devait pas y parvenir.¹⁶⁾

Signalons enfin que le paragraphe de l'article du Traité cité ci-dessus qui concerne l'enseignement pratique des deux langues dans les universités n'a jamais été réalisé. Ni la presse, ni la brochure officielle de 1969 y ont fait la moindre allusion. Ce fut sans doute un projet trop ambitieux sur le plan financier et qui touchait en plus, en République fédérale, à la compétence des Länder et à l'autonomie des universités.

*
* * *

En ce qui concerne le problème des équivalences, le Traité invite prudemment les "autorités compétentes" à "accélérer l'adoption des dispositions" nécessaires. Cette formule fait allusion aux Länder, une fois de plus compétents en la matière, mais aussi à la Commission culturelle mixte et à la Conférence franco-allemande des recteurs. Cette dernière, qui s'était réunie tous les deux ans depuis 1958, avait accompli un travail important dans ce domaine.

Le problème concerne l'équivalence des examens et des titres et diplômes universitaires aussi bien que celle des périodes de scolarité. Surtout sur ce dernier plan, la solution tenait largement à la France : alors que l'étudiant allemand a de toute façon le droit de faire une partie de ses études à l'étranger, le système universitaire français traditionnel ne tenait aucun compte des études faites en Allemagne ou ailleurs. Quatre arrêtés du gouvernement français, datés respectivement du 27 juin 1964, du 28 juillet 1964, du 21 janvier 1966

16) Il a fallu attendre 1971 pour que, grâce à l'insistance du chancelier Brandt, les Länder changent d'avis. Le 13 octobre 1971, les onze ministres-présidents décidèrent de modifier l'article en cause de l'accord entre les Länder de telle sorte que les élèves des lycées puissent désormais aussi choisir le français comme première langue vivante. (Voir Pierre-Olivier LAPIE et Carlo SCHMID, La coopération franco-allemande, p. 14.)

et du 9 juillet 1968, ont amélioré la situation.¹⁷⁾ Alors que les deux premiers fixent les conditions dans lesquelles un étudiant allemand peut préparer en France un doctorat d'Etat, les deux derniers permettent de tenir partiellement compte des études faites en Allemagne pour l'obtention de certificats de licence. Ce fut un pas en avant, mais le problème était loin d'être résolu en 1969.

Cette situation n'est certainement pas étrangère au déséquilibre continu des échanges d'étudiants entre la France et l'Allemagne. En 1968, ceux-ci concernaient 850 étudiants français (dont 400 à l'université de Sarrebruck qui leur offre des avantages particuliers), contre 3 200 Allemands. D'après la brochure franco-allemande, la situation était moins défavorable pour les assistants travaillant dans des établissements secondaires. En 1968, il y avait 283 assistants français en Allemagne et 405 Allemands en France.¹⁸⁾ Quelques innovations comme des échanges de futurs instituteurs et des expériences concluantes avec l'enseignement de la langue du voisin dans les classes maternelles et à l'école primaire ne feront pas oublier qu'en six ans de Traité, les progrès de la coopération dans les deux domaines expressément prévus dans le texte ont été fort modestes.

Sur le plan purement formel, les exigences du Traité n'ont pas été entièrement satisfaites : dans le domaine culturel comme d'ailleurs dans les autres domaines, les signataires du Traité semblent avoir surestimé les besoins et les possibilités de coopération en prévoyant un nombre excessif de rencontres annuelles, qu'on a tacitement réduit dans la pratique. C'est ainsi que le ministre français de l'éducation nationale n'a rencontré le plénipotentiaire allemand que trois ou même deux fois par an, au lieu des quatre fois prévues par le Traité. Les directeurs culturels des deux ministères des Affaires étrangères, qui devaient se voir tous les mois, n'ont eu que quatre ou cinq réunions par an en moyenne ; en outre, ils se voyaient

17) Arrêté du 27 juin 1964 : Journal officiel, 28 juillet 1964, p. 6712.
Décret n° 64.796 du 28 juillet 1964 : J.O., 2 août 1964, p. 7004.
Arrêté du 21 janvier 1965 : J.O., 5 février 1965, p. 1051.
Arrêté du 9 juillet 1968 : J.O., 27 juillet 1968, p. 7281.

18) La coopération franco-allemande 1963-1969, p.28.

à l'occasion des rencontres ministérielles.¹⁹⁾ Enfin, la promesse du Traité concernant la Commission culturelle franco-allemande n'a pu être tenue. Comme il fallait s'y attendre, et ainsi qu'on l'admet sans ambages dans les ministères concernés à Bonn, son importance et son rayon d'action ont été sensiblement diminués, puisqu'une partie importante de ses tâches a été assumée par le plénipotentiaire et le ministre français.

19) N.B. : Pour tout ce chapitre II sur la coopération non politique, nous avons établi les chiffres moyens pour le nombre de rencontres à tous les niveaux d'après l'ensemble des sources dont nous disposons. Il convient en outre de signaler que nous n'avons pas tenu compte des réunions multilatérales auxquelles certains ministres et hauts fonctionnaires des deux pays ont aussi participé régulièrement.

2° Jeunesse : l'Office franco-allemand pour la Jeunesse

Dans son chapitre "Education et jeunesse", le Traité prévoit :

"Toutes les possibilités seront offertes aux jeunes des deux pays pour resserrer les liens qui les unissent et pour renforcer leur compréhension mutuelle. Les échanges collectifs seront en particulier multipliés.

Un organisme destiné à développer ces possibilités et à promouvoir les échanges sera créé par les deux pays avec, à sa tête, un conseil d'administration autonome. Cet organisme disposera d'un fonds commun franco-allemand qui servira aux échanges entre les deux pays d'écoliers, d'étudiants, de jeunes artisans et de jeunes travailleurs." (II C, 2.)

Contrairement aux propositions peu originales des deux mémoranda - voyages éducatifs et échanges de jeunes pendant les vacances - une formule d'un très grand intérêt avait donc été retenue par le Traité. Les deux pays se déclaraient prêts à créer un organisme qui soit indépendant des contingences politiques et des pouvoirs discrétionnaires des gouvernements. En outre, deux décisions d'une grande importance devaient être prises à l'occasion de la signature du Traité, ainsi que le confirme le rapport de M. Terrenoire : d'une part, le Conseil d'administration autonome du nouvel organisme allait être composé de représentants non seulement des gouvernements, mais aussi des organisations de jeunesse déjà existantes. D'autre part, le fonds commun devait être doté de la somme impressionnante d'environ 50 millions de francs.²⁰⁾ Il s'agissait de donner ainsi à la jeunesse les moyens financiers pour remplir ce "rôle déterminant dans la consolidation de l'amitié franco-allemande" que lui avaient attribué le général et le chancelier dans leur Déclaration commune du 22 janvier 1963. A part la création d'un organisme pour les échanges de jeunes, le Traité prévoit aussi des réunions entre le Haut commissaire français à la jeunesse et aux sports et le ministre fédéral de la famille et de la jeunesse, qui devaient se tenir au moins une fois tous les deux mois (I, 3c).

L'Office franco-allemand est un sujet tellement vaste que nous sommes obligés, dans le cadre de ce travail sur le Traité et l'ensemble

20) Rapport Terrenoire, p. 22.

de ses réalisations, de nous limiter aux aspects les plus importants. Nous examinerons d'abord les problèmes de l'élaboration de l'accord sur l'Office, signé dès juillet 1963, ensuite l'accord lui-même et les structures de l'Office, et enfin le fonctionnement de ces structures et les réalisations de l'Office.

L'élaboration de l'accord portant création de l'Office

En cinq mois seulement, les négociateurs français et allemands devaient mettre au point un accord créant un organisme qui remplisse les conditions nommées dans le Traité. Deux sortes d'obstacles surgissaient au cours des négociations : les uns - techniques - que posait le système fédéral en Allemagne, les autres - politiques - dus au fait que Bonn et Paris s'inspiraient, dans leurs politiques de la jeunesse, d'une philosophie différente.

Des divergences entre Bonn et les Länder s'étaient signalées dès avant la signature du Traité. Le gouvernement fédéral n'ayant pas tenu compte de toutes les objections formulées alors par les Länder²¹ ces derniers étaient restés réservés sur certains points. Ainsi la création d'un organisme pour l'échange de jeunes ne leur semblait guère nécessaire, compte tenu de leur propre compétence en matière d'échanges d'écopliers et d'étudiants. Cependant, après avoir souligné ce point, les Länder avaient approuvé le Traité et n'avaient pas fait connaître leur intention de s'opposer à la création de l'organisme prévu.²²) La condition en était toutefois que celui-ci ne donne pas des pouvoirs trop étendus au gouvernement fédéral et qu'il s'inspire d'une politique qui soit aussi la leur.

Or, le gouvernement français s'inspirait précisément d'une politique différente en matière de jeunesse ; ses efforts tendaient plutôt vers une extension du contrôle de l'Etat sur les organisations de

21) Sur un point, le Traité était même, du point de vue du fédéralisme, en retrait sur le mémorandum allemand du 8 novembre 1962. Celui-ci avait prévu que les partenaires du Haut commissaire français à la jeunesse seraient "les représentants allemands désignés à cet effet", donc plusieurs personnes représentant les Länder ; le Traité prévoit comme interlocuteur un ministre fédéral.

22) Voir aussi supra, p. 103 et 137.

jeunesse par le biais du contrôle financier. N'allait-il pas essayer de s'assurer une contrepartie pour les sommes importantes engagées ? Les Allemands avaient de bonnes raisons, fournies par leur passé récent, pour ne pas désirer une emprise directe de l'Etat sur la jeunesse. C'est à ce désir de ne plus centraliser tout le pouvoir dans les mains d'un seul Etat que les Länder devaient leur existence, et ils entendaient bien la justifier et la défendre. Signalons à cet endroit que ces réminiscences historiques étaient aussi à l'origine de la méfiance que montraient beaucoup d'Allemands - et de Français - à l'égard de la prédilection qu'avait le général de Gaulle pour les rencontres spectaculaires de jeunes. Au cours de sa tournée triomphale en Allemagne, en septembre 1962, il avait soulevé avec le chancelier Adenauer la possibilité d'organiser de grandes rencontres de jeunes, estimant qu'on pourrait facilement envoyer un million de jeunes Allemands en France en une année et un million de jeunes Français en Allemagne l'année suivante.²³⁾ Il fit plusieurs allusions à ce sujet au cours de la rencontre de Paris en janvier 1963, lors de la signature du Traité, et à l'issue du conseil des ministres du 24 janvier 1963, M. Peyrefitte, ministre de l'information, annonça :

"Le général de Gaulle et M. Couve de Murville ont enfin évoqué la possibilité d'organiser, dans les prochains mois, de grandes manifestations franco-allemandes aussi bien dans le domaine de la jeunesse que dans celui du monde du travail."²⁴⁾

L'idée de voir les deux gouvernements décider souverainement de ce genre de manifestations ne plut guère à beaucoup de ceux qui, en Allemagne comme en France, avaient des responsabilités en matière de politique de jeunesse ; ce projet ne sera d'ailleurs jamais réalisé. Mais on s'en souvint et il devait inspirer l'un des dix principes énoncés dans les Directives de l'Office²⁵⁾, qui stipule que "les

23) Konrad ADENAUER. Erinnerungen. tome IV. Stuttgart : Deutsche Verlags-Anstalt, 1968, p. 179.

En 1962, le nombre total de jeunes Français et Allemands participant à des échanges était de moins de 25 000.

24) Cité d'après Le Monde, 25 janvier 1963, p. 1.

25) Directives de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse/Richtlinien des Deutsch-Französischen Jugendwerks. Entrée en vigueur le 1er janvier 1965. Brochure bilingue publiée par le Secrétariat général de l'Office, Bonn, 1965.
(Des Directives provisoires étaient en vigueur jusqu'à la fin de 1964, et une nouvelle version entrera en vigueur le 1er janvier 1970.)

manifestations réunissant un très grand nombre de participants ne peuvent être subventionnées qu'à titre exceptionnel" (I, 4).

Mais revenons aux divergences de principe entre les politiques française et allemande en matière de jeunesse. Elles trouvaient leur expression sur deux plans : celui des structures de l'Office et celui du rôle à réserver aux nombreuses organisations et associations qui, grâce à l'initiative privée, s'étaient appliquées, parfois depuis l'immédiat après-guerre, à favoriser l'entente franco-allemande.²⁶⁾ En ce qui concerne ces organisations, le gouvernement français se montra peu disposé à la consultation. Lors d'une réunion, le 23 avril 1963, du Haut comité de la jeunesse, organisme consultatif composé de membres du gouvernement et de représentants des associations de jeunesse les plus importantes, M. Herzog, Haut commissaire à la jeunesse et aux sports, annonça purement et simplement la création d'un Office franco-allemand pour la Jeunesse qui serait doté de crédits de l'ordre de 50 millions de francs, somme qui suscita les protestations et la jalousie des organisations représentées. Le gouvernement allemand n'avait ni l'habitude, ni la possibilité de négliger à ce point des organisations nombreuses et puissantes et qui avaient en l'espèce l'appui des Länder. Cependant, on craignait de part et d'autre qu'il ne se laisse amener par le partenaire français dans une voie qui tendrait à substituer l'Office aux organismes privés, ce que le texte du Traité n'exclut pas expressément. D'où l'inquiétude exprimée par les représentants de ces organisations au cours de la 7e Conférence franco-allemande qui se tint à Bad Godesberg du 24 au 26 mai 1963, et au congrès annuel du Cercle de travail des associations franco-allemandes qui eut lieu début juin et qui adressa même une résolution en ce sens au chancelier Adenauer.²⁷⁾

26) Il existait, en juin 1963, une cinquantaine d'"associations franco-allemandes" et de "cercles franco-allemands", dont 36 en Allemagne et 16 en France. Ils se réunirent tous au début juin 1963 à Trèves au congrès annuel du Cercle de travail des associations franco-allemandes. - En outre, l'Allemagne comptait un nombre important d'organismes plus ou moins officiels qui favorisaient des voyages d'études et des échanges de jeunes avec plusieurs pays, dont la France.

27) Voir aussi supra, p. 175, note 28), ainsi que note 26) ci-dessus.

Les problèmes les plus graves surgissaient cependant sur les structures du futur Office franco-allemand pour la Jeunesse. Comme on avait pu le craindre, le gouvernement français tenta de revenir sur la promesse faite dans le texte du Traité de créer un organisme politiquement et financièrement indépendant. Il est vrai que la Ve République avait toujours tenu à ce que son influence s'exerce directement partout où elle collaborait à une organisation internationale, et la formule prévue par le Traité semblait donc en contradiction non seulement avec sa politique de la jeunesse, mais aussi avec sa politique en général. On peut supposer que ce fut là une concession faite au moment de la signature du Traité par le côté français au partenaire allemand, concession qu'on espérait peut-être esquiver par la suite.

Le gouvernement français devait en effet essayer d'éluder les prescriptions du Traité, à savoir la création d'un organisme avec une direction et une gestion financière communes et indépendantes. Ceci devint évident au cours du débat de ratification à l'Assemblée nationale, lorsque le député U.N.R. M. Pierre Comte-Offenbach se prononça, le 13 juin 1963, pour "un organisme parfaitement intégré", "un organisme de direction paritaire", et lança au ministre des Affaires étrangères présent dans l'hémicycle cet appel :

"N'appliquez pas d'autres formules qui m'ont été soufflées dans l'oreille comme pouvant être éventuellement retenues."28)

Quelques jours plus tard, les 17 et 18 juin 1963, M. Herzog, qui portait depuis le 12 juin le titre de secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, rencontra le ministre allemand de la famille et de la jeunesse, M. Heck, pour surmonter ce sérieux désaccord. Le Monde fit alors connaître les positions des deux pays : du côté français, on souhaitait que le fonds commun prévu explicitement par le Traité soit divisé en deux fractions gérées chacune sur le plan national ; il y aurait eu en ce cas deux secrétaires généraux. Du côté allemand, on s'en tenait fermement, au contraire, à la lettre du Traité, qui prévoyait un fonds commun et une direction autonome.29)

28) Journal officiel, Assemblée Nationale, 22e séance, 13 juin 1963, p. 3340.

29) Note non signée en bas d'un article de l'A.F.P., Le Monde, 19 juin 1963, p. 2.

A l'issue de la rencontre entre MM. Herzog et Heck, un communiqué annonça qu'"une heureuse conclusion est intervenue sur la direction de ce nouvel organisme", sans pour autant préciser pour lequel des deux projets "par ailleurs très proches l'un de l'autre" on s'était décidé.³⁰⁾ Le 20 juin, M. Alain Poher cita au Sénat les informations données par Le Monde et demanda au gouvernement de suivre le texte du Traité qu'on s'appropriait à approuver et de "nous donner la certitude que ce fonds (commun) ne servira pas un but de propagande"³¹⁾.

Un dernier point de désaccord entre les gouvernements de Paris et de Bonn était le caractère strictement bilatéral que souhaitait la France. L'Allemagne aurait voulu contrebalancer ce bilatéralisme qui lui inspirait mauvaise conscience en inscrivant dans le texte de l'accord que des organisations de jeunesse des autres pays européens ne seraient pas exclues des rencontres et échanges financés par l'Office, voire qu'elles profiteraient elles-mêmes de subventions. Cependant, la France devait se montrer intraitable sur ce point.³²⁾

Si le gouvernement français a finalement accepté que l'Office franco-allemand soit doté de l'autonomie des ressources et de la gestion, c'est parce que le gouvernement fédéral restait extrêmement ferme sur ce point, mais c'est aussi parce que cette autonomie ne pouvait qu'augmenter le prestige de l'Office et son efficacité. Par contre admettre une dilution du bilatéralisme aurait été faire une entorse

30) Texte du communiqué dans Le Monde, 20 juin 1963, p. 22.

31) Journal officiel, Sénat, 18e séance, 20 juin 1963, p. 1386.

32) Ces deux points litigieux - l'autonomie de l'Office et le bilatéralisme - devaient évidemment subsister de façon sous-jacente. En 1972-1973, du temps du président Pompidou et du chancelier Brandt, la France devait de nouveau suggérer que l'on change les structures de l'Office de telle façon qu'il ne serait plus dirigé par un Secrétaire général, mais par les directeurs des deux sections. Celles-ci auraient ainsi été soumises au contrôle direct de leurs gouvernements respectifs, ce qui aurait mis fin à l'autonomie de l'Office. A la même époque, l'Allemagne voyait avec un regret grandissant le cadre strictement bilatéral des échanges. (Voir : Klaus ARNSPERGER (corr. à Paris). "Jugendwerk in der Krise". Süddeutsche Zeitung, 18 janvier 1973, p. 8.) Aucun changement essentiel n'intervint cependant, chaque côté insistant sur ses principes. Simplement, lors du "sommet" de l'été de 1973, il fut décidé, pour des raisons d'économie, de réorganiser l'Office de manière à ce que les deux sections soient réunies dans un secrétariat général qui aurait son siège à Bonn, seul un bureau de liaison subsistant à Paris.

à un principe essentiel de la politique gaullienne, dont l'Office devait justement illustrer les vertus. Le Bundestag a néanmoins tenu à démontrer sa foi européenne et multilatérale par un vote que l'on peut considérer comme une sorte de pendant au "préambule" : le 20 février 1964, il devait se prononcer à l'unanimité en faveur d'un projet d'Office européen pour la jeunesse. Certes, cette résolution n'a pas été suivie d'effet, mais l'Office européen allait rester dans la discussion en permanence.

Les structures de l'Office

Examinons maintenant de plus près l'accord portant création de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse³³⁾ qui fut signé à Bonn, le 5 juillet 1963, par les deux ministres des Affaires étrangères en présence du général de Gaulle et du chancelier Adenauer et qui, en vertu de son article 20, entra en vigueur immédiatement. Le rôle de l'Office est décrit dans l'article 2 de l'accord :

"L'office a pour objet de resserrer les liens qui unissent les jeunes des deux pays, de renforcer leur compréhension mutuelle et, à cet effet, de provoquer, d'encourager et, le cas échéant, de réaliser des rencontres et des échanges de jeunes."

Les organisations de jeunesse avaient donc obtenu gain de cause : c'est un rôle d'orientation et d'animation plus que de réalisation qui est attribué à l'Office. Ce fait est encore souligné par l'article 5 de l'accord, qui prévoit qu'en règle générale, l'Office "intervient par voie de subvention". Il trouve une nouvelle expression dans les Directives de l'Office³⁴⁾ qui prévoient que "l'Office ne réalise qu'à titre exceptionnel des programmes et autres mesures en régie propre" (I, 6). Dans l'accord du 27 mai 1969 conclu entre le gouvernement fédéral et les Länder sur la mise en oeuvre du Traité

33) Texte intégral de l'accord en annexe : voir infra, p. 448-452.

Publication en France : Décret n° 63 791 du 31 juillet 1963, Journal officiel, n° 182, 4 août 1963, p. 7254.

Publication en République fédérale : Décret du 23 décembre 1963, Bundesgesetzblatt, Teil II, Jg. 1963, 31 décembre 1963, p. 1613-1617.

34) Voir supra, p. 313, note 25).

dans les domaines de la culture et de la jeunesse³⁵⁾, le gouvernement fédéral a dû de nouveau s'engager par écrit (article 15, alinéa 3) à encourager ce rôle passif de l'Office.

Ainsi qu'il avait été prévu par le Traité, l'Office fut doté d'un Conseil d'administration autonome et d'un fonds commun franco-allemand. Le Conseil est l'organe suprême de l'Office ; d'après l'article 6 de l'accord, il se compose de vingt membres, dix Français et dix Allemands, désignés par leur gouvernement respectif, qui nomme aussi leurs suppléants. Là aussi, les organisations de jeunesse ont pu enregistrer une victoire : sur les dix membres qui représentent chaque pays, quatre seulement sont choisis dans les administrations publiques, les six autres parmi les personnalités qualifiées et les dirigeants d'organisations de jeunesse. En Allemagne, il a en outre été convenu entre le gouvernement fédéral et les Länder par un arrangement oral, fixé ensuite par écrit dans l'accord du 27 mai 1969, que deux des quatre représentants des administrations publiques et leurs suppléants seraient désignés sur proposition des gouvernements des Länder, et que les Länder seraient consultés avant la nomination des six autres membres et de leurs suppléants. Le gouvernement fédéral n'a donc que deux représentants au Conseil.

Si les mandataires parvenant d'une administration publique - huit membres sur vingt - sont ainsi en minorité au Conseil, les gouvernements se sont cependant assuré certains atouts. C'est ainsi que, d'après l'article 6 de l'accord, tous les membres et leurs suppléants, désignés pour deux ans seulement, "peuvent être révoqués pour motifs graves, après avis du conseil d'administration, par le Gouvernement qui les a nommés". Comme les décisions sont prises à la majorité des trois quarts (article 10), les huit représentants des administrations publiques peuvent en outre constituer une minorité de blocage. Les stipulations sur le quorum, qui est des deux tiers des membres, excluent en plus toute possibilité de boycottage efficace de la part des douze autres membres : après un délai de 30 jours, le Conseil peut délibérer sans condition de quorum (article 10).

35) Voir supra, p. 305, note 7).

Il est évident que les révocations et les délibérations sans que le quorum soit atteint sont des procédés à utiliser in extremis.³⁶⁾

Reste que le Conseil ne peut pas imposer de décision sans l'accord des gouvernements.

Le Conseil a des compétences très larges. L'article 9 de l'accord lui attribue les "pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de la mission de l'office", et notamment celui d'arrêter le programme des activités et de voter le budget. Cependant, l'article 4 prévoit que "les crédits nécessaires aux activités de l'office sont versés au fonds chaque année à parts égales, après examen des propositions de budget préparées par le conseil d'administration". Les gouvernements ne peuvent-ils pas ainsi exiger une certaine orientation des dépenses ? H.-T. Adam, auteur d'un livre sur les institutions internationales spécialisées, estime que le Conseil possède néanmoins des pouvoirs discrétionnaires :

"Dès l'instant où il a arrêté le programme annuel des activités de l'Office, conformément à l'article 9, les moyens financiers nécessaires à son exécution sont devenus exigibles des Gouvernements et ceux-ci doivent, à parts égales, en verser le montant au fonds commun. Le seul pouvoir dont ils puissent se réclamer, une fois le programme arrêté, est celui d'examiner le coût prévu par le Conseil pour l'exécution. Seuls, les chiffres des dépenses du Conseil, c'est-à-dire les évaluations des frais, peuvent être contestés par les Gouvernements, qui sont habilités à les considérer comme de simples propositions. L'examen des Gouvernements ne porte donc que sur les estimations et point les dépenses dans leur principe. Le vote du Conseil produit donc un effet juridique, obligatoire."³⁷⁾

Si ce fait a un intérêt juridique certain, il n'en reste pas moins que les gouvernements, de par leur minorité de blocage, peuvent empêcher le vote d'un budget qui ne soit pas à leur convenance. Ils peuvent aussi diminuer les crédits en invoquant la nécessité de compressions budgétaires, ainsi qu'on l'a vu en 1969.

36) Pendant la période qui nous concerne, il n'y a eu qu'une seule révocation, ou plus exactement démission, de la part d'un membre suppléant allemand, M. Fritz ARLT, dont on apprend qu'il avait un passé nazi (décembre 1965).

37) H.-T. ADAM. Les organismes internationaux spécialisés. Contribution à la théorie générale des établissements publics internationaux. (Avec le concours du C.N.R.S.) 3 tomes. Paris : Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1965, tome I, p. 272-273.

D'après l'article 8 de l'accord, le Conseil d'administration siège "au moins une fois par semestre".³⁸⁾ Il avait donc besoin d'un organe d'exécution permanent et puissant ainsi que d'un service d'administration. L'article 11 de l'accord sur l'Office prévoit par conséquent le poste d'un Secrétaire général et d'un Secrétaire général adjoint, les deux de nationalité différente. L'article 13 prévoit la création de deux sections, l'une à Paris et l'autre à Bonn, dirigées chacune par un directeur. Ces quatre personnalités sont nommées pour une période de cinq ans par accord des deux gouvernements, après avis du Conseil (articles 11 et 13). En Allemagne, il fut en outre convenu, puis fixé dans l'accord du 27 mai 1969 (article 15, alinéa 2), que les Länder seraient aussi consultés auparavant.

Le Secrétaire général est le personnage central de l'Office et de sa personnalité dépend largement l'orientation des activités. Ses attributions sont énumérées dans l'article 12 de l'accord : il représente l'Office, prépare les sessions du Conseil et lui présente des rapports ainsi que le projet de budget. En plus, il "coordonne et contrôle l'action des directeurs des sections" et leur donne "toutes instructions générales utiles à l'exécution des décisions du conseil". En effet, l'existence de deux sections nationales, créées "afin de faciliter la tâche de l'office" (article 13), c'est-à-dire pour répondre à des besoins administratifs, exige évidemment un effort de coordination particulièrement efficace. Chaque directeur étant "responsable du fonctionnement de sa section" (article 14), même s'il est soumis aux "instructions générales" du Secrétaire général, on risque de voir les deux sections mener une vie indépendante - d'autant plus que le Secrétaire général ne peut avoir son siège qu'auprès d'une section en même temps. Nous verrons comment ces problèmes ont été résolus.

L'Office franco-allemand est un organisme international. D'après l'article 3 de l'accord, il a la personnalité juridique et "jouit

38) En fait, le Conseil a tenu en moyenne plus de trois réunions par an pendant la période qui nous concerne.

de l'autonomie de gestion et d'administration".³⁹⁾ Ce même article précise que certains paragraphes de la convention adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 21 novembre 1947 sur les immunités et privilèges des institutions spécialisées de l'O.N.U. s'appliquent aussi à l'Office. En vertu de cette convention, l'Office relève de l'ordre juridique international et est donc soustrait à l'emprise des juridictions internes. Pour combler le vide qui en résulte, la convention oblige les institutions qu'elle régit à prévoir des modes de règlements pour les différends en matière de contrat ou autres différends en droit privé dans lesquels elles seraient parties. L'Office devait remplir cette obligation par la constitution, en vertu de l'article 23 du Statut des agents de l'Office, d'une "commission de recours" composée de deux juges, l'un allemand, l'autre français. C'est devant cette commission que tous les litiges doivent être portés et non point devant un tribunal.⁴⁰⁾

L'Office franco-allemand pour la Jeunesse est donc devenu l'organisme véritablement autonome que ses inspirateurs avaient espéré voir naître. D'après H.-T. Adam, c'est même l'organisme international spécialisé "dont les privilèges et immunités semblent présenter le plus de dérogations au droit commun"⁴¹⁾. Le premier Secrétaire général de l'Office, M. François Altmayer, nous a exposé qu'à son avis, l'Office pourrait même théoriquement subsister si le Traité devait un jour être dénoncé.⁴²⁾ Un Office franco-québécois sera d'ailleurs créé à son instar en 1968.

39) H.-T. Adam note d'ailleurs que le fait d'avoir une seule personnalité juridique, et ce malgré l'existence de deux sections nationales, confère à l'organisme une "nationalité concurrente", préférable à la nationalité double. (H.-T. ADAM, Les organismes internationaux spécialisés, p. 119.)

40) Ce fait sera confirmé par un jugement d'incompétence rendu le 19 février 1968 par le tribunal d'instance du VIII^e arrondissement et confirmé en juin 1968 par la 21^e chambre de la cour d'appel de Paris, concernant une plainte de Mme Beate Klarsfeld contre l'Office pour rupture abusive. Par la même occasion, il était devenu patent que l'on avait commis une erreur en ne prévoyant pas de suppléants pour les deux juges constituant la "commission de recours", puisque Mme Klarsfeld avait refusé l'arbitrage de la commission en raison du passé nazi du juge allemand.

41) H.-T. ADAM, Les organismes internationaux spécialisés, p. 309.

42) Entretien avec M. François Altmayer, le 22 novembre 1968, à Paris.

Le fonctionnement des institutions

C'est surtout pendant la première année de fonctionnement, en 1964, que l'Office a suscité des critiques concernant ses structures. La création de deux sections nationales s'était imposée pour répondre aux besoins administratifs d'une coopération quotidienne avec les organisations de jeunesse de chaque pays. Les organisations françaises et allemandes avaient des habitudes et des méthodes de travail fort différentes, les unes opérant dans un pays centralisé et ne disposant guère d'expérience dans les échanges internationaux de jeunesse, les autres travaillant dans un pays aux structures fédérales compliquées mais ayant une longue expérience administrative grâce au "plan fédéral pour la jeunesse" qui leur accordait des subventions. Pour que les deux sections de l'Office soient géographiquement plus proches de leurs partenaires, il fut décidé de les établir à Paris et à Bonn, au lieu d'installer l'ensemble de l'organisation dans une ville frontalière, à Strasbourg par exemple.

C'est ainsi que l'Office pouvait apparaître comme étant composé de deux organismes nationaux menant chacun sa vie propre - et ce d'autant plus qu'au début, il n'était pas possible d'appliquer de la même façon des critères de soutien financier prévus par les Directives de l'Office⁴³⁾ à des organisations aussi différentes. On entendait aussi les critiques sur le manque de coordination entre les deux sections nationales d'un côté et de l'autre le Secrétariat général, responsable de "coordonner et contrôler" leurs actions. Les reproches d'un contrôle gouvernemental ne manquaient pas non plus, et ils venaient surtout du côté français où l'on trouvait que le Secrétaire général avait du mal à échapper à l'influence de la section allemande, auprès de laquelle il était installé pendant les cinq premières années.⁴⁴⁾ Tous ces problèmes de coordination,

43) Voir supra, p. 313, note 25).

44) Jacques Nobécourt parla même ouvertement de ce que M. Schröder, ministre fédéral des Affaires étrangères, "exerce un contrôle très attentif, par l'intermédiaire d'un des plus hauts fonctionnaires allemands, sur l'office" : J. NOBÉCOURT, Le Monde, 4 juillet 1964.

A partir de janvier 1969, le Secrétaire général, M. François Altmayer, de nationalité française, devait être remplacé par M. Albrecht Krause, jusque-là son adjoint. Le nouveau Secrétaire général, de nationalité allemande, prit son siège à Paris pour cinq ans.

d'intégration et d'indépendance politique ont cependant pu être résolus assez rapidement et les critiques ont cessé à partir de 1965.

En Allemagne, la distribution compliquée des compétences entre le gouvernement fédéral et les Länder posait des problèmes supplémentaires. Nous avons vu que les Länder, responsables par exemple de l'enseignement des langues et des échanges d'écopliers, avaient obtenu deux sièges au Conseil d'administration de l'Office. De ce fait, le gouvernement fédéral n'a plus que deux sièges à occuper, qui reviennent logiquement au directeur des affaires culturelles au Auswärtiges Amt et au directeur des affaires politiques au ministère de la famille et de la jeunesse. D'autres ministères compétents, comme celui de l'intérieur, responsable de toutes les questions de sport, ne peuvent donc plus être représentés. Le ministre de l'intérieur se trouve ainsi exclu d'un domaine pour lequel il est compétent, et il s'est d'ailleurs plaint à plusieurs reprises du refus du ministre français responsable, voire de l'Office, de prendre contact avec lui sur les questions d'échanges de sportifs. C'est aussi lui qui a demandé la constitution du "comité consultatif" prévu par l'article 16 de l'accord sur l'Office, en vertu duquel chaque gouvernement peut créer un tel comité auprès de la section intéressée pour qu'il donne "un avis sur la mise en pratique du programme adopté par l'office chaque fois que le directeur de la section l'estime nécessaire". Aucun des deux gouvernements n'a cependant constitué un tel comité.

Un autre problème qui se posait à l'Office est dû au strict bilatéralisme que l'Allemagne acceptait de mauvaise grâce. Nous avons déjà parlé des efforts déployés par le gouvernement fédéral au cours des négociations pour obtenir que les jeunes venant d'autres pays européens ne soient pas exclus des rencontres et échanges financés par l'Office. Bonn n'avait pas obtenu gain de cause et l'accord ne contient comme toute référence à son ouverture européenne qu'une allusion fort vague dans l'article 2 aux "principes de coopération et de compréhension qu'il convient de développer parmi les jeunes tant à l'égard des pays européens que des autres pays du monde libre". L'Allemagne insistait pourtant, et on reparla du problème du

bilatéralisme lors du "sommet" de février 1964. En avril 1964, le ministre fédéral de la famille et de la jeunesse, M. Heck, obtint de son interlocuteur français, M. Herzog, que le gouvernement français ne s'oppose pas à ce que, exceptionnellement, des jeunes venant d'autres pays européens puissent participer à des rencontres financées par l'Office, et donc profiter de ses subventions. Au début de l'année 1964, le Secrétaire général de l'Office, M. Altmayer était donc fort optimiste sur ce point et écrivait que la participation de représentants d'autres pays aux rencontres franco-allemandes était "très bienvenue" et qu'"il n'y aura donc pas de politique franco-allemande hermétiquement fermée" de l'Office.⁴⁵⁾ Cependant, de tels cas sont restés extrêmement rares et ne correspondront pas à une politique systématique de l'Office.

L'attachement de la France au bilatéralisme était tel qu'elle laissait même échapper une belle occasion d'exercer son influence politique. En effet, c'est dès la rencontre ministérielle de novembre 1965 que MM. Heck et Herzog avaient discuté l'idée d'une politique de jeunesse commune dans les pays africains francophones et dans les pays de l'Est, deux régions où l'influence et la popularité de la France étaient bien plus grandes que celles de la République fédérale. Au cours de deux réunions en juin et juillet 1967, lorsque l'Ostpolitik du nouveau gouvernement Kiesinger-Brandt avait déjà pris un premier essor, M. Heck s'entretint concrètement avec le ministre français de la jeunesse et des sports, M. Missoffe, de la possibilité de faire participer des jeunes des pays de l'Est à des rencontres franco-allemandes financées par l'Office. L'Allemagne souhaitait vivement une telle participation et comptait sur la France pour l'obtenir. Le projet a échoué parce que les Français y voyaient après tout une tentative allemande de "diluer" le bilatéralisme de

45) François ALTMAYER. "Das Deutsch-Französische Jugendwerk". Aussenpolitik, 15 (5), mai 1964, p. 302-303.

Dans un autre article, le même auteur écrivait qu'"on encouragera les programmes conçus dans un esprit européen et auxquels pourront prendre part des jeunes de pays tiers" : François ALTMAYER. "Pour l'année en cours". Documents (Cologne), 19 (2), mars-avril 1964, p. 32.

l'Office - et parce qu'ils voulaient enlever les moyens financiers nécessaires au budget de l'Office, donc diminuer d'autant ce budget, ce que le côté allemand n'admettait pas.

En ce qui concerne l'alternative au bilatéralisme, à savoir la création d'un Office européen pour la jeunesse, l'attitude des deux gouvernements a toujours été ambiguë. Au début de 1964, le vote unanime du Bundestag en faveur d'un tel organisme européen⁴⁶⁾ et la pression de l'opposition sociale-démocrate, qui avait pris l'initiative de ce vote, avaient obligé M. Heck à se prononcer pour une ouverture plus large de l'Office franco-allemand, sans pour autant admettre sa transformation ou sa dilution dans une organisation européenne. En mai 1966, c'est le Parlement européen qui votait une résolution en faveur d'un Office européen ; MM. Missoffe et Heck en discutaient pendant leurs deux réunions suivantes et firent savoir qu'ils approuvaient le principe d'un tel Office, mais que le temps n'était pas mûr et que pour l'instant, les échanges bilatéraux étaient la méthode à préférer. En juin 1968 enfin, lorsque les sociaux-démocrates partageaient le pouvoir à Bonn et que M. Brandt était ministre des Affaires étrangères, le côté allemand fit savoir à Paris l'intention du Auswärtiges Amt d'inviter les Etats membres du Conseil de l'Europe à une conférence qui devait examiner les possibilités de créer un Office européen pour la jeunesse. La réaction française était plus que réservée et l'on n'en a plus reparlé.

Il est d'ailleurs intéressant de signaler que ce n'est pas seulement le gouvernement français qui, pour des raisons politiques, s'opposa à l'abandon du bilatéralisme, mais que tous les responsables de l'Office semblaient le suivre sur ce point. Qu'il s'agisse de M. Gehring, directeur de la section allemande de l'Office, de M. Altmayer, Secrétaire général, ou de M. Heyer, l'Allemand responsable des services de presse et d'information du Secrétariat général, tous estimaient que les problèmes que posent les échanges bilatéraux de jeunes, qu'ils relèvent de la langue ou des structures des organisations participantes ou qu'ils concernent l'efficacité psychologique des rencontres, sont tels qu'on ne saurait les résoudre pour

46) Voir supra, p. 317.

l'instant dans un cadre multilatéral.⁴⁷⁾ Ajoutons qu'une entreprise de l'envergure de l'Office franco-allemand, qui exige, en principe, une contribution financière annuelle de 25 millions de francs de chaque gouvernement, ne serait guère possible avec tous les pays européens ; en 1969, la somme investie ainsi dans les échanges franco-allemands dépassait dans les deux pays, et de loin, celle dépensée pour les échanges de jeunes avec tous les autres pays du monde pris ensemble.

Les réalisations de l'Office

Nous devons et nous pouvons être très brefs sur les réalisations concrètes de l'Office, puisqu'il existe une documentation abondante sur ce sujet. A part un Service de presse qui paraît régulièrement dans les deux langues, le Secrétariat général de l'Office publie aussi une brochure d'une cinquantaine de pages, en français et en allemand, sur les structures et les activités de l'Office.⁴⁸⁾ En outre, il a publié deux rapports d'activité bilingues, l'un couvrant les cinq premières années de fonctionnement de l'Office, l'autre les dix premières années.⁴⁹⁾ Il existe aussi un grand nombre de brochures consacrées à tel ou tel échange ou activité spécialisé. Enfin, nous disposons, du petit livre clair et simple de celui qui était

47) Entretiens avec le Dr Gehring, le 23 novembre 1968, à Paris, et le 17 juillet 1969, à Bonn.

Voir surtout l'interview avec M. François Altmayer publiée en français et en allemand dans : Jeunesse au 2000, n° 74, novembre 1968, édition spéciale bilingue, p. 22-25.

Entretien avec le Dr Heyer, le 25 juin 1970, à Paris ; ainsi que : Georg Walther HEYER. Das deutsch-französische Jugendwerk. Ziele - Möglichkeiten - Erfahrungen. Freudenstadt : Lutzeyer, 1969, p. 16.

48) L'Office franco-allemand pour la Jeunesse. (Brochure publiée par le Secrétariat général de l'OFAJ.) 3ème édition. Paris, 1968. 48 p.

Das Deutsch-Französische Jugendwerk. (Hrsg. vom Deutsch-Französischen Jugendwerk, Generalsekretariat.) 3. Auflage. Bad Honnef, 1968. 52 p.

49) Tätigkeitsbericht/Rapport d'activité 1963-1968. Publié par le Secrétariat général de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse. Bonn, novembre 1968. 148 p.

Rapport d'activité/Tätigkeitsbericht 1963-1973. Publié par l'Office franco-allemand pour la Jeunesse. Bonn/Paris, 1973, 117 p.

le premier chef des services de presse et d'information du Secrétariat général, M. Heyer. Ce livre donne une bonne impression d'ensemble des problèmes et des réalisations de l'Office pendant la période qui nous concerne.⁵⁰⁾

La tâche principale de l'Office, nous l'avons vu, est de "provoquer et d'encourager" des échanges de jeunes, c'est-à-dire d'accorder des subventions à des organisations qui les emploient de façon efficace. La plus grande partie de ses crédits d'activité est donc consacrée à financer ou subventionner des activités d'une très grande diversité.⁵¹⁾ Les Directives de l'Office⁵²⁾ fixent un certain nombre de critères auxquels doivent répondre les activités bénéficiant de l'aide financière de l'Office. Elles doivent "aboutir à créer des liens durables", "avoir un caractère éducatif" et fournir l'occasion de se familiariser avec les conditions de vie de l'autre peuple ainsi qu'avec sa langue ; les méthodes de travail et le nombre des participants "doivent être adaptés aux buts pédagogiques de ces activités" (I, 3). En outre, "les manifestations réunissant un très grand nombre de participants ne peuvent être subventionnées qu'à titre exceptionnel" (I,4). Enfin, les participants à ces activités "doivent recevoir une préparation éducative adéquate qui devrait notamment comprendre l'acquisition d'un minimum de connaissances de la langue française ou allemande" (I, 7).

Un domaine à part où l'Office a pu enregistrer des progrès certains est celui de la promotion linguistique extra-scolaire. Un minimum de

50) Georg Walther HEYER, Das deutsch-französische Jugendwerk, 90 p.

51) En 1968, les crédits d'activité se répartissaient comme suit :

- 33,55 % Rencontres et échanges de groupes de jeunes ;
- 10,72 % Rencontres et échanges de jeunes travailleurs ;
- 13,39 % Rencontres et échanges de jeunes sportifs ;
- 13,04 % Rencontres et échanges scolaires et universitaires ;
- 9,09 % Séjours d'études et stages ;
- 7,11 % Promotion linguistique extra-scolaire ;
- 4,29 % Colonies de vacances, échanges de famille à famille ;
- 4,04 % Rencontres et échanges dans le cadre des jumelages de communes ou de régions.

De 1963 à 1968, le budget de l'Office était de 50 millions de francs, en 1969 de 45 millions de francs. Moins de 10 % de ce budget étaient des crédits de fonctionnement.

(Chiffres d'après : La coopération franco-allemande 1963-1969, p. 52.)

52) Voir supra, p. 313, note 25).

connaissances de la langue du partenaire est évidemment indispensable pour le succès d'une rencontre internationale ; or, ce minimum est souvent inexistant et difficile à acquérir. En 1963, vingt Instituts français et quelques 1.300 "universités populaires" dispensaient en Allemagne des cours de français à 50 000 inscrits ; en France, 3 800 personnes seulement suivaient à la même époque des cours d'allemand dans quelques 25 institutions publiques non commerciales ainsi qu'aux rares Instituts Goethe.⁵³⁾ Il s'agissait donc pour l'Office franco-allemand d'une part de créer des institutions extra-scolaires qui se consacrent à la diffusion des deux langues, et ce surtout en France ; la création de telles institutions est expressément prévue dans l'article 2 de l'accord sur l'Office. Mais il s'agissait aussi de former les professeurs nécessaires et de faire faire des recherches méthodologiques, didactiques et linguistiques pour développer un matériel d'enseignement qui manquait totalement pour l'allemand, alors que le Centre de recherche et d'étude pour la diffusion du français (C.R.E.D.I.F.) avait déjà réalisé un travail important dans ce domaine pour la langue française. Une fois ces tâches accomplies ou du moins bien mises en marche, l'Office pouvait, à partir de 1967, consacrer la plus grande partie des crédits réservés à la promotion linguistique à financer des cours de langue et à accorder des bourses individuelles.

Un autre domaine où l'Office a pu réaliser un travail fort intéressant est celui des échanges de jeunes travailleurs, expressément prévus par le Traité lui-même. Nous avons vu que l'accord portant création de l'Office prévoit aussi, dans l'article 2, que celui-ci peut, le cas échéant, réaliser des programmes en régie propre. Les Directives de l'Office précisent cependant que ce ne sera fait "qu'à titre exceptionnel", et notamment "dans la mesure où une telle initiative serait nécessaire pour assurer la participation de jeunes qui ne pourraient y prendre part autrement" (I, 6). C'est bien le cas des jeunes travailleurs. Dans ce domaine, l'Office a réalisé un programme fort remarqué et qui ne connaît pas d'équivalent sur le plan international. Il s'agit de stages professionnels de longue

53) Chiffres d'après Georg Walther HEYER, Das deutsch-französische Jugendwerk, p. 73.

durée pour de jeunes travailleurs ayant une formation professionnelle achevée et déjà quelques expériences professionnelles. Ils reçoivent une préparation linguistique pendant deux mois et sont envoyés au pays voisin pour y exercer leur profession pendant un an sous les auspices de l'Office, qui leur garantit un salaire minimum et les encadre d'une manière générale. Jusqu'à la fin de 1968, 1 600 jeunes Français et Allemands avaient participé à ce programme, qui seront dans l'avenir autant de "multiplicateurs" pour la cause franco-allemande dans un entourage où la connaissance pratique d'un autre pays et de sa langue est rare.

Les Directives de l'Office prévoient aussi que l'Office réalise des programmes en régie propre d'une part lorsque ceux-ci se situent "au niveau national", d'autre part lorsqu'ils "dépasseraient les secteurs d'activité couverts isolément par chacun des divers organismes aidés par l'Office" (I, 6). La première de ces deux possibilités est utilisée dans le cas des programmes "Connaissance de la France"/"Wir entdecken Deutschland". Ayant constaté que "Connaissance de la France" offrait des possibilités particulièrement prometteuses aux jeunes étrangers pour découvrir le pays et ses habitants, on institua des cours spéciaux franco-allemands (de 25 à 30 par an depuis 1964) et on développa un programme parallèle en Allemagne (environ 50 cours par an depuis 1965). La deuxième possibilité s'applique au domaine sportif, qui se prête particulièrement aux échanges internationaux. L'Office organise des cours qui se basent sur la conception française des sports de plein air, conception qui ne connaît pas la compétition et qui n'était guère connu en Allemagne jusque-là. Les cours de l'Office comprennent, outre les activités sportives, des programmes culturels et des cours de langue.

Pendant la période qui nous concerne, l'Office franco-allemand a subventionné chaque année de 7 000 à 8 000 programmes, auxquels 300 à 350 000 jeunes Français et Allemands ont participé. En tout, 1,8 millions de jeunes ont ainsi profité des subventions de l'Office au cours des six premières années de fonctionnement (1964-1969), et beaucoup d'entre eux n'auraient certainement jamais fait connaissance avec le pays voisin sans ce stimulant. Reste à savoir dans quelle mesure ces jeunes ont réellement pu se faire une opinion plus correcte, plus

réaliste - sinon plus positive de leurs voisins. Dès l'automne 1963, l'Office avait fait faire une enquête par l'institut EMNID en Allemagne et par l'I.F.O.P. en France ; ces sondages avaient montré que l'image que les jeunes Français et Allemands avaient du pays voisin n'était guère différente de celle de leurs parents et qu'en particulier, les voyages de vacances n'avaient eu que très rarement une influence sur la conception des intéressés.⁵⁴⁾

Alors que l'accord sur l'Office prévoit expressément, dans son article 2, des "enquêtes et recherches scientifiques dans le domaine de la jeunesse", l'Office s'est longtemps limité à ce genre de sondages d'opinion dont il est difficile de tirer des conclusions pour le travail pratique. Ce n'est qu'en été 1966 qu'une étude empirique fut réalisée à la demande de l'Office dans une quinzaine de camps de vacances franco-allemands par M. Yvon Bourdet, attaché de recherches agrégé au C.N.R.S., chargé de cours à la Sorbonne. Cette étude constatait l'existence d'un grand nombre de préjugés, de clichés et de stéréotypes parmi les jeunes des deux pays. Rappelant qu'un préjugé signifie non seulement une fausse information, mais surtout l'incapacité de voir en toute expérience nouvelle autre chose qu'une confirmation de ce préjugé, l'auteur insinue le danger de voir des rencontres franco-allemandes non pas éliminer, mais confirmer et approfondir les préjugés nationaux. Il met donc tous les concernés en garde contre l'idée qu'il suffirait d'augmenter le nombre de rencontres pour parvenir à une entente, proposant notamment de mettre celles-ci non pas entre les mains des organisations traditionnelles qui veillent avec jalousie sur le maintien de leurs structures et ne cherchent qu'à maintenir la cohésion de leurs groupes, mais d'organisations qui n'auraient pas d'autre but qu'une telle rencontre. Inutile de dire que les résultats de cette étude furent plutôt mal reçus aussi bien par l'Office que par les organisations de jeunesse.⁵⁵⁾

54) Résultats publiés dans : Zum Deutsch-Französischen Jugendwerk. September 1963. Spezialerhebung. Durchgeführt vom Institut für Meinungsforschung und Sozialforschung der EMNID, Bielefeld. 2 Bände : 1. Kommentar ; 2. Tabellenteil der deutschen Erhebung. Bielefeld, 1963. 42 p. et 129 p.

55) Yvon BOURDET. Préjugés français et préjugés allemands. Publié par le Secrétariat général de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse. Bonn, 1967, 84 p. plus 42 p. d'annexe plus 11 feuilles détachées. Traduit en allemand et également publié par le Secrétariat général

L'Office n'a évidemment pas la possibilité de décharger les organisations de jeunesse de leurs responsabilités, et l'on choisit donc d'ignorer pour le travail pratique l'étude de toute façon non représentative de M. Bourdet. On aurait pu cependant faire appel plus souvent aux psychologues et pédagogues pour préparer et exploiter systématiquement tous les différents types de rencontres dont l'effet psychologique paraissait si limité. C'est ce que suggère l'auteur d'un article paru en été 1967, qui critique aussi le fait qu'on n'ait pas suffisamment tenu compte des résultats des rares études effectuées à la demande de l'Office et qu'une enquête sur les cours de vacances de Cap d'Ail n'ait même pas été admise à la publication. Il propose de dépenser d'abord des sommes beaucoup plus importantes pour des recherches fondamentales qui seules permettront de tirer tout le profit souhaitable des sommes dépensées pour le financement des rencontres.⁵⁶⁾

Malgré l'importance primordiale du problème, il a fallu attendre les résultats d'une enquête représentative effectuée en automne 1968 avec des questions-test de M. Bourdet par l'institut EMNID en Allemagne et par l'I.F.O.P. en France pour que l'Office décide enfin de mettre l'accent de façon déterminée sur l'aspect pédagogique et psychologique des échanges.⁵⁷⁾ Pour la période qui nous concerne, on peut donc dire que certaines erreurs ont été commises et que les échanges et rencontres financés par l'Office n'ont sans doute pas toujours eu le résultat escompté. De telles difficultés initiales étaient cependant presque inévitables pour une entreprise aussi vaste, et on s'accorde généralement pour dire que l'Office a été non seulement le résultat le plus concret de Traité, mais aussi une entreprise fort intéressante dans une perspective européenne et qui a réalisé un travail de pionnier dans plusieurs domaines.

de l'Office sous le titre : Französische Vorurteile und deutsche Vorurteile.

56) Otto WILFERT. "Harmonie allein genügt nicht : Das Deutsch-Französische Jugendwerk". Frankfurter Hefte, 22 (7), juillet 1967, p. 453-456.

57) Ergebnisse der Tests von M. Yvon Bourdet/Résultats des tests de M. Yvon Bourdet. Publication bilingue de l'Institut EMNID, n° M/12016/B. Bielefeld, 1968. VI + 72 p.

3° La recherche scientifique

Dans le chapitre "Education et jeunesse" du Traité figure aussi l'article suivant :

"Les organismes de recherches et les instituts scientifiques développeront leurs contacts en commençant par une information réciproque plus poussée ; des programmes de recherches concertées seront établis dans les disciplines où cela se révélera possible." (II C, 1c.)

L'idée d'une coopération franco-allemande en matière de recherche scientifique avait été lancée par l'Allemagne dans son mémorandum du 8 novembre 1962.⁵⁸⁾ Si la formule du Traité concernant la procédure est prudente, puisqu'elle n'oblige les contractants à rien, l'objectif fixé est ambitieux : l'établissement de "programmes de recherches concertées". Le Traité ne prévoit pas de rencontres ministérielles dans ce domaine ; l'Allemagne venait d'ailleurs seulement de se doter d'un ministre fédéral de la recherche scientifique, en décembre 1962. Pendant plusieurs années, pratiquement rien ne se passait, la coopération sur le plan de la recherche scientifique était pour ainsi dire inexistante.

Cependant, dès le début de 1966, l'année du retrait français de l'O.T.A.N. et du rapprochement franco-soviétique plus poussé, le général de Gaulle montra un intérêt accru pour la coopération franco-allemande dans ce domaine. Lors du "sommet" de février 1966, il fut décidé que les ministres de la recherche scientifique des deux pays se rencontreraient à l'avenir tous les trois mois.⁵⁹⁾

Le général semblait caresser l'espoir de voir la France et l'Allemagne réaliser en commun des programmes de recherche notamment dans le domaine de l'armement et dans les secteurs de pointe de l'industrie.⁶⁰⁾ En janvier 1967, à l'occasion de la première rencontre "au sommet" avec le nouveau gouvernement Kiesinger-Brandt,

58) Voir supra, p. 80.

59) Ils s'étaient déjà rencontrés deux fois en 1963, mais n'avaient plus eu de réunions bilatérales en 1964 et 1965. Ils devaient se voir quatre fois en 1966 et 1967 et même six fois en 1968.

60) Voir supra, p. 242-243.

on décida la création d'une commission franco-allemande pour la promotion technologique, qui devait aussi éventuellement proposer des études et des conclusions aux autres pays membres de la C.E.E.⁶¹⁾ Lors du "sommet" de juillet 1967, il en était de nouveau question, mais cette commission tant discutée n'a jamais été créée.⁶²⁾

La coopération dans le domaine de la recherche scientifique n'a donc pris son véritable départ qu'en 1966. Par conséquent, les deux grands projets communs sur lesquels elle fonde sa réputation, le réacteur à haut flux à Grenoble et le satellite de télécommunications "Symphonie", étaient évidemment inachevés en 1969. Nous'en examinerons donc surtout les phases initiales.

En septembre 1964, à l'occasion de la troisième conférence internationale de l'énergie atomique qui se tint à Genève, les ministres français et allemand de la recherche scientifique, MM. Palewski et Lenz, s'entretinrent pour la première fois concrètement du projet de la construction en commun d'un réacteur à haut flux de neutrons à Grenoble ; ils reprenaient ainsi un projet qui n'avait pu être réalisé par l'Euratom ni par l'O.C.D.E. Sa mise au point demanda cependant de longues négociations, et ce n'est que le 19 janvier 1967 que leurs successeurs, MM. Peyrefitte et Stoltenberg, purent enfin signer l'accord sur la construction, l'installation et l'exploitation du réacteur et sur la création de l'Institut franco-allemand "Max von Laue - Paul Langevin", chargé de le gérer. Ce projet, unique en Europe, était conçu pour les besoins des recherches dans les domaines de la physique nucléaire et de la physique des solides. En 1967, son coût fut évalué à 160 millions de francs et sa mise en fonction prévue d'abord pour 1970, puis pour 1971. Il devait en effet commencer à fonctionner le 31 août 1971, mais les frais auront été bien plus élevés.⁶³⁾ Si on a parfois reproché aux deux pays d'avoir porté un

61) Voir les déclarations de M. Yvon Bourges, secrétaire d'Etat à l'information, à l'issue du conseil des ministres du 18 janvier 1967 : Le Monde, 19 janvier 1967, p. 22. - Voir aussi supra, p. 263.

62) Voir La coopération franco-allemande 1963-1969, p. 70, ainsi que : Pierre-Olivier LAPIE et Carlo SCHMID, La coopération franco-allemande p. 16.

63) D'après un renseignement obtenu au ministère fédéral de la recherche

nouveau coup à la coopération nucléaire multilatérale au sein de l'Euratom, la France et l'Allemagne ont souligné que l'Institut de recherches ainsi créé était aussi ouvert aux autres pays européens.⁶⁴⁾

C'est également en 1967 que le second projet important vit le jour. Le 6 juin 1967, M. Stoltenberg et son nouvel homologue français, M. Maurice Schumann, signèrent un accord sur la construction, le lancement et l'exploitation d'un satellite expérimental de télécommunications, baptisé "Symphonie". Il devait être mis en orbite par la fusée "Europe II", construite par le C.E.C.L.E.S.-E.L.D.O. avec la participation de six pays européens. "Symphonie" était le produit d'une fusion entre deux projets nationaux, le satellite stationnaire de communication français "Saros II", et le satellite de télévision allemand "Olympia". Par conséquent, il combinait les caractéristiques et les missions des deux : il devait diffuser des émissions de radio et de télévision, et notamment les Jeux Olympiques de Munich de 1972, et assurer des communications téléphoniques et télégraphiques ainsi que la transmission de données, à la fois en Europe et entre l'Europe, l'Afrique et le nord de l'Amérique latine.

Comme dans le cas du réacteur à haut flux de Grenoble, "Symphonie" avait d'abord été un projet européen, et les autres pays restaient d'ailleurs invités à y participer. Il s'agissait de la première tentative européenne d'exploiter économiquement l'espace, donc de rompre le monopole américain dans ce domaine. D'où l'intérêt du général de Gaulle. Le problème était cependant la fusée porteuse, que les Etats-Unis se refusaient de fournir dès qu'un satellite ne servait pas exclusivement à des buts de recherche. Or, la fusée "Europe II" qui devait lancer le satellite franco-allemand allait échouer après maintes tentatives, et le programme de l'E.L.D.O. sera arrêté tout à fait en avril 1973. Après de longues négociations avec la N.A.S.A.,

et de la technologie, les frais d'installation jusqu'au 31 août 1971 se sont élevés à 210 millions de marks.

Les frais de fonctionnement annuels sont supportés pour 51 % par la France et pour 49 % par la République fédérale.

64) Voir la déclaration de M. Peyrefitte après la signature de l'accord du 19 janvier 1967 : Dominique VERGUESE, Le Monde, 21 janvier 1967, p. 10.

Voir aussi : La coopération franco-allemande 1963-1969, p. 72.

celle-ci acceptait de mettre en orbite le satellite "Symphonie" avec une fusée Thor Delta, à Cap Canaveral, le 19 décembre 1974. Il fut cependant bien précisé dans les contrats avec la N.A.S.A. que "Symphonie" ne devait pas servir à des buts commerciaux, mais serait un satellite de télécommunications purement expérimental, comme cela avait d'ailleurs été prévu dès le début.⁶⁵⁾

Sur le plan de l'énergie atomique, considéré comme le domaine de prédilection de la coopération scientifique entre la France et l'Allemagne, plusieurs autres projets ont été envisagés, mais aucun n'a été réalisé pendant la période qui nous concerne: La République fédérale, qui ne construisait pas de réacteurs et de centrales nucléaires, était de ce fait un marché fort attractif pour les pays exportateurs. Une firme américaine l'ayant emporté, en 1962, pour la construction de la première centrale nucléaire en Allemagne, l'industrie française comptait bien se manifester dans l'avenir. Dès septembre 1963, le Commissariat français à l'Energie atomique (C.E.A.) concluait, avec la firme allemande Siemens, un accord-cadre par lequel Siemens soulignait son intérêt pour les réacteurs français à uranium naturel, graphite et gaz carbonique, ainsi que ceux à eau lourde. Cet accord donnait une nouvelle consistance au projet de construction d'une puissante centrale nucléaire franco-allemande sur le Rhin, mais ce plan ambitieux, qui ne pouvait être réalisé qu'entre Electricité de France et un producteur d'électricité privé allemand, échoua malgré l'attitude favorable du gouvernement fédéral. En juillet 1966, c'est sur une base tripartite qu'un protocole de collaboration sur les réacteurs modérés à eau lourde fut signé entre le C.E.A. Siemens et la société suisse Sulzer. Sur ce plan, les espoirs nourris en France étaient donc déçus. Deux autres projets dans le domaine de l'énergie atomique n'ont pas eu non plus de succès : le plan, envisagé dès 1963, de construire en commun une usine pour le traitement du plutonium, et le projet datant de l'automne 1967, d'un accélérateur (synchrotron à protons) franco-allemand qui devait être construit à Stuttgart. Par contre, il convient de signaler, dans le domaine de l'espace, la signature d'un accord, le 18 février 1969, sur la

65) Voir Heinz MICHAELS. "Symphonie unter den Sternen". Die Zeit, 30 (2), 3 janvier 1975, p. 33.

construction et le lancement du satellite scientifique "Dial", auquel l'E.L.D.O. avait également dû renoncer pour des raisons d'économie.

Compte tenu du retard qu'avait pris la coopération dans le domaine de la recherche scientifique, elle apparut, en 1969, comme fort prometteuse. Il y avait eu quelques contacts et échanges entre les organismes de recherche des deux pays, ainsi que le propose le Traité, et les deux grands projets de recherche étaient bien mis en route et justifiaient tous les espoirs. On savait déjà que le réacteur à haut flux de neutrons de Grenoble serait, une fois mis en fonction, le plus perfectionné du monde⁶⁶⁾, et le satellite expérimental "Symphonie" promettait également de présenter quelques innovations techniques que même les Américains n'avaient pas encore appliquées⁶⁷⁾. D'autre part, on ne se doutait pas encore des déboires que connaîtrait la fusée "Europe II" et qui devaient rendre vaine l'ambition de lancer "Symphonie" sans l'aide américaine. Bien sûr, on pouvait regretter que ces projets n'aient pu être réalisés dans le cadre des organisations multilatérales qui les avaient à l'origine conçus. Cependant, on ne pouvait guère reprocher à la France et à l'Allemagne d'avoir empêché ou refusé la coopération sur le plan européen. Elles ont plutôt "sauvé" ces projets, comme elles devaient d'ailleurs aussi le faire pour l'"airbus européen", lorsque la Grande-Bretagne s'en retira en 1969.⁶⁸⁾ La coopération dans le domaine de la recherche scientifique a donc connu un certain succès pendant la période qui nous concerne.

66) Voir Pierre-Olivier LAPIE et Carlo SCHMID, La coopération franco-allemande, p. 54.

67) Voir Heinz MICHAELS. "Symphonie unter den Sternen". Die Zeit, 30 (2), 3 janvier 1975, p. 33.

68) Cette décision fut prise lors du "sommet" de mars 1969 (voir supra, p. 299), lorsque la Grande-Bretagne avait déjà fait comprendre qu'elle pourrait abandonner le projet trilatéral pour construire son propre moyen-courrier à grande capacité. Elle le fit effectivement, et un accord entre Paris et Bonn fut signé en juin 1969. L'"airbus" franco-allemand vole depuis janvier 1974, mais il est très loin d'être rentable.

4° Information

Le programme du Traité prévoit :

"La collaboration, déjà établie dans le domaine de l'information, sera poursuivie et développée entre les services intéressés à Paris et à Bonn et entre les missions dans les pays tiers."
(II A, 2.)

La coopération dans ce domaine n'était donc pas une innovation, puisqu'elle avait été établie quelques années auparavant entre la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, et continuait d'ailleurs d'être poursuivie notamment entre les trois derniers pays. L'aspect nouveau était la collaboration proposée entre les missions diplomatiques de la France et de l'Allemagne dans les pays tiers.

La coopération en matière d'information devait avoir lieu "entre les services intéressés à Paris et à Bonn". Cette formule s'explique par le fait qu'en France, c'est le Quai d'Orsay et non pas le ministère de l'information qui est compétent pour la coopération avec l'étranger sur le plan de l'information ; l'article cité ci-dessus figure d'ailleurs au chapitre des Affaires étrangères du Traité. En Allemagne, d'autre part, il n'existe pas de ministre fédéral de l'information. Pour éviter les réminiscences historiques d'un puissant ministre de la propagande et pour respecter la structure fédérale, Bonn ne s'est doté que d'un "Chef de l'Office de presse et d'information du Gouvernement fédéral". Celui-ci porte le titre de secrétaire d'Etat, titre qui correspond en Allemagne à un rang de haut fonctionnaire et non pas d'homme politique. S'il participe aux réunions du cabinet, c'est en tant que porte-parole du gouvernement et non pas en tant que secrétaire d'Etat. Sa position est donc ambivalente, puisqu'il remplit quand même les fonctions d'un ministre ; il n'a pas de correspondant exact en France.

La forme qui s'imposait pour les réunions "entre les services intéressés" était celle de rencontres entre hauts fonctionnaires : du côté allemand, le Chef de l'Office de presse et d'information du Gouvernement fédéral, à l'époque le secrétaire d'Etat von Hase, et des représentants du Auswärtiges Amt ; du côté français, le directeur des services de presse et d'information au Quai d'Orsay et des représentants

du ministère de l'information. Cependant, même si le secrétaire d'Etat allemand n'était officiellement qu'un haut fonctionnaire, le poids de la représentation de la République fédérale aurait de cette façon été un peu trop fort. Ce fait ainsi que l'intérêt tout particulier que le ministre français de l'information de l'époque, M. Alain Peyrefitte, portait à l'Allemagne, ont fait que l'on a instauré des réunions entre le ministre français et le secrétaire d'Etat allemand dès après la signature du Traité, habitude gardée pendant toute la période qui nous concerne. Du côté français, le personnage décisif de ces réunions reste cependant le chef des services de presse du Quai d'Orsay, qui y participe d'office. Le rythme des réunions a été assez irrégulier ; il y en a eu en moyenne trois par an.⁶⁹⁾

Au cours de ces consultations régulières, on traita non seulement les problèmes techniques de la coopération, mais on fit surtout chaque fois un "tour d'horizon" des développements politiques et économiques dans les deux pays sous l'angle de l'information. Chacun exposa la situation chez lui, expliqua les décisions de son gouvernement et les réactions de l'opinion publique⁷⁰⁾, et informa son partenaire des visites effectuées ou reçues par son gouvernement. Le but de ces échanges était surtout d'améliorer la compréhension pour la politique du pays voisin dans les milieux politiques et au sein du gouvernement de l'autre pays. Il s'agissait là d'un but utile et nécessaire.

* * *

L'objectif principal de toute coopération dans le domaine de l'information devait être d'offrir une meilleure information de son propre pays au pays voisin et de rendre ainsi plus juste l'image que se faisait chaque peuple de l'autre. Sur ce plan, la République fédérale

69) Trois en 1963, cinq en 1964, quatre en 1965, trois en 1966 et en 1967, deux en 1968.

70) Pratiquement à chaque rencontre, le ministre français et le secrétaire d'Etat allemand ont échangé les résultats de sondages d'opinion qui concernaient directement ou indirectement le pays partenaire ou les rapports franco-allemands. Ces sondages sont très souvent effectués à la demande des gouvernements et leurs résultats ne sont habituellement pas publiés.

était particulièrement désavantagée : la presse française et l'O.R.T.F. entretenaient beaucoup moins de correspondants en Allemagne et consacraient beaucoup moins d'articles et d'émissions aux réalités allemandes que ne le faisaient la presse, la radio et la télévision allemandes à la France. Bien sûr, ceci était partiellement dû au plus grand intérêt que suscitait la France en tant que nation et puissance politique, et l'on peut ajouter que la quantité et la diversité des moyens en Allemagne n'étaient pas toujours complétées par une diversité égale dans les appréciations politiques portées sur la France, notamment en ce qui concerne la presse écrite. Il n'en reste pas moins que l'opinion française était nettement moins bien informée sur l'Allemagne que ne l'était l'opinion allemande sur la France.

Après six ans de Traité, cette situation n'avait pas sensiblement changé. Le fait est que les gouvernements n'ont guère d'influence sur la presse écrite et que le ministre français de l'information pouvait tout au plus suggérer à l'O.R.T.F. de faire une place plus importante à la République fédérale dans les émissions d'information, et notamment dans le cadre des magazines télévisés. C'est donc par des échanges de programmes et par des coproductions que l'on essaya d'augmenter le nombre d'émissions radiodiffusées et télévisées sur le pays voisin. Il est vrai que les échanges de programmes devenaient plus nombreux, mais ils allaient surtout dans un sens. En 1966, l'O.R.T.F. fournissait à la seule Allemagne 70 % de l'ensemble de ses prestations à l'étranger en matière de télévision et 37 % pour la radiodiffusion.⁷¹⁾ Les auditeurs et téléspectateurs français recevaient cependant beaucoup moins d'émissions allemandes ; aucun chiffre officiel n'était donné.⁷²⁾ Pour ce qui est des coproductions, leur nombre était encore fort réduit entre 1963 et 1969. Les stations de radio des deux pays diffusèrent un certain nombre de duplex, de "face à face", de tribunes et de "tables rondes" enregistrés dans les deux langues et dont les sujets touchaient aux relations entre la France et l'Allemagne.

71) Chiffres d'après P.-J. FRANCESCHINI. "Une coopération irréversible". Le Monde, 21-22 janvier 1968.

72) La brochure franco-allemande indique aussi le chiffre de 70 % pour les échanges de la télévision (sans préciser l'année), mais ne parle pas des prestations pour la radiodiffusion et passe sous silence les échanges de programmes dans le sens Allemagne-France. Voir : La coopération franco-allemande 1963-1969, p. 32.

A la télévision, il y eut quelques coproductions dans le domaine culturel et sur le plan des émissions de "divertissement". Il n'y eut cependant que deux exemples de quelque importance de la coopération dans ce domaine. D'une part, l'émission "1914-1918" fut diffusée à la télévision des deux pays en septembre 1964, à l'occasion du cinquantième anniversaire du début de la première guerre mondiale cette coproduction avait d'ailleurs été conçue avant la signature du Traité.⁷³⁾ D'autre part, le Südwestfunk, la radio de Baden-Baden, devait organiser en novembre 1967 une "semaine française". A celle-ci correspondait une sorte de "journée du Bade-Wurtemberg" pour laquelle, le 8 novembre 1967, France-Inter envoya toute une équipe à Baden-Baden.

La coopération dans le cadre du Traité n'a donc pas permis d'améliorer sensiblement le niveau d'information de l'opinion publique de chaque pays sur l'autre, objectif qui n'est d'ailleurs pas explicitement inscrit dans le Traité. Qu'a-t-elle bien atteint ? La brochure officielle des deux gouvernements mentionne les perspectives importantes qu'ouvre pour la coopération en matière d'information le satellite de télécommunications "Symphonie". Elle signale même le domaine de la télévision en couleurs, où l'échec de la coopération franco-allemande a pourtant été complet, puisque les deux pays n'étaient pas parvenus à se mettre d'accord sur un compromis entre le système allemand P.A.L. et le système français S.E.C.A.M.⁷⁴⁾ Il est vrai qu'ils avaient "réussi à développer des techniques qui permettent la conversion des deux systèmes et la réception des émissions du voisin"⁷⁵⁾. Dans le domaine de l'informatique, plusieurs rencontres ont eu lieu à divers niveaux à partir de 1967 sur les possibilités d'appliquer l'informatique à la documentation politique. Le sujet fut aussi abordé au niveau ministériel en juin 1967 et en novembre 1968, mais aucun résultat concret n'avait encore été atteint en 1969.

Pour ce qui est de la coopération explicitement prévue par le Traité entre les missions diplomatiques françaises et allemandes dans les

73) Voir une lettre à l'éditeur de M. Ernst Weisenfeld, représentant de la première chaîne de la télévision allemande à Paris : Le Monde, 6 octobre 1964, p. 16.

74) Voir aussi supra, p. 222.

75) La coopération franco-allemande 1963-1969, p. 38.

pays tiers, les résultats ont également été fort maigres. Il devait s'agir d'une politique d'information concertée à l'égard des autres pays ainsi que d'une assistance technique mutuelle par laquelle on mettrait à la disposition du partenaire des installations techniques dans les pays tiers. L'optimisme qui avait suivi la première circulaire envoyée en 1963 à toutes les missions diplomatiques des deux pays avait cependant vite cédé la place au réalisme. On ne pouvait en effet espérer mener une politique d'information commune dans les missions diplomatiques là où il n'y avait pas de politique étrangère commune. La coopération dans ce domaine n'a donc jamais dépassé les premiers rudiments.

Pour terminer ce chapitre, signalons encore l'un des résultats les plus concrets de la coopération en matière d'information : la publication conjointe, par le secrétaire d'Etat à l'information, M. Léo Hamon, et le Chef de l'Office de presse et d'information du Gouvernement fédéral, le secrétaire d'Etat Conrad Ahlers, d'une brochure bilingue que nous avons déjà citée à maintes reprises sous le titre de La coopération franco-allemande 1963-1969.⁷⁶⁾ Cette publication n'est pas allée sans complications ni malentendus. Elle avait été envisagée lors de la réunion entre les secrétaires d'Etat français et allemand, MM. Bourges et von Hase, en février 1966, et décidée au cours des deux rencontres suivantes en mai et en septembre 1966. Il devait s'agir d'un petit livre sur les résultats de la coopération entre les deux pays qui devait être prêt pour le cinquième anniversaire du Traité, le 22 janvier 1968. En février 1967, MM. Bourges et von Hase décidèrent de charger un collaborateur du Monde, M. P.-J. Franceschini, de la rédaction d'un texte sur la base de deux projets français et allemand. Cependant, les deux conceptions semblent avoir été trop éloignées l'une de l'autre pour pouvoir être unies dans un seul texte. Du côté français, on nous a expliqué que les tergiversations qui suivaient étaient le fait des Allemands, qui avaient changé de conception depuis que le chancelier Kiesinger était au pouvoir. Alors que le gouvernement Erhard aurait beaucoup insisté sur cette brochure, qu'il souhaitait illustrée en couleurs et à grand tirage, le nouveau gouvernement voulait une tout autre publication, sans photos du tout.

76) Titre complet : voir supra, p. 301, note 2).

Sur ces querelles, le temps passait, et la brochure annoncée pour janvier 1968 n'avait toujours pas été publiée à la fin de l'ère de Gaulle. Elle devait enfin paraître au printemps de 1970 (alors qu'elle porte la date de 1969). Il s'agit d'un petit livre peu frappant et sans auteur, de 120 pages environ (donc 60 pages de texte, reproduites en français et en allemand) avec une quinzaine de pages de photos en blanc et noir. Nous avons déjà dit qu'il a été conçu plutôt comme un instrument de propagande, et toutes les informations qu'il donne sont donc sujettes à caution. Il ne traite d'ailleurs que les sujets les plus anodins, consacrant par exemple seulement deux pages (dans chaque langue) à la coopération politique et moins de six pages à la coopération en matière de défense, où il parle plus des petits succès que des grands échecs.

5° Aide aux pays en voie de développement

Voici les stipulations du Traité :

"En ce qui concerne l'aide aux pays en voie de développement, les deux gouvernements confronteront systématiquement leurs programmes en vue de maintenir une étroite coordination. Ils étudieront la possibilité d'entreprendre des réalisations en commun. Plusieurs départements ministériels étant compétents pour ces questions du côté français comme du côté allemand, il appartiendra aux deux Ministères des Affaires étrangères de déterminer ensemble les bases pratiques de cette collaboration." (II A, 3.)

La coopération dans ce domaine avait été proposée par l'Allemagne.⁷⁷⁾ Le fait que les ministères des Affaires étrangères et non pas les deux ministres de la coopération en aient été rendus responsables montre à l'évidence l'orientation et le but politiques que poursuivaient les deux pays. Chacun espérait en fait voir l'autre l'aider à atteindre l'objectif qu'il s'était assigné pour son assistance aux pays en voie de développement.

Or, les buts des deux pays étaient extrêmement différents, et les régions visées ainsi que les méthodes d'assistance l'étaient aussi. L'Allemagne espérait surtout se faire parmi les pays en voie de développement des amis qui appuyeraient ses positions politiques face au bloc communiste. Dans sa déclaration gouvernementale du 6 février 1963, le chancelier Adenauer souligna encore que les pays assistés devaient avoir "de la compréhension pour nos intérêts vitaux" et que l'aide ainsi dispensée devait "entre autres aussi contribuer à appuyer notre revendication de reconnaître le droit du peuple allemand à l'autodétermination"⁷⁸⁾. Aucune aide donc pour un pays qui reconnaissait la R.D.A., du moins à cette époque. Mais à part cette condition, l'Allemagne adressait son aide à tous les pays en voie de développement sur tous les continents. Pour assurer l'emploi efficace des sommes investies, elle utilisait surtout deux méthodes de financement qu'on connaissait peu en France : ou elle liait son aide à un projet spécifique, ou elle se constituait partenaire dans un projet.

77) Voir supra, p. 80.

78) Deutscher Bundestag, 57. Sitzung, 6 février 1963, p. 2579 D-2580 A.

La France, par contre, voyait la coopération comme un moyen pour exercer sa "vocation historique" dans ses anciennes colonies, ainsi que l'exprima le général de Gaulle en décembre 1962.⁷⁹⁾ Elle consacra donc la majeure partie de son aide à l'Afrique. De ce fait, une coopération franco-allemande en dehors du continent noir était pratiquement exclue, quelles que soient les préférences du partenaire allemand. En même temps, le poids traditionnel de la France en Afrique risquait d'écraser dans des projets communs la contribution allemande. En ce qui concerne les méthodes de financement employées, la France ne connaissait pas du tout celle de se constituer partenaire dans un projet et liait rarement son aide à un projet spécifique. Par contre, elle accordait souvent des subventions budgétaires, refusées par l'Allemagne, ou utilisait l'aide aux pays en voie de développement pour la promotion de l'exportation.

Ainsi que nous l'avons vu, le Traité ne prévoit pas de rencontres des ministres de la coopération. Ceux-ci devaient néanmoins avoir deux réunions annuelles en 1963 et 1964, mais aucune en 1965 et 1966. Ils se retrouvèrent de nouveau en mai 1967 et décidèrent alors de tenir désormais deux rencontres par an, qui font donc depuis lors parti des réunions régulières dans le cadre du Traité. L'organisme essentiel de la coopération dans le domaine de l'aide aux pays en voie de développement est cependant un comité mixte établi dès juillet 1963. Sa composition s'imposait : sous la présidence "politique" du directeur de la section "commerce et coopération" du Auswärtiges Amt, qui représente aussi la République fédérale près de l'O.C.D.E., et du représentant permanent de la France auprès de l'O.C.D.E., il réunit deux ou trois représentants de chacun des départements ministériels compétents dans les deux pays. Ce groupe d'une vingtaine de fonctionnaires français et allemands a eu deux à trois réunions annuelles depuis sa création.⁸⁰⁾ Il s'est surtout occupé de sujets précis, et

79) Message du Président de la République lu par le président de l'Assemblée nationale, M. Chaban-Delmas : Journal officiel, Assemblée Nationale, séance du 11 décembre 1962, p. 24.

80) Deux réunions en 1963, 1965, 1966 et 1968, trois en 1964 et 1967. (La brochure officielle parle de quatre réunions par an, ce qui ne correspond donc pas aux réalités : La coopération franco-allemande 1963-1969, p. 80.)

notamment des possibilités pour les deux pays de concourir à la réalisation de certains projets.

Pour compléter le travail du comité mixte, on a essayé dès le début d'arriver à une coopération plus étroite entre les missions diplomatiques de la France et de l'Allemagne dans les pays concernés. Une circulaire commune datée du 9 septembre 1963 les invitait à des échanges de vue et à une information réciproque, mais ces instructions n'ont pratiquement pas eu de suite. Du côté allemand, on a proposé par deux fois, en mars 1965 et lors de la réunion ministérielle de mai 1967, d'envoyer une nouvelle circulaire commune aux ambassadeurs concernés, mais le gouvernement français ne l'a pas cru utile.

* * *

Pour ce qui est des résultats de la coopération, on ne pouvait guère se faire d'illusions. Comment parvenir à l'"étroite coordination" des programmes que suggère le Traité lorsque les deux pays s'inspiraient d'une politique tellement différente ? On s'en tint donc à quelques projets pratiques réalisés presque exclusivement en Afrique, et dont certains ont été mis en marche dès 1963. Nous nous limiterons à les énumérer brièvement ; la brochure officielle franco-allemande fournit quelques détails supplémentaires.⁸¹⁾ Au Tchad et au Cameroun, des entreprises françaises et allemandes ont réalisé, avec les gouvernements des deux pays, et grâce aux prêts à long terme des gouvernements de Bonn et de Paris, un ensemble d'industries textiles. La production a commencé en 1969. Un projet similaire fut mis sur pied en Haute-Volta. Au Togo, une coopération dans laquelle l'Allemagne fournissait des machines qui furent ensuite utilisées avec le concours de l'assistance technique française a eu lieu dans le cas de l'imprimerie nationale togolaise ainsi que dans celui d'une école technique à Sokodé. Au Gabon, un Institut national d'études forestières sera réalisé grâce à l'aide conjointe de la France et de l'Allemagne ainsi que de l'organisme des Nations-Unies spécialisé pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.). En Côte-

81) La coopération franco-allemande 1963-1969, p. 82, 84 et 86.

d'Ivoire, les deux pays ont concouru à la construction d'un port à San Pedro, essentiel pour la mise en valeur de la région Sud-Ouest du pays. Enfin, de plusieurs propositions allemandes pour une coopération en Amérique latine, on a retenu celle de la création commune, à Santiago du Chili, d'un Centre de formation professionnelle. Les Français devaient s'occuper de la section d'électricité qui comprend un atelier d'électronique, les Allemands sont responsables de la section de mécanique, et les deux pays se partagent la charge de la formation commune de base. Un accord entre les trois gouvernements concernés a été signé le 22 mai 1967 ; le Centre a ouvert ses portes le 1er septembre 1970. Des projets similaires proposés par l'Allemagne pour trois autres pays sud-américains n'ont pas été retenus.

On voit que ces réalisations sont encore fort modestes. Même la brochure officielle le constate et ajoute que, compte tenu des priorités et des traditions extrêmement différentes, une harmonisation de l'ensemble des politiques et des programmes d'aide "ne saurait être obtenue dans un proche avenir"⁸²⁾. Les deux gouvernements avaient cependant à deux reprises tenté de pousser plus loin la coopération dans ce domaine : lors du "sommet" des 14 et 15 février 1964, le général de Gaulle avait lancé une telle tentative pour l'Amérique latine, où il devait effectuer deux voyages au cours de la même année. Il proposa au chancelier Erhard une politique d'investissements commune⁸³⁾, mais pour des raisons politiques, la réponse allemande fut plus réservée. M. Erhard voulait en effet surtout éviter l'impression qu'il soutenait la politique française favorable à l'idée d'une Amérique latine troisième force, détachée des Etats-Unis et fière de la latinité.

Après la formation du gouvernement de grande coalition à Bonn, c'est l'Allemagne qui prit une initiative pour relancer la coopération. Alors qu'il n'y avait plus eu de réunions ministérielles pendant presque trois ans, le ministre allemand de la coopération, M. Wischnewski rencontra en mai 1967 son homologue français, M. Bourges, pour lui soumettre des propositions de relance en quatorze points. Ces propositions contenaient des suggestions détaillées pour une extension et

82) La coopération franco-allemande 1963-1969, p. 82.

83) D'après André FONTAINE. "Les alliances en question. I. Le refroidissement". Le Monde, 3 septembre 1964.

intensification de la collaboration franco-allemande sur divers niveaux ; M. Wischniewski les fit parvenir au gouvernement français début juin. Cependant, avant la fin de l'année, à l'occasion de la troisième rencontre qu'eurent les deux ministres en 1967, ils devaient eux-mêmes constater qu'une harmonisation générale des politiques n'était guère possible et qu'il valait mieux porter ses efforts sur les quelques projets concrets déjà mis en train.

6° Défense

La coopération en matière de défense était, dans l'esprit du général de Gaulle, la clef de voûte de la coopération franco-allemande. L'Europe européenne à laquelle il espérait gagner la République fédérale supposait une défense relativement indépendante des Etats-Unis et donc une stratégie et une production d'armements largement autonomes des pays européens, et notamment de la France et de l'Allemagne. Bien avant la signature du Traité, le général avait fait connaître son attitude en ce qui concerne l'O.T.A.N. Rappelons que c'est dès 1959 qu'il avait pris les premières mesures de dégagement à l'égard de l'O.T.A.N., notamment en annonçant l'intention du gouvernement français de retirer du commandement atlantique en temps de guerre certaines unités des forces navales françaises en Méditerranée. Dans son allocution radiotélévisée du 31 mai 1960, il avait souligné que l'Alliance atlantique n'était que temporairement nécessaire à la sécurité des pays européens et qu'il s'agissait pour ceux-ci, "à l'abri de ce bouclier, de s'organiser en vue de la puissance et du développement communs". Il avait dit clairement aussi que la France n'accepterait plus pour longtemps l'intégration militaire dans le cadre de l'O.T.A.N. et qu'elle souhaitait une défense et une force nucléaire purement nationales.⁸⁴⁾ Il avait répété ces conceptions à plusieurs reprises.⁸⁵⁾ Pour cette raison, les clauses militaires du Traité avaient suscité des inquiétudes non seulement dans les pays communistes, où l'on appréhendait des implications nucléaires, mais aussi aux Etats-Unis, où l'on craignait l'alignement de l'Allemagne sur les positions françaises.⁸⁶⁾

Le Traité, qui ne fait pas la moindre allusion à l'O.T.A.N., prévoit en effet une coopération dans deux domaines hautement politiques : celui de la stratégie et de la tactique, où les deux pays devaient arriver à des "conceptions communes", et celui de l'armement, où l'on

84) Charles DE GAULLE. Discours et messages. 5 tomes. Paris : Plon, 1970, tome III, p. 220. - Voir aussi supra, p. 46.

85) Notamment dans ses conférences de presse du 5 septembre 1960 et du 15 mai 1962 : voir supra, p. 53 et 67.

86) Voir supra, p. 115 et s.

aspirait à une production commune aussi large que possible. Or, comme la coopération politique n'a jamais donné les résultats escomptés par le général de Gaulle, la coopération militaire dans ces deux domaines perdait en fait tout son fondement. La collaboration s'avéra un peu plus facile, bien qu'aussi très limitée, dans les secteurs moins politiques, celui des échanges de personnel et celui de la défense civile.

Pour la mise en oeuvre de la coopération dans ces quatre domaines que nous examinerons l'un après l'autre, le Traité prévoit des rencontres trimestrielles entre les ministres de la défense (I, 3a) et des réunions entre les chefs d'état-major tous les deux mois (I, 3b). Nous verrons à la fin de ce chapitre dans quelle mesure ces rencontres ont bien eu lieu. Signalons encore que le secret qui couvre les informations militaires rend parfois difficile ou même impossible l'obtention des chiffres et détails nécessaires pouvant donner une image claire de la coopération militaire.

Stratégie et tactique

"Sur le plan de la stratégie et de la tactique, les autorités compétentes des deux pays s'attacheront à rapprocher leurs doctrines en vue d'aboutir à des conceptions communes. Des instituts franco-allemands de recherche opérationnelle seront créés." (II B, I 1.)

Rappelons que l'ensemble des forces armées de la République fédérale est subordonné au commandement de l'O.T.A.N. et qu'elle ne connaît donc d'autre stratégie que celle de l'Alliance. On comprend que les alliés de l'Allemagne se soient inquiétés de la voir s'apprêter à "aboutir à des conceptions communes" en matière de stratégie et de tactique avec un pays qui contestait ouvertement les doctrines stratégiques de l'O.T.A.N., voire même ses structures et sa fonction. Nous avons vu plus haut que le gouvernement fédéral avait précisé, lors de la signature du Traité, que l'effort d'aboutir à des conceptions communes "serait basé sur la stratégie de l'O.T.A.N., aucune autre n'existant pour lui".⁸⁷⁾ Il n'en reste pas moins que l'omission de toute référence à l'Alliance dans le chapitre militaire du Traité

87) Voir supra, p. 99.

permettait théoriquement une stratégie franco-allemande en dehors de l'O.T.A.N., et que c'est aussi ce que souhaitait la France.

Cependant, il devint évident dès après la signature du Traité que l'Allemagne n'avait aucune intention d'abandonner la ligne politique qu'elle avait suivie jusque-là, et qu'elle ne souhaitait certainement pas s'éloigner de l'O.T.A.N. Dans le fameux "préambule" adopté le 16 mai 1963 par le Bundestag, celui-ci souligna de nouveau que l'un des objectifs de la politique allemande était "la défense commune dans le cadre de l'alliance de l'Atlantique Nord et l'intégration des forces des pays appartenant à cette alliance".⁸⁸⁾ Tous les efforts du général de Gaulle de faire changer d'avis le gouvernement allemand devaient être vains. D'autre part, le général lui-même s'éloignait de plus en plus de la stratégie de l'O.T.A.N. Au début de 1963 encore, il avait décidé d'accepter la "stratégie de l'avant" de l'O.T.A.N. Il s'agissait, on le sait, d'assurer la défense de la République fédérale le plus près possible du rideau de fer pour éviter qu'elle ne devienne automatiquement le premier champ de bataille, et la France avait promis avant la signature du Traité que la première division blindée française, stationnée à Trèves, ferait mouvement vers la frontière tchèque. Cette décision de principe fut alors saluée par certains comme le signe d'un rapprochement français des doctrines de l'O.T.A.N.⁸⁹⁾ Elle ne sera cependant jamais réalisée. Nous avons vu qu'à partir de l'été de 1964, la France et l'Allemagne s'affronteront même de façon dramatique sur le plan de la stratégie nucléaire de l'O.T.A.N., le général de Gaulle étant depuis ce moment violemment opposé à une participation allemande à la force de dissuasion multilatérale (M.L.F.) de l'O.T.A.N.⁹⁰⁾ Inutile de dire qu'il n'était plus question pour les deux pays "d'aboutir à des conceptions communes" dans le domaine de la stratégie et de la tactique.

L'article cité ci-dessus prévoit aussi la création d'instituts franco-allemands de recherche opérationnelle ; cette proposition avait été faite par l'Allemagne dans son mémorandum du 8 novembre 1962.⁹¹⁾ Le

88) Voir supra, p. 142.

89) Voir par exemple Roger QUERCY dans Combat, 29 janvier 1963.

90) Voir notamment supra, p. 192 ainsi que p. 206-207.

91) Voir supra, p. 80.

but de tels instituts est de simuler, notamment à l'aide d'ordinateurs différentes situations et problèmes pour obtenir ainsi des renseignements sur tout ce qui concerne la planification à moyen et à long terme, que ce soient les tanks et les avions à utiliser dans l'avenir, les systèmes de communication ou d'alarme, ou encore le temps nécessaire pour le déploiement des forces. La République fédérale dispose de deux de ces instituts. On ne peut s'expliquer cette proposition faite en novembre 1962 que par l'espoir que nourrissait le gouvernement Adenauer de voir une telle coopération lier la France plus étroitement à l'O.T.A.N. Toujours est-il que, compte tenu des réactions vives des Etats-Unis à la signature du Traité, la commission de défense du Bundestag devait préciser que le terme utilisé dans le Traité prêtait aux malentendus et qu'il s'agissait en fait "de centres pour la recherche militaire scientifique et non pas d'institutions pour la planification stratégique".⁹²⁾ En réalité, la tâche de ces instituts ne peut être séparée de la planification stratégique, et c'est bien la raison pour laquelle leur création est prévue dans l'article concernant la coopération dans le domaine de la stratégie, et non pas celui qui concerne la coopération scientifique. C'est aussi la raison pour laquelle ces instituts n'ont jamais vu le jour.

Avec le retrait de la France de l'O.T.A.N. décidé en mars 1966, le problème devait prendre un aspect nouveau. Certes, il ne pouvait plus être question de "conceptions communes" dans le domaine de la stratégie militaire. Mais à la fin de l'année, le nouveau gouvernement Kiesinger-Brandt arrivait au pouvoir à Bonn, et les sociaux-démocrates qui y participaient se sentaient dans un certain sens plus proche des conceptions stratégiques du général de Gaulle que leurs partenaires chrétiens-démocrates. M. Brandt, ministre des Affaires étrangères, proposa dès le premier "sommet" de janvier 1967, puis de nouveau lors du "sommet" de juillet de la même année, de réaliser en commun une étude sur la situation politique et stratégique dans les années 1970 sous l'angle de la sécurité européenne. Cette étude devait être

92) Voir supra, p. 100.

En fait, le terme dans le texte allemand du Traité - "Institute für operative Forschung" - n'est inaccoutumé que dans la mesure où les militaires allemands ont l'habitude de parler de "operational research" ou "OR".

effectuée sous les auspices des deux ministères des Affaires étrangères, avec la participation des ministères de la défense.⁹³⁾

Un "groupe d'études sur les années 70" fut formé, composé de représentants des deux ministères des Affaires étrangères, qui assumaient la présidence, et les ministères de la défense. Il devait examiner dans un premier temps des sujets politiques concernant l'évolution mondiale à long terme, puis, dans un deuxième temps, la sécurité européenne dans les années 70 sous les aspects politiques et militaires. Si ce projet se présentait en 1967 comme fort ambitieux, il a finalement pris des dimensions très modestes. En fait, il n'y a eu ni groupe de travail mixte, ni étude commune, mais simplement une série de réunions entre hauts fonctionnaires français et allemands qui, pendant la première phase, examinaient en commun les grands problèmes de la politique mondiale. Pour chaque réunion, l'un des deux ministères des Affaires étrangères rédigeait un document sur un des sujets convenus et l'envoyait au ministère homologue du pays partenaire pour examen.⁹⁴⁾ On en discutait lors de la réunion suivante et quelques phrases furent parfois changées pour tenir compte des positions de l'autre côté. Mais on n'a pas essayé de développer ces exposés sous forme de papiers communs, ce qui n'aurait d'ailleurs guère été possible. Pendant les deux premières années de fonctionnement, de janvier 1968 à janvier 1970, onze séances ont ainsi eu lieu sur sept sujets différents : l'évolution idéologique et politique de l'U.R.S.S. ; les pays de l'Est et leurs rapports avec l'allié soviétique ; la Chine et ses relations avec l'U.R.S.S. ; les Etats d'Europe occidentale ; les rapports entre les pays de l'Europe de l'Est et de l'Ouest ; le problème allemand ; la position des Etats-Unis dans la politique européenne. Le but de ces rencontres était donc surtout de mieux connaître et, si possible,

93) Voir supra, p. 264 et 269.

94) Pendant cette première phase, les ministères de la défense étaient chacun représentés par un seul fonctionnaire, du rang de colonel. Ils avaient d'abord voulu envoyer deux généraux, qui étaient déjà nommés, mais après des querelles qui durèrent pendant toute l'année 1968, le Quai d'Orsay s'y opposa. La participation des ministères de la défense devait cependant être plus importante à partir du moment où, en 1970, les problèmes de la sécurité européenne étaient à l'ordre du jour.

d'influencer les positions politiques et stratégiques du pays partenaire par des discussions à huis clos sur la base de textes qui ne liaient pas les deux gouvernements.

Ce travail n'était certainement pas inutile, étant donné que les conceptions stratégiques des deux pays allaient de nouveau en s'éloignant. Depuis 1967, M. Brandt proposait à son homologue français, puis aux autres alliés de la République fédérale, un plan pour la réduction mutuelle et équilibrée des forces en présence en Europe, plan qu'il espérait aussi discuter dans le groupe d'étude franco-allemand. Le Conseil de l'O.T.A.N. avait adopté ce projet lors de sa séance de juin 1968 et avait alors lancé à l'U.R.S.S. l'appel d'engager une négociation dans cette perspective ; ce fut l'"appel de Reykjavik". Mais l'invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968 avait interrompu toutes les tentatives en ce sens et avait eu pour conséquence les divergences franco-allemandes que nous avons vues.⁹⁵⁾ De toute façon, il devait bientôt s'avérer que la France était opposée à ce plan ; elle estimait que les efforts de détente ne devaient pas pour autant diminuer la capacité de défense du camp occidental. A la fin de l'ère de Gaulle, les conceptions stratégiques de la France et de l'Allemagne étaient donc plus éloignées que jamais, et le "groupe d'études sur les années 70" n'avait rien pu y changer.⁹⁶⁾

Armements

"En matière d'armements, les deux Gouvernements s'efforceront d'organiser un travail en commun dès le stade de l'élaboration des projets d'armements appropriés et de la préparation des plans de financement.

A cette fin, des Commissions mixtes étudieront les recherches en cours sur ces projets dans les deux pays et procéderont à leur examen comparé. Elles soumettront des propositions aux ministres qui les examineront lors de leurs rencontres trimestrielles et donneront les directives d'application nécessaires." (II B, I 3.)

95) Voir supra, p. 284 et s.

96) A cause des événements de mai 1968 en France et de l'invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968, le groupe n'avait pu se réunir que cinq fois durant la période qui nous concerne. Il n'avait donc traité que les premiers sujets de ceux que nous avons énumérés.

Prévoir en matière d'armements un travail en commun "dès le stade de l'élaboration et de la préparation des plans de financement", c'était bien espérer réaliser une fabrication d'armements véritablement commune. Dans la perspective d'une Europe indépendante, ce but était crucial pour le général de Gaulle. Or, on sait que la République fédérale devait à cette époque, et d'ailleurs jusqu'en 1976, effectuer chaque année des achats massifs de matériel militaire aux Etats-Unis, mais aussi en Grande-Bretagne, pour compenser la sortie de devises qu'impliquait pour ces deux pays le stationnement de troupes sur le territoire fédéral. Un mois après la signature du Traité, le ministre fédéral de la défense, M. von Hassel, se rendit à Washington pour rassurer les dirigeants américains sur les implications militaires du Traité, mais aussi pour confirmer le maintien des contrats d'armements.⁹⁷⁾ Peu après, un journaliste suisse consacra deux longs articles à démontrer que les engagements d'achats déjà pris par le gouvernement fédéral envers Washington et Londres ne lui laisseraient plus guère de marge financière pour une coopération avec la France.⁹⁸⁾ Deux ans plus tard, le ministre français des armées, M. Messmer, constata, dans une interview accordée à la Frankfurter Allgemeine Zeitung, qu'il "ne pouvait cacher une certaine déception" en ce qui concernait la production commune de matériel militaire et d'armements. Les succès sur ce plan étaient "restés loin derrière les désirs et les espoirs". Et il ajouta que tant que la République fédérale achetait chaque année aux Etats-Unis du matériel militaire d'une valeur de 600 millions de dollars, "il restait peu pour une production franco-allemande".⁹⁹⁾ Pour remédier à cette situation, il aurait fallu que l'Allemagne donne une orientation complètement nouvelle à sa politique. Nous avons vu qu'elle n'y songeait pas.

Par conséquent, la fabrication en commun d'armements est restée à un stade embryonnaire et les commissions mixtes prévues par le Traité

97) Voir supra, p. 125.

98) Eddy BAUER. "I. Le frein américain". "II. L'obstacle britannique". Journal de Genève, 26 avril 1963 et 29 avril 1963.

99) "Keine Chance für eine europäische Atommacht". (Interview accordée par le ministre français des armées, M. MESSMER, à Adelbert WEINSTEIN.) Frankfurter Allgemeine Zeitung, 15 avril 1965.

pour la mettre en oeuvre n'ont jamais été créées.¹⁰⁰⁾ Pendant toute la période que nous examinons ici, l'avion-cargo militaire Transall est resté le seul projet commun de quelque envergure ; or, il date de janvier 1959 et ne peut donc guère être considéré comme un succès du Traité. C'est au contraire en 1963 qu'il fut un instant mis en cause, puisque la commission de défense du Bundestag a failli lui préférer le cargo aérien Lockheed Hercules C-130, en faveur duquel la firme américaine avait lancé en République fédérale une vaste campagne en automne 1963. Le Transall devait cependant l'emporter et devint ainsi le grand symbole de la coopération militaire franco-allemande ; il a été mis en service en juillet 1967.¹⁰¹⁾ Par contre, l'année 1963 devait voir l'échec de deux autres projets ambitieux : celui du char franco-allemand, qui datait de 1957 et auquel la République fédérale préférait finalement la construction de son propre prototype, le "Leopard", et celui de l'avion à décollage vertical, projet lancé en été 1963 seulement. Pour ce dernier, les deux pays possédaient déjà des prototypes qu'ils voulaient confronter pour produire en commun celui qui serait choisi - procédé qui venait pourtant de mener à l'échec du char franco-allemand. Mais avant la fin de l'année, la Luftwaffe renonçait à l'utilisation et à la construction d'un tel avion, devenu superflu en raison d'un changement de la stratégie de l'O.T.A.N.

Il a fallu attendre cinq ans pour qu'un nouveau projet d'armement de quelque importance fût mis en avant, bien que sans succès. C'est vraisemblablement le général de Gaulle lui-même qui proposa au chancelier Kiesinger, lors du "sommet" des 27 et 28 septembre 1968, de

100) Toutes les sources officielles confirment que ces commissions n'ont pas été créées. Cependant, il y a eu parfois confusion avec les réunions qui ont eu lieu, en moyenne trois fois par an, entre le directeur de l'armement au ministère fédéral de la défense et le directeur des affaires internationales à la Délégation ministérielle pour l'armement (D.M.A.)

101) Le 23 septembre 1964, l'accord sur la fabrication en série de 160 appareils fut signé, dont 110 pour la République fédérale et 50 pour la France. Le Transall fut mis en service le 31 juillet 1967. Cependant, en 1968, le gouvernement fédéral devait essayer de réduire sensiblement le nombre d'appareils commandés, puisque la Luftwaffe n'avait plus désormais besoin que de 70 Transall. Bonn sera cependant obligé d'acheter les 110 appareils commandés. (Voir : "Transall - Einfach einmotten". Der Spiegel, n° 29, 15 juillet 1968.)

construire en commun un avion chasseur à ailes variables destiné à remplacer après 1975 les Starfighters F-104 de la Luftwaffe.¹⁰²⁾ La France espérait ainsi mettre à profit l'expérience acquise sur l'avion biréacteur Mirage G-8, mais la République fédérale venait de signer, en juillet de la même année, un accord avec l'Italie, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas pour la construction du MRCA-75 (multi-role combat aircraft 1975), destiné aux mêmes tâches. Même s'il y a eu, au début de 1969, quelques hésitations et contacts en faveur du chasseur franco-allemand, c'est finalement le projet multilatéral entrepris avec des partenaires membres de l'O.T.A.N. qui a été retenu.

Ce n'est que tout à fait à la fin de la période qui nous concerne, en avril 1969, qu'un premier protocole fut conclu entre les firmes intéressées en vue de la construction en commun d'un avion d'entraînement militaire à réaction, bientôt baptisé "Alpha-jet". Ce projet d'envergure sera poursuivi avec succès.¹⁰³⁾ Il ne changera cependant guère l'image négative de la coopération en matière d'armement qui s'était dessinée au cours des six premières années du Traité. A part le projet Transall, antérieur au Traité, la coopération dans ce domaine n'a donné aucun résultat majeur pendant toute la période où le général de Gaulle était au pouvoir - et ce malgré l'importance toute particulière qu'il y attachait. Il n'y a eu, en tout et pour tout, que quelques projets d'études qui, dans le domaine des petits missiles, ont porté sur une arme antiaérienne, le "Roland", deux types d'armes antichars, le "Hot" et le "Milan", et divers types de fusées air-sol.¹⁰⁴⁾ Dans le domaine de l'électronique, une étude a été effectuée sur un radar tactique pour l'infan-

102) Voir supra, p. 283.

103) Le 16 mars 1972, un accord gouvernemental fut signé. L'Alpha-jet devait être un avion biplace et biréacteur destiné, pour la Luftwaffe, à servir à l'appui au sol de troupes terrestres et, pour les aviateurs français, à l'instruction des pilotes débutants. L'accord initial de janvier 1970 avait aussi prévu une formation commune des équipages français et allemands et la création d'écoles de pilotage pour les deux armées de l'air, mais la Luftwaffe, qui instruit ses pilotes et ses techniciens aux Etats-Unis, s'était rétractée sous les pressions américaines. La production en série de l'Alpha-jet a commencé le 30 septembre 1975 et sa mise en service est prévue pour avril 1978.

104) Le missile antiaérien "Roland", dont le développement avait d'ailleurs aussi commencé bien avant la signature du Traité, connut le

terie et l'artillerie, le "Ratac". D'après la brochure officielle de 1969, qui ne mentionne pas l'échec des projets plus importants, le montant total de ces accords et de leurs avenants portait jusqu'en 1969 sur 392,5 millions de francs, chaque gouvernement devant payer la moitié.¹⁰⁵⁾

Signalons enfin brièvement, en ce qui concerne l'armement, deux domaines où la coopération franco-allemande s'est poursuivie indépendamment du Traité : les fournitures d'armements et l'Institut de recherches militaires de Saint Louis. En ce qui concerne les fournitures d'armements, la France, qui espérait que la défense de la République fédérale prendrait une orientation plus européenne, avait évidemment compté sur une augmentation des achats de matériel militaire que Bonn effectuerait chez elle. Or, si elle est restée, entre 1963 et 1969, le deuxième fournisseur d'armements de la Bundeswehr - après les Etats-Unis, mais avant la Grande-Bretagne - et si la balance des échanges lui a toujours été extrêmement favorable dans ce domaine, l'augmentation escomptée n'a pas eu lieu.¹⁰⁶⁾ Pour ce qui est de l'Institut franco-allemand de recherches militaires de Saint-Louis (Haut-Rhin), créé en 1958 pour réaliser des études scientifiques et techniques fondamentales d'armements, il a pu poursuivre son travail après la signature du Traité. En 1965, il employait quelques 450 personnes et recevait une subvention budgétaire annuelle de sept millions de marks du côté allemand et probablement de la même importance du côté français.

triomphe d'être le premier système d'armement important que les Etats-Unis décidèrent d'acheter à l'étranger et de construire en licence. Le contrat de licence fut signé à Washington en janvier 1975.

105) La coopération franco-allemande 1963-1969, p. 96.

106) Les chiffres donnés sur ce plan varient souvent fortement, ce qui s'explique en partie par la différence entre les commandes passées pendant une certaine période et les fournitures réellement livrées. Au ministère fédéral de la défense, on nous a indiqué qu'entre octobre 1955 et la fin de 1968, Bonn a passé en France des commandes de matériel militaire d'un montant de 4,5 milliards de marks. P.-J. Franceschini indique que les marchés passés en France par la Bundeswehr entre 1963 et 1966 ont atteint 760,3 millions de francs, donc à cette époque plus de 608 millions de marks : P.-J. FRANCESCHINI "Une coopération irréversible". Le Monde, 21-22 janvier 1968.

Echanges de personnel

"Les échanges de personnel entre les armées seront multipliés ; ils concerneront en particulier les professeurs et les élèves des Ecoles d'Etat-Major ; ils pourront comporter des détachements temporaires d'unités entières. Afin de faciliter ces échanges, un effort sera fait de part et d'autre pour l'enseignement pratique des langues chez les stagiaires." (II B, I 2.)

Avant d'examiner dans quelle mesure ces stipulations du Traité ont été réalisées, il nous faut parler d'un domaine extérieur et antérieur au Traité et qu'on ne doit pas confondre avec les échanges de personnel : celui de l'entraînement de soldats allemands en France. C'est en 1960 que le gouvernement allemand avait conclu avec la France un accord sur l'utilisation par la Bundeswehr de cinq camps d'entraînement français, puisque l'exiguïté relative du territoire fédéral ne lui offrait pas l'espace de redéploiement dont elle avait besoin. 16 000 soldats allemands avaient ainsi été en manoeuvre en France en 1962 ; ce chiffre monta à presque 19 000 en 1966, mais était ramené à 1 800 en 1968 à cause des restrictions budgétaires imposées par le gouvernement fédéral. Il y a également eu, avant comme après la signature du Traité, un certain nombre de manoeuvres communes en France ; citons notamment les grands exercices franco-allemands de transbordement maritime "Prélude" (octobre 1964), "Intermezzo" (septembre 1965), "Allegro" (mai 1966) et "Presto" (septembre 1967).

Le Traité prévoit de façon générale des "échanges de personnel" entre les deux armées, mais mentionne plus particulièrement l'échange de professeurs et d'élèves des Ecoles d'état-major. Or, on peut supposer que la participation de ces derniers n'a pas été très grande, puisqu'on ne trouve nulle part des chiffres à ce sujet. La brochure officielle nous apprend bien qu'au cours de l'année 1966, 294 militaires allemands suivaient les cours d'instituts ou d'écoles français, alors que 344 soldats français faisaient un stage ou une période d'instruction dans des institutions allemandes correspondantes, et qu'en 1968, leur nombre s'élevait à 700 soldats allemands et 900 français. Mais elle ajoute que ces chiffres recouvrent des échanges allant du jeune "midship" au stagiaire déjà pourvu de

galons qui suit au pays voisin un enseignement supérieur, de sorte que nous ne sommes pas renseignés sur la proportion de ces derniers.¹⁰⁷⁾

En ce qui concerne les "détachements temporaires d'unités entières", la brochure franco-allemande parle d'une "initiative proprement révolutionnaire" prise en 1965 avec l'intégration d'une compagnie de chaque armée dans une unité de l'autre, expérience reprise en 1966 et 1967.¹⁰⁸⁾ En fait, un tel échange de deux compagnies avait déjà eu lieu en août-septembre 1963 ainsi qu'en juillet-août et septembre-octobre 1964. Sur ce plan, le Traité a donc bien été rempli ; ajoutons que ces échanges ont presque toujours concerné des unités françaises stationnées en Allemagne, ce qui a évidemment facilité les choses.

Enfin, le Traité exige un "enseignement pratique des langue chez les stagiaires", donc surtout chez ceux qui suivent des cours ou une instruction dans le pays voisin. Il ne semble pas que de grands efforts aient été faits sur ce plan, puisque c'est en été 1965 que le premier entretien franco-allemand sur ce sujet a eu lieu. Les efforts se sont limités à augmenter le nombre d'élèves étudiant la langue du voisin dans les Ecoles de langues des forces armées des deux pays. Cependant, d'après la brochure officielle, le général Massu, commandant en chef des forces françaises en Allemagne, aurait pris, en 1967, la décision d'imposer l'étude de l'allemand à tous les militaires français stationnés en Allemagne, et l'enseignement serait assuré depuis par des professeurs sous les drapeaux.¹⁰⁹⁾

Défense civile

"Les Gouvernements mettront à l'étude les conditions dans lesquelles une collaboration franco-allemande pourra être établie dans le domaine de la défense civile." (II B, II.)

C'est également l'Allemagne qui avait proposé la coopération dans ce domaine ; ses résultats seront cependant si minimes que ni la presse,

107) La coopération franco-allemande 1963-1969, p. 90 et 92.

108) Op. cit., p. 92.

109) Op. cit., p. 94.

ni la brochure franco-allemande n'en parlent. Au niveau des hauts fonctionnaires, il y a eu en tout et pour tout trois visites d'information - en juin 1963, décembre 1963, et mai 1966 - de délégations appartenant, du côté français, au Secrétariat général de la défense nationale, et, du côté allemand, au ministère de l'intérieur. A un niveau inférieur, des entretiens ont eu lieu, en décembre 1963 et en juin 1964, sur les problèmes des services d'alarme entre les représentants du Service national de la protection civile du ministère français de l'intérieur et des fonctionnaires du ministère fédéral de l'intérieur. Un échange de vues annuel avait alors été convenu, mais la France n'y semble pas avoir montré d'intérêt. Par contre, c'est la France qui proposa, en 1966, une reprise des contacts au sujet d'une coopération entre les corps des sapeurs-pompiers et les services de secours dans les régions frontalières. Elle souhaitait la conclusion d'un accord-cadre sur une aide mutuelle pour les catastrophes en temps de paix, tandis que l'Allemagne voulait étendre l'assistance aux cas d'état d'exception interne et de la défense. On en était toujours aux entretiens préliminaires au début de 1969. Enfin, une seule fois une délégation française de la Protection civile a rendu visite au Service fédéral de protection aérienne (Bundesluftschutzverband), en décembre 1963.

Les rencontres dans le domaine de la défense

Voyons enfin dans quelle mesure les rencontres explicitement prescrites par le Traité ont eu lieu. Des réunions trimestrielles sont prévues entre les ministres des armées ou de la défense (I, 3a). Ceux-ci ont effectivement tenu quatre rencontres annuelles pendant les trois premières années ; en 1966, ils n'en eurent cependant plus que trois, et en 1967 et 1968 deux seulement. Ce rythme dégressif correspondait au rôle plus réduit que jouait la coopération militaire depuis que la France s'était retirée de l'O.T.A.N. Nous avons vu que le général de Gaulle avait expressément exclu les ministres de la défense des deux "sommets" qui suivaient l'invasion de la Tchécoslovaquie pour souligner que la France ne voyait pas la situation qui en avait résulté sous un angle militaire.¹¹⁰⁾

110) Voir supra, p. 281 et 298.

En ce qui concerne les réunions que devaient tenir tous les deux mois les chefs d'état-major ou, en cas d'empêchement, "leurs représentants responsables" (I, 3b du Traité), il nous est pratiquement impossible de vérifier si elles ont bien eu lieu six fois par an. Un document interne du Auswärtiges Amt indique que le chef d'état-major français a habituellement rencontré son partenaire allemand, l'inspecteur général de la Bundeswehr, à l'occasion des réunions ministérielles ainsi qu'une ou deux fois par an séparément.¹¹¹⁾ Les dates que l'on trouve parfois dans d'autres documents indiquent plutôt une fréquence moins grande.

D'après l'article I, 3 du Traité, un représentant de chaque ministère des Affaires étrangères devait participer aussi bien aux réunions ministérielles qu'aux rencontres des chefs d'état-major "pour assurer la coordination d'ensemble de la coopération". Or, il semble que les ministres comme les militaires des deux pays, et surtout le chef d'état-major français, se soient opposés à un tel "contrôle" exercé par le Quai d'Orsay et le Auswärtiges Amt, qui a donc dû être abandonné très rapidement. On faisait d'ailleurs valoir que la commission interministérielle qui existait dans chaque pays remplissait déjà la fonction de coordination dont il est question dans le Traité.

Le Traité mentionne aussi le "Groupe permanent d'Etat-Major" dont les activités devaient être développées (I, 3). Si l'existence d'un tel groupe mixte n'avait pas été officiellement connu jusque-là¹¹²⁾, on savait que des rencontres périodiques d'états-majors avaient lieu entre la France et l'Allemagne depuis janvier 1961 ; de telles rencontres se tenaient d'ailleurs aussi avec d'autres pays membres de

111) Il s'agit d'un document interne du Auswärtiges Amt sur les consultations et groupes de travail dans le cadre du Traité, daté du 1er septembre 1968.

Rappelons que la Bundeswehr, qui est pleinement intégrée dans l'O.T.A.N., n'a pas d'état-major à proprement parler, mais des "inspecteurs" pour chacune des armées et un "inspecteur général". Toutes les décisions sur l'emploi des unités allemandes, sur les questions stratégiques en général et sur la préparation d'opérations éventuelles relèvent donc en fait de l'état-major des forces alliées en Europe.

112) Voir supra, p. 95.

l'O.T.A.N. Ces réunions groupent de part et d'autre une dizaine d'officiers supérieurs des états-majors centraux avec la participation et sous la présidence d'officiers généraux des états-majors ; depuis 1961 et pendant toute la période qui nous concerne, elles ont eu lieu deux à trois fois par an.¹¹³⁾ Si le "groupe permanent" s'occupe de questions de stratégie et de tactique, des rencontres d'états-majors ont aussi eu lieu, depuis 1963, dans le domaine de la logistique (une, parfois deux par an) et de l'intelligence (deux par an). Pour préparer les réunions des états-majors centraux, des rencontres des états-majors des deux armées de terre (deux à trois par an) ainsi que des marines, ont également été instaurées.

* * *

Ainsi qu'on pouvait s'y attendre, il faut constater que dans le domaine de la défense, beaucoup de prescriptions du Traité n'ont pas été exécutées, même sur le plan formel. Les ministres ont eu moins de rencontres que prévu, les instituts franco-allemands de recherche opérationnelle n'ont pas été créés, et les commissions mixtes qui devaient étudier les projets qui se prêteraient à une fabrication d'armements en commun n'ont pas non plus vu le jour. En outre, la France et l'Allemagne ne sont pas parvenues à des "conceptions communes" dans le domaine de la stratégie et de la tactique, et aucun projet d'armement d'envergure n'a été réalisé pendant la période qui nous concerne. Ceci n'a cependant rien d'étonnant lorsqu'on sait que le texte du Traité a été rédigé de façon à rendre possible une coopération militaire très large, et lorsqu'on connaît l'évolution que devaient prendre les relations franco-allemandes et les rapports entre la France et l'O.T.A.N.

113) En 1961 et 1962, le "groupe permanent" s'est réuni en tout sept fois. Au printemps de 1969, il tenait sa 18e séance depuis la signature du Traité.

7° Economie et finances

"Les deux Gouvernements étudieront en commun les moyens de renforcer leur coopération dans d'autres secteurs importants de la politique économique, tels que la politique agricole et forestière, la politique énergétique, les problèmes de communications et de transports et le développement industriel, dans le cadre du Marché commun, ainsi que la politique des crédits à l'exportation." (II A, 4.)

Nous avons vu que les réactions des partenaires européens au Traité avaient été parfois violentes, mais que ce fut pour des raisons plutôt politiques qu'économiques ou, à plus forte raison, juridiques.¹¹⁴⁾ En effet, l'article ci-dessus situe la coopération franco-allemande clairement "dans le cadre du Marché commun", ce qui revient évidemment à lui attribuer une fonction purement préparatrice et complémentaire. C'est aussi pour respecter les compétences de la C.E.E., et plus encore les sentiments des partenaires, que le Traité ne prévoit pas de réunions ministérielles. Celles-ci ont néanmoins eu lieu en moyenne deux fois par an dès 1963.¹¹⁵⁾ Lors du "sommet" de juillet 1967, lorsque le sujet avait perdu sa force explosive, elles furent officiellement institutionnalisées dans le cadre du Traité. Des réunions aussi bien entre les ministres de l'économie qu'entre les ministres des finances doivent depuis avoir lieu deux fois par an.¹¹⁶⁾ Cet objectif a même été dépassé pendant la période qui nous concerne. Le Traité lui-même prévoit seulement des réunions mensuelles entre les hauts fonctionnaires des deux ministères des Affaires étrangères chargés des affaires économiques (I, 2), réunions qui n'ont cependant eu lieu qu'en moyenne quatre à cinq fois par an au lieu de douze.¹¹⁷⁾

14) Voir *supra*, p. 118 et s.

15) Il y eut une réunion seulement en 1963 et 1966, mais trois en 1964 et 1965.

16) Le gouvernement fédéral a normalement deux ministres pour les deux domaines, et le ministre français de l'économie et des finances avait, lors des réunions ministérielles qui eurent lieu depuis 1963, le plus souvent rencontré les deux successivement.

17) Il y eut par exemple trois réunions en 1966, cinq en 1967 et six en 1968. - Ajoutons que ces rencontres ne représentaient pas une innovation puisque, d'après M. Couve de Murville, l'habitude avait été prise dès la fin de 1958 par les services compétents des deux minis-

La coopération industrielle

Des cinq domaines dans lesquels le Traité prévoit une coopération, c'est celui du développement industriel qui a demandé le plus d'efforts et d'initiatives du côté gouvernemental. Après deux ans d'inactivité totale sur ce plan, les deux ministres de l'économie décidèrent, en juin 1965, de créer un bureau d'études pour stimuler et organiser le rapprochement entre les industries des deux pays. C'est le général de Gaulle lui-même qui avait été à l'origine de cette décision, puisqu'il avait insisté, lors du "sommet" de Rambouillet de janvier 1965, sur l'insuffisante capacité de résistance de l'industrie européenne à la concurrence américaine, souhaitant une réduction des investissements américains en Europe et la constitution de groupes industriels à l'échelon du Marché commun, capables de faire face aux géants d'outre-Atlantique.

Le "Bureau franco-allemand de coopération industrielle" était composé de hauts fonctionnaires représentant, du côté français, le ministère de l'économie et des finances et le ministère de l'industrie et, du côté allemand, le ministère de l'économie. Sa tâche était de faciliter la coopération entre entreprises françaises et allemandes en faisant disparaître les obstacles administratifs et juridiques et en offrant une meilleure information aux firmes désireuses de coopérer. Le Bureau s'est réuni une première fois en octobre 1965 et trois fois en 1966 ; en mai 1967, il publia un "Manuel pratique pour la coopération franco-allemande à l'usage des entreprises". Après cette date, nous n'avons plus trouvé la moindre trace de ses activités, ni de celles des cinq sous-groupes de travail qui avaient été créés en son sein.¹¹⁸⁾ En 1969, on continuait cependant d'affirmer, dans les milieux officiels de Bonn que nous avons consultés aussi bien que dans la brochure franco-allemande, que le

tères des Affaires étrangères, de suivre ensemble les affaires du Marché commun. Voir Maurice COUVE DE MURVILLE. Une politique étrangère 1958-1969. Paris : Plon, 1971, p. 242.

118) On sut seulement que le sous-groupe qui s'occupait des normes industrielles s'est transformé, à la fin de 1966, en comité tripartite auquel participaient désormais aussi des représentants britanniques. Ce groupe a tenu sept séances jusqu'en avril 1969.

Bureau continuait à exister et à poursuivre son travail.¹¹⁹⁾ Ce n'est que la publication officielle de 1973 qui constate qu'il a cessé d'exister en 1967.¹²⁰⁾

D'une part, ce Bureau composé de hauts fonctionnaires avait sans doute, en un an et demi de travail, épuisé la marge d'action que lui laissait la C.E.E. qui, on le sait, a aussi sa politique d'harmonisation sur le plan industriel. D'autre part, la création d'un nouvel organisme plus prometteur, le futur "Comité franco-allemand de coopération économique et industrielle", fut annoncée lors du "sommet" de juillet 1967.¹²¹⁾ Il devait d'abord s'agir d'un comité pour la coopération dans les domaines de l'économie, de l'industrie et de la technologie, avec cette innovation importante qu'il devait réunir non seulement des hauts fonctionnaires des deux Etats, mais aussi des représentants du secteur privé, sous la présidence des deux ministres de l'économie. Or, le comité changea sensiblement d'aspect au fur et à mesure qu'il se concrétisa : d'une part, la technologie ne fut plus mentionnée ; d'autre part, il ne se réunit pas sous la présidence conjointe des deux ministres, mais sous celle des deux présidents des organisations patronales C.N.P.F. et B.D.I., devenant ainsi un organisme qui relève surtout du secteur privé. Dans la composition annoncée en février 1968, deux hauts fonctionnaires de chaque gouvernement seulement devaient faire partie du comité, mais neuf personnalités de chaque pays représentant l'industrie, le commerce, la banque et les syndicats.¹²²⁾

Pendant la période qui nous concerne, le "Comité de coopération économique et industrielle" n'a eu que deux réunions de travail,

-
- 19) La coopération franco-allemande 1963-1969, p. 60 et 62.
- 20) Pierre-Olivier LAPIE et Carlo SCHMID, La coopération franco-allemande, p. 38.
- 21) Voir supra, p. 268.
- 22) Le document interne déjà cité du Auswärtiges Amt sur les consultations et groupes de travail dans le cadre du Traité, daté du 1er septembre 1968, ne mentionne ni la tutelle des ministères de l'économie, ni la participation de fonctionnaires d'Etat. Il décrit le comité comme étant composé de représentants de la vie économique des deux pays.
Ajoutons d'autre part que la brochure officielle La coopération franco-allemande 1963-1969 ne mentionne pas du tout ce comité.

ce qui ne nous permet pas de porter un jugement sur ses activités.¹²³⁾ Disons simplement que les signes n'étaient guère prometteurs : si le but du comité était, comme cela ressortait des discours ministériels lors de la séance inaugurale, de discuter des grands problèmes d'une coopération économique et industrielle - le statut des brevets, la politique concurrentielle, l'harmonisation des impôts, voire la politique monétaire - il ne pouvait que se heurter de tous côtés à la compétence de la C.E.E. Ceci devait en effet arriver dès la deuxième séance de travail, consacrée à la discussion du statut d'une société européenne, problème dont la solution dépendait entièrement des Six. Si, par contre, l'objectif était de résoudre concrètement les problèmes pratiques de la coopération entre entreprises, on peut penser que les P.D.G. et les chefs syndicaux n'étaient pas à priori prédestinés à cette tâche et qu'un groupe plus permanent et à un niveau inférieur s'y prêterait mieux. Le comité créera effectivement plus tard un Bureau franco-allemand pour la coopération des entreprises, qui commencera à fonctionner en 1971.

Malgré la création de deux organismes destinés à leur préparer le terrain, les entreprises françaises et allemandes sont restées très réticentes à coopérer. Certes, il existait en 1969 plus de 700 filiales de firmes allemandes en France, et environ 400 entreprises françaises s'étaient établies en République fédérale, d'après les chiffres indiqués par la brochure officielle.¹²⁴⁾ Mais peu d'accords de coopération technique et commerciale avaient été conclus depuis 1963, et les mariages d'entreprises destinés à mieux faire face à la compétition internationale ne s'étaient esquissés qu'à partir de 1968. En effet, les premiers pas en cette direction avaient été faits en mars 1968 par la société S.A.V.I.E.M., filiale de la régie Renault produisant des poids lourds, et le groupe allemand M.A.N., et en avril 1968 par la société Richier et la firme allemande

123) Le comité a été constitué en février 1968 et eut une séance inaugurale solennelle sous la présidence des deux ministres de l'économie en mai 1968, puis deux séances de travail en septembre 1968 et en janvier 1969.

124) La coopération franco-allemande 1963-1969, p. 62.

Demag, qui entendaient spécialiser leurs productions de matériel de génie civil et de construction de bâtiments ainsi que de matériel pour la manutention industrielle.

Mais la première grande concentration concernant une entreprise française n'eut lieu qu'en automne 1968. Au même moment où avorta la tentative de la Compagnie française des pétroles (C.F.P.) de prendre une participation dans le groupe charbonnier-pétrolier allemand "Gelsenberg"¹²⁵⁾, on annonçait, le 1er octobre 1968, une prise de participation importante du grand groupe chimique allemand Hoechst A.G. dans le capital du laboratoire pharmaceutique français Roussel-Uclaf. Hoechst détenait ainsi indirectement le cinquième de l'entreprise française ; cette participation allait servir de base à un accord de coopération dans les domaines de la recherche, de la fabrication et de la commercialisation des produits pharmaceutiques - largement complémentaires - des deux sociétés. Ce germe d'un groupe européen capable de résister à la concurrence internationale prit du poids avec l'accord conclu en novembre 1968 entre Roussel-Uclaf et la firme pharmaceutique allemande Boehringer, avec laquelle Hoechst collaborait également depuis plusieurs années dans le domaine de la recherche. Un autre pas dans la même direction fut fait en avril 1969, lorsque Hoechst prit une participation relativement importante dans la firme chimique française Nobel-Bozel. Néanmoins, l'ère de Gaulle n'a pas vu la constitution d'un groupe industriel vraiment important et puissant tel que le général l'aurait souhaité.

Lorsqu'on parle de coopération entre les industries françaises et allemandes, il faut enfin mentionner une entreprise à part dans le domaine de l'exploitation minière et de l'industrie pétrochimique, le projet "Saarlör Chimie". Il s'agit de quatre grands projets chevauchant la frontière, mais qui forment une unité économique tout en étant basés sur quatre sociétés franco-allemandes juridiquement indépendantes.¹²⁶⁾ Cet exemple d'interpénétration industrielle basée

125) Voir supra, p. 286 et s.

126) Les quatre projets sont : la raffinerie franco-sarroise de Klarenthal (Sarre), l'usine d'ammoniaque de Carling (Moselle), l'usine d'urée et d'engrais de Perl et Besch (Sarre), et l'usine de cracking à vapeur d'éthylène de Carling (Moselle). Tous ont commencé à fonctionner entre 1967 et 1969.

sur une coopération entre les Charbonnages de France et les Saarbergwerke A.G. relève cependant davantage de l'association d'intérêts partiels que d'une coopération authentique.¹²⁷⁾

La politique des crédits à l'exportation

Les conditions de financement et les crédits à l'exportation qu'un pays accorde notamment aux pays en voie de développement et aux Etats communistes sont évidemment des facteurs politiques et économiques de première importance, et il est donc souhaitable d'harmoniser entre pays amis les politiques sur ce plan. Des groupes spécialisés de la C.E.E. aussi bien que de l'O.C.D.E. et de l'O.T.A.N. s'y étaient consacrés depuis longtemps, et même sur le plan franco-allemand, les contacts prévus par le Traité n'étaient pas une innovation. Des fonctionnaires des ministères compétents s'étaient en effet rencontrés régulièrement depuis octobre 1961 pour discuter du problème avec la participation de représentants des institutions d'assurance intéressées, la Hermes Kreditversicherungs A.G. et la Deutsche Revisions- und Treuhand A.G. du côté allemand et la C.O.F.A.C.E. du côté français. Ce groupe s'est réuni deux fois par an au début, puis en moyenne une fois par an ; il a eu en tout douze réunions entre 1961 et 1969.¹²⁸⁾ Les séances étaient largement consacrées à une concertation sur les positions à prendre dans le cadre des organisations multilatérales ; il est évident qu'une harmonisation même de deux points de vue n'est pas aisée dans un domaine où la compétition commerciale joue autant que la politique extérieure. Nous avons vu en effet que les efforts de concertation franco-allemande avaient subi un échec dans le cas de l'accord commercial

127) Cet aspect est souligné par le fait qu'en 1971, les Saarbergwerke A.G. décidèrent d'abandonner leur part de 42 % dans la société constituant l'usine d'ammoniaque de Carling, obligeant ainsi leur partenaire français à la racheter. Ils avaient également l'intention de céder leur part-majoritaire - dans l'usine d'urée de Besch au groupe allemand Bayer.

128) Ce groupe n'a donc pas eu douze réunions depuis 1963, ainsi que l'indique la brochure officielle : La coopération franco-allemande 1963-1969, p. 66. Il n'a pas non plus été instauré par le Traité, ainsi que la brochure le signale aussi - dans la version allemande du texte, mais non dans la version française (op. cit., p. 67). - Une bonne partie du chapitre économique est du reste parfaitement incompréhensible et les textes français et allemands varient parfois totalement.

que la France conclut avec l'Union soviétique le 30 octobre 1964, et par lequel elle acceptait l'octroi de crédits de sept ans, contrairement à la ligne de conduite de l'O.T.A.N. et aux vœux du partenaire allemand.¹²⁹⁾

La politique énergétique

Le domaine de l'énergie tombe sous la compétence de la C.E.E. et de la C.E.C.A., et il ne reste donc pas de place pour une coopération bilatérale en dehors du cadre européen. C'est ainsi qu'un groupe de travail franco-allemand sur les problèmes énergétiques, dont la création avait été décidée lors du "sommet" de février 1966, se consacra exclusivement à l'examen des possibilités d'une politique énergétique commune de la C.E.E. Les hauts fonctionnaires français et allemands avaient pour tâche l'élaboration d'un papier commun que les deux gouvernements devaient soumettre à Bruxelles. Le groupe a eu six réunions entre octobre 1966 et décembre 1967, mais arrêta alors son travail pour le reprendre seulement un an plus tard.

Rappelons seulement les quelques problèmes spécifiquement bilatéraux qui se posaient à la France et à l'Allemagne dans le domaine de l'énergie. Il y avait d'abord le problème concernant l'obligation pour la France d'acheter le tiers du charbon sarrois, qui avait été résolu enfin en février 1969.¹³⁰⁾ Il y eut en outre la tentative de coopération entre les industries pétrolières des deux pays, qui avait échoué en automne 1968.¹³¹⁾ Enfin, le projet de construire deux centrales électriques sur le Rhin, projet rattaché à celui d'un élargissement du Rhin entre Strasbourg et Lauterbourg, n'avait toujours pas été décidé à la fin de l'ère de Gaulle, bien que la question fût discutée depuis 1964.

29) Voir supra, p. 202.

30) Voir supra, p. 296.

31) Voir supra, p. 286-289.

Communications et transports

Ce domaine est également du ressort de la C.E.E. et là aussi, la coopération franco-allemande devait se limiter à la concertation des positions à défendre à Bruxelles. A cette fin, les ministres des transports se sont rencontrés trois fois, en 1963, 1967 et 1968. Sur le plan bilatéral, deux problèmes se posaient qui ne relèvent d'ailleurs pas non plus de la compétence ou de l'intérêt exclusifs des deux pays : l'élargissement du haut Rhin dont nous venons de parler, et l'abaissement souhaité par la France des tarifs de transport pour l'exportation en Sarre du minerai de fer lorrain "minette". Les conversations sur ce dernier point étaient en cours depuis novembre 1963 et devaient enfin aboutir, en février 1967, à un accord de principe obtenu par des concessions financières du gouvernement fédéral.

La politique agricole et forestière

Matière européenne par excellence suivant la conception française, l'agriculture a sans doute été mentionnée dans le Traité pour mieux souligner la solidarité franco-allemande sur ce plan. C'est pendant la période des grandes décisions agricoles à Bruxelles que les ministres des deux pays se sont rencontrés à plusieurs reprises - trois fois en 1963 et deux fois en 1964 - alors qu'ils ne se sont vus qu'une seule fois après, en décembre 1968.

Dans deux domaines mineurs, qui relèvent pourtant aussi de la compétence du Marché commun, les fonctionnaires français et allemands ont eu des contacts lorsque la politique agricole commune s'était déjà stabilisée : un groupe d'experts de la pêche s'est réuni deux fois en 1967 et deux fois en 1968, et dans le domaine de la recherche agricole, des représentants des deux instituts nationaux se sont rencontrés pour la première fois en novembre 1968. Enfin, les deux pays ont tenté de créer un parc naturel franco-allemand sur la frontière entre les Vosges et le Palatinat. En Allemagne, les "parcs naturels", contrairement aux parcs nationaux en France, sont conçus comme des centres de récréation, réalisés près des zones fortement peuplées. Le parc "Pfälzerwald" existait depuis 1959 et il s'agissait

donc de le prolonger dans les départements de la Moselle et du Bas-Rhin. Alors que le projet avait été annoncé en octobre 1964 pour l'année suivante, aucune décision n'avait encore été prise à la fin de la période qui nous concerne.

* * *

Ainsi que nous venons de le voir, rien de spectaculaire n'a été réalisé dans les domaines économiques expressément prévus par le Traité - et certainement rien qui n'aurait pu être fait sans le Traité. Pour donner une impression d'ensemble de la coopération économique entre les deux pays, énumérons cependant aussi les autres matières dans lesquelles elle a été tentée. - Sur le plan de la fiscalité, des fonctionnaires français et allemands se sont rencontrés trois fois entre novembre 1967 et février 1968 pour discuter des problèmes posés par l'introduction de la T.V.A. dans le cadre du Marché commun. En novembre 1968 fut paraphé une convention prévoyant l'extension de l'avoir fiscal aux porteurs allemands de valeurs françaises - mesure accueillie avec une certaine réserve par les milieux boursiers français et par les partenaires européens, qui auraient préféré les uns et les autres son extension à tous les étrangers possesseurs de valeurs françaises. - Dans le domaine de la politique monétaire, des contacts fréquents entre ministres et hauts fonctionnaires ont eu lieu avant toutes les réunions multilatérales entre mars 1967 et novembre 1968, sans qu'on ait pu pour autant éviter l'affrontement franco-allemand lors de la crise monétaire, ainsi que nous l'avons vu.¹³²⁾ - Des tentatives de coopération ont également été faites dans le domaine de l'aménagement du territoire où, après un premier échec à la fin de 1964, on décida en mai 1967 des contacts réguliers. Rien de concret n'a cependant été réalisé pendant la période qui nous concerne. - Il existe depuis 1955 un Chambre de commerce franco-allemande qui s'occupe, à part la publication d'un guide annuel du commerce et les examens de langues, de manifestations commerciales. Depuis 1963, les chambres de métiers des deux pays se sont également rencontrées - quatre fois jusqu'au début de 1969 - pour discuter des problèmes spécifiques de l'artisanat dans

32) Voir supra, p. 290-293.

dans les deux pays. - Les deux organisations patronales C.N.P.F. et B.D.I. ont continué à tenir des réunions annuelles, habitude déjà prise bien avant la signature du Traité. Par contre, les syndicats des deux pays n'ont pratiquement pas eu de relations. Cela tient à la structure aussi bien qu'à l'orientation politique des syndicats en France et en Allemagne. - Dans le domaine de la politique sociale, les ministres du travail des deux pays se sont rencontrés, comme ils l'avaient déjà fait depuis 1960, avant chaque conseil de la C.E.E. les concernant pour harmoniser leurs points de vue ; ils ont eu en tout cinq réunions entre 1963 et 1969. - Enfin, un groupe de fonctionnaires français et allemands s'est occupé depuis 1963 à comparer et à fixer la terminologie juridique et administrative dans les deux langues dans le but de publier un glossaire bilingue. Depuis juin 1967, ce travail se poursuit dans un cadre multilatéral.

*
* * *

Le but d'une coopération économique plus poussée entre deux pays est surtout l'amélioration des échanges commerciaux et l'augmentation des investissements mutuels. Pour clore ce chapitre, examinons donc les résultats que la collaboration franco-allemande a produits sur ce plan.

A la grande déception des deux gouvernements, et surtout du général de Gaulle, les "investissements croisés" ne se sont pas accrus sensiblement, puisque la coopération industrielle n'a pas donné les résultats escomptés. Au début des années 60, les investissements français en République fédérale représentaient 5 % du total des investissements étrangers dans ce pays. Ce chiffre devait atteindre 7,1 % en 1964, mais retomba à 6 % en 1968, pour descendre d'ailleurs au-dessous de 5 % en 1971. A la fin de l'ère de Gaulle, la France occupait ainsi, avec 6 % en 1968, la cinquième place derrière les Etats-Unis (43,6 %), les Pays-Bas (13,4 %), la Suisse (12,6 %) et la Grande-Bretagne (10 %).¹³³⁾ Pour ce qui est des investissements alle-

133) Chiffres d'après Thomas RICHTER. "Französische Kapital in der Bundesrepublik", p. 29-31 in : Dix ans de coopération franco-allemande / Zehn Jahre deutsch-französische Zusammenarbeit. Publication bilingue de l'Agence économique & financière ("Agefi"). Paris, [c. 1972], p. 3

mands en France, le calcul semble être beaucoup plus difficile à faire. Disons simplement que les investissements industriels allemand, autorisés par le Comité des investissements étrangers, se sont élevés, en 1968, à 21,4 % de l'ensemble des investissements étrangers en France, ce qui semble cependant avoir été un chiffre record.¹³⁴⁾ De toute façon, les investissements allemands n'ont pas augmenté de façon sensible et continue depuis la signature du Traité, ainsi que Paris l'avait espéré.

Par contre, le volume des échanges entre la France et l'Allemagne s'est développé de façon très favorable, ce qui est sans doute dû plus à l'existence du Marché commun qu'à celle du Traité franco-allemand. Si la République fédérale était déjà le premier partenaire commercial de la France en 1962, la France n'a remplacé les Etats-Unis comme premier fournisseur de l'Allemagne qu'en 1968 ; depuis cette date, les deux pays sont donc mutuellement leurs plus importants fournisseurs et acheteurs. En 1968, l'Allemagne achetait 18,5 % des exportations françaises, et ses ventes vers la France représentaient 21,3 % du total des importations françaises. La France achetait 12,3 % des exportations allemandes, et ses ventes constituaient 12 % des importations allemandes.¹³⁵⁾

Ces chiffres montrent deux choses : d'une part, que la dépendance mutuelle n'était pas la même pour les deux pays. Les échanges avec l'Allemagne représentaient pour la France environ 20 % de son commerce extérieur total, alors que les échanges avec la France ne constituaient qu'environ 12 % du commerce extérieur allemand. D'autre part, les chiffres montrent que la balance commerciale de la France avec l'Allemagne était fortement déficitaire ; elle l'était du reste depuis 1963 et le restera bien au-delà de la période qui nous concerne. En 1968, ce déficit était de 3,1 milliards de francs, soit presque la moitié du déséquilibre de la balance commerciale globale.¹³⁶⁾ Ceci était dû en grande partie au fait que la part des

134) Chiffres et précisions supplémentaires sur les différentes sortes d'investissements ainsi que sur les méthodes de calcul dans : Pierre-Olivier LAPIE et Carlo SCHMID, La coopération franco-allemande, p. 36-37.

135) Chiffres d'après La coopération franco-allemande 1963-1969, p. 58.

136) Chiffres d'après : op. cit., p. 60.

produits finis, et notamment des biens d'équipement, dans les exportations françaises vers l'Allemagne n'était pas assez élevée et avait même régressé pendant la période qui nous concerne, alors que pour les exportations allemandes vers la France, elle avait progressé.¹³⁷⁾ Les deux pays avaient régulièrement tenté de remédier au déficit de la balance française, mais le problème semblait être sans issue.

Tout compte fait, la coopération bilatérale dans le domaine de l'économie et des finances a donc également été décevante. La coopération industrielle n'a pas donné de résultats notables, et les "investissements croisés" des deux pays n'ont guère augmenté entre 1963 et 1969. Si le volume des échanges commerciaux a été très satisfaisant, la balance commerciale de la France avec l'Allemagne devait accuser un déficit croissant pendant toute la période qui nous concerne, mettant le gouvernement français devant de nouveaux problèmes.

137) Pour plus de précisions notamment sur les raisons pour le déséquilibre de la balance commerciale au détriment de la France, voir : Pierre-Olivier LAPIE et Carlo SCHMID, La coopération franco-allemande, p. 40-41.

8° Les commissions interministérielles et les "coordinateurs"

Le Traité prévoit :

"Dans chacun des deux pays, une commission interministérielle sera chargée de suivre les problèmes de la coopération. Elle sera présidée par un haut fonctionnaire des Affaires étrangères et comprendra des représentants de toutes les administrations intéressées. Son rôle sera de coordonner l'action des ministères intéressés et de faire périodiquement rapport à son Gouvernement sur l'état de la coopération franco-allemande. Elle aura également pour tâche de présenter toutes suggestions utiles en vue de l'exécution du programme de coopération et de son extension éventuelle à de nouveaux domaines."(I, 4.)

Dans son mémorandum du 19 septembre 1962 adressé au chancelier Adenauer, le général de Gaulle avait proposé la création de ces deux commissions interministérielles. Il avait même procédé immédiatement à la création de la commission française, lui donnant comme président M. François Seydoux, qui venait de quitter son poste d'ambassadeur à Bonn et d'être nommé représentant permanent de la France à l'O.T.A.N.¹³⁸⁾ La commission allemande fut constituée juste avant la signature du Traité et sera présidée par M. Josef Jansen, directeur d'Europe occidentale au Auswärtiges Amt et ancien chargé d'affaires de la R.F.A. à Paris, qui fut aussi le négociateur allemand du Traité.¹³⁹⁾ Le fait que ces commissions devaient être présidées par de hauts fonctionnaires des ministères des Affaires étrangères renforçait encore le rôle de ceux-ci, qui était déjà très important.¹⁴⁰⁾ La nomination de M. Seydoux constituait cependant une exception à cette règle.

Ainsi que le précise l'article cité ci-dessus, les commissions interministérielles devaient réunir des représentants de tous les ministères intéressés. Elles avaient pour tâche de coordonner l'action de ceux-ci, de faire rapport périodiquement à leurs gouvernements respectifs, et de leur présenter des suggestions pour l'amélioration

38) Voir supra, p. 78.

39) Voir supra, p. 84.

40) Le Traité prévoit en effet que les ministres des Affaires étrangères "veilleront à l'exécution du programme dans son ensemble" (I, 2) et qu'ils seront représentés aux rencontres ministérielles et autres dans les domaines de la défense, de l'éducation et de la jeunesse "pour assurer la coordination d'ensemble de la coopération" (I, 3).

de la coopération franco-allemande. En France, la commission a en effet été convoquée très régulièrement. D'après son premier président, M. Seydoux, elle s'est réunie au début toutes les trois semaines, puis au moins une fois par mois.¹⁴¹⁾ Au bout de deux ans, M. Seydoux devait de nouveau être nommé ambassadeur de France à Bonn où il reprit son poste à partir de février 1965. La commission interministérielle était alors présidée par un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay, soit le directeur politique adjoint, soit le directeur d'Europe. Elle continua à se réunir régulièrement et des suggestions furent également présentées ; par contre, elle n'a apparemment pas soumis de rapports écrits au gouvernement.

En Allemagne, la commission interministérielle semble d'abord avoir rencontré des difficultés considérables. Son premier président, M. Josef Jansen, était un francophile connu qui se trouvait sans doute mal à l'aise dans le ministère des Affaires étrangères dirigé par M. Schröder ; en décembre 1964, il en sera d'ailleurs éloigné par une nomination au poste d'ambassadeur au Vatican.¹⁴²⁾ Il semble avoir trouvé peu de coopération dans son propre ministère ainsi que dans les autres départements intéressés, auxquels il a dû adresser plusieurs lettres avant de pouvoir soumettre au gouvernement fédéral, le 1er juin 1964, un premier rapport de la commission. Pendant les deux ans de sa présidence, nous n'avons pu trouver trace que de deux réunions de la commission : une séance préparatoire le 25 janvier 1963, et une autre en octobre 1963. A partir de 1965, la commission sera présidée par un autre haut fonctionnaire du Auswärtig Amt, M. Meyer-Lindenberg. Lors d'une réunion qui se tint le 29 avril 1965, elle décida de se réunir à l'avenir tous les trois mois ; d'après nos informations, ce rythme a été en gros respecté. Des rapports continuaient à être soumis au gouvernement fédéral en moyenne une fois par an ; ils contenaient aussi parfois des suggestions.¹⁴³⁾

141) Entretien avec M. François Seydoux, le 26 juin 1970, à Paris.

142) Voir supra, p. 213.

143) En tout, la commission interministérielle allemande a rédigé sept rapports pendant la période qui nous intéresse : un par an à partir de 1964, deux en 1967. Leur longueur varie entre 22 et 50 pages. - Voir aussi supra, p. 301.

Le fonctionnement des deux commissions interministérielles n'était pourtant pas optimal. Il semble d'une part qu'en Allemagne, on ait relativement peu l'habitude de l'interministérielle, qui est pratiquée de façon courante en France et n'y pose donc aucun problème.¹⁴⁴⁾ D'autre part, le fait que les présidents des commissions faisaient partie de la hiérarchie de leurs ministères des Affaires étrangères respectifs, alors qu'ils devaient coordonner le travail d'autres ministères, au besoin même leur donner des instructions, ne facilitait pas leur tâche. M. Seydoux nous a dit qu'il avait été beaucoup aidé par le fait qu'il n'était pas, au moment où il présidait la commission interministérielle française, dans la hiérarchie du Quai d'Orsay.¹⁴⁵⁾

Lors du "sommet" des 12 et 13 juillet 1967 à Bonn, le chancelier Kiesinger, qui s'efforçait depuis le début de l'année de donner un nouveau souffle à la coopération avec la France, proposa au général de Gaulle de nommer dans chacun des deux pays un "coordinateur" pour les relations franco-allemandes.¹⁴⁶⁾ En fait, il s'agissait surtout de confier la présidence des commissions interministérielles non plus à un haut fonctionnaire des Affaires étrangères, mais à une "haute personnalité" venant de l'extérieur. La décision de nommer des "coordinateurs" est considérée par certains comme une innovation institutionnelle extrêmement intéressante¹⁴⁷⁾ ; le professeur Ziebur y voit plutôt une fuite dans les institutions par manque de résultats politiques tangibles.¹⁴⁸⁾ Toujours est-il que cette décision fut confirmée dans un échange de lettres entre les deux ministres des Affaires étrangères en date des 11 et 16 octobre 1967 et que les deux coordi-

44) Entretien avec M. Pierre-Olivier Lapie, le 10 juin 1970, à Paris.

45) Entretien avec M. François Seydoux, le 26 juin 1970, à Paris.

46) Voir supra, p. 269.

47) Horst H. HOLTHOFF. "Der Koordinator für die deutsch-französische Zusammenarbeit. Eigenarten, Möglichkeiten und Grenzen einer Institution", p. 424-431 in : Konkretionen politischer Theorie und Praxis / hrsg. von Adolf ARENDT, Horst EHMKE, Iring FETSCHER, Otwin MASSING. (Festschrift für Carlo Schmid zum 75. Geburtstag, am 3. Dezember 1971.) Stuttgart : Klett, 1972, p. 424.

48) Gilbert ZIEBURA. Die deutsch-französischen Beziehungen seit 1945. Mythen und Realitäten. Pfullingen : Neske Verlag, 1970, p. 136.

nateurs furent nommés les 15 et 16 février 1968.¹⁴⁹⁾ Il devait s'agir de M. Pierre-Olivier Lapie, ancien ministre, et de M. Manfred Klaiber qui était encore au moment de sa nomination ambassadeur de la République fédérale à Paris et ne devait quitter ce poste pour prendre sa retraite qu'en été 1968.¹⁵⁰⁾

Les coordinateurs pour les relations franco-allemandes dépendent de leurs ministres des Affaires étrangères respectifs, ce qui est en accord avec la position privilégiée que le Traité attribue à ceux-ci. Ils ont cependant le droit de s'adresser directement au Premier ministre et au chancelier respectivement, ce qui leur permet, le cas échéant, de s'imposer auprès d'un autre ministre auquel le ministre des Affaires étrangères n'a pas d'instructions à donner. Enfin, ils président d'office la commission interministérielle de leur pays. Leur tâche est exactement la même que celle de cette commission : suivre les problèmes de la coopération dans tous les domaines, coordonner l'action de tous les ministères et groupes de travail intéressés, et présenter éventuellement des suggestions en vue de l'exécution du programme et du renforcement de la coopération.

Chacun des deux "coordinateurs" devait établir son propre style de travail. M. Lapie se consacrait entièrement à cette tâche, venant tous les jours à son bureau au Quai d'Orsay pour prendre connaissance de tout ce qui concernait les relations franco-allemandes. Il convoquait des réunions plénières de la commission interministérielle française deux fois par an, à environ un mois du prochain "sommet". Cependant, il tenait tous les mois une réunion restreinte de la commission sur un secteur précis pour approfondir les problèmes. Aucun rapport n'était rédigé, mais les comptes rendus de toutes les réunions de la commission, séances plénières et restreintes, étaient adressés directement au Premier ministre et au Président de la République.¹⁵¹⁾

149) Toutes nos informations sur la nomination, le rôle et la position des "coordinateurs" sont basées soit sur l'article de Horst H. HOLTHOFF, "Der Koordinator für die deutsch-französische Zusammenarbeit", soit sur un document interne du Auswärtiges Amt sur les consultations et groupes de travail dans le cadre du Traité, daté du 1er septembre 1968.

150) Voir supra, p. 279.

151) Entretien avec M. Pierre-Olivier Lapie, le 10 juin 1970, à Paris.

M. Klaiber, vivant au Bade-Wurtemberg, se rendait une fois par trimestre à Bonn pour s'y consacrer pendant quinze jours à sa tâche, réunir la commission interministérielle et préparer les rapports qui continuaient à être adressés au gouvernement fédéral. Il soumettait aussi à chaque réunion des propositions à la commission, sans qu'il pût évidemment être sûr qu'elles fussent suivies.¹⁵²⁾

Pendant la période qui nous intéresse, les "coordinateurs" n'ont occupé leur fonction qu'un peu plus d'un an. Leur travail a sans doute été utile, mais on ne peut pas dire qu'il ait apporté un changement essentiel dans la coopération franco-allemande. De toute façon, du côté allemand, le style devait changer sensiblement avec la nomination d'un homme politique d'envergure, M. Carlo Schmid, au poste de coordinateur par le nouveau gouvernement du chancelier Brandt, venu au pouvoir en octobre 1969. A partir de ce moment, les coordinateurs participèrent aussi aux "sommets" et à leur préparation et entretenirent des contacts réguliers entre eux.¹⁵³⁾

* * *

Dans cette deuxième et dernière partie de notre travail, nous avons d'abord, dans le chapitre I, étudié l'application du Traité sur le plan politique, donc les relations franco-allemandes de 1963 à 1969. Dans le chapitre II, nous venons d'examiner son application dans les domaines non politiques : culture, jeunesse, recherche scientifique, information, aide aux pays en voie de développement, défense, économie et finances, ainsi que le fonctionnement des commissions interministérielles. Nous avons vu que, à l'instar des relations politiques qui ont été plutôt mauvaises pendant pratiquement toute la période qui nous intéresse, la coopération dans les autres domaines, qui dépend évidemment de l'entente politique, a également donné des résultats fort médiocres - exception faite de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse. Nous en venons maintenant à la conclusion.

152) Entretien avec M. Manfred Klaiber, le 14 juillet 1969, à Bonn.

153) Horst H. HOLTHOFF, "Der Koordinator für die deutsch-französische Zusammenarbeit", p. 428.

I. Conclusion

Cette thèse est consacrée au Traité franco-allemand du 22 janvier 1963 et à sa mise en oeuvre sous le général de Gaulle, donc de 1963 à 1969. Nous nous sommes efforcés de ne traiter que les questions qui touchent directement à ce sujet, renonçant à nous pencher sur le problème général des rapports entre les deux pays voisins si longtemps ennemis. Nous n'avons parlé que très brièvement des relations franco-allemandes de 1945 à 1958 pour montrer qu'à la fin de cette période, la réconciliation entre les deux pays était un fait accompli. Nous avons examiné plus en détail l'attitude que de Gaulle avait prise envers les Allemands depuis la première guerre mondiale jusqu'en 1958, attitude qui l'avait amené à chercher malgré tout l'entente avec le peuple voisin. Et nous avons surtout étudié longuement les rapports tout à fait exceptionnels entre le général de Gaulle et le chancelier Adenauer après 1958, qui ont été à l'origine directe du Traité.

Avant d'avoir fait la connaissance du général, le vieux chancelier était méfiant, ne croyant pas qu'il pourrait s'entendre avec celui-ci. Après leur première rencontre à Colombey-les-deux-Eglises, en septembre 1958, il était non seulement rassuré, mais une entente profonde, un sentiment de confiance et d'amitié devait s'établir entre les deux hommes. M. Adenauer espérait désormais signer rapidement un accord avec la France qui devait à ses yeux couronner son oeuvre politique en scellant définitivement l'amitié franco-allemande. Cependant, le général de Gaulle, s'il se disait également favorable à une entente avec l'Allemagne, n'était pas encore prêt à conclure un accord avec elle. D'une part, il souhaitait que la France, qui se trouvait en pleine crise à cause de la guerre d'Algérie, reprenne d'abord son poids politique et économique. D'autre part, il ne voyait pas l'entente franco-allemande de la même façon que le chancelier Adenauer, pour lequel elle était une fin en soi, un objectif majeur de sa politique étrangère. En fait, le général attachait plus d'importance à l'Union politique des Six telle qu'il l'avait proposée dans le "plan Fouchet" qu'à l'entente franco-allemande, qui devait à ses yeux la coiffer et la parachever.

De toute façon, ni l'Union politique, ni l'entente franco-allemande n'avaient un sens pour le général de Gaulle si elles ne suivaient pas sa propre conception aussi bien sur le plan institutionnel que sur le plan politique. Il fallait donc que ses partenaires abandonnent toute notion supranationale et qu'ils se rallient à l'idée d'une Europe indépendante. Dès 1959, il devait s'attacher à exercer son influence sur le chancelier Adenauer en ce sens. Il y parvint apparemment de façon remarquable, puisque M. Adenauer, jadis le champion de l'Europe supranationale, devait bientôt appuyer pleinement la politique européenne du général de Gaulle, que celui-ci proposait à ses partenaires sous la forme du "plan Fouchet". En même temps, le chancelier continua d'ailleurs à mener envers les Etats-Unis et l'O.T.A. une politique qui était en parfaite contradiction avec les conceptions du général.

Après de longues négociations, le "plan Fouchet" devait finalement échouer en avril 1962. Le général s'apprêta donc à établir une entente avec l'Allemagne, qui devait cependant prendre une forme telle qu'elle encouragerait les autres partenaires européens à s'y joindre à en suivre l'exemple. Après avoir proclamé, lors de son voyage triomphal en Allemagne en septembre 1962, l'"union" entre le peuple allemand et le peuple français, il proposa au chancelier Adenauer un échange de lettres qui fixerait des réunions régulières "au sommet" ainsi qu'entre certains ministres et hauts fonctionnaires.

A Bonn, ces propositions furent plutôt mal reçues par les milieux "atlantiques" autour de MM. Erhard et Schröder, qui étaient déjà assurés de prendre la place du vieux chancelier Adenauer avant la fin de 1963. Ils n'étaient guère favorables à ce que les deux pays réalisent entre eux ce que les autres partenaires avaient refusé. Leur hostilité devait encore s'accentuer après que le général eut réaffirmé sa politique en annonçant, dans sa conférence de presse du 14 janvier 1963, son refus d'admettre la Grande-Bretagne à la C.E.E. et d'accepter la force nucléaire multilatérale (M.L.F.) proposée par les Etats-Unis. C'est à cause de cette attitude réservée des milieux politiques allemands, et tout à fait indépendamment de la volonté du général et du chancelier, que l'échange de lettres prévu devait finalement prendre la forme d'un traité.

Le Traité franco-allemand comporte comme seule obligation celle de tenir des rencontres régulières à divers niveaux et dans différents domaines. Certes, les objectifs qu'il fixe sont souvent ambitieux : parvenir à une "position analogue" en matière de politique étrangère et à des "conceptions communes" sur le plan de la stratégie militaire, accomplir des "réalisations en commun" dans le domaine de l'aide aux pays en voie de développement et des "programmes de recherches concertées" sur le plan scientifique. Cependant, les procédures prévues entourent ces objectifs de tant de réserves qu'elles les rendent en fait facultatifs : les deux gouvernements voudraient parvenir "autant que possible" à une position analogue, ils "s'attacheront" à rapprocher leurs doctrines stratégiques, ils "étudieront la possibilité" d'entreprendre des réalisations en commun, ils établiront des programmes communs de recherche "dans les disciplines où cela se révélera possible", etc. Reste le fait que le Traité prévoit que "les deux gouvernements se consulteront, avant toute décision, sur toutes les questions importantes de politique étrangère" (II A, 1). Il devint rapidement évident que les deux pays ne voyaient pas dans cette stipulation une obligation, mais plutôt une "volonté" de se consulter.

Néanmoins, une vague de protestations s'éleva contre le Traité. Du côté communiste, on reprocha notamment à la France de se rallier ainsi à la politique "revancharde" de la République fédérale et de vouloir lui donner par cette voie l'accès à l'arme atomique. Les partenaires européens se montrèrent mécontents de voir un bloc bilatéral des deux plus grands pays de la C.E.E. s'introduire dans le mécanisme multilatéral ; mais surtout, ils reprochèrent au général de Gaulle de vouloir exclure l'Angleterre du Marché commun. En signant le Traité quelques jours après la conférence de presse du 14 janvier 1963, Bonn avait donné l'impression de souscrire à la politique française. Le gouvernement américain, réagissant avec vivacité, craignait même que le Traité ne signale l'alignement de la République fédérale sur les positions du général de Gaulle, notamment dans le domaine militaire. Il est vrai que le chapitre militaire du Traité, qui prévoit pourtant des "conceptions communes" sur le plan de la stratégie et une fabrication d'armements en commun, omet toute référence à l'O.T.A.N.

En Allemagne, le gouvernement et les milieux politiques étaient surpris et alarmés par la réaction négative des partenaires. On tenait

à effacer au plus vite l'impression que la République fédérale pourrait être prête à se rallier à la politique gaulliste. Malgré l'hostilité du chancelier Adenauer à une telle solution, les trois partis représentés au Bundestag décidèrent à l'unanimité de voter avec la loi de ratification un "préambule" qui énumérait soigneusement tous les buts de la politique allemande que le gouvernement devait continuer à poursuivre en appliquant le Traité : la coopération particulièrement étroite avec les Etats-Unis, la défense commune dans le cadre de l'O.T.A.N., l'intégration des forces des pays appartenant à l'Alliance, la poursuite de l'unification européenne suivant la voie amorcée par la création des Communautés, l'admission de la Grande-Bretagne et des autres pays candidats à la C.E.E.

Bien que le gouvernement français ait officiellement réagi à ce "préambule" unilatéral en affirmant qu'il ne contenait rien qui fût en contradiction avec la politique française, on sut très vite que la réaction du général avait été vive. En fait, en réaffirmant de cette façon ostensible tous les objectifs classiques de sa politique étrangère Bonn avait réservé au Traité un départ désastreux. Pour le général de Gaulle, le Traité devait, d'une part, démontrer les vertus du système de coopération internationale qu'il préconisait, et qu'il avait d'abord proposé aux Six dans le "plan Fouchet". Mais il devait surtout parvenir à gagner la République fédérale à la conception d'une Europe indépendante, donc à l'éloigner des objectifs politiques qu'elle avait poursuivis jusque-là. Que telle était bien la fonction qu'il avait attribuée au Traité, le général devait le dire sans ambages dans sa conférence de presse du 28 octobre 1966 en déclarant que "les liens préférentiels, contractés en dehors de nous et sans cesse resserrés par Bonn avec Washington, ont privé d'inspiration et de substance l'accord franco-allemand." Il poursuivit en reprochant aux Allemands d'avoir appliqué "non pas notre traité bilatéral, mais le préambule unilatéral qui en changeait tout le sens et qu'eux-mêmes y avaient ajouté".

Du point de vue français, le Traité était donc parti à contre-pied. Dorénavant, le général ne devait plus s'en servir que pour parvenir malgré tout à ses fins - et non point, comme l'avait cru le chancelier Adenauer, pour améliorer les relations franco-allemandes. Il n'hésitait pas à exercer des pressions sur le gouvernement allemand pour

l'amener à relâcher ses liens politiques et militaires avec les Etats-Unis, ou, à défaut, à accepter les positions françaises sur des points précis, comme la politique agricole des Six ou la force nucléaire multilatérale de l'O.T.A.N. Bonn était ainsi régulièrement mis au pied du mur pour choisir entre la politique qu'elle poursuivait et une politique commune avec la France.

Pendant toute la période qui nous intéresse, la République fédérale est restée l'alliée fidèle des Etats-Unis. Les efforts du général de Gaulle n'ont donc pas été couronnés de succès, et le Traité fut par conséquent un échec pour lui. De ce fait, les relations franco-allemandes ont été plus ou moins mauvaises pendant toute cette période, parfois même de façon spectaculaire. Sous le chancelier Erhard, leur état fut encore dramatisé par l'existence des "gaullistes" allemands, un groupe d'adversaires internes du chancelier qui souhaitait en fait remplacer l'équipe au pouvoir, mais prétendait s'inquiéter du mauvais état des rapports avec la France. Lorsque le nouveau gouvernement de la "grande coalition" sous le chancelier Kiesinger arriva au pouvoir, en décembre 1966, on avait d'abord l'impression d'une amélioration sensible des relations entre la France et l'Allemagne. M. Kiesinger fit de son mieux pour impressionner favorablement le général et pour se rapprocher de sa politique. Cependant, dès la première épreuve de force, en l'occurrence l'invasion de la Tchécoslovaquie, il devait s'avérer qu'il n'était pas plus en mesure que son prédécesseur de s'éloigner des Etats-Unis, qui seuls pouvaient assurer la protection de l'Allemagne. A partir de ce moment-là, les relations avec la France allaient redevenir difficiles et même atteindre le niveau le plus bas avec la crise monétaire en novembre 1968. Au début de 1969, le général semblait avoir perdu tout espoir de gagner la République fédérale à sa politique, et il avait donc perdu tout intérêt pour le Traité.

Dans les domaines non politiques où le Traité prévoit expressément une coopération, celle-ci devait évoluer à l'image de la coopération politique. Le général avait pourtant mis de grands espoirs dans le Traité sur ce plan, notamment dans le domaine militaire qu'il pensait utiliser comme levier pour desserrer les liens entre Bonn et Washington. Or, il est frappant de constater que rien d'exceptionnel n'a été

réalisé ni en matière de défense, ni dans les autres domaines pendant la période où le général était au pouvoir. L'Office franco-allemand pour la Jeunesse, dont la création est prévue dans le texte même du Traité, reste le seul point saillant.

*
* * *

Si l'on veut porter un jugement d'ensemble sur le Traité, on doit tout d'abord constater que celui-ci n'a pas atteint les buts que lui avait assignés ses deux principaux artisans. Le chancelier Adenauer avait espéré que le Traité garantirait en quelque sorte des relations excellentes entre la France et l'Allemagne, qu'il considérait comme primordiales pour la politique allemande. Certes, la réconciliation et l'amitié fondamentale n'ont jamais été mises en cause, mais on ne peut pas dire que les relations se soient améliorées grâce au Traité pendant la période qui nous intéresse. Pour le général de Gaulle, le Traité a été un double échec : il n'était pas parvenu à transformer les relations entre la République fédérale et les Etats-Unis, et il avait de ce fait prouvé la faillite du système de coopération internationale que préconisait le général et qu'il entendait étendre à l'ensemble de l'Europe.

Lors de la signature du Traité, beaucoup de commentateurs avaient été d'accord pour estimer que la conclusion d'un traité n'aurait pas été nécessaire pour sceller l'amitié franco-allemande et pour régler une coopération qui existait déjà dans pratiquement tous les domaines. Même des hommes politiques ayant des responsabilités gouvernementales l'ont dit en Allemagne. Il faut en effet avouer que ni sur le plan politique, ni dans les domaines non politiques, ce Traité n'a produit des résultats qui n'auraient pu être atteints sans son existence. On peut dire cependant qu'il a eu une certaine utilité dans la mesure où les rencontres régulières qu'il prévoit à tous les niveaux ont mené à des contacts fréquents entre hommes politiques et hauts fonctionnaires français et allemands, contacts dont on peut penser qu'ils ont permis d'améliorer la compréhension mutuelle. En outre, il a certainement été utile à l'Allemagne parce qu'il la rendait moins dangereuse notamment aux yeux des pays de l'Est.

On en arrive à la conclusion que, pendant la période où le général de Gaulle était au pouvoir, le Traité n'a guère servi les relations franco-allemandes. La confrontation régulière entre Français et Allemands qu'il prévoit ne faisait qu'accentuer et aggraver le désaccord fondamental entre la politique des deux pays, désaccord dont on connaissait l'existence et qu'il n'était pas nécessaire d'étaler au grand jour régulièrement. Les rapports entre les deux pays étaient la plupart du temps mauvais parce que le général de Gaulle tenait à se servir du Traité pour amener la République fédérale à changer de politique, et parce que son style et ses méthodes étaient tels que les désaccords franco-allemands ne passaient jamais inaperçus. A mesure que les successeurs du général ont cessé d'essayer d'imposer à l'Allemagne une politique dont elle ne voulait visiblement pas, et qu'ils ont été eux-mêmes moins antiaméricains, l'atmosphère franco-allemande s'est détendue et les relations se sont normalisées. A la fin de 1977, après trente "sommets" dans le cadre du Traité, les rapports entre les deux pays sont très bons, sans que Paris et Bonn soient pour autant d'accord sur tous les points essentiels de leur politique étrangère.

BIBLIOGRAPHIE

Remarques préliminaires

Tous les ouvrages, articles et contributions touchant aux relations franco-allemandes pendant la période qui nous concerne (1963-1969) ont été admis dans la bibliographie. Pour plus de clarté, nous avons divisé celle-ci en plusieurs parties, séparant les ouvrages des articles et regroupant ces derniers par année.

Il nous a paru utile d'adjoindre ainsi à cette thèse une bibliographie à peu près exhaustive sur notre sujet. Cependant, l'écrasante majorité des articles et contributions ne contient pratiquement rien qui n'ait pas déjà été traité en détail dans la presse. Si les titres promettent parfois une étude approfondie sur un sujet précis, le contenu déçoit presque toujours et n'apporte rien d'essentiel ou de nouveau. Ceci est vrai même pour la plupart des contributions parues plusieurs années après la période qui nous intéresse. Nous avons donc cité très peu d'articles de revue et de contributions.

Pour ce qui est des ouvrages, il en existe fort peu qui soient consacrés strictement aux relations franco-allemandes. A vrai dire, il n'y a que le livre du professeur Gilbert Ziebura, Die deutsch-französischen Beziehungen seit 1945, qui traite vraiment ce sujet et qui réponde aussi à des critères scientifiques. Cet excellent ouvrage, que nous avons cité à plusieurs reprises, examine cependant les rapports franco-allemands depuis 1945 et donne donc relativement peu de détails sur la période qui nous intéresse ; il résume, interprète et juge beaucoup plus que nous ne l'avons fait. Un autre livre allemand dont le titre paraît prometteur, Deutschland und Frankreich, de François Bondy et Manfred Abelein, est, dans sa partie politique, plutôt un ouvrage de vulgarisation. Il présente de façon extrêmement brève les points essentiels des relations franco-allemandes depuis la guerre en les montrant surtout dans leur contexte européen. Le livre de F. Roy Willis, France, Germany and the new Europe, est encore plus axé sur les problèmes européens et ne contient pratiquement rien sur notre sujet qui ne fasse pas partie des faits généralement connus. Enfin, l'ouvrage contesté de Jacques Binoche, L'Allemagne et le général de Gaulle, dont un chapitre est consacré à la période de 1958 à 1969, ne concerne pas directement notre sujet. De toute façon, cette étude de l'opinion allemande, qui est en fait surtout une étude de la presse allemande, est trop partielle pour être digne de foi.

Il existe en outre une thèse de doctorat qui porte le titre Le Traité franco-allemand du 22 janvier 1963 et qui est consacré aussi bien au Traité qu'à sa mise en oeuvre jusqu'en 1971. Son auteur est Brundage Lafuma et elle semble avoir été soutenue en 1974 à la Faculté de droit et des Sciences économiques de la Sorbonne (Université de Paris I), bien qu'elle ne porte ni date, ni indications précises. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, ce travail et le nôtre ne se recoupent nullement. Ainsi M. Lafuma ne traite pratiquement pas les relations de Gaulle-Adenauer de 1958 à 1962, auxquelles nous avons consacré une cinquantaine de pages, ni la genèse du Traité. Il examine la coopération politique entre les deux pays de 1963 à 1971 sur vingt-deux pages en tout, alors que les relations politiques de 1963 à 1969 occupent 140 pages dans notre travail. Par contre, il reproduit longuement la coopération dans les domaines où les publications ont été nombreuses, consacrant par exemple 80 pages à l'Office franco-allemand pour la Jeunesse et 70 pages à la seule coopération industrielle. Son travail ne nous a donc été d'aucune utilité. - Signalons encore qu'un juriste allemand, Martin J. Sattler, a présenté en 1973 une thèse de doctorat qui a aussi pour titre principal Der deutsch-französische Zusammenarbeitsvertrag, mais qui est en fait consacrée aux problèmes du pouvoir contractuel du Bund (l'Etat fédéral) et des Länder (les Etats fédérés) en R.F.A., ainsi que le précise aussi le sous-titre ; le Traité franco-allemand ne lui a servi que de motif et parfois d'illustration.

En dehors du livre de M. Zieburg, nous avons donc, pour ce qui est des ouvrages, surtout cité les Mémoires et discours du général de Gaulle et du chancelier Adenauer, ainsi que des livres dus à la plume d'hommes qui nous ont apporté un témoignage personnel précieux, tel M. Couve de Murville dans Une politique étrangère, M. François Seydoux dans ses Mémoires d'outre-Rhin, M. Spaak dans Combats inachevés et M. Sulzberger dans The last of the giants et An age of mediocrity, qui recueillent ses nombreux entretiens confidentiels avec des hommes politiques du monde entier. Tous les autres livres cités dans la bibliographie ne font que toucher aux relations franco-allemandes sur un point ou sur un autre et ne contiennent rien qui aurait été un apport à notre travail.

Ouvrages

ADAM (H.-T.). - Les organismes internationaux spécialisés. Contribution à la théorie générale des établissements publics internationaux. - (Avec le concours du C.N.R.S.). - 3 tomes. - Paris : Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1965.

ADENAUER (Konrad). - Erinnerungen. - 4 tomes : Erinnerungen 1945-1953 ; Erinnerungen 1953-1955 ; Erinnerungen 1955-1959 ; Erinnerungen 1959-1963. Fragmente. - Stuttgart : Deutsche Verlags-Anstalt, 1965, 1966, 1967, 1968. - 589 p., 556 p., 551 p., 375 p. (Index). - (Trad. : Mémoires. - 3 tomes : Mémoires 1945-1953 ; Mémoires 1953-1956 ; Mémoires 1956-1963. - Paris : Hachette, 1965, 1967, 1969.)

Konrad Adenauer 1876/1976. - hrsg. von Helmut KOHL (in Zusammenarbeit mit der Konrad-Adenauer-Stiftung). - Stuttgart/Zürich : Belser Verlag, 1976. - 196 p.

Konrad Adenauer und seine Zeit. Politik und Persönlichkeit des ersten Bundeskanzlers. - Herausgegeben von Dieter BLUMENWITZ, Klaus GOTTO, Hans MAIER, Konrad REPGEN, Hans-Peter SCHWARZ. (Veröffentlichung der Konrad-Adenauer-Stiftung). - Band 1 : Beiträge von Weg- und Zeitgenossen. Band 2 : Beiträge der Wissenschaft. - Stuttgart : Deutsche Verlags-Anstalt, 1976. - 771 p. et 714 p.

Allemagne. Actualité et perspectives. - (Journées d'études organisées à Paris les 29 et 30 octobre 1966 par les "Echanges franco-allemands". Rapports d'Alfred GROSSER et Georges CASTELLAN). - Paris : Presses universitaires de France, 1967. - X + 109 p.

Auf der Suche nach Frankreich. Der Nachbar im Westen und die deutsche Kultur. - 12 Beiträge von Ruth HENRY-CONRADS, Peter W. JANSEN, Erich KOCK, Rudolf KRÄMER-BADONI, Friedmar LÜKE, Carlo SCHMID, Walter SCHMIELE, Kurt SONTHEIMER. - hrsg. von Horst LEHNER (Schriftenreihe des Instituts für Auslandsbeziehungen, Stuttgart. Band 5). - Herrenalb (R.F.A.) : Horst Erdmann Verlag, 1963. - 231 p.

BANDULET (Bruno). - Adenauer zwischen West und Ost. Alternativen der deutschen Aussenpolitik. - München : Weltforum Verlag, 1970. - 315 p.

BELOFF (Nora). - The general says no. Britain's exclusion from Europe. - London : Penguin Books, 1963. - 181 p. - (Trad. : Le général dit non. - Paris : Plon, 1964. - 255 p.)

BESSON (Waldemar). - Die Aussenpolitik der Bundesrepublik. Erfahrungen und Masstäbe. - München : Piper, 1970. - 493 p. (Bibliogr. Index).

BINOCHÉ (Jacques). - L'Allemagne et le général de Gaulle (1924-1970). - (Préface du général BINOCHÉ). - Paris : Plon, 1975. - 229 p.

BLOES (Robert). - Le 'Plan Fouchet' et le problème de l'Europe politique. - Bruges : Collège d'Europe, 1970. - 486 p. (Bibliogr.)

BONDY (François) und Manfred ABELEIN. - Deutschland und Frankreich. Geschichte einer wechsellvollen Beziehung. - Düsseldorf/Wien : Econ-Verlag, 1973. - 293 p.

BRANDT (Willy). - Friedenspolitik in Europa. - Frankfurt a.M. : Fischer, 1968 (nouv. éd. 1970). - 223 p. - (Trad. : La paix en Europe. - Paris : Albin Michel, 1969.)

CALLEO (David). - Europe's future : The grand alternatives. - New York : Horizon Press, 1965. - 192 p.

CAMPS (Miriam). - Britain and the European community (1955-1963). - Princeton (N.J.) : Princeton University Press, 1964. - 547 p.

CAMPS (Miriam). - European unification in the sixties. From the veto to the crisis. - New York/London : McGraw-Hill, 1966. - 274 p.

CAMPS (Miriam). - What kind of Europe? The Community since de Gaulle's veto. - Oxford : Oxford University Press, 1965. - 140 p.

CARMOY (Guy de). - Les politiques étrangères de la France (1944-1966). - Paris : La Table ronde, 1967. - 519 p. (Index).

COCATRE-ZILGIEN (André). - L'affaire Argoud. Considérations sur les arrestations internationalement irrégulières. - Paris : A. Pédone, 1965. - 72 p.

La coopération franco-allemande/Deutsch-französische Zusammenarbeit 1963-1969. - Publié par M. Léo HAMON, secrétaire d'Etat et porte-parole du gouvernement français, et M. Conrad AHLERS, Chef de l'Office de presse et d'information du Gouvernement fédéral. - Bonn : Bundesdruckerei, 1969. - 119 p.

COURTIN (René). - L'Europe de l'Atlantique à l'Oural. - Paris : Editions de l'Esprit Nouveau, 1963.

COUVE DE MURVILLE (Maurice). - Une politique étrangère (1958-1969). - Paris : Plon, 1971. - 500 p.

DALMA (Alfons). - De Gaulle - die Deutschen - Europa. Im Spiegel der kommentierten Texte, Dokumente und Zitate. - Karlsruhe: Condor-Verlag, 1962. - 136 p.

DEUTSCH (Karl W.), Lewis J. EDINGER, Roy C. MACRIDIS, Richard L. MERRITT. - France, Germany and the Western alliance. A study of elite attitudes on European integration and world politics. - New York : Ch. Scribner, 1967. - XI + 324 p.

Deutsch-französische Freundschaft in der Bewährung. VIII. Deutsch-Französische Konferenz, Paris, 4.-6. Dezember 1964. - (Schriftenreihe des Deutschen Rates der Europäischen Bewegung, Heft 17). - Bonn, 1965. - 95 p.

Deutschland-Frankreich. Ludwigsburger Beiträge zum Problem der deutsch-französischen Beziehungen. - hrsg. vom Deutsch-Französischen Institut Ludwigsburg. - 4 tomes. - Stuttgart : Deutsch Verlags-Anstalt, 1954, 1957, 1963, 1966. - 378 p., 472 p., 286 p., 361 p.

Deutschland und Frankreich im Spiegel des Vertrages. VII. Deutsch-Französische Konferenz, Bad Godesberg, 24.-26. Mai 1963. - (Schriftenreihe des Deutschen Rates der Europäischen Bewegung, Heft 15). - Bonn, 1963. - 94 p.

Deutschland und die Welt. Zur Aussenpolitik der Bundesrepublik 1949-1963. - (48 Beiträge). - hrsg. von Hans-Adolf JACOBSEN und Otto STENZL. (Veröffentlichung des Forschungsinstituts der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik). - München : Deutscher Taschenbuch Verlag, 1964. - 453 p. (Bibliogr.)

Dialogues franco-allemands. - Gérald ANTOINE, Pierre BOULEZ, Klaus VON DÖHNANY et al. - (Dialogues de France-Culture n° 4). - Paris : Goethe-Institut de Paris, 1976. - 243 p.

Dix ans de coopération franco-allemande/Zehn Jahre deutsch-französische Zusammenarbeit. - Publication bilingue de l'Agence économique & financière ("Agefi"). - Paris, [c. 1972]. - 176 p.

EGGERMANN (Charles). - Il était une fois... - (Préface d'Armand LANOUX). - Mauraup-le-Montois, Sermaize (Marne) : l'auteur, 1965.

Ludwig Erhard. Beiträge zu seiner politischen Biographie. - hrsg. von Gerhard SCHRÖDER, Alfred MÜLLER-ARMACK, Karl HOHMANN, Johannes GROSS, Rüdiger ALTMANN. - (Festschrift zum 75. Geburtstag). - Frankfurt/Berlin/Wien : Propyläen-Verlag, 1972. - 673 p.

FOCKE (Katharina). - Europäer in Frankreich. Eine Dokumentation integrationsfreundlicher Meinungen und Stellungnahmen in Frankreich (1965). - 2 tomes. - Köln : Europa Union Verlag, 1966. - 210 p.

FONTAINE (André). - Histoire de la guerre froide. - 2 tomes : De la révolution d'octobre à la guerre de Corée (1917-1950) ; De la guerre de Corée à la crise des alliances (1950-1967). - Paris : Fayard, 1965 et 1967.

FONTAINE (André). - La guerre civile froide. Paris : Fayard, 1969. - 194 p.

Die Force de frappe. Europas Hoffnung oder Verhängnis? - hrsg. von Hans Dieter MÜLLER. (Mit Beiträgen von Georg PICT, Carl Friedrich VON WEIZÄCKER, Alfred GROSSER, Paul REYNAUD u.a.). - Freiburg : Walter-Verlag, 1965. - 124 p.

FRANÇOIS-PONCET (André). - Au fil des jours. Propos d'un libéral (1962-1965). - Paris : Flammarion, 1966. - 345 p.

FULBRIGHT (William). - The arrogance of power. - New York : Random House, 1966. - (Trad. : L'arrogance du pouvoir. - Paris : Stock, 1968. - 348 p.)

GARDER (Michel), Carl-Gideon VON CLAER, Alfons DALMA. - Frankreich, Deutschland, Osteuropa. - hrsg. von Rudolf RIEMER. - München : Kopernikus-Verlag, 1967. - 55 p.

GARSTKA (Hansjürgen). - Die Rolle der Gemeinden in der internationalen Verständigung nach dem zweiten Weltkrieg. Gezeigt am Beispiel der deutsch-französischen Verständigung. - (Thèse de doctorat, Université de Munich). - München, 1972. - 125 + XVIII p.

GAULLE (Charles de). - La discorde chez l'ennemi. - Paris : Plon, 1972 (1ère édition : Paris, 1924). - 272 p.

GAULLE (Charles de). - Discours et messages. - 5 tomes : Pendant la guerre (1940-1946) ; Dans l'attente (1946-1958) ; Avec le renouveau (1958-1962) ; Pour l'effort (1962-1965) ; Vers le terme (1966-1969). - Paris : Plon, 1970. - 677 p., 662 p., 443 p., 457 p., 418 p.

GAULLE (Charles de). - Mémoires d'espoir. - 2 tomes : Le renouveau (1958-1962) ; L'effort (1962-...). - Paris : Plon, 1970 et 1971. - 314 p. et 224 p.

GAULLE (Charles de). - Mémoires de guerre. - 3 tomes : L'appel (1940-1942) ; L'unité (1942-1944) ; Le salut (1944-1946). - Paris : Plon, 1954, 1956, 1959. - 680 p., 712 p., 653 p.

GALLIE (Charles de). - Vers l'armée de métier. - Paris : Plon, 1971 (1ère édition : Paris, 1934). - 251 p.

Gemeinsame Tagung der deutschen und französischen Handwerkskammern. 21. und 22. Mai 1963. - Bonn : Deutscher Handwerkskammertag; Paris : Assemblée des Présidents des Chambres de Métiers. - Paris : Editions de l'Artisanat moderne, 1963. - Paginations diverses.

GROSSER (Alfred). - La IVe République et sa politique extérieure. - Paris : Armand Colin, 1961. - 406 p.

GROSSER (Alfred). - La politique extérieure de la Ve République. - Paris : Ed. du Seuil, 1965. - 188 p.

GUTTENBERG (Karl Theodor Freiherr zu). - Wenn der Westen will. Plädoyer für eine mutige Politik. - Stuttgart : Seewald Verlag, 1964 (2ème édition 1965). - 238 p.

HAMON (Léo). - La stratégie contre la guerre. - (Préface du général AILLERET). - Paris : Grasset, 1966. - 319 p.

HANRIEDER (Wolfram). - West German foreign policy 1949-1963. International pressure and domestic response. - Stanford (Cal.) : Stanford University Press, 1967. - 275 p.

HARCOURT (Robert d'). - L'Allemagne d'Adenauer à Erhard. - Paris : Flammarion, 1964. - 219 p.

HEYER (Georg Walther). - Das deutsch-französische Jugendwerk. Ziele, Möglichkeiten, Erfahrungen. - Freudenstadt : Lutzeyer, 1969. - 90 p.

HISCOCKS (Richard). - Germany revived. An appraisal of the Adenauer era. - London : V. Gollancz, 1966. - 271 p. (Bibliogr.)

HOFFMAN (Stanley). - Gulliver's troubles. The setting of the American foreign policy. - Council on Foreign Relations (The Atlantic Policy Studies). - New York/London : McGraw-Hill, 1968. - XX + 552 p.

HOLZER (Werner). - Europa: woher - wohin? I. Die Deutschen und die Franzosen. - (Vorwort von Roland DE MARGERIE). - Frankfurt : Ner-Tamid Verlag, 1963. - 79 p.

Das 198. Jahrzehnt. Eine Team-Prognose für 1970 bis 1980. - hrsg. und eingeleitet von Claus GROSSNER, Arend OETKER, Hans-Hermann MÜNCHMEYER, Carl Christian VON WEIZSÄCKER. (26 Originalbeiträge, Marion Gräfin Dönhoff zu Ehren). - Hamburg : Wegner, 1969. - 552 p. (Bibliogr.)

HUYN (Hans Graf). - Die Sackgasse. Deutschlands Weg in die Isolierung. - Stuttgart : Seewald Verlag, 1966. - 479 p. (Bibliogr.)

Die Internationale Politik 1962. - (Jahrbücher des Forschungsinstitut der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik). - Herausgegeben von Wilhelm CORNIDES und Dietrich MENDE. - München/Wien : Oldenbourg, 1968. - 530 p.

Die Internationale Politik 1963. - hrsg. von Wilhelm CORNIDES, Dietrich MENDE, Wolfgang WAGNER. - München/Wien : Oldenbourg, 1969. - 583 p.

Die Internationale Politik 1964-1965. - hrsg. von Karl CARSTENS, Dietrich MENDE, Christiane RAJEWSKY, Wolfgang WAGNER. - München/Wien : Oldenbourg, 1972. - 586 p.

Die Internationale Politik 1966-1967. - hrsg. von Karl CARSTENS, Dietrich MENDE, Christiane RAJEWSKY, Wolfgang WAGNER. - München/Wien : Oldenbourg, 1973. - 530 p.

- Die Internationale Politik 1968-1969. - hrsg. von Karl KAISER, Dietrich MENDE, Christiane RAJEWSKY, Wolfgang WAGNER. - München/Wien : Oldenbourg, 1974. - 627 p.
- JAEGER (Eckhard). - Die deutsch-französischen Beziehungen im Spiegel der DDR-Literatur. Eine Bibliographie / Les relations franco-allemandes dans la littérature de la R.D.A. - (Bibliographie bilingue 1945-1969). - Lüneburg: Ost-Akademie, 1968. - 60 p.
- JOUBE (Edmond). - Le général de Gaulle et la construction de l'Europe (1940-1966). - (Préface de Maurice DUVERGER). - 2 tomes. - Paris : Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1967. - 881 p. et 959 p. (Bibliogr. Index).
- KISSINGER (Henry A.). - The troubled partnership. A re-appraisal of the Atlantic alliance. - (Published for the Council on Foreign Relations). - New York/London : McGraw-Hill, 1965. - 266 p. (Index).
- KOLODZIEJ (Edward A.). - French international policy under de Gaulle and Pompidou. The politics of grandeur. - Ithaca/London : Cornell University Press, 1974. - 618 p. (Bibliogr. Index).
- KOPP (Otto). - Zwei Völker auf dem Weg nach Europa. Tondokumentation zur Geschichte der deutsch-französischen Zusammenarbeit mit einer Einleitung von Paul Wilhelm WENGER. - Freiburg i. Br. : "Harmonia mundi" Schallplattengesellschaft, 1964.
- KRAUS (Günther). - De Gaulle und Adenauer im Spiegel sechs deutscher Wochenzeitungen. Die Beurteilung ihrer gemeinsamen Politik 1958-1963. - (Thèse de doctorat sous la direction du professeur Ulrich FÜLLEBORN, soutenue le 18 décembre 1970 à l'Université d'Erlangen-Nuremberg). Erlangen/Nürnberg, 1970. - 436 p. (Bibliogr.)
- LACOUTURE (Jean). - De Gaulle. - Paris : Ed. du Seuil, 1969 (nouv. éd.). - 256 p.
- LAFUMA (Bruno). - Le Traité franco-allemand du 22 janvier 1963. - (Thèse de doctorat sous la direction du doyen C.A. COLLIARD, Université de Paris I, Faculté de droit et des Sciences économiques). - Paris, [c. 1974]. - 522 p. (Bibliogr.)
- LAPIE (Pierre-Olivier) et Carlo SCHMID. - La coopération franco-allemande. - Paris : La Documentation française, 1973. - 63 p.
- LAURET (René). - Notre voisin l'Allemand. Deux peuples s'affrontent. - Paris : Nouvelles Editions Latines, 1960. - 221 p. - (Trad. : Die Deutschen als Nachbarn. Revision eines Geschichtsbildes. Ein Beitrag zur deutsch-französischen Auseinandersetzung. - Vorwort des Hrsg. Fritz SCHENK (Sonderveröffentlichung des Deutsch-Französischen Instituts Ludwigsburg). - Stuttgart : Seewald Verlag, 1962. - 271 p.)
- LE PÉRON (Serge). - Le Traité du 22 janvier 1963 et les relations franco-allemandes de 1963 à 1969. - (Mémoire de Diplôme d'Etudes supérieures de Sciences politiques, sous la direction du professeur MERLE. Soutenu en février 1971. Université de Paris, Faculté de droit et des Sciences économiques). - Paris, mai 1970. - 117 p.
- LE ROY (F.). - Les relations internationales depuis 1945. - Trois fascicules en deux volumes. - Paris : I.E.P., 1966. - 329 p.
- LOCH (Theo M.). - Adenauer-de Gaulle. Bilanz der Staatsbesuche. - Bonn : Athenaem-Verlag, 1963. - 117 p.
- MACRIDIS (Roy C.). - De Gaulle : implacable ally. Selected from his own writings and speeches over 20 years. - (Foreword by Maurice DUVERGER). - New York/London : Harper & Row, 1966. - 248 p.

- MAJONICA (Ernst). - Bonn-Peking. Die Beziehungen der Bundesrepublik Deutschland zur Volksrepublik China. - Stuttgart : Kohlhammer, 1971. - 259 p.
- MAJONICA (Ernst). - Deutsche Aussenpolitik. - Stuttgart : Kohlhammer, 1965 (2ème édition). - 315 p.
- MAJONICA (Ernst). - Möglichkeiten und Grenzen der deutschen Aussenpolitik. - Stuttgart : Kohlhammer, 1969. - 132 p.
- MANFRED (Irina Al'bertovna). - Pariž-Bonn. Franko-zapadnogermanske otnošenijs vo vnešnej politike p'jatoj respubliki, 1958-1968. - Moscou : Izdatel'stvo "Nauka", 1970. - 182 p.
- MANTZKE (Martin Alfred). - Grundzüge der Frankreichpolitik Konrad Adenauers 1958-1963. Ein Beitrag zur Geschichte der deutsch-französischen Beziehungen. - (Thèse de doctorat sous la direction du professeur Hans-Adolf JACOBSEN, soutenue le 27 novembre 1974 à l'Université de Bonn). - Bonn, 1975. - 273 p. (Bibliogr.)
- MASSIP (Roger). - De Gaulle et l'Europe. - Paris : Flammarion, 1963. - 205 p.
- MONDRY (Rayhen) et Rayhenne MONDRY. - Un pont sur le Rhin vers l'Europe unie. - Paris : Debresse, 1968. - 255 p.
- NASS (Klaus Otto). - Gefährdete Freundschaft. Ein Versuch über den Nationalismus in Frankreich und Deutschland. - Bonn : Europa Union Verlag, 1971. - 264 p.
- NEWHOUSE (John). - Collision in Brussels. The common market crisis of 30 June, 1965. - London : Faber & Faber, 1968. - 195 p. - (Trad. abrégée : 30 juin 1965, crise à Bruxelles. - Paris : Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1968. - 183 p.)
- PASSERON (André). - De Gaulle parle (1962-1966). - (Préface de Paul-Marie DE LA GORCE). - Paris : Fayard, 1966. - 450 p.
- PLASCHKE (Herbert) und Dieter KLEIN. - Bonn-Paris - Achse der Monopole. - Berlin (R.D.A.) : Dietz Verlag, 1964. - 164 p.
- Pro deo amur. Deutsch-französische Begegnung Ottobeuren 1967. - hrsg. von Aegidius KOLB und Jean F. NEUROHR im Auftrag der Vereinigung der Freunde der Benediktinerabtei Ottobeuren. - Augsburg : Kommissions-Verlag Winfried-Werk, 1967. - 136 p.
- La réalité quotidienne des échanges franco-allemands/Praxis des deutsch-französischen Austausches. - Réalisé par le Consulat général de France à Düsseldorf pour le service de presse de l'Ambassade de France à Bonn. - 2 tomes : Administration et économie ; Culture. - Strasbourg, 1970. - 685 p. et 766 p.
- RUEHL (Lothar). - La politique militaire de la Ve République. - (Préface d'Alfred GROSSER). - Paris : Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1976. - 430 p.
- SATTLER (Martin J.). - Der deutsch-französische Zusammenarbeitsvertrag. Eine Untersuchung zur Vertragsmacht des Bundes und der Länder. - (Thèse de doctorat sous la direction du professeur Werner VON SIMSON, soutenue le 18 juin 1973 à la Faculté de droit de l'Université de Fribourg en Brisgau). - Freiburg, 1972. - 209 p.
- SCHMID (Carlo) und Pierre-Olivier LAPIE. - Die deutsch-französische Zusammenarbeit. - hrsg. vom Presse- und Informationsamt der Bundesregierung. - (Stand : 20. Dezember 1972). - Bonn : Bundesdruckerei, 1973. - 77 p.

SCHOENBRUN (David). - The three lives of Charles de Gaulle. - London : Hamish Hamilton, 1965. - 365 p. - (Trad. : Les trois vies de Charles de Gaulle. - Paris : Julliard, 1965. - 491 p.)

SCHOLL-LATOURET (Peter). - Im Sog des Generals. Von Abidjan nach Moskau. - Stuttgart : Deutsche Verlags-Anstalt, 1966. - 363 p.

SCHRÖDER (Gerhard). - Wir brauchen eine heile Welt. Politik in und für Deutschland. - hrsg. und bearbeitet von Alfred RAPP. - Düsseldorf/Wien : Econ-Verlag, 1963. - 283 p. - (Trad. : Le monde que nous voulons. Politique intérieure et extérieure de l'Allemagne. - Présentation d'Alfred RAPP. - Paris : Plon, 1965. - 295 p.)

Sehr verehrter Herr Bundeskanzler! Heinrich von Brentano im Briefwechsel mit Konrad Adenauer 1949-1964. - hrsg. von Arnulf BARING. - Hamburg : Hoffmann und Campe, 1974. - 511 p.

SETHE (Paul). - Öffnung nach Osten. Weltpolitische Realitäten zwischen Bonn, Paris und Moskau. - Frankfurt : H. Scheffler, 1966. - 203 p.

SEYDOUX (François). - Mémoires d'outre-Rhin. - Paris : Grasset, 1975. - 309 p.

SEYDOUX DE CLAUSSONNE (François). - Betrachtungen über die deutsch-französischen Beziehungen von Briand bis de Gaulle. - Köln/Opladen : Westdeutscher Verlag, 1968. - 26 p.

SIEGLER (Heinrich von). - Kennedy oder de Gaulle? Probleme der Atlantik- und Europapolitik. - Bonn/Wien/Zürich : Sieglers-Verlag, 1963. - 161 p.

SILJ (Alessandro). - Europe's political puzzle. A study of the Fouchet negotiations and the 1963 veto. - Harvard University, Center for International Affairs, occasional paper n° 17, décembre 1967. - 178 p.

SORENSEN (Theodore C.). - Kennedy. - (Foreword by Lord HARLECH). - London : Hodder and Stoughton, 1965. - 783 p. (Index).

SPAACK (Paul-Henri). - Combats inachevés. - 2 tomes : De l'indépendance à l'alliance ; De l'espoir aux déceptions. - Paris : Fayard, 1969. - 315 p. et 444 p. (Index).

STERCKEN (Hans). - De Gaulle hat gesagt... Eine Dokumentation seiner Politik. - Stuttgart : Seewald Verlag, 1967. - 366 p.

STRASSER (Otto). - Mit de Gaulle für Neutralität! - München : Verlag Deutsche Freiheit, 1966. - 32 p.

STRAUSS (Franz Josef). - Entwurf für Europa. - Stuttgart : Seewald Verlag, 1966. - 164 p.

STRAUSS (Franz Josef). - Herausforderung und Antwort. Ein Programm für Europa. - Stuttgart : Seewald Verlag, 1968 (2ème édition).

STROBEL (Robert). - Adenauer und der Weg Deutschlands. - Luzern/Frankfurt : C.J. Bucher, 1965. - 204 p. - (Trad. : Adenauer et le destin de l'Allemagne. - Lausanne/Paris : Ed. Rencontre, 1966. - 204 p.)

SULZBERGER (Cyrus L.). - An age of mediocrity. Memoirs and diaries, 1963-1972. - New York : Macmillan, 1973. - 828 p. (Index).

SULZBERGER (Cyrus L.). - The last of the giants. - New York : Macmillan, 1970. - 1063 p. (Index). - (Trad. : Les derniers des géants. Mémoires. - Paris : Albin Michel, 1972.)

UTERWEDDE (Henrik) und Dieter MENYESCH. - Die deutsch-französischen Beziehungen : Von der Aussöhnung zur Kooperation. - (Schriftenreihe "Politik - kurz und aktuell" der Landeszentrale für politische Bildungsarbeit Berlin, Heft 21). - Berlin, 1975. - 60 p.

VIANSSON-PONTÉ (Pierre). - Les politiques. Bilan de la Ve République - Paris : Calmann-Lévy, 1967. - 276 p.

WEISENFELD (Ernst). - De Gaulle sieht Europa. Reden und Erklärungen 1958-1966. - Frankfurt a.M./Hamburg : Fischer, 1966. - 173 p.

WENGER (Paul Wilhelm). - Durchbruch nach Europa. Konrad Adenauers politisches Werk. - Stuttgart : Kohlhammer, 1964. - 200 p.

WIGHTON (Charles). - Adenauer - democratic dictator. A critical biography. - London : Frederick Muller, 1963, et New York : Coward, McCann, 1964. - 389 p.

WILLIS (F. Roy). - France, Germany, and the new Europe (1945-1967). Stanford (Cal.)/London : Stanford University Press/Oxford University Press, 1968. - (Rev. and expanded edition). - 431 p. (Bibliogr.)

WILSON (Harold). - The Labour Government 1964-1970. A personal record. - London : Weidenfeld and Nicolson and Michael Joseph, 1971. - 836 p.

Wohin Deutschland in Europa? - Bergedorfer Gesprächskreis zu Fragen der freien industriellen Gesellschaft, 14. Tagung. Diskussionsleiter François BONDY, Referent Alfred GROSSER, Korreferent Karl Theodor Frhr. zu GUTTENBERG. - (Bergedorfer Protokolle, Band 8). - Hamburg/Berlin : R. v. Decker's Verlag, 1964. - 124 p.

WÖLKE (Gabriele). - Die Rundfunkpolitik der V. Republik unter besonderer Berücksichtigung der deutsch-französischen Zusammenarbeit. - (Thèse de doctorat, Université de Heidelberg). - Heidelberg, 1972. - 214 p.

WÜLLRICH (Michael). - Das 'Groupement d'intérêt économique' : Ein deutsch-französisches Kooperationsmodell auf dem Wege zur europäischen Integration im Gesellschaftsrecht? - (Thèse de doctorat, Université de Bonn, Faculté de droit). - Bonn, 1973. - 318 p.

WULLUS-RUDIGER (J.). - Français et Allemands : ennemis héréditaires ? Une synthèse de l'histoire européenne. - Bruxelles/Paris : Brepols, 1965. - 304 p.

ZIEBURA (Gilbert). - Die deutsch-französischen Beziehungen seit 1945. Mythen und Realitäten. - Pfullingen : Neske, 1970. - 200 p.

Documents multigraphiés du Centre d'Etudes de Politique étrangère
(Comité d'études des relations franco-allemandes)
54, rue de Varenne, Paris 7ème.

- n° 61 F 6 fév. 1963 "La déclaration gouvernementale (au lendemain de l'échec de Bruxelles) et les débats au Bundestag". - 8 p.
- n° 62 F 27 fév. 1963 "L'opinion allemande et la crise de Bruxelles". - 22 p.
- n° 64 F 30 juin 1964 "La coopération militaire entre la France et la République fédérale d'Allemagne". - 16 p.
- n° 65 F 15 déc. 1964 "Attitudes allemandes et françaises face à l'octroi de crédits à long terme aux pays communistes". - 33 p. et 40 p.
- n° 66 F 30 janv. 1965
- n° 68 F 17 fév. 1965 "Les réactions allemandes à la conférence de presse du général de Gaulle".
- n° 69 F 18 mai 1965 "Les réactions de l'opinion allemande à l'allocution du général de Gaulle, le 27 avril 1965, et à la visite de M. Gromyko, ministre soviétique des Affaires étrangères, à Paris".
- n° 70 F 10 juill. 1965 "Relations entre syndicats allemands et syndicats français".
- n° 71 F 22 mars 1966 "Les organes bilatéraux des relations économiques franco-allemandes".
- n° 72 F 22 avril 1966 "Les échanges commerciaux entre la République fédérale et la France".
- n° 73 F 31 mai 1966 "Quelques idées nouvelles sur le problème de la réunification de l'Allemagne".
- n° 74 F 25 juin 1967 "Projet pour une étude sur des modèles de sécurité européenne".
- n° 75 F 4 déc. 1967 "Modèles de sécurité européenne". - (doc. révisé).
- n° 76 F 16 mai 1969 "La situation avant les élections en Allemagne fédérale".
- n° 77 F 30 nov. 1969 "Les débats du nouveau Bundestag sur la politique étrangère de la République fédérale d'Allemagne".
- n° 78 F mai 1970 "Les relations économiques de la République fédérale d'Allemagne avec les pays de l'Est".

Document exceptionnel publié dans le cadre du C.E.P.E. :

GORCE (Paul-Marie de la). - L'évolution des affaires allemandes. - Paris : décembre 1965. - 128 p. - (p. 70 et s. : La coopération militaire franco-allemande).

Documents publiés par "Europress G.m.b.H." dans Deutsch-Französischer Dienst (dfd). - 532 Bad Godesberg, Koblenzerstr. 33.

mai 1967 "Deutsch-französische Beziehungen : Agrarwirtschaft".

juin 1967 "Deutsch-französische Zusammenarbeit in Wissenschaft und Forschung".

oct. 1967 "Deutsch-französische Zusammenarbeit auf dem Gebiet der Verteidigung".

nov. 1967 "Deutsch-französische Wirtschaftsbeziehungen".

Publications de la Documentation française. - 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris.

Chroniques étrangères : Allemagne. - Dépouillé dans la bibliographie systématique. - (a cessé de paraître à la fin de 1967).

"L'enseignement en République fédérale d'Allemagne". - Notes et Etudes documentaires, n° 2973, 16 mars 1963. - 35 p.

"Les forces armées de la République fédérale d'Allemagne". - (En annexe : "La coopération militaire franco-allemande".) - Notes et Etudes documentaires, n° 3348, 23 décembre 1966. - 28 p.

"Les organes de la coopération franco-allemande". - Textes et Notes, n° 85, 23 avril 1964. - 14 p.

La coopération franco-allemande. - Publié par Pierre Olivier LAPIE et Carlo SCHMID. - Paris : Documentation française, 1973. - 63 p.

Publications du Deutscher Rat der Europäischen Bewegung (Section allemande du Mouvement européen). - 53 Bonn, Markt 24.

Deutschland und Frankreich im Spiegel des Vertrages. VII. Deutsch-Französische Konferenz, Bad Godesberg, 24.-26. Mai 1963. - Bonn, Schriftenreihe des Deutschen Rates der Europäischen Bewegung, Heft 15, 1963. - 94 p.

Wie steht es um die Einigung Europas? Fünfzehn Jahre Deutscher Rat der Europäischen Bewegung. Berlin, 6.-8. November 1964. - Bonn, Schriftenreihe..., Heft 16. - 112 p.

Deutsch-französische Freundschaft in der Bewährung. VIII. Deutsch-Französische Konferenz, Paris, 4.-6. Dezember 1964. - Bonn, Schriftenreihe..., Heft 17. - 95 p.

Die Zukunft Europas angesichts der Entwicklung in Ost und West. IX. Deutsch-Französische Konferenz, Bad Godesberg, März 1968. - Bonn, Schriftenreihe..., Heft 19. - 80 p.

Deutschland und Frankreich in den siebziger Jahren. X. Deutsch-Französische Konferenz, Paris 1970. - Bonn, Schriftenreihe..., Heft 20. - 71 p.

Articles et contributions (par année, dans l'ordre alphabétique)

MÜLLER-MAREIN (Josef). - "Warum sie 'Vive de Gaulle' riefen...". - Die Zeit, 14 septembre 1962.

SCHMID (Carlo). - "Unser Nachbar Frankreich". - Abendzeitung, 20 novembre 1962.

WAGNER (Wolfgang). - "Die Deutschen und das Char(1)isma". - Sonntagsblatt (Hambourg), 16 septembre 1962.

ABELEIN (Manfred). - "Frankreichs Vertrag mit der Bundesrepublik : Vorgeschichte und Bedeutung". - Europa-Archiv, 18 (4), 25 février 1963, p. 125-134.

ADENAUER (Konrad). - "De Gaulle et moi". - (Interview recueillie par Claude COUBAND). - Le Nouveau Candide, 14-21 novembre 1963.

ADENAUER (Konrad). - "Mon pacte avec de Gaulle". - (Interview recueillie par Claude COUBAND). - Le Soir (Belgique), 15 nov. 1963.

ADENAUER (Konrad). - "On nazisme, de Gaulle, Russia, the future". - (Interview recueillie par O. SCHISGALL). - Look (U.S.A.), vol. 27, 17 décembre 1963, p. 27-29.

"After the honeymoon : The talks in Bonn". - The Statist, 181 (4453), 12 juillet 1963, p. 100-101.

"Aftermath of a Common market veto". - Senior Scholastic. - Teacher edition (Englewood Cliffs, New Jersey, U.S.A.), vol. 82, 20 février 1963, p. 5.

"The alliance - Whose grand design?" - Newsweek, 61 (6), 11 février 1963, p. 12.

ALSOP (Joseph). - "Some peculiar pointers". - New York Herald Tribune, 12 février 1963.

"Après la rencontre entre le général de Gaulle et le chancelier Erhard (21-22 novembre 1963)". - Documentation française, Articles et Documents (A travers la presse internationale), n° 0.1465, 3 décembre 1963.

"Après le voyage à Bonn du général de Gaulle (4-5 juillet 1963)". - Documentation française, Articles et Documents (A travers la presse internationale), n° 0.1409, 9 juillet 1963.

ARON (Raymond). - "De Gaulle and Adenauer : Are they imperilling Western unity?". - European Review, 13 (1), hiver 1962-1963, p. 27-29.

"L'axe Paris-Bonn, complot contre la paix". - Vie Internationale, mars 1963, p. 49-59.

BARCIA TRELLES (C.). - "Alcance y significación del tratado franco-germano". - Revista de política internacional (Madrid), n° 66, mars-avril 1963, p. 29-75.

BAUER (Eddy). - "I. Le frein américain". - "II. L'obstacle britannique". - Journal de Genève, 26 avril 1963 et 29 avril 1963.

BECKER (Kurt). - "Bonn muss Farbe bekennen". - Die Welt, 30 janvier 1963.

BENCKISER (Nikolas). - "Blick auf die Scherben". - Frankfurter Allgemeine Zeitung, 31 janvier 1963, p. 1.

BERLIOZ (I.). - "Paris et Bonn accumulent les obstacles". - Démocratie nouvelle, n° 12, décembre 1963, p. 34-36.

BIEDERMANN (A.). - "Das deutsch-französische Problem im zeitgenössischen französischen Schrifttum". - Europäische Erziehung, n° 6, décembre 1963, p. 107-110.

BITTMANN (Otto). - "Diskussion zur Achse Bonn-Paris". - Deutsche Aussenpolitik, 8 (8), 1963, p. 657-664.

BRENTANO (Heinrich von). - "Die Neuorientierung der politischen Beziehungen zwischen Deutschland und Frankreich nach 1945", p. 53-76 in : Frankreich und Deutschland / hrsg. von Karl FORSTER. - Würzburg : Echter-Verlag, 1963. - 123 p.

BROOM (William W.). - "Atlantische Öffnung : Zur Begegnung Erhard-de Gaulle". - Sonntagsblatt (Hamburg), n° 48, 1963, p. 5.

"Ce que les Allemands pensent des Français". - Réalités, n° 213, octobre 1963, p. 98-107. - (Trad. : "What the Germans think of the French". - Réalités (English edition), New York/London, février 1964, p. 68-73).

CLAUDE (Henri). - "Aspects économiques de l'axe Paris-Bonn". - Nouvelle Revue Internationale, 6 (12), décembre 1963, p. 40-56.

CLAUDE (Henri). - "Die ökonomischen Aspekte der Achse Paris-Bonn". - Probleme des Friedens und des Sozialismus (Berlin, R.D.A.), 6 (12), décembre 1963, p. 992-998.

CLEMENT (Alain). - "Nach dem Wachwechsel in Bonn : Ein Franzose über die Zukunft des deutsch-französischen Verhältnisses". - Die Zeit (Hamburg), 18 (49), 1963, p. 8.

"Common market : a Noël from France?". - Newsweek (U.S.A.), vol. 62, 30 décembre 1963, p. 21.

"La Conférence franco-allemande de Bad-Godesberg". - (Texte du Bulletin de l'Office de presse et d'information du Gouvernement fédéral, Bonn, éd. française). - Documentation française, Articles et Documents, n° 0.1398, 15 juin 1963.

"La coopération franco-allemande et le traité du 22 janvier". - Esope, 15-31 janvier 1963, p. 11-15.

CORNIDES (Wilhelm). - "Die Bundesrepublik vor der Ratifizierung des deutsch-französischen Vertrages". - Europa-Archiv, 18 (7), 1963, p. 237-240.

COUVE DE MURVILLE (Maurice). - "Der Sinn des deutsch-französischen Vertrages: Für ein Gleichgewicht in Europa". - Der europäische Osten (Karlsruhe), n° 100-101, juillet-août 1963, p. 399-403.

DEUTSCH (Harold C.). - "The impact of the Franco-German entente". - The Annals of the American Academy of Political and Social Science (Philadelphia, U.S.A.), n° 348, juillet 1963, p. 82-94.

DUBROVIN (V.). - "Military and economic collaboration between France and West Germany". - International Affairs (Moscou), janvier 1963, p. 80-85.

DUCLOS (Jacques). - "La paix et les responsabilités françaises". - Démocratie Nouvelle, n° 3, mars 1963, p. 2-6.

DUVERGER (Maurice). - "Le chemin de Damas". - Le Monde, 29 janvier 1963.

DZELEPY (E. -N.). - "Du traité franco-allemand à la crise du Marché commun ou le mutuel jeu de dupes de de Gaulle et d'Adenauer". - (Année politique et économique), 36 (172), avril 1963, p. 139-154.

"En marge du traité franco-allemand, 1963". - (Neuf articles par des auteurs différents) - Documents (Cologne), 18 (3), mai-juin 1963, p. 53-94.

ERHARD (Ludwig). - "Der geschichtliche Wert der deutsch-französischen Aussöhnung". - Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 207, 1963, p. 1829-1832.

ERHARD (Ludwig). - "L'amitié franco-allemande, force motrice de l'intégration européenne". - Bulletin de l'Office de presse et d'information du Gouvernement fédéral (éd. française), n° 28, 31 juillet 1963, p. 217-218.

ERHARD (Ludwig). - "Interview avec le chancelier Erhard". - (Propos recueillis par Henri de KERGORLAY). - Le Figaro, 18 novembre 1963, p. 5.

ERHARD (Ludwig). - "Les rapports franco-allemands et l'Europe politique". - Documentation française, Chroniques Etrangères : Allemagne, 63 (8-9), août-septembre 1963, p. 9.

ERHARD (Ludwig). - "Wir wollen nicht auf zwei Schultern tragen". - (Interview recueillie par Hans Ulrich KEMPSKI). - Süddeutsche Zeitung, 5 février 1963. - (Trad. : "Riserve di Erhard sul Trattato di Parigi". - Relazioni Internazionali (Milan), n° 7, 16 février 1963, p. 216-217.)

FERON (Bernard). - "Adenauer vient faire ses adieux à de Gaulle". - Témoignage chrétien, n° 1002, 19 septembre 1963.

FIEDLER (Horst). - "Der westdeutsch-französische Kriegspakt". - Deutsche Aussenpolitik (Berlin, R.D.A.), 8 (5), mai 1963, p. 367-374.

FONTAINE (André). - "Frankreichs Stabilität als Basis für de Gaulle". - Aussenpolitik, 14 (2), février 1963, p. 89-94.

FONTAINE (André). - "De Gaulle: Frankreich soll Frankreich bleiben". - Aussenpolitik, novembre 1963, p. 739-744.

"Franco-German accord". - Senior Scholastic - Teacher edition (Englewood Cliffs, New Jersey, U.S.A.), vol. 82, 6 février 1963, p. 21.

"Franco-German axis : An end or a beginning?". - Newsweek, 61 (5), 4 février 1963, p. 19.

"Franco-German treaty of reconciliation". - (texte anglais du traité). - Current History (Philadelphia, Pa.), vol. 44, avril 1963, p. 237-239.

FRANÇOIS-PONCET (André). - "L'arbrisseau". - Le Figaro, 26-27 janvier 1963, p. 1.

FRANÇOIS-PONCET (André). - "Deux amis". - Le Figaro, 23 septembre 1963.

FRANÇOIS-PONCET (André). - "L'Europe dans l'impasse". - Le Figaro, 24 juin 1963.

"Frankreich droht die Politik des leeren Stuhles. Die deutsch-französische Freundschaft und Englands Beitritt zur E.W.G.". - Teplitz-Schönauer Anzeiger (Marburg/Lahn), 102 (6), 1963, p. 1.

FREY (Gerhard). - "Mit de Gaulle gegen Kennedy? Wir fordern eine deutsche Aussenpolitik". - Schlesische Rundschau (Munich), 15 (27), 1963, p. 1 et 4.

FRISCH (A.). - "Le nouveau couple France-Allemagne". - Nouvelle Frontière, n° 3, septembre 1963, p. 22-26.

FURLER (Hans). - "Schriftlicher Bericht des Ausschusses für auswärtige Angelegenheiten des Bundestages über den Gesetzentwurf zu dem Vertrag vom 22. Januar 1963". - Deutscher Bundestag, 4. Wahlperiode, Drucksache IV/1252, 8 mai 1963. - 10 p.

FURLER (Hans). - "Le traité franco-allemand et le développement de la C.E.E.". - Cahiers Européens (Luxembourg), automne 1963, p. 33-39.

"De Gaulle in Bonn : The pollinators". - The Economist, 208 (6255), 13 juillet 1963, p. 131-132.

"General without followers". - The Economist, 208 (6255), 13 juillet 1963, p. 130-131.

GROSSER (Alfred). - "Balance político de las relaciones franco-alemanas". - Foro Internacional (Mexique), avril-juin 1963, p. 580-600.

GROSSER (Alfred). - "France and Germany in the Atlantic Community". International Organization (U.S.A.), n° 3, été 1963, p. 550-573.

GROSSER (Alfred). - "General de Gaulle and the foreign policy of the fifth Republic". - International Affairs (London), avril 1963, p. 298-313.

GROSSER (Alfred). - "Der Wandel des Deutschlandbildes in der französischen öffentlichen Meinung in den Jahren nach 1945", p. 103-123 in : Frankreich und Deutschland/hrsg. von Karl FORSTER.-Würzburg Echter-Verlag, 1963. - 123 p.

HÄGELE (Michael P.). - "Deutschland-Frankreich im Jahre 1963". - Aussenpolitik, 14 (3), mars 1963, p. 151-157.

HÄGELE (Michael P.). - "Les relations franco-allemandes en 1963". - Documents (Cologne), 18 (2), mars-avril 1963, p. 67-76.

HARCOURT (Robert d'). - "De Gaulle et l'opinion allemande". - Revue des deux Mondes, n° 9, 1er mai 1963, p. 3-15.

HAUSENSTEIN (W.). - "Französisch-deutsche Missverständnisse". - Evangelischer Digest (Stuttgart), n° 5, 1963, p. 41-51.

HOFFMANN (J.). - "Deutschland und Frankreich in Europa". - Politische Studien (Munich), 14 (150), juillet-août 1963, p. 428-433.

HOFFMANN (J.). - "France-Allemagne en Europe". - Documents (Cologne) 18 (5), septembre-octobre 1963, p. 50-58.

JOUKOV (Yuri). - "A qui profite l'axe Paris-Bonn ?". - Vie Internationale, 3 (8), août 1963, p. 66-77.

JOUKOV (Yuri) avec orthographe : ZHUKOV (Yuri). - "Paris-Bonn alliance : who stands to gain ?". - International Affairs (Moscou), août 1963, p. 60-70.

KASKELINE (Egon). - "Deutschland-Handel noch immer in der Expansion: Starke Zunahme des Fertigwaren-Austausches". - Der Volkswirt (Frankfurt), 17 (30), 26 juillet 1963, p. 1652-1653.

LAURET (René). - "Rosen, Verträge und... Die Reise nach Bonn - ein Vorbericht". - Sonntagsblatt (Hambourg), n° 28, 1963, p. 6.

LAVERGNE (B.). - "La conférence de presse du général de Gaulle et le traité franco-allemand. 1. La nocivité de la force de frappe nationale. 2. La rupture de l'Alliance Atlantique et la neutralité virtuelle de la France. 3. Le peu de valeur du traité franco-allemand et l'éclatement de l'Europe des Six". - L'année politique et économique, n° 171, février 1963, p. 25-54.

LINNERZ (H.). - "La ratification du traité". - Documents (Cologne), 18 (3), mai-juin 1963, p. 57-61.

LIPPMANN (Walter). - "Adenauer and de Gaulle". - New York Herald Tribune, 25 janvier 1963. (Trad. dans Le Figaro, 26-27 janvier 1963).

LIPPMANN (Walter). - "A German speaks up". - (Discours du 27 mars 1963 de M. Hallstein à Strasbourg). - New York Herald Tribune, 5 avril 1963.

LOCCHI (G.). - "Adenauer a Parigi per gettare le basi dell' 'Europa delle patrie'". - Esteri (Italie), n° 1, 15-31 janvier 1963, p. 15-16.

MANRAU (K.). - "Die Achse Bonn-Paris bedroht den Frieden". - Der nationale Demokrat (Berlin, R.D.A.), 1963, p. 427-430.

MARGERIE (Roland de). - "Betrachtungen über die deutsch-französischen Beziehungen", p. 29-51 in : Frankreich und Deutschland/hrsg. von Karl FORSTER, Würzburg : Echter-Verlag, 1963. - 123 p.

MARTÍN (C.). - "Las relaciones franco-alemanas en la historia". - Revista de Política Internacional (Madrid), n° 66, mars-avril 1963, p. 43-75.

MASSIP (Roger). - "Les adieux de Rambouillet". - Le Figaro, 21-22 sept. 1963, p. 1.

MOLCHANOV (N.). - "Background to the Paris-Bonn treaty". - New Times (Moscou), 6 février 1963, p. 10-12.

MOMMER (Karl). - "Europa als Ziel und Wirklichkeit". - Die Neue Gesellschaft, n° 3, 1963, p. 190-194.

"Mongoose and cobra". - Newsweek (U.S.A.), vol. 61, 25 février 1963, p. 33-34.

NOBÉCOURT (Jacques). - "De Gaulle zwischen Washington, Moskau und Bonn". - Dokumente (Cologne), vol. 19, 1963, p. 247-250.

NOBÉCOURT (Jacques). - "Quelques données psychologiques du traité franco-allemand". - Etudes, vol. 318, 1963, p. 212-216.

"Note de protestation du gouvernement soviétique au gouvernement français du 5 février 1963" (au sujet du traité franco-allemand du 22 janvier 1963). - Traduction officielle. - Documentation française, Articles et Documents (textes du jour), n° 0.1357, 26 février 1963.

"Note française du 30 mars 1963 en réponse à la note soviétique du 5 février 1963". - Texte intégral. - Documentation française, Articles et Documents (textes du jour), n° 0.1376, avril 1963.

"Note soviétique du 17 mai 1963 au gouvernement français". - Traduction officielle. - Documentation française, Articles et Documents (textes du jour), n° 0.1393, mai 1963.

"Note française remise à Moscou le 23 août 1963 en réponse à la note soviétique du 17 mai 1963". - Texte intégral. - Documentation française, Articles et Documents (Textes du jour), n° 0.1429.

"Old frontier : Franco-German cooperation treaty". - Newsweek (U.S.A.), vol. 62, 15 juillet 1963, p. 32-33.

"Paris-Bonn axis : conspiracy against peace". - International Affairs (Moscou), mars 1963, p. 46-56.

"Perspektiven des Pariser Vertrages. Eine Umfrage unter Franzosen und Deutschen". - Dokumente, 19 (2), 1963, p. 113-136.

PEYRET (H.). - "Le Traité franco-allemand". - L'Economie, n° 873, 20 juin 1963, p. 1-2.

PEYRET (H.). - "La bataille de Bonn". - L'Economie, n° 855, 7 février 1963, p. 1-2.

PEYRET (H.). - "Après les conversations de Bonn". - L'Economie, n° 876, 11 juillet 1963, p. 1-2.

POLJANON (N.). - "Kuda Katitsja 'Os' Bonn-Pariž". - Kommunist (Moscou), 39 (3), 1963, p. 106-112.

PRITTIE (Terence). - "Paris-Bonn axis". - New Republic (Marion, Ohio, U.S.A.), vol. 148, 9 février 1963, p. 8-9.

PROEBST (Hermann). - "Die deutsch-französische Freundschaft im Bewusstsein der deutschen Öffentlichkeit", p. 77-101 in : Frankreich und Deutschland/hrsg. von Karl FORSTER. Würzburg : Echter-Verlag, 1963. - 123 p.

REVENTLOW (Rolf). - "Um die deutsch-französische Freundschaft". - Zukunft (Wien), n° 7, 1963, p. 8-9.

"Reversal of alliances ?". - The Economist, vol. 206, 26 janvier 1963, p. 294-295.

RÖPKE (W.). - "La solidarité avec la France". - Documents (Cologne), 18 (5), septembre-octobre 1963, p. 59-65.

ROUSSEAU (Charles). - "Allemagne et France. Entrée en vigueur du traité de coopération signé le 22 janvier 1963. Problème des réserves à la ratification". - Revue Générale de Droit International Public, tome 67, 1963, p. 875-878.

SCHOMERUS (Johanna). - "De Gaulles Europa-Konzeption im Spiegel seiner Memoiren und Reden". - Europa-Archiv, 10 mai 1963, p. 323-332.

SCHORR (Daniel). - "Shadows on the success of 'Der Alte'". - Reporter (New York), vol. 28, 28 février 1963, p. 27-28.

SCHRÖDER (Gerhard). - "Frankreich - Deutschland - Europa". - Bulletin des Presse- und Informationsamtes des Bundesregierung, n° 194, 31 octobre 1963, p. 1701-1703.

SCHRÖDER (Gerhard). - "France - Allemagne - Europe". - (Interview recueillie par M. SCHWARZKOPF). - Documents (Cologne), n° 6, novembre-décembre 1963, p. 97-104.

SCHWARZ (Siegfried). - "Ursachen, Charakter und Auswirkungen der Achse Paris-Bonn". - Dokumentation der Zeit (Berlin, R.D.A.), 14 (289), juillet 1963, p. 1-15.

SCHWEIKERT (Klaus). - "Deutschland und Frankreich". - Forum Academicum (Heidelberg), 14 (5), 1963, p. 5-8.

SEBASTIANI (C.). - "La pénétration des produits industriels français sur le marché ouest-allemand". - Vendre (Paris) I : n° 393, novembre 1962, p. 31-37. - II : n° 395, janvier 1963, p. 34-39.

SEDYKH (V.). - "Les bases douteuses de la 'grandeur' de la France". - La Vie Internationale, 3 (4), avril 1963, p. 9-14.

SEEBERG (Axel). - "...Die Notwendigkeit. Nachwort zum de Gaulle-Besuch". - Sonntagsblatt (Hambourg), n° 28, 1963, p. 6.

"La 7ème Conférence franco-allemande de Bad-Godesberg (24-26 mai 1963)". - Politique Etrangère, n° 2, 1963, p. 161-169.

SEXMANSKI (Z.). - "Poland and the French-German treaty". - Zachodnja Agencja Prasowa (Poznan, Pologne), n° 5, mai 1963, p. 7-9.

SEYDOUX (François). - "Le traité franco-allemand". - Politique étrangère, 28 (6), 1963, p. 449-458.

SOUFFLET (Jacques). - "Rapport fait au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi autorisant la ratification du Traité du 22 janvier 1963". - Journal officiel, Sénat, Document n° 133, annexe au procès-verbal de la séance du 20 juin 1963, p. 10.

"Soviet notes on the Paris-Bonn treaty". - New Times (Moscou), 20 février 1963, p. 37-47.

"Strictly protocol. Chancellor L. Erhard's visit to de Gaulle". - Newsweek (U.S.A.), vol. 62, 2 décembre 1963, p. 58 +

SUDHÖLTER (J.). - "Der deutsch-französische Vertrag und die deutsche Schule". - Die Realschule (Hanovre), 71 (9), 1963, p. 223-224.

SÜNDERMANN (Helmut). - "De Gaulle, die Deutschlandfrage und das Problem der Dritten Macht". - Nation Europa (Coburg, R.F.A.), 13 (3), 1963, p. 51-54.

TERRENOIRE (Louis). - "Rapport fait au nom de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale sur le projet de loi autorisant la ratification du Traité du 22 janvier 1963". - Journal Officiel, Documents de l'Assemblée Nationale, document n° 307, mis en distribution le 11 juin 1963. - 41 p.

THILENIUS (Richard). - "Pakt mit Paris hat Washington verstimmt". - Süddeutsche Zeitung, 2-3 février 1963.

"Le traité franco-allemand". - Note d'Information (Service d'information, d'études et de cinématographie des Armées), n° 110, 1er-15 février 1963.

"Le traité franco-allemand" (titre du numéro). - Bulletin mensuel d'information du Comité français pour l'Union paneuropéenne, n° 22, 25 avril 1963.

TRAUTMANN (Walter). - "Deutsch-französische Konsultationen : Schwieriger Start der Allianz. Gefahren eines Konfliktes mit den grösseren Gemeinschaften". - Der Volkswirt (Frankfurt), 17 (28), 12 juillet 1963, p. 1478-1479.

"Unhand that man, sir, it's a brand new Europe". - Life (Chicago), vol. 54, 1er février 1963, p. 16-17.

"Unvisit". - Time (Chicago), vol. 82, 12 juillet 1963, p. 26.

VERNANT (Jacques). - "Le rapprochement franco-allemand et les relations Europe-Etats-Unis". - Revue de Défense Nationale, mars 1963, p. 501-507.

VERNAY (A.). - "Franco-German Alliance faces the unknown". - Statist (Londres), 182 (4473), 29 novembre 1963, p. 621-623.

VILLON (P.). - "La politique de l'axe Bonn-Paris à la lumière de l'histoire". - Cahiers du Communisme, n° 4, avril 1963, p. 101-115.

"La visite officielle du chancelier Erhard à Paris". - Documentation française, Chroniques Etrangères : Allemagne, 63 (12), décembre 1963, p. 5-12.

VOGEL (Ulrich). - "Frankreichs Nervenkrieg gegen Bonn. Europa erlebt die Stunde der Wahrheit". - Christ und Welt (Stuttgart), 16 (51), 1963, p. 5.

"Le voyage à Bonn du général de Gaulle". - Documentation Française, Chroniques Etrangères : Allemagne, 63 (7), juillet 1963, p. 12-14.

WEHNER (Herbert). - "Wir müssen jeden Zweifel ausschliessen". - Vorwärts, n° 10, 6 mars 1963.

WEINSTEIN (Adalbert). - "Mit zwei Kugeln. Deutschlands Aufgabe als Vermittler zwischen U.S.A. und Frankreich". - Die Bundeswehr (Dortmund), vol. 8, 1963, p. 193.

WENGER (Paul Wilhelm). - "Riskiert Schröder den Bruch mit Paris?". - Rheinischer Merkur (Cologne), 27 décembre 1963.

WEST (Richard). - "Kameradschaft". - New Statesman (Londres), vol. 65, 25 janvier 1963, p. 108.

WEYGAND (Maxime). - "Der Beifall gilt nicht de Gaulle allein... Über Deutschland und Europa". - Schlesische Rundschau (Munich), 15 (27), 1963, p. 3.

WILLMANN (Joachim). - "L'amitié franco-allemande et l'Europe". - Politique Etrangère, 28 (1), 1963, p. 33-44.

ZARGES (A.N.). - "Deutsch-französischer Vertrag - ein Instrument zur Schaffung der politischen Integration Europas ?". - Europäische Erziehung, n° 2, mars-avril 1963, p. 28-30.

ZIEBURA (Gilbert). - "Deutsche über de Gaulle". - Dokumente, 19 (4), 1963, p. 323-325.

ZHUKOV (Yuri) voir : JOUKOV (Yuri).

ADENAUER (Konrad). - "Appel zur politischen Union Europas". - (Interview recueillie par Paul Wilhelm WENGER). - Rheinischer Merkur (Cologne), 24 janvier 1964.

ADENAUER (Konrad). - "Mit der Politischen Union endlich anfangen!". - Rheinischer Merkur, 3 juillet 1964.

ADENAUER (Konrad). - "So schafft es Erhard nicht!". - (Interview recueillie par Herbert G. HAAKE). - Bild am Sonntag, 1er novembre 1964.

"Another season, another reason for marking Europe : a bottleneck : Franco-German relations". - Common Market, vol. 4, octobre 1964, p. 185-187.

"Après la visite à Paris du chancelier Erhard (14-15 février 1964)". - (A travers la presse internationale). - Documentation française, Articles et Documents, n° 0.1497, 20 février 1964.

"Après le voyage du général de Gaulle en République fédérale allemande". - (A travers la presse internationale). - Documentation française, Articles et Documents, n° 0.1553, 9 juillet 1964.

"Après la visite du Dr. Adenauer à Paris (9-10 novembre 1964)". - (A travers la presse internationale). - Documentation française, Articles et Documents, n° 0.1607, 14 novembre 1964.

BAUMEL (Jacques). - "Erhard hoch im Kurs". - (Interview recueillie par Alfons DALMA) - Münchner Merkur, 15 février 1964.

BECHTOLDT (H.). - "Das Malaise der deutschen Frankreich-Politik". - Aussenpolitik, 15 (10), octobre 1964, p. 659-662.

BRANDT (Willy). - "Gemeinschaftsideale und nationale Interessen in der deutschen Aussenpolitik". - Europa-Archiv, 19 (12), 25 juin 1964, p. 419 et s.

BROUSSINE (Georges). - "Nach dem Treffen Erhard- de Gaulle". - Dokumente (Cologne), 20 (4), août 1964, p. 256-260.

"Calculated chill". - Newsweek, vol. 64, 28 septembre 1964, p. 50+

"The chancellor scents victory". - Economist, 213 (6324), 7 novembre 1964, p. 592.

COUVE DE MURVILLE (Maurice). - "Ein Schritt zur politischen Union Europas : Die deutsch-französische Allianz". - Europa (Bad Reichenhall), juin 1964.

DALLOS (Robert E.). - "Split in Germany : Erhard opposed to those favoring closer ties with France". - Wall Street Journal, vol. 164, 27 juillet 1964, p. 8.

"Das deutsch-französische Verhältnis in der Krise". (Quatre articles par André FONTAINE, Roger MASSIP, Dieter CYCON et Gilbert ZIEBURA). - Dokumente (Cologne), 20 (6), décembre 1964, p. 469-482.

DUPONT (J.M.). - "Les instituts français en Allemagne". - Revue militaire d'Information, n° 359, avril 1964, p. 40-45.

EPTING (Karl). - "Deutschland und Frankreich : Ein Bericht über ihre geistigen Beziehungen". - Zeitwende. Die neue Furche (Hambourg), 35 (1), 1964, p. 40-46.

ERHARD (Ludwig). - "Ein Jahr Volkskanzler". - (Interview recueillie par Werner HÖFER). - Die Zeit, 19 (41), 9 octobre 1964, p. 3-4.

"Erhard and the gaullists". - Statist, 185 (4505), 10 juillet 1964, p. 89-90.

"L'expansion extérieure : Dégradation du commerce de la France avec l'Europe : Déficit triplé avec la Grande-Bretagne et quadruplé avec l'Allemagne". - L'Economie, n° 902, 14 février 1964, p. 7-8.

"Eyeless in Paris : How much will General de Gaulle destroy in his attempt to destroy Herr Erhard?" - The Economist, 213 (6324), 7 novembre 1964, p. 571.

FISCHER (P.). - "Des consultations politiques". - Documents (Cologne) 19 (5), septembre-octobre 1964, p. 6-14.

FISCHER (P.). - "Vom Wert und Unwert politischer Konsultationen". - Aussenpolitik, 15 (9), septembre 1964, p. 589-594.

FONTAINE (André). - "Histoire de la force multilatérale". - (Série de cinq articles dont les deux derniers touchent particulièrement aux relations franco-allemandes). - Le Monde 15-16, 17, 18, 19, 20 novembre 1964.

FONTAINE (André). - "Les alliances en question. I. Le refroidissement". - Le Monde, 3 septembre 1964.

FRANÇOIS-PONCET (André). - "Malaise franco-allemand". - Le Figaro, 22 décembre 1964.

"Frankreich. China : 2x Deutschland". - Der Spiegel, 18 (6), 1964, p. 52.

FRISCH (A.). - "La force atomique multilatérale et le contentieux franco-allemand". - L'Europe en Formation, n° 57, décembre 1964, p. 11-14.

"The General picks his battlefield". - Economist, 213 (6324), 7 novembre 1964, p. 591-592.

GERSTENMAIER (Eugen). - "Deutschland - Frankreich : Beispiel einer Wandlung". - Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 161, 1964, p. 1487-1488.

GERSTENMAIER (Eugen). - "L'influence de la France sur le sentiment national en Allemagne". - (Conférence à la Sorbonne, Paris, le 21 octobre 1964). - Documentation française, Articles et Documents, n° 0.1606, 10 novembre 1964.

GERSTENMAIER (EUGEN). - "Wir sind in Gefahr!". - (Interview accordée par le président du Bundestag). - Bild-Zeitung, 7 novembre 1964.

GLAZER (Seymour H.). - "Franco-German rivalry chief EEC problem". - Journal of Commerce (New York), vol. 279, 2 janvier 1964, p. 2+

GROSSER (Alfred). - "Freundschaft ohne Illusionen : Ein Franzose analysiert die deutsch-französischen Beziehungen". - Die Zeit, 19 (47), 20 novembre 1964, p. 3.

GROSSER (Alfred). - "Réflexions sur les rapports franco-allemands". - Documents (Cologne), 19 (3), mai-juin 1964, p. 7-15.

GROSSER (Alfred). - "Y a-t-il un conflit franco-américain ?". - Revue française de Sciences politiques, 14 (2), avril 1964.

GUTTENBERG (Karl Theodor Freiherr zu). - "Brückenkopf und Vorfeld zugleich : Die neue Rolle Europas in der Weltpolitik". - Rheinischer Merkur (Cologne), n° 34, 21 août 1964.

"Handelspartner Frankreich". - Industriekurier (Düsseldorf), (Supplément "Technik und Forschung"), 17 (179), 1964, p. 1-12.

HARCOURT (Robert d'). - "Gaullisme et antigaulisme en Allemagne". - Revue des deux Mondes, n° 20, 15 octobre 1964, p. 481-491.

HASSEL (Kai-Uwe von). - "La coopération militaire franco-allemande progresse de façon satisfaisante". - (Interview recueillie par Henri de KERGORLAY). - Le Figaro, 24-25 octobre 1964, p. 1+

HUWE (Klaus). - "Der Handelsaustausch nimmt weiter zu : Bundesrepublik ist Frankreichs bester Kunde und grösster Lieferant". - Industriekurier (Düsseldorf), (Supplément "Technik und Forschung"), 17 (179), 1964, p. 5.

JANKE (Erich). - "Frankreich und die deutsche Frage". - Archiv (Göttingen), 18 (24), 1964.

KAWALKOWSKI (A.). - "Arguments pour une initiative française". - Politique Etrangère, n° 5-6, 1964, p. 445-457.

KRÜGERKE (W.). - "Frankreich - Partner und Konkurrent". - Landwirtschaftsblatt Weser-Ems (Oldenburg/Oldb.), 111 (49), 1964, p. 2754-2755.

LAVERGNE (B.). - "Le général de Gaulle et le chancelier Erhard en opposition totale". - L'Année politique et économique, n° 178, avril 1964, p. 143-146.

LAVERGNE (B.). - "La situation générale de la France à l'heure actuelle : Le général de Gaulle ne croit plus à la collaboration franco-allemande". - L'Année politique et économique, n° 180, octobre 1964, p. 265-281.

LUCHSINGER (F.). - "Estrangement between Paris and Bonn". - Swiss Review of World Affairs, 14 (7), octobre 1964, p. 1-2.

MEYER-LARSEN (Werner). - "Durch die Hintertür : Deutsch-französische Wirtschaftskommission". - Sonntagsblatt (Hambourg), n° 9, 1964, p. 11.

"Mit einem Kleinomnibus begann es...". - Die Welt, 18 décembre 1964.

MÜHLESTEIN (Niklaus). - "Können die Deutschen mit de Gaulle zusammengehen?". - Nation Europa (Coburg), 14 (2), 1964, p. 23-26.

NOBÉCOURT (Jacques). - "Un incident franco-allemand". - Le Monde, 18 décembre 1964, p. 3.

OLSEN (Arthur J.). - "Erhard rejects bid by de Gaulle for atomic aid". - New York Times (international edition), 25-26 juillet 1964, p. 1+

OLSEN (Arthur J.). - "Gaullist Adenauer challenges Erhard : Should West Germany move closer to France or to the United States?". - New York Times Magazine, 26 juillet 1964, p. 11+

"Les organes de la coopération franco-allemande". - Documentation française, Textes et Notes, n° 85, 23 avril 1964, 14 p.

"Où vendre en Allemagne". - Entreprise, n° 454, 23 mai 1964, p. 81-85.

PEYRET (H.). - "Après la visite du chancelier Erhard : Coopération et solidarité". - L'Economie, n° 903, 21 février 1964, p. 3-4.

"Le plan allemand de relance européenne". - (Texte intégral des propositions allemandes transmises le 4 novembre 1964 aux autres Etats membres de la C.E.E.). - Documentation française, Chroniques étrangères : Allemagne, 64 (12), décembre 1964, p. 9-14.

"The prodigal son-in-law". - Economist, 212 (6310), 1er août 1964, p. 463-464.

"Putting the squeeze on Germany". - Newsweek, vol. 64, 23 novembre 1964, p. 45.

"I rapporti franco-tedeschi e l'Europa : Il dissenso tra Parigi e Bonn mette in pericolo il progresso della Comunità dei Sei". - Relazioni Internazionali, n° 36, 5 septembre 1964, p. 1158-1159.

"Le reazioni tedesco-occidentali alla mosse francesi. L'agitazione degli ambiente filogollisti di Bonn non influisce per il momento sulla politica estera di Erhard". - Relazioni Internazionali, n° 46, 14 novembre 1964, p. 1412-1416.

"Les relations franco-allemandes : La visite à Bonn de M. Lucet, directeur des affaires politiques au Quai d'Orsay: - Déclarations du chancelier Erhard à Essen". - Documentation française, Chroniques étrangères : Allemagne, 64 (10), octobre 1964, p. 8-10.

"Les relations franco-allemandes", par Roland DELCOUR. - "Bilan du traité d'amitié franco-allemand", par H. ROLIN. - "L'affaire Argoud". - Le Monde diplomatique, 11 (118), février 1964, p. 7.

SALLER (Martin), Theo M. LOCH, Giselher WIRSING. - "Nach dem Besuch de Gaulles". - Christ und Welt (Stuttgart), 10 juillet 1964.

SCHMÖLLER (Carl). - "Eine Sternstunde der Politik nicht genützt". - Bayern-Kurier (Munich), 11 juillet 1964.

SCHNEIDER (Adalbert). - "Frankreich und Deutschland : Gefährten auf dem Weg in ein neues Europa?". - Neues Land (Bamberg), vol. 16, 1964, p. 62-65.

SCHRÖDER (Gerhard). - "Übelnehmen gilt nicht ...". - (Interview recueillie par Werner HÖFER). - Die Zeit, 19 (34), 21 août 1964, p. 3.

SCHWANN (Hans). - "Frankreich-Deutschland". - Orientierung (Zurich), vol. 28, 1964, p. 162-164.

"Sharper Bonn retort to Paris". - Times, 25 juillet 1964, p. 5.

"Vertrauen zu de Gaulle? Französischer Antwortbrief an einen deutschen Freund". - Nation Europa (Coburg), 14 (2), 1964, p. 21-22.

"La visite du chancelier Erhard à Paris". - Documentation française, Chroniques étrangères : Allemagne, 64 (3), mars 1964, p. 6.

"La visite à Paris du Dr. Adenauer : L'allocution prononcée par le général de Gaulle : Le discours de réception de M. Adenauer à l'Académie des Sciences morales et politiques". - Documentation française, Chroniques étrangères : Allemagne, 64 (12), décembre 1964, p. 6-7.

"Le voyage à Bonn du général de Gaulle : Le discours du chancelier Erhard : La réponse du général de Gaulle". - Documentation française, Chroniques étrangères : Allemagne, 64 (7), juillet 1964, p. 14-18.

"Le voyage du général de Gaulle en République fédérale allemande (3 et 4 juillet 1964)". - Documentation française, Articles et Documents, n° 0.1552, 7 juillet 1964.

WAGNER (Wolfgang). - "De Gaulle drängt zur Entscheidung : Bonn und die französische Aufforderung zu einer gemeinsamen 'europäischen Politik'". - Europa-Archiv, 19 (17), 10 septembre 1964, p. 621-630.

WENGER (Paul Wilhelm). - "Der isolierte Aussenminister". - Rheinischer Merkur (Cologne), 31 janvier 1964.

WENGER (Paul Wilhelm). - "Frankreichs Angebot ist befristet". - Rheinischer Merkur (Cologne), 10 juillet 1964.

"Wie wirkt sich der deutsch-französische Freundschaftsvertrag auf die Schulen aus?". - Die Realschule (Hanovre), 72 (3), 1964, p. 79.

YURIEV (N.). - "Bonn-Paris axis : murky prospects". - International Affairs (Moscou), 10 (11), novembre 1964, p. 16-22.

ZILLMANN (Friedrich). - "Frankreich und Deutschland im Kräftefeld der Weltpolitik". - Berliner Lehrerzeitung (Berlin), vol. 18, 1964, p. 396-398.

ZINGARELLI (I.). - "Lo stato delle relazioni tra la Germania et la Francia". - Esteri, n° 18, 30 septembre-15 octobre 1964, p. 9-10.

ADENAUER (Konrad). - "Explosives Adenauer-Interview. Thema: Lübke und der Kanzler". - (Interview accordée par l'ancien chancelier). - Welt am Sonntag, 10 octobre 1965.

ALLEMANN (Fritz René). - "Auf der Einbahnstrasse?". - Der Monat, 17 (198), mars 1965, p. 5-12.

"Après les échanges de lettres entre Bonn et Paris". - Documentation française, Chroniques étrangères : Allemagne, 65 (4-5), avril-mai 1965, p. 18-23.

"Après les entretiens de Gaulle-Erhard à Rambouillet (19 et 20 janvier 1965)". - (A travers la presse internationale). - Documentation française, Articles et Documents, n° 0.1635, 23 janvier 1965.

"A propos des relations franco-allemandes". - Revue de Défense nationale, octobre 1965, p. 1626-1636.

ARON (Raymond). - "Schicksal zweier Völker : Der deutsche Nachbar". - Aus Politik und Zeitgeschichte (Beilage zur Wochenzeitung Das Parlament), B 26/65, 30 juin 1965, p. 3-11.

AUGSTEIN (Rudolf). - "Nach de Gaulle : Rapallo". - Der Spiegel, 19 (8), 1965, p. 22.

"Avant les entretiens de Gaulle-Erhard". - (A travers la presse internationale). - Documentation française, Articles et Documents, n° 0.1632, 16 janvier 1965.

BAILEY (G.). - "No change in Germany". - The Reporter (New York), vol. 33, 7 octobre 1965, p. 32-33.

BARESEL (Alfred). - "Deutschland und Frankreich im europäischen Konzert". - Europa (Bad Reichenhall), 16 (9), 1965, p. 54-56.

BLOEMER (Klaus). - "Amerika-Politik nicht ohne Frankreich". - Aussenpolitik, 16 (2), février 1965, p. 96-104.

BOSQUET (Michel). - "Le tournant de Rambouillet". - Nouvel Observateur, n° 10, 21 janvier 1965.

"M. Willy Brandt à Paris". - Documentation française, Chroniques étrangères : Allemagne, 65 (6), juin 1965, p. 21-23.

"I colloqui franco-tedeschi di Bonn : La cattedrale europea negli auspici del Generale de Gaulle". - Relazioni Internazionali, n° 25, 19 juin 1965, p. 607.

"Comment promouvoir la vente des produits français à l'étranger : la SOPEXA et le marché allemand du fromage". - L'Economie, n° 958, 30 avril 1965, p. 13.

"M. Couve de Murville à Bonn". - Documentation française, Chroniques étrangères : Allemagne, 65 (6), juin 1965, p. 17-19.

COUVE DE MURVILLE (Maurice). - "Die deutsch-französische Allianz". - Europa (Bad Reichenhall), 15 (6), 1965, p. 5.

"La Déclaration tripartite sur l'Allemagne (Londres, 12 mai 1965)". - Documentation française, Chroniques étrangères : Allemagne, 65 (6), juin 1965, p. 6-8.

"Divided they chafe : When allies stop uniting, they start to argue : Some evidence from 1965, already". - Economist, 214 (6333), 9 janvier 1965, p. 97.

DÖNHOF (Marion Gräfin). - "Der Bund mit dem Westen : Bonner Aussenpolitik - Modell Paris, Modell Washington". - Die Zeit, 20 (23), 4 juin 1965, p. 3.

"Les entretiens de Gaulle-Erhard". - (A travers la presse internationale). - Documentation française, Articles et Documents, n° 0.1695, 15 juin 1965.

"Erhard talks disapoint French". - The Times, 21 janvier 1965.

ERHARDT (Carl A.). - "De Gaulle und die Integrationsidee". - Aussenpolitik, décembre 1965, p. 801-815.

FACKLER (Maxim). - "The Franco-German treaty : The end of hereditary enmity". - The World Today (Londres), 21 (1), janvier 1965, p. 24-33.

"Faut-il réformer l'Alliance atlantique ?". - (Article anonyme). - Politique étrangère, 30 (3), 1965, p. 230-244.

FONTAINE (André). - "Der Weg der Politik unter Charles de Gaulle". - Dokumente (Cologne), octobre 1965, p. 369-378.

"France et Allemagne, partenaires économiques : Bilan d'une interdépendance économique fructueuse. - Deutsch-französische Partnerschaft : Bilanz einer erfolgreichen Wirtschaftsverflechtung". - Der Volkswirt (Frankfurt), 19 (9), 5 mars 1965, (Supplément bilingue)

"The Franco-German alliance : Out of the deep freeze". - Statist, 187 (4534), 29 janvier 1965, p. 283-285.

FRANÇOIS-PONCET (André). - "Les amitiés malades". Le Figaro, 21 avril 1965.

FRANÇOIS-PONCET (André). - "N'y touchez pas ! Il est fêlé..." Le Figaro, 15 juin 1965.

FRANÇOIS-PONCET (André). - "Un traité en péril". - Le Figaro, 30 novembre 1965.

FRISCH (Alfred). - "General de Gaulle und Professor Erhard : In offiziellen Pariser Kreisen ist man wieder einmal über Bonn verärgert". - Süddeutsche Zeitung (Munich), 10-11 avril 1965.

GALKIN (A.). - "Conflicting assessments : Western press on de Gaulle-Erhard meeting". - New Times (Moscou), 3 février 1965, p. 14-15.

"Le général de Gaulle à Bonn". - Documentation française, Chroniques étrangères : Allemagne, 65 (7), juillet 1965, p. 8-15.

"Germany and Europe : The bus moves on". - Economist, 214 (6336), 30 janvier 1965, p. 420 et 423.

"Germany - a mind of her own". - Statist, 187 (4553), 11 juin 1965, p. 1599-1600.

GROSSER (Alfred). - "Freundschaft ohne Illusionen", p. 45-55 in : Die Force de frappe. Europas Hoffnung oder Verhängnis/hrsg. von Hans-Dieter MÜLLER. - Freiburg : Walter-Verlag, 1965. - 124 p.

GROSSER (Alfred). - "Divergences franco-allemandes". - Revue de Défense nationale, 21 janvier 1965, p. 13-20.

GROSSER (Alfred). - "Wahlresultat und Aussenpolitik". - Dokumente (Cologne), 21 (5), 1965, p. 341-342.

GROSSER (Alfred). - "France and Germany : divergent outlooks". - Foreign affairs, 44 (1), octobre 1965, p. 26-36.

GROSSER (Alfred). - "Frankreich und Deutschland : Freundschaftliche Bindungen und unterschiedliche Interessen". - Aus Politik und Zeitgeschichte (Beilage zur Wochenzeitung Das Parlament), B 48/65, 1er décembre 1965, p. 3+

- HAFERKAMP (Hans Hermann). - "Die deutsch-französischen Kulturbeziehungen", in : Aus der Schule der Diplomatie. Beiträge zu Aussenpolitik, Recht, Kultur, Menschenführung / Zusammenstellung und Bearbeitung Walter J. SCHÜTZ (Festschrift zum 70. Geburtstag von Peter PFEIFFER). - Düsseldorf/Wien : Econ-Verlag, 1965. - 712 p.
- HARMEL (Claude). - "La politique soviétique et les relations franco-allemandes". - Est et Ouest, 1er décembre 1965, p. 8-13.
- HARPPRECHT (Klaus). - "Nicht ohne den Nachbarn". - Der Monat, 17 (196), janvier 1965, p. 7-12.
- HJMELOT (Henri). - "Der ewige Kampf". - Die Neue Gesellschaft (Bielefeld), 12 (3), 1965, p. 710-722.
- HUWE (Klaus). - "Deutsch-französischer Handel : Plus 17 Prozent". - Industriekurier, 18 (82), 1965, Supplément p. 2.
- "L'industrie française face à l'industrie allemande". - Problèmes économiques, 23 novembre 1965, p. 1-7, tabl. (de : Entreprise, 2 oct. 1965).
- IVERNEL (P.). - "La diplomatie gaulliste dans le miroir allemand". - Esprit, 33 (2), février 1965, p. 385-389.
- JOUBE (Edmond). - "Le traité franco-allemand de coopération du 22 janvier 1963." - Revue socialiste, n° 179, janvier 1965, p. 7-24.
- JOUBE (Edmond). - "Die Europa-Politik Frankreichs unter de Gaulle". - Europa-Archiv, 10 avril 1965, p. 261-274.
- KREMP (Heinz). - "Die Alliance commerciale : Deutsch-Französische Zusammenarbeit wächst trotz politischer Krisen". - Die Zeit, 20 (34), 1965, p. 34.
- KUEHNELT-LEDDIHN (E.M. von). - "Cooling Franco-German relations". - National Review (New York), vol. 17, 27 juillet 1965, p. 650-651.
- LOCH (Theo M.). - "In Paris hört man es anders : Die Hintergründe des Streits um das Farbfernsehen". - Rheinischer Merkur (Cologne), 18 avril 1965.
- "Love in a cold climate?". - Economist, 214 (6335), 23 janvier 1965, p. 328.
- LUCHSINGER (F.). - "De Gaulle's German policy". - Swiss Review of World Affairs (Zurich), 14 (12), mars 1965, p. 9-12.
- LUCHSINGER (F.). - "The West and the German question". - Swiss Review of World Affairs, (Zurich) 14 (11), février 1965, p. 3-5.
- LYROT (Alain de). - "Earth-bound General". - Statist, 187 (4554), 18 juin 1965, p. 1672.
- MARLÉ (René). - "Vingt ans au service de l'entente franco-allemande". - Etudes, vol. 323, décembre 1965, p. 637-639.
- MEHNERT (Klaus). - "Zwischen de Gaulle und Kossygin : Deutsche Aussenpolitik am Scheideweg". - Christ und Welt (Stuttgart), 18 (7), 1965, p. 3.
- "M. Messmer, ministre des armées, à Bonn : Le communiqué officiel". - Documentation française, Chroniques étrangères : Allemagne, 65 (4-5), avril-mai 1965, p. 24.
- MESSMER (Pierre). - "Keine Chance für eine europäische Atommacht". - (Interview recueillie par Adelbert WEINSTEIN). - Frankfurter Allgemeine Zeitung, 15 avril 1965.

MIDDLETON (Drew) et Sarah GAINHAM. - "The results of Rambouillet : 1 : If truth be told, 2 : The turn of the tide". - Spectator, 29 janvier 1965, p. 124-125.

MOHLER (Armin). - "Frankreich, der platonische Partner", p. 121-133 in : Deutschlands Aussenpolitik seit 1955/hrsg. von Helmut REUTHER. - (Schriftenreihe der Akademie Kontakte der Kontinente, Bd. 2). - Stuttgart, 1965.

MOHLER (Armin). - "De Gaulles Deutschland-Pläne". - Civis (Bonn), n° 3, 1965, p. 6.

"NATO without France?". - Time, vol. 86, 5 novembre 1965, p. 50 + "Necessary guest : President de Gaulle in Bonn". - Time, vol. 85, 18 juin 1965, p. 30.

NEUMANN (E.P.). - "Probleme unseres Frankreichbildes". - Politische Meinung, 10 (108), septembre 1965, p. 24-29.

"New storm over Germany : De Gaulle's latest maneuver". - U.S. News & World Report, 59 (19), 8 novembre 1965, p. 65-66.

"Once burned : Talks between de Gaulle and Erhard". - Newsweek, vol. 65, 21 juin 1965, p. 47-48.

"L'opinion italienne et la politique française : Les entretiens franco-allemands de Rambouillet (19-20 janvier 1965). La conférence de presse du général de Gaulle". - Documentation française, Chroniques étrangères : Italie, 65 (3), mars 1965, p. 8.

PARIAS (Louis-Henri). - "Die französisch-deutsche Aussöhnung im Lichte der Einheit Europas", in : Westintegration und Osteuropa, Köln, 1965.

PATERNOSTRO (S.). - "Il difficile pendolo del Cancelliere Erhard fra de Gaulle et gli Anglo-americani". - Esteri, n° 2, 31 janvier-15 février 1965, p. 10-12.

PEYRET (H.). - "L'entrevue de Rambouillet : Un succès et un espoir". - L'Economie, n° 946, 29 janvier 1965, p. 15-16.

PEYRET (H.). - "Londres, Bonn et l'Europe". - L'Economie, n° 961, 21 mai 1965, p. 34+

"Plain talk by de Gaulle". - Newsweek, 66 (18), 1er novembre 1965, p. 32.

"La position de la France". - (Texte non signé adjoint à un article du correspondant du journal à Washington, A. de SEGONZAC). - France-Soir, 29 septembre 1965, p. 5.

"Reconciliation at Rambouillet". - Time, vol. 85, 29 janvier 1965, p. 24.

SÄNGER (Fritz). - "Frankreich und die Oder-Neisse-Grenze : Politik in und mit Grenzen - am westdeutsch-französischen Verhältnis erläutert". - Deutsche Aussenpolitik (Berlin, R.D.A.), 10 (3), mars 1965, p. 358-359. (Article repris de l'hebdomadaire social-démocrate de Bonn, Vorwärts, 6 janvier 1965).

SALIS (J.R. van). - "Das deutsch-französische Verhältnis im Rahmen der europäischen Politik". - Weltwoche (Zurich), 33 (1669), 5 novembre 1965, p. 49-53.

SCHEUER (Georg). - "Frankreich und Deutschlands Grenzen". - Geist und Tat, 20 (6), 1965, p. 167-168.

SCHEUNER (Ulrich). - "Gegensätze der deutschen und der französischen Europa-Politik". - Europa-Archiv, 20 (1), 10 janvier 1965, p. 8-14.

SCHMID (Carlo). - "Deutsch-französische Freundschaft ohne Mythos". - Die Fortbildung (Siegburg), 10 (3), 1965, p. 34-37.

SCHMID (Carlo). - "Freundschaft ohne Mythos. Über den Wandel der deutsch-französischen Beziehungen", p. 531-548 in : Aus der Schule der Diplomatie. Beiträge zu Aussenpolitik, Recht, Kultur, Menschenführung / Zusammenstellung und Bearbeitung Walter J. SCHÜTZ (Festschrift zum 70. Geburtstag von Peter PFEIFFER). - Düsseldorf/Wien : Econ-Verlag, 1965. - 712 p.

SCHÖNWANDT (Max). - "Das Ende der Illusion Vier-Mächte-Verantwortung : Die Deutschland-Politik im System de Gaulles". - Gemeinschaft und Politik (Bad Godesberg), 13 (3-4), 1965, p. 79-84.

SCHREIBER (H.). - "Mit 75 Jahren hat man noch Träume : Über de Gaulles Verhältnis zu den Deutschen". - Der Spiegel, 19 (49), 1965, p. 134-143.

"M. Gerhard Schröder, ministre fédéral des Affaires étrangères, à Paris et à Londres". - Documentation française, Chroniques étrangères : Allemagne, 65 (12), décembre 1965, p. 10-13.

SCHÜTZE (Walter). - "Die Ostpolitik Europas". - Europa-Archiv, 20 (5), 1965, p. 166-174.

SCHWARZ (Siegfried). - "Veränderungen in den Beziehungen Bonn-Paris". - Deutsche Aussenpolitik (Berlin, R.D.A.), 10 (9), Septembre 1965, p. 1051-1060.

"Seeking comfort at Rambouillet". - Statist, 187 (4532), 15 janvier 1965, p. 145-147.

"Squeeze play". - Newsweek, vol. 65, 1er février 1965, p. 28+

STRAUSS (Franz Josef). - "Das Genfer Schelmen-Spiel". - Rheinischer Merkur, 27 août 1965.

"Summit - or mirage?". - Statist, 187 (4554), 18 juin 1965, p. 1670-1672.

TSCHÄPPÄT (R.). - "Deutschland zwischen Frankreich und den USA". - Schweizerisches kaufmännisches Zentralblatt (Zurich), 70 (4), 1965, p. 1-2.

VERNANT (Jacques). - "Paris, Bonn und 'Europa'". - Europa-Archiv, 20 (1), 10 janvier 1965, p. 1-8.

VERNANT (Jacques). - "Paris, Bonn et l'Europe". - Revue de Défense nationale, 23 (1), janvier 1965, p. 137-142.

"La visite en France du chancelier Erhard". - Documentation française, Chroniques étrangères : Allemagne, 65 (2), février 1965, p. 6-10.

"La visite officielle à Bonn de M. Alain Peyrefitte : Le communiqué officiel". - Documentation française, Chroniques étrangères : Allemagne, 65 (4-5), avril-mai 1965, p. 23.

WARNER (Geoffrey). - "Gaullist foreign policy". - The World Today (Londres), 21 (3), mars 1965, p. 112-119.

WESEMANN (Fried). - "Das Lächeln nach Osten : De Gaulle entwertet den Elysée-Vertrag". - Christ und Welt (Stuttgart), 18 (18), 1965, p. 1.

WILKE (Willi). - "Kalkül der militärpolitischen Differenzen". - Ost-Probleme (Cologne), 17 (9-10), 1965, p. 272-276.

"Acid test : Franco-German semiannual meeting : Erhard agrees to de Gaulle's terms". - Newsweek, vol. 68, 1er août 1966, p. 40-41.

ADENAUER (Konrad). - "'Verhältnis zu Moskau macht mir Sorgen'". - (Interview recueillie par Georg SCHRÖDER). - Die Welt, 3 janvier 1966.

"L'aide-mémoire allemand du 30 juin sur le stationnement des forces françaises en Allemagne : La conférence de presse de M. von Hase, ministre de l'information". - Documentation française, Chroniques étrangères : Allemagne, 66 (7), juillet 1966, p. 14.

"Après la réélection du général de Gaulle : Les messages de MM. Luecke et Erhard". - Documentation française, Chroniques étrangères : Allemagne, 66 (1), janvier 1966, p. 7-10.

AUGSTEIN (Rudolf). - "Le général de Gaulle et les rapports franco-allemands". - Allemagne d'aujourd'hui, n° 1, janvier-février 1966, p. 12-22.

AUGSTEIN (Rudolf). - "Für ein neues Rapallo? Lehren aus de Gaulles Ostpolitik". - Der Spiegel, 20 (18), 1966, p. 26-33.

BAILEY (G.). - "Germany between two alliances". - Survival, 8 (12), décembre 1966, p. 386-391 et 402.

BEAUFRE (André). - "Vorfeld und Hinterland : Verteidigung für Deutschland und Frankreich - Gemeinsamkeiten und Gegensätze", in : Armée gegen den Krieg/hsrg. von Wolfram von RAVEN. - Stuttgart, 1966.

BEN (P.). - "Sense of insecurity in West Germany : Why French troops are wanted". - Rew Republic (Marion, Ohio), vol. 154, 30 avril 1966, p. 10.

BERG (Fritz). - "Französische und deutsche Unternehmer bauen Europas Fundament". - Europa (Bad Reichenhall), mars 1966.

BLOEMER (Klaus). - "Germany and a 'European Europe'". - Orbis (Philadelphia, Pa.), 10 (1), printemps 1966.

BÖHM (Anton). - "Bedrohte Freundschaft mit Paris". - Wort und Wahrheit (Freiburg/Breisgau), 21 (6-7), 1966, p. 403-404.

BÖHM (Anton). - "Zwischen Furcht und Hoffnung". - Politische Meinung, 11 (115), juin 1966, p. 12-14.

BRANDT (Willy). - "Deutsch-französische Regierungsvereinbarung". - Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 161, 1966, p. 1304-1305.

CARMOY (Guy de). - "L'Europe et l'Allemagne après le voyage de Moscou". - Revue politique et parlementaire, 68 (770), 1966, p. 7-19.

CARSTENS (Karl). - "Ein wichtiger Baustein für ein politisch geeintes Europa". - Europa (Bad Reichenhall), 17 (3), 1966, p. 4.

CASSOU (Jean). - "Niemand unterhält sich absichtslos : Die Beziehungen zueinander sind problematisch". - Europa (Bad Reichenhall), 17 (3), 1966, p. 56-57.

"Le chancelier Erhard à Paris". - Documentation française, Chroniques étrangères : Allemagne, 66 (3), mars 1966, p. 10-15.

"Cliff-hanger : The perils of NATO : Schroeder-Couve confrontation". - Newsweek, vol. 67, 2 mai 1966, p. 32 +

"Congrès (2ème) des EFA : 13 février 1966, Paris". - (Association française pour les échanges culturels avec l'Allemagne d'aujourd'hui). - Rencontres franco-allemandes, numéro spécial, 1966, 52 p.

DALMA (Alfons). - "Frankreichs Warten auf Deutschland". - Bayern-Kurier, 28 mai 1966.

"Le dossier de la France, l'OTAN et les bases étrangères. V. Les forces françaises en Allemagne". - Les Documents politiques, diplomatiques et financiers, octobre 1966, p. 1-72. (en annexe, texte de sept documents diplomatiques).

"Les exportations françaises en Allemagne fédérale". - MOCI (Paris), n° 565, 6 juillet 1966, p. 2685-2687.

FONTAINE (André). - "La France, l'Allemagne, les frontières et l'atome". - Le Monde, 6-7 février 1966, p. 1 et 3.

FONTAINE (André). - "Der Coup gegen die NATO". - Dokumente (Cologne), avril 1966.

"France : The President returns. Comfort for Bonn; Washington". - Statist, 191 (4609), 1966, p. 98.

"Frankreich und die NATO : Dokumente zur Krise der Atlantischen Allianz". - Europa-Archiv, 10 mai 1966, p. 227-254.

"French memorandum to West Germany on troops" (texte). - Atlantic Community Quarterly (Washington, D.C.), vol. 4, automne 1966, p. 425-426.

FRISCH (Alfred). - "Traum und Wirklichkeit. Die deutsch-französische Freundschaft in der Belastungsprobe". - Europa (Bad Reichenhall), 17 (3), mars 1966, p. 6-11.

FRISCH (Alfred). - "Die Franzosen und die Bundesrepublik - heute". - Dokumente (Cologne), 22 (2), avril 1966, p. 108-114.

"Germany and NATO : Sparring begins". - Economist, 219 (6400), 23 avril 1966, p. 352.

GISCARD D'ESTAING (Olivier). - "Coopération et fusion des entreprises françaises et allemandes". - Politique étrangère, 31 (2), 1966, p. 136-156.

GISCARD D'ESTAING (Olivier). - "Kooperation und Fusion deutscher und französischer Unternehmen". - Wirtschaftsdienst (Hambourg), août 1966, p. 439-445.

GUTTENBERG (Karl Theodor Freiherr von und zu). - "Deutschland-Politik - warum nicht mit de Gaulle? Plädoyer für eine engere Zusammenarbeit mit Frankreich". - Die Zeit, n° 41, 7 octobre 1966.

HANKE (Hans-Joachim v.). - "Les relations économiques franco-allemandes". - Documents (Cologne), août 1966, p. 16-33.

HARCOURT (Robert d'). - "Stichwort Erbfeind : Die Wahrheit ist die beste Brücke zwischen den Völkern". - Europa (Bad Reichenhall), 17 (3), mars 1966, p. 55.

HEITMANN (Klaus). - "Das französische Deutschlandbild in seiner Entwicklung". - Sociologia Internationalis (Berlin), 4 (1), 1966, p. 73-101, et 4 (2), 1966, p. 165-195.

KERGORLAY (Henri de). - "M. Schroeder disposé à 'jouer très dur' sa partie avec la France". - Le Figaro, 19 mai 1966, p. 3.

KISSINGER (Henry A.). - "Die deutsche Frage als Problem der europäischen und der internationalen Sicherheit". - Europa-Archiv, n° 23, 10 décembre 1966, p. 831-838.

"Kleine oder Grosse Koalition : Neujahrsempfang mit Differenzen".
Frankfurter Allgemeine Zeitung, 5 janvier 1966.

KRESSLER (D.A.). - "Germany, NATO and Europe". - Orbis (Philadelphia, Pa.), 10 (1), printemps 1966, p. 223-239.

KRONE (H.). - "Deutschland-Frankreich-Amerika : Unsere Sicherheit im Bündnis". - Die politische Meinung, 11 (116), 1966, p. 19-26.

KULSKI (W.W.). - "USSR-France-Germany". - The Russian Review (Hanover, New Hampshire, USA), vol. 25, octobre 1966, p. 343-356.

LOCH (Theo M.). - "Partnerschaft ohne Illusionen : Die Legende von den gleichen Interessen". - Rheinischer Merkur (Cologne), 3 juin 1966.

MAJONICA (Ernst). - "De Gaulle und Europa aus deutscher Sicht". - Politische Studien (Munich), vol. 17, 1966, p. 29-34.

MASSIP (Roger). - "De Gaulles Reise nach Moskau". - Dokumente (Cologne), juin 1966.

MASSIP (Roger). - "Inquiétudes allemandes". - Revue politique et parlementaire, 68 (773), 1966, p. 71-74.

MAURICA (François). - "Das Europabild von Charles de Gaulle". - Europa Politik, Wirtschaft, Kultur, mars 1966, p. 16-19.

MERTEN (Peter). - "De Gaulle und die Zähmung Deutschlands". - Weltwoche (Zurich), 34 (1692), 1966, p. 3.

"M. Messmer, ministre français des Armées, à Bonn". - Documentation française, Chroniques étrangères : Allemagne, 66 (5), mai 1966, p. 12.

MÜLLER (Roland). - "Correspondance : Le différend franco-allemand". - Etudes, vol. 324, mai 1966, p. 683-687.

NEVEUX (Jean B.). - "Gedanken zur französischen Deutschlandpolitik", p. 28-39 in : Referate des x. Barsinghausener Gesprächs vom x.x./hrsg. vom ARBEITSKREIS FÜR OSTFRAGEN (Hanovre), Heft 22. - Leer/Ostfr., 1966.

"Permanent watch? French troops in Germany". - Time, vol. 88, 29 juillet 1966, p. 22-23.

PEYRET (H.). - "Le chancelier Erhard et la France". - L'Economie, n° 1009, 3 juin 1966, p. 2-3.

PICARD (Gaston). - "Vergleichsstudie der deutschen und französischen Wirtschaft". - Zeitschrift für Zölle und Verbrauchssteuern (Bonn), 42 (3), 1966, p. 65-68 et 42 (4), 1966, p. 111-113.

"La presse allemande et le nouveau gouvernement français". - Documentation française, Chroniques étrangères : Allemagne, 66 (2), février 1966, p. 8.

"La presse fédérale et la conférence de presse du général de Gaulle". - Documentation française, Chroniques étrangères : Allemagne, 66 (11), novembre 1966, p. 13.

QUENTIN (Robert). - "Frankreich, Deutschland und die Sowjetunion". - Archiv (Göttingen), 20 (50), 1966.

- "La réponse allemande au memorandum français". - Documentation française, Chroniques étrangères : Allemagne, 66 (5), mai 1966, p. 11.
- "Le retrait de la France des structures militaires de l'OTAN et les forces françaises d'Allemagne". - Annuaire français de Droit International, 12, 1966, p. 784-798.
- RIVAU (Jean du). - "La dégradation des rapports franco-allemands". - Etudes, vol. 324, mars 1966, p. 291-305.
- RÖPKE (Wilhelm). - "Vom Antigaullismus zum Antigallismus : Eine Mahnung an die allzu eifrigen Kritiker des französischen Staatspräsidenten". - Rheinischer Merkur (Cologne), 14 janvier 1966.
- RUPPEL (Edith). - "Der westdeutsch-französische Vertrag in den Jahren 1963 bis 1965 : Chronik einer 'Versöhnung'". - Dokumentation der Zeit (Berlin, R.D.A.), 18 (350), janvier 1966, p. 22-35.
- SAETER (M.). - "Fransk politikk sett fra tyske synsvinkler". - Internasjonal Politikk (Bergen, Norvège), n° 2-3, 1966, p. 252-271.
- SCHLOGEL (M.). - "La coopération bancaire franco-allemande". - Banque (Paris), 41 (238), avril 1966, p. 233-237.
- SCHRÖDER (Gerhard). - "Notwendigkeiten und Chancen der deutschen Politik". - Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 69, 1966, p. 543-547.
- SCHÜTZE (Walter). - "Die Politik de Gaulles und die erzwungene Neuordnung der NATO". - Europa-Archiv, n° 9, 10 mai 1966, p. 313-324.
- SCHÜTZE (Walter). - "Die Zielsetzung der französischen Europa-Politik : Versuch einer Analyse". - Europa-Archiv, n° 21, 10 novembre 1966, p. 777-785.
- SCHUMANN (M.). - "Frankreich und die Wiedervereinigung Deutschlands : Die französische Haltung vor der Moskau-Reise de Gaulles". - Europa-Archiv, 21 (8), 25 avril 1966, p. 287-292.
- "La silencieuse invasion française". - MOCI (Paris), n° 607, 7 décembre 1966, p. 4689-4692. (extrait de la Frankfurter Allgemeine Zeitung, 12 novembre 1966).
- "Slow-motion diplomacy : Erhard-de Gaulle meeting". - Time, vol. 87, 18 février 1966, p. 31.
- "Still married : concerning latest of the Paris-Bonn summit conferences". - Newsweek, vol. 67, 21 février 1966, p. 55.
- STRAUSS (Franz Josef). - "Tuchfühlung mit de Gaulle : Plädoyer für eine deutsch-französische Europapolitik". - Die Zeit, 21 (47), 18 novembre 1966, p. 9-10.
- STRAUSS (Franz Josef). - "Zurück ins Kabinett?" - (Interview recueilli par Hans GRESMANN et Theo SOMMER). - Die Zeit, 21 (15), 8 avril 1966.
- TIXIER-VIGNANCOUR (J.L.). - "Franzosen und Deutsche mit gleichem Ziel : Bekenntnis zur Freiheit". - Der europäische Osten (Karlsruhe), n° 140, novembre 1966, p. 621-623.
- "La visite à Bonn de M. Couve de Murville, ministre français des Affaires étrangères". - Documentation française, Chroniques étrangères : Allemagne, 66 (5), mai 1966, p. 11.
- "La visite du général de Gaulle à Bonn". - Documentation française, Chroniques étrangères : Allemagne, 66 (8-9), août-sept. 1966, p. 15-20.

WENGER (Paul Wilhelm). - "Bonn-Paris im Grundakkord?". - Rheinischer Merkur (Cologne), 29 juillet 1966.

"Würde Frankreich uns verteidigen? Gallois sagt: Vielleicht.
Lipkowski: Ja." - Christ und Welt (Stuttgart), 19 (10), 1966, p. 3.

ADENAUER (Konrad). - "Die erste Begegnung. Bei de Gaulle in Colombey-les-deux-Eglises". - Die Politische Meinung, 12 (2-3), 1967, p. 99-111.

APEL (H.). - "Les nouveaux aspects de la politique étrangère allemande". - Politique étrangère, n° 1, 1967, p. 5-21.

BRANDT (Willy). - "Unsere Freundschaft ist ein Vorbild". - Europa (Bad Reichenhall), 18 (5), 1967, p. 4.

BRANDT (Willy). - "Deutsch-französischen Vertrag mit Leben erfüllen". - Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 4, 1967, p. 27-28.

COUCHOUD (E.V.). - "Les multiplicateurs". - Documents (Cologne), 22 (1), janvier-février 1967, p. 71-77.

"Deutsch-französische Zusammenarbeit im Weltspiegel". - (mit Beiträgen von Henri BRUGMANS, François PHILIPPE u.a.) - Dokumente (Cologne), 23 (5), 1967, p. 365-383.

DOMINIKUS (Ivan). - "General de Gaulle, die Oder-Neisse-Grenze und Bonn". - Deutsche Aussenpolitik, 12 (12), 1967, p. 1492-1495.

ERHARD (Ludwig). - "Erhard bricht sein Schweigen". - (Interview recueillie par Michael CARO). - Schweizer Illustrierte, 6 mars 1967.

ERHARD (Ludwig). - "Ludwig Erhard fand kein Gehör : General de Gaulle bot keine atomare Zusammenarbeit an". - (Interview accordée par l'ancien chancelier). - General-Anzeiger (Bonn), 7 mars 1967, p. 1.

ERHARD (Ludwig). - "De Gaulle nel luglio '64 propose ad Erhard il condominio franco-tedesco sull'Europa". - (Interview recueillie par Massimo CONTI). - La Stampa, 12 août 1967.

"L'evoluzione della politica di Bonn". - Relazioni Internazionali, n° 4, 28 janvier 1967, p. 101-102.

FRISCH (Alfred). - "Rückkehr zum deutsch-französischen Vertrag". - Dokumente (Cologne), 23 (1), 1967, p. 11-15.

FRISCH (Alfred). - "Neue Hoffnungen für die deutsch-französische Zusammenarbeit". - Europa (Bad Reichenhall), n° 206, 15 février 1967, p. 12-13.

GARIBAL (Michael). - "L'expansion de l'économie française est désormais liée à la conjoncture européenne et surtout allemande". - Archives diplomatiques et consulaires (Zurich), 32 (11), 1967, p. 574-577.

GAULLE (Charles de). - "Deutsch-französische Freundschaft als Grundlage für Frieden in Europa". - Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 76, 1967, p. 654.

"Germany and France : But where is Bonn on the scales?". - Economist, 224 (6464), 15 juillet 1967, p. 201.

"Germany and France : Doubts about expansion". - Economist, 225 (6485), 1967, p. 1073.

"Germany and France : Don't be deceived by appearances". - Economist, 224 (6465), 1967, p. 305-306.

GROSSER (Alfred). - "An Washington scheiden sich die Geister : Ein Franzose analysiert die Möglichkeiten eines neuen Anfangs zwischen Bonn und Paris". - Die Zeit, 22 (2), 13 janvier 1967, p. 3.

GROSSER (Alfred). - "La coopération franco-allemande". - Réforme, 21 janvier 1967.

GUTTENBERG (Karl Theodor zu). - "Positive Weiterentwicklung der deutsch-französischen Zusammenarbeit". - Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 75, 1967, p. 646-647.

HECK (Bruno). - "Deutsch-französische Zusammenarbeit für den Frieden in Europa". - Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 112, 1967, p. 961-962.

HEITMANN (Klaus). - "Image française de l'Allemagne dans son évolution historique". - Revue de psychologie des peuples (Le Havre), 22 (4), 1967, p. 404-440. (Traduction de Sociologia Internationalis, cf. 1966).

JEANNE (Gilbert). - "Notes cursives à propos d'un article consacré à une image française de l'Allemagne". - Revue de psychologie des peuples (Le Havre), 22 (4), 1967, p. 441-452.

JENKINS (Peter). - "Paris über alles". - The Guardian (Manchester), 23 mai 1967, p. 16.

JETTER (Karl). - "République fédérale d'Allemagne : Répercussions en France du ralentissement économique allemand". - Problèmes économiques, n° 1022, 3 août 1967, p. 14-15. (repris de Frankfurter Allgemeine Zeitung, 27 juin 1967).

KIESINGER (Kurt-Georg). - "Wiederbelebung des deutsch-französischen Vertrages". - Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 5, 1967, p. 33-34.

KIESINGER (Kurt-Georg). - "Deutsch-französische Zusammenarbeit für ein sich einigendes Europa". - Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 76, 1967, p. 653.

KIESINGER (Kurt-Georg). - "Die Wiederbelebung des deutsch-französischen Freundschaftsvertrages". - Europa (Bad Reichenhall), 18 (209), 15 mai 1967, p. 2-3.

KUBY (H.). - "Les impasses de la politique allemande". - Esprit, n° 1, janvier 1967, p. 38-54.

LAUZIN (Gérard). - "Jeder lebt mit einer Leiche im Schrank : Ein Franzose über die Bundesrepublik". - Der Spiegel, 21 (49), 1967, p. 167-169.

LAVERGNE (B.). - "Les tragiques désaccords entre la France et l'Allemagne fédérale". - L'Année politique et économique, 40 (199), octobre 1967, p. 239-248.

"Lettres échangées le 21 décembre 1966 entre les ministres des Affaires étrangères sur les forces françaises d'Allemagne". - Documentation française, Articles et Documents, n° 0.1839, 17 février 1967.

MASSIP (Roger). - "Divergences franco-allemandes". - Revue politique et parlementaire, 69 (783), novembre 1967, p. 74-77.

MENENDEZ (J.). - "Adenauer y su era". - Revista de política internacional (Espagne), n° 91, mai-juin 1967, p. 29-47.

NOË (François de la). - "Frankreich-Deutschland : Gestern und morgen". - Dokumente (Cologne), 23 (3), 1967, p. 183-192;

"Quo vadis, Charles de Gaulle? Concern with German foreign relations". - Newsweek, vol. 70, 24 juillet 1967, p. 32-33.

"Les relations franco-allemandes". - Vues de : H. BRUGMANS, La Haye; G. CHALUPA, Belgrade; F. FASTRE, Bruxelles; F. FEJTO, Moscou; H.-L. KASTER, Beyrouth; E. MAISSI, Tel-Aviv; S.W. POLLAK, Londres; L. ROSDY, Vienne; P. SAMPIERI, Rome; H. STEINITZ, New York; K. TICHMANN, Madrid". - Documents (Cologne), 22 (5), septembre-octobre 1967, p. 6-40.

"Resurgence of the spirit : Kiesinger and de Gaulle in Paris". - Time, vol. 89, 20 janvier 1967, p. 26.

SCHEUNER (Ulrich). - "Deutsch-französische Zusammenarbeit nach dem Regierungswechsel in Bonn : Deutsche Perspektiven". - Europa-Archiv, 22 (5), 10 mars 1967, p. 165-168.

SCHLOGEL (M.). - "Franco-German co-operation in the field of banking". - European Business (Paris), n° 12, février 1967, p. 50-54 (repris de Banque, cf. 1966).

SOMMER (Theo). - "Deutsche Zukunft - zu zweit? Nach de Gaulles Polenreise : Bonner Notwendigkeiten". - Die Zeit, 22 (37), 1967, p. 1.

SOMMER (Theo). - "Bonn changes course". - Foreign Affairs, avril 1967, p. 477-491.

SPAAK (Paul-Henri). - "Pourquoi je ne suis pas allé à Rome". - Le Monde, 4-5 juin 1967, p. 6.

"La spinta all' intesa franco-tedesca". - Relazioni Internazionali, 31 (29), 22 juillet 1967, p. 730-731.

VERNANT (Jacques). - "Deutsch-französische Zusammenarbeit nach dem Regierungswechsel in Bonn : Französische Perspektiven". - Europa-Archiv, 22 (5), 10 mars 1967, p. 157-165.

VERNANT (Jacques). - "Perspectives franco-allemandes". - Politique étrangère, 32 (1), 1967, p. 22-34.

"La visite à Bonn du général de Gaulle : L'allocution du chancelier Kiesinger : La réponse du général de Gaulle". - Documentation française, Chroniques étrangères : Allemagne, 67 (8-9), août-sept. 1967, p. 17-21.

"La visite à Paris de M. Willy Brandt, ministre des Affaires étrangères : Le discours de M. Willy Brandt devant l'assemblée de l'U.E.O. : La rencontre du général de Gaulle et de M. Brandt". - Documentation française, Chroniques étrangères : Allemagne, 67 (1), janv. 1967, p. 16.

"La visite à Paris du chancelier Kiesinger". - Documentation française, Chroniques étrangères : Allemagne, 67 (2-3), février-mars 1967, p. 13-18.

"La visite à Paris du bourgmestre Schütz". - Documentation française, Chroniques étrangères : Allemagne, 67 (12), décembre 1967, p. 21.

"Les visites de M. Fanfani à Paris et à Bonn : La rencontre de M. Fanfani et du général de Gaulle, le voyage de M. Fanfani à Bonn". - Documentation française, Chroniques étrangères : Italie, 67 (2-3), février-mars 1967, p. 7-10.

WESEMANN (Fried). - "Verspätete Flitterwochen im Elysée : De Gaulle will in der Ostpolitik Beistand leisten". - Christ und Welt (Stuttgart), 20 (3), 1967, p. 3.

"Affaires extérieures : Les événements de Tchécoslovaquie. Les relations franco-allemandes. La tournée du chancelier Kiesinger dans le Moyen-Orient". - Documentation française, Articles et Documents, n° 0.1932, 29 novembre 1968, p. 3-8.

"Allemagne fédérale : Notre premier client au cœur du Marché commun". - MOCI (Paris), n° 811 et 812, 26 décembre 1968 et 30 décembre 1968, p. 5067-5155.

BECKER (Kurt). - "Deutsche Aussenpolitik zwischen Washington, Moskau und Paris". - Die Zeit, 23 (41), 1968, p. 7.

BÖHMER (Harald). - "Deutsch-französische Zusammenarbeit". - Monatschrift der Vereinigung deutscher Auslandsbeamter e.V., 31 (3), mars 1968, p. 53-58.

"But of course the emperor has clothes". - Economist, vol. 226, 10 février 1968, p. 21.

CAMPS (Miriam). - "Die Diskussion über die politische Union", p. 111-127 in : Die Internationale Politik 1962 / hrsg. von Wilhelm CORNIDES et al. - München/Wien : Oldenbourg, 1968. - 530 p.

CAMPS (Miriam). - "Die letzte Phase der Verhandlungen über den Beitritt Grossbritanniens (Oktober 1962 bis Januar 1963)", p. 127-167 in : Die Internationale Politik 1962 / hrsg. von Wilhelm CORNIDES et al. - München/Wien : Oldenbourg, 1968. - 530 p.

COLLINET (J.-F.). - "Le traité franco-allemand". - Documents d'Actualité et de Synthèse (Paris), 12 décembre 1968, p. 89.

"La coopération franco-allemande". - Documentation française, Articles et Documents, n° 0.1889, 2 février 1968, p. 21-24.

"Eine etwas melancholische Bilanz : Fünf Jahre Deutsch-Französischer Vertrag". - Europa (Bad Reichenhall), 19 (3), 1968, p. II-IV.

"Feud among friends". - Newsweek, vol. 71, 19 février 1968, p. 50.

FONTAINE (André). - "Un contrat d'association". - Le Monde, 21-22 janvier 1968, p. 1+

FONTAINE (André). - "Un contrat d'association". - Documents (Cologne), n° 1, janvier-février 1968, p. 13-19.

FONTAINE (André). - "Vaincre, ou convaincre ?". - Le Monde, 21 février 1968.

FONTAINE (François). - "Nebel über dem Rhein". - Dokumente (Cologne), 24 (2), 1968, p. 131-134.

"France and Germany : Gruyère off the menu". - Economist, 228 (6528), 5 octobre 1968, p. 25.

FRANCESCHINI (P.-J.). - "Une coopération irréversible". - Le Monde, 21-22 janvier 1968, p. 5.

FRANCESCHINI (P.-J.). - "L'Europe européenne doit se bâtir autour de l'axe Paris-Bonn". - Le Monde diplomatique, n° 166, janvier 1968.

FRISCH (Alfred). - "Freundschaft mit Vorbehalten". - Dokumente (Cologne), 24 (3), 1968, p. 174-177.

GRAUHAN (Rolf-Richard). - "Die Verschwisterungen deutscher und französischer Gemeinden". - p. 35-104 in : Politische Dimensionen der europäischen Gemeinschaftsbildung / hrsg. von Carl Joachim FRIEDRICH. - Köln und Opladen : Westdeutscher Verlag, 1968. - 445 p. (tabl.).

- HABIB-DELONCLE (Michel), et al. - "Möglichkeiten einer deutsch-französischen Aussenpolitik". - Dokumente (Cologne), 24 (4), 1968, p. 295-311.
- HARGROVE (Charles). - "Strain, but no parting, in link with Bonn". - The Times (Londres), 6 décembre 1968, p. 12.
- HÖFER (Werner). - "Bei Nacht und Nebel abgeschoben : Ein Bericht über die Ausschreitungen der französischen Polizei gegen deutsche Intellektuelle". - Die Zeit, 23 (25), 21 juin 1968, p. 2.
- "L'incontro franco-tedesco". - Relazioni Internazionali, n° 40, 5 octobre 1968, p. 943.
- LELEUX (F.). - "La coopération franco-allemande dans le domaine administratif". - Documents (Cologne), 23 (2), mars-avril 1968, p. 11-28.
- LOCH (Theo M.). - "Ce qu'attendent les Allemands des Français". - Documents (Cologne), 23 (1), janvier-février 1968, p. 6-12.
- MARC-LIPIANSKY (A.). - "Le 5ème anniversaire du traité franco-allemand". - L'Europe en Formation, n° 96, mars 1968, p. 2-4.
- METTLER (E.). - "Friendships under stress". - Swiss Review of World Affairs (Zurich), 17 (12), mars 1968, p. 1-2.
- MONTAGNE (Remy). - "Der schwierige Alltag des Parlamentariers". - Dokumente (Cologne), 24 (3), 1968, p. 211-222.
- MOSELL (Heinz). - "De Gaulle als 'Partner' : Die fünf mageren Jahre der deutsch-französischen Freundschaft". - Frankfurter Hefte, 23 (5), mai 1968, p. 305-312.
- "New sobriety". - The Nation (New York), vol. 207, 16 décembre 1968, p. 643-644.
- "Organisationen der deutsch-französischen Zusammenarbeit". - Europa (Bad Reichenhall), 19 (5), 1968, p. V-VI.
- PICK (O.) et R. TILFORD. - "Gaullisme beyond the Rhine". - International Journal (Toronto), 23 (2), printemps 1968, p. 234-243.
- "Pilgrims in pursuit of clarity". - Economist, vol. 226, 17 février 1968, p. 31-32.
- "Une politique étrangère commune est-elle possible ?" - (Série d'articles). - Documents (Cologne), 23 (6), novembre-décembre 1968, p. 98-112.
- "The power has floated already : But the shift of primacy from Paris to Bonn doesn't mean that Germany is going to be the trouble-maker France has been". - Economist, 229 (6536), 30 novembre 1968, p. 20-21.
- "Les rapports franco-allemands" (Chroniques étrangères). - Documentation française, Articles et Documents, n° 0.1894, 8 mars 1968, p. 8.
- "Ravensburg incident". - Time, vol. 91, 16 février 1968, p. 40.
- SALON (A.). - "Les échanges de fonctionnaires entre la France et l'Allemagne". - Promotions, n° 85, 2ème trimestre 1968, p. 61-68.
- SCHMID (Carlo). - "Frankreich und Deutschland. Zwei Völker auf dem Wege nach Europa". - Rheinischer Merkur, n° 14, 5 avril 1968.

SCHMID (Carlo). - "Wirklichkeit und Zukunft der deutsch-französischen Beziehungen" (Discours du 24 mars 1968). - Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 42, 1968, p. 337-339.

SCHMITT (H.A.). - "Germany, France and Europe" (avec notes bibliographiques). - Current History (Philadelphia, Pa.), vol. 54, mai 1968, p. 257-262+

SCHOLL-LATOUR (Peter). - "Das Europa des Generals de Gaulle". - Aussenpolitik, n° 4, avril 1968, p. 197-205.

SCHÜTZE (Walter). - "L'opinion allemande et les événements en Tchécoslovaquie". - Politique étrangère, 33 (4), 1968, p. 331-349.

"Thank you very much : Britain should make what it can of the crumb that Herr Kiesinger and President de Gaulle have dropped". - Economist, 226 (6496), 1968, p. 12-13.

"Le traité franco-allemand". - Maurice COUVE DE MURVILLE : "Mon espoir : que le traité continue" (Interview à la télévision allemande le 22 janvier 1968) ; - Willy BRANDT : "Une importance déterminante". - Bulletin de l'Office de presse et d'information du Gouvernement fédéral (édition française), n° 2, 1968.

"Transall - Einfach einmotten". - Der Spiegel, n° 29, 15 juillet 1968.

"Les ventes des produits agricoles français en Allemagne fédérale". - International Marketing (Paris), n° 157, mars-avril 1968, p. 61-62.

VERNANT (Jacques). - "Bonn et Paris". - Revue de Défense nationale, 24 (11), novembre 1968, p. 1728-1733.

WAGNER (Wolfgang). - "Das geteilte Deutschland", p. 210-240 in: Die Internationale Politik 1962 / hrsg. von Wilhelm CORNIDES et al. - München/Wien : Oldenbourg, 1968. - 530 p.

WÄLDCHEN (P.). - "Die Verteilung der regionalen Wirtschaftskraft in Frankreich und in der Bundesrepublik Deutschland". - Informationen (Institut für Raumforschung, Bonn), 18 (5), 1968, p. 131-148.

"Watchful on the Rhine". - Economist, vol. 227, 8 juin 1968, p. 30.

ZANDER (Hans Conrad). - "Umfragen über uns : Achtung für die Boches". - Der Monat (Frankfurt), 20 (236), 1968, p. 83-89.

"Après le retrait du général de Gaulle". - Documents (Cologne), 24 (3), mai-juin 1969, p. 55-63.

BARREA (J.). - "A propos de l'unification européenne". - Politique étrangère, n° 3, mai-juin 1969, p. 317-347.

"Bonn sees doors opening". - Economist, vol. 231, 3 mai 1969, p. 31.

BRANDT (Willy). - "Es wäre falsch, Paris unter Druck zu setzen". - (Interview avec le ministre des Affaires étrangères). - Der Spiegel, 23 (20), 12 mai 1969, p. 29-30.

BRANDT (Willy). - "La coopération franco-allemande". - (Texte français d'une interview télévisée avec le nouveau chancelier, en déc. 1969). - Documents, 24 (6), novembre-décembre 1969, p. 114-115.

CAMPS (Miriam). - "Die europäische Gemeinschaft", p. 168-186 in : Die Internationale Politik 1963 / hrsg. von Wilhem CORNIDES et al. - München/Wien : Oldenbourg, 1969. - 583 p.

CHEVAL (R.). - "Les relations culturelles franco-allemandes". - Documents (Cologne), 24 (2), mars-avril 1969, p. 7-17.

"Consultations franco-allemandes (13-15 mars 1969)" - (Chroniques). - Documentation française, Articles et Documents, n° 0.1956, 16 mai 1969, p. 4.

DULAC (A.). - "Rôle de la collaboration franco-allemande dans la défense européenne". - Documents (Cologne), n° 6, novembre-décembre 1969, p. 83-87.

FONTAINE (André). - "Comment avorta le dialogue franco-britannique". - Le Monde, 11 mars 1969.

GAULON (P.). - "Comment absorber le marché de l'Allemagne fédérale en matière de produits de grande consommation". - Management France (Paris), n° 12, décembre 1969, p. 31-38.

GERIGK (Alfred). - "Bundesrepublik und DDR", p. 215-234 in : Die Internationale Politik 1963 / hrsg. von Wilhelm CORNIDES et al. - München/Wien : Oldenbourg, 1969. - 583 p.

GLOBIG (F. von). - "Les incertitudes des relations franco-allemandes". - Documents (Cologne), n° 4, juillet-août 1969, p. 54-57.

GUTTENBERG (Karl Theodor Freiherr von). - "Unterschiede und Gemeinsamkeiten der Franzosen und Deutschen" (extraits d'un discours). - Europa (Munich), 20 (5), 1969, p. 17-20 et 37-38.

HUWE (K.). - "Die verblühten Rosen von Paris". - Christ und Welt (Stuttgart), 22 (8), 21 février 1969, p. 3.

MAJONICA (Ernst). - "Freundschaft ist kein Denkmal. Unser Nachbar Frankreich" (interview). - Zeitwende (Hambourg), 40 (5), 1969, p. 307-310.

MURCIER (Alain). - "La bataille pour le marché pétrolier allemand n'est pas finie". - Le Monde (supplément "Le Monde de l'économie"), 11 février 1969.

NEUMANN (Erich Peter). - "Probleme unseres Frankreich-Bildes". - Die politische Meinung, n° 108, septembre 1969, p. 24-29.

PAETZOLD (H.). - "Deutsch-französische Annäherung in Vergangenheit und Gegenwart". - Europa Report (Munich), 2 (9), septembre 1969, p. 17-19.

PAPINI (R.) et R.H. KAISER. - "Lo statuto delle truppe francesi di stanza nella Germania federale". - Civitas (Rome), 20 (6), juin 1969, p. 51-58.

"Pour une stratégie commune ?". - Série d'articles de A. FRISCH, H. BUKSCH, J.A. KIELMANSEGG, G. SCHMÜCKLE, A. DULAC, M. GARDER, P. STEHLIN. - Documents (Cologne), 24 (6), novembre-décembre 1969, p. 65-69.

RABIER (J.R.). - "Préjugés français et préjugés allemands". - Documents (Cologne), 24 (1), janvier-février 1969, p. 38-53.

ROCHEFORT (R.). - "Robert Schuman, l'homme d'une politique". - Revue de Défense nationale, avril 1969, p. 667-677.

RÜHL (Lothar). - "Abschied von Paris und von 'Versailles'". - Der Monat (Frankfurt), 21 (245), février 1969, p. 27-35.

SCHÜTZE (Walter). - "Die Politik de Gaulles", p. 190-212 in : Die Internationale Politik 1963 / hrsg. von Wilhelm CORNIDES et al. - München/Wien : Oldenbourg, 1969. - 583 p.

SCHWELIEN (Joachim H.). - "Die Politik des Ausgleichs und die Erosion des westlichen Bündnisses", p. 145-168 in : Die Internationale Politik 1963 / hrsg. von Wilhelm CORNIDES et al. - München/Wien : Oldenbourg, 1969. - 583 p.

STOLZE (Diether). - "Der deutsche Ölkonzern". - Die Zeit, 24 (4), 24 janvier 1969, p. 17.

"Thankful for small mercies". - Economist, 230 (6552), 22 mars 1969, p. 45.

"Vereinbarung vom 27. Mai 1969 zwischen der Bundesregierung und den Regierungen der Länder zur Durchführung des Vertrages vom 22. Januar 1963 über die deutsch-französische Zusammenarbeit". - Bundesanzeiger, 21 (110), 21 juin 1969, G 1989 A, p. 1.

ZIEBURA (Gilbert). - "Deutsch-französischer Vertrag", colonne 428-436 in : Staatslexikon. Recht, Wirtschaft, Gesellschaft / hrsg. von der Görres-Gesellschaft (1. Ergänzungsband). - Freiburg : Herder-Verlag, 1969.

ZIEBURA (Gilbert). - "L'ouverture à l'Est dans l'optique de Paris". - Documents (Cologne), 24 (6), novembre-décembre 1969, p. 111-113.

ARON (Raymond). - "Die Franzosen sind ein seltsames Volk". - Der Spiegel, 27 (36), 3 septembre 1973, p. 88-94.

BARING (Arnulf). - "Die Institutionen der westdeutschen Aussenpolitik in der Ära Adenauer", in : Strukturwandlungen der Aussenpolitik in Grossbritannien und der Bundesrepublik / hrsg. von Karl KAISER und Roger MORGAN. (Schriftenreihe des Forschungsinstituts der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik, Band 29). - München/Wien : Oldenbourg, 1970. - 264 p.

CORTESE (G.). - "Le statut des troupes françaises stationnées sur le territoire de la R.F.A.". - Revue générale du droit international public, n° 1, 1972, p. 94-109.

COUVE DE MURVILLE (Maurice). - "Konrad Adenauer und Frankreich", p. 60-63 in : Konrad Adenauer 1876/1976 / hrsg. von Helmut KOHL (in Zusammenarbeit mit der Konrad-Adenauer-Stiftung). - Stuttgart/Zürich : Belser Verlag, 1976. - 196 p.

GROSSER (Alfred). - "France and Germany : less divergent outlooks". - Foreign Affairs, 48 (2), janvier 1970, p. 235-244.

GROSSER (Alfred). - "Misstrauen in die deutsche Zukunft - Zum gegenwärtigen Verhältnis zwischen Frankreich und der Bundesrepublik". - Evangelische Kommentare, 6 (12), décembre 1973, p. 723-726.

HÄNSCH (Klaus). - "Die Entwicklung der europäischen Gemeinschaften", p. 153-204 in : Die Internationale Politik 1966-1967 / hrsg. von Karl CARSTENS et al. - München/Wien : Oldenbourg, 1973. - 530 p.

HOLTHOFF (Horst H.). - "Der Koordinator für die deutsch-französische Zusammenarbeit. Eigenarten, Möglichkeiten und Grenzen einer Institution", p. 424-431 in : Konkretionen politischer Theorie und Praxis / hrsg. von Adolf ARENDT, Horst EHMKE, Iring FETSCHER, Otwin MASSING. (Festschrift für Carlo Schmid zum 75. Geburtstag, am 3. Dezember 1971) - Stuttgart : Klett, 1972. - 448 p.

JANSEN (Thomas). - "Die Entstehung des deutsch-französischen Vertrages vom 22. Januar 1963", p. 249-271 in : Konrad Adenauer und seine Zeit. Politik und Persönlichkeit des ersten Bundeskanzlers / hrsg. von Dieter BLUMENWITZ et al. (Band 2). - Stuttgart : Deutsche Verlags-Anstalt, 1976. - 714 p.

KAISER (Karl). - "Das Jahrzehnt der beginnenden Normalisierung. Die Deutschland- und Aussenpolitik 1960-1970". - Politische Bildung, 4 (2), 1971, p. 54-63.

LAVERGNE (B.). - "L'Allemagne fédérale combat résolument la France". - L'Année politique et économique, n° 214, mai 1970, p. 107-113.

MANFRASS (Klaus). - "Das geteilte Deutschland", p. 308-343 in : Die Internationale Politik 1964-1965 / hrsg. von Karl CARSTENS et al. - München/Wien : Oldenbourg, 1972. 586 p.

MICHAELS (Heinz). - "Symphonie unter den Sternen". - Die Zeit, 30 (2), 3 janvier 1975, p. 33.

"Mission to Moscow and Paris". - Time, vol. 95, 9 février 1970, p. 31.

NEWHOUSE (John). - "Die Krise der EWG", p. 249-276 in : Die Internationale Politik 1964-1965 / hrsg. von Karl CARSTENS et al. - München/Wien : Oldenbourg, 1972. - 586 p.

OSTERHELD (Horst). - "Adenauers Abschiedsbesuch bei de Gaulle am 21. und 22. September 1963. Ein Stück deutsch-französische Freundschaft", p. 606-617 in : Konrad Adenauer und seine Zeit. Politik und Persönlichkeit des ersten Bundeskanzlers / hrsg. von Dieter BLUMENWITZ et al. (Band 1). - Stuttgart : Deutsche Verlags-Anstalt, 1976. - 714 p.

RICHTER (Thomas). - "Französisches Kapital in der Bundesrepublik", p. 29-31 in : Dix ans de coopération franco-allemande/Zehn Jahre deutsch-französische Zusammenarbeit / Publication bilingue de l'Agence économique & financière ("Agefi"). - Paris, [c. 1972] - 176 p.

SALIS (Jean R. v.). - "Der Fortgang der Entspannung zwischen West und Ost", p. 79-150 in : Die Internationale Politik 1966-1967 / hrsg. von Karl CARSTENS et al. - München/Wien : Oldenbourg, 1973. - 530 p.

SCHMID (Carlo) et Maurice SCHUMANN. - "Les relations franco-allemandes depuis 1945", p. 9-31 in : Dialogues franco-allemands / Hrsg. Gérard ANTOINE, Pierre BOULEZ, Klaus VON DOHNANY et al. (Dialogues de France-Culture n° 4). - Paris : Goethe-Institut de Paris, 1976. - 243 p.

SCHÜTZE (Walter). - "Das Ende der Ära de Gaulle", p. 351-374 in : Die Internationale Politik 1968-1969 / hrsg. von Karl KAISER et al. - München/Wien : Oldenbourg, 1974. - 627 p.

SCHÜTZE (Walter). - "Frankreichs Bemühungen um den Status einer Führungsmacht", p. 277-307 in : Die Internationale Politik 1964-1965 / hrsg. von Karl CARSTENS et al. - München/Wien : Oldenbourg, 1972. - 586 p.

SCHÜTZE (Walter). - "Ein gestörtes Gleichgewicht. Deutschland und Frankreich im Gemeinsamen Markt". - Europäische Gemeinschaft, n° 1, 1970, p. 9-11.

SEYDOUX DE CLAUSSONNE (François). - "Le général de Gaulle et l'Allemagne" (1958-1969). - Etudes gaulliennes, 1 (3-4), juill.-déc. 1973, p. 173-179.

WEIDENFELD (Werner). - "Der Einfluss der Ostpolitik de Gaulles auf die Ostpolitik Adenauers", p. 116-125 in : Untersuchungen und Dokumente zur Ostpolitik und Biographie / Adenauer-Studien. Veröffentlichung der Kommission für Zeitgeschichte. - Mainz : Matthias-Grünwald-Verlag, 1974. - 271 p.

Publications sur l'Office franco-allemand pour la Jeunesse

Publications diverses

"Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne portant création d'un Office franco-allemand pour la jeunesse".

Texte officiel français : Journal officiel, n° 182, p. 7254 (Décret 63 791 du 31 juillet 1963).

Texte officiel allemand : Bundesgesetzblatt II, 31 décembre 1963, p. 1613-1617 (Décret du 23 décembre 1963).

"Vereinbarung vom 27. Mai 1969 zwischen der Bundesregierung und den Regierungen der Länder zur Durchführung des Vertrages vom 22. Januar 1963 über die deutsch-französische Zusammenarbeit". - (Accord du 27 mai 1969 entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des Länder pour l'exécution du traité du 22 janvier 1963 sur la coopération franco-allemande). - Bundesanzeiger, 21 (110), 21 juin 1969, G. 1989 A, p. 1+

Directives de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse/Richtlinien des Deutsch-Französischen Jugendwerks. Entrée en vigueur le 1er janvier 1965. - Brochure bilingue publiée par le Secrétariat général de l'Office. - Bonn, 1965.

Das Deutsch-Französische Jugendwerk. - hrsg. vom Deutsch-Französischen Jugendwerk, Generalsekretariat, 3. Auflage. - Bad Honnef, 1968. - 52 p.

L'Office franco-allemand pour la Jeunesse. - Brochure publiée par le Secrétariat général de l'OFAJ, 3ème édition. - Paris, 1968. - 48 p.

Tätigkeitsbericht/Rapport d'activité 1963-1968. - Publié par le Secrétariat général de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse. - Bonn, novembre 1968. - 148 p.

Rapport d'activité/Tätigkeitsbericht 1963-1973. - Publié par l'Office franco-allemand pour la Jeunesse. - Bonn/Paris, 1973. - 117 p.

Colloque OFAJ 1968/Kongress DFJW 1968. Deutsch-Französisches Jugendwerk. - (Publication de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse). - Paris, 1968. - 94 p.

BOURDET (Yvon). - Préjugés français et préjugés allemands/Französische Vorurteile und deutsche Vorurteile. - Publié par le Secrétariat général de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse. - Bonn, 1967. - 84 p. plus 42 p. d'annexe plus 11 feuilles détachées.

Ergebnisse der Tests von M. Yvon Bourdet/Résultats des tests de M. Yvon Bourdet. - Publication bilingue de l'Institut EMNID, n° M/12016/B. - Bielefeld, 1968. - VI + 72 p.

Zum Deutsch-Französischen Jugendwerk (September 1963). Spezialerhebung. - Durchgeführt vom Institut für Meinungsforschung und Sozialforschung der EMNID, Bielefeld. - 2 Bände: 1. Kommentar ; 2. Tabellenteil der deutschen Erhebung. - Bielefeld, 1963. - 42 p. et 129 p.

Einstellung der deutschen und französischen Jugend zum deutsch-französischen Jugendaustausch. Zusammenfassender Bericht. (Sept./Okt. 1968). - Hrsg. EMNID. - Les jeunesses française et allemande vis à vis des échanges franco-allemands. Rapport de synthèse. - Hrsg. IFOP. - Bielefeld/Paris, 1968. - XXVII, 50 p.

ADAM (H.T.). - Les organismes internationaux spécialisés. Contribution à la théorie générale des établissements publics internationaux. - Tome I. - Paris : Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1965. - (Office franco-allemand cf. § 20, 23, 100, 157, 210, 246, 284, 343).

Austausch mit Frankreich. Französische Jugend- und Austauschorganisationen. - Im Auftrag und unter Mitwirkung des Deutsch-Französischer Jugendwerks. - Troyes : La Renaissance, 1966. - XI + 101 p.

HEYER (Georg Walther). - Das deutsch-französische Jugendwerk. Ziele, Möglichkeiten, Erfahrungen. - Freudenstadt : Lutzeyer, 1969. - 90 p.

REIBEL (Lucien). - l'Office franco-allemand pour la Jeunesse. - Mémoire présenté en 1966 au Centre d'Etudes germaniques de l'Université de Strasbourg (professeur rapporteur M. Pierre KOENIG). - cote Mm 269. - 113 p.

Articles et contributions sur l'OFAJ

ALTMAYER (François). - "Pour l'année en cours". - Documents (Cologne), 19 (2), mars-avril 1964, p. 29-32.

ALTMAYER (François). - "Das Deutsch-Französische Jugendwerk". - Aussenpolitik, 15 (5), mai 1964, p. 297-303.

ALTMAYER (François). - "L'Office franco-allemand pour la Jeunesse". - Education et Développement, n° 10, septembre 1965, numéro spécial "Jeunes Allemands d'aujourd'hui", p. 69-73.

ALTMAYER (François). - "La coopération culturelle franco-allemande". - L'Europe en formation, n° 69, décembre 1965, p. 25-28.

ALTMAYER (François). - "Jeunesse franco-allemande d'aujourd'hui". - Documents (Cologne), 22 (5), septembre-octobre 1967, p. 41-45.

ALTMAYER (François). - "Psychologie des Jugendaustausches". - Dokumente (Cologne), 23 (4), août 1967, p. 259-267.

ALTMAYER (François). - "L'Office franco-allemand pour la Jeunesse". - L'Europe en formation, n° 96, mars 1968, p. 5-6.

ALTMAYER (François). - Interview, textes français et allemand. - Jeunesse an 2000 (Paris), n° 74, novembre 1968 (édition spéciale bilingue), p. 22-25.

ARNSPERGER (Klaus). - "Jugendwerk in der Krise". - Süddeutsche Zeitung, 18 janvier 1973, p. 8.

BARTH (Heinrich). - "Jeunesse : coopération franco-allemande". - Documents (Cologne), 18 (5), septembre-octobre 1963, p. 45-49.

BINDER (Heinz-Georg). - "Für ein europäisches Jugendwerk". - Deutsche Jugend (Munich), vol. 11, 1963, p. 529-530.

BINDER (Heinz-Georg). - "Eine politische Aufgabe für das deutsch-französische Jugendwerk". - Deutsche Jugend (Munich), 13 (10), 1965, p. 433-434.

CHEVAL (R.). - "Les relations culturelles franco-allemandes". - Documents, 24 (2), mars-avril 1969, p. 7-17.

"Das Deutsch-Französische Jugendwerk". - Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 117, 1963, p. 1046-1048.

"Das Deutsch-Französische Jugendwerk". - Der Deutsche Hugenott (Flensburg), vol. 28, 1964, p. 39-44.

"Deutsch-Französisches Jugendwerk". - Unsere Jugend (Munich), vol. 15, 1963, p. 561-563.

"Deutsch-Französisches Jugendwerk". - Sozialpädagogik (Gütersloh), 7 (6), 1965, p. 283-286.

DUPONT (J.-M.). - "L'Office franco-allemand de la jeunesse". - Revue militaire d'information, n° 358, mars 1964, p. 32-37.

"L'éducation et les échanges dans le monde. Accords et coopération culturelle". - (Le traité franco-allemand et ses conséquences). - Bulletin du Comité de Coordination des Associations d'Echanges Internationaux, n° 18, janvier-février-mars 1963.

GEHRING (Otto Werner). - "Der Bildungsauftrag des Deutsch-Französischen Jugendwerks". - Deutsche Jugend (Munich), 12 (8), 1964, p. 363-366.

GEHRING (Otto Werner). - "Das Deutsch-Französische Jugendwerk und seine Arbeit im Hochschulbereich". - Umschau in der Arbeit der Studentenwerke (Bonn), n° 55, 1967, p. 4-10.

GÖNNER (Rudolf). - "Das 'Deutsch-Französische Jugendwerk', Vorstufe zu einem 'Europäischen Jugendwerk'?" - Österreichische Monatshefte (Vienne), 20 (2), 1964, p. 7-9.

HARCOURT (Robert d'). - "Die deutsche und französische Jugend : Eine vergleichende Parallele", p. 13-27 in : Frankreich und Deutschland / hrsg. von Karl FORSTER. - Würzburg : Echter-Verlag, 1963. - 123 p.

HARTIG (Bert). - "Deutsch-Französisches Jugendwerk". - Mitteilungsblatt (Landesjugendring Nordrhein-Westfalen, Düsseldorf) 8 (3), 1964, p. 7.

HECK (Bruno). - "Deutsche und französische Jugend". - Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 130, 1963, p. 1157-1159.

HECK (Bruno). - "De l'Office franco-allemand pour la Jeunesse". - (Discours prononcé devant le Cercle franco-allemand, Paris, le 28 janvier 1964). - Documents (Cologne), 19 (2), mars-avril 1964, p. 20-28.

HECK (Bruno). - "Deutsch-Französisches Jugendwerk wichtige politische Aufgabe". - Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 13, 1964, p. 113-114.

HECK (Bruno). - "Die Entwicklung des Deutsch-Französischen Jugendwerks". - Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 33, 1964, p. 289.

HECK (Bruno). - "Der Stand des Deutsch-Französischen Jugendwerks". - Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 7, 1965, p. 49-50.

HECK (Bruno). - "Das Deutsch-Französische Jugendwerk : Europa wächst heran". - (Interview avec le ministre fédéral de la famille et de la jeunesse). - Europa (Bad Reichenhall), 18 (208), 15 avril 1967, p. 6-9.

"Die Jugend Deutschlands und Frankreichs im Examen". - Europa (Bad Reichenhall), 15 (3), 1964, p. 44.

KLINGER (Heinz-Jürgen). - "Richtlinien zum Deutsch-Französischen Jugendwerk". - Mitteilungsblatt (Landesjugendring Nordrhein-Westfalen Düsseldorf), 8 (1), 1964, p. 11-14.

KLUG (M.). - "Zum Deutsch-Französischen Jugendwerk". - Katholische Frauenbildung (Paderborn), vol. 65, 1964, p. 331.

"Kongress des Deutsch-Französischen Jugendwerkes". - von M.F. - Deutsche Jugend (Munich), 16 (12), 1968, p. 539-541.

KRONENBERG (Fritz). - "Erste Richtlinien für das Deutsch-Französische Jugendwerk". - Deutsche Jugend (Munich), 12 (1), 1964, p. 40-41.

KRONENBERG (Fritz). - "Der finanzielle Rahmen für das Deutsch-Französische Jugendwerk". - Deutsche Jugend (Munich), 12 (5), 1964, p. 202-203.

LA RONCIERE (P. de). - "Une année de rencontres franco-allemandes". - Documents (Cologne), 24 (3), mai-juin 1969, p. 64-81.

LEMKE (Lotte). - "Das deutsch-französische Jugendwerk". - Die Arbeiterwohlfahrt (Bonn), vol. 63-64, 1964, p. 41-45.

LIEHR (Harry). - "Für ein europäisches Jugendwerk". - Deutsche Jugend (Munich), vol. 12, 1964, p. 367-370.

LUDWIG (Philipp). - "Europa durch Europas Jugend : Sinn und Bedeutung des Deutsch-Französischen Jugendwerks". - Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 117, 1963, p. 1048-1049.

"Neues aus dem Deutsch-Französischen Jugendwerk". - Mit Beiträgen von Otto Werner GEHRING u.a. - Deutsche Jugend, 14 (2), 1966, p. 49-94.

"1963-1968: Fünf Jahre Deutsch-Französisches Jugendwerk". - Europäische Erziehung (Darmstadt), 10 (1), 1969, p. 14.

NUM (R.). - "Was plant das Deutsch-Französische Jugendwerk?". - Deutsche Jugend (Munich), vol. 12, 1964, p. 57-58.

OTT (Hanns). - "Deutsch-französischer Vertrag und Jugendarbeit". - Jugendwohl (Freiburg/Breisgau), vol. 44, 1963, p. 167-171.

RABIER (J.R.). - "Préjugés français et préjugés allemands". - (Résultats d'une enquête d'Yvon BOURDET). - Documents (Cologne), 24 (1), janvier-février 1969, p. 38-53.

"Vorläufige Richtlinien des Deutsch-Französischen Jugendwerks". - Allgemeine Volksmusikzeitung (Freiburg/Breisgau), vol. 14, 1964, p. 128-130.

"Weiterer Aufbau auf fester Grundlage : Bilanz und Vorschau des Deutsch-Französischen Jugendwerks". - Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung, n° 146, 1964, p. 1351-1352.

WILFERT (Otto). - "Harmonie allein genügt nicht : Das deutsch-französische Jugendwerk". - Frankfurter Hefte, 22 (7), juillet 1967, p. 453-456.

"Zum deutsch-französischen Jugendwerk". - Mitteilungsblatt (Landesjugendring Nordrhein-Westfalen, Düsseldorf), 7 (4), 1963, p. 6-9.

ANNEXES

Texte de la Déclaration commune et du Traité du 22 janvier 1963
entre la République française et la République fédérale d'Allemagne
sur la coopération franco-allemande :

I

DECLARATION COMMUNE

Le Général de Gaulle, Président de la République française, et
le Docteur Konrad Adenauer, Chancelier de la République fédérale
d'Allemagne,

A l'issue de la Conférence qui s'est tenue à Paris les 21 et
22 janvier 1963 et à laquelle ont assisté, du côté français, le
Premier Ministre, le Ministre des Affaires étrangères, le Ministre
des Armées et le Ministre de l'Education nationale ; du côté alle-
mand, le Ministre des Affaires étrangères, le Ministre de la Défense
et le Ministre de la Famille et de la Jeunesse,

Convaincus que la réconciliation du Peuple allemand et du Peuple
français, mettant fin à une rivalité séculaire, constitue un événe-
ment historique qui transforme profondément les relations entre les
deux peuples,

Conscients de la solidarité qui unit les deux peuples tant du
point de vue de leur sécurité que du point de vue de leur dévelop-
pement économique et culturel,

Constatant en particulier que la jeunesse a pris conscience de
cette solidarité et se trouve appelée à jouer un rôle déterminant
dans la consolidation de l'amitié franco-allemande,

Reconnaissant qu'un renforcement de la coopération entre les
deux pays constitue une étape indispensable sur la voie de l'Europe
unie, qui est le but des deux peuples,

Ont donné leur accord à l'organisation et aux principes de la
coopération entre les deux Etats tels qu'ils sont repris dans le
Traité signé en date de ce jour.

Fait à Paris, le 22 janvier 1963, en double exemplaire en langue
française et en langue allemande.

Le Président de la République française,

Signé : Charles DE GAULLE

Le Chancelier fédéral
de la
République fédérale
d'Allemagne,

Signé : Konrad ADENAUER.

II

TRAITE

entre la République française
et la
République fédérale d'Allemagne
sur la coopération franco-allemande

A la suite de la Déclaration commune du Président de la République française et du Chancelier de la République fédérale d'Allemagne, en date du 22 janvier 1963, sur l'organisation et les principes de la coopération entre les deux Etats, les dispositions suivantes ont été agréées :

I.- ORGANISATION

1. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement donneront en tant que de besoin les directives nécessaires et suivront régulièrement la mise en oeuvre du programme fixé ci-après. Ils se réuniront à cet effet chaque fois que cela sera nécessaire et, en principe, au moins deux fois par an.

2. Les Ministres des Affaires étrangères veilleront à l'exécution du programme dans son ensemble. Ils se réuniront au moins tous les trois mois. Sans préjudice des contacts normalement établis par la voie des Ambassades, les hauts fonctionnaires des deux Ministères des Affaires étrangères, chargés respectivement des affaires politiques, économiques et culturelles, se rencontreront chaque mois alternativement à Paris et à Bonn pour faire le point des problèmes en cours et préparer la réunion des Ministres. D'autre part, les missions diplomatiques et les consulats des deux pays, ainsi que leurs représentations permanentes auprès des organisations internationales prendront tous les contacts nécessaires sur les problèmes d'intérêt commun.

3. Des rencontres régulières auront lieu entre autorités responsables des deux pays dans les domaines de la défense, de l'éducation et de la jeunesse. Elles n'affecteront en rien le fonctionnement des organismes déjà existants - Commission culturelle franco-allemande, Groupe permanent d'Etat-Major - dont les activités seront au contraire développées. Les Ministres des Affaires étrangères seront représentés à ces rencontres pour assurer la coordination d'ensemble de la coopération.

a) Les Ministres des Armées ou de la Défense se réuniront au moins une fois tous les trois mois. De même, le Ministre français de l'Education nationale rencontrera, suivant le même rythme, la personnalité qui sera désignée du côté allemand pour suivre le programme de coopération sur le plan culturel ;

b) Les chefs d'état-major des deux pays se réuniront au moins une fois tous les deux mois ; en cas d'empêchement, ils seront remplacés par leurs représentants responsables ;

c) Le Haut Commissaire français à la Jeunesse et aux Sports rencontrera, au moins une fois tous les deux mois, le Ministre fédéral de la Famille et de la Jeunesse ou son représentant.

4. Dans chacun des deux pays, une commission interministérielle sera chargée de suivre les problèmes de la coopération. Elle sera

présidée par un haut fonctionnaire des Affaires étrangères et comprendra des représentants de toutes les administrations intéressées. Son rôle sera de coordonner l'action des ministères intéressés et de faire périodiquement rapport à son Gouvernement sur l'état de la coopération franco-allemande. Elle aura également pour tâche de présenter toutes suggestions utiles en vue de l'exécution du programme de coopération et de son extension éventuelle à de nouveaux domaines.

II. - PROGRAMME.

A. - Affaires étrangères.

1. Les deux Gouvernements se consulteront, avant toute décision, sur toutes les questions importantes de politique étrangère et en premier lieu, sur les questions d'intérêt commun, en vue de parvenir, autant que possible, à une position analogue. Cette consultation portera entre autres sur les sujets suivants :

- problèmes relatifs aux communautés européennes et à la coopération politique européenne ;
- relations Est-Ouest, à la fois sur le plan politique et sur le plan économique ;
- affaires traitées au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et des diverses organisations internationales auxquelles les deux gouvernements sont intéressés, notamment le Conseil de l'Europe, l'Union de l'Europe occidentale, l'Organisation de coopération et de développement économique, les Nations-Unies et leurs institutions spécialisées.

2. La collaboration, déjà établie dans le domaine de l'information, sera poursuivie et développée entre les services intéressés à Paris et à Bonn et entre les missions dans les pays tiers.

3. En ce qui concerne l'aide aux pays en voie de développement, les deux gouvernements confronteront systématiquement leurs programmes en vue de maintenir une étroite coordination. Ils étudieront la possibilité d'entreprendre des réalisations en commun. Plusieurs départements ministériels étant compétents pour ces questions du côté français comme du côté allemand, il appartiendra aux deux Ministères des Affaires étrangères de déterminer ensemble les bases pratiques de cette collaboration.

4. Les deux gouvernements étudieront en commun les moyens de renforcer leur coopération dans d'autres secteurs importants de la politique économique, tels que la politique agricole et forestière, la politique énergétique, les problèmes de communications et de transports et le développement industriel, dans le cadre du Marché commun, ainsi que la politique des crédits à l'exportation.

B. - Défense.

I. - Les objectifs poursuivis dans ce domaine seront les suivants :

1. Sur le plan de la stratégie et de la tactique, les autorités compétentes des deux pays s'attacheront à rapprocher leurs doctrines en vue d'aboutir à des conceptions communes. Des instituts franco-allemands de recherche opérationnelle seront créés.

2. Les échanges de personnel entre les armées seront multipliés ; ils concerneront en particulier les professeurs et les élèves des Ecoles d'Etat-Major ; ils pourront comporter des détachements temporaires d'unités entières. Afin de faciliter ces échanges, un effort sera fait de part et d'autre pour l'enseignement pratique des langues chez les stagiaires.

3. En matière d'armements, les deux Gouvernements s'efforceront d'organiser un travail en commun dès le stade de l'élaboration des projets d'armements appropriés et de la préparation des plans de financement.

A cette fin, des Commissions mixtes étudieront les recherches en cours sur ces projets dans les deux pays et procéderont à leur examen comparé. Elles soumettront des propositions aux ministres qui les examineront lors de leurs rencontres trimestrielles et donneront les directives d'application nécessaires.

II. - Les gouvernements mettront à l'étude les conditions dans lesquelles une collaboration franco-allemande pourra être établie dans le domaine de la défense civile.

C. - Education et Jeunesse.

En matière d'éducation et de jeunesse, les propositions contenues dans les mémoranda français et allemand des 19 septembre et 8 novembre 1962 seront mises à l'étude, selon les procédures indiquées plus haut.

1. Dans le domaine de l'éducation, l'effort portera principalement sur les points suivants :

a) Enseignement des langues :

Les deux Gouvernements reconnaissent l'importance essentielle que revêt pour la coopération franco-allemande la connaissance dans chacun des deux pays de la langue de l'autre. Ils s'efforceront, à cette fin, de prendre des mesures concrètes en vue d'accroître le nombre des élèves allemands apprenant la langue française et celui des élèves français apprenant la langue allemande.

Le Gouvernement fédéral examinera, avec les Gouvernements des Länder, compétents en la matière, comment il est possible d'introduire une réglementation qui permette d'atteindre cet objectif.

Dans tous les établissements d'enseignement supérieur, il conviendra d'organiser un enseignement pratique de la langue

française en Allemagne et de la langue allemande en France, qui sera ouvert à tous les étudiants.

b). Problème des équivalences :

Les autorités compétentes des deux pays seront invitées à accélérer l'adoption des dispositions concernant l'équivalence des périodes de scolarité, des examens, des titres et diplômes universitaires.

c) Coopération en matière de recherche scientifique :

Les organismes de recherches et les instituts scientifiques développeront leurs contacts en commençant par une information réciproque plus poussée ; des programmes de recherches concertées seront établis dans les disciplines où cela se révélera possible.

2. Toutes les possibilités seront offertes aux jeunes des deux pays pour resserrer les liens qui les unissent et pour renforcer leur compréhension mutuelle. Les échanges collectifs seront en particulier multipliés.

Un organisme destiné à développer ces possibilités et à promouvoir les échanges sera créé par les deux pays avec, à sa tête, un conseil d'administration autonome. Cet organisme disposera d'un fonds commun franco-allemand qui servira aux échanges entre les deux pays d'écoliers, d'étudiants, de jeunes artisans et de jeunes travailleurs.

III. - DISPOSITIONS FINALES

1. Les directives nécessaires seront données dans chaque pays pour la mise en oeuvre immédiate de ce qui précède. Les Ministres des Affaires étrangères feront le point des réalisations acquises à chacune de leurs rencontres.

2. Les deux Gouvernements tiendront les gouvernements des autres Etats membres des communautés européennes informés du développement de la coopération franco-allemande.

3. A l'exception des clauses concernant la défense, le présent Traité s'appliquera également au Land de Berlin, sauf déclaration contraire faite par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne au Gouvernement de la République française dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent Traité.

4. Les deux Gouvernements pourront apporter les aménagements qui se révéleraient désirables pour la mise en application du présent Traité.

5. Le présent Traité entrera en vigueur dès que chacun des deux Gouvernements aura fait savoir à l'autre que, sur le plan interne, les conditions nécessaires à sa mise en oeuvre ont été remplies.

Fait à Paris, le 22 janvier 1963, en double exemplaire en langue française et en langue allemande, les deux textes faisant également foi.

Le Président de la République française

Signé : Charles DE GAULLE.

Le Chancelier fédéral
de la République fédérale d'Allemagne,

Signé : Konrad ADENAUER.

Le Premier Ministre français,

Signé : Georges POMPIDOU.

Le Ministre fédéral des Affaires étrangères
de la République fédérale d'Allemagne,

Signé : Gerhard SCHROEDER.

Le Ministre français des
Affaires étrangères,

Signé : Maurice COUVE de MURVILLE.

Texte du "préambule" adopté par le Bundestag le 16 mai 1963 :

"In der Überzeugung,

- dass der Vertrag zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Französischen Republik vom 22. Januar 1963 die Aussöhnung und Freundschaft zwischen dem deutschen und dem französischen Volk vertiefen und ausgestalten wird;

mit der Feststellung,

- dass durch diesen Vertrag die Rechte und Pflichten aus den von der Bundesrepublik Deutschland abgeschlossenen multilateralen Verträgen unberührt bleiben;

mit dem Willen,

- durch die Anwendung dieses Vertrages die grossen Ziele zu fördern, die die Bundesrepublik Deutschland in Gemeinschaft mit den anderen ihr verbündeten Staaten seit Jahren anstrebt und die ihre Politik bestimmen,

nämlich

die Erhaltung und Festigung des Zusammenschlusses der freien Völker, insbesondere einer engen Partnerschaft zwischen Europa und den Vereinigten Staaten von Amerika, die Verwirklichung des Selbstbestimmungsrechts für das deutsche Volk und die Wiederherstellung der deutschen Einheit,

die gemeinsame Verteidigung im Rahmen des nordatlantischen Bündnisses und die Integrierung des Streitkräfte der in diesem Bündnis zusammengeschlossenen Staaten,

die Einigung Europas auf dem durch die Schaffung der Europäischen Gemeinschaften begonnenen Wege unter Einbeziehung Grossbritanniens und anderer zum Beitritt gewillter Staaten und die weitere Stärkung dieser Gemeinschaften,

den Abbau der Handelsschranken durch Verhandlungen zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, Grossbritannien und den Vereinigten Staaten von Amerika sowie anderen Staaten im Rahmen des 'Allgemeinen Zoll- und Handelsabkommens';

in dem Bewusstsein,

- dass eine deutsch-französische Zusammenarbeit, die sich von diesen Zielen leiten lässt, allen Völkern Nutzen bringen, dem Frieden in der Welt dienen und dadurch zugleich dem deutschen und dem französischen Volke zum Wohl gereichen wird;
- hat der Bundestag das folgende Gesetz beschlossen:"

(Source : Deutscher Bundestag. 4. Wahlperiode. Drucksache IV/1252, 8 mai 1963, p. 10.)

Traduction du texte du "préambule" adopté par le Bundestag le
16 mai 1963 :

"Convaincu

- que le Traité du 22 janvier 1963 entre la République fédérale d'Allemagne et la République française approfondira et concrétisera la réconciliation et l'amitié entre le peuple allemand et le peuple français ;

constatant

- que ce Traité n'affecte pas les droits et obligations découlant des traités multilatéraux conclus par la République fédérale d'Allemagne ;

décidé

- à servir par l'application de ce Traité les grandes tâches qui dirigent la politique de la République fédérale d'Allemagne et qu'elle préconise depuis des années, en commun avec les autres pays alliés avec elle,

à savoir

le maintien et la consolidation de l'entente entre les peuples libres, avec une coopération particulièrement étroite entre l'Europe et les Etats-Unis d'Amérique,

l'application du droit à l'autodétermination au peuple allemand et le rétablissement de l'unité allemande,

la défense commune dans le cadre de l'alliance de l'Atlantique Nord et l'intégration des forces des pays appartenant à cette alliance,

l'unification de l'Europe en suivant la voie amorcée par la création des Communautés européennes et en incluant la Grande-Bretagne ainsi que les autres pays disposés à une adhésion, et la consolidation de ces Communautés,

la suppression des barrières douanières par des négociations menées entre la Communauté économique européenne, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis d'Amérique ainsi que d'autres pays dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce' ;

conscient

- qu'une coopération germano-française axée sur ces buts profitera à tous les peuples, servira la paix dans le monde et, par là, servira en même temps les intérêts des peuples allemand et français ;

le Bundestag a adopté la loi suivante :

(Source : Bulletin de l'Office de presse et d'information du Gouvernement fédéral (édition française), n° 19, 22 mai 1963, p. 145.)

Texte de l'Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne portant création d'un Office franco-allemand pour la jeunesse (5 juillet 1963) :

A C C O R D

=====

En application du traité du 22 janvier 1963 relatif à la coopération franco-allemande, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne sont convenus de ce qui suit :

I. - DENOMINATION ET OBJET

Art. 1er. - Il est créé un organisme dénommé Office franco-allemand pour la jeunesse, chargé de développer les relations entre la jeunesse française et la jeunesse allemande.

Art. 2. - L'office a pour objet de resserrer les liens qui unissent les jeunes des deux pays, de renforcer leur compréhension mutuelle, et à cet effet de provoquer, d'encourager et, le cas échéant, de réaliser des rencontres et des échanges de jeunes. Son action s'étend notamment aux domaines suivants :

a) Rencontres et échanges d'écopliers, d'étudiants et de jeunes travailleurs ;

b) Déplacements de groupes, manifestations sportives et de jeunesse ;

c) Colonies, centres et maisons familiales de vacances ;

d) Echanges et stages en vue de la formation de cadres sportifs et de jeunesse ; entraînement commun pour les jeunes athlètes ;

e) Connaissance réciproque des deux pays par une action d'information, l'organisation de voyages et de séjours d'études, de séminaires, de manifestations artistiques et la rencontre de responsables d'organisations de jeunesse ;

f) Développement des institutions extra-scolaires qui se consacrent à la diffusion de la langue de l'un ou l'autre pays ;

g) Enquêtes et recherches scientifiques dans le domaine de la jeunesse.

Dans l'accomplissement de ses tâches, l'office applique les principes de coopération et de compréhension qu'il convient de développer parmi les jeunes tant à l'égard des pays européens que des autres pays du monde libre.

Art. 3. - L'office a la personnalité juridique. Il jouit de l'autonomie de gestion et d'administration. A ces fins, les prescriptions figurant aux paragraphes 3, 4, 7, 9 et 31 a de la convention adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies le 21 novembre 1947 sur les immunités et privilèges des institutions

spécialisées s'appliqueront à l'office franco-allemand pour la jeunesse, tant en République française qu'en République fédérale d'Allemagne.

II. - MOYENS D'ACTION

Art. 4. - L'office dispose du fonds commun franco-allemand prévu par le traité du 22 janvier 1963.

Sous réserve des règles budgétaires applicables dans chaque pays, les crédits nécessaires aux activités de l'office sont versés au fonds chaque année, à parts égales, après examen des propositions de budget préparées par le conseil d'administration.

L'office est habilité à encaisser toutes autres recettes, et notamment les versements qui peuvent être effectués par les bénéficiaires des activités qu'il organise.

Art. 5. - L'office prélève sur les ressources dont il dispose les moyens propres à développer la coopération franco-allemande dans le domaine de la jeunesse, et plus particulièrement les échanges visés aux articles 1er et 2 ci-dessus. Il intervient par voie de subventions accordées soit à des collectivités publiques, soit à des groupements privés. Il peut conduire lui-même des activités de coopération et d'échanges et, à titre exceptionnel, créer et entretenir des installations répondant à son objet.

III. - CONSEIL D'ADMINISTRATION

Art. 6. - L'office est administré par un conseil d'administration composé de dix membres français et de dix membres allemands désignés respectivement par le Gouvernement de la République française et par celui de la République fédérale d'Allemagne. Dans chaque pays, quatre de ces membres sont choisis dans les administrations publiques, les six autres parmi les personnalités qualifiées et les dirigeants d'organisations de jeunesse.

Pour chaque membre, un suppléant est désigné. La durée des fonctions des membres titulaires et des membres suppléants est de deux ans. Ces membres peuvent être révoqués pour motifs graves, après avis du conseil d'administration, par le Gouvernement qui les a nommés.

Les fonctions des membres du conseil d'administration sont gratuites ; des indemnités pour frais de déplacement, de mission et de session leur sont attribuées.

Art. 7. - Le conseil d'administration siège alternativement en France et en Allemagne. Il est présidé dans le premier cas par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports du Gouvernement de la République française et dans le deuxième par le ministre de la famille et de la jeunesse du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne.

Art. 8. - Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par semestre et en outre lorsque le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports du Gouvernement de la République française

et le ministre de la famille et de la jeunesse du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne l'estiment d'un commun accord nécessaire.

Art. 9. - Le conseil d'administration est investi des pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de la mission de l'office, telle qu'elle est définie aux articles 1er et 2 du présent accord.

Le conseil :

Arrête le programme des activités de l'office et donne des directives pour son application ;

Prend toutes mesures utiles au bon fonctionnement de l'office ;

Vote le budget de l'office ;

Elabore les règles assurant la bonne gestion des crédits ;

Apprue le rapport annuel du secrétaire général ;

Examine les comptes rendus des organismes subventionnés sur leurs activités et sur l'utilisation des fonds qu'ils reçoivent ;

Désigne, en accord avec chacun des deux gouvernements, deux commissaires aux comptes, l'un français, l'autre allemand, chargés, dans le cadre des règles propres à l'office, de contrôler en commun chaque année l'utilisation des crédits et de lui en rendre compte ;

Donne, après examen du rapport des commissaires aux comptes et des observations éventuelles du secrétaire général, quitus à ce dernier de sa gestion pour l'exercice en cours.

Art. 10. - Le quorum requis pour la validité des délibérations du conseil d'administration est des deux tiers des membres. Les délibérations sont prises à la majorité des trois quarts des membres présents.

Si le quorum n'est pas atteint, le président en exercice convoque à nouveau le conseil dans un délai de trente jours ; le conseil délibère alors sans condition de quorum.

IV. - SECRETAIRE GENERAL

Art. 11. - L'organe d'exécution du conseil d'administration est le secrétaire général, assisté d'un secrétaire général adjoint, nommés tous deux pour une période de cinq ans par accord des deux gouvernements, après avis du conseil d'administration. Ils sont ressortissants de l'un ou de l'autre Etat et de nationalité différente.

Le siège du secrétariat général est fixé par accord des deux gouvernements.

Art. 12. - Le secrétaire général représente l'office.

Il prépare les sessions du conseil d'administration, lui présente tous rapports ainsi que le projet de budget, coordonne et contrôle l'action des directeurs des sections visées à l'article 13 ; il donne à ceux-ci toutes instructions générales utiles à l'exécution des décisions du conseil et veille à la bonne gestion du budget.

Le secrétaire général adjoint seconde le secrétaire général dans l'ensemble de ses attributions et le remplace en cas d'absence

ou d'empêchement. Ils prennent part l'un et l'autre aux séances du conseil d'administration avec voix consultative.

Art. 13. - Afin de faciliter la tâche de l'office, sont créées deux sections ayant leur siège l'une à Paris et l'autre à Bonn. Un directeur, nommé pour cinq ans par accord des deux gouvernements, après avis du conseil d'administration, est placé à la tête de chacune des sections.

Art. 14. - Chaque directeur est responsable du fonctionnement de sa section ; à cet effet, il est habilité à ester en justice, à passer des contrats, à acquérir des biens mobiliers et à en disposer en matière immobilière, il agit sur délégation du secrétaire général de l'office.

Art. 15. - Les directeurs ont pour tâche de mettre en oeuvre le programme arrêté par le conseil d'administration, conformément aux instructions qu'ils reçoivent. En particulier, ils ont pour attribution de :

a) Elaborer les programmes et les plans de travail répondant à l'objet de l'office et les soumettre au secrétaire général ;

b) Présenter au secrétaire général les prévisions budgétaires annuelles pour la partie les concernant ;

c) Administrer les services qui leur sont confiés, dans un esprit d'économie et de rentabilité ;

d) Soumettre au secrétaire général, à la fin de chaque année budgétaire, un rapport d'activité et un compte de gestion portant sur l'utilisation des crédits mis à leur dispositions.

Art. 16. - Un comité consultatif peut être constitué à l'initiative de chacun des gouvernements auprès de la section intéressée. Il a pour mission de donner un avis sur la mise en pratique du programme adopté par l'office chaque fois que le directeur de la section l'estime nécessaire. La durée des fonctions de membre du comité consultatif est de deux ans.

V. - DISPOSITIONS PARTICULIERES

Art. 17. - Un règlement intérieur, arrêté par le conseil d'administration, détermine les modalités d'application du présent accord ; le statut du personnel et le tableau des traitements et salaires sont préparés en accord avec les administrations compétentes des deux pays.

Art. 18. - Le présent Accord est applicable également au Land de Berlin, dans la mesure où le Gouvernement de la République fédérale n'aura pas fait au Gouvernement français déclaration contraire dans un délai de trois mois à partir de l'entrée en vigueur du présent accord.

Art. 19. - Les deux gouvernements peuvent apporter au présent accord toute modification dont ils prendraient l'initiative ou qui leur serait proposée par le conseil d'administration.

Art. 20. - Le présent accord entre en vigueur dès sa signature.

Fait à Bonn, le 5 juillet 1963, en double exemplaire, en langue française et en langue allemande, les deux textes faisant également foi.

Le ministre des affaires étrangères
de la République française,

Maurice COUVE DE MURVILLE.

Le ministre des affaires étrangères
de la République fédérale d'Allemagne

G. SCHROEDER.

(Source : Décret n° 63 791 du 31 juillet 1963, Journal officiel,
n° 182, 4 août 1963, p. 7254.)

Citations en langue originale

INTRODUCTION, chapitre I :

- 5) "ein ungesunder und damit zwangsläufig temporärer Zustand".

INTRODUCTION, chapitre III :

- 22) "eine asiatische Diktatur".
- 23) "zu zurückhaltend".
- 24) "das Angebot einer vollständigen Union Frankreichs und Deutschlands".
- 29) "(...) denn ich befürchtete, die Denkweise von de Gaulle wäre von der meinigen so grundverschieden, daß eine Verständigung zwischen uns beiden außerordentlich schwierig wäre."
- 32) "Ich war auf das angenehmste überrascht durch seine Einfachheit und Natürlichkeit."
"(...) daß wir in den großen Fragen miteinander übereinstimmten und daß diese Übereinstimmung, wenn akute Fragen auftreten sollten, mit Sicherheit auch erreicht würde."
- 33) "nur einen möglichen Partner, ja sogar wünschenswerten Partner" - "Westeuropa zu retten" - "eng verbunden mit Deutschland zum Schutze gegen Sowjetrußland".
- 36) "Die NATO sei von den Vereinigten Staaten lange Zeit hindurch vernachlässigt worden."
- 37) "(...) müsse man davon ausgehen, daß wir nicht für immer auf die Vereinigten Staaten zählen könnten."
"Unter diesen Umständen müßten wir den negativsten Fall einkalkulieren und müßten versuchen, Europa von den Vereinigten Staaten unabhängig zu machen."
- 38) (Obwohl das französische Volk) "Rußland nicht abgeschrieben hat".
- 40) "Er habe niemals dem Supranationalen wohlwollend gegenübergestanden (...)."
- 41) "Ich wünsche, daß diese Politik die unsrige sei und unabhängig von den Amerikanern (...) zum Ausdruck kommt."
- 43) "Frankreich könne konkrete Vorschläge über die richtige Bewertung des Orients machen."

- 44) "da die NATO nicht politisch ist".
- 47) "Die hohe Selbsteinschätzung und Unnahbarkeit und die oft damit zusammenhängende Menschenverachtung, der ein pessimistisches Menschen- und Geschichtsbild zugrunde liegt ; aber auch die sichere Intuition für das Wesentliche, die Orientierung der politischen Aktion an wenigen, einfachen, aber klaren, einprägsamen und damit einzelnen auch durchgehaltenen Prämissen und Glaubensartikeln. Beide waren unfähig zum echten Dialog und ähnelten sich bis in die Herrschaftsmethoden."
- 49) "(...) daß unsere beiden Länder sehr enge, ständige und dauerhafte Kontakte über die internationalen Probleme unterhielten."
- 50) "wenn wir sie fähigen Persönlichkeiten anvertrauten".
- 64) "(...) er werde über die Oder-Neiße-Linie nicht mehr sprechen."
- 65) "(...) denn nach dem Tode von Dulles habe bereits das Weichwerden begonnen."
- 67) "(...) daß mir am letzten Tage beim Frühstück de Gaulle zuraunte, die Herren hätten überhaupt keine Ahnung, in welcher gefährlicher Lage wir uns befänden."
- 72) "(...) das gute Verhältnis zwischen Frankreich und Deutschland auch für die Zeit zu sichern, während der ich nicht mehr im Amte sei."
- "Man sollte sich auch die Frage überlegen, ob man auf staatlichem oder völkerrechtlichem Gebiet etwas tun könne."
- 73) "erschreckend" - "den ich bisher immer für einen realistisch denkenden Mann gehalten hatte" - "in einer meines Erachtens völlig unrealistischen Richtung".
- 76) "(...) ich hätte ihm damals nicht geglaubt, weil ich mir einfach nicht hätte vorstellen können, daß jemand erklären könne, 'die Integration ist zu Ende'."
- 77) "Ich sei der Auffassung und zutiefst davon überzeugt, daß eine nationale Verteidigung nicht mehr möglich sei gegenüber der Sowjetunion, auch nicht eine Verteidigung durch die europäischen Länder allein ohne die Vereinigten Staaten."
- 78) "(...) daß man nichts Wesentliches ändern solle."
- 79) "Die Sitzung endete nach etwa drei Stunden in vollständiger Harmonie."
- 80) "(...) nach der Gipfelkonferenz wolle er sich sowieso mit mir über die ernstesten Probleme der Verteidigung Europas und insbesondere der gemeinsamen Verteidigung Frankreichs und Deutschlands unterhalten. Ich erklärte meine Bereitschaft hierzu."
- 81) "(...) daß sie (die Ausführungen) sehr vage waren. Beide vermieden es, sich konkret festzulegen."
- "Wolle man eine Entspannung (...), dann müsse man in der Frage Ber-

lin fest bleiben."

"Eisenhower und Macmillan erwiderten darauf nichts."

"Es entstand eine sehr merkwürdige Atmosphäre (...)."

82) "Der Gesamteindruck, den ich hatte, war deprimierend und befestigte mich in meinem Entschluß, die Bande mit Frankreich, wie de Gaulle mir das am Tage vorher vorgeschlagen hatte, noch enger zu knüpfen."

86) "In unserem Verhältnis zu Frankreich, zu de Gaulle, trat in den Wochen nach dem gescheiterten Pariser Gipfeltreffen eine merkwürdige Veränderung ein, nicht zum Guten. Frankreichs Verhalten gegenüber der NATO war dazu angetan, sehr besorgt zu machen. Frankreichs Europapolitik schien unbestimmt und vage."

87) "(...) sondern de Gaulle habe ihn hinausgeworfen."

"(...) und er sei überaus hochmütig. Der Gedanke, alles beherrschen zu müssen, verfolge ihn."

"Wenn de Gaulle rede, müsse man sehr vorsichtig sein, denn er manövriere dabei."

90) "sehr betroffen".

91) "eine Filiale Amerikas auf dem Kontinent" - "daß Frankreich eventuell aus der NATO austreten wolle" - "eine allgemeine Kooperation, eine organisierte Zusammenarbeit zwischen Frankreich und Deutschland".

92) "Die Ausführungen de Gaulles waren von großem Ernst getragen. Sie waren sprachlich ausgezeichnet und sehr eindrucksvoll."

"Ich erklärte, ich sei mit der Tendenz seiner Ausführungen einverstanden."

93) "Zur Neuordnung Europas ließ de Gaulle deutlich erkennen, daß er nach wie vor gegen supranationale Einrichtungen sei."

"Sie müßten aber so reformiert werden, daß sie den Weisungen der Regierungen unterlägen."

94) "(...) Kommissionen, zu denen ständige Beamte und Sachverständige, die ihren Regierungen verantwortlich blieben, abgestellt werden müßten."

95) "absolut notwendig".

"(...) könne Frankreich auf keinen Fall mehr lange in der NATO in ihrer heutigen Form bleiben."

104) "Es zeigte sich leider in den Wochen nach unserem Treffen in Rambouillet, daß wir in einigen Punkten nicht völlig konform gingen und offensichtliche Mißverständnisse vorlagen."

108) "(...) die einigen NATO-Ländern gemeinsam die Möglichkeit geben würde, im Ernstfall nukleare Sprengköpfe ohne vorherige Zustimmung des amerikanischen Präsidenten zum Einsatz zu bringen."

109) "Je enger die europäischen Staaten mit Amerika verbunden seien, desto stärker sei ihre innenpolitische Position. Selbst wenn man

eine gewisse militärische Autorität der Integration opfere, gewinnt man doch selbst viel an innerer Autorität beim eigenen Volk durch die Integration."

- 111) "(...) daß die Bundesrepublik Frankreich auf diesem Wege nicht folgen würde."
- 119) "Schizophrenie".
- 120) "(...) müsse das Ergebnis einer wohlüberlegten gemeinsamen Entscheidung sein."
- 121) "Die Vereinigten Staaten seien zu nachlässig gewesen und hätten von ihrem moralischen Recht zur Führung keinen Gebrauch gemacht."
"(...) und die amerikanische Führung, der ich so ungeheuren Wert beimesse, ist zu zurückhaltend gewesen."
- 122) "De Gaulle sei jedoch klug und weitblickend. Man müsse ihn davon überzeugen, daß das Schicksal Frankreichs am besten in einem Bündnis wie der NATO aufgehoben sei. (...) Heute sei de Gaulle davon nicht überzeugt, eben weil die NATO so lahm sei."
- 123) "Nunmehr sei aber eine wesentliche Änderung in der Lage der NATO dadurch eingetreten, daß die NATO (...) das Fundament der Politik der Vereinigten Staaten sein werde."
- 124) "(...) habe Frankreich auf dem sozialen Gebiet sehr viel nachzuholen."
- 125) "(...) daß er meinen Ausführungen vom Vormittag positiv gegenüberstand."
- 126) "Fetischisierung".
- 127) "(...) müssen wir sie eben beiseite lassen."
- 128) "(...) sie würden dieses Treffen selbst dann abhalten, wenn nur sie beide kämen."
"Wenn die anderen darüber nicht diskutieren wollten, sei das ihre Privatsache."
- 130) "(...) und dürfe nicht die Angelsachsen allein lassen."
- 131) "absolut solidarisch".
- 132) "Der sichere Ausgang dieser Verhandlungen wäre die Annahme der russischen Lösung."
- 133) "Wenn aber England und Amerika entschlossen seien, mit der Berlinfrage Schluß zu machen(...)."
- 134) "Ich war höchst unbefriedigt von der Unterredung, war sehr verärgert."
"eine katastrophale Entwicklung" - "ich saß ihm ja gegenüber".
- 135) "De Gaulle fand hierzu eine sehr gute Formulierung (...)."

- 136) "(...) daß über die zu erreichenden Ziele und über die Notwendigkeit, die Solidarität zwischen den verbündeten Mächten aufrechtzuhalten, Übereinstimmung besteht."
- 137) "(...) daß Frankreich seine bisherige Haltung zu Verhandlungen über die Berlinfrage geändert habe."
- 139) "Das ist zwar so, wenn aber Frankreich und Deutschland sich einig sind, müssen die anderen wohl oder, übel nachkommen."
"Man bringe damit in die internationale Lage einen ungeheuer starken neuen Faktor hinein."
"Damit würde auch die allgemeine Lage einschließlich der Berlinfrage völlig verändert."
"(...) denn dann könne man mit den Russen die europäischen Angelegenheiten von einem Standpunkt der Stärke aus diskutieren. Denn in einigen Jahren werde Europa sehr stark sein. Stärker sogar als Amerika."
- 142) "(...) daß der Erfolg zweifellos auf seiten des Kommunismus liege."
- 143) "sehr wesentlich".
- 144) "bestimmte und entschlossene Haltung".
- 145) "Nach und nach werde Amerika einer gewissen Neutralisierung Deutschlands zustimmen (...)."
- 146) "(...) und in den Zustand von vor 1958 zurückfallen würde."
- 147) "(...) in einem Rahmen, der Frankreichs Persönlichkeit gewährleiste."
"Daher sei eine europäische Politik, die wahrhaft europäisch und nicht in Wirklichkeit amerikanisch sei, unabdingbar (...)."
- 158) "Aufruhr in der Presse".
"Ich sei der Meinung, daß er klar und vernünftig gesprochen und nichts gesagt habe, wogegen man sich hätte wenden können."
- 163) "Ich sei dafür, daß man einen Anfang mache, und wenn einer der Sechs dabei nicht mitmachen wolle, solle sein Stuhl freigehalten werden."
- 165) "Wenn aber das französische und das deutsche Volk so stark verklammert seien, daß auch auf Jahre hinaus weder eine französische noch eine deutsche Regierung mit der Sowjetunion zusammengehen könne, dann erfüllten diese beiden Länder eine historische Aufgabe, indem sie einen festen europäischen Damm gegen den Kommunismus bildeten."
"Konsultationsarrangement".
- 166) "(...) hätten sich die Amerikaner lange den Anschein gegeben, als akzeptierten sie (...)."
- 176) "(...) daß diese beiden Länder einen politischen Damm gegen den Vormarsch des östlichen Kommunismus darstellten."

- 178) "Unsere beiden Staaten könnten jedoch etwas Praktisches tun, was sie mit den anderen Staaten nicht tun könnten."
- 182) "Man sollte sich auch die Frage überlegen, ob man auf staatlichem oder völkerrechtlichem Gebiet etwas tun könne."
- 183) "man müsse sie institutionell machen".
- 185) "Konsultationsabkommen" - "nicht im vollen Sinne dieses Wortes".
- 186) "Ich sei für eine präzise und feste Abmachung zwischen Frankreich und Deutschland, die diese beiden Völker dauerhaft verbinde und eine konsequente und abgestimmte Politik, vor allem hinsichtlich des Ostens, ermögliche."
"nicht an die große Glocke gehängt zu werden brauche".
- 187) "etwas schwarz auf weiß zu haben" - "auf allen Sektoren eine echte Einheit mit Frankreich zu schaffen".
- 188) "damit in der Zukunft der von uns begonnene Weg weitergegangen werde".
"(...) daß es nicht notwendig sei, einen feierlichen Vertrag zu schließen und den Abschluß unter Glockengeläute und mit Feuerwerk zu feiern."
- 189) "Der Text dieser Vereinbarung würde natürlich nicht veröffentlicht."

PREMIERE PARTIE, chapitre I :

- 12) "die Schaffung regelrechter Institutionen"
- 30) "Daß dieser Vertrag in der Form zustande kam, in der er nun vorliegt, müßten meine Widersacher, so verdrießlich es für sie sein mag, gerade mir danken. Ich habe Konrad Adenauer, der zunächst nicht an ein ratifizierungsbedürftiges Vertragswerk gedacht hatte, zugeredet, den Weg über das Parlament zu wählen. Ich war überzeugt, daß wir dafür eine große Mehrheit bekommen würden. Außerdem fürchtete ich im anderen Falle, daß wir uns hinterher in Karlsruhe wiederfinden könnten."
- 34) "this cooperation within a few days became embodied in a treaty".
- 40) "Mitschuld".
- 41) "(...) die Verhandlungen einfach weiterführen angesichts all dessen, was in der Vergangenheit geschehen sei, könne man unmöglich."
- 42) "völlig unter amerikanischer Abhängigkeit".

PREMIERE PARTIE, chapitre II :

- 3) "Die Gemeinsame Erklärung stellt gewissermaßen eine in besonders feierlicher Form herausgehobene Präambel dar."
- 6) "(...) stellen ferner die gesamte Zusammenarbeit in den Rahmen der europäischen Integration."
"(...) einen zum mindesten auch staatsrechtlichen und nicht nur einen völkerrechtlichen Charakter tragen."
- 12) "Der Vertrag schafft keine neuen zwischenstaatlichen Institutionen (...)."
- 13) "(...) daß es sich hier selbstverständlich nur um wesensverwandte Ergänzungen zu den im Vertrag genannten Bereichen der Zusammenarbeit handeln könne."
- 14) "Konsultationspflicht" - "Konsultationsverpflichtung".
- 22) "Die Bundesregierung hat bei Vertragsabschluß deutlichgemacht, daß sie bei diesem Bemühen von der NATO-Strategie ausgehe, da eine andere für sie nicht existiere, was sich schon aus der Unterstellung sämtlicher deutscher Streitkräfte unter den NATO-Befehl ergibt."
- 24) "Mißverständlich im deutschen Text ist die Übersetzung (...) durch 'Institut für operative Forschung'. Es handelt sich hier um Zentren für militärwissenschaftliche Forschung, nicht jedoch um Einrichtungen für strategische Planungen."
- 28) "(...) haben schon vor Abschluß dieses Vertrages ihre Bedenken gegen den Wortlaut der beiden Memoranden nachdrücklich vorgetragen."
"Bedauern".

35) "Zweifel".

"(...) für das Gebiet, für das vor allem die Länder zuständig sind für den Schüler- und Studentenaustausch (...)." "keine prinzipiellen Bedenken gegen den Vertrag hat".

38) "Eine derartige Norm ist in einem bilateralen Vertrag nicht üblich

41) "absolut sicher".

43) "(...) ob damit nicht eine Vollmacht gegeben werde, die es den Regierungen gestatte, die im Vertrag gesetzten Grenzen zu überschreiten."

"(...) die Anpassungen zu ermöglichen, die bei der organisatorischen Durchführung des Vertrags notwendig werden."

46) "Konsultationsvertrag".

57) "Der Vertrag schafft keine neuen zwischenstaatlichen Institutionen

60) "neue Institutionen".

61) "starke institutionelle Züge".

64) "ein wesentlicher Fortschritt" - "bisher immer gescheitert" - "zugleich auch die Grenze des Vertragswerks".

"Der Vertrag läßt eindeutig jedem Staat die Freiheit, die Politik fortzuführen, die er für richtig hält - vorausgesetzt, daß in der Konsultation keine 'gleichgerichtete Haltung' oder 'gemeinsame Konzeption' erreicht werden konnte."

66) "'Die beiden Regierungen konsultieren sich.' Das bedeutet, daß sich beide vorgenommen haben, einander zu konsultieren. Ich würde davon absehen, das als eine Verpflichtung darzustellen."

67) "keinerlei bindende Verpflichtungen".

70) "(Das Dokument) stellt insofern ein völkerrechtliches Novum dar, als es keinerlei Verpflichtungen enthält, sondern (...)." "starke institutionelle Züge".

71) "Rechtspflichten, die (...) sehr weit gehen".

"Wir haben es bei diesem Vertrag mit einer solchen Zwischenform zwischen Integration und bloßem Bündnis zu tun, wobei die Integrationsmomente nicht zu übersehen sind."

"starke institutionelle Züge".

72) "Der Zusammenarbeitsvertrag ist ein völkerrechtlicher Vertrag neuen Typs, durch den - ohne daß supranationale Organisationen entstünden - politische Integration (...) geregelt werden soll (...). Die Richtlinien, Beschlüsse oder Einigungen, die in Form von Protokollen bei den Konsultationen zustande kommen, sind selbst neue (völkerrechtliche) Regierungsabkommen."

74) "auf unbegrenzte Zeit hinaus".

78) "eindeutig vereinbar mit den Gemeinschaftsverträgen".

- 83) "entirely out of the question".
- 88) "die irreführenden, verdächtigenden und beleidigenden Äußerungen der sowjetischen Note".
- 94) "(...) e, in definitiva, creano un particolarismo nocivo al mercato comune, nocivo al progresso dell'unità europea, nocivo all'equilibrio interno della N.A.T.O., nonostante le migliori intenzioni dei suoi sottoscrittori."
- 98) "von unermeßlichem Segen für den Frieden Europas, für den Frieden der Welt".
- 99) "trägt in diesen ausgewogenen Gemeinschaftsprozeß ein neues und dem Vertrag fremdes Gewicht hinein" - "eindringliche Aufforderung".
"(...) bei Gelegenheit der parlamentarischen Ratifizierung so klar und so verbindlich wie möglich festzulegen, daß Auslegung und Anwendung des Vertrages Bestand, Funktionieren und Dynamik unserer Gemeinschaften nicht beeinträchtigen dürfen."
- 100) "(...) die ich nicht so besonders glücklich gefunden habe."
"(...) daß ich nicht der Meinung war, er habe sehr klug gehandelt, als er uns diese Verhaltensmaßregeln erteilte."
- 102) "(...) als eine diplomatische Kriegserklärung."
- 103) "reversal of alliances" - "appalling implications" - "to wonder what unpublished annexes there may be".
- 104) "If they now disrupt the alliance (...)."
- 112) "fulminated over press photographs" - "was given a personal 'dressing down' by President Kennedy".
- 115) "But he did encourage moves (...)."

PREMIERE PARTIE, chapitre III :

- 6) "Der Akt der Ratifizierung würde (...) als eine Zustimmung zu der politischen Linie wirken, die de Gaulle mit seinem Veto gegen die Aufnahme Englands in die EWG deutlich gemacht hat."
- 9) "den Elysée-Vertrag in die Schublade".
- 11) "weder mit Verzögerung noch mit übertriebener Eile".
- 14) "lautstarke Politik".
- 16) "(...) der eigentlich eines formellen Vertrages als eines letzten Siegels nicht bedurfte."
"Ich bin nicht sicher, ob es zur Besiegelung dieser Freundschaft eines Vertrages bedurft hätte."
- 17) "(...) daß der Vertrag (...) noch einmal gründlich auf alle poli-

tischen, wirtschaftlichen und militärischen Aspekte und Konsequenzen hin wird überprüft werden müssen."

"von Verdächtigungen und weiteren falschen Vorstellungen befreit".

18) "als Teil dieses Vertrages".

"Es kann sich nur um verbindliche Erklärungen der b e i d e n Partner handeln."

19) "Ist der Vertrag nicht etwa eine Wende" - "nicht etwa die Unterschrift schlechthin unter eine französische Politik".

21) "(...) wir haben die volle Freiheit, die Politik zu entwickeln, von der jedermann weiß, daß sie unsere Politik ist."

22) "(...) nicht irgendein Ziel der deutschen Politik gibt, das durch diesen Vertrag blockiert oder verändert oder verhindert würde (...)"

23) "immer sehr mißlich" - "hundertprozentig richtig".

25) "Darauf ist bei der Mitteilung gemäß III Nr. 5 des Vertrages hinzuweisen."

"Sollte Frankreich einer solchen deutschen Stellungnahme widersprechen, so sind die bestehenden Befürchtungen bestätigt, und die Bundesrepublik müßte alsbald die entsprechenden Konsequenzen ziehen."

"Einleitungsformel des Gesetzentwurfs" - "Präambel".

27) "Der Vertrag bedarf keiner Interpretation."

31) "Bedauern" - "Zweifel" - "daß der Kulturausschuß trotz dieser einzelnen Einwände keine prinzipiellen Bedenken gegen den Vertrag hat"

36) "Sie bindet eindeutiger, da gesetzlich verankert, auch die zukünftigen Regierungen über diese Legislaturperiode hinaus."

38) "(...) der eigentlich eines formellen Vertrages als eines letzten Siegels nicht bedurfte."

40) "Stellungnahmen".

41) "zu ergänzen" - "die einmütige Auffassung des Ausschusses".

"Im Ausschuß kam zum Ausdruck, daß die Präambel (...) den Organen der Bundesrepublik die R e c h t s p f l i c h t auferlegt, entsprechen ihrem Inhalt zu handeln. Die Präambel ist ein Teil des Gesetzes, genauso rechtsverbindlich wie dessen paraphierter (Originaltext: paraphierter) Teil."

43) "(...) Erklärungen abgegeben, von denen ich glaube, daß sie mit unseren Vorstellungen voll und ganz übereinstimmen."

44) "Gegen einige Stimmen bei einigen Enthaltungen mit sehr großer Mehrheit angenommen."

49) "Es ist nirgendwo verboten."

72) "In der Konsultationsverpflichtung liegt zugleich auch die Grenze des Vertragswerks. Angesichts der Meinungsverschiedenheiten, die

heute in einigen grundsätzlichen politischen Fragen zwischen den beiden Regierungen bestehen, kann sich keine von ihnen die Hände so weit binden, daß sie in Zukunft nur noch gemeinsam mit dem Partner handelt und auftritt."

- 73) "Was bereits den Gemeinschaften an Zuständigkeiten übertragen worden ist, kann nicht geändert werden."

DEUXIEME PARTIE, chapitre I :

- 13) "(...) aber die Rose - und davon verstehe ich nun wirklich etwas, das lasse ich mir von niemandem bestreiten - ist die ausdauerndste Pflanze, die wir überhaupt haben. Sie hat hier und da Dornen, sicher (...). Aber sie hält jeden Winter durch. So haben zum Beispiel die Rosen in meinem Garten drüben in Rhöndorf den harten Winter, den wir hinter uns haben, glänzend überstanden."
- 14) "Sie haben recht, Herr Bundeskanzler, unser Vertrag ist nicht eine einzelne Rose, er ist auch nicht ein Rosenstock - er ist ein ganzer Rosenhag. (...) Aber Sie haben das in Ihrem eigenen Garten, in Ihrem eigenen Hause bewiesen, daß ein solcher Rosenhag, wenn man ihn richtig zu pflegen versteht, ein sehr, sehr langes Leben hat und daß er jeden Morgen neue Blüten treibt. Dasselbe gilt auch für unseren Vertrag."
- 20) "kein Dogma".
- 22) "Blankenhorn, so heißt es, habe (...) an einer aktiven europäischen Fronde gegen de Gaulle teilgenommen und sei deshalb beim Regime in Ungnade gefallen."
- 27) "erkennbare Opfer".
"Und Frankreich wußte, daß wir das sozusagen als Vorleistung betrachten im Vertrauen darauf, daß der Anschluß Englands und anderer europäischer Länder erfolgen wird (...). Ja, der Wechsel, den wir als existent erachteten, der ist nicht eingelöst worden."
- 28) "die bewegende Kraft Europas".
- 29) "zu dem belebenden Element, zu dem Ferment einer europäischen Politik".
- 30) "(...) an dem ernstesten Willen und an dem redlichen Bemühen und an der letzten Hingabe, um diese Freundschaft zu erhalten, wird es mir nicht fehlen (...)."
- 35) "europäisches Europa".
- 36) "die Position einer eigenständigen Macht zwischen den Vereinigten Staaten und der Sowjetunion einnehmen".
- 37) "die amerikanische Atompatronage gegen eine französische einzutauschen".
- 47) "nicht Gegenstand einer Konsultation gewesen" - "Einspielen des Konsultationsmechanismus".
- 50) "die lebende Wirklichkeit" - "unerschütterlich".
"Bonn wurde eingehend informiert, ohne daß wir die Konsultation so weit getrieben hätten, seine Zustimmung oder Ablehnung zu verlangen (...)."
- 57) "(...) ob er bereit sei, mit der Bundesrepublik ein Abkommen über den gemeinsamen Besitz von Atomwaffen zu treffen. De Gaulle habe diesen Gedanken strikt abgelehnt."

- 61) "die besonders herzliche und natürliche Atmosphäre" - "Stärkung der Freundschaft durch Offenheit" - "sich bewährt" - "eine sehr große Verdichtung des Meinungsaustausches".
- 69) "Alle Anzeichen sprechen dafür, daß der Staatspräsident, um die Schockwirkung zu erhöhen, auf eine diplomatische Vorbereitung verzichtet hatte."
- 70) "Qualified sources described as brief and explicit the exchange between General de Gaulle and Dr. Erhard on the question of West German participation in the French atomic program during their meeting here July 3. - The Chancellor sat silently, according to these sources, while the French President put his case for Bonn's contribution to the program that aims to make France a major atomic power by 1970. - They said that at the end Dr. Erhard inquired how this strategic nuclear force would be controlled. 'But it is French', General de Gaulle was quoted having said. The source said that Dr. Erhard curtly rejected the offer and changed the subject.
- 71) "It is considered here that in the present decisive phase of the creation of the force de frappe, General de Gaulle has come to realize that the financial burden will prove too great for France alone and wants Germany to come in on it."
- 76) "'Wir wurden noch nie danach gefragt.'"
- 77) "BILD: Würden Sie es begrüßen, wenn wir Frankreich finanziell beim Aufbau der französischen Atomstreitmacht unterstützten?
Gerstenmaier: Ein solches Angebot würde ich nicht abgeben.
BILD: Würden Sie eine solche Bitte Frankreichs denn ablehnen?
Gerstenmaier, vieldeutig: Eine solche Bitte ist m i r unbekannt. Ich sage: Unbekannt. Ich hoffe, Sie verstehen mich.
BILD: Danke, Herr Präsident!"
- 78) "sibyllinisch, aber doch eindeutig".
- 82) "'Ihre Vorstellungen (...) sind eine Illusion. Aber wenn Sie mit mir gehen, können wir ganz Europa in die Knie zwingen, dann müssen uns alle folgen.'"
"'Se la Francia e la Germania resteranno unite, allora noi potremo governare sull'Europa. E non dovremo più curarci dei piccoli paesi del continente'. Io rifiutai."
"'Wenn Frankreich und Deutschland vereint bleiben, können wir über Europa herrschen und müssen uns nicht mehr um die kleinen Länder dieses Kontinents kümmern.' Ich lehnte ab."
- 83) "(...) Herbeiführung eines einigen Europas und einer gemeinsamen europäischen Politik auf politischem, wirtschaftlichem und militärischem Gebiet (...)."
- 85) "verschmähte Braut".
- 88) "weder von den Vereinigten Staaten von Amerika noch von Frankreich abhängig".

90) "politisch und moralisch verhängnisvoll".

91) "mißliche und unbegreifliche Querschießereien aus dem eigenen Lager" - "persönliche Ambitionen und Gruppeninteressen" - "Auftauung".

"Das deutsch-französische Klima ist nur scheinbar kühler geworden. In Wirklichkeit ist das Verhältnis endlich auf eine realistische Grundlage gestellt worden. (...) Die Wahrheit ist immer der beste Ratgeber."

94) "in diesen bewegten Zeiten".

"Ich glaube, daß das Verhalten de Gaulles zum großen Teil auf die vielleicht zu kühle Behandlung zurückzuführen ist, die ihm die Bundesregierung im Juli hier in Bonn hat zuteil werden lassen. Das läßt sich ein Mann wie de Gaulle (...) einfach nicht gefallen."

95) "kein chirurgischer Eingriff" - "nicht an der Spitze" - "in seinem Gewicht nicht richtig taxiert".

104) "Die Rede wirft Fragen auf, deren Bedeutung von der Bundesregierung nicht verkannt wird und die zwischen den beiden Regierungen im Geiste des deutsch-französischen Vertrages zu erörtern sind."

110) "wünschenswert".

111) "(...) which in effect made the German armed forces dependent on the United States for their military equipment."

112) "steht im Gegensatz zum Französisch-Deutschen Vertrag".

124) "(...) die Frage aufgeworfen, ob Frankreich mit der Bundesrepublik nicht wenigstens ein gemeinsames Raketen-system entwickeln könne, wenn auch die dazugehörigen atomaren Sprengköpfe allein in französischem Besitz blieben."

"bei einer späteren Gelegenheit".

128) "Es hat nicht einen einzigen Mißton, einen Mißklang gegeben."

138) "dem französischen Staatspräsidenten Dank zu wissen".

"But who can foresee the future?" - "(not) for a long, long time".

139) "einer der wertvollsten und wesentlichsten Beiträge zur Wahrhaftmachung des Wiedervereinigungsanspruchs vor dem Weltgewissen".

140) "in allen wesentlichen Elementen die Wiedervereinigungspolitik vollkommen dieselbe".

148) "(...) den Mut haben (...), auch das anzusprechen, von dem wir genau wissen, daß wir von vornherein nicht einer Meinung sein können."

149) "noch vor Ende dieses Jahres" - "in wichtigen Bereichen die Auffassungen für eine solche Regelung angenähert".

"Insbesondere besteht Einigkeit über den Grundsatz der gerechten Lastenverteilung für diese Agrarfinanzordnung und den Grundsatz

einer gleichlaufenden Entwicklung der übrigen Gebiete des Gemeinsamen Marktes."

- 158) "in Straßburg den Gedanken von einer europäischen Verteidigungsgemeinschaft entwarf" - "auf lange Sicht auch eine selbständig funktionierende europäische Abschreckungsmacht".
"Diese Konzeption wird heute von niemandem mit größerem Nachdruck vertreten als vom französischen Staatspräsidenten (...)."
- 160) "sich über die Qualitäten und Eigenschaften der zur Ernennung zum Minister Vorgeschlagenen zu unterrichten".
- 161) "Ich bin nicht länger bereit, eine Politik des Vertragsbruchs mitzumachen."
"einen klaren Kurswechsel" - "einer Abkehr vom Gemeinschaftsdenken und eines Rückfalls in den Bilateralismus".
- 162) "there is not the slightest doubt that Germany wants actual ownership and possession of nuclear weapons on a national basis" - "very forthright".
- 163) "it is quite impossible to give Germany any kind of a voice in Allied nuclear matters".
- 164) "a distinguished diplomat who represents a country friendly to both the U.S. and France" - "must be kept in permanent subjugation".
"Germany, he said, must never again exert an influence on European decisions nor have a voice in Europe's military strategy."
"It's authentic." - "It would do them good to read it."
"(...) advanced the tentative hope that the force de frappe could become the kernel of an all-European deterrent."
- 167) "(...) nach dem Grad ihrer Bedrohung und dem Grad ihrer Lasten beteiligt werden."
"(...) daß wir keine nationale Kontrolle über Kernwaffen anstreben. Wir sollten aber nicht von jeder nuklearen Beteiligung deshalb ferngehalten werden, weil wir ein geteiltes Land sind."
- 176) "Ich kann es nicht zulassen, daß in der Öffentlichkeit der Eindruck entsteht, als sei diese Koalition bereits zusammengebrochen und daß es wünschenswert sei, sie abzulösen."
"Chef einer kleinen Koalitionsregierung".
- 191) "(...) innerhalb der zuständigen NATO-Gremien mit allen anderen NATO-Partnern zu erörtern."
"Sie sieht die französischen Truppen in Deutschland als wichtigen Bestandteil der gemeinsamen Verteidigung an. Dementsprechend müßten diese Truppen auch künftig einen fest umrissenen Auftrag im Rahmen der gemeinsamen Verteidigung der NATO übernehmen (...)."
"eine Vereinbarung zu treffen".
- 192) "Die neuen Vereinbarungen müßten auf den Grundsätzen der Gleichberechtigung und der Gegenseitigkeit beruhen, der Hoheitsgewalt des

Aufnahmestaates Rechnung tragen und dementsprechende Bestimmungen über ihre Geltungsdauer enthalten."

- 195) "(...) einen Beauftragten ernennen, der ab 1. Juli 1966 gegenüber den französischen Streitkräften im Gebiet der Bundesrepublik Deutschland die deutsche Gebietshoheit vertritt."
- 200) "ministrable Figur" - "Duldung" - "aktive Unterstützung".
- 215) "(...) gebieterische Notwendigkeit zu einer immer weitere Bereiche umfassenden wirtschaftlichen, technologischen, kulturellen, militärischen und politischen Zusammenarbeit."
- 216) "ein solides Bündnis".
- 217) "von größtem Wert".
- 219) "nicht nur im prozedural-protokollarischen Bereich, sondern auch im materiellen Bereich".
- 222) "Es hat Verstimmungen gegeben, und Couve de Murville, den ich gut kenne und den ich sehr schätze, hat mir gesagt, die Franzosen seien nicht schuld daran, wenn die Dinge nicht immer gut gelaufen seien. Daran ist ohne Zweifel etwas Wahres."
- 223) "Quite frankly, I don't think Britain can qualify to come into the Common Market. Maybe I am wrong, we will see."
- 225) "ernsthafte Bedenken".
- 227) "Hier kann es zu einer regelmäßigen Konsultation, zu einer Abstimmung, zu einer gegenseitigen Hilfeleistung (...) kommen."
- 232) "wiederbelebt".
- 248) "(...) if East-West relationships had not by then commenced to change very substantially."
"certainly not".
- 251) "Die tiefverwurzelte deutsch-französische Freundschaft vor allem im jungen Volk wird am Ende stärker sein als die starren uneuropäischen Gedanken eines machtbesessenen Regierungschefs."
- 253) "(...) die strittige Formulierung nicht gefallen ist."
"unfähige Regierungen".
- 260) "(...) nicht im festen Gefüge eines nordatlantischen Imperiums suchen."
- 261) "Ausschreitungen".
- 264) "ohne jeden Zweifel einen schweren Rückschlag erlitten" - "die Lage neu prüfen" - "das einen gemeinsamen politischen Willen entwickelt".
- 265) "ohne jede Einschränkung" - "ist ganz klargestellt worden" - "tragische Hypothese" - "dann würde man Frankreich und Deutschland ge-

meinsam antreffen".

"Die französische Seite hat von einer 'coopération préférentielle' von einer 'solidarité préférentielle' gesprochen."

"(...) daß die deutsch-französische Zusammenarbeit sehr gut sei. Es gebe keinen Streit, keine Rivalitäten."

"Aber der General hat außerordentlich herzliche Worte seines persönlichen Vertrauens und seiner persönlichen Freundschaft zum Kanzler und zum Vizekanzler gefunden."

267) "zerstörerisch".

268) "mit der gegenwärtigen Art der Zusammenarbeit nicht zufrieden".

270) "dieser Gedanke einer Reaktivierung der bilateralen Zusammenarbeit auf möglichst weiten Gebieten weiter vertieft worden ist".

271) "Dazu war jedoch inoffiziell zu erfahren, de Gaulle habe an den Methoden der Bonner Ostpolitik Kritik geübt."

282) "(...) that Bonn has become giddy with power."

283) "He took no trouble to disguise his growing anti-German feelings (...). He is clearly frightened about the increase in German power (...)."

284) "If Germany were to become a big power militarily, economically - and in a nuclear sense - then we would have to have an alliance."

285) "It is not a big thing now. I suppose that is the least one can say."

293) "wird andere Formen der europäischen Zusammenarbeit auf den Gebieten der Wirtschaft, Politik und Sicherheit zur Diskussion stellen"

DEUXIEME PARTIE, chapitre II :

7) "im Einvernehmen mit dem Bundesminister des Auswärtigen" - "wird ihm der Leiter der Kulturabteilung des Auswärtigen Amts beigeordnet".

45) "sehr willkommen" - "Es wird also keine hermetisch abgeschlossene deutsch-französische Politik des Deutsch-Französischen Jugendwerks geben."

78) "Verständnis für unsere lebensnotwendigen Interessen aufbringen".
"(...) sowie nicht zuletzt auch ein Beitrag zur Stützung unseres Anspruchs auf Anerkennung des Selbstbestimmungsrechtes des deutschen Volkes."

99) "Er könne zwar eine gewisse Enttäuschung nicht verbergen. Die Erfolge seien erheblich hinter Wünschen und Hoffnungen zurückgeblieben."

"bleibe für eine deutsch-französische Produktion wenig übrig".

TABLE DES MATIERES

Table des matières

INTRODUCTION.....	1
Remarques préliminaires.....	2
I. Les rapports franco-allemands de 1945 à 1958 : une réconciliation accomplie.....	4
La politique française envers l'Allemagne vaincue, 4 - L'Europe comme solution de rechange, 6 - Rapprochement et réconciliation, 8.	
II. De Gaulle et l'Allemagne depuis la première guerre mondiale jusqu'à 1958.....	11
De Gaulle et "les Germains", 11 - Le chef de la France libre et sa politique allemande, 13 - Pour une "entente directe", 17.	
III. Les rapports entre le général de Gaulle et le chancelier Adenauer de 1958 à 1962.....	22
1° Les points de départ et la première rencontre.....	22
La politique allemande du général de Gaulle après 1958, 22 - Les idées politiques du chancelier Adenauer, 27 - La rencontre de Colombey des 14 et 15 septembre 1958, 30 - Deux amis dissemblables, 34 - Pourquoi avoir attendu quatre ans ? 37.	
2° La phase préparatoire : un temps d'attente bien rempli (1958-1962).....	39
Une solidarité à toute épreuve, 39 - L'initiation circonspecte du chancelier, 43 - Le malentendu de Rambouillet, 47 - M. Adenauer "gaulliste" ? 50 - de Gaulle, Adenauer et l'Europe politique : "schizophrénie" de la politique allemande, 52.	
3° La phase active menant directement au Traité.....	63
Les conditions remplies, 63 - La préparation de l'opinion française, 64 - Le général de Gaulle en Allemagne, 69 - Quel genre d'arrangement ? 72.	

PREMIERE PARTIE : L'élaboration du Traité..... 76

I. Genèse du Traité..... 77

Le mémorandum français et la réponse allemande, 77 - Les négociations franco-allemandes, 82 - Comment le protocole devint un traité, 86 - Le problème britannique et la signature du Traité, 89.

II. Le Traité..... 93

1° Le contenu..... 93

Texte intégral commenté du Traité : Déclaration commune, 94 - Partie I : Organisation, 95 - Partie II : Programme, 97 - Partie III : Dispositions finales, 104.

2° Portée juridique et appréciation politique du Traité..... 107

Ambiguïté du terme, 107 - Des consultations sans institutions, 108 - Autres aspects juridiques, 112.

3° Les réactions à l'étranger..... 115

Hostilité farouche du côté communiste, 115 - Opposition des partenaires européens, 118 - Réaction vive des États-Unis, 121.

III. Ratification du Traité..... 127

1° La ratification en Allemagne 127

Procédure législative, 127 - La réaction des partis politiques allemands, 128 - Le Traité devant le Bundesrat, 134 - La ratification au Bundestag : le "préambule", 138.

2° La ratification en France..... 146

Avis du Conseil d'Etat et adoption de l'exposé des motifs, 146 - La ratification à l'Assemblée nationale, 148 - La ratification au Sénat, 155.

<u>DEUXIEME PARTIE</u> : l'application du Traité.....	160
I. <u>L'application du Traité sur le plan politique : les relations franco-allemandes de 1963 à 1969</u>	161
A. Les relations franco-allemandes sous le chancelier Adenauer (janvier 1963 à octobre 1963).....	162
Préparation psychologique de la rencontre de Bonn, 163 - Remarques générales sur les "sommets" franco-allemands, 165 - Le "sommet" des 4 et 5 juillet 1963 à Bonn, 167 - La fin de l'ère Adenauer, 171.	
B. Les relations franco-allemandes sous le chancelier Erhard (octobre 1963 à novembre 1966).....	174
1° Les données de base.....	174
L'attitude de M. Erhard envers les rapports franco-allemands, 174 - Quelques remarques sur les "gaullistes" allemands, 176.	
2° La période des tâtonnements.....	180
La rencontre "extraordinaire" de novembre 1963, 180 - L'affaire Argoud, 181 - La reconnaissance de la Chine et sa signification pour l'Allemagne, 183 - Le "sommet" des 14 et 15 février 1964 à Paris, 187.	
3° L'éclat et la crise.....	190
Le "sommet" des 3 et 4 juillet 1964 à Bonn et le problème de la participation nucléaire allemande, 192 - La conférence de presse du 23 juillet 1964, 200 - Un essai de relance, 207.	
4° 1965 : année des malentendus.....	215
La rencontre de Rambouillet des 19 et 20 janvier 1965, 215 - La conférence de presse du 4 février 1965, 218 - Le "sommet" des 11 et 12 juin 1965 à Bonn, 226 - La crise de la C.E.E., 228 - La victoire électorale de M. Erhard, 230 - De nouveau le problème nucléaire, 233.	
5° 1966 : retrait de l'O.T.A.N. et rapprochement franco-soviétique.....	239
Le "sommet" des 7 et 8 février 1966 à Paris, 241 - Le problème du stationnement des troupes françaises en Allemagne, 244 - Le "sommet" du 21 juillet 1966 à Bonn, 251 - La chute du gouvernement Erhard, 254.	

C. Les relations franco-allemandes sous le chancelier Kiesinger jusqu'à la démission du général de Gaulle (décembre 1966 à avril 1969).....	257
1° 1967 : "Tout nouveau, tout beau".....	259
L'attitude du nouveau gouvernement allemand, 259 - Le "sommet" des 13 et 14 janvier 1967 à Paris, 261 - La politique à l'Est et le problème britannique, 264 - Le "sommet" des 12 et 13 juillet 1967 à Bonn, 266.	
2° 1968-1969 : la sérénité dans la désillusion.....	272
Le "sommet" des 15 et 16 février 1968 à Paris, 275 - L'invasion de la Tchécoslovaquie, 279 - Le "sommet" des 27 et 28 septembre 1968 à Bonn, 281 - L'affaire "Gelsenberg", 286 - La crise monétaire de novembre 1968, 290 - Le "front des Cinq" contre Paris, 293 - Le "sommet" des 13 et 14 mars 1969 à Paris, 297.	
II. <u>L'application du Traité dans les domaines non politiques</u>	301
1° La coopération culturelle.....	303
Les prescriptions du Traité et le rôle du plénipotentiaire, 303 - L'enseignement des langues, 306 - Le problème des équivalences, 308 - Conclusions, 309.	
2° Jeunesse : l'Office franco-allemand pour la Jeunesse.....	311
- L'élaboration de l'accord sur l'Office.....	312
Divergences entre le Bund et les Länder, 312 - Divergences politiques entre Bonn et Paris sur le rôle et les structures de l'Office, 313.	
- Les structures de l'Office.....	317
Le rôle de l'Office, 317 - Le Conseil d'administration et le fonds commun, 318 - Le Secrétaire général, 320.	
- Le fonctionnement des institutions.....	322
Les critiques concernant les structures, 322 - Pas de "comité consultatif", 323 - Bilatéralisme ou Office européen pour la jeunesse ? 323.	
- Les réalisations de l'Office.....	326
Subventions suivant certains critères, 327 - La promotion linguistique, 327 - Les échanges de jeunes travailleurs, 328 - "Connaissance de la France", 329 - Aspects psychologiques d'abord négligés, 330.	
3° La recherche scientifique.....	332
Prescriptions du Traité et réunions ministérielles, 332 - Le réacteur à haut flux de Grenoble, 333 - Le satellite expérimental "Symphonie", 334 - D'autres projets ; conclusions, 335.	

4° Information.....	337
Les prescriptions du Traité et la pratique des consultations, 337 - Déséquilibre du niveau d'information des opinions publiques, 338 - La coopération entre les missions diplomatiques, 340 - La brochure bilingue, 341.	
5° Aide aux pays en voie de développement.....	343
Prescriptions du Traité et buts politiques, 343 - Les consultations, 344 - Les résultats pratiques, 345.	
6° Défense.....	348
Stratégie et tactique : pas d'instituts de recherche opérationnelle, 349 - Le "groupe d'études sur les années 70", 351 - Armements : les limites politiques d'une production commune, 353 - Echec de tous les grands projets, 354 - Quelques projets d'études, 356 - Echanges de personnel, 358 - Défense civile, 359 - Les rencontres dans le domaine de la défense, 360.	
7° Economie et finances.....	363
La coopération industrielle : le "Bureau franco-allemand de coopération industrielle", 364 - Le "Comité franco-allemand de coopération économique et industrielle", 365 - Des entreprises réticentes : esquisse d'un groupe franco-allemand dans un seul cas, 366 - La politique des crédits à l'exportation, 368 - La politique énergétique, 369 - Communications et transports, 370 - La politique agricole et forestière, 370 - Tentatives de coopération dans d'autres domaines, 371 - Résultats modestes pour les "investissements croisés", 372 - Volume des échanges très satisfaisant, 373.	
8° Les commissions interministérielles et les "coordinateurs"..	375
Prescriptions du Traité et nomination des présidents, 375 - Le fonctionnement des commissions jusqu'en 1967, 375 - Les coordinateurs pour les relations franco-allemandes, 377.	

III. <u>Conclusion</u>	380
------------------------------	-----

BIBLIOGRAPHIE	387
Remarques préliminaires.....	388
Ouvrages.....	390
Documents divers.....	398
Articles et contributions (par année, suivant la date de parution, dans l'ordre alphabétique).....	400
Articles et contributions ainsi que d'autres publications sur l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ).....	434

ANNEXES.....	439
Texte de la Déclaration commune et du Traité franco-allemand du 22 janvier 1963.....	440
Texte du "préambule" adopté par le Bundestag le 16 mai 1963.....	446
Traduction française du texte du "préambule".....	44
Texte de l'Accord portant création d'un Office franco-alle- mand pour la Jeunesse (5 juillet 1963).....	448
Citations en langue originale.....	453
TABLE DES MATIERES.....	470

